This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

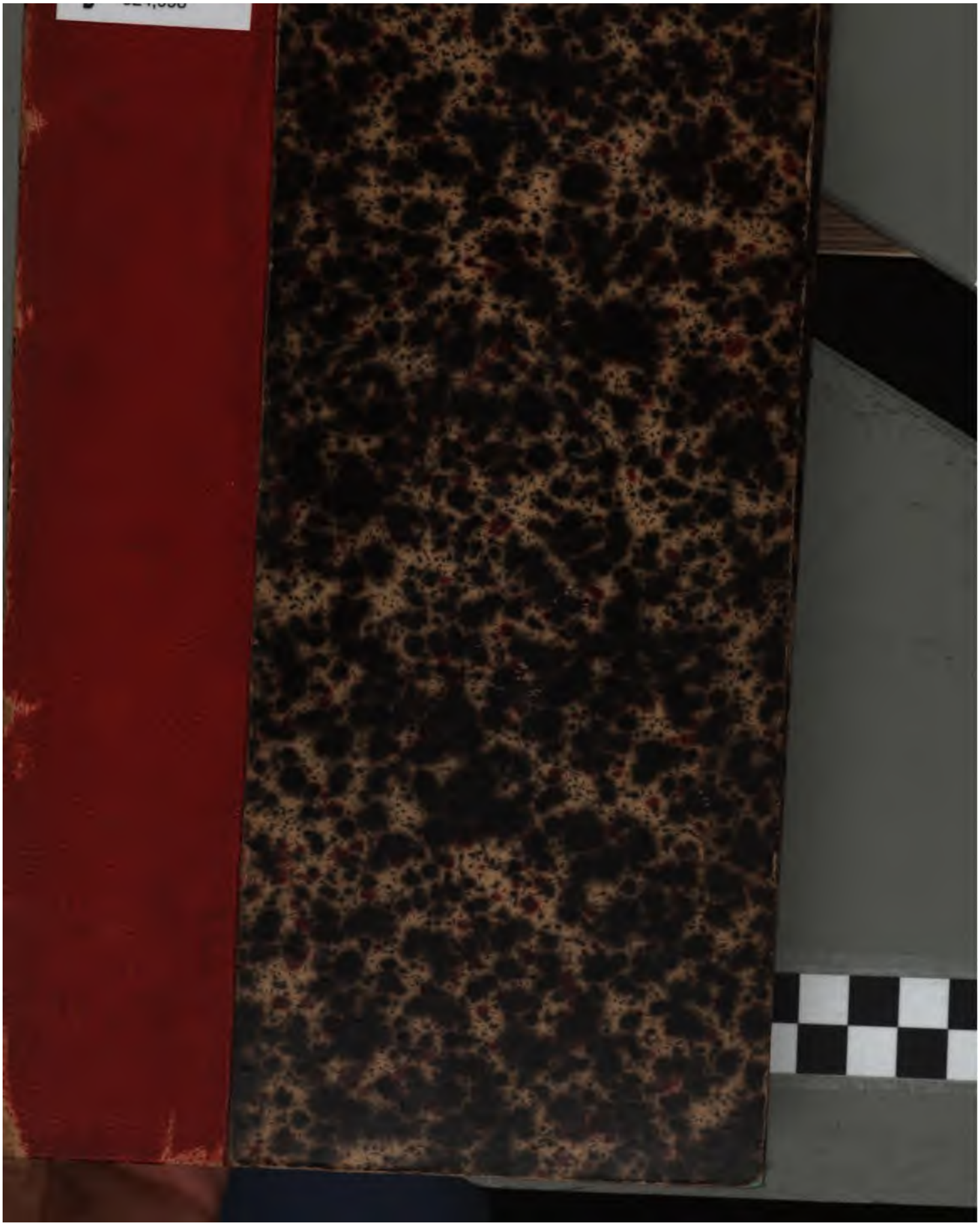
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR

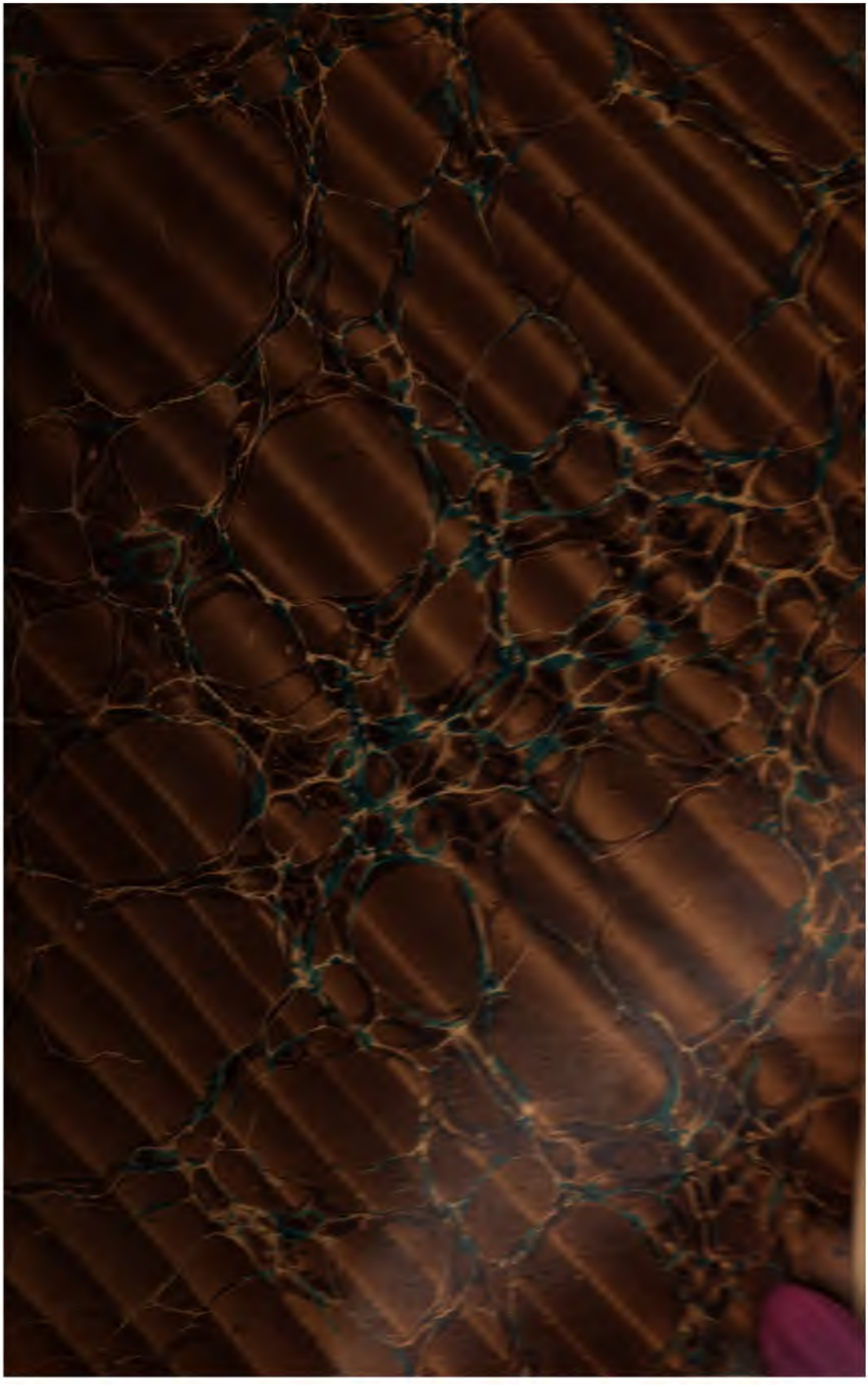


TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

(Sessions ordinaire et extraordinaire 1883)

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

(Sessions ordinaire et extraordinaire 1883)

PARIS. — IMPRIMERIE DU SÉNAT, P. MOUILLOT. — 6402

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES

SÉANCES DU SÉNAT

(Sessions ordinaire et extraordinaire 1883)

CETTE TABLE

RÉDIGÉE AUX ARCHIVES DU SÉNAT

EST PRÉCÉDÉE

De la Loi constitutionnelle relative à l'Organisation du Sénat,
De la Loi constitutionnelle sur les Rapports des Pouvoirs publics,
De la Loi organique sur les Élections des Sénateurs,
De la Liste nominative par ordre alphabétique des Sénateurs,
Etc., Etc.

PARIS

P. MOUILLOT, IMPRIMEUR DU SÉNAT

Palais du Luxembourg

M DCCC LXXXIV

Continuation
W. J. Johnson
5-17-49
66805

J
341
.J451

AVERTISSEMENT

Les débats du Sénat sont reproduits sous deux formes différentes :

1° Par le Compte Rendu in extenso *inséré dans le* Journal Officiel *avec les exposés des motifs des Projets de lois, les Rapports et autres documents formant les annexes des procès-verbaux ;*

2° Par les Annales du Sénat. *Cette publication, complétée par l'insertion des annexes et suivie d'une table spéciale, compose, avec les* Impressions, *les* Feuilletons *et la* Table Analytique, *la collection officielle de chaque session du Sénat.*

La Table Analytique, *rédigée aux archives du Sénat, renvoie à la publication du* Compte Rendu in extenso *dans le* Journal Officiel *et à celle des* Annales. *Elle indique également les numéros des* Impressions *contenant les*

ORGANISATION DU SÉNAT

LOI

CONSTITUTIONNELLE

RELATIVE A L'ORGANISATION DU SÉNAT (1)

DU 24 FÉVRIER 1875

ARTICLE PREMIER.

Le Sénat se compose de trois cents membres : deux cent vingt-cinq élus par les départements et

Composition du Sénat.

(1) Le caractère constitutionnel de cette loi n'est pas douteux; il a été reconnu par l'Assemblée, notamment dans la discussion de la loi sur l'élection des Sénateurs; le 23 juillet 1875, un amendement de M. Arbuillères a été écarté comme portant atteinte aux dispositions constitutionnelles de la loi du 24 février 1875, sur l'organisation du Sénat; en parlant de cette même loi, M. Christophle, rapporteur de la seconde Commission des lois constitutionnelles, a dit :

« Ce n'est pas là une loi ordinaire qu'on peut aisément changer; la Constitution ne peut être modifiée qu'à l'aide des procédés de revision qu'elle indique elle-même et, par conséquent, toutes les fois qu'un amendement nous paraît avoir un caractère inconstitutionnel, la question devient par ce seul fait digne de toute notre attention. » (Séance du 2 août 1875.)

les colonies (1), et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale (2).

ART. 2.

Nombre de Sénateurs à élire par département.

Les départements de la Seine et du Nord éliront chacun cinq Sénateurs ;

Les départements de la Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre Sénateurs ;

La Loire-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses-Pyrénées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois Sénateurs ;

Tous les autres départements, chacun deux Sénateurs ;

Le territoire de Belfort (3), les trois départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, des Indes françaises, éliront chacun un Sénateur (4).

---

(1) Le mode de nomination des Sénateurs de département est déterminé par les articles 4 et 6 ci-après et par la loi organique du 2 août 1875.

(2) La procédure suivie pour l'élection des Sénateurs nommés par l'Assemblée a été réglée par les articles 5 et 7 de la présente loi et par les articles 24 et 25 de la loi organique du 2 août 1875. L'Assemblée a procédé à l'élection des 75 Sénateurs inamovibles dans les séances des 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20 et 21 décembre 1875.

(3) Le territoire de Belfort comprend 106 communes restées françaises de l'ancien département du Haut-Rhin.

(4) Le projet de loi sur l'élection des Sénateurs a été examiné par la seconde Commission des lois constitutionnelles ; à l'occasion de cet examen, M. Seignobos a proposé à la Commission un amendement ayant pour objet de faire décider qu'à chaque renouvellement partiel, le nombre de Sénateurs attribué par l'article 2 ci-dessus à chaque département serait élevé ou abaissé, suivant que la population du département aurait augmenté ou diminué ; la Commission

ART. 3.

Conditions d'éligibilité au Sénat.

Nul ne peut être Sénateur s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins, et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques (1).

ART. 4.

Election des Sénateurs des départements.

Les Sénateurs des départements et des colonies sont élus à la majorité absolue (2), et, quand il y a lieu (3), au scrutin de liste (4), par un collège (5) réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé :

1° Des Députés ;

2° Des Conseillers généraux ;

3° Des Conseillers d'arrondissement ;

---

a écarté cet amendement comme inconstitutionnel, et M. Christophle a fait remarquer, à la page 44 de son rapport, que l'article 2 de la loi du 24 février 1875 « a déterminé d'une manière invariable, jusqu'à revision, le nombre de Sénateurs afférent à chaque département ».

On trouvera plus loin un tableau par ordre alphabétique du nombre de Sénateurs à élire dans chaque département.

(1) L'article 27 de la loi organique du 2 août 1875 a étendu aux élections sénatoriales les cas d'indignité et d'incapacité prévus par la loi électorale pour la nomination des Députés ; ces cas sont déterminés par les articles 15, 16, 27 du décret organique du 2 février 1852.

L'inéligibilité relative des fonctionnaires dans l'étendue de leur ressort a été réglée par l'article 21 de la loi organique du 2 août 1875 et par l'article 29 de la même loi. L'incompatibilité entre le mandat de Sénateur et l'exercice de certaines fonctions a été déterminée par l'article 20 de ladite loi du 2 août 1875.

(2) Cette disposition se complète par celle de l'article 15 de la loi du 2 août 1875.

(3) C'est-à-dire dans les départements auxquels l'article 2 de la présente loi attribue plus d'un Sénateur à nommer.

(4) Le scrutin est secret ; cela résulte de l'article 5 de la loi du 30 novembre 1875 rapproché de l'article 27 (3°) de la loi du 2 août 1875.

(5) Les règles établies pour les opérations de ce collège se trouvent dans les articles 12 et suivants de la loi organique du 2 août 1875, et dans l'article 27 de la même loi.

4° Des délégués élus, un par chaque Conseil municipal (1), parmi les électeurs de la commune (2).

Elections sénatoriales dans l'Inde.

Dans l'Inde française, les membres du Conseil colonial ou des conseils locaux sont substitués aux conseillers généraux, aux conseillers d'arrondissement et aux délégués des Conseils municipaux (3).

---

(1) Voir pour le mode d'élection des délégués, les articles 2 à 5 de la loi organique du 2 août 1875.

(2) Tous les électeurs de la commune et les conseillers municipaux, même non domiciliés dans la commune, peuvent être élus délégués; voir le 4e paragraphe de l'article 2 de la loi du 10 août 1875.

Par ces mots : « Les électeurs de la commune », la loi n'entend pas seulement les citoyens inscrits sur la liste électorale municipale dressée en vertu de la loi du 7 juillet 1874, elle désigne également les citoyens inscrits sur la liste électorale politique; le choix des Conseils municipaux peut porter sur les électeurs politiques de la commune comme sur les électeurs municipaux. Cette interprétation résulte non seulement du texte lui-même qui n'a rien de limitatif, mais de la discussion qui a eu lieu dans la séance du 2 août 1875, au sujet du droit pour les conseillers municipaux non domiciliés d'être élus délégués: M. Léon Clément, rappelant dans ce débat le texte de l'article 4 de la loi du 24 février 1875, a dit :

« Il est évident que cette expression d'électeurs ne se rapporte pas à une catégorie spéciale d'électeurs; autrement il faudrait dire que les électeurs municipaux seuls peuvent être nommés délégués à l'exclusion des électeurs politiques. C'est inadmissible. Tout le corps électoral, tout l'électorat est éligible. » (*Journal officiel* du 3 août 1875, p. 6280, 3e col.)

(3) Les Conseils administratifs de l'Inde sont actuellement régis par le décret du 13 juin 1872.

L'article 1er de ce décret institue des Conseils locaux dans les cinq établissements de Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon et Mahé, et un Conseil colonial à Pondichéry.

Aux termes des articles 2, 3 et 4 du même décret, les membres des Conseils locaux élus par le suffrage universel, moitié par les Européens et descendants d'Européens, et moitié par les indigènes, sont au nombre de 39, savoir : 12 à Pondichéry, 6 à Chandernagor, 8 à Karikal, 4 à Yanaon et 4 à Mahé, plus le chef de service de chacun de ces établissements qui est président de droit du Conseil.

Le Conseil colonial se compose de douze membres; cinq membres de droit et sept membres élus par les Conseils locaux (art. 24 et 15 du décret précité, modifiés par l'article 1er du décret du 12 août 1874); ces 12 conseillers coloniaux, joints aux 39 conseillers locaux,

Ils votent au chef-lieu de chaque établissement (1).

ART. 5.

Elections des Sénateurs par l'Assemblée

Les Sénateurs nommés par l'Assemblée sont élus au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages (2).

---

formeraient un total de 51 électeurs sénatoriaux ; mais il convient de remarquer qu'un conseiller local peut être en même temps conseiller colonial et que entre les deux chefs de service précédents des conseils locaux de Chandernagor et de Karikal comptent parmi les membres de droit du Conseil colonial ; le chiffre de 51 électeurs est donc un maximum qui ne sera jamais atteint.

Pour la présidence du collège électoral de l'Inde, voir l'article 12 de la loi du 2 août 1875.

(1) Pour le dépouillement et le recensement des votes dans l'Inde, voir l'article 14 de la loi du 2 août 1875 et le 6e paragraphe de l'article 4 de la loi du 30 décembre 1875. Ainsi qu'on l'a vu, le collège électoral de l'Inde française est composé d'une manière spéciale ; il n'est pas le seul dans ce cas : les exceptions à la règle générale, établie par l'article 4 ci-dessus, existent également pour les collèges d'Alger, de Constantine et d'Oran, en Algérie ; pour ceux des trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ; et pour le collège du département du Haut-Rhin (territoire de Belfort).

La composition spéciale des collèges de l'Algérie a été définie par l'article 11 de la loi organique du 2 août 1875.

Les trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion n'ont pas de Conseils d'arrondissement ; mais elles ont des Députés (loi organique du 30 novembre 1875, art. 21), des conseillers généraux et des conseillers municipaux (sénatus-consulte du 3 mai 1854, art. 11 et 12).

La portion restée française du Haut-Rhin (territoire de Belfort) a un Député, elle a ni Conseils généraux, ni Conseils d'arrondissement ; les attributions conférées à ces conseils par les lois en vigueur sont actuellement exercées dans le Haut-Rhin par une Commission de cinq membres nommés par les électeurs municipaux (décret du 16 septembre 1871, art. 1er). Les membres de cette Commission se compteront avec le Député et les délégués des Conseils municipaux au collège sénatorial.

(2) Voir les articles 24 et 26 de la loi du 2 août 1875.

Voir l'article 7 ci-après et l'article 25 de la loi organique du 2 août 1875.

ART. 6.

Renouvellement des Sénateurs par département

Les Sénateurs des départements et des colonies sont élus pour neuf années et renouvelables par tiers tous les trois ans.

Au début de la première session, les départements seront divisés en trois séries, contenant chacune un égal nombre de Sénateurs. Il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation des séries qui devront être renouvelées à l'expiration de la première et de la deuxième période triennale (1).

ART. 7.

Inamovibilité des Sénateurs élus par l'Assemblée. Cas de vacances.

Les Sénateurs élus par l'Assemblée sont inamovibles. En cas de vacance par décès, démission ou autre cause, il sera, dans les deux mois, pourvu au remplacement par le Sénat lui-même (2).

ART. 8.

Attributions législatives du Sénat.

Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des Députés, l'initiative et la confection des lois (3) ; tou-

---

(1) Voir le 2e paragraphe de l'article 23 de la loi du 2 août 1875.

(2) Cette disposition se complète par celle de l'article 25 de la loi du 2 août 1875.

En ce qui concerne l'inamovibilité des Sénateurs qui seront élus par le Sénat lui-même, M. Christophle, rapporteur de la seconde Commission des lois constitutionnelles, s'est exprimé dans les termes suivants : « La fraction du Sénat dont la condition est inamovible se perpétuera dans les mêmes formes qui l'auront constituée, et elle gardera, dans ses membres futurs, les privilèges et les avantages accordés aux Sénateurs issus de la première élection. » (*Rapport de M. Christophle sur le projet de loi relatif à l'élection des Sénateurs.*)

(3) Voir les articles 1er et 3 de la loi du 25 février 1875.

tefois, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des Députés et votées par elle.

ART. 9.

Attributions judiciaires du Sénat.

Le Sénat peut être constitué en Cour de Justice pour juger, soit le Président de la République, soit les Ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'État (1).

ART. 10.

Première élection du Sénat.

Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation (2). Le Sénat entrera en fonctions et se constituera le jour même où l'Assemblée nationale se séparera (3).

ART. 11.

Disposition transitoire.

La présente loi ne pourra être promulguée qu'après le vote définitif de la loi sur les Pouvoirs publics (4).

---

(1) Voir les articles 4 et 12 de la loi du 16 juillet 1875.

(2) Voir l'article 28 de la loi du 2 août 1875.

(3) Voir l'article 5 de la loi du 30 décembre 1875 qui a décidé que le Sénat et la Chambre des Députés se réuniraient le 8 mars 1876 et que les pouvoirs de l'Assemblée prendraient fin le même jour.

(4) Elle a été promulguée au *Journal officiel* du 28 février 1875, le même jour que la loi sur l'organisation des Pouvoirs publics.

LOI

CONSTITUTIONNELLE

SUR LES RAPPORTS DES POUVOIRS PUBLICS

DU 16 JUILLET 1875

ARTICLE PREMIER.

Sessions des Chambres.

Le Sénat et la Chambre des Députés se réunissent chaque année, le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure faite par le Président de la République (1).

---

(1) Cette loi a été examinée par une Commission de trente membres élus, sur la demande du Garde des Sceaux, dans les formes prescrites par l'article 2 de la loi du 20 novembre 1873 pour la nomination de la première Commission des lois constitutionnelles; l'Assemblée a ordonné la formation de cette nouvelle Commission dans la séance du 21 mai 1875, à la suite d'une déclaration de M. le Garde des Sceaux dont voici les principaux passages :

« Je prends la liberté de dire à l'Assemblée que le projet relatif aux rapports des Pouvoirs publics entre eux a, à nos yeux, un caractère essentiellement constitutionnel; il l'a, selon nous, au même degré que les deux lois que nous avons votées le 25 février dernier.

« Je rappelle à l'Assemblée que l'article 2 de la loi du 20 novembre 1873 porte que les lois constitutionnelles seront examinées par une Commission de trente membres nommés en séance publique au scrutin de liste. L'Assemblée a voulu par là employer un mode plus solennel que son mode ordinaire pour l'examen de lois qui ont certainement un caractère plus relevé et en même temps plus durable que les lois que nous votons tous les jours.

« Je répète donc que la loi sur les rapports des Pouvoirs publics a essentiellement ce caractère, et que, soit en vertu du vote que l'Assemblée a émis le 20 novembre 1873, soit parce qu'il importe, pour assurer à ces lois leur inviolabilité, sauf la révision à l'époque

Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Le dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu dans les églises et dans les temples pour appeler son secours sur les travaux des Assemblées. Prières publiques.

ART. 2.

Le Président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer (1) extraordinairement les Chambres. Il devra les convoquer si la demande en est faite, dans l'intervalle des sessions (2), par la majorité absolue des membres composant chaque Chambre. Clôture des sessions. Convocations extraordinaires.

---

et aux conditions qui ont été déterminées; qu'elles soient revêtues du même caractère, il convient qu'elles soient votées avec la même solennité. C'est pour cela que je demande à l'Assemblée, pour l'examen du projet de loi sur les rapports des Pouvoirs publics entre eux, de vouloir bien nommer, dans les formes prescrites par la loi du 20 novembre 1873, une nouvelle Commission des Trente, en remplacement de l'ancienne, dont tous les membres ont donné leur démission. » (*Journal officiel* du 22 mai 1875, p. 3614, 1re et 2e col.)

(1) A la page 4 de son rapport, M. Laboulaye s'exprime ainsi : « La Commission a consenti à reconnaître au Président de la République le droit de convoquer, de proroger et même d'ajourner les Chambres. »

(2) Les mots « dans l'intervalle des sessions » ont été introduits dans l'article 2 lors de la troisième délibération sur la proposition de M. Antonin Lefèvre-Pontalis, afin d'indiquer nettement que, pendant la durée des ajournements, les convocations extraordinaires ne peuvent avoir lieu. M. le Garde des Sceaux Dufaure a donné, à ce sujet, les explications suivantes : « L'article 2 est composé de deux paragraphes. D'après le premier paragraphe, le Président de la République prononce la clôture de la session, et puis, dans l'intervalle des sessions ordinaires, le Président et les Chambres ont cha-

Ajournement des Chambres.

Le Président peut ajourner les Chambres (1). Toutefois, l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session (2).

ART. 3.

Expiration des pouvoirs du Président de la République

Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du Président de la République, les Chambres devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du nouveau Président. A défaut

---

cun un droit : le Président de convoquer extraordinairement les Chambres, et les Chambres, de leur côté, d'obliger le Président à les convoquer sur la demande qui en est faite par la majorité de leurs membres.

« Le paragraphe 2 prévoit encore une autre chose : c'est le droit du Président d'ajourner les Chambres. L'ajournement ne peut être que d'un mois ; il peut être renouvelé par deux fois dans le cours de la session, les ajournements sont compris dans la session ; elle dure malgré les ajournements, pendant les cinq mois que lui assigne l'article 1er. C'est la session ordinaire, et elle continue à durer pendant l'ajournement. Ce n'est pas pendant le cours de la session ordinaire que l'on peut convoquer les Chambres en session extraordinaire. L'article dit donc très clairement que pendant la durée de la session, c'est-à-dire pendant les ajournements comme pendant le temps où les Chambres délibèrent, il n'y a pas de convocation extraordinaire, ni par la volonté du Président, ni sur la demande des deux Chambres.

« Par conséquent, c'est en dehors des sessions, après la clôture des sessions, en dehors des ajournements, qu'ont lieu les convocations extraordinaires. » (Séance du 16 juillet 1875, *Journal officiel* du 17, p. 5445, 1re col.)

(1) Dans la séance de la Commission du 29 mai 1875, M. de Lavergne, président de la Commission, ayant demandé si les Chambres pourraient se proroger elles-mêmes, M. le Vice-Président du Conseil a répondu que non ; mais il a ajouté qu'il ne fallait pas confondre les prorogations avec les suspensions de séances qui dépendent évidemment des Chambres elles-mêmes. M. le Garde des Sceaux a fait également observer que chaque Chambre peut toujours prendre tel ou tel congé, comme cela lui convient.

(2) Dans la séance de la Commission du 29 mai 1875, M. le Garde des Sceaux, interrogé par M. Adrien Léon sur la question de savoir si les ajournements seraient à défalquer des cinq mois de session,

de convocation, cette réunion aurait lieu de plein droit le quinzième jour avant l'expiration de ces pouvoirs.

Vacance de la Présidence de la République.

En cas de décès ou de démission du Président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit (1).

Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1875, la Chambre des Députés se trouverait dissoute au moment où la Présidence de la République deviendrait vacante, les collèges électoraux seraient aussitôt convoqués, et le Sénat se réunirait de plein droit (2).

ART. 4.

Réunion illicite des Chambres.

Toute assemblée de l'une des deux Chambres qui serait tenue hors du temps de la session commune est illicite et nulle de plein droit (3), sauf le cas prévu par l'article précédent et celui où le Sénat est réuni comme Cour de justice (4) ; et, dans ce dernier cas, il ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

ART. 5.

Publicité des séances.

Les séances du Sénat et celles de la Chambre des Députés sont publiques.

---

a répondu que les ajournements ne diminueraient pas la durée normale des sessions fixée par l'article 1er de la loi à un minimum de cinq mois.

(1) Voir l'article 7 de la loi du 25 février 1875.

(2) « En ce cas, le Sénat n'a qu'un pouvoir d'intérim, et ne peut faire aucun acte de législateur. » (Rapport do M. Laboulaye.)

(3) Voir ci-dessus le 2e paragraphe de l'article 1er.

(4) Voir l'article 9 de la loi du 24 février 1875, et l'article 12 de la présente loi.

Comités secrets.

Néanmoins, chaque Chambre peut se former en Comité secret sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règlement.

Elle décide ensuite, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public sur le même sujet.

ART. 6.

Messages.

Le Président de la République communique avec les Chambres par des messages qui sont lus à la tribune par un Ministre.

Rapports des Ministres avec les Chambres.

Les Ministres ont leur entrée dans les deux Chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé, par décret du Président de la République (1).

ART. 7.

Promulgation des lois.

Le Président de la République promulgue les lois (2) dans le mois qui suit la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il doit promulguer dans les trois jours les lois dont la promulgation, par un vote exprès dans l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente.

Nouvelle délibération sur une loi.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le Président de la République peut, par un Message motivé (3), demander aux deux Chambres une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

---

(1) Voir le 2e paragraphe de l'article 8 de la loi du 24 mai 1872.

(2) Voir le 1er paragraphe de l'article 3 de la loi du 25 février 1875, pour le mode de promulgation des lois.

(3) Les messages du Président de la République sont lus à la tribune par un Ministre; voir ci-dessus le premier paragraphe de l'article 6.

ART. 8.

Traités. Le Président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'État le permettent.

Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'État, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger, ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

ART. 9.

Cas de déclaration de guerre. Le Président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres (1).

ART. 10.

Vérification des pouvoirs. Chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection (2); elle peut seule recevoir leur démission.

---

(1) A la page 7 de son rapport, M. Laboulaye a défini de la manière suivante la portée de cet article : « Sans doute le Chef de l'État qui, suivant l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, dispose de la force armée, a le droit et le devoir de prendre toutes les mesures exigées par les circonstances pour ne pas laisser surprendre la France par une invasion. Ce droit est plus nécessaire aujourd'hui que jamais. Nous ne voulons pas affaiblir une prérogative qui protège l'indépendance et l'existence même du pays. Ce que nous demandons, c'est que la France reste maîtresse de ses destinées ; c'est qu'on ne puisse ni entreprendre ni déclarer la guerre sans son aveu. »

(2) Dans son rapport sur le projet de loi relatif à l'élection des Sénateurs, M. Christophle a prévu le cas où la validation d'une

ART. 11.

Bureau des Chambres.

Le Bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session, et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante.

Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale (1), leur bureau se compose des Président, Vice-Présidents et Secrétaires du Sénat.

ART. 12.

Attributions judiciaires des deux Chambres.

Le Président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des Députés et ne peut être jugé que par le Sénat.

Les Ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des Députés, pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat.

Le Sénat peut être constitué en Cour de justice par un décret du Président de la République, rendu en Conseil des Ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'Etat.

Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat peut être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi.

élection sénatoriale serait subordonnée au jugement d'instances encore pendantes devant le Conseil d'Etat au sujet de l'élection des délégués: « Si l'élection est contestée, et si le sort de la validation dépend, à cause de la faible majorité obtenue, de la solution des contestations relatives à l'élection des délégués, la marche à suivre est naturellement indiquée. Le Sénat prononcera un sursis jusqu'à ce qu'il ait été statué en dernier ressort par la juridiction compétente. » (Rapport de M. Christophle, p. 10).

(1) Voir les articles 2 et 8 de la loi du 25 février 1875.

Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement (1).

ART. 13.

Immunités des membres des deux Chambres.

Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

ART. 14.

Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

---

(1) Voir l'article 9 de la loi du 24 février 1875.

LOI

ORGANIQUE

SUR LES ÉLECTIONS DES SÉNATEURS

DU 2 AOUT 1875

ARTICLE PREMIER.

Convocation des Conseils municipaux et des collèges sénatoriaux.

Un décret du Président de la République, rendu au moins six semaines à l'avance, fixe le jour où doivent avoir lieu les élections pour le Sénat et en même temps celui où doivent être choisis les délégués des Conseils municipaux. Il doit y avoir un intervalle d'un mois au moins entre le choix des délégués et l'élection des Sénateurs (1).

ART. 2.

Election des délégués

Chaque Conseil municipal élit un délégué (2). L'élection se fait sans débat, au scrutin secret, à la

---

(1) Voir l'article 28 de la présente loi.

(2) Voir l'article 4 de la loi du 24 février 1875.

Le Conseil municipal procède à l'élection sans qu'il soit préalablement pourvu aux vacances qui peuvent exister dans son sein.

« La Commission a écarté, comme pouvant être une cause d'agitation sérieuse, la proposition qui a été faite de procéder à des élections complémentaires pour remplir, avant l'élection du délégué, les vides qui peuvent exister au sein des Conseils municipaux.

« Mais il ne faut pas confondre avec ce cas l'hypothèse très distincte où une commune se trouverait privée de Conseil municipal par suite de l'annulation des opérations électorales; il est clair qu'il devra être immédiatement et préalablement pourvu à la nomination de ce Conseil. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 24.)

majorité absolue des suffrages (1). Après deux tours de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu (2). Si le maire ne fait pas partie du Conseil municipal, il présidera, mais il ne prendra pas part au vote (3). des Conseils municipaux

Il est procédé le même jour et dans la même forme à l'élection d'un suppléant qui remplace le délégué en cas de refus ou d'empêchement.

Le choix des Conseils municipaux ne peut porter ni sur un député, ni sur un conseiller général, ni sur un conseiller d'arrondissement (4).

Il peut porter sur tous les électeurs de la commune, y compris les conseillers municipaux, sans distinction entre eux (5).

---

(1) « Comme toutes les autres réunions des Conseils municipaux, la séance dans laquelle le délégué est élu ne doit pas être publique : les candidats eux-mêmes, s'ils sont étrangers au Conseil, ne peuvent y être admis; le maire veille à ce qu'aucune discussion ne s'engage et à ce que l'assemblée ne motive point ses préférences.

« Les conseillers remettent leurs bulletins fermés au président; si un bulletin contient deux ou plusieurs noms, il n'est tenu compte que du nom inscrit le premier. » (C. I., 5 janvier 1876.)

(2) Rien n'oblige les votants, lors de ce troisième tour, à limiter leurs choix aux deux noms qui ont réuni le plus de suffrages. (C. I., 5 janvier 1876.)

(3) En aucun cas, la voix du président n'est prépondérante; à défaut du maire, les mêmes droits appartiennent à l'adjoint qui le remplace; les fonctions de secrétaire sont remplies par un des membres du Conseil municipal nommé au scrutin secret et à la majorité des membres présents. (L. 3 mai 1855, art. 19.)

« La loi n'ayant point indiqué à qui incomberait le soin de dépouiller les scrutins, il convient de se conformer à l'usage autrefois suivi pour l'élection des maires et adjoints et de désigner comme scrutateurs les trois conseillers les plus âgés. » (C. I., 5 janvier 1876.)

(4) Aux termes de l'article 4 de la loi du 24 février 1875, les députés, les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement forment les trois premières catégories d'électeurs sénatoriaux.

(5) Ce dernier paragraphe a été adopté, dans la séance du 2 août 1875, sur la proposition de M. Léon Clément; il a pour objet de

ART. 3.

Dans les communes où il existe une Commission municipale, le délégué et le suppléant seront nommés par l'ancien Conseil.

ART. 4.

Si le délégué n'a pas été présent à l'élection, notification lui en est faite dans les vingt-quatre heures par les soins du maire (1). Il doit faire parvenir au préfet dans les cinq jours l'avis de son acceptation. En cas de refus ou de silence, il est remplacé par le

---

rendre éligibles les conseillers municipaux qui, n'étant pas domiciliés dans la commune, ne sont pas inscrits sur la liste électorale.

(1) « Si le délégué élu est membre du Conseil municipal et assiste au vote, il doit faire connaître, séance tenante, son acceptation ou son refus, qui est consigné au procès-verbal.

« S'il refuse, le Conseil municipal doit, avant de passer à l'élection du suppléant, pourvoir à son remplacement.

« L'acceptation ou le refus du suppléant doit également, si le candidat est présent, être constaté au procès-verbal, et le refus est suivi d'une nouvelle désignation faite dans la même forme par le Conseil municipal.

« Si le délégué élu n'est pas présent à la séance, le maire doit, dans les vingt-quatre heures, la lui faire notifier en l'informant qu'un délai de cinq jours, à partir de la notification, lui est imparti pour faire parvenir à la préfecture l'avis de son acceptation. Procès-verbal de cette notification est dressé en double exemplaire; l'une des copies reste entre les mains du délégué et l'autre est immédiatement transmise au préfet.

« Si, à l'expiration du délai de cinq jours, le délégué n'a pas fait connaître son acceptation, il doit être considéré comme non acceptant ; le préfet fait alors, dans la forme indiquée au paragraphe précédent, notifier sa nomination au suppléant et si, à son tour, celui-ci refuse ou s'il laisse passer le délai de cinq jours sans envoyer l'avis de son acceptation, le préfet doit prendre, sans aucun retard, un arrêté à l'effet de convoquer le Conseil municipal pour la désignation de nouveaux délégués. » (C. I., 5 janvier 1876.)

suppléant, qui est alors porté sur la liste comme délégué de la commune.

ART. 5.

Le procès-verbal de l'élection du délégué et du suppléant est transmis immédiatement au préfet; il mentionne l'acceptation ou le refus des délégués et suppléants ainsi que les protestations élevées contre la régularité de l'élection par un ou plusieurs membres du Conseil municipal. Une copie de ce procès-verbal est affichée à la porte de la mairie.

ART. 6.

Tableau des résultats de l'élection des délégués.

Un tableau des résultats de l'élection des délégués et suppléants est dressé dans la huitaine par le préfet; ce tableau est communiqué à tout requérant, il peut être copié et publié.

Communication de la liste des conseillers municipaux.

Tout électeur a de même la faculté de prendre, dans les bureaux de la préfecture, communication et copie de la liste par commune des conseillers municipaux du département, et, dans les bureaux des sous-préfectures, de la liste par commune des conseillers municipaux de l'arrondissement (1).

ART. 7.

Protestations contre l'élection des délégués.

Tout électeur de la commune peut, dans un délai de trois jours, adresser directement au préfet une protestation contre la régularité de l'élection.

---

(1) D'après les explications données par M. le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, dans la séance du 1er décembre 1875, la communication de la liste doit être faite à tout électeur politique ou municipal, et cette communication n'est obligatoire que pendant la période électorale.

Si le préfet estime que les opérations ont été irrégulières, il a le droit d'en demander l'annulation.

ART. 8.

Jugement des protestations.

Les protestations relatives à l'élection du délégué ou du suppléant sont jugées, sauf recours au Conseil d'Etat, par le Conseil de préfecture (1), et, dans les colonies, par le Conseil privé.

---

(1) « Le Conseil de préfecture doit statuer immédiatement. La loi lui en fait un devoir rigoureux ; son jugement devra être rendu à temps, pour qu'en cas d'annulation l'élection du délégué ou du suppléant soit recommencée. Si l'élection du délégué est annulée, le suppléant, qui aura accepté, prendra sa place, et il n'y aura pas lieu de convoquer le Conseil municipal pour procéder à son remplacement. Le recours au Conseil d'État que le projet présenté ne mentionnait pas a été expressément réservé. Ce recours est de droit, en toute matière contentieuse, contre les décisions du Conseil de préfecture ; il se juge sans frais, sans ministère d'avocats, et il est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement. Enfin, et c'est ce qui a paru décisif, il soumet au Conseil d'État la question de droit et il offre ainsi aux parties intéressées toutes les garanties qu'elles sont en droit d'attendre d'une juridiction d'appel, étrangère aux passions locales et habituée à juger de semblables conflits. Il n'était pas possible de déterminer en ce moment le délai dans lequel la décision du Conseil d'État devra être rendue. Il n'y avait d'ailleurs à cela aucun intérêt sérieux, même au point de vue de la vérification des pouvoirs, puisque le Sénat aura la faculté de surseoir, dans le cas où le résultat de la vérification pourrait être subordonné au jugement des instances engagées devant le Conseil d'État. Quelle que soit d'ailleurs la solution à intervenir au Conseil d'État, la décision du Conseil de préfecture fait loi au point de vue de la confection définitive de la liste. Le pourvoi n'a jamais de caractère suspensif en matière administrative. Si donc l'élection était validée par le Conseil de préfecture, le pourvoi au Conseil d'État n'empêchera pas le délégué ou le suppléant de prendre part à l'élection. De même, si l'élection du délégué ou celle du suppléant est annulée, il n'y a pas lieu d'attendre l'issue du pourvoi formé. Il est procédé à de nouvelles élections par le Conseil municipal au jour fixé par un arrêté du préfet. » (*Rapport de M. Christophle*, pp. 26 et 27.)

Le délégué dont l'élection est annulée parce qu'il ne remplit pas une des conditions exigées par la loi, ou pour vice de forme, est remplacé par le suppléant. Cas d'annulation de l'élection du délégué.

En cas d'annulation de l'élection du délégué et de celle du suppléant, comme au cas de refus ou de décès de l'un et de l'autre après leur acceptation, il est procédé à de nouvelles élections par le Conseil municipal, au jour fixé par un arrêté du préfet (1).

ART. 9.

Huit jours au plus tard avant l'élection des Sénateurs, le préfet et, dans les colonies, le directeur de l'intérieur, dressent la liste des électeurs du département par ordre alphabétique (2). La liste est commu- Liste des électeurs sénatoriaux.

---

(1) Dans les trois cas d'annulation des opérations électorales, de refus ou de décès du délégué et du suppléant, la loi a voulu que le Conseil municipal fût appelé à pourvoir à la vacance, parce que « le droit des communes, a dit le rapporteur, est inamissible; il ne peut être compromis que par leur faute ou leur négligence, et non par des circonstances imprévues ou des faits de force majeure. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 30.)

(2) « Qu'il y ait ou non des réclamations pendantes devant le Conseil de préfecture ou devant le Conseil d'État, le préfet dresse, huit jours au plus tard avant l'élection, la liste par ordre alphabétique des électeurs du département.

« Cette liste est immédiatement affichée à la porte de la préfecture et des sous-préfectures : elle peut être copiée et publiée; la communication est obligatoire; elle n'est assujettie à aucune formalité.

« Elle se fera à tout requérant, sur sa demande, même verbale, qu'il appartienne ou non à la catégorie des électeurs sénatoriaux.

« Elle comprend tous les électeurs sénatoriaux, c'est-à-dire, en France :

« 1° Les Députés;

« 2° Les membres du Conseil général;

« 3° Les membres des Conseils d'arrondissement;

« 4° Les délégués des communes et leurs suppléants. » (*Rapport de M. Christophle*, pp. 30 et 31.)

niquée à tout requérant et peut être copiée et publiée (1). Aucun électeur ne peut avoir plus d'un suffrage (2).

ART. 10.

Les Députés, les membres du Conseil général ou des Conseils d'arrondissement qui auraient été proclamés par les Commissions de recensement, mais dont les pouvoirs n'auraient pas été vérifiés, sont inscrits sur la liste des électeurs et peuvent prendre part au vote (3).

ART. 11.

Collège électoral de l'Algérie.

Dans chacun des trois départements de l'Algérie, le collège électoral se compose (4) : 1° des Députés ;

---

(1) Dans la séance de la Commission du 5 juin 1875, cette partie de l'article 9 avait été rédigée dans les termes suivants, sur la proposition de M. Scherer : « *La liste est affichée à la porte de la préfecture et des sous-préfectures et communiquée à tout requérant, etc.* » Les mots en italique, n'ayant pas été reproduits dans le texte du projet de loi préparé par la Commission, n'ont pas pris place dans la loi ; M. Christophle en a fait mention dans son rapport. (Voir à la page précédente la note 2.)

(2) Par conséquent, « le Député qui est en même temps conseiller général ne doit être porté sur la liste qu'en l'une de ses qualités, et il n'a pas droit à un double vote.

« Nul ne pourra voter dans plus d'un collège; en excluant la pluralité du vote dans le département, on l'exclut également dans deux départements distincts. Par exemple le député de la Seine, conseiller général de Seine-et-Oise, n'aura pas le droit de voter à la fois à Paris et à Versailles ; mais tout électeur inscrit sur deux listes a la faculté d'opter et de voter dans l'un ou l'autre des collèges dont il fait, à des titres distincts, légalement partie. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 32.)

(3) Il en sera de même des délégués dont l'élection serait l'objet d'une instance encore pendante, malgré le vœu de la loi, devant le Conseil de préfecture ou devant le Conseil d'État; ni la réclamation pendante, ni le recours au Conseil d'État n'ont d'effet suspensif. (*Rapport de M. Christophle*, p. 31, *in fine*.)

(4) En Algérie, où il n'existe pas de Conseils d'arrondissement, le collège électoral comprend un élément de moins qu'en France.

2° des membres citoyens français du Conseil général (1) ; 3° des délégués élus par les membres citoyens français de chaque Conseil municipal, parmi les électeurs citoyens français de la commune (2).

ART. 12.

Le collège électoral est présidé par le Président du tribunal civil du chef-lieu du département ou de

Bureau du collège électoral

(1) La composition spéciale des Conseils généraux de l'Algérie est réglée par les décrets du 28 décembre 1870, du 12 octobre 1871, par la loi du 22 novembre 1872 et par le décret du 23 septembre 1875; l'article 1er de ce dernier décret est ainsi conçu : « Il y a dans chaque département de l'Algérie un Conseil général composé de membres français et d'assesseurs musulmans. »

Il résulte des termes de l'article 11 ci-dessus que les assesseurs musulmans ne peuvent prendre part au vote pour la nomination des Sénateurs.

(2) L'article 9 du décret du 27 décembre 1866 avait créé, en Algérie, quatre catégories d'électeurs communaux, élisant leurs représentants respectifs au Conseil municipal, savoir : 1° les citoyens français ou naturalisés; 2° les indigènes musulmans; 3° les indigènes israélites, et 4° les étrangers ; depuis la promulgation du décret de la Délégation de Tours du 24 octobre 1870 qui a déclaré citoyens français les israélites indigènes, ceux-ci votent avec la première catégorie.

Aux termes de l'article 12 du décret précité de 1866, il existe deux catégories d'éligibles aux Conseils municipaux de l'Algérie : 1° tous les électeurs français ou naturalisés français âgés de vingt-cinq ans ; 2° tous les indigènes et étrangers âgés de vingt-cinq ans, domiciliés dans la commune depuis trois ans au moins et inscrits sur la liste communale.

Pour les élections sénatoriales, les membres du Conseil municipal, citoyens français, y compris les indigènes israélites auxquels le décret sus-visé du 24 octobre 1870 a accordé la naturalisation collective, pourront seuls concourir à la nomination du délégué ; celui-ci devra être choisi parmi les électeurs inscrits dans la première catégorie de la liste communale qui, depuis le décret de 1870, comprend au même titre les citoyens français ou naturalisés et les israélites indigènes.

la colonie (1). Le président est assisté des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture de la séance. Le bureau ainsi composé choisit un secrétaire parmi les électeurs (2).

Si le président est empêché, il est remplacé par le vice-président et, à son défaut, par le juge le plus ancien.

ART. 13.

Le bureau répartit les électeurs par ordre alphabétique en sections de vote, comprenant au moins cent électeurs. Il nomme les présidents et scrutateurs de chacune de ces sections. Il statue sur toutes les

---

(1) Dans les trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, les tribunaux de première instance sont composés comme suit : A Saint-Pierre (Martinique), la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et Saint-Denis (Réunion), un président et trois juges; les autres tribunaux de première instance ont un président et deux juges (D., 16 août 1854, art. 2). Dans l'Inde, le tribunal de première instance de Pondichéry a un juge-président, un lieutenant de juge et deux juges suppléants; à Chandernagor et à Karikal, les tribunaux n'ont qu'un juge; à Yanaon et à Mahé, le chef de l'établissement fait fonctions de juge du tribunal (D., 7 février 1842, art. 23 et 30; D., 31 mai 1873).

(2) A la page 7 de son rapport, M. Christophle a résumé de la manière suivante les pouvoirs respectifs du président et du collège électoral :

« Le président n'est pas seul au bureau : il est assisté des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture de la séance. C'est le bureau ainsi composé qui choisit le secrétaire pour l'élection, qui procède à la répartition des électeurs par ordre alphabétique en sections de vote comprenant au moins cent électeurs, qui nomme les président et secrétaires de chacune de ces sections; qui statue enfin sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection, sans pouvoir toutefois s'écarter des décisions rendues par le Conseil de préfecture, en vertu de l'article 8. Voilà l'office du bureau, du bureau tout entier, non pas du président seul. Ce qui appartient à celui-ci en propre, c'est la police de l'Assemblée et le maintien de l'ordre matériel. »

difficultés et contestations (1) qui peuvent s'élever au cours de l'élection, sans pouvoir toutefois s'écarter des décisions rendues en vertu de l'article 8 de la présente loi.

ART. 14.

Heures des scrutins.

Le premier scrutin, ouvert à huit heures du matin, est fermé à midi. Le second est ouvert à deux heures et fermé à quatre heures. Le troisième, s'il y a lieu, est ouvert à six heures et fermé à huit (2). Les

(1) Dans la séance du 2 août 1875, M. Arfeuillères a adressé au rapporteur de la Commission la question suivante :

« Quelque restreint que soit le nombre des électeurs sénatoriaux et quelques précautions qu'on prenne dans la confection des listes électorales, il n'est pas absolument impossible que des omissions se produisent dans ces listes, et vous ne voulez certainement pas, Messieurs, que ces omissions aient jamais pour effet d'annuler le droit d'aucun électeur.

« En conséquence, je prie M. le Rapporteur, s'il le croit utile, de vouloir bien venir dire à la tribune que, dans la pensée de la Commission, le cas auquel je viens de faire allusion est bien compris dans le nombre de ceux que prescrit l'article 13, lorsqu'il dit : « Le bureau statue sur toutes les difficultés et contestations qui « peuvent s'élever au cours de l'élection. »

M. Christophle a répondu : « Il ne peut y avoir aucune difficulté au sujet de l'observation présentée par M. Arfeuillères; notre honorable collègue nous demande s'il entrera dans les attributions du bureau de s'occuper de toutes les réclamations qui se produiront devant lui et spécialement de celles qui seront présentées par un délégué non inscrit, à tort, sur la liste.

« Nous répondrons que cette contestation ou réclamation est précisément de celles que l'article 13 a eues en vue et que le bureau aura à résoudre.» (*Journal officiel* du 3 août 1875, p. 6283, 3e col.)

(2) Bien que, dans la rédaction de l'article, le troisième scrutin soit seul suivi des mots « s'il y a lieu », il est évident qu'un seul tour de scrutin peut suffire; il n'y a lieu de procéder à un second tour que si, au premier, aucun candidat n'a obtenu le chiffre de voix exigé par l'article 15, ou si le nombre de candidats réunissant ce chiffre de voix est inférieur au nombre de Sénateurs attribué au département par la loi; dans le cas où, au second tour, le résultat est encore nul ou incomplet, il est ouvert un troisième scrutin dans lequel la majorité relative suffit.

résultats des scrutins sont recensés par le bureau et proclamés le même jour (1) par le président du collège électoral.

ART. 15.

Majorité requise pour être élu Sénateur.

Nul n'est élu Sénateur à l'un des deux premiers tours de scrutin s'il ne réunit : 1° la majorité absolue des suffrages exprimés; 2° un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits; au troisième tour de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

ART. 16.

Réunions électorales.

Les réunions électorales (2) pour la nomination des Sénateurs pourront avoir lieu en se conformant aux règles tracées par la loi du 6 juin 1876 (3), sauf les modifications suivantes :

1° Ces réunions pourront être tenues depuis le

---

(1) L'article 4 de la loi du 30 décembre 1875 a décidé que, dans l'Inde française, le dépouillement et le recensement des votes auraient lieu conformément aux dispositions de l'article 14 ci-dessus, combinées avec celles de l'article 32 du décret réglementaire du 2 février 1852. En conséquence, les résultats des votes émis dans chaque établissement doivent être immédiatement arrêtés et signés par les bureaux électoraux de ces établissements et transmis au bureau du collège électoral de la colonie siégeant au chef-lieu (à Pondichéry); le bureau de ce collège opère le recensement général des votes, et son président en proclame le résultat.

(2) Au moment du vote sur l'article 16, MM. Jules Favre et Picard ont demandé s'il était bien entendu que cet article ne réglerait que les réunions électorales publiques; M. le Garde des Sceaux a répondu : « Il me semble que la rédaction est bien claire; la loi de 1868 n'est pas abrogée » (Séance du 27 juillet 1875, *Journal officiel* du 28, p. 5978, 2e col.)

(3) Voir cette loi.

jour de la nomination des délégués jusqu'au jour du vote inclusivement ;

2° Elles doivent être précédées d'une déclaration faite, la veille (1) au plus tard, par sept électeurs sénatoriaux de l'arrondissement et indiquant le local, le jour et l'heure où la réunion doit avoir lieu, et les noms, profession et domicile des candidats qui s'y présenteront ;

3° L'autorité municipale veillera à ce que nul ne s'introduise dans la réunion, s'il n'est député, conseiller général, conseiller d'arrondissement, délégué ou candidat.

Le délégué justifiera de sa qualité par un certificat du maire de la commune, le candidat par un certificat du fonctionnaire qui aura reçu la déclaration mentionnée au paragraphe précédent.

ART. 17.

Indemnité des délégués.

Les délégués qui auront pris part à tous les scrutins recevront sur les fonds de l'Etat, s'ils le requièrent, sur la présentation de leur lettre de convocation visée par le président du collège électoral, une indemnité de déplacement qui leur sera payée sur les mêmes bases et de la même manière que celle accordée aux jurés par les articles 35, 90 et suivants du décret du 18 juin 1811.

Un règlement d'administration publique déter-

(1) Dans la séance du 27 juillet 1875, le rapporteur de la Commission a fait observer au Gouvernement qu'il peut arriver que la nécessité d'une réunion se manifeste le jour même de l'élection, entre les deux scrutins ; M. le Vice-Président du Conseil a répondu : « On fera une déclaration éventuelle. » (*Journal officiel* du 28 juillet, p. 3976, 3e col.)

minera le mode de taxation et de payement de cette indemnité (1).

ART. 18.

Abstention des délégués.

Tout délégué qui, sans cause légitime, n'aura pas pris part à tous les scrutins, ou étant empêché, n'aura point averti le suppléant en temps utile, sera condamné à une amende de 50 francs par le Tribunal civil du chef-lieu, sur les réquisitions du ministère public.

La même peine peut être appliquée au délégué suppléant qui, averti par lettre, dépêche télégraphique ou avis à lui personnellement délivré en temps utile, n'aura pas pris part aux opérations électorales.

---

(1) Ce règlement a été rendu le 26 décembre 1875; en voici le texte :

« ART. 1er. — L'indemnité de déplacement allouée aux délégués des Conseils municipaux qui auront pris part à tous les scrutins est fixée à 2 fr. 50 c. par myriamètre parcouru, tant en allant qu'en revenant.

« ART. 2. — L'indemnité est réglée par myriamètre et demi-myriamètre.

« Les fractions au-dessus de 7 kilomètres sont comptées pour 1 myriamètre et celles de 3 à 7 kilomètres, pour un demi-myriamètre.

« Il n'y a lieu à aucune indemnité lorsque la distance n'atteint pas 3 kilomètres.

« ART. 3. — La distance se compte, quel que soit le domicile du délégué, du chef-lieu de la commune qui l'a élu au chef-lieu du département.

« ART. 4. — Le décompte se fait d'après le tableau officiel des distances, dressé par le préfet, en conformité de l'article 93 du décret du 18 juin 1811.

« Des copies de ce tableau seront déposées au secrétariat général de la Préfecture et sur la table du bureau électoral.

« ART. 5. — Les délégués qui désireront obtenir l'indemnité de déplacement devront en faire la demande expresse au président du collège électoral, avant la clôture de la séance. Ils lui présenteront à cet effet leur lettre de convocation, au dos de laquelle ils déclareront requérir la taxation.

« Le président certifiera sur la même feuille qu'ils ont participé

ART. 19.

Toute tentative de corruption (1) par l'emploi des moyens énoncés dans les articles 177 et suivants du

Tentatives de corruption.

à tous les scrutins, et la revêtira d'un exécutoire établissant le décompte de la somme due.

« Il fera en même temps dresser par un des assesseurs un bordereau des sommes ainsi mises en payement; ce bordereau, certifié par lui, sera remis au préfet avec le procès-verbal de l'élection.

« ART. 6. — Au vu de la lettre de convocation revêtue de l'exécutoire, le payement de l'indemnité sera fait entre les mains de l'ayant droit, soit par le trésorier-payeur général, soit, avec son visa, par les receveurs particuliers et les percepteurs du département.

« Les bureaux de la trésorerie générale resteront ouverts pendant toute la durée du dernier scrutin, et deux heures au moins après la clôture des opérations, afin que les délégués qui désireraient recevoir leur indemnité le jour même puissent s'y présenter.

« Ceux qui préféreraient être payés dans la commune de leur résidence déposeront leurs lettres de convocation, revêtues de l'exécutoire du président, entre les mains du receveur particulier ou du percepteur, qui en acquittera le montant après les avoir fait viser par le trésorier-payeur général.

« ART. 7.— Le trésorier-payeur général dressera des états nominatifs où seront compris tous les payements effectués, soit à sa caisse, soit à celle des receveurs particuliers ou des percepteurs. Ces états certifiés par le trésorier-payeur général seront transmis au préfet, qui émettra un ou plusieurs mandats collectifs de régularisation sur les crédits qui lui auront été délégués par le Ministre de l'Intérieur. »

Le mode de taxation et de payement de l'indemnité des délégués dans les colonies a été déterminé par le règlement du 4 janvier 1876, dont le premier article est ainsi conçu :

« L'indemnité de déplacement allouée aux délégués des Conseils municipaux qui auront pris part à tous les scrutins est fixée pour chaque myriamètre parcouru par terre ou par mer, tant en allant qu'en revenant, savoir : par mer, à 8 francs par myriamètre; par terre, à 5 francs par myriamètre. »

(1) « L'article 19 prévoit et punit la tentative de corruption; quant à la corruption suivie d'effet, elle est punie par l'article 1109 du Code pénal, et par les articles 38 et suivants du décret organique du 2 février 1852. »

Code pénal (1), pour influencer le vote d'un électeur ou le déterminer à s'abstenir de voter, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux peines édictées par le présent article (2).

---

(1) Les articles 177 et 179 du Code pénal sont ainsi conçus :

« ART. 177. — Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni de la dégradation civique et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à deux cents francs.

« La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, se sera abstenu de faire un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs.

« Sera puni de la même peine tout arbitre ou expert nommé soit par le tribunal, soit par les parties, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour rendre une décision ou donner une opinion favorable à l'une des parties.

« ART. 179. — Quiconque aura contraint ou tenté de contraindre par voies de faits ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présents, l'une des personnes de la qualité exprimée en l'article 177, pour obtenir soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, soit tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, soit enfin l'abstention d'un acte qui rentrait dans l'exercice de ses devoirs, sera puni des mêmes peines que la personne corrompue.

« Toutefois, si les tentatives de contrainte ou corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de trois mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent francs à trois cents francs. »

(2) Voir cet article.

ART. 20.

Incompatibilités

Il y a incompatibilité entre les fonctions de Sénateur et celles : de conseiller d'Etat et maître des requêtes, préfet et sous-préfet à l'exception du préfet de la Seine ou du préfet de police ; de membre des parquets, des cours d'appel et des tribunaux de première instance à l'exception du procureur général près la Cour de Paris ; de trésorier-payeur général, de receveur particulier, de fonctionnaire et employé des administrations centrales des ministères.

ART. 21.

Inéligibilités relatives.

Ne peuvent être élus par le département ou la colonie compris en tout ou en partie dans leur ressort, pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, destitution, changement de résidence ou de toute manière ;

1° Les premiers Présidents, les Présidents et les membres des parquets des Cours d'appel ;

2° Les Présidents, Vice-Présidents, les juges d'instruction et les membres des parquets des Tribunaux de première instance ;

3° Le Préfet de police, les Préfets et Sous-Préfets et les secrétaires généraux des préfectures ; les gouverneurs, directeurs de l'intérieur et secrétaires généraux des colonies (1) ;

4° Les ingénieurs en chef (2) et d'arrondissement, et les agents voyers en chef et d'arrondissement ;

---

(1) « Les prohibitions établies par l'article 21 s'appliquent dans les colonies aux gouverneurs et à tous les citoyens remplissant une fonction correspondante à l'une de celles énumérées au présent article. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 42.)

(2) « Dans cette disposition ne sont pas compris les ingénieurs

5° Les recteurs et inspecteurs d'Académie;

6° Les inspecteurs des écoles primaires;

7° Les archevêques, évêques et vicaires généraux;

8° Les officiers de tous grades de l'armée de terre et de mer (1);

9° Les intendants divisionnaires et les sous-intendants militaires;

10° Les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances;

11° Les directeurs des contributions directes et indirectes, de l'enregistrement et des domaines, et des postes;

12° Les conservateurs et inspecteurs des forêts.

ART. 22.

Sénateurs élus dans plusieurs départements.

Le Sénateur élu dans plusieurs départements doit faire connaître son option au Président du Sénat dans les dix jours qui suivent la déclaration de la validité de ces élections.

A défaut d'option dans ce délai, la question est décidée par la voie du sort et en séance publique.

Vacances.

Il est pourvu à la vacance dans le délai d'un mois et par le même corps électoral (2).

---

en chef qui exercent un contrôle dans un rayon très étendu: c'est dans le département seul où se trouve leur domicile qu'ils seront inéligibles. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 42.)

(1) Dans cette catégorie sont compris les préfets maritimes. (Observation de M. le Garde des Sceaux dans la séance du 27 juillet 1875; *Journal officiel* du 28 juillet, p. 5981, 1re col.)

« L'inéligibilité s'attachera désormais non pas seulement aux officiers généraux commandant les divisions et les subdivisions militaires, mais à tous les officiers de l'armée de terre, sous la condition qu'ils aient un commandement dans une circonscription déterminée. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 42.)

(2) Dans la séance du 26 juillet 1875, M. Seignobos a exposé de la

Il en est de même dans le cas d'invalidation d'une élection.

ART. 23.

Si, par décès ou démission, le nombre des Sénateurs d'un département est réduit de moitié, il est pourvu aux vacances dans le délai de trois mois, à moins que les vacances ne surviennent dans les douze mois qui précèdent le renouvellement triennal.

A l'époque fixée pour le renouvellement triennal (1), il sera pourvu à toutes les vacances qui se seront produites, quel qu'en soit le nombre et quelle qu'en soit la date (2).

---

manière suivante le sens et la portée de ces expressions « le même corps électoral » :

« Ces mots visent uniquement les délégués des Conseils municipaux, qui doivent rester les mêmes; ils ne s'appliquent pas aux députés, aux conseillers généraux ou aux conseillers d'arrondissement qui, dans l'intervalle des deux élections, auraient perdu cette qualité, ni, par contre, à ceux qui l'auraient acquise dans le même intervalle; pour ne parler que des députés, il est à peu près certain que ce cas se présentera lors des premières opérations, car les élections pour la deuxième Chambre vont suivre de très près les élections pour le Sénat. »

Il est à peu près certain qu'un nombre quelconque de députés cesseront de l'être, soit par leur nomination au Sénat, soit par leur non-réélection; il est certain que, par là même, et *ipso facto*, ils perdront leurs droits d'électeurs sénatoriaux; ce droit passera immédiatement à ceux qui les auront remplacés, et qui par conséquent prendront seuls part à la nouvelle élection.

J'avais pensé à mettre à la suite de l'article une disposition explicative en ce sens; mais M. le rapporteur de la Commission, auquel elle a été soumise, a pensé qu'elle n'était pas nécessaire. (*Journal officiel* du 27 juillet 1875, p. 5927, 2e col.)

(1) Voir l'article 6 de la loi du 24 février 1875.

(2) « Il est clair que ces élections partielles, faites à la faveur du renouvellement triennal, ne donneront aux élus que les droits qui découlent de toute élection partielle, et qu'ils ne seront élus que

ART. 24.

Election des Sénateurs par l'Assemblée.

L'élection des Sénateurs nommés par l'Assemblée nationale est faite en séance publique, au scrutin de liste, et à la majorité absolue des votants (1), quel que soit le nombre des épreuves (2).

ART. 25.

Remplacement des Sénateurs élus par l'Assemblée.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement des Sénateurs nommés en vertu de l'article 7 de la loi du 24 février 1875 (3), le Sénat procède dans les formes indiquées par l'article précédent.

ART. 26.

Indemnité des Sénateurs.

Les membres du Sénat reçoivent la même indemnité que ceux de la Chambre des Députés (4).

ART. 27.

Incapacités. Pénalités. Formes de l'élection.

Sont applicables à l'élection du Sénat toutes les dispositions de la loi électorale relatives :

1° Aux cas d'indignité et d'incapacité (5) ;

2° Aux délits, poursuites et pénalités (6) ;

---

pour le complément de la période qui restait à courir au profit des Sénateurs ainsi remplacés. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 43.)

(1) Ces mots ont été entendus par l'Assemblée dans le sens de « majorité absolue des suffrages exprimés. » (Voir Séances des 9-10 décembre et suiv.)

(2) Voir les articles 5 et 7 de la loi du 24 février 1875.

(3) Voir cet article.

(4) L'indemnité des Députés est de 9.000 francs par an ; voir la loi du 30 novembre 1875 et l'article 96 de la loi électorale du 15 mars 1849.

(5) L'article 3 de la loi du 24 février 1875 a déjà décidé que nul ne peut être Sénateur s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Les cas d'indignité et d'incapacité sont réglés par les articles 15, 16 et 27 du décret organique du 2 février 1852.

(6) Les dispositions pénales applicables en matière électorale sont inscrites dans les articles 31 à 51 du décret organique du 2 février 1852 combinés avec les articles 109 et 112 du Code pénal.

3° Aux formalités de l'élection, en tout ce qui ne serait pas contraire aux dispositions de la présente loi (1).

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 28.

. . . . . .

Pour la première élection des membres du Sénat, la loi qui déterminera l'époque de la séparation de l'Assemblée nationale fixera, sans qu'il soit nécessaire d'observer les délais établis par l'article 1er, la date à laquelle se réuniront les Conseils municipaux pour choisir les délégués, et le jour où il sera procédé à l'élection des Sénateurs (2). Première élection du Sénat

. . . . . .

Avant la réunion des Conseils municipaux, il sera procédé par l'Assemblée nationale à l'élection des Sénateurs dont la nomination lui est attribuée (3).

. . . . . .

ART. 29.

. . . . . .

La disposition de l'article 21, par laquelle un délai de six mois doit s'écouler entre le jour de la cessation des fonctions et celui de l'élection, ne s'appliquera pas aux fonctionnaires autres que les préfets et les sous-préfets, dont les fonctions auront cessé, soit avant la promulgation de la présente loi (4), soit dans les vingt jours qui la suivront. Dispositions transitoires.

---

(1) Les formalités de l'élection sont déterminées par les articles 9 et suivants du décret réglementaire du 2 février 1852.

(2) Voir la loi du 30 décembre 1875.

(3) Voir l'article 1er de la loi du 24 février 1875.

(4) La loi a été promulguée le 13 août 1875.

TABLEAU

DU NOMBRE DE SÉNATEURS A ÉLIRE PAR CHAQUE DÉPARTEMENT ET COLONIE (1)

AIN	2	*Report*	57
AISNE	3	DOUBS	2
ALLIER	3	DROME	2
ALPES (BASSES-)	2	EURE	2
ALPES (HAUTES-)	2	EURE-ET-LOIR	2
ALPES-MARITIMES	2	FINISTÈRE	4
ARDÈCHE	2	GARD	3
ARDENNES	2	GARONNE (HAUTE-)	3
ARIÈGE	2	GERS	2
AUBE	2	GIRONDE	4
AUDE	2	HÉRAULT	3
AVEYRON	3	ILLE-ET-VILAINE	3
BOUCHES-DU-RHONE	3	INDRE	2
CALVADOS	3	INDRE-ET-LOIRE	2
CANTAL	2	ISÈRE	3
CHARENTE	2	JURA	2
CHARENTE-INFÉRIEURE	3	LANDES	2
CHER	2	LOIR-ET-CHER	2
CORRÈZE	2	LOIRE	3
CORSE	2	LOIRE (HAUTE-)	2
COTE-D'OR	2	LOIRE-INFÉRIEURE	3
COTES-DU-NORD	4	LOIRET	2
CREUSE	2	LOT	2
DORDOGNE	3	LOT-ET-GARONNE	2
A reporter	57	*A reporter*	114

(1) Aux termes de la loi du 24 février 1875, le Sénat se compose de 300 membres : 75 inamovibles élus par l'Assemblée nationale, 225 élus pour 9 ans par les départements et les colonies et renouvelables par tiers tous les trois ans. Il nous a paru utile de classer ici les départements par ordre alphabétique, en indiquant le nombre des Sénateurs attribué à chacun d'eux par l'article 2 de la loi du 24 février 1875.

Report.	114
LOZÈRE.	2
MAINE-ET-LOIRE.	3
MANCHE.	3
MARNE.	2
MARNE (HAUTE-).	2
MAYENNE.	2
MEURTHE-ET-MOSELLE. .	2
MEUSE.	2
MORBIHAN.	3
NIÈVRE.	2
NORD.	5
OISE.	3
ORNE.	3
PAS-DE-CALAIS.	4
PUY-DE-DOME.	3
PYRÉNÉES (BASSES-). . . .	3
PYRÉNÉES (HAUTES-). . .	2
PYRÉNÉES-ORIENTALES.	2
RHIN (HAUT-), territoire de Belfort.	1
RHONE.	4
SAONE (HAUTE-).	2
SAONE-ET-LOIRE.	3
SARTHE.	3
SAVOIE.	2
SAVOIE (HAUTE-).	2
SEINE.	5
SEINE-INFÉRIEURE.	4
A reporter.	188

Report.	188
SEINE-ET-MARNE.	2
SEINE-ET-OISE.	3
SÈVRES (DEUX-).	2
SOMME.	3
TARN.	2
TARN-ET-GARONNE. . . .	2
VAR.	2
VAUCLUSE.	2
VENDÉE.	3
VIENNE.	2
VIENNE (HAUTE-).	2
VOSGES.	3
YONNE.	2

ALGÉRIE

ALGER.	1
ORAN.	1
CONSTANTINE.	1

COLONIES

LA MARTINIQUE.	1
LA GUADELOUPE.	1
LA RÉUNION.	1
INDE FRANÇAISE.	1
Total.	225

RÉPARTITION DES DÉPARTEMENTS

EN TROIS SÉRIES

(Extrait du procès-verbal de la Séance du Sénat du mercredi 29 mars 1876 inséré au Journal officiel *du 7 avril 1876.)*

L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner le mode d'exécution de l'article 6 de la loi constitutionnelle relative à l'organisation du Sénat, concernant le renouvellement par série des Sénateurs des départements. (M. le baron Le Guay, rapporteur.)

M. Mazeau propose un amendement portant que le tirage au sort des séries sera fait par le Président du Sénat en séance publique.

L'amendement mis aux voix est adopté.

Il est procédé successivement au vote sur chaque article.

Article premier.

En exécution de l'article 6 de la loi du 24 février 1875, les départements sont divisés en trois séries désignées par les lettres A, B et C, conformément au tableau ci-annexé. Il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation de l'ordre de priorité de chacune de ces séries. (Adopté.)

Art. 2.

(Article additionnel.)

Le tirage au sort sera fait par le Président du Sénat en séance publique. (Adopté.)

SÉRIE A (ADOPTÉ)

1 AIN	2	19 CORRÈZE	2
2 AISNE	3	20 CORSE	2
3 ALLIER	3	21 COTE-D'OR	2
4 ALPES (BASSES-)	2	22 COTES-DU-NORD	4
5 ALPES (HAUTES-)	2	23 CREUSE	2
6 ALPES-MARITIMES	2	24 DORDOGNE	3
7 ARDÈCHE	2	25 DOUBS	2
8 ARDENNES	2	26 DROME	2
9 ARIÈGE	2	27 EURE	2
10 AUBE	2	28 EURE-ET-LOIR	2
11 AUDE	2	29 FINISTÈRE	4
12 AVEYRON	3	30 GARD	3
13 BOUCHES-DU-RHONE	3	31 ALGER	1
14 CALVADOS	3	32 LA GUADELOUPE	1
15 CANTAL	2	33 LA RÉUNION	1
16 CHARENTE	2		75
17 CHARENTE-INFÉR.	3		
18 CHER	2		

SÉRIE B (ADOPTÉ)

1 GARONNE (HAUTE-)	3	13 LOIRE (HAUTE-)	2
2 GERS	2	14 LOIRE-INFÉRIEURE	3
3 GIRONDE	4	15 LOIRET	2
4 HÉRAULT	3	16 LOT	2
5 ILLE-ET-VILAINE	3	17 LOT-ET-GARONNE	2
6 INDRE	2	18 LOZÈRE	2
7 INDRE-ET-LOIRE	2	19 MAINE-ET-LOIRE	3
8 ISÈRE	3	20 MANCHE	3
9 JURA	2	21 MARNE	2
10 LANDES	2	22 MARNE (HAUTE-)	2
11 LOIR-ET-CHER	2	23 MAYENNE	2
12 LOIRE	3	24 MEURTHE-ET-MOSELLE	2

25 MEUSE	2	29 OISE	3
26 MORBIHAN	3	30 CONSTANTINE	1
27 NIÈVRE	2	31 LA MARTINIQUE	1
28 NORD	5		75

SÉRIE C (ADOPTÉ)

1 ORNE	3	17 SEINE-ET-OISE	3
2 PAS-DE-CALAIS	4	18 SÈVRES (DEUX-)	2
3 PUY-DE-DOME	3	19 SOMME	3
4 PYRÉNÉES (BASSES-)	3	20 TARN	2
5 PYRÉNÉES (HAUTES-)	2	21 TARN-ET-GARONNE	2
6 PYRÉNÉES-ORIENT	2	22 VAR	2
7 RHIN (H^{t}-) BELFORT	1	23 VAUCLUSE	2
8 RHONE	4	24 VENDÉE	3
9 SAONE (HAUTE-)	3	25 VIENNE	2
10 SAONE-ET-LOIRE	3	26 VIENNE (HAUTE-)	2
11 SARTHE	3	27 VOSGES	3
12 SAVOIE	2	28 YONNE	2
13 SAVOIE (HAUTE-)	2	29 ORAN	1
14 SEINE	5	30 INDE FRANÇAISE	1
15 SEINE-INFÉRIEURE	4		75
16 SEINE-ET-MARNE	2		

Le Sénat adopte ensuite l'ensemble du projet.

Conformément à l'article 2, il est procédé immédiatement au tirage au sort de l'ordre des séries.

M. le Président tire les séries qui sortent dans l'ordre suivant :

Série B, — Série C, — Série A.

Pour extrait conforme :

Le Président du Sénat,

Signé : DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER.

BUREAU DU SÉNAT

SESSION 1883

BUREAU PROVISOIRE

9 janvier 1883.

Président d'âge :

M. GAULTHIER DE RUMILLY.

Secrétaires :

MM. BRUGEROLLE.
CUVINOT.
FRÉZOUL.
HONNORÉ.
BOUCHER-CADART.
LE BASTARD.

BUREAU DÉFINITIF

15 janvier 1883.

Président :

M. LE ROYER.

Vice-Présidents :

MM. PEYRAT.
HUMBERT.
CALMON.
TEISSERENC DE BORT.

Secrétaires :

MM. RÉMUSAT (DE).
ROGER-MARVAISE.
HONNORÉ.
MILLAUD.
GAYOT.
CLÉMENT (LÉON).

Questeurs :

MM. LE GÉNÉRAL PÉLISSIER.
RAMPONT.
PELLETAN.

LISTE NOMINATIVE

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

DES SÉNATEURS

DEPUIS LE 9 JANVIER JUSQU'AU 29 DÉCEMBRE 1883

A

MM. ADAM [Seine-et-Marne].
ALLOU [Inamovible].
ANCEL [Seine-Inférieure].
ANDIGNÉ (Général Marquis D') [Maine-et-Loire].
ANDLAU (Général Comte D') [Oise].
ARAGO (EMMANUEL) [Pyrénées-Orientales].
ARBEL [Loire].
ARNAUDEAU (Général) [Vienne].
AUDIFFRET-PASQUIER (Duc D') [Inamovible].
AUDREN DE KERDREL [Morbihan].

B

BARAGNON (LOUIS-NUMA) [Inamovible].
BARBEY [Tarn].
BARDOUX [Inamovible].
BARNE [Bouches-du-Rhône].
BARROT (FERDINAND) [Inamovible].
BARTHE (Marcel) [Basses-Pyrénées].
BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE [Inamovible].
BATBIE [Gers].
BAZILLE (GASTON) [Hérault].
BÉRAL [Lot].
BÉRALDI [Aude].
BÉRENGER [Inamovible].

MM. BERLET [Meurthe-et-Moselle].
BERNARD [Meurthe-et-Moselle].
BERTHELOT [Inamovible].
BILLOT (Général) [Inamovible].
BLANC (Xavier) [Hautes-Alpes].
BOCHER [Calvados].
BOFFINTON [Charente-Inférieure].
BOISSE [Aveyron].
BONDY (Comte de) [Indre].
BONNET [Ain].
BOSREDON (de) [Dordogne].
BOUCHER-CADART [Pas-de-Calais].
BOZÉRIAN [Loir-et-Cher].
BRÉMOND D'ARS (Général Marquis de) [Charente].
BROGLIE (Duc de) [Eure].
BRUGEROLLE [Cantal].
BRUN (Charles) [Var].
BRUN (Lucien) [Inamovible].
BRUNET (Joseph) [Corrèze].
BUFFET [Inamovible].

C

CALLEN [Gironde].
CALMON [Inamovible].
CAMPARAN [Haute-Garonne].
CAMPENON (Général) [Inamovible].
CARAYON LA TOUR (de) [Inamovible]
CARNÉ (Marquis de) [Côtes-du-Nord].
CARNOT [Inamovible].
CARQUET [Savoie].
CAZOT (Jules) [Inamovible].
CHABAUD LA TOUR (Général Baron de) [Inamovible].
CHABRON (Général de) [Inamovible].

MM. CHADOIS (Colonel DE) [Inamovible].
CHALAMET [Ardèche].
CHALLEMEL-LACOUR [Bouches-du-Rhône].
CHAMPAGNY (Vicomte HENRI DE) [Côtes-du-Nord].
CHANTEMERLE (DE) [Allier].
CHANZY (Général) [Inamovible].
CHARDON [Haute-Savoie].
CHARTON (EDOUARD) [Yonne].
CHAUMONTEL [Haute-Savoie].
CHAVASSIEU [Loire].
CHERPIN [Loire].
CHESNELONG [Inamovible].
CHIRIS [Alpes-Maritimes].
CLAMAGERAN [Inamovible].
CLAUDE [Vosges].
CLÉMENT (LÉON) [Indre].
COMBESCURE [Hérault].
CORBON [Inamovible].
CORDELET [Sarthe].
CORDIER [Inamovible].
CORNE [Inamovible].
CORNULIER (Comte DE) [Vendée].
CORNULIER-LUCINIÈRE (Comte DE) [Inamovible].
CUVINOT [Oise].

D

DAUPHIN [Somme].
DAUPHINOT [Marne].
DAUSSEL [Dordogne].
DEFFIS (Général) [Hautes-Pyrénées].
DELACROIX [Eure-et-Loir].
DELBREIL [Tarn-et-Garonne].
DELORD [Lot].

MM. DELSOL [Aveyron].
DEMIAUTTE [Pas-de-Calais].
DEMOLE [Saône-et-Loire].
DENIS [Mayenne].
DENORMANDIE [Inamovible].
DESCHANEL [Inamovible].
DEVAUX [Pas-de-Calais].
DIDIER (HENRY) [Inamovible].
DIETZ-MONNIN [Inamovible].
DIEUDÉ-DEFLY [Alpes-Maritimes].
DONNOT [Haute-Marne].
DOUHET (Comte DE) [Inamovible].
DUBOYS-FRESNEY (Général) [Mayenne].
DU CHAFFAUT (Comte) [Basses-Alpes].
DUCLERC [Inamovible].
DUFAY [Loir-et-Cher].
DUFRESNE [Manche].
DUMESNIL [Loiret].
DUMON [Inamovible].
DUPOUY [Gironde].
DUPRÉ [Hautes-Pyrénées].
DUPUY DE LOME [Inamovible].
DUTILLEUL [Nord].
DUVAL [Côtes-du-Nord].

E

ESCARGUEL [Pyrénées-Orientales].
ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (Général Comte) [Loire-Inférieure].
EYMARD-DUVERNAY [Isère].

F

MM. FAIDHERBE (Général) [Nord].
FARRE (Général) [Inamovible].
FAYE [Lot-et-Garonne].
FAYOLLE [Creuse].
FERAY [Seine-et-Oise].
FERROUILLAT [Var]
FLERS (Comte DE) [Orne].
FORCIOLI [Constantine].
FOUBERT [Inamovible].
FOUCHER DE CAREIL [Seine-et-Marne].
FOURICHON (Amiral) [Inamovible].
FOURNIER (CASIMIR) [Nord].
FOURNIER (HENRY) [Cher].
FOURNIER [Indre-et-Loire].
FOURTOU (DE) [Dordogne].
FRÉBAULT (Général) [Inamovible].
FRESNEAU [Morbihan].
FREYCINET (DE) [Seine].
FRÉZOUL [Ariège].

G

GAILLY [Ardennes].
GALLONI D'ISTRIA [Corse].
GARRISSON [Tarn-et-Garonne].
GAUDINEAU [Vendée].
GAULTHIER DE RUMILLY [Inamovible].
GAVARDIE (DE) [Landes].
GAYOT [Aube].
GAZAGNE [Gard].
GENT [Vaucluse].
GEORGE [Vosges].

MM. GILBERT-BOUCHER [Seine-et-Oise].
GOGUET [Deux-Sèvres].
GOUIN [Inamovible].
GOUTAY [Puy-de-Dôme].
GRANDPERRET [Inamovible].
GRESLEY (Général) [Inamovible].
GRÉVY (ALBERT) [Inamovible].
GRÉVY (Général) [Jura].
GRIFFE [Hérault].
GUIFFREY [Hautes-Alpes].
GUILLEMAUT (Général) [Saône-et-Loire].
GUINOT [Indre-et-Loire].
GUYOT [Rhône].
GUYOT-LAVALINE [Puy-de-Dôme].

H

HALNA DU FRETAY [Finistère].
HAUSSONVILLE (Comte D') [Inamovible].
HÉBRARD [Haute-Garonne].
HÉBRARD (Jacques) [Inde Française].
HONNORÉ [Meuse].
HUGUET [Pas-de-Calais].
HUMBERT [Inamovible].

I

ISSARTIER [Gironde].

J

JACQUES [Oran].
JAURÉGUIBERRY (Amiral) [Inamovible].
JAURÈS (Amiral) [Inamovible].
JOBARD [Haute-Saône].

MM. JOHN LEMOINNE [Inamovible].
JOUBERT (Achille) [Maine-et-Loire].
JOUIN [Ille-et-Vilaine].

K

KIENER [Vosges].
KOLB-BERNARD [Inamovible].
KRANTZ [Inamovible].

L

LABICHE (Émile) [Eure-et-Loir].
LABICHE (Jules) [Manche].
LABITTE [Somme].
LABORDÈRE [Seine].
LABOULAYE [Inamovible].
LACAVE-LAPLAGNE [Gers].
LACAZE [Basses-Pyrénées].
LACOMME [Côte-d'Or].
LADMIRAULT (Général de) [Vienne].
LAFAYETTE (Edmond de) [Haute-Loire].
LAFOND DE SAINT-MUR (Baron) [Corrèze].
LAGACHE (Célestin) [Oise].
LA JAILLE (Général Comte de) [Guadeloupe].
LALANNE [Inamovible].
LAMBERT DE SAINTE-CROIX [Aude].
LAMORTE [Drôme].
LAREINTY (Baron de) [Loire-Inférieure].
LA SICOTIÈRE (de) [Orne].
LASTEYRIE (Jules de) [Inamovible].
LAURENT-PICHAT [Inamovible].
LAVRIGNAIS (de) [Loire-Inférieure].
LE BASTARD [Ille-et-Vilaine].
LE BLOND [Marne].

R

MM. RAISMES (DE) [Finistère].
RAMPON (Comte) [Ardèche].
RAMPONT [Inamovible].
RAVIGNAN (Baron DE) [Landes].
REIGNIÉ (DE) [Deux-Sèvres].
RÉMUSAT (PAUL DE) [Haute-Garonne].
RENAUD (Michel) [Basses-Pyrénées].
RIBIÈRE [Yonne].
RIGAL [Tarn].
RIVIÈRE (Duc DE) [Cher].
ROBERT (Général) [Seine-Inférieure].
ROBERT DE MASSY [Loiret].
ROBIN [Ain].
ROGER-MARVAISE [Ille-et-Vilaine].
RONJAT [Isère].
ROUSSEL (THÉOPHILE) [Lozère].
ROY DE LOULAY [Charente-Inférieure].
ROZIÈRE (DE) [Lozère].
RUBILLARD [Sarthe].

S

SAINT-PIERRE (Vicomte DE) [Calvados].
SAINT-VALLIER (Comte DE) [Aisne].
SAISY (HERVÉ DE) [Inamovible].
SALNEUVE [Puy-de-Dôme].
SAY (LÉON) [Seine-et-Oise].
SCHERER [Inamovible].
SCHEURER-KESTNER [Inamovible].
SCHŒLCHER [Inamovible].
SIMON (JULES) [Inamovible].
SOUBIGOU [Finistère].

T

MM. TAILHAND [Ardèche].
TEISSERENC DE BORT [Haute-Vienne].
TENAILLE-SALIGNY [Nièvre].
TESTELIN [Inamovible].
THÉRY [Inamovible].
THUREL [Jura].
TIRARD [Inamovible].
TOLAIN [Seine].
TRÉVENEUC (Comte DE) [Côtes-du-Nord].
TRÉVILLE (Comte DE) [Inamovible].
TRIBERT [Inamovible].

V

VALLÉE (OSCAR DE) [Inamovible].
VALLIER [Rhône].
VARROY [Meurthe-et-Moselle].
VAST-VIMEUX (Baron) [Charente-Inférieure].
VEAUCE (Baron DE) [Allier].
VERNINAC (DE) [Lot].
VICTOR HUGO [Seine].
VIELLARD-MIGEON [Belfort].
VIGAROSY [Ariège].
VISSAGUET [Haute-Loire].
VIVENOT [Meuse].
VOISINS-LAVERNIÈRE (DE) [Inamovible].

W

WADDINGTON [Aisne].
WALLON [Inamovible].
WURTZ [Inamovible].

LISTE

DES

SÉNATEURS INAMOVIBLES

ÉLUS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A

MM. AUDIFFRET-PASQUIER (Duc D').

B

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.
BÉRENGER.
BILLOT (Général).

C

CALMON.
CARNOT.
CAZOT (JULES).
CHABRON (Général DE).
CHADOIS (Colonel DE).
CHANZY (Général).
CORBON.
CORDIER.
CORNE.
CORNULIER-LUCINIÈRE (Comte DE).

D

MM. DENORMANDIE.
DOUHET (Comte DE).
DUCLERC.
DUMON.

F

FOUBERT.
FOURICHON (Amiral).
FRÉBAULT (Général).

G

GAULTHIER DE RUMILLY.
GOUIN.

H

HUMBERT.

J

JAURÈS (Amiral).

K

KOLB-BERNARD.
KRANTZ.

L

LABOULAYE.
LASTEYRIE (JULES DE).
LAURENT-PICHAT.
LE ROYER.

MM. LORGERIL (Vicomte DE).
LURO.

M

MAGNIN.
MALEVILLE (Marquis DE).
MARTEL.
MONTAIGNAC (Amiral DE).

P

PAJOT.

R

RAMPONT.

S

SAISY (HERVÉ DE).
SCHERER.
SCHEURER-KESTNER.
SCHŒLCHER.
SIMON (JULES).

T

TESTELIN.
THÉRY.
TRÉVILLE (Comte DE).
TRIBERT.

W

WALLON.

LISTE

DES

SÉNATEURS INAMOVIBLES ÉLUS PAR LE SÉNAT

Session 1876

M. BUFFET (16 juin), en remplacement de M. RICARD, décédé.

M. CHESNELONG (24 novembre), en remplacement de M. WOLOWSKI, décédé.

Session 1877

M. DUPUY-DE-LOME (16 mars), en remplacement de M. le général CHANGARNIER, décédé.

M. CHABAUD LA TOUR (général baron de) (13 novembre), en remplacement de M. E. PICARD, décédé.

M. BRUN (Lucien) (19 novembre), en remplacement de M. DE TOCQUEVILLE, décédé.

M. GRANDPERRET (24 novembre), en remplacement de M. LEPETIT, décédé.

M. BARROT (Ferdinand) (4 décembre), en remplacement de M. LANFREY, décédé.

Session 1878

M. DE CARAYON LA TOUR (19 février), en remplacement de M. le général D'AURELLE DE PALADINES, décédé.

MM. OSCAR DE VALLÉE, comte D'HAUSSONVILLE, BARAGNON (21 novembre), en remplacement de MM. le général CHARETON, RENOUARD, Mgr DUPANLOUP, décédés.

Session 1879

MM. l'amiral JAURÉGUIBERRY, le général GRESLEY (5 juin), en remplacement de MM. LÉON DE MALEVILLE et le comte GREFFULHE, décédés.

Session 1880

M. JOHN LEMOINNE (23 février), en remplacement de M. Léonce de Lavergne, décédé.

M. ALBERT GRÉVY (6 mars), en remplacement de M. Adolphe Crémieux, décédé.

M. le général FARRE (25 novembre), en remplacement de M. le docteur Broca, décédé.

Session 1881

MM. VICTOR LEFRANC et HENRY DIDIER (21 mai), en remplacement de MM. Oscar de Lafayette et Baze, décédés.

M. DESCHANEL (23 juin), en remplacement de M. Littré, décédé.

M. WURTZ (7 juillet), en remplacement de M le comte Roger du Nord, décédé.

M. BERTHELOT (16 juillet), en remplacement de M. Dufaure, décédé.

M. DE VOISINS-LAVERNIÈRE (19 novembre), en remplacement de M. Fourcand, décédé.

Session 1882

M. DIETZ-MONNIN (20 mai), en remplacement de M. Bertauld, décédé.

M. ALLOU (10 juillet), en remplacement de M. le général de Cissey, décédé.

MM. BARDOUX et CLAMAGERAN (7 décembre), en remplacement de MM. l'amiral Pothuau et baron de Larcy, décédés.

Session 1883

M. LALANNE (8 mars), en remplacement de M. le Général Chanzy, décédé.

M. TIRARD (23 juin), en remplacement de M. Laboulaye, décédé.

M. DE PRESSENSÉ (17 novembre), en remplacement de M. Victor Lefranc, décédé.

MM. le général CAMPENON et JEAN MACÉ (8 décembre), en remplacement de MM. Ferdinand Barrot et J. de Lasteyrie, décédés.

LISTE

DES

SÉNATEURS ÉLUS PAR LES DÉPARTEMENTS

AIN (2 Sénateurs).

MM. BONNET.
ROBIN.

AISNE (3 Sénateurs).

MARTIN (HENRI).
WADDINGTON.
SAINT-VALLIER (Comte DE).

ALLIER (3 Sénateurs).

CHANTEMERLE (DE).
VEAUCE (Baron DE).
MARTENOT.

ALPES (BASSES-) (2 Sénateurs).

MICHEL.
DU CHAFFAUT (Comte).

ALPES (HAUTES-) (2 Sénateurs).

BLANC (XAVIER).
GUIFFREY.

ALPES-MARITIMES (2 Sénateurs).

MM. DIEUDÉ-DEFLY.
CHIRIS.

ARDÈCHE (2 Sénateurs).

RAMPON (Comte).
TAILHAND.

ARDENNES (2 Sénateurs).

PÉRONNE.
GAILLY.

ARIÈGE (2 Sénateurs).

VIGAROSY.
FRÉZOUL.

AUBE (2 Sénateurs).

GAYOT.
MASSON DE MORFONTAINE.

AUDE (2 Sénateurs).

BÉRALDI.
LAMBERT DE SAINTE-CROIX.

AVEYRON (3 Sénateurs).

MAYRAN.
BOISSE.
DELSOL.

BOUCHES-DU-RHONE (3 Sénateurs).

PELLETAN.
CHALLEMEL-LACOUR.
BARNE.

CALVADOS (3 Sénateurs).

MM. PAULMIER.
BOCHER.
SAINT-PIERRE (Vicomte DE).

CANTAL (2 Sénateurs).

PARIEU (DE).
BRUGEROLLE.

CHARENTE (2 Sénateurs).

BRÉMOND D'ARS (Général Marquis DE).
CANROBERT (Maréchal).

CHARENTE-INFÉRIEURE (3 Sénateurs).

VAST-VIMEUX (Baron).
BOFFINTON.
ROY DE LOULAY.

CHER (2 Sénateurs).

FOURNIER (HENRY).
RIVIÈRE (Duc DE).

CORRÈZE (2 Sénateurs).

LAFOND DE SAINT-MUR (BARON).
BRUNET JOSEPH).

CORSE (2 Sénateurs).

GALLONI D'ISTRIA.
PIÉTRI.

COTE-D'OR (2 Sénateurs).

LACOMME.
MAZEAU.

CÔTES-DU-NORD (4 Sénateurs).

MM. CHAMPAGNY (Vicomte HENRI DE).
TRÉVENEUC (Comte DE).
DUVAL.
CARNÉ (Marquis DE).

CREUSE (2 Sénateurs).

FAYOLLE.
PALOTTE.

DORDOGNE (3 Sénateurs).

DAUSSEL.
FOURTOU (DE).
BOSREDON (DE).

DOUBS (2 Sénateurs).

MÉRODE (Comte DE).
OUDET.

DROME (2 Sénateurs).

MALENS.
LAMORTE.

EURE (2 Sénateurs).

BROGLIE (Duc DE).
LECOINTE (Général).

EURE-ET-LOIR (2 Sénateurs)

DELACROIX.
LABICHE (ÉMILE).

FINISTÈRE (4 Sénateurs).

MM. SOUBIGOU.
RAISMES (DE).
LE GUEN.
HALNA DU FRETAY.

GARD (3 Sénateurs).

MEINADIER (Colonel).
GAZAGNE.
N... (1).

GARONNE (HAUTE-) (3 Sénateurs).

RÉMUSAT (PAUL DE).
HÉBRARD.
CAMPARAN.

GERS (2 Sénateurs).

LACAVE-LAPLAGNE.
BATBIE.

GIRONDE (4 Sénateurs).

LUR-SALUCES (comte HENRI DE).
DUPOUY.
ISSARTIER.
CALLEN.

HÉRAULT (3 Sénateurs).

BAZILLE (GASTON).
COMBESCURE.
GRIFFE.

---

(1) M. Laget, décédé.

ILLE-ET-VILAINE (3 Sénateurs).

MM. JOUIN.
ROGER-MARVAISE.
LE BASTARD.

INDRE (2 Sénateurs).

CLÉMENT.
BONDY (Comte DE).

INDRE-ET-LOIRE (2 Sénateurs).

GUINOT.
FOURNIER.

ISÈRE (3 Sénateurs).

RONJAT.
MICHAL-LADICHÈRE.
EYMARD-DUVERNAY.

JURA (2 Sénateurs).

THUREL.
GRÉVY (Général).

LANDES (2 Sénateurs).

RAVIGNAN (Baron DE).
GAVARDIE (DE).

LOIR-ET-CHER (2 Sénateurs).

BOZÉRIAN.
DUFAY.

LOIRE (3 Sénateurs).

MM. ARBEL.
CHERPIN.
CHAVASSIEU.

LOIRE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

LAFAYETTE (EDMOND DE).
VISSAGUET.

LOIRE-INFÉRIEURE (3 Sénateurs).

LAREINTY (Baron de).
ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (Général Comte).
LAVRIGNAIS (DE).

LOIRET (2 Sénateurs).

DUMESNIL.
ROBERT DE MASSY.

LOT (2 Sénateurs).

VERNINAC (DE).
DELORD.

LOT-ET-GARONNE (2 Sénateurs).

FAYE.
PONS.

LOZÈRE (2 Sénateurs).

ROUSSEL.
ROZIÈRE (de).

MAINE-ET-LOIRE (3 Sénateurs).

MM. JOUBERT (ACHILLE).
ANDIGNÉ (Général D').
LE GUAY (Baron).

MANCHE (3 Sénateurs).

LENOEL.
DUFRESNE.
LABICHE (JULES).

MARNE (2 Sénateurs).

DAUPHINOT.
LE BLOND.

MARNE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

PÉLISSIER (Général).
DONNOT.

MAYENNE (2 Sénateurs).

DUBOYS-FRESNEY (Général).
DENIS (GUSTAVE).

MEURTHE-ET-MOSELLE (2 Sénateurs).

VARROY.
BERNARD.

MEUSE (2 Sénateurs).

VIVENOT.
HONNORÉ.

MORBIHAN (3 Sénateurs).

MM. AUDREN DE KERDREL.
LA MONNERAYE (Comte DE).
FRESNEAU.

NIÈVRE (2 Sénateurs).

TENAILLE-SALIGNY.
MASSÉ.

NORD (5 Sénateurs).

DUTILLEUL.
MASSIÉ DU BIEST.
FAIDHERBE (Général).
MERLIN.
FOURNIER (CASIMIR).

OISE (3 Sénateurs).

ANDLAU (Général Comte D').
LAGACHE (CÉLESTIN).
CUVINOT.

ORNE (3 Sénateurs).

LA SICOTIÈRE (DE).
PORIQUET.
FLERS (Comte DE).

PAS-DE-CALAIS (4 Sénateurs).

HUGUET.
BOUCHER-CADART.
DEMIAUTTE.
DEVAUX.

PUY-DE-DOME (3 Sénateurs).

MM. SALNEUVE.
GUYOT-LAVALINE.
GOUTAY.

PYRÉNÉES (BASSES-) (3 Sénateurs).

BARTHE (Marcel).
LA CAZE.
RENAUD (Michel).

PYRÉNÉES (HAUTES-) (2 Sénateurs).

DEFFIS (Général).
DUPRÉ.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (2 Sénateurs).

ARAGO (EMMANUEL).
ESCARGUEL.

RHIN (HAUT-) Belfort (1 Sénateur).

VIELLARD-MIGEON.

RHONE (4 Sénateurs).

MILLAUD (ÉDOUARD).
VALLIER.
GUYOT.
MUNIER.

SAONE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

MM. JOBARD.
NOBLOT.

SAONE-ET-LOIRE (3 Sénateurs).

GUILLEMAUT (Général).
DEMOLE.
MATHEY.

SARTHE (3 Sénateurs).

CORDELET.
RUBILLARD.
LE MONNIER.

SAVOIE (2 Sénateurs).

PARENT.
CARQUET.

SAVOIE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

CHARDON.
CHAUMONTEL.

SEINE (5 Sénateurs).

VICTOR HUGO.
PEYRAT.
TOLAIN.
LABORDÈRE.
FREYCINET (DE).

SEINE-INFÉRIEURE (4 Sénateurs).

MM. POUYER-QUERTIER.
LIZOT.
ANCEL.
ROBERT (Général).

SEINE-ET-MARNE (2 Sénateurs).

FOUCHER DE CAREIL.
ADAM.

SEINE-ET-OISE (3 Sénateurs).

SAY (Léon).
FERAY.
GILBERT-BOUCHER.

SÈVRES (DEUX-) (2 Sénateurs.)

DE REIGNIÉ.
GOGUET.

SOMME (3 Sénateurs).

DAUPHIN.
MAGNIEZ.
LABITTE.

TARN (2 Sénateurs).

RIGAL.
BARBEY.

TARN-ET-GARONNE (2 Sénateurs).

MM. GARRISSON.
DELBREIL.

VAR (2 Sénateurs).

FERROUILLAT.
BRUN (CHARLES).

VAUCLUSE (2 Sénateurs).

GENT.
PIN (ELZÉAR).

VENDÉE (3 Sénateurs).

GAUDINEAU.
CORNULIER (Comte DE).
N... (1).

VIENNE (2 Sénateurs).

ARNAUDEAU (Général).
LADMIRAULT (Général DE).

VIENNE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

NINARD.
TEISSERENC DE BORT.

---

(1) M. Halgan, décédé.

VOSGES (3 Sénateurs).

MM. CLAUDE.
GEORGE.
KIENER.

YONNE (2 Sénateurs).

RIBIÈRE.
CHARTON.

ALGÉRIE

ALGER (1 Sénateur).

LE LIÈVRE.

ORAN (1 Sénateur).

JACQUES.

CONSTANTINE (1 Sénateur).

LUCET.

COLONIES

LA MARTINIQUE (1 Sénateur).

N... (1).

---

(1) M. Desmazes, décédé.

LA GUADELOUPE (1 Sénateur).

MM. LA JAILLE (Général Comte DE).

LA RÉUNION (1 Sénateur).

MILHET-FONTARABIE.

INDE FRANÇAISE (1 Sénateur).

HÉBRARD (Jacques).

LISTE

DES

SÉNATEURS ÉLUS PAR LES DÉPARTEMENTS

Sessions 1883

MM. VERNINAC (de) [Lot], 4 février.
MICHAUX [Martinique], 1er avril.
CHALAMET [Ardèche], 1er avril.
BERLET [Meurthe-et-Moselle], 10 juin.
BÉRAL [Lot], 10 juin.
NAQUET [Vaucluse], 22 juillet.
FORCIOLI [Constantine], 7 octobre.
MARQUIS [Meurthe-et-Moselle], 18 novembre.

SÉNATEURS DÉCÉDÉS

Pendant l'année	1876	12
—	1877	11
—	1878	12
—	1879	9
—	1880	12
—	1881	11
—	1882	14

Pendant l'année 1883

MM. CHANZY (Général) [Inamovible], 5 janvier.
RAMPON (Comte) [Ardèche], 11 janvier.
VARROY [Meurthe-et-Moselle], 23 mars.
DELORD [Lot], 28 mars.
PIN (Elzéar) [Vaucluse], 5 mai.
LABOULAYE [Inamovible], 25 mai.
VALLIER [Rhône], 18 juin.
FLERS (Comte DE) [Orne], 23 juin.
LUCET [Constantine], 10 juillet.
DAUSSEL [Dordogne], 27 juillet.
DUTILLEUL [Nord], 17 août.
BERNARD [Meurthe-et-Moselle], 19 août.
DUVAL [Côtes-du-Nord], 25 août.
LEFRANC (Victor) [Inamovible], 13 septembre.
JOUBERT (Achille) [Maine-et-Loire], 10 octobre.
BARROT (Ferdinand) [Inamovible], 12 novembre.
LASTEYRIE (DE) [Inamovible], 14 novembre.
MARTIN (Henri) [Aisne], 14 décembre.

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1883

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1883

ABBEVILLE (Somme). — Convention portant cession par l'Etat, au sieur Boinet, cafetier à Abbeville (Somme), de trois parcelles domaniales provenant du déclassement des fortifications de cette place, à charge par l'acquéreur de fournir un terrain pour agrandir le champ de manœuvres. V. loi 73.

ADAM. Seine-et-Marne. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Griffe, ayant pour objet de prohiber la saisie des immeubles déjà compris dans une saisie transcrite et de modifier les articles 674, 695, 722 et 723 du Code de procédure civile (J.O., p. 1366; F. 31). — Membre de Commissions (F. 6, 30; J. O., p. 324, 1332).

AIN. — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux de routes départementales et de chemins vicinaux. V. loi 159.

AISNE.—Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 158. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction d'un chemin de fer. V. loi 175.

AIX (Ville d') (Bouches-du-Rhône). — Demande à emprunter 81.500 fr. V. loi 127.

ALAIS (Ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 244.

ALCOOMÈTRE DE GAY-LUSSAC. — 1° Rendu exclusivement obligatoire et soumis à une vérification officielle. — 2° Reporté au 1er avril 1884 le délai pour la mise en vigueur de cette loi. V. loi 192.

ALGÉRIE. — Projet de loi pour la destruction du phylloxera. V. loi 41. — Projet de loi rendant exécutoire la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways. V. loi 98. — Proposition de loi sur le régime législatif en Algérie. V. loi 117.

ALIÉNÉS. — Projet de loi portant revision de la loi de 1838. V. loi 59.

ALLÈGRE. Martinique. — Rapport de M. Allou sur son élection. Annulation de l'élection [1er février] (A., t. I, p. 77; J.O., c.r., p. 67).

ALLIER. — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour travaux de bâtiments. V. loi 57.

ALLOU. Inamovible. — Son rapport sur l'élection de M. Allègre à la Martinique [1er février] (A., t. 1, p. 77; J.O., c.r., p. 67). — Dépose et lit son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [8 février] (A., t. I, p. 111; an., p. 49; J.O., c.r., p. 97; I. 36). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [10 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 101) [12 février] (A., t. I, p. 148; J.O., c.r., p. 130). — Dépose et lit le rapport sur ce projet de loi [16 février] (A., t. I, p. 180; J. O., c. r., p. 160; an., p. 58; I. 50) [17 février] (A., t. I, p. 199; J.O., c.r., p. 178). — Dépose et lit le rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [19 mai] (A., t. II, p. 146; an., p. 185; J.O., c.r., p. 498; I. 193). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi tendant à rétablir le divorce (J.O., p. 2526; F. 45). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, tendant à rétablir le divorce (J.O., p. 2605; F. 48). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi sur la réforme de l'organisation

judiciaire [20 juillet] (A., t. II, p. 651; J.O., c.r., p. 955) [30 juillet] (A., t. II, p. 871; J.O., c.r., p. 1149). — Membre de Commissions (F. 15, 41, 45; J.O., p. 645, 2261, 2526).

ALPES (BASSES-). — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires : 1° pour la construction d'une école normale d'institutrices; 2° pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un lycée à Digne; 3° pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 216.

ALPES (HAUTES-). — Demande l'autorisation de contracter un emprunt pour concourir à la création d'un lycée à Gap. V. loi 234.

ALPES-MARITIMES. — Demande à contracter un emprunt pour la construction de bâtiments départementaux. V. loi 137. — Demande à contracter un emprunt pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires. V. loi 218.

AMIENS (ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 339.376 francs. V. loi 257.

ANCEL. Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [5 juin] (A., t. II, p. 306; J.O., c.r., p. 639) [9 juin] (A., t. II, p. 337; J.O., c.r., p. 670). — Membre de Commissions (F. 30, 33, 46, 60; J.O., p. 1332, 1398, 2557, 3105).

ANCIENS MILITAIRES, pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes. V. loi 148.

ANDIGNÉ (général marquis d'). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement [27 janvier] (A., t. I, p. 61; an., p. 24; J.O., c.r., p. 51; I. n° 22). — Membre de Commissions (F. 6, 30; J.O., p. 324, 1332).

ANDLAU (général comte d'). Oise. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de M. le général Daffis ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 25 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles, polytechnique, spéciale militaire et à

l'École navale de Brest (J.O., p. 2093; F. 38). — Obtient un congé (A., t. II, p. 580 [18 juillet] J.O., p. 905).— Membre de Commissions (F. 19, 36, 42, 46, 60; J.O., p. 834, 1998, 2318, 2557, 3105).

ANGOULÊME (**ville d'**). — Demande à contracter un emprunt de 270.000 francs. V. loi 17.

ANNULATION de l'élection de M. Allègre, à la Martinique, sur le rapport de M. Allou [1er février] (J.O., c.r., p. 67).

ARAGO. Pyrénées-Orientales. — Membre d'une Commission (F. 46; J.O., p. 2557.)

ARIÈGE. — Demande à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices. V. loi 29.

ARMÉE. — Réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active en vue de la formation d'une artillerie de forteresse. V. loi 164.

ARNAUDEAU (**général**). Vienne. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [1er mai] (A., t. II, p. 50; J.O., c.r., p. 415). — Membre d'une Commission (F. 40; J.O., p. 2197).

ARRANGEMENT. — Passé avec la Grande-Bretagne pour déterminer les limites des possessions respectives de la côte occidentale d'Afrique située au nord de Sierra-Leone. V. loi 16. — Conclu entre la France et l'Autriche-Hongrie en vue de proroger la Convention commerciale. V. loi 114.

AUBE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 32.

AUDE. — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera. V. loi 255.

AUDIFFRET-PASQUIER (**duc d'**). Inamovible. — Demande communication d'un précédent invoqué dans la discussion relative à un rappel au règlement, après le vote du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [17 février] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 182). — Est entendu dans la discussion

sur l'interprétation et l'application récente, par M. le Ministre de la Guerre, de la loi du 19 mai 1834, concernant l'État des officiers [1er mars] (A., t. I, p. 228). — Demande la parole pour répondre à une observation de M. Tolain, au cours de la discussion de l'interpellation de M. de Gavardie sur la présence dans le corps judiciaire de magistrats condamnés à divers titres [28 avril] (A., t. II, p. 45; J. O., c. r., p. 410). — Membre de Commissions (F. 46, 60; J. O., p. 2557, 3105).

AUDREN DE KERDREL. Morbihan. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant le rachat de la rivière canalisée du Drot [15 février] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 145). — Adresse à M. le Ministre de la Marine et des Colonies une question relative au service religieux établi parmi les troupes envoyées au Tonkin [5 juin] (A., t. II, p. 295; J. O., c.r., p. 631). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art (J. O., p. 3161; F. 61). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à distraire le territoire de plusieurs sections de Lanouée (Morbihan) pour en former une commune distincte sous le nom des Forges [5 juillet] (A., t. II, p. 504; J. O., c.r., p. 818).—Répond à une observation de M. le comte de Saint-Vallier à propos de la lecture du procès-verbal [7 juillet] (A., p. 522; J.O., c.r., p. 834). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [17 juillet] (A., t.II, p. 597; J.O., c.r., p. 905.)— Fait une rectification au procès-verbal [30 juillet] (A., t. II, p. 846; J.O.c.r., p. 1128).—Membre de Commissions (F. 30, 60; J.O., p. 1332, 3105).

AURILLAC (ville d'). — Demande l'autorisation de contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. V. loi 78.

AVANCEMENT dans les emplois de percepteurs des contributions directes. V. loi 186.

AVEYRON. — Demande à s'imposer extraordinairement en vue des mesures à prendre pour combattre le phylloxera. V. loi 198. — Demande à contracter un emprunt pour travaux de chemins ordinaires. V. loi 217.

AVIGNON (ville d'). — Demande l'autorisation de changer l'affectation d'une portion d'emprunt. V. loi 173.

BAIHAUT, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics.* — Demande : 1° l'urgence pour la discussion du projet de loi ayant pour objet l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville; 2° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Béthéniville à Challerange [30 janvier] (A., t. I, p. 73; J.O., c.r., p. 63). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, un projet de loi relatif à une convention pour la construction de chemins de fer en Corse [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 239; J.O., c.r., p. 753; I. 268).

BARAGNON. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 janvier] (A., t. I, p. 44; J. O., c. r., p. 37) [27 janvier] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 58) [15 février] (A., t. I, p. 176; J.O., c.r, p. 156). — Parle dans la discussion de la proposition de loi sur les enterrements civils ou religieux. Propose un paragraphe additionnel [10 mai] (A., t. II, p. 113; J. O., c. r., p. 469). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [2 juin] (A., t. II, p. 290; J.O., c.r., p. 626) [12 juin] (A., t. II, p. 345; J.O., c.r., p. 677). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative à la liberté des funérailles [14 juin] (A., t. II, p. 359; J.O., c.r., p. 688.) — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [24 juillet] (A., t. II, p. 725; J.O., c.r., p. 1021) [25 juillet] (A., t. II, p. 736; J.O., c.r., p. 1030). — Présente un amendement [27 juillet] (A., t. II, p. 795; J.O., c.r., p. 1082) [28 juillet] (A., t. II, p. 829; J.O., .r., p. 1111). — Présente un article additionnel [30 juillet] (A., t. II, p. 850, 856; J.O., c.r., p. 1131). — Membre de Commissions (F. 30, 36; J.O., p. 1332, 1998).

BARBEY. Tarn. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation de la Convention signée à la Haye, le 6 mai 1882, pour réglementer la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales (J. O., p. 397; F. 7). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires (J. O., p. 596; F. 13). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France. Présente un amendement [12 février] (A., t. I, p. 151; J.O., c.r., p. 133). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds, de subvention et d'avances, mis à la disposition de la Caisse des lycées,

collèges et écoles primaires [8 mars] (A., t. I, p. 295; an., p. 71; J.O., c.r., p. 265; I. 89). — Est entendu dans la discussion du règlement sur l'ordre du jour [10 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 283). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [13 mars] (A., t. I, p. 330; J.O., c.r., p. 296) [15 mars] (A., t. I, p. 352; J. O., c. r., p. 316) [16 mars] (A., t. I, p. 365). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique (J.O., p. 2261; F. 41). — Rapporteur de la 5e Commission des congés (J. O. p. 2574; F. 47). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant accroissement des minima de pensions et des annuités pour années de service supplémentaire en faveur du personnel compris dans la 1re et la 2e section du tarif n° 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer (J.O., p. 3244; F. 63). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant accroissement des minima de pensions et des annuités pour années de service supplémentaire en faveur du personnel compris dans la 1re et la 2e section du tarif n° 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer [24 juin] (A., t. II, p. 708; J.O., c. r., p. 1005; L. 407; an., p. 345). — Présente un amendement avec plusieurs de ses collègues dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. I, p. 788; J.O., c.r., p. 1077). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 40, 45, 46, 62; J.O., p. 324, 582, 2197, 2526, 2557, 3212).

BARDOUX. Inamovible. — Secrétaire de la 1re Commission d'initiative parlementaire (J.O. p. 397; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné sur la France [12 février] (A., t. I, p. 144; J.O., c.r., p. 127). — Fait une rectification au procès-verbal. Dépose une proposition de loi sur la propriété artistique [19 avril] (A., t. II, p. 1; an., p. 108; J.O, c.r., p. 367; F. 142). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [25 avril] (A., t. II, p. 8; J.O., p. 375). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bérenger, sur les moyens préventifs de combattre la récidive (J.O., p. 2261; F. 41). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [26 mai] (A., t. II, p. 224; J.O., c.r., p. 566). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'élection des juges consulaires. Présente, de concert avec M. Gailly, un contre-projet [28 juin] (A., t. II, p. 449; J. O., c. r., p. 766). — Présente un amendement, de concert avec

M. Denormandie, au cours de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 800; J.O., c.r., p. 1086) [28 juillet] (A., t.II, p. 819; J.O.,c.r., p. 1102).— Présente un contre-projet, de concert avec M. Denormandie, dans la discussion du même projet de loi [31 juillet] (A., t. II, p. 884; J.O., c.r., p. 1163). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 40, 46, 60; J.O., p. 324, 1332, 2197, 2557, 3105).

BARNE. Bouches-du-Rhône. — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 1078; F. 23). — Dépose sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, 2e section, sur l'exercice 1882 d'un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 64; J.O., c.r., p. 197; I. 71). — Dépose sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 10 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime [16 mars] (A., t. I, p. 368; an., p. 83; J.O., c.r., p. 331; I. 111).— Dépose une pétition de 200 patrons relative au bornage du littoral de la Méditerranée [1er mai] (J.O., p. 426). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique (J.O., p. 2261; F. 41). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 décembre 1874, sur l'hypothèque maritime [5 mai] (A., t. II, p. 76; J.O., c.r., p. 438). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats-poste entre la France et l'Inde britannique; parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur l'hypothèque maritime [8 mai] (A., t. II, p. 83, 86; an., p. 154; J.O., c.r., p. 445, 446; I. 170). —Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique [19 mai] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 497). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement [3 juillet] (A., t. II, p. 482; an., p. 251; J.O., c.r., p. 798; I. 294). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Avignon (Vaucluse) à changer l'affectation d'une portion d'emprunt [5 juillet] (A.,

t. II, p. 503; an., p. 253; J.O., c.r., p. 817; I. 299). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aveyron à contracter un emprunt pour les travaux des chemins ordinaires [18 juillet] (A., t. II, p. 606; an., p. 325; J.O., c.r., p. 914; I. 368). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires; le 2e, à autoriser le département de l'Aveyron à contracter un emprunt pour les travaux des chemins ordinaires [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 333; J.O., c.r., p. 985; I. 396, 399). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre du Commerce un crédit de 50.000 francs pour l'envoi d'ouvriers à l'exposition d'Amsterdam; le 2e, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au Titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1883, d'un crédit de 4.677.000 francs, pour la continuation du chemin de fer et des forts du Haut Sénégal [24 juillet] (A., t. II, p. 709; an., p. 349; J.O., c.r., p. 1007; I. 414, 413). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement de concert avec MM. Demôle, Salneuve et Griffe [25 juillet] (A., t. II, p. 747; J.O., c.r., p. 1039). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à un emprunt que demande à faire le département des Alpes-Maritimes pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires. — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des Finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre du Commerce pour l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour subvention éventuelle de l'exposition internationale de Nice [26 juillet] (A., t. II, p. 760, 764; J.O., c.r., p. 1053; an., p. 359; I. 433). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 788, 797; J.O., c.r., p. 1076, 1083). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine d'un crédit extraordinaire pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal [1er août] (A., t. II, p. 911; J.O., c.r., p. 1186). — Membre de Commissions (F. 22, 40, 60; J.O., p. 982, 2197, 3105).

BARTHE (Marcel). Basses-Pyrénées. — Demande le renvoi de la discussion de la proposition de loi relative au droit d'association [2 février] (A., t. I, p. 101; J.O., c.r., p. 87). — Dépose une proposition de loi relative à la répression des provocations tendant au renversement des institutions républicaines [12 février] (A., t. I, p. 148; an., p. 51; J.O.,

c.r., p. 130; I. 42). — Demande l'urgence [15 février] (A.,t.I,p. 178;J.O., c.r., p. 158). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le droit d'association. Présente un amendement de concert avec M. Emile Labiche [8 mars] (A., t.I, p. 303; J.O., c.r., p. 271). — Président de la 3e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1366; F. 31). — Dépose une pétition de MM. Chut, Apiou, Mirassou, David, Lacrampe, Bambielle et Desgranges, anciens militaires retraités demeurant à Pau (Basses-Pyrénées) [21 avril] (J.O., p. 373). — Dépose le rapport sur la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [19 mai] (A., t. II, p. 145; an., p. 170; J.O., c.r., p. 497; I. 188). — Nommé rapporteur par la 3e Commission d'initiative parlementaire sur la proposition de loi de M. Bardoux, relative à la propriété artistique (J.O., p. 2724; F. 51). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la liberté des funérailles. Présente un paragraphe additionnel [14 juin] (A., t. II, p. 360; J. O., c. r., p. 689). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [19 juin] (A., t. II, p. 384). — Dépose un rapport supplémentaire [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 244; J.O., c.r., p. 754; I. 272). — Dépose sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la Commission d'initiative chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bardoux sur la propriété artistique [17 juillet] (A., t. II, p. 588; an., p. 322; J.O., c.r., p. 897; I. 362). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [23 juillet] (A., t. II, p. 701; J.O., c.r., p. 999). — Membre de Commissions (F. 30, 60, 70; J.O., p. 1332, 3195, 3694).

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France (J.O., p. 645; F. 15). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi [10 février] (A., t. I, p. 120; J.O., c.r., p. 105). — Dépose le rapport sur le projet de loi adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, portant organisation de la juridiction en Tunisie. En donne lecture et demande l'urgence [17 mars] (A., t. I, p. 382; an., p. 97; J. O., c.r., p. 344; I. 121). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une Convention signée, le 20 mars 1883, entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, et constituant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle (J.O., p. 2844; F. 54). — Président de la Commission chargée de l'exa-

men du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention conclue, le 2 mars 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie (J. O., p. 3495 ; F. 67). — Fait une rectification au procès-verbal [30 juillet] (A., t. II, p. 845 ; J.O., c.r., p. 1127). — Membre de Commissions (F. 15, 53, 66; J.O., p. 645, 2812, 3464).

BASSE-SEINE. — Exécution de travaux pour la réfection de ses digues. V. loi 70.

BATBIE. Gers. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 94; J.O., c.r., p. 81). — Fait une rectification au procès-verbal [15 février] (A., t. I, p. 163; J.O., p. 145). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [1er mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 426). — Adresse une question à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, relative à des décrets portant déclaration d'abus contre cinq prélats et suppression de leurs traitements [5 mai] (A., t. II, p. 66, 81; J. O., c. r., p. 430). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de sa proposition de loi sur la naturalisation (J.O., p. 2348; F. 43). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants abondonnés maltraités ou délaissés [17 mai] (A., t. II, p. 141; J. O., c. r., p. 494). — Dépose un rapport sur la proposition de loi de M. l'amiral Fourichon, relative aux enfants mineurs dont la mère, veuve d'un mari étranger, recouvre la qualité de Française [31 mai] (A., t. II, p. 253; an., p. 191; J.O., c.r., p. 593; I. 206). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires. — Dépose une pétition de M. Frédéric Romanet du Caillaud, demeurant à l'Isle (Haute-Vienne) [7 juin] (A., t. II, p. 325; J. O., c. r., p. 656). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi relative aux enfants mineurs dont la mère, veuve d'un mari étranger, recouvre la qualité de Française [9 juin] (A., t. II, p. 340; J. O., c.r., p. 672). — Dépose, de concert avec M. Lacave-Laplagne, cinquante-sept pétitions émanant des conseillers municipaux de cinquante-sept communes de l'arrondissement de Lombez (Gers) [28 juin] (J.O., p. 778). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la protection de l'enfance abandonnée ou maltraitée [5 juillet] (A., t. II, p. 518; J.O., c.r., p. 829) [7 juillet] (A., t. II, p. 529; J. O., c. r., p. 849). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux. Présente un amendement

[10 juillet] (A., t. II, p. 549; J. O., c. r., p. 860). — Parle dans la discussion générale sur le projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [19 juillet] (A., t. II, p. 626; J.O., c.r., p. 931) [24 juillet] (A., t. II, p. 722; J.O., c.r., p. 1018) [25 juillet] (A., t. II. p. 743; J.O., c.r., p. 1036) [26 juillet] (A., t. II, p. 780; J.O., c.r., p. 1067) [28 juillet] (A., t. II, p. 825; J.O., c.r., p. 1108) [30 juillet] (A., t. II, p. 860; J.O., c.r., p. 1141). — Membre de Commissions (F. 12, 30, 42; J.O., p. 582, 1332, 2318).

BAZILLE (Gaston). Hérault. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Algérie (J.O., p. 1179; F. 26). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le phylloxera en Algérie [10 mars] (A., t. I, p. 308; J.O., c.r., p. 276). — Dépose une pétition d'employés civils retraités de l'État demeurant à Montpellier (Hérault) [17 mai] (J.O., p. 496). — Membre de Commissions (F. 25, 70; J.O., p. 1150, 3694).

BÉRAL. Lot. — Proclamé sénateur [21 juin] (A., t. II, p. 397; J.O., c.r., p. 723). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active, en vue de la formation d'une artillerie de forteresse (J.O., p. 3244; F. 64). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre au bois pyroxylé (J.O., p. 3805; F. 79). — Membre de Commissions (F. 62, 74; J.O., p. 3212, 3773).

BÉRALDI. Aude. — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'État et non concédées [16 mars] (A., t. I, p. 368; an., p. 93; J.O., c.r., p. 331; I. 113). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre de chemin de fer d'intérêt local, l'établissement d'un embranchement destiné à relier les carrières d'Amblagnieu-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu, sur la ligne de Sablonnière à Montalieu et d'en autoriser l'exécution [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 335; J.O., c.r., p. 985; I. 400). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la substitution à la Société concessionnaire du chemin de fer d'in-

térêt général d'Arles à la Tour-Saint-Louis d'une Compagnie anonyme formée sous la dénomination de Compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône [30 juillet] (A., t. II, p. 847; J.O., c.r., p. 1129; an., p. 368; I. 457). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 62; J.O., p. 324, 1332, 3212).

BÉRENGER. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [22 janvier] (A., t. I, p. 28; J.O., c.r., p. 25) [25 janvier] (A., t. I, p. 45; J.O., c.r., p. 38) [26 janvier] (A., t. I, p. 52; J.O., c.r., p. 44) [27 janvier] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 59). — Est entendu, sur le règlement de l'ordre du jour [30 janvier] (A., t. I, p. 75; J.O., c.r., p. 65). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France (J.O., p. 645; F. 15). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [15 février] (A., t. I, p. 178; J.O., c.r., p. 157). — Présente un amendement. Dépose une demande de discussion immédiate du rapport sur le projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné sur la France [16 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 160). — Membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur le régime des eaux (J.O., p. 1241; F. 28). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [19 avril] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 368). — Est entendu dans la discussion du règlement de l'ordre du jour [28 avril] (A., t. II, p. 46; J.O., c.r., p. 411). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de sa proposition de loi sur les moyens préventifs de combattre la récidive (régime des prisons, libération conditionnelle, patronage, réhabilitation) (J.O., p. 2261; F. 41). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [17 mai] (A., t. II, p. 131; J.O., c.r., p. 485) [19 mai] (A., t. II, p. 156; J.O., c.r., p. 506). — Présente deux amendements [21 mai] (A., t. II, p. 168; J.O., c.r., p. 517). — Présente un amendement [22 mai] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 533) [24 mai] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 555). — Présente un amendement. Demande à adresser à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative au projet de suppression des aumôniers dans les hôpitaux et à la laïcisation de certains autres hôpitaux [26 mai] (A., t. II, p. 216, 220; J.O., c.r., p. 561). — Développe cette question [29 mai] (A., t. II, p. 235; J.O., c., p. 577). — Donne lecture d'une lettre rectificative relative au passage de son dernier discours concernant la suppression des aumôniers dans les hôpitaux. Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [2 juin] (A., t. II. p. 275, 284;

J.O., c.r., p. 613, 621). — Dépose une proposition de loi sur les enfants abandonnés [14 juin] (A., t. II, p. 371; an., p. 205; J.O., c.r., p. 699; I. 232).— Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux. Présente un amendement [23 juin] (A., t. II, p. 427; J.O., c.r., p. 748).— Demande à interpeller M. le Ministre de l'Intérieur sur la suppression des aumôniers dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine [26 juin] (A., t. II, p. 434; J.O., c.r., p. 754). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [28 juin] (A., t. II, p. 454; J.O., c.r., p. 770). — Développe son interpellation à M. le Ministre de l'Intérieur sur la suppression des aumôniers dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine [30 juin] (A., t. II, p. 466; J.O., c.r., p. 784).— Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [3 juillet] (A., t. II, p. 493; J.O., c.r., p. 807). — Présente un amendement [5 juillet] (A., t. II, p. 512; J.O., c.r., p. 824). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [17 juillet] (A., t. II, p. 591; J.O., c.r., p. 899). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [21 juillet] (A., t. II, p. 679; J.O., c.r., p. 981) [23 juillet] (A., t. II, p. 703; J.O., c.r., p. 1000). — Présente un amendement [24 juillet] (A., t. II, p. 709; J.O., c.r., p. 1007). — Présente un contre-projet sur la loi de la réforme de l'organisation judiciaire [25 juillet] (A., t. II, p. 745; J.O., c.r., p. 1037). — Membre de Commissions (F. 15, 22, 28, 40; J.O., p. 645, 982, 1241, 2197).

BERLET. Meurthe-et-Moselle. — Proclamé sénateur [21 juin] (A., t. II, p. 400; J.O., c.r., p. 725). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention conclue, le 2 mars 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation de dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie (J.O., p. 3495; F. 67). — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux modifications à apporter à la tenue de la cavalerie (J.O., p. 3805; F. 75). — Fait une rectification au procès-verbal [2 août] (A., t. II, p. 927; J.O., c.r., p. 1201). — Membre de Commissions (F. 66, 74; J.O., p. 3461, 3773).

BERNARD. Meurthe-et-Moselle. — Demande un congé [22 janvier] (A., t. I, p. 21; J.O., p. 19). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [15 février] (A., t. I, p. 167; J.O., c.r., p. 148). — Présente un amendement [16 février] (A., t. I, p. 182; J.O., c.r., p. 161). —

Demande un congé [21 avril] (A., t. II, p. 3; J.O., p. 371). — Demande un congé [25 avril] (A., t. II, p. 8; J.O., p. 375). — Demande un congé [26 mai] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 557). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux. Présente un amendement [21 juin] (A., t. II, p. 405; J.O., c.r., p. 729). — Demande un congé [12 juillet] (J.O., p. 887).

BERTHELOT. Inamovible. — Fait une rectification au procès-verbal [26 juin] (A., t. II, p. 434; J.O., c.r., p. 753). — Membre de Commissions (F. 12, 60; J.O., p. 582, 3105).

BILLOT (général), *Ministre de la Guerre*. Inamovible. — Communique : 1° au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, un décret de M. le Président de la République portant retrait des titres I et III du projet de loi relatif à l'organisation de divers services en Tunisie; 2° dépôt au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie. Renvoi à la Commission de l'organisation des services en Tunisie [25 janvier] (A., t. I, p. 39; an., p. 21; J.O., c.r., p. 34; I. 18). — Dépose deux rapports faits au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner les projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : 1° portant modification de la loi du 10 janvier 1883 qui a ouvert, sur l'exercice 1883, des crédits extraordinaires destinés à subvenir aux dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza; 2° portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 : 1. d'un crédit de 1.281.300 francs et annulation d'une somme égale au titre du Budget des dépenses extraordinaires de l'exercice 1881; 2. d'un crédit de 770.600 francs et annulation d'une somme égale au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 67; J.O., c.r., p. 209; I. 79, 80). — Depose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un crédit de 10.000 francs à ouvrir au Ministère de la Guerre, sur l'exercice 1883, pour les funérailles du général Chanzy, commandant du 6e corps d'armée. Dépose un rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la régularisation d'un décret rendu en Conseil d'État pour l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1883, d'un crédit de 20.000 francs applicable aux funérailles de Gambetta [19 mars] (A., t. I, p. 392; an., 98, 107; J.O., c.r., p. 353, 356; I. 129, 139). — Dépose un rapport fait au nom de la

Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve du général Chanzy commandant en chef du 6e corps d'armée [28 avril] (A., t. II, p. 36; an. p. 146; J.O., c.r., p. 402; I. 161). — Demande l'urgence, comme rapporteur, pour la discussion du projet de loi tendant à l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve du général Chanzy, commandandant du 6e corps d'armée [5 mai] (A., t. II, p. 66; J.O., c.r., p. 430). — Dépose deux rapports sur deux projets de loi adoptés par la Chambre des Députés : le premier portant : 1° cession à la ville de Brest d'une partie des terrains et des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent, et abandon à son bénéfice de la jouissance du corps de garde de la rue d'Aiguillon; 2° ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 230.000 francs; le deuxième, relatif à l'ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 640.000 francs au chapitre 4 : « États-Majors » [12 juin] (A., t. II, p. 343; an., p. 201; J.O., c.r., p. 675; I. 226, 227). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'artillerie de forteresse. Présente un contre-projet [12 juillet] (A., t. II, p. 568; J.O., c.r., p. 879). — Parle dans la discussion du même projet de loi [18 juillet] (A., t. II, p. 607; J. O., c. r., p. 915). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 982).

BLANC (Xavier). Hautes-Alpes. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 janvier] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 31). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants délaissés, abandonnés ou maltraités [19 mai] (A., t. II, p. 159; J.O., c.r. p. 509) [22 mai] (A., t. II, p. 189; J.O., c.r., p. 536) [2 juin] (A., t. II, p. 289, J.O., c.r., p. 625) [5 juillet] (A., t. II, p. 518; J.O., c.r., p. 829) [7 juillet] (A., t. II, p. 527; J.O., c.r., p. 838). — Membre de Commissions (F. 6, 25, 30, 40, 68; J.O., p. 324, 1150, 1332, 2197, 3559).

BOCHER. Calvados. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique [26 avril] (A. t. II, p. 18; J.O., c.r., p. 384). — Membre de Commissions (F. 6, 22; J.O., p. 324, 982.)

BOISSE. Aveyron. — Membre d'une Commission (F. 46; J.O., p. 2557).

BONNET. Ain. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Manche à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs et pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée de Cherbourg [3 mars] (A., t. I, p. 252; an., p. 68; J.O., c.r., p. 227; I. 82). — Président de la 3e Commission des pétitions (J.O., p. 2318; F. 42). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Foix (Ariège) à contracter un emprunt de 850.000 francs et à s'imposer extraordinairement [17 mai] (A., t. II, p. 125; an., p. 168; J.O., c.r., p. 481; I. 183.) — Membre de Commissions (F. 19, 30, 74; J.O., p. 834, 1332, 3773).

BOUCHER-CADART. Pas-de-Calais. — Secrétaire provisoire du bureau du Sénat [9 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et de sous-préfectures et d'établir des classes personnelles [8 mai] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 455). — Présente un amendement au cours de la discussion de la proposition de loi relative à la liberté des funérailles [14 juin] (A., t. II, p. 367; J.O., c.r., p. 697. — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [19 juin] (A., t. II, p. 389; J.O., c.r. p. 715). — Membre d'une Commission (F. 41; J.O., p. 2261).

BOUCHES-DU-RHONE. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école et pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 258.

BOULOGNE-SUR-MER. — Demande à contracter un emprunt de 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 231. — Demande l'autorisation d'emprunter 500.000 francs. V. loi 232.

BOURGES (ville de) (Cher). — Demande à contracter un emprunt de 120.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 118. — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 100.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 131.

BOZÉRIAN. Loir-et-Cher. — Demande un congé [11 janvier] (J. O., p. 5;

(A., t. I, p. 5). — Demande une prolongation de congé [30 janvier] (J.O., p. 63; A., t. I, p. 73) [25 avril] (J.O., p. 375; A. t. II, p. 8).

BREST. — Établissement d'une forme de radoub. V. loi 4. — Demande à contracter un emprunt de 520.000 francs. V. loi 66. — Cession à la ville d'une partie du terrain et des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent et à l'abandon du corps de garde de la rue d'Aiguillon. V. loi 133.

BRICOT-LA-VILLE (Marne). — Suppression de cette commune et annexion de son territoire aux communes de la Forestière et de Châtillon-sur-Marne. V. loi 42.

BROGLIE (duc de). Eure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie [3 mars] (A., t. I, p. 236; J.O., c.r., p. 214). — Adresse à M. le Ministre des Affaires étrangères une question au sujet de l'entente diplomatique établie entre les cabinets de Berlin, de Rome et de Vienne [1er mai] (A., t. II, p. 50; J.O., c.r., p. 416). — Demande à interpeller M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, sur les moyens dont le Gouvernement compte user pour assurer dans les livres destinés aux écoles primaires publiques le respect qui est dû aux croyances et aux sentiments des familles [26 mai] (A., t. II, p. 231; J.O., c.r., p. 573). — Développe son interpellation [31 mai] (A., t. II, p. 254; J.O., c.r., p. 594). — Fait une rectification au procès-verbal [9 juin] (A., t. II, p. 333; J.O., c.r., p. 667). — Demande à adresser une question à M. le Ministre des Affaires étrangères [20 juillet] (A., t. II, p. 659; J.O., c.r., p. 961). — Développe la question adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères sur les affaires du Tonkin [21 juillet] (A., t. II, p. 662; J.O., c.r., p. 966).

BROGLIE. Cantal. — Secrétaire provisoire du bureau du Sénat [9 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Dépose trois rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, le département de l'Ariège à contracter un emprunt; le 2e, le département de la Manche à s'imposer extraordinairement; le 3e, le département de la Marne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux [27 janvier] (A., t. I, p. 61; an., p. 24; J.O., c.r., p. 51; I. 23, 26, 27). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant revision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (J.O., p. 1053; F. 23). — Dépose le rapport fait au nom

de la 3e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Aurillac (Cantal) à emprunter 575.000 francs et à s'imposer extraordinairement [15 mars] (A., t. I, p. 358; an., p. 81; J.O., c.r., p. 321; I. 106). — Dépose et lit un rapport sur le projet de loi voté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires [19 mars] (A., t. I, p. 393; an., p. 107; J.O., c.r., p. 354; I. 136). — Secrétaire de la 5e Commisssion d'intérêt local (J.O., p. 2574; F. 47). — Dépose, au nom de la 5e Commission, les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à élever le taux d'intérêt d'un emprunt; le 2e, à autoriser la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à emprunter 81.500 francs [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 218; J.O., c.r., p. 725; I. 248, 249). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun; le 2e, à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et d'intérêt commun [30 juin] (A., t. II, p. 466; an., p. 250; J.O., c.r., p. 784; I. 290, 291). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à établir d'office sur la commune de Châtillon (Haute-Savoie) une imposition extraordinaire; le 2e, à autoriser la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter 26.500 francs [7 juillet] (A., t. II, p. 522; an., p. 259; J.O., c.r., p. 834; I. 310, 311). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à distraire une section de la commune de de Saint-Georges-Nigremont (arrondissement d'Aubusson, département de la Creuse) pour l'ériger en municipalité distincte sous le nom de Pontcharraud; le 2e, à autoriser le département de Lot-et-Garonne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction et à l'installation de maisons d'école [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 275; J.O., c.r., p. 854; I. 324, 325). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires [12 juillet] (A., t. II, p. 562; an., p. 290; J.O., c.r., p. 874; I. 343). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Indre à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 324; J.O., c.r., p. 890; I. 363). — Dépose le rapport sur le projet de loi

adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à emprunter 490.000 francs [19 juillet] (A., t. II, p. 641; an., p. 328; J.O., c.r., p. 944; I. 380). — Présente un amendement, de concert avec plusieurs de ses collègues, dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 792; J.O., c.r., p. 1079).— Membre de Commissions (F. 22, 30, 46, 60; J.O., p. 982, 1332, 2557, 3105).

BRUN (Charles). Var. — Ministre de la Marine et des Colonies [22 février] (J.O., p. 961). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Marine et des Colonies et au sien, d'un projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 65; J.O., c.r., p. 209; I. 77).—Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, d'un crédit de 211.274 fr. 23 et annulation d'une somme de 212.326 fr. 77 sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1881 [16 mars] (A., t. I, p. 372; an., p. 94; J.O., c.r., p. 335; I. 117). — Dépôt par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de la Marine et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder la réversibilité au profit de Mlle de Sabry de la pension de 1.500 francs allouée, par une loi du 17 mai 1828, à sa mère, Marie-Antoinette-Bénigne-Thanaïs Bisson, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom [8 mai] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 448). — Dépose, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin. Demande l'urgence [17 mai] (A., t. II, p. 128; an., p. 168; J.O., c.r., p. 483; I. 184). — Répond à une question de M. Audren de Kerdrel, relative au service religieux établi parmi les troupes envoyées au Tonkin [5 juin] (A., t. II, p. 296; J. O., c. r., p. 631). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant accroissement des minima de pensions et des annuités pour années de service supplémentaire en faveur du personnel compris dans la première et la deuxième section du tarif n° 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer [19 juin] (A., t. II, p. 388; an., p. 216; J. O., c.r., p. 714; I. 241). — Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de MM. les Ministres de la Marine, des Finances et au sien, d'un projet

de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal [26 juin] (A., t. II, p. 434; J.O., c.r., p. 753). — M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dépose, au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies et des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit de 4.677.000 francs pour le chemin de fer et les forts du Haut Sénégal [5 juillet] (A., t. II, p. 504; J.O., c.r., p. 817). — Demande la mise à l'ordre du jour de la loi relative aux pensions du personnel non officier de la Marine [27 juillet] (A., t. II, p. 807; J.O., c.r., p. 1092). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit de 10.853.700 fr. sur le Budget extraordinaire de 1883, et annulation d'une somme égale. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les pensions de l'armée de mer [31 juillet] (A., t. II, p. 895; J.O., c.r., p. 1173; an., p. 384; I. 466). — Dépose au nom de M. le Ministre des Travaux publics, trois conventions passées avec les Compagnies du chemin de fer de Paris, du Nord et du Midi [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1195; I. 470, 471, 472).

BRUN (Lucien). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 janvier] (A., t. I, p. 43; J.O., c.r., p. 37). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [16 mars] (A. t. I, p. 368; J.O., c.r., p. 331). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet les enfants délaissés, abandonnés ou maltraités [19 mai] (A., t. II, p. 152; J.O., c.r., p. 503). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux enterrements civils et religieux [12 juin] (A., t. II, p. 351; J.O., c.r., p. 682) [14 juin] (A., t. II, p. 365; J.O., c.r., p. 694). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] (A., t. II, p. 406; J.O., c.r., p. 730). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [19 juillet] (A., t. II, p. 631; J.O., c.r., p. 935) [24 juillet] (A., t. II, p. 731; J.O., c.r., p. 1025).

BRUNET (Joseph). Corrèze. — Est entendu dans le règlement relatif à la fixation du jour de la discussion de la proposition de loi sur le droit

d'association [2 février] (A., t. I, p. 101 ; J.O., c.r., p. 87). — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 105 ; J.O., c.r., p. 91). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [16 février] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 168). — Parle dans la discussion du projet tendant à modifier la loi sur l'hypothèque maritime. Présente un amendement [8 mai] (A., t. I., p. 86; J.O., c.r., p. 447). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [25 juillet] (A., t. II, p. 737; J.O., c.r., p. 1031). — Membre de Commissions (F. 22, 30, 42; J.O., p. 382, 1332, 2318).

BUDGET concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1884. V. loi 237.

BUFFET. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de de loi relatif au régime des eaux [25 janvier] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 38). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [3 février] (A., t. I, p. 106; J. O., c.r. p. 92.) — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [15 février] (A., t. I, p. 170; J.O., c.r., p. 151) [16 février] (A., t. I, p. 184; J.O., c.r., p. 164). — Parle sur un rappel au règlement, après le vote du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [17 février] (A., t. I, p. 203; J.O., c.r., p. 182). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisses des lycées, collèges et écoles primaires [15 mars] (A., t. I, p. 350; J.O., c.r., p. 314). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative aux enterrements civils ou religieux [10 mai] (A., t. II, p. 116; J.O., c.r., p. 472). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit pour le service du Tonkin [24 mai] (A., t. II, p. 206; J.O., c.r., p. 550). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] (A., t. II, p. 411; J.O., c.r., p. 734) [10 juillet] (A., t. II, p. 553; J.O., c.r., p. 863). — Est entendu dans la discussion pour la mise à l'ordre du jour de jeudi prochain, du projet de loi sur l'organisation judiciaire [17 juillet] (A., t. II, p. 583; J.O., c.r., p. 893). — Parle dans la discussion générale du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Soumet une motion préjudicielle [19 juillet] (A., t. II, p. 622; J.O., c.r., p. 928) [24 juillet] (A., t. II, p. 719; J.O., c.r., p. 1015) [25 juillet] (A., t. II, p. 744 ; J.O., c.r., p. 1036). — Présente une proposition tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 53 du Règlement du Sénat. — Est entendu dans la discussion du projet de

loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [26 juillet] (A., t. II, p. 764, 780; J.O., c.r., p. 1068; an., p. 358; I. 430). — Parle sur la question de savoir s'il y a lieu de renvoyer la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée à la Commission des finances ou à une Commission spéciale. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [28 juillet] (A., t. II, p. 812, 828; J.O., c.r., p. 1096, 1110) [30 juillet] (A., t. II, p. 859, 874; J.O., c.r., p. 1139). — Fait observer au Sénat qu'il n'est pas en nombre pour la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [2 août] (A., t. II, p. 931; J.O., c.r., p. 1204).

BUREAU DU SÉNAT.

Bureau provisoire.

M. Gaulthier de Rumilly, président d'âge, aux termes de l'article premier de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, déclare ouverte la session ordinaire du Sénat pour 1883 et invite les six plus jeunes sénateurs présents à prendre place au bureau pour remplir les fonctions de secrétaires, jusqu'à l'élection du bureau définitif. Ce sont: MM. Brugerolle, Cuvinot, Frézoul, Honnoré, Boucher-Cadart et Le Bastard. — Allocution du Président [9 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1).

Bureau définitif.

Scrutin pour l'élection du bureau du Sénat. Sont nommés : *Président*, M. Le Royer; *Secrétaires* : MM. de Rémusat, Roger-Marvaise, Honnoré, Millaud et Gayot; *Questeurs* : MM. le général Pélissier, Rampont, Pelletan [11 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 6). — Second tour de scrutin pour l'élection de quatre Vice-Présidents; sont élus : MM. Peyrat, Humbert, Calmon. Second tour de scrutin pour l'élection d'un Secrétaire; est élu : M. Clément [12 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 9). — Scrutin pour l'élection d'un quatrième Vice-Président; élu : M. Teisserenc de Bort [25 janvier] (A., t. I, p. 11; J.O., c.r., p. 11).

BUREAUX.

Bureaux du 9 janvier.

Premier bureau. — MM. Baragnon, Barne, Barrot (Ferdinand), Barthélemy-Saint-Hilaire, Bazille (Gaston), Billot (général), Bocher, Broglie (duc de), Brunet, Camparan, Chiris, Dauphin, Devaux, Dietz-Monnin, Du Chaffaut (comte), Dumesnil, Duval, Feray, Foucher de Careil, Garrisson, Goutay, Grévy (Albert), Guillemaut (général), Jaurès (amiral),

Labiche (Émile), Lacave-Laplagne, Ladmirault (général de), Lefranc (Victor), Milhet-Fontarabie, Péronne, Robin, Vallier, Veauce (baron de).

Deuxième bureau. — MM. Allou, Bardoux, Batbie, Blanc (Xavier), Boisse, Bosredon (de), Brun (Charles), Brun (Lucien), Buffet, Carnot, Clément (Léon), Corne, Daussel, Delacroix, Demiautte, Donnot, Duclerc, Farre (général), Flers (comte de), Fourichon (amiral), Gavardie (de), Gilbert-Boucher, Gouin, Guyot-Lavaline, Honnoré, Huguet (A.), Lasteyrie (Jules de), Laurent-Pichat, Maleville (marquis de), Masson de Morfontaine, Mayran, Reignié (de), Rivière (duc de).

Troisième bureau. — MM. Ancel, Andigné (général marquis d'), Arago (Emmanuel), Barthe (Marcel), Bérenger, Callen, Carné (marquis de), Chantemerle (de), Chesnelong, Combescure, Denis (Gustave), Duboys-Fresney (général), Dufresne, Dumon, Dupouy, Dupré, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Eymard-Duvernay, Fresneau, Freycinet (de), Frézoul, Gailly, Gent, George, Grandperret, Grévy (général), Guiffrey (Georges), Humbert, Jauréguiberry (amiral), Labiche (Manche), Noblot, Pouyer-Quertier, Vast-Vimeux (baron).

Quatrième bureau. — MM. Berthelot, Boffinton, Boucher-Cadart, Carayon La Tour (Joseph de), Cazot (Jules), Chardon, Chaumontel, Chavassieu, Cuvinot, Dauphinot, Delsol, Demôle, Didier (Henri), Dufay, Fayolle, Gaudinot, Gaulthier de Rumilly, Griffe, Jacques Hébrard, Lafond de Saint-Mür (baron), Le Lièvre, Lemoinne (John), Lucet, Merlin, Paulmier, Roussel (Théophile), Scheurer-Kestner, Schœlcher, Tenaille-Saligny, Testelin, Valléo (Oscar de), Vivenot, Wallon.

Cinquième bureau. — MM. Carquet, Chabaud La Tour (général baron de), Chabron (général de), Challemel-Lacour, Charton (Edouard), Cherpin, Cordelet, Cordier, Cornulier (comte de), Cornulier-Lucinière (comte de), Deffis (général), Delord, Denormandie, Ferrouillat, Fournier (Casimir), Guinot, Issartier, Jacques, Joubert (Achille), Kolb-Bernard, Lareinty (baron de), Lavrignais (de), Le Guen, Mazeau, Meinadier (colonel), Mérode (comte de), Michel, Millaud (Edouard), Parieu (de), Pelletan, Peyrat, Rémusat (Paul de), Tréville (comte de).

Sixième bureau. — MM. Corbon, Delbreil, Deschanel, Dieudé-Defly, Goguet, Jobard, Krantz, Lacomme, Le Bastard, Lecointe (général), Le Guay, Lorgeril (vicomte de), Luro, Monneraye (comte de La), Montaignac (amiral marquis de), Munier, Ninard, Palotte, Parent, Piétri, Rampon (comte), Renaud (Michel), Robert de Massy, Roy de Loulay, Rozière (de), Rubillard, Saint-Vallier (comte de), Scherer, Tailhand, Teisserenc de Bort, Tolain, Tréveneuc (comte de), Würtz.

Septième bureau. — MM. Arbel, Douhet (comte de), Fournier (Henry), Gresley (général), Halna du Fretay, Jouin, Kiener, Labitte, Labordère, Lamorte, Le Blond, Magniez, Martel, Martenot, Mathey (Alfred), Oudet,

Pajot, Pin (Elzéar), Pons, Poriquet, Ravignan (baron de), Raismes (de), Rigal, Ronjat, Saisy (Hervé de), Salneuve, Soubigou, Théry, Tribert, Victor Hugo, Viellard-Migeon, Vigarosy, Voisins-Lavernière (de).

Huitième bureau. — MM. Adam, Allègre, Andlau (général comte d'), Audiffret-Pasquier (duc d'), Audren de Kerdrel, Béraldi, Bondy (comte de), Calmon, Chadois (colonel de), Claude, Faye, Fournier, Frébault (général), Gazagne, Guyot, Haussonville (comte d'), Hébrard (Adrien), Lafayette (Edmond de), La Jaille (général comte de), Lambert de Sainte-Croix, Sicotière (de la), Lenoël (Emile), Lur-Saluces (comte H. de), Malens, Martin (Henri), Massiet du Biest, Michal-Ladichère, Rampont, Ribière, Say (Léon), Simon, Varroy, Vissaguet.

Neuvième bureau.— MM. Arnaudeau (général), Barbey, Bernard, Bonnet, Bozérian, Brémond d'Ars (général marquis de), Brugerolle, Canrobert (maréchal), Champagny (vicomte de), Clamageran, Dupuy-de-Lôme, Dutilleul, Escarguel, Faidherbe (général), Foubert, Fourtou (de), Galloni d'Istria, Gayot (Émile), Laboulaye, La Caze (Louis), Lagache (Célestin), Le Monnier, Le Royer, Lizot, Magnin, Massé, Pélissier (général), Robert (général), Roger-Marvaise, Saint-Pierre (vicomte de), Thurel, Waddington, (J O.. p. 3 ; F. 2).

Organisation des bureaux du 18 *janvier.* — 1er bureau: *Président*, M. Gaston Bazille; *Secrétaire*, M. Chiris. — 2e bureau: *Président*, M. Charles Brun ; *Secrétaire*, M. Guyot-Lavaline. — 3e bureau : *Président*, M. Noblot ; *Secrétaire*, M. Gustave Denis. — 4e bureau : *Président*, M. Berthelot ; *Secrétaire*, M. Demôle. — 5e bureau : *Président*, M. Ferrouillat; *Secrétaire*, M. Édouard Millaud. — 6e bureau : *Président*, M. Corbon; *Secrétaire*, M. Jobard. — 7e bureau : *Président*, M. Arbel ; *Secrétaire*, M. Rigal. — 8e bureau : *Président*, M. le comte Henri de Lur-Saluces ; *Secrétaire*, M. Adrien Hébrard. — 9e bureau : *Président*, M. le vicomte de Saint-Pierre ; *Secrétaire*, M. Barbey (J.O., p. 324; F. 6).

Le 2e bureau (formation de juin 1882) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce, M. Emile Labiche, en remplacement de M. Testelin, démissionnaire. (J.O., p. 695 ; F. 16.)

BUREAUX DU 10 FÉVRIER.

Premier bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Audren de Kerdrel, Barthélemy-Saint-Hilaire, Boisse, Bosredon (de), Chiris, Clément (Léon), Cordelet, Cornulier (comte de), Denis (Gustave), Donnot, Douhet (comte de), Foubert, Frézoul, Griffe, Guinot, Hébrard (Adrien), Jacques, Laboulaye, Lafond de Saint-Mür (baron), Lambert de Sainte-Croix, Lamorte, Le Royer, Lorgeril (vicomte de), Magnin, Millaud (Edouard), Montaignac

(amiral marquis de), Péronne, Pin (Elzéar), Rivière (duc de), Vast-Vimeux (baron), Victor Hugo, Viellard-Migeon.

Deuxième bureau. — MM. Allou, Andlau (général comte d'), Barbey, Barne, Barthe (Marcel), Béraldi, Bonnet, Brugerolle, Brun (Charles), Buffet, Carayon-Latour (Joseph de), Champagny (vicomte Henri de), Dauphin, Dauphinot, Dufresne, Dumesnil, Fayolle, Fresneau, Galloni d'Istria, Gaudineau, Grandperret, Guiffrey (Georges), Labitte, Lagache (Célestin), Laurent-Pichat, Malens, Mazeau, Meinadier (colonel), Parent, Peyrat, Rampont, Vivenot, Wallon.

Troisième bureau. — MM. Arnaudeau (général), Bardoux, Bazille (Gaston), Bocher, Boffinton, Carné (marquis de), Chaumontel, Chavassieu, Cherpin, Chesnelong, Clamageran, Combescure, Deffis (général), Dupré, Dupuy-de-Lôme, Dutilleul, Flers (comte de), Foucher de Careil, Fournier (Henry) (Cher), Goguet, Grévy (Albert), Labiche (Manche) Le Lièvre, Lucet, Masson de Morfontaine, Parieu (de), Raismes (de), Reignié (de), Roger-Marvaise, Salneuve, Schœlcher, Vallée (Oscar de), Varroy.

Quatrième bureau. — MM. Berthelot, Bondy (comte de), Bosérian, Brémond d'Ars (général marquis de), Camparan, Chabron (général de), Chantemerle (de), Denormandie, Du Chaffaut (comte), Dupouy, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Fourichon (amiral), Freycinet (de), Gavardie (de), Gilbert-Boucher, Guyot-Lavaline, Halna du Fretay (amiral), Haussonville (comte d'), Huguet (A.), La Caze (Louis), La Jaille (général comte de), Lavrignais (de), Lefranc (Victor), Lemoinne (John), Martel, Massiet du Biest, Noblot, Oudet, Ravignan (baron de), Renaud (Michel), Roy de Loulay, Tréveneuc (comte de), Wurtz.

Cinquième bureau. — MM. Bérenger, Blanc (Xavier), Chadois (colonel de), Chardon, Claude (Vosges), Cordier, Delsol, Didier (Henri), Dieudé-Defly, Duboys-Fresney (général), Duclerc, Garrisson, Gaulthier de Rumilly, Gazagne, Gouin, Jobard, Lacave-Laplagne, Lareinty (baron de), Le Blond, Magniez, Maleville (marquis de), Martenot, Martin (Henri), Mayran, Piétri, Robin, Rubillard, Saint-Pierre (vicomte de), Saint-Vallier (comte de), Simon (Jules), Teisserenc de Bort, Testelin, Tréville (comte de).

Sixième bureau. — MM. Barrot (Ferdinand), Calmon, Cazot (Jules), Cornulier-Lucinière (comte de), Daussel, Demiautte, Duval, Eymard-Duvernay, Faidherbe (général), Frébault (général), Gailly, Gayot (Emile), Gent, George, Gresley (général), Grévy (général), Humbert, Issartier, Jacques Hébrard, Jauréguiberry, Jouin, Kiéner, Le Bastard, Le Guen, Mérode (comte de), Milhet-Fontarabie, Paulmier, Pons, Pouyer-Quertier, Roussel (Théophile), Scherer, Soubigou, Veauce (baron de).

Septième bureau. — MM. Carquet, Devaux, Dumon, Escarguel, Farre (général), Feray, Fournier, Fourtou (de), Goutay, Guillemaut (général),

Guyot, Jaurès (amiral), Kolb-Bernard, Krantz, Labordère, Ladmirault (général de), Lafayette (Edmond de), Sicotière (de la), Le Guay (baron), Lizot, Marlin, Michel, Monneraye (comte de la), Ninard, Palotte, Poriquet, Rémusat (Paul de), Robert (général), Robert de Massy, Say (Léon), Tenaille-Saligny, Verninac (de), Voisins-Lavernière (de).

Huitième bureau. — MM. Adam, Arbel, Baragnon, Boucher-Cadart, Brun (Lucien), Chabaud La Tour (général baron de), Challemel-Lacour, Delbreil, Delord, Demôle, Dietz-Monnin, Faye, Ferrouillat, Fournier (Casimir), Joubert (Achille), Labiche (Emile), Lenoël (Emile), Lur-Saluces (comte H. de), Michal-Ladichère, Munier, Pajot, Pélissier (général), Pelletan (Eugène), Rigal, Rozière (de), Scheurer-Kestner, Tailhand, Théry, Tolain, Tribert, Vallier, Waddington.

Neuvième bureau. — MM. Ancel, Andigné (général marquis d'), Audiffret-Pasquier (duc d'), Batbie, Bernard, Billot (général), Broglie (duc de), Brunet, Callen, Canrobert (maréchal), Carnot, Charton (Édouard), Corbon, Corne, Cuvinot, Delacroix, Deschanel, Dufay, Honnoré, Lacomme, Lasteyrie (Jules de), Lecointe (général), Le Monnier, Luro, Massé, Mathey (Alfred), Ribière, Ronjat, Saisy (Hervé de), Thurel, Vigarosy, Vissaguet (J.O., p. 120; F. 17).

Organisation des bureaux du 15 février. — 1er bureau: *Président*, M. Foubert; *Secrétaire*, M. Chiris. — 2e bureau: *Président*, M. Peyrat; *Secrétaire*, M. Brugerolle. — 3e bureau: *Président*, M. Dupré; *Secrétaire*, M. Goguet. — 4e bureau: *Président*, M. le comte de Bondy; *Secrétaire*, M. le baron de Ravignan. — 5e bureau: *Président*, M. Gaulthier de Rumilly; *Secrétaire*, M. Chardon. — 6e bureau: *Président*, M. Théophile Roussel; *Secrétaire*, M. Milhet-Fontarabie. — 7e bureau: *Président*, M. Edmond de Lafayette; *Secrétaire*, M. Labordère. — 8e bureau: *Président*, M. Challemel-Lacour; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart. — 9e bureau: *Président*, M. Delacroix; *Secrétaire*, M. Cuvinot (J.O., p. 834; F. 19).

Le 8e bureau (formation d'avril 1880) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur le régime des eaux M. Bérenger, en remplacement de M. Charles Brun. — Le 8e bureau (formation de janvier 1882) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents, M. Lamorte, en remplacement de M. le baron de Larcy, décédé (J.O., p. 1241; F. 28).

BUREAUX DU 10 MARS.

Premier bureau. — MM. Barbey, Bondy (comte de), Broglie (duc de), Camparan, Carnot, Chesnelong, Chiris, Combescure, Daussel, Donnot,

Dufresne, Dutilleul, Feray, Fournier (Henry) (Cher), Gayot (Emile), Gognet, Haussonville (comte d'), Hébrard (Jacques), Kiener, Labiche (Manche), Laboulaye, Lafond de Saint-Mur (baron), Lagache (Célestin), Le Blond, Lizot, Martenot, Mazeau, Pariéu (de), Poriquet, Salneuve, Tréveneuc (comte de), Vast-Vimeux (baron), Veauce (baron de).

Deuxième bureau. — MM. Adam, Béraldi, Bouchér-Cadart, Carayon Latour (Joseph de), Delord, Douhet (comte de), Dufay, Duval, Eymard-Duvernay, Faidherbe (général), Farre (général), Fourtou (de), Freycinet (de), Garrisson, Gaulthier de Rumilly, Gavardie (de), Gent, Grévy (Albert), Halna du Fretay (amiral), Kolb-Bernard, Labitte, La Jaille (général comte de), Martin (Henri), Mathey (Alfred), Mayran, Mérode (comte de), Montaignac (amiral marquis de), Pélissier (général), Péronne, Saisy (Hervé de), Testelin, Voisins-Lavernière (de), Wurtz.

Troisième bureau. — MM. Batbie, Bonnet, Brun (Lucien), Champagny (vicomte Henri de), Chantemerle (de), Cherpin, Cordier, Devaux, Duboys Fresney (général), Du Chaffaut (comte), Frébault (général), Gazagne, Griffe, Guillemaut (général), Guinot, Hébrard (Adrien), Joubert (Achille), Krantz, Lacave-Laplagne, Lacomme, Lafayette (Edmond de), Lamorte, Lareinty (baron de), La Sicotière (de), Lefranc (Victor), Le Guen, Leng[illegible], Pelletan, Pin (Elzéar), Reignié (de), Roger-Marvaise, Ro[illegible] Varroy.

Quatrième bureau. — MM. Audren de Kerdrel, Baragnon, Blanc (Xavier), Bocher, Bosredon (de), Carquet, Denis (Gustave), Duclerc, Dupuy-de-Lôme, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Faye, Fournier (Ca[illegible]), Frézoul. Gaudineau, Gilbert-Boucher, Guyot, Guyot-Lavaline, Honnoré, Humbert, Jouin, Laurent-Pichat, Le Bastard, Maleville (marquis de), Massé, Meinadier (colonel), Michal-Ladichère, Robert de Massy, Roussel (Théophile), Say (Léon), Scheurer-Kestner, Simon (Jules), Teisserenc de Bort, Wallon.

Cinquième bureau. — MM. Allou, Barthélemy Saint-Hilaire, Bérenger, Boisse, Canrobert (maréchal), Chabaud La Tour (général baron de), Challemel-Lacour, Clément (Léon), Cordelet, Delacroix, Demiautte, Didier (Henri), Dietz-Monnin, Dieudé-Defly, Dupré, Fournier (Indre-et-Loire), George, Gresley (général), Jauréguiberry (amiral), Lambert de Sainte-Croix, Le Guay (baron), Massiet du Biest, Masson de Morfontaine, Monneraye (comte de La), Munier, Palotte, Pouyer-Quertier, Raismes (de), Rigal, Saint-Pierre (vicomte de), Scherer, Tenaille-Saligny, Vallier.

Sixième bureau. — MM. Barne, Barrot (Ferdinand), Berthelot, Billot (général), Boffinton, Brugerolle, Buffet, Chardon, Chaumontel, Cornulier (comte de), Cuvinot, Dauphin, Deffis (général), Demôle, Deschanel, Dumesnil, Dumon, Foubert, Huguet (A.), Jobard, Lecointe (général), Merlin, Millaud (Edouard), Rémusat (Paul de), Renaud (Michel), Robert

(général), Schœlcher, Thurel, Verninac (de), Viellard-Migeon, Vissaguet, Vivenot, Waddington.

Septième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Andlau (général comte d'), Arbel, Arnaudeau (général), Audiffret-Pasquier (duc d'), Bernard, Bozérian, Brémond d'Ars (général marquis de), Calmon, Cazot (Jules), Chadois (colonel de), Charton (Edouard), Chavassieu, Corbon, Corne, Dauphinot, Delbreil, Denormandie, Dupouy, Fresneau, Guiffrey (Georges), Labordère, Magnicz, Magnin, Ribière, Roy de Loulay, Soubigou, Tailhand, Tolain, Tréville (comte de), Tribert, Victor Hugo, Vigarosy.

Huitième bureau. — MM. Ancel, Arago (Emmanuel), Bardoux, Barthe (Marcel), Bazille (Gaston), Brunet, Callen, Chabron (général de), Cornulier-Lucinière (comte de), Escarguel, Fayolle, Foucher de Careil, Goutay, Grandperret, Issartier, La Caze (Louis), Ladmirault (général de), Lavrignais (de), Le Lièvre, Le Royer, Lorgeril (vicomte de), Luro, Milhet-Fontarabie, Pajot, Parent, Paulmier, Piétri, Ravignan (baron de), Robin, Rozière (de), Rubillard, Saint-Vallier (comte de).

Neuvième bureau. — MM. Brun (Charles), Carné (marquis de), Clamageran, Claude (Vosges), Delsol, Ferrouillat, Flers (comte de), Fourichon (amiral), Gailly, Galloni d'Istria, Gouin, Grévy (général), Jacques, Jaurès (amiral), Labiche (Emile), Lasteyrie (Jules de), Lemoinne (John), Le Monnier, Lucet, Lur-Saluces (comte Henri de), Malens, Martel, Michel, Ninard, Noblot, Oudet, Peyrat, Pons, Rampont, Rivière (duc de), Théry, Vallée (Oscar de) (J.O., p. 284; F. 29).

Organisation des bureaux du 13 mars. — 1er bureau : *Président*, M. Kiener; *Secrétaire*, M. le baron Lafond de Saint-Mür. — 2e bureau, *Président*, M. Mathey; *Secrétaire*, M. Perronne. — 3e bureau, *Président*, M. le général Frébault; *Secrétaire*, M. Devaux. — 4e bureau, *Président*, M. Scheurer-Kestner; *Secrétaire*, M. Gustave Denis. — 5e bureau : *Président*, M. Dietz-Monnin; *Secrétaire*, M. Munier. — 6e bureau : *Président*, M. Waddington; *Secrétaire*, M. Brugerolle. — 7e bureau : *Président*, M. Tolain; *Secrétaire*, M. Magniez. — 8e bureau : *Président*, M. de Rozière; *Secrétaire*, M. Rubillard. — 9e bureau : *Président* M. John Lemoinne; *Secrétaire*, M. Clamageran (J.O., p. 1332; F. 30).

BUREAUX DU 19 AVRIL.

Premier bureau. — MM. Allou, Berthelot, Blanc (Xavier), Champagny (vicomte Henri de), Charton (Edouard), Corbon, Demiautte, Denormandie, Dieudé, Dolfy, Escarguel, Farre (général), Fayolle, Fourichon (amiral), Gailly, Gent, Goguet, Humbert, Jobard, Krantz, Lasteyrie (Jules de), Luro, Malens, Martenot, Noblot, Pelletan, Péronne, Rampont, Rivière

(duc de), Saint-Vallier (comte de), Thurel, Vast-Vimeux (baron), Viellard-Migeon, Waddington.

Deuxième bureau. — MM. Barthe (Marcel), Béraldi, Bérenger, Callen, Calmon, Canrobert (maréchal), Chadois (colonel de), Delbreil, Dufresne, Dupré, Dupuy-de-Lôme, Duval, Faye, Fresneau, Gaulthier de Rumilly, Grandperret, Guillemaut (général), Jauréguiberry (amiral), Labordère, Lafond de Saint-Mûr (baron), Lagache (Célestin), Lavrignais (de), Lemoinne (John), Magnin, Martel, Mayran, Ninard, Paulmier, Poriquet, Robert de Massy, Robin, Ronjat, Say (Léon).

Troisième bureau. — MM. Bernard, Bosredon (de), Boucher-Cadart, Bozérian, Carquet, Cazot (Jules), Chiris, Corne, Du Chaffaut (comte), Duclerc, Dufay, Dumon, Feray, Foubert, Frébault (général), Goutay, Gresley (général), Jaurès (amiral), Jouin, Ladmirault (général de), Le Blond, Le Guen, Le Lièvre, Lenoël (Émile), Maleville (marquis de), Martin (Henri), Masson de Morfontaine, Meinadier (colonel), Schœlcher, Testelin, Théry, Tolain, Veauce (baron de).

Quatrième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Bazille (Gaston), Billot (général), Cordier, Devaux, Didier (Henri), Fourtou (de), Freycinet (de), Frézoul, Galloni d'Istria, Garrisson, Griffe, Haussonville (comte d'), Lacomme, La Jaille (général comte de), Lambert de Sainte-Croix, La Sicotière (de), Lecointe (général), Lucet, Massiet du Biest, Montaignac (amiral marquis de), Parieu (de), Ribière, Roussel (Théophile), Rozière (de), Saisy (Hervé de), Soubigou, Tenaille-Saligny, Tréville (comte de), Tribert, Victor Hugo, Wallon, Wrütz.

Cinquième bureau. — MM. Brun (Charles), Delacroix, Douhet (comte de), Espivent de la Villesboisnet (général comte), Gaudineau, Gouin, Guiffrey (Georges), Huguet (A.), Jacques Hébrard, Kiener, Kolb-Bernard, Labiche (Emile), Le Bastard, Lefranc (Victor), Le Guay (baron), Le Monnier, Le Royer, Lizot, Magniez, Mazeau, Merlin, Mérode (comte de), Monneraye (comte de la), Peyrat, Piétri, Pin (Elzéar), Renaud (Michel), Roger-Marvaise, Rubillard, Saint-Pierre (vicomte de), Scherer, Teisserenc de Bort, Voisins-Lavernière (de).

Sixième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Arbel, Barbey, Boisse, Brugerolle, Chalamet, Challemel-Lacour, Cherpin, Cornulier (comte de), Cornulier-Lucinière (comte de), Demôle, Denis (Gustave), Deschanel, Flers (comte de), Gazagne, Grévy (général), Jacques, Labiche (Manche), Labitte, Laboulaye, Lamorte, Lorgeril (vicomte de), Mathey (Alfred), Munier, Pajot, Rigal, Roy de Loulay, Salneuve, Tréveneuc (comte de), Vallée (Oscar de), Vallier, Vissaguet, Vivenot.

Septième bureau. — MM. Arnaudeau (général), Barne, Batbie, Buffet, Carnot, Chardon, Chesnelong, Combescure, Duboys-Fresney (général), Fournier (Indre-et-Loire), Gavardie (de), Grévy (Albert), Guyot, Issartier,

Lacave-Laplagne, Lalanne (Léon), Laurent-Pichat, Lur-Saluces (comte Henri de), Michal-Ladichère, Michel, Milhet-Fontarabie, Oudet, Parent, Pélissier (général), Pons, Raismes (de), Ravignan (baron de), Reignié (de), Rémusat (Paul de), Robert (général), Simon (Jules), Verninac (de), Vigarosy.

Huitième bureau. — MM. Adam, Ancel, Andlau (général comte d'), Audiffret-Pasquier (duc d'), Audren de Kerdrel, Barthélemy Saint-Hilaire, Bocher, Boffinton, Brémond d'Ars (général marquis de), Broglie (duc de), Brun (Lucien), Brunet, Carayon La Tour (Joseph de), Chabaud La Tour (général baron de), Chaumontel, Clamageran, Claude (Vosges), Clément (Léon), Cuvinot, Dietz-Monnin, Dupouy, Foucher de Careil, Gilbert-Boucher, Guinot, Halna du Fretay (amiral), Honnoré, Joubert (Achille), La Caze (Louis), Lafayette (Edmond de), Massé, Michaux, Pouyer-Quertier, Tailhand.

Neuvième bureau. — MM. Baragnon, Bardoux, Barrot (Ferdinand), Bondy (comte de), Bonnet, Camparan, Carné (marquis de), Chabron (général de), Chautemerle (de), Chavassieu, Cordelet, Dauphin, Dauphinot, Daussel, Deffis (général), Delsol, Donnot, Dumesnil, Dutilleul, Eymard-Duvernay, Faidherbe (général), Ferrouillat, Fournier (Casimir), Fournier (Henry) (Cher), Gayot (Emile), George, Guyot-Lavaline, Hébrard (Adrien), Lareinty (baron de), Millaud (Édouard), Palotte, Scheurer-Kestner (J.O., p. 369).

Organisation des bureaux du 21 avril. — 1er bureau : *Président*, M. le général Farre; *Secrétaire*, M. Péronne. — 2e bureau : *Président*, M. Robin ; *Secrétaire*, M. Callen. — 3e bureau : *Président*, M. Feray; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart. — 4e bureau : *Président*, M. Henry Didier; *Secrétaire*, M. Frézoul. — 5e bureau : *Président*, M. Delacroix ; *Secrétaire*, M. Le Bastard. — 6e bureau : *Président*, M. Arbel ; *Secrétaire*, M. Vivenot. — 7e bureau : *Président*, M. Lalanne ; *Secrétaire* M. Barne. — 8e bureau : *Président*, M. Claude ; *Secrétaire*, M. Cuvinot. — 9e bureau : *Président*, M. Ferrouillat; *Secrétaire*, M. Edouard Millaud (J.O., p. 1998 ; F. 36).

Le 6e bureau (formation du 15 mars 1879) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant revision des bases des cautionnements des percepteurs, des percepteurs-receveurs municipaux spéciaux et des receveurs spéciaux des établissements de bienfaisance, M. Cherpin, en remplacement de M. de Lestapis.

Le 8e bureau (formation du 15 mars 1879) a nommé, membre de la même Commission M. Goutay, en remplacement de M. le baron de Barante (J.O., p. 2141 ; F. 39).

Le 2e bureau (formation du 12 mai 1879) a nommé membre de la Com-

mission relative au classement du réseau complémentaire des chemins de fer d'intérêt général (de mai 1870), M. Lalanne, en remplacement de M. Bozérian, démissionnaire (J.O., p. 2261; F. 41).

Le 7e bureau (formation de juin 1882) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce, M. Allou, en remplacement de M. Victor Lefranc, démissionnaire (J.O., p. 2526; F. 45).

Le 7e bureau (formation du 21 avril 1883) a nommé M. le général Pélissier membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin (J.O., p. 2557; F. 46).

BUREAUX DU 19 MAI.

Premier bureau. — MM. Barbey, Boisse, Brémond d'Ars (général marquis de), Brun (Lucien), Brunet, Calmon, Chalamet, Charton (Édouard), Cherpin, Corbon, Denormandie, Donnot, Douhet (comte de), Dumesnil, Dupouy, Faye, Ferrouillat, Fournier (Henry) (Cher), Fournier (Indre-et-Loire), Gayot (Émile), Goutay, Larcinty (baron de), Lasteyrie (Jules de), Pajot, Parieu (de), Pélissier (général), Raismes (de), Roger-Marvaise, Ronjat, Rozière (de), Rubillard, Simon (Jules), Waddington.

Deuxième bureau. — MM. Arnaudeau (général), Berthelot, Broglie (duc de), Brun (Charles), Callen, Carnot, Cazot (Jules), Chardon, Claude (Vosges), Clément (Léon), Cordelet, Cuvinot, Dauphin, Dauphinot, Du Chaffaut (comte), Gazagne, Gilbert-Boucher, Huguet (A.), Le Bastard, Lefranc (Victor), Magnin, Martel, Parent, Piétri, Rigal, Soubigou, Teisserenc de Bort, Testelin, Théry, Tolain, Vallier, Victor Hugo, Vieillard-Migeon.

Troisième bureau. — MM. Bernard, Bosredon (de), Chavassieu, Delacroix, Demiautte, Denis (Gustave), Duval, Flers (comte de), Foubert, Fournier (Casimir), Frézoul, Guiffrey (Georges), Guyot, Lacave-Laplagne, Laurent-Pichat, Lizot, Martin (Henri), Masson de Morfontaine, Michaux, Millaud (Édouard), Noblot, Oudet, Péronne, Peyrat, Renaud (Michel), Ribière, Rivière (duc de), Robert (général), Roy de Loulay, Saint-Pierre (vicomte de), Say (Léon), Tréveneuc (comte de), Vigarosy.

Quatrième bureau. — MM. Allou, Barthélemy-Saint-Hilaire, Bérenger, Boucher-Cadart, Chiris, Clamageran, Cordier, Cornulier-Lucinière (comte de), Devaux, Dumon, Dupré, Faidherbe (général), Garrisson, Gaulthier de Rumilly, Grévy (Albert), Haussonville (comte d'), Jobard, Krantz, Laboulaye, Le Blond, Le Monnier, Mayran, Merlin, Mérode (comte de), Munier, Rampont, Scheurer-Kestner, Schœlcher, Vallée (Oscar de), Vast-Vimeux (baron), Verninac (de), Vivenot, Wurtz.

Cinquième bureau. — MM. Adam (Seine-et-Marne), Blanc (Xavier), Bocher, Bondy (comte de), Buffet, Chadois (colonel de), Corne, Cornulier (comte de), Dietz-Monnin, Dieudé-Defly, Dufay, Dupuy-de-Lôme, Dutilleul, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Foucher de Careil, Gresley (général), Griffe, Jouin, Labitte, Ladmirault (général de), Lafond de Saint Mür (baron), Lagache (Célestin), Lecoint e (général), Le Lièvre, Lenoël (Émile), Meinadier (colonel), Pons, Poriquet, Reignié (de), Robert de Massy, Robin, Scherer, Tribert.

Sixième bureau. — MM. Ancel, Audren de Kerdrel, Bardoux, Barthe (Marcel), Batbie, Bonnet, Chesnelong, Deffis (général), Delbreil, Farre (général), Fourichon (amiral), Fourtou (de), Freycinet (de), Galloni d'Istria, Humbert, Jauréguiberry (amiral), Lafayette (Edmond de), Lambert de Sainte-Croix, Lavrignais (de), Le Guen, Lucet, Magniez, Malens, Martenot, Massiet du Biest, Mathey (Alfred), Mazeau, Michal-Ladichère, Milhet-Fontarabie, Pouyer-Quertier, Saisy (Hervé de), Tailhand, Tréville (comte de).

Septième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Andlau (général comte d'), Arbel, Baragnon, Barrot (Ferdinand), Bazille (Gaston), Billot (général), Bozérian, Camparan, Canrobert (maréchal), Carquet, Chabaud La Tour (général baron de), Chabron (général de), Champagny (vicomte Henri de), Didier (Henri), Fayolle, Frébault (général), Grévy (général), Guinot, Guyot-Lavaline, Hébrard (Adrien), Hébrard (Jacques), Jaurès (amiral), Labiche (Emile), Lalanne (Léon), Le Guay (baron), Lemoinne (John), Luro, Lur-Saluces (comte Henri de), Maleville (marquis de), Massé, Montaignac (amiral marquis de), Pelletan.

Huitième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Audiffret-Pasquier (duc d'), Béraldi, Beffinton, Chantemerle (de), Chaumontel, Combescure, Delsol, Dufresne, Escarguel, Eymard-Duvernay, Feray, Gailly, Gaudineau, Gavardie (de), Gent, George, Gouin, Grandperret, Guillemaut (général), Halna du Fretay (amiral), Honnoré, Issartier, Jacques, Joubert (Achille), Kiener, Labiche (Manche), La Caze (Louis), Lacomme, Lamorte, Michel, Ninard.

Neuvième bureau. — MM. Barne, Brugerolle, Carayon La Tour (Joseph de), Carné (marquis de), Challemel-Lacour, Daussel, Demôle, Deschanel, Duboys-Fresney (général), Duclerc, Fresneau, Goguet, Kolb-Bernard, Labordère, La Jaille (général comte de), La Sicotière (de), La Royer, Lorgeril (vicomte de), Monneraye (comte de La), Palotte, Paulmier, Ravignan (baron de), Rémusat (Paul de), Rousset (Théophile), Saint-Vallier (comte de), Salneuve, Tenaille-Saligny, Thural, Veauce (baron de), Vissaguet, Voisins Lavernière (de), Wallon. (J.O., p. 514; *F.*, 45).

Organisation des bureaux du 21 mai. — 1er bureau : *Président*, M. Corbon ; *Secrétaire*, M. Émile Gayot. — 2e bureau : *Président*, M. Berthelot ; *Secrétaire*, M. Huguet (A.). — 3e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine ; *Secrétaire*, M. Gustave Denis. — 4e bureau : *Président*, M. Barthélemy Saint-Hilaire ; *Secrétaire*, M. Vivenot. — 5e bureau : *Président*, M. Emile Lenoël ; *Secrétaire*, M. de Reignié. — 6e bureau : *Président*, M. Humbert ; *Secrétaire*, M. Milhet-Fontarabie. — 7e bureau : *Président*, M. Carquet ; *Secrétaire*, M. Guyot-Lavaline. — 8e bureau : *Président*, M. Combescure ; *Secrétaire*, M. Jules Labiche. — 9e bureau : *Président*, M. Wallon ; *Secrétaire*, M. le marquis de Carné (J.O., p. 2557, F. 46).

Le 1er bureau (formation de février 1883) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'enseignement secondaire libre M. Édouard Millaud, en remplacement de M. Laboulaye, décédé (J.O., p. 2724; F. 51).

Bureaux du 19 juin.

Premier bureau. — MM. Ancel, Batbie, Béral, Bernard, Boisse, Brun (Charles), Chavassieu, Daussel, Delacroix, Delbreil, Deschanel, Dietz-Monnin, Dumesnil, Fayolle, Gailly, Gavardie (de), Goguet, Griffe, Guyot, Hébrard (Adrien), Issartier, La Caze (Louis), Lagache (Célestin), Le Lièvre, Masson de Morfontaine, Pelletan, Rampont, Saint-Vallier (comte , Saisy (Hervé de), Say (Léon), Soubigou, Verninac (de), Vivenot.

Deuxième bureau. — MM. Billot (général), Blanc (Xavier), Bozérian, Demiautte, Eymard-Duvernay, Frébault (général), Gaulthier de Rumilly, Guillemaut (général), Jauréguiberry (amiral), Jaurès (amiral), Jobard, Jouin, Kolb-Bernard, Labitte, Lacomme, Lamorte, La Sicotière (de), Laurent-Pichat, Le Guay (baron), Lenoël (Emile), Lorgeril (vicomte de), Meinadier (colonel), Mérode (comte de), Pajot, Robin, Rubillard, Salneuve, Schœlcher, Théry, Vallée (Oscar de), Veauce (baron de), Victor Hugo, Viellard-Migeon.

Troisième bureau. — MM. Bocher, Callen, Denormandie, Faidherbe (général), Farre (général), Fourtou (de), Gazagne, Gilbert-Boucher, Krantz, Laborderе, Lafond de Saint-Mür (baron), Lambert de Sainte-Croix, Lasteyrie (Jules de), Lecointe (général), Le Royer, Lur-Saluces (comte Henri de), Magniez, Martenot, Mathey (Alfred), Michaux, Monneraye (comte de la), Munier, Ninard, Noblot, Parent, Pariou (de), Renaud (Michel), Robert (général), Roussel (Théophile), Scherer, Thurel, Tréville (comte de), Tribert.

Quatrième bureau. — MM. Arbel, Calmon, Canrobert (maréchal), Chaumontel, Cordier, Dauphin, Duval, Fournier (Henry) (Cher), Gayot (Emile), Grévy (général), Guiffrey (Georges), Hébrard (Jacques), Labiche (Emile), Lacave-Laplagne, Le Blond, Luro, Malens, Massé, Mayran, Mazeau,

Merlin, Peyrat, Piétri, Raismes (de), Ribière, Roy de Loulay, Saint-Pierre (vicomte de), Scheurer-Kestner, Tailhand, Tenaille-Saligny, Vissaguet, Voisins-Lavernière (de), Waddington.

Cinquième bureau. — MM. Allou, Andigné (général marquis d'), Barne, Bondy (comte de), Buffet, Carayon La Tour (Joseph de), Chabron (général de), Chardon, Clamageran, Corne, Cornulier (comte de), Dauphinot, Douhet (comte de), Duclerc, Dufresne, Feray, Ferrouillat, Fourichon (amiral), Fournier (Casimir), Frézoul, Galloni d'Istria, Garrisson, Gaudineau, Gent, George, Grévy (Albert), Guinot, Halna du Fretay (amiral), Honnoré, Milhet-Fontarabie, Rémusat (Paul de), Testelin, Wurtz.

Sixième bureau. — MM. Adam (Seine-et-Marne), Arago (Emmanuel), Barbey, Berthelot, Bosredon (de), Boucher-Cadart, Carquet, Challemel-Lacour, Champagny (vicomte Henri de), Charton (Edouard), Cherpin, Combescure, Corbon, Cordelet, Cornulier-Lucinière (comte de), Deffis (général), Devaux, Didier (Henri), Duboys-Fresney (général), Du Chaffaut (comte). Dupré, Dutilleul, Escarguel, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Foucher de Careil, Gouin, Gresley (général), Huguet (A.), Jacques, Kiener, Paulmier, Reignié (de), Robert de Massy.

Septième bureau.— MM. Arnaudeau (général), Baragnon, Bazille (Gaston), Bérenger, Berlet, Brugerolle, Brun (Lucien), Brunet, Camparan, Chabaud La Tour (général baron de), Chantemerle (de), Chesnelong, Chiris, Claude (Vosges), Clément (Léon), Delsol, Denis (Gustave), Dieudé-Defly, Dupouy, Dupuy-de-Lôme, Faye, Flers (comte de), Foubert, Fournier (Indre-et-Loire), Fresneau, Freycinet (de), Guyot-Lavaline, Labiche (Manche), Lavrignais (de), Martin (Henri), Palotte, Teisserenc de Bort, Vigarosy.

Huitième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'), Bardoux, Barrot (Ferdinand), Barthe (Marcel), Barthélemy Saint-Hilaire, Béraldi, Boffinton, Bonnet, Brémond d'Ars (général marquis de), Broglie (duc de), Carné (marquis de), Carnot, Cazot (Jules), Chadois (colonel de), Chalamet, Cuvinot, Demôle, Donnot, Dufay, Dumon, Grandperret, Larcinty (baron de), Le Bastard, Lefranc (Victor), Le Guen, Le Monnier, Magnin, Maleville (marquis de), Rozière (de), Tréveneuc (comte de), Vast-Vimeux (baron), Wallon.

Neuvième bureau. — MM. Andlau (général comte d'), Audren de Kerdrel, Goutay, Haussonville (comte d'), Humbert, Joubert (Achille), Ladmirault (général de), Lafayette (Edmond de), La Jaille (général comte de), Lalanne (Léon), Lemoinne (John), Lizot, Lucet, Martel, Massiet du Biest, Michal-Ladichère, Michel, Millaud (Edouard), Montaignac (amiral marquis de), Oudet, Pélissier (général), Péronne, Pons, Poriquet, Pouyer-Quertier, Ravignan (baron de), Rigal, Rivière (duc de), Roger-Marvaise, Ronjat, Simon (Jules), Tolain (J. O., p. 721; F. 59).

Organisation des bureaux du 21 juin. — 1er bureau : *Président*, M. Le Lièvre ; *Secrétaire*, M. Béral. — 2e bureau : *Président*, M. le colonel Meinadier ; *Secrétaire*, M. Rubillard. — 3e bureau : *Président*, M. Gazagne ; *Secrétaire*, M. le baron Lafond de Saint-Mür. — 4e bureau : *Président*, M. Arbel ; *Secrétaire*, M. Emile Gayot. — 5e bureau : *Président*, M. Garrisson ; *Secrétaire*, M. Honnoré. — 6e bureau : *Président*, M. le général Gresley ; *Secrétaire*, M. Barbey. — 7e bureau : *Président*, M. Dupouy ; *Secrétaire*, M. Berlet. — 8e bureau : *Président*, M. de Rozière ; *Secrétaire*, M. Cuvinot. — 9e bureau : *Président*, M. Edmond de Lafayette ; *Secrétaire*, M. Péronne (J.O., p. 3104 ; F. 60).

Bureaux du 19 juillet.

Premier bureau. — MM. Allou, Audiffret-Pasquier (duc d'), Audren de Kerdrel, Barthe (Marcel), Berthelot, Bonnet, Callen, Chabaud La Tour (général baron de), Chavassieu, Delsol, Devaux, Didier (Henri), Duboys-Fresney (général), Espivent de la Villesboisnet (général comte), Ferrouillat, Frézoul, Haussonville (comte d'), Huguet (A.), Jobard, Labiche (Emile), Lagache (Célestin), Laurent-Pichat, Lorgeril (vicomte de), Michal-Ladichère, Millaud (Edouard), Ninard, Pélissier (général), Renaud (Michel), Saint-Pierre (vicomte de), Saisy (Hervé de), Tailhand, Tréville (comte de), Wallon.

Deuxième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Barthélemy Saint-Hilaire, Bazille (Gaston), Billot (général), Bosredon (de), Chardon, Clamageran, Cornulier (comte de), Dauphin, Daussel, Delbreil, Fayolle, Gavardie (de), Goguet, Gouin, Guillemaut (général), Kolb-Bernard, Lafayette (Edmond de), Le Guay (baron), Luro, Monneraye (comte de la), Pajot, Palotte, Poriquet, Rampont, Robin, Ronjat, Say (Léon), Schœlcher, Simon (Jules), Tolain, Verninac (de), Victor Hugo.

Troisième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Arnaudeau (général), Broglie (duc de), Brun (Lucien), Brunet, Caurobert (maréchal), Chiris, Corbon, Denormandie, Deschanel, Dupouy, Escarguel, Eymard-Duvernay, Fournier (Henry) (Cher), Gent, Grévy (général), Honnoré, Issartier, Jacques Hébrard, Jouin, Labiche (Manche), Lavrignais (de), Le Guen, Lur-Saluces (comte Henri de), Martel, Merlin, Montaignac (amiral marquis de), Oudet, Robert de Massy, Scheurer-Kestner, Tenaille-Saligny, Vallée (Oscar de), Viellard-Migeon.

Quatrième bureau. — MM. Arbel, Béraldi, Boisse, Brémond d'Ars (général marquis de), Brugerolle, Brun (Charles), Camparan, Carayon La Tour (Joseph de), Carné (marquis de), Champagny (vicomte Henri de), Cardelet, Duclerc, Dufresne, Faidherbe (général), Galloni d'Istria, Gaudineau, George, Gilbert-Boucher, Grandperret, Guiffrey (Georges), Guinot, Guyot-Lavaline, Jauréguiberry (amiral), Labitte, Labordère, Lacave-

Laplagne; La Jaille (général comte de), Magnin, Meinadier (colonel), Noblot, Raismes (de), Robert (général), Vivenot.

Cinquième bureau. — MM. Baragnon, Barne, Batbie, Challemel-Lacour, Combescure, Cuvinot, Dauphinot, Deffis (général), Demiautte, Demôle, Dumesnil, Farre (général), Fournier (Casimir), Fresneau, Gaulthier de Rumilly, Gayot (Émile), Guyot, Jaurès (amiral), Joubert (Achille), Lecointe (général), Lenoël (Émile), Le Royer, Malens, Maleville (marquis de), Martenot, Masson de Morfontaine, Munier, Péronne, Roy de Loulay, Rozière (de), Théry, Vast-Vimeux (baron), Veauce (baron de).

Sixième bureau. — MM. Audlau (général comte d'), Bardoux, Bérenger, Bondy (comte de), Cazot (Jules), Chabron (général de), Faye, Fourichon (amiral), Fourtou (de), Freycinet (de), Griffe, Halna du Fretay (amiral), Krantz, Lalanne (Léon), Lamorte, Lareinty (baron de), Lemoinne (John), Le Monnier, Lizot, Martin (Henri), Massiet du Biest, Mayran, Mazeau, Milhet-Fontarabie, Paulmier, Pelletan, Ravignan (baron de), Saint-Vallier (comte de), Tèstelin, Tirard, Tréveneuc (comte de), Voisins-Lavernière (de), Waddington.

Septième bureau. — MM. Adam (Seine-et-Marne), Barrot (Ferdinand), Berlet, Bocher, Buffet, Carnot, Carquet, Chadois (colonel de), Chalamet, Corne, Cornulier-Lucinière (comte de), Dietz-Monnin, Dieudé-Defly, Douhet (comte de), Du Chaffaut (comte), Dumon, Duval, Foubert, Garrisson, Goutay, Gresley (général), La Caze (Louis), Leblond, Michaux, Michel, Parieu (de), Ribière, Rigal, Roussel (Théophile), Soubigou, Teisserenc de Bort, Vigarosy.

Huitième bureau. — MM. Béral, Bernard, Boffinton, Boucher-Cadart, Bozérian, Chaumontel, Chesnelong, Clément (Léon), Delacroix, Denis (Gustave), Donnot, Dufay, Dutilleul, Feray, Fournier (Indre-et-Loire), Gazagne, Hébrard (Adrien), Jacques, Kiener, Lacomme, La Sicotière (de), Magniez, Massé, Parent, Piétri, Rivière (duc de), Roger-Marvaise, Rubillard, Salneuve, Scherer, Thurel, Tribert.

Neuvième bureau. — MM. Ancel, Barbey, Blanc (Xavier), Calmon, Chantemerle (de), Charton (Édouard), Cherpin, Claude (Vosges), Cordier, Dupré, Dupuy-de-Lôme, Foucher de Careil, Frébault (général), Gailly, Grévy (Albert), Humbert, Ladmirault (général de), Lafond de Saint-Mür (baron), Lambert de Sainte-Croix, Lasteyrie (Jules de), Le Bastard, Leflanc (Victor), Le Lièvre, Mathey (Alfred), Mérode (comte de), Peyrat, Pons, Pouyer-Quertier, Reigné (de), Rémusat (Paul de), Vissaguet, Wurtz (J. G., p. 946; F. 72).

Organisation des bureaux du 21 juillet. — 1er bureau : *Président*, M. Ninard ; *Secrétaire*, M. Frézoul. — 2e bureau : *Président*, M. Edmond de Lafayette ; *Secrétaire*, M. Goguet. — 3e bureau : *Président*. M. le comte

Henri de Lur-Saluces; *Secrétaire*, M. Chiris. — 4e bureau : *Président*, M. le colonel Meinadier; *Secrétaire*, M. Brugerolle. — 5e bureau : *Président*, M. Combescure; *Secrétaire*, M. Emile Gayot. — 6e bureau : *Président*, M. l'amiral Fourichon; *Secrétaire*, M. Bardoux. — 7e bureau : *Président*, M. Adam; *Secrétaire*, M. Berlet. — 8e bureau : *Président*, M. Feray; *Secrétaire*, M. Donnot. — 9e bureau : *Président*, M. Xavier Blanc; *Secrétaire*, M. Vissaguet (J.O., p. 3772; F. 74).

CABLE TÉLÉGRAPHIQUE SOUS-MARIN.— Entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal. V. loi 167.

CAHORS (ville de). — Demande à contracter un emprunt de 1 million. V. loi 121.

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS. — Est autorisée à faire provisoirement des avances à certaines Caisses d'épargne privées. V. loi 150.

CAISSE DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.— Fonds de subventions mis à leur disposition. V. loi 36. — Augmentation des fonds d'avances et de subventions mis à la disposition de la Caisse des chemins vicinaux. V. loi 40. — Dordogne. Demande à contracter un emprunt à la Caisse des lycées et des écoles pour l'achèvement de l'école normale d'institutrices de Périgueux. V. loi 55.

CALLEN. Gironde.— Membre de Commissions (F. 36, 40; J.O., p. 1998, 2197).

CALMON. Inamovible. — Élu Vice-Président du Sénat [12 janvier] (A., t. I. p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Préside la séance [15 février] (A., t. I, p. 163; J O., c.r., p. 145). — Président de la Commission des finances (J.O., p. 1078; F. 23). — Fait une rectification au procès-verbal. Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [19 avril] (A., t. II, p. 1; J.O., c.r., p. 367). — Est entendu, comme Président de la Commission des finances, sur le renvoi du projet de loi de la conversion du 5 0/0 en 4 1/2 0/0 à cette même Commission, dont l'urgence a été déclarée [25 avril] (A., t. II, p. 8; J. O., c. r., p. 375). — Préside la séance [17 mai] (A., t. II, p. 125; J. O., c. r., p. 481) [19 mai] (A., t. II, p. 145; J.O., c.r., p. 497) [21 mai] (A., t. II, p. 167; J.O., c.r., p. 517) [22 mai] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 529) [24 mai] (A., t. II, p. 197; J.O., c.r

p. 543). — Annonce le décès de M. Laboulaye et fait son éloge [26 mai] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 557) [29 mai] (A., t. II, p. 235; J.O., c.r., p. 577) [31 mai] (A., t. II, p. 253; J. O., c. r., p. 593) [2 juin] (A., t. II, p. 275; J.O., c.r., p. 613). — Annonce au Sénat le décès de M. Vallier, sénateur du Rhône [19 juin] (A., t. II, p. 379; J. O., c. r., p 707). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au budget annexe de l'Imprimerie nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941 000 francs [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J. O., c. r., p. 1073; I. 440). — Préside la séance [1er août] (A., t. II, p. 905; J.O., c.r., p. 1181) [2 août] (A., t. II, p. 927; J.O., c.r., p. 1201). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 982).

CALVADOS. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et des chemins ordinaires. V. loi 64. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de plusieurs embranchements de chemins de fer. V. loi 140. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins de grande communication. V. loi 194.

CAMPARAN. Haute-Garonne. — Est entendu dans la discussion sur le régime des eaux. Présente un amendement [22 janvier] (A., t. I, p. 21; J.O., c.r., p. 19). — Dépose une pétition de M. Raymond Cahuc, de Toulouse, demeurant à Paris [7 juin] (J.O., p. 663). — Membre d'une Commission (F. 30; J.O., p. 1332).

CANAUX. — Rachat de la rivière canalisée du Drot. V. loi 38 — Construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris. V. loi 76.

CANROBERT (maréchal). Charente. — Fait une rectification au procès-verbal [26 mai] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 557).

CANTAL. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de lignes de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 161.

CARAYON LA TOUR (J. de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion de l'interpellation ayant pour objet l'interprétation et l'appli-

cation de la loi du 19 mai 1834, concernant l'état des officiers [1er mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 208). — Présente, de concert avec MM. le baron de Ravignan, le général Robert et le marquis de Carné, un article additionnel dans la discussion du projet de loi portant autorisation de remboursement ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 la rente 5 0/0 inscrite au Grand-Livre de la dette publique [26 avril] (A., t. II, p. 28; J.O., c.r., p. 393). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

CARNÉ (marquis de). Côtes-du-Nord. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. Présente un amendement [15 mars] (A., t. I, p. 353). — Présente deux amendements et parle sur le même projet de loi [16 mars] (A., t. I, p. 365; J. O., c. r., p. 330). — Présente, de concert avec MM. le baron de Ravignan, de Carayon La Tour et le général Robert, un article additionnel dans la discussion du projet de loi portant autorisation de remboursement ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 la rente 5 0/0 inscrite au Grand-Livre de la dette publique [26 avril] (A., t. II, p. 28, J. O., c. r., p. 393). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur les enterrements civils ou religieux [10 mai] (A., t. II, p. 112; J. O, c. r., p. 469). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance maltraitée, abandonnée ou délaissée. Présente un amendement [22 mai] (A., t. II, p. 185; J. O., c.r., p. 532) [2 juin] (A., t. II, p. 293; J. O., c. r., p. 628). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

CARNOT. Inamovible. — Président de la 5e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 2574; F. 47). — Membre d'une Commission (F. 46; J.O., p. 2557).

CARQUET. Savoie. — Président de la 1re Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 397; F. 7). — Membre de Commissions (F. 6, 36, 53; J.O., p. 324, 1998, 2812).

CAUTIONNEMENT des percepteurs, receveurs municipaux, et receveurs spéciaux des communes et établissements de bienfaisance. V. loi 109.

CAZOT (Jules). Inamovible. — Vice-président de la Commission des

finances (J.O., p. 1078; F. 23). — Fait une rectification au procès-verbal [21 juillet] (A., t. II, p. 661; J.O., c.r., p. 965). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 982).

CESSION. — A titre gratuit d'objets de matériel de guerre, hors modèle, à la mission de M. Savorgnan de Brazza. V. loi 123. — 1° A la ville de Brest d'une partie des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent. 2° Ouverture d'un crédit au Ministère de la Guerre de 230.000 francs. V. loi 133.

CHABAUD LA TOUR (général baron de). Inamovible. — Dépose une pétition de Mme la comtesse de Vernède de Corneillan, née Girard [10 juillet] (J.O., p. 869).

CHADOIS (colonel de). Inamovible. — Secrétaire de la 2e Commission des pétitions (J.O., p. 1150; F. 25). — Membre d'une Commission (F. 19; J.O., p. 834).

CHALAMET. Ardèche. — Rapport de M. Frézoul sur son élection. Son admission [5 mai] (A., t. II, p. 65; J.O., c.r., p. 429). — Dépose, au nom de la 5e Commission d'intérêt local, des rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à distraire une portion du territoire de la commune de Lanouée (département du Morbihan) pour l'ériger en municipalité distincte sous le nom des Forges; le 2e, à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées aux chemins de fer de Vire à Saint-Lô, avec embranchement sur Caen, et de Fougères à Vire et au réseau d'Orléans à la mer; le 3e, à autoriser le département de la Creuse à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale normale d'instituteurs [26 juin] (A., t. II, p. 495; an., p. 244; J.O., c.r., p. 755; I. 275, 276, 277). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à distraire le territoire de plusieurs sections de Lanouée (Morbihan) pour en former une commune distincte sous le nom des Forges [5 juillet] (A., t. II, p. 508; J. O., c. r., p. 821). — Présente un amendement, de concert avec plusieurs de ses collègues, dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 792, J.O., c.r., p. 1079). — Membre de Commissions (F. 36, 46; J.O., p. 1998, 2557).

CHALLEMEL-LACOUR. Bouches-du-Rhône. — Est entendu dans la

discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [10 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 101) [17 février] (A., t. I, p. 195; J.O., c.r., p. 175). — Ministre des Affaires étrangères [22 février] (J.O., p. 961). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Marine et des Colonies et au sien, d'un projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 65; J.O., c.r., p. 209; I. 77). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie [3 mars] (A., t. I, p. 238; J. O., c. r., p. 215). — Répond à une question de M. le comte de Saint-Vallier sur le Tonkin et le régime colonial de la France [13 mars] (A., t. I p. 325; J.O., c.r., p. 292). — Dépôt, par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant organisation de la juridiction française en Tunisie [15 mars] (A., t. I, p. 358; J. O., c. r., p. 321). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1883 d'un crédit extraordinaire de 370.000 francs pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de l'Empereur de Russie [28 avril] (A., t. II, p. 45; an., p. 146; J.O., c.r., p. 409; I. 162). — Répond à une question adressée par M. le duc de Broglie au sujet de l'entente diplomatique établie entre les cabinets de Berlin, de Rome et de Vienne [1er mai] (A. t. II, p. 53; J. O., c. r., p. 416). — M. Hérisson, Ministre du Commerce, dépose sur le bureau du Sénat, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés et portant approbation d'un arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie, en vue de proroger la Convention de commerce du 7 novembre 1881, laquelle expire le 15 de ce mois [10 mai] (A., t. II, p. 111; J. O., c. r., p. 467). — Dépôt, par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre des Finances et au sien, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin [17 mai] (A., t. II, p. 128; J. O., c. r., p. 483). — Dépose, au nom de MM. les Ministres de la Guerre et des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faire ratifier la cession à titre gratuit d'objets de matériel de guerre hors de

service, autorisée en faveur de la mission de M. Savorgnan de Brazza, par un décret présidentiel du 21 février 1883 [22 mai] (A., t. II, p. 181 ; an., p. 186; J. O., c.r., p. 529 ; I. 196). — Dépose sur le bureau du Sénat un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention signée, le 20 mars 1883, entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, et constituant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle. Est entendu dans la discussion du projet de loi pourtant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, d'un crédit pour le service du Tonkin [24 mai] (A., t. II, p. 198; an., p. 188 ; J.O., c.r., p. 547 ; I. 200). — Répond à une question adressée par M. le comte de Saint-Vallier, au sujet des affaires du Tonkin [2 juin] (A., t. II, p. 277; J.O., c.r., p. 614). — Dépose sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les États-Unis d'Amérique et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre [9 juin] (A., t. II, p. 333; an., p. 199; J.O., c.r., p. 667; I. 218). — Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir la réciprocité d'assistance entre la France et la Suisse en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents [7 juillet] (A., t. II, p. 539; J. O., c. r., p. 849). — Dépose un projet de loi, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes, portant ouverture d'un crédit. Répond à la question de M. le duc de Broglie sur les affaires du Tonkin [21 juillet] (A., t. II, p. 661; an., p. 331 ; J. O., c. r., p. 965, 967 ; I. 388). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

CHANTEMERLE (de). Allier. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Allier à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour des travaux de bâtiments [5 mars] (A., t. I, p. 255; an., p. 69; J.O., c.r., p. 229; I. 83). — Obtient un congé [3 juillet] (A., t. II, p. 490; J.O., p. 812). — Membre d'une Commission (F. 19; J.O., p. 834).

CHANZY (général). Inamovible. — M. Gaulthier de Rumilly, président d'âge, exprime, au nom du Sénat, les regrets qu'inspire la mort du général [9 janvier] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 1).

CHARDON. Haute-Savoie.— Secrétaire et rapporteur de la Commission

chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une Convention relative aux services de surveillance et des douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du midi de la France (J.O., p. 452; F. 8). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville; 2° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Béthéniville à Challerange [25 janvier] (A., t. I, p. 31; an., p. 11; J.O., c.r., p. 27; I. 13). — Dépose son rapport sur le projet de loi portant approbation d'une Convention relative aux services de surveillance et des douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du Midi de la France [8 février] (A., t. I, p. 111; an., p. 47; J.O., c.r., p. 97; I. 35). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 30; J. O., p. 324, 582, 1332).

CHARLEVILLE (ville de). — Demande à contracter un emprunt de 200.000 francs. V. loi 89.

CHARTON. Yonne. — Membre d'une Commission (F. 36; J. O., p. 1998).

CHARTRES (ville de). — Demande à contracter un emprunt de 1.057.100 francs. V. loi 111.

CHASSE. — Proposition de loi la concernant. V. loi 241.

CHATELLERAULT (ville de). — Demande à contracter un emprunt de 52.000 francs. V. loi 110.

CHATILLON (commune de). — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 142.

CHAUMONTEL. Haute-Savoie. — Dépose au nom de la 2e Commission d'intérêt local, le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une caserne de gendarmerie à Nevers [26 février] (A., t. I, p. 217; an., p. 62; J.O., c.r., p. 194; I. 65). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le premier, à autoriser la ville

de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter une somme de 320.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le deuxième, à autoriser la ville de Brest (Finistère) à contracter un emprunt de 520.000 francs. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à emprunter 171.000 fr. [5 mars] (A., t. I, p. 255; an., p. 69; J.O., c.r., p. 229, 243; I. 84, 85, 86.) — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 105 du Code forestier, relatif au partage des bois d'affouage (J.O., p. 1333; F. 30). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de l'Yonne à créer des ressources extraordinaires pour l'installation de l'école pratique d'agriculture de la Brosse [26 juin] (A. t. II, p. 434; an., p. 240; J.O., c.r., p. 754; I. 271). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [3 juillet] (A., t. II, p. 490; an., p. 252; J.O., c.r., p. 805; I. 297). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 105 du Code forestier relatif au partage des bois d'affouage [7 juillet] (A., t. II, p. 522; an., p. 258; J.O., c.r., p. 834; I. 309). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des bâtiments départementaux [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 868; I. 336). — Dépose le rapport sur un projet de loi tendant à autoriser le départemental de la Mayenne à créer des ressources extraordinaires pour l'amélioration de ses voies de communication [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 317; J.O., c.r., p. 886; I., 351. — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner l'approbation d'une Convention conclue avec la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents F. 69). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 320; J.O., c.r., p. 891; I. 359). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Périgueux (Dordogne) à contracter un emprunt [19 juillet] (A., t. II, p. 622, an., p. 328; J.O., c.r., p. 928; I. 379).— Dépose un rapport fait au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à créer

des ressources extraordinaires pour : 1° la construction d'une école normale d'institutrices; 2° le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un lycée à Digne; 3° les travaux des chemins vicinaux [20 juillet] (A., t. II, p. 658; an., p. 330; J.O., c.r., p. 961; I. 385). — Secrétaire de la 7e Commission d'intérêt local (J.O., c.r., p. 3805; F. 75). — Dépose le rapport fait au nom de la 7e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 344; J.O., c.r., p. 993; I. 401). — Dépose les rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser la la ville de Sedan (Ardennes) à contracter un emprunt; le deuxième, tendant à autoriser la ville de Niort (Deux-Sèvres) à contracter un emprunt et à changer l'affectation de ressources extraordinaires [24 juillet] (A., t. II, p. 716; an., p. 353; J.O., c. r., p. 1015; I. 418, 419). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [26 juillet] (A., t. II, p. 763; an., p. 360; J.O., c.r., p. 1053; I. 437). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'une surtaxe sur les vins, cidres, poirés et hydromels à l'octroi de Vouziers (Ardennes) [28 juillet] (A., t. II, p. 829; J.O., c.r., p. 1110; an., p. 366; I. 453). — Dépose deux rapports faits au nom de la 7e Commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés et tendant : le premier, à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera; le deuxième, à autoriser le département des Bouches-du-Rhône à créer des ressources extraordinaires pour le payement des subventions destinées à la construction de maisons d'écoles et à diverses dépenses d'intérêt départemental [31 juillet] (A., t. II, p. 899; an., p. 384; J.O., c.r., p. 1177; I. 467, 468). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 19, 60, 68; J.O., p. 324, 582, 834, 3105, 3559).

CHEMINS DE FER. — Convention relative aux services de surveillance et des douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et du Midi de la France. V. loi 6. — 1° Incorporation dans le réseau général du chemin de fer de Bazancourt à Béthéniville; 2° déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Béthéniville à Challerange. V. loi 15. — Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte. V. loi 21. — Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie étroite de Valmondois à Épiais-Rhus. V. loi 22.

— Réglementation des rapports des Compagnies avec leurs agents commissionnés. V. loi 37. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construits par l'État et non concédés. V. loi 77. — Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer local d'Estrées-Saint-Denis à Froissey. V. loi 183. — D'Orange à Vaison. V. loi 201. — 1° de Ménerville à Tizi-Ouzou; 2° approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Est algérien. V. loi 202. — D'intérêt local avec embranchement d'Amblagnieu à la gare de Montalieu-Vercieu. V. loi 203. — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation de diverses lignes de chemins de fer construites par l'État et non concédées. V. loi 211. — Classement dans le réseau d'intérêt général et déclaration d'utilité publique du chemin de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon. V. loi 226. — Projet de loi autorisant la substitution à la Société concessionnaire du chemin de fer d'Arles à la Tour-Saint-Louis d'une Compagnie anonyme formée sous la dénomination de Compagnie nouvelle d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône. V. loi 247. — Déclaration d'utilité publique et concession définitive à la Compagnie des chemins de fer du Midi de la ligne de Castel-Jaloux à Roquefort. V. loi 248. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, dans le département de l'Allier. V. loi 252. — Approbation de la convention provisoire passée avec la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. V. loi 253.

CHEMINS VICINAUX. — Augmentation des fonds d'avances et de subventions mis à la disposition de la Caisse des chemins vicinaux. V. loi 40. — Sarthe. Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 44. — Finistère. Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour les travaux de chemins vicinaux et de routes départementales. V. loi 45. — Puy-de-Dome. Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 91. — Aisne. Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 158. — Loire. Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins d'intérêt commun. V. loi 162. — Meurthe-et-Moselle. Demande l'autorisation de contracter un emprunt pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 196. — Creuse. Demande à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 197. — Loire. Demande à contracter un emprunt pour travaux de chemins vicinaux d'intérêt

commun. V. loi 199. — INDRE. Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 206. — AVEYRON. Demande à contracter un emprunt pour travaux de chemins ordinaires. V. loi 217. — HAUTE-MARNE. Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 229.

CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION. — AIN. Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux de routes départementales et de chemins vicinaux. V. loi 159. — CANTAL. Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de lignes de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 161. — DROME. Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 191. — CALVADOS. Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins de grande communication. V. loi 194.

CHER. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux des bâtiments départementaux. V. loi 165.

CHERBOURG (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 220.000 francs. V. loi 156. — Demande l'autorisation d'emprunter 400.000 francs. V. loi 157.

CHERPIN. Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [16 février] (A., t. I, p. 182; J.O., c.r., p. 161). — Présente un amendement [21 juin] (A., t. II, p. 408; J.O., c.r., p. 732). — Présente un article additionnel et est entendu dans la discussion du même projet de loi [10 juillet] (A., t. II, p. 544; J.O., c.r., p. 855). — Membre de Commissions (F. 12, 30, 39, 56; J.O., p. 582, 1332, 2141, 2940).

CHESNELONG. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le droit d'association [6 mars] (A., t. I, p. 282; J.O., c.r., p. 252). — Demande le renvoi, au four suivant, de la discussion du projet de loi relatif à la conversion de la rente 5 0/0 en 4 1/2 0/0 et à son remboursement [25 avril] (A., t. II, p. 8; J.O., c.r., p. 375). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique [26 avril] (A., t. II, p. 11;

J.O., c.r., p. 379). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. le duc de Broglie sur les moyens dont le Gouvernement compte user pour assurer, dans les livres destinés aux écoles primaires publiques, le respect qui est dû aux croyances et aux sentiments des familles [31 mai] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 606). — Membre d'une Commission (F. 30; J.O., p. 1332).

CHIRIS. Alpes-Maritimes. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre au bois pyroxylé (J.O., p. 3805; F. 75). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre au bois pyroxylé. [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 362; J.O., c.r., p. 1074; I. 442). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale d'Amsterdam (J.O., 3913; F. 80.) — Membre de Commissions : (F. 74, 79; J.O., p. 3773, 3895).

CLAMAGERAN. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [12 février] (A., t. I, p. 145; J.O., c.r., p. 128).— Parle dans la discussion du projet de loi sur le droit d'association [6 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 246). — Dépose un rapport sommaire fait au nom de la première Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de M. Marcel Barthe et de plusieurs de ses collègues, tendant à réprimer les provocations au renversement de la République ou des institutions républicaines [10 mai] (A., t. II, p. 103; an., p. 165; J.O., c.r., p. 461; I. 177). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; présente un amendement [17 mai] (A., t. II, p. 137; J.O., c.r., p. 490) [21 mai] (A., t. II, p. 177; J.O., c.r., p. 525). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 23, 62, 68; J.O., p. 324, 582, 1053, 3212, 3559).

CLAUDE. Vosges. — Dépose une pétition de 14 habitants de Châtillon-sur-Indre (Indre) [10 février] (J.O., p. 118). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'élection des juges consulaires [7 juin] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 662). — Membre de Commissions (F. 6, 12; J.O., p. 324, 582).

CLÉMENT (Léon). Indre. — Elu secrétaire du bureau du Sénat [12 jan-

vier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [22 janvier] (A., t. I, p. 28; J.O., c.r., p. 24) [27 janvier] (A., t. I, p. 62; J.O., c.r., p. 52) [15 février] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 147). — Présente un amendement [16 février] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 168). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [8 mai] (A., t. II, p. 84; J.O., c.r., p. 445). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet les enfants délaissés, abandonnés ou maltraités [19 mai] (A., t. II, p. 153; J.O., c.r., p. 503). — Présente deux amendements; parle sur le règlement de l'ordre du jour [22 mai] (A., t. II, p. 193; J.O., c.r., p. 540, 542) [24 mai] (A., t. II, p. 209; J.O., c.r., p. 553). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance; présente un amendement [26 mai] (A., t. II, p. 220; J.O., c.r., p. 563). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative aux enterrements civils et religieux [12 juin] (A., t. II, p. 352; J.O., c.r., p. 682). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] (A., t. II, p. 400; J.O., c.r. p. 725) [23 juin] (A., t. II, 427; J.O., c.r., p. 748) [26 juin] (A., t. II, p. 436; J.O., c.r., p. 755) [10 juillet] (A., t. II, p. 543; JO., c.r., p. 855) [17 juillet] (A., t. II, p. 591; J.O., c.r., p. 900). — Dépose une pétition de la Chambre des notaires de La Châtre (Indre) [23 juillet] (J.O., p. 1001). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [24 juillet] (A., t. II, p. 726; J.O., c.r. p. 1021). — Membre de Commissions (F. 12, 60; J.O., p. 582, 3105).

CLERMONT-FERRAND (ville de). — Demande à emprunter 264.500 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 126.

CLOTURE DE LA SESSION. — Lecture, par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du décret de M. le Président de la République déclarant close la session ordinaire de 1883 [2 août] (A. t. II, p. 931; J.O., c.r., p. 1205; an., p. 388; I. 477).

COCHERY, *Ministre des Postes et des Télégraphes.* — Dépose sur le bureau du Sénat, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à reporter de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires (Ministère des Postes et des Télégraphes. Dépenses extraordinaires de la télégraphie), un crédit de 798.168 fr. 15 de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du

budget, un crédit de 2.800.000 francs ; ces deux sommes représentant un crédit de 3.598.168 fr. 15, non employé sur l'exercice 1881 ; le 2°, portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes sur l'exercice 1883 d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883.— Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de loi d'intérêt local [13 mars] (A. t. I, p. 320; an., p. 77 ; J.O., c.r., p. 287 ; I. 94, 95).— M. Margue, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, dépose au nom de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Grenoble et à Montpellier. Demande le renvoi de ce projet de loi à la Commission des finances [17 mars] (A., t. I, p. 382; an., p. 96 ; J.O., c.r., p. 344 ; I. 120). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, six projets de loi d'intérêt local [19 mars] (A. t. I, p. 390 ; J.O., c.r., p. 351, 352). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique [25 avril] (A. t. II, p. 7 ; an., p. 124 ; J.O., c.r., p. 375 ; I. 147).— Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les services maritimes postaux : 1° entre la France et New-York ; 2° entre la France, les Antilles et le Mexique [22 mai] (A. t. II, p. 196 ; an., p. 186; J.O., c.r., p. 542 ; I. 197). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux services maritimes postaux entre la France et l'Amérique [23 juin] (A., t. II, p. 418 ; J.O., c.r., p. 740). — Dépose, au nom de M. le Ministre de la Marine, de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la pose d'un câble sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal. — Dépose au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le service postal entre Calais et Douvres. — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [26 juin] (A. t. II, p. 434 ; an., p. 237 ; J.O., c.r., p. 753; I. 266, 267, 278). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local [3 juillet] (A., t. II, p. 481 ; an., p. 251 ; J.O., c.r., p. 797 ; I. 292, 293). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture, au Ministre des Postes et des Télégraphes, d'un crédit supplémentaire de 52.342 francs, applicables aux chapitres 6 et 7. — Dépose un second projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, relatif à l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construits par l'Etat et non concédés [17 juillet] (A. t. II, p. 581 ; an., p. 320, 321 ; J.O., c.r., p. 890 ; I. 360, 366.)

— Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Calais, Sedan, Amiens, Menton, Hyères [20 juillet] (A. t. II, p. 651; an., p. 330; J.O.; c.r., p. 955; I. 384.)

CODE. — Modifications au Code forestier de l'article 105 relatif au partage des bois d'affouage. V. loi 1. — Modifications au Code de commerce de divers articles du livre II. V. loi 13. — Modification de l'article 161 du Code pénal. V. loi 107.

COMBESCURE. Hérault. — Membre de Commissions (F. 6, 12, 30; J.O.; p. 324, 582, 1332).

COMMISSAIRES. — Par décret du 22 janvier sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux : MM. Philippe, directeur de l'hydraulique agricole; Laurentz, directeur des forêts, et Tisserand, conseiller d'Etat, directeur de l'agriculture [22 janvier] (A., t. I, p. 27; an., p. 7; J.O; c.r., p. 24; I. 9). — Communication d'un décret de M. le Président de la République désignant comme commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi relatif à la conversion du 5 0/0, M. Gay, directeur du mouvement général des fonds au Ministère des Finances [25 avril] (A., t. II, p. 9; an., p. 125; J.O., c.r., p. 375; I. 148). — Communication d'un décret de M. le Président de la République, désignant M. Dislère, conseiller d'Etat en service ordinaire, directeur des Colonies, pour assister, en qualité de Commissaire du Gouvernement, M. le Ministre de la Marine et des Colonies dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour les chemins de fer du Sénégal [10 juillet] (A., t. II, p. 543; an., p. 279; J.O., c.r., p. 855; I. 340).

COMMISSIONS.

Chargée de l'examen des projets de lois portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer (année 1883). — 1er bureau, M. Albert Grévy. — 2e bureau, M. le général Farre. — 3e bureau, M. le général Duboys-Fresney. — 4e bureau, M. Cuvinot. — 5e bureau, M. le colonel Meinadier. — 6e bureau, M. Le Bastard. — 7e bureau, M. Magniez. — 8e bureau, M. Béraldi. — 9e bureau, M. Thurel (J.O., p. 324; F. 6). — *Président*, M. Albert Grévy; *Secrétaire*. M. Cuvinot (J.O., p. 397; *F. 7*).

COMMISSIONS DES CONGÉS.

Première Commission (formation du 18 janvier). — 1er bureau, M. Foucher de Careil. — 2e bureau, M. de Reignié. — 3e bureau, M. de Carné (le marquis). — 4e bureau, M. de Carayon-La Tour (Joseph). 5e bureau, M. de Rémusat (Paul). — 6e bureau, M. Tailhand. — 7e bureau, M. de Douhet (le comte). — 8e bureau, M. Massiet du Biest. — 9e bureau, M. Waddington (J.O., p. 324 ; F. 6).

Deuxième Commission (formation du 15 février). — 1er bureau, M. Vast-Vimeux. — 2e bureau, M. d'Andlau (le général comte). — 3e bureau, M. de Parieu. — 4e bureau, M. de Tréveneuc (le comte). — 5e bureau, M. Delsol. — 6e bureau, M. Le Bastard. — 7e bureau, M. Dumon. — 8e bureau, M. Demôle. — 9e bureau, M. Thurel (J.O., p. 834 ; F. 19).

Troisième Commission (formation du 13 mars). — 1er bureau, M. Daussel. — 2e bureau, M. Hervé de Saisy. — 3e bureau, M. Batbie. — 4e bureau, M. Michal-Ladichère. — 5e bureau, M. Pouyer-Quertier. — 6e bureau, M. Lecointe (le général). — 7e bureau. M. Delbreil. — 8e bureau, M. Bardoux. — 9e bureau, M. Pons (J.O., p. 1332; F. 30).

Quatrième Commission (formation du 21 avril). — 1er bureau, M. Jobard. — 2e bureau, M. Callen. — 3e bureau, M. Testelin. — 4e bureau, M. Frézoul. — 5e bureau, M. le comte de Douhet. — 6e bureau, M. le comte de Flers. — 7e bureau, M. Lacave-Laplagne. — 8e bureau, M. Massé. — 9e bureau, M. Palotte (J.O., p. 1998; F. 36).

Cinquième Commission (formation du 21 mai). — 1er bureau, M. Barbey. — 2e bureau, M. Parent. — 3e bureau, M. Péronne. — 4e bureau, M. Cordier. — 5e bureau, M. Corne. — 6e bureau, M. le général Deffis. — 7e bureau, M. le général comte d'Andlau. — 8e bureau, M. Emmanuel Arago. — 9e bureau, M. le général comte de La Jaille (J.O., p. 2557; F. 46). — *Président :* M. Corne ; *Secrétaire :* M. Péronne ; *Rapporteur :* M. Barbey (J.O., p. 2574; F. 47).

Sixième Commission (formation du 21 juin). — 1er bureau, M. Ancel. — 2e bureau, M. Pajot. — 3e bureau, M. de Fourtou. — 4e bureau, M. de Raismes. — 5e bureau, M. Milhet-Fontarabie. — 6e bureau, M. Paulmier. — 7e bureau, M. Faye. — 8e bureau, M. le baron Vast-Vimeux. — 9e bureau, M. Poriquet (J.O., p. 3105 ; F. 60).

Septième Commission (formation du 21 juillet). — 1er bureau, M. Laurent-Pichat. — 2e bureau, M. le baron Le Guay. — 3e bureau, M. Jules Labiche. — 4e bureau, M. Labitte. — 5e bureau, M. Emile Lenoël. — 6e bureau, M. le comte de Tréveneuc. — 7e bureau, M. Carnot père. — 8e bureau, M. Parent. — 9e bureau, M. le comte de Mérode (J.O., p. 3772; F. 74).

COMMISSIONS DES PÉTITIONS.

Première Commission (formation du 18 janvier). — 1er bureau, M. Dauphin. — 2e bureau, M. Gilbert-Boucher. — 3e bureau, M. Jules Labiche. — 4e bureau, M. Chaumontel. — 5e bureau, M. le colonel Meinadier. — 6e bureau, M. Goguet. — 7e bureau, M. Le Blond. — 8e bureau, M. Faye. — 9e bureau, M. Magnin (J.O., p. 324; F. 6). — *Président* : M. Le Blond; *Secrétaire* : M. Jules Labiche (J.O., p. 397; F. 7).

Deuxième Commission (formation du 15 février). — 1er bureau, M. le baron Lafond de Saint-Mür. — 2e bureau, M. Dauphin. — 3e bureau, M. Dupuy-de-Lôme. — 4e bureau, M. Louis La Caze. — 5e bureau, M. le colonel de Chadois. — 6e bureau, M. Scherer. — 7e bureau, M. Devaux. — 8e bureau, M. Théry. — 9e bureau, M. le général Lecointe (J.O., p. 834; F. 19). — *Président* : M. Dupuy-de-Lôme; *Secrétaire* : M. le colonel de Chadois (J.O., p. 1150; F. 25).

Troisième Commission (formation du 13 mars). — 1er bureau, M. Ghesnelong. — 2e bureau, M. Labitte. — 3e bureau, M. Bonnet. — 4e bureau, M. Baragnon. — 5e bureau, M. Fournier (Indre-et-Loire). — 6e bureau, M. Chardon. — 7e bureau, M. le général marquis d'Andigné. — 8e bureau, M. Robin. — 9e bureau, M. Galloni d'Istria (J.O., p. 1332; F. 30). — *Président* : M. Bonnet; *Secrétaire* : M. Labitte (J.O., p. 2318; F. 42.)

Quatrième Commission (formation du 21 avril). — 1er bureau, M. le duc de Rivière. — 2e bureau, M. Poriquet. — 3e bureau, M. le général de Ladmirault. — 4e bureau, M. Galloni d'Istria. — 5e bureau, M. Le Bastard. — 6e bureau, M. Salneuve. — 7e bureau M. le général Duboys-Fresney. — 8e bureau, M. Michaux. — 9e bureau, M. Baragnon (J.O., p. 1998; F. 36). — *Président* : M. Salneuve; *Secrétaire* : M. Le Bastard (J.O., p. 2261; F. 41).

Cinquième Commission (formation du 21 mai). — 1er bureau, M. Boisse. — 2e bureau, M. Magnin. — 3e bureau, M. Demiautte. — 4e bureau, M. Rampont. — 5e bureau, M. le général de Ladmirault. — 6e bureau, M. Mazeau. — 7e bureau, M. le baron Le Guay. — 8e bureau, M. Jules Labiche. — 9e bureau, M. de la Sicotière (J.O., p. 2557; F. 46). — *Président* : M. de la Sicotière; *Secrétaire* : M. Mazeau (J.O., p. 2695; F. 50).

Sixième Commission (formation du 21 juin). — 1er bureau, M. de de Verninac. — 2e bureau, M. Eymard-Duvernay. — 3e bureau, M. le général Lecointe. — 4e bureau, M. Dauphin. — 5e bureau, M. Casimir Fournier. — 6e bureau, M. de Reignié. — 7e bureau, M. Jules Labiche. — 8e bureau, M. Grandperret. — 9e bureau, M. le général comte d'Andlau

(J.O., p. 3105; F. 60). — *Président* : M. le général Lecointe; *Secrétaire* : M. Grandperret (J.O., p. 3160; F. 61).

Septième Commission (formation du 21 juillet). — 1er bureau, M. Devaux. — 2e bureau, M. le comte de La Monneraye. — 3e bureau, M. Jacques Hébrard. — 4e bureau, M. Galloni d'Istria. — 5e bureau, M. le marquis de Maleville. — 6e bureau, M. Le Monnier. — 7e bureau, M. de Parieu. — 8e bureau, M. de La Sicotière. — 9e bureau, M. Dupuy-de-Lôme (J.O., p. 3772; F. 74).

COMMISSIONS D'INTÉRÊT LOCAL.

Première Commission (formation du 18 janvier). — 1er bureau, M. le baron de Veauce. — 2e bureau, M. Delacroix. — 3e bureau, M. le général marquis d'Andigné. — 4e bureau, M. le baron Lafond de Saint-Mür. — 5e bureau, M. Le Guen. — 6e bureau, M. Delbreil. — 7e bureau, M. Mathey. — 8e bureau, M. Rampont. — 9e bureau, M. Le Monnier (J.O., p. 324; F. 6). — *Président* : M. Delacroix; *Secrétaire* : M. Le Monnier (J.O., p. 452; F. 8).

Deuxième Commission (formation du 15 février). — 1er bureau, M. Frézoul. — 2e bureau, M. Bonnet. — 3e bureau, M. Chaumontel. — 4e bureau, M. Chantemerle. — 5e bureau, M. Rubillard. — 6e bureau, M. le général Frébault. — 7e bureau, M. de Verninac. — 8e bureau, M. Vallier. — 9e bureau, M. Le Monnier (J.O., p. 834; F. 19). — *Président* : M. le général Frébault; *Secrétaire* : M. de Verninac (J.O., p. 874; F. 20).

Troisième Commission (formation du 13 mars 1883). — 1er bureau, M. Dennot. — 2e bureau, M. Beraldi. — 3e bureau, M. Cherpin. — 4e bureau, M. Massé. — 5e bureau, M. Delacroix. — 6e bureau, M. Brugerolle. — 7e bureau, M. Magnin. — 8e bureau, M. le comte de Saint-Vallier. — 9e bureau, M. Le Monnier (J.O., p. 1332; F. 30). — *Président* : M. Delacroix; *Secrétaire* : M. Le Monnier (J.O., p. 1366; F. 31).

Quatrième Commission (formation du 21 avril). — 1er bureau, M. Dieudé-Defly. — 2e bureau, M. Delbreil. — 3e bureau, M. Le Guen. — 4e bureau, M. Garrisson. — 5e bureau, M. Delacroix. — 6e bureau, M. Gazagne. — 7e bureau, M. Milhet-Fontarabie. — 8e bureau, M. Gilbert-Boucher. — 9e bureau, M. Daussel (J.O., p. 1998; F. 36). — *Président* : M. Delacroix; *Secrétaire* : M. Delbreil; *Rapporteur* : M. Gazagne (J.O., p. 2093; F. 38).

Cinquième Commission (formation du 21 mai). — 1er bureau, M. Chalamet. — 2e bureau, M. Le Bastard. — 3e bureau, M. le vicomte de Saint-Pierre. — 4e bureau, M. Le Monnier. — 5e bureau, M. Jouin. — 6e bureau, M. Ancel. — 7e bureau, M. Guyot-Lavaline. — 8e bureau, M. le duc d'Audiffret-Pasquier. — 9e bureau, M. Brugerolle (J.O., p. 2557; F. 46). — *Président* : M. Jouin; *Secrétaire* : M. Brugerolle (J.O., p. 2574; F. 47).

Sixième Commission (formation du 21 juin). — 1er bureau, M. le comte de Saint-Vallier. — 2e bureau, M. Emile Lenoël. — 3e bureau, M. Munier. — 4e bureau, M. Chaumontel. — 5e bureau, M. Barne. — 6e bureau, M. Huguet (A.). — 7e bureau, M. Brugerolle. — 8e bureau, M. le duc d'Audiffret-Pasquier. — 9e bureau, M. John Lemoinne (J.O., p. 3105; F. 60). — *Président* : M. Munier; *Secrétaire* : M. Huguet (J.O., p. 3160; F. 61).

Septième Commission (formation du 21 juillet). — 1er bureau, M. Huguet (A.). — 2e bureau, M. Palotte. — 3e bureau, M. Fournier (Henry). — 4e bureau, M. le général Robert. — 5e bureau, M. Baragnon. — 6e bureau, M. Paulmier. — 7e bureau, M. le comte du Chaffaut. — 8e bureau, M. Chaumontel. — 9e bureau, M. Foucher de Careil (J.O., p. 3773; F. 74).

COMMISSIONS D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

Première Commission (formation du 18 janvier). — 1er bureau : MM. Robin, Dietz-Monnin. — 2e bureau : MM. Bardoux, Blanc (Xavier). — 3e bureau : MM. Combescure, Gailly. — 4e bureau : MM. Tenaille-Saligny, Merlin. — 5e bureau : MM. Mazeau, Carquet. — 6e bureau : MM. Deschanel, Goguet. — 7e bureau : MM. Kiener, Salneuve. — 8e bureau : MM. Claude, Gazagne. — 9e bureau : MM. Clamageran, Thurel (J.O., p. 324; F. 6). — *Président* : M. Carquet; *Secrétaire* : M. Bardoux (J.O., p. 397; F. 7).

Deuxième Commission (formation du 15 février). — 1er bureau : MM. Péronne, Cordelet. — 2e bureau : MM. Dauphinot, Vivenot. — 3e bureau : MM. Grévy (Albert), Foucher de Careil. — 4e bureau : MM. Halna du Fretay (l'amiral), Espivent de la Villesboisnet (le général comte). — 5e bureau : MM. Jobard, Teisserenc de Bort. — 6e bureau : MM. Demiautte, Pons. — 7e bureau : MM. Tenaille-Saligny, Labordère. — 8e bureau : MM. de Rozière, Emile Lenoël. — 9e bureau : MM. Dufay, Vissaguet (J.O., p. 834; F. 19). — *Président* : M. de Rozière; *Secrétaire* : M. Labordère (J.O., p. 874; F. 20).

Troisième Commission (formation du 13 mars). — 1er bureau : MM. Camparan, Combescure. — 2e bureau : MM. Dufay, Labitte. — 3e bureau : MM. Gazagne, Lamorte. — 4e bureau : MM. Blanc (Xavier), Guyot-Lavaline. — 5e bureau : MM. Cordelet, Rigal. — 6e bureau : MM. Demôle, Deschanel. — 7e bureau : MM. Dauphinot, Vigarosy. — 8e bureau : MM. Barthe (Marcel), Milhet-Fontarabie. — 9e bureau : MM. Grévy (général), Malens (J.O., p. 1332; F. 30). — *Président* : M. Barthe (Marcel); *Secrétaire* : M. Malens (J.O., p. 1366; F. 31).

Quatrième Commission (formation du 21 avril). — 1er bureau : MM. Charton (Edouard), Goguet. — 2e bureau : MM. Dufresne, Lemoinne

(John). — 3e bureau : MM. Carquet, Gresley (général). — 4e bureau : MM. Devaux, Garrisson. — 5e bureau : MM. Le Monnier, Renaud (Michel). — 6e bureau : MM. Labitte, Chalamet. — 7e bureau : MM. Laurent-Pichat, Pélissier (général). — 8e bureau : MM. Foucher de Careil, Michaux. — 9e bureau : MM. Gayot (Emile), Deffis (général) (J.O., p. 1998 ; F. 36). — *Président :* M. Dufresne ; *Secrétaire :* M. Gayot (Emile) (J.O., p. 2093 ; F. 38).

Cinquième Commission (formation du 21 mai). — 1er bureau : MM. Donnot, Rubillard. — 2e bureau : MM. Carnot père, Rigal. — 3e bureau : MM. Noblot, Oudet. — 4e bureau : MM. Jobard, Munier. — 5e bureau : MM. Lagache (Célestin), Dufay. — 6e bureau : MM. Bardoux, Mathey (Alfred). — 7e bureau : MM. Lur-Saluces (le comte Henri de), Massé. — 8e bureau : MM. Issartier, Lacomme. — 9e bureau : MM. Salneuve, Deschanel (J.O., p. 2557 ; F. 46). — *Président :* M. Carnot ; *Secrétaire :* M. Rigal (J.O., p. 2574 ; F. 47).

Sixième Commission (formation du 21 juin 1883). — 1er bureau : MM. Hébrard (Adrien), Dumesnil. — 2e bureau : MM. Lamorte, Blanc (Xavier). — 3e bureau : MM. Renaud (Michel), Callen. — 4e bureau : MM. Grévy (général), Massé. — 5e bureau : MM. Ferrouillat, Guinot. — 6e bureau : MM. Huguet (A.), Combescure. — 7e bureau : MM. Foubert, Chiris. — 8e bureau : MM. Bonnet, Beraldi. — 9e bureau : MM. Pons, Massiet du Biest (J.O., p. 3105 ; F. 60). — *Président :* M. Dumesnil ; *Secrétaire :* M. Huguet (J.O., p. 3161 ; F. 61).

Septième Commission (formation du 21 juillet). — 1er bureau : MM. Didier (Henry), Lagache (Célestin). — 2e bureau : MM. Robin, Tolain. — 3e bureau : MM. Escarguel, Labiche (Jules). — 4e bureau : MM. Guinot, Labitte. — 5e bureau : MM. Dumesnil, Deffis (général). — 6e bureau : MM. Lareinty (baron de), Lalanne. — 7e bureau : MM. Foubert, Chalamet. — 8e bureau : MM. Hébrard (Adrien), Boucher-Cadart. — 9e bureau : MM. Peyrat, Mathey (Alfred) (J.O., p. 3773 ; F. 74).

COMMISSION DES FINANCES.

1er bureau : MM. Millaud (Édouard), Jacques. — 2e bureau : MM. Dauphin, Barne. — 3e bureau : MM. Roger-Marvaise, Bocher. — 4e bureau : MM. Denormandie, La Caze (Louis). — 5e bureau : MM. Gouin, Cordier, — 6e bureau : MM. Cazot (Jules), Calmon. — 7e bureau : MM. Merlin, Say (Léon). — 8e bureau : MM. Faye, Fournier (Casimir). — 9e bureau : MM. le général Billot, Ribière (J.O., p. 982 ; F. 22).

La Commission des finances a nommé : *Président*, M. Calmon ; *Vice-Présidents*, MM. Cordier, Cazot ; *Secrétaires*, MM. Edouard Millaud, La Caze, Barne. — Première Sous-Commission. — Finances, Postes et Télégraphes : MM. Say (Léon), Cordier, Gouin, Bocher. — Deuxième Sous-

Commission. — Travaux publics : MM. Faye, Merlin, Casimir Fournier. — Troisième Sous-Commission. — Intérieur, Cultes et Algérie : MM. Jacques, La Caze, Calmon. — Quatrième Sous-Commission. — Guerre, Marine : MM. le général Billot, Gouin, Dauphin. — Cinquième Sous-Commission. — Instruction publique, Beaux-Arts, Agriculture, Commerce : MM. Ribière, Barne, Édouard Millaud. — Sixième Sous-Commission. — Affaires étrangeres, Justice, Légion d'honneur, Imprimerie nationale : MM. Roger-Marvaise, Cazot, Denormandie (J.O., p. 1078; F. 23).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

1er bureau, M. Devaux. — 2e bureau, M. Daussel. — 3e bureau, M. Gustave Denis. — 4e bureau, M. Paulmier. — 5e bureau, M. Casimir Fournier. — 6e bureau, M. Parent. — 7e bureau, M. de Raismes. — 8e bureau, M. Adam. — 9e bureau, M. Célestin Lagache (J.O., p. 324; F. 6). — *Président* : M. Lagache (Célestin). — *Secrétaire* : M. Denis (Gustave) (J.O., p. 397; F. 7).

COMMUNICATIONS. — D'une lettre de M. l'archevêque de Paris relative aux prières publiques prescrites par l'article 1er de la loi constitutionnelle [12 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 9). — D'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission de la constitution du bureau définitif de la Chambre des Députés pour la session de 1883 : M. Henri Brisson, président; MM. Lepère, Philippoteaux, Sadi-Carnot et Spuller, vice-présidents; MM. Bastid, Riotteau, Bénazet, Bizarelli, de La Biliais, Armez, Charmes et Jullien, secrétaires; MM. Madier de Montjau, Margaine et Martin Nadaud, questeurs. — Faite par le Gouvernement et dépôt de documents diplomatiques [15 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 11). — D'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur portant demande de rectification d'un texte de loi autorisant le département du Puy-de-Dôme à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. D'une lettre de M. le Ministre des Finances relative à une convocation extraordinaire des Sénateurs en séance publique [25 avril] (A., t. II, p. 8; J.O., c.r., p. 375). — Par M. le Président d'une demande d'interpellation de M. le duc de Broglie à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Président du Conseil, sur les moyens dont le Gouvernement compte user pour assurer, dans les livres destinés aux écoles primaires publiques, le respect qui est dû aux croyances et aux sentiments des familles [26 mai] (A., t. II, p. 231; J.O., c.r., p. 573). — Par M. le Président d'une lettre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, relative à une proposition de loi sur la naturalisation [14 juin] (A., t. II, p. 357; J.O., c.r., p. 687).

— Par M. le Président, d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, relative à la transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les droits fiscaux à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux non bâtis [16 juin] (A., t. II, p. 375 ; J.O., c.r., p. 703). — Par M. le Président d'une lettre de M. le Ministre de la Marine et des Colonies portant une demande de rectification au texte d'un projet de loi (pension de Mlle de Sabrit) [21 juin] (A., t. II, p. 397 ; J.O., c.r., p. 723). — Relative au décès de M. le comte de Flers [26 juin] (A., t. II, p. 434 ; J.O., c.r., p. 754). — De M. le Président d'une lettre de M. Griffe, ayant pour objet le retrait d'une proposition tendant à prohiber la saisie des immeubles déjà compris dans une saisie transcrite et de modifier plusieurs articles du Code de procédure civile [28 juin] (A., t. II, p. 445 ; J.O., c.r., p. 763). — D'une proposition de M. de Gavardie, tendant à modifier le règlement du Sénat [10 juillet] (A., t. II, p. 542 ; J.O., c.r., p. 853). — De M. le Président, relative au décès de M. Dausset, sénateur de la Dordogne [27 juillet] (A., t. II, p. 786 ; J.O., c.r., p. 1074). — Par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un décret de M. le Président de la République, déclarant close la session ordinaire de 1883 [2 août] (A., t. II, p. 931 ; J.O., c.r., p. 1205).

CONGÉS. — MM. Léon Say, — Varroy, — Jacques Hebrard, — Feray, — Luro, — Bozérian, — Saint-Vallier, — Lacomme, — Kiener, — Rubillard, — Vigarosy, — Bernard, — Jacques Hébrard, — Bozérian, — Magniez, — Foucher de Careil, — Scherer, — Magniez, — Lenoël, — Duclerc, — Lefranc (Victor), — Luro, — Varroy, — Saint-Pierre (vicomte de), — Bernard, — Victor Lefranc, — Bernard, — Saint-Pierre, — Victor Lefranc, — Duclerc, — Bozérian, — Feray, — La Caze, — Parent, — Waddington, — Dauphin, — Gent, — La Caze, — Parent, — Vissaguet, — Victor Lefranc, — Tenaille-Saligny, — Bernard, — Léon Say, — Vicomte de Saint-Pierre, — Duclerc, — Foucher de Careil, — Mazeau, — Victor Lefranc, — Dupré, — Pélissier, — Dupré, — Chantemerle, — Gresley, — Fayolle, — Gent, — Denormandie, — Bernard, — général comte d'Andlau, — de Rozières, — Waddington, — Duclerc, — Fayolle, — Donnot, — Meinadier.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 1er juin 1853. V. loi 34.

CONVENTIONS. — Relative aux services de surveillance et des doua-

nes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et du Midi de la France. V. loi 6. — Approuvée et signée à la Haye pour réglementer la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales. V. loi 7. — Portant cession par l'État au sieur Boinet, cafetier à Abbeville (Somme), de trois parcelles domaniales provenant du déclassement de fortifications de cette plac , à charge par l'acquéreur de fournir un terrain pour agrandir le champ de manœuvres. V. loi 73.— Portant approbation d'un échange de mandats de poste entre la France et l'Inde britannique. V. loi 99. — Signée entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse et constituant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle. V. loi 125. — Approbation d'une convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les États-Unis d'Amérique, relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre. V. loi 136. — Signée à Berlin, entre la France et l'Allemagne pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art. V. loi 147. — Approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse. V. loi 169. — Passée entre la France et le Chili pour réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie. V. loi 172. — Approuvée et conclue entre la France et la Suisse en vue d'établir la réciprocité d'assistance envers les enfants abandonnés et les aliénés indigents. V. loi 189. — 1° Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou; 2° approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Est-Algérien. V. loi 202. — Passée entre l'État et la ville de Narbonne (Aude) pour la réorganisation du casernement et autorisant la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. V. loi 208. — Passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée. V. loi 253. — Provisoire entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. V. loi 261. — Provisoire avec la Compagnie du chemin de fer du Nord. V. loi 262. — Provisoire avec la Compagnie du chemin de fer du Midi. V. loi 263.

CONVERSION de la rente 5 0/0 en 4 1/2 0/0 et son remboursement. V. loi 100.

CONVOCATION EXTRAORDINAIRE, sur la demande de M. le

Ministre des Finances, des Sénateurs en séance publique [25 avril] (A., t. II, p. 8; J.O., c.r., p. 375.)

CORBON. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant le droit d'association [5 mars] (A., t. I, p. 256; J.O., c.r., p. 229). —Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3105).

CORDELET. Sarthe. — Dépose un rapport fait au nom de la deuxième Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 77; J.O., c.r., p. 288; I. 96). — Membre de Commissions (F. 19, 30; J.O., p. 834, 1332).

CORDIER. Inamovible. — Vice-président de la Commission des finances (J.O., p. 1078; F. 23). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Grenoble et à Montpellier. Déclaration d'urgence. Adoption de la discussion immédiate [19 mars] (A., t. I, p. 350; an., p. 97; J.O., c.r., p. 352; I. 123). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux nécessaires pour la réfection des digues de la Basse Seine (J.O., p. 1439; F. 34). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux pour la réfection des digues de la Basse Seine [28 avril] (A., t. II, p. 33, an., p. 130; J.O., c.r., p. 399; I. 155). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du même projet de loi [17 mai] (A., t. II, p. 126; J.O., c.r., p. 482). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les services maritimes postaux : 1° entre le Havre et New-York; 2° entre la France, les Antilles et le Mexique [16 juin] (A., t. II, p. 376; an., p. 208; J.O., c.r., p. 704; I. 237). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du même projet de loi [23 juin] (A., t. II, p. 424; J.O., c.r., p. 740). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le service postal entre Calais et Douvres [28 juin] (A., t. II, p. 445; an., p. 246; J.O., c.r., p. 763; I. 280). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de quatre millions destiné à venir en aide aux départements (exercice 1884) [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 320; J.O., c.r., p. 891; I. 358). — Dé-

pose les rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, relatif à l'acquisition d'hôtels des postes et des télégraphes à Calais, Sedan, Amiens, Menton, Hyères; le 2e, portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, au titre du Budget ordinaire de 1883, d'un crédit supplémentaire de 52,342 francs, applicable aux chapitres 6 et 7 (3e partie. Frais de régie) [24 juillet] (A., t. II, p. 709; an , p. 349; J.O., c.r., p. 1007; I. 411, 412). — Membre de Commissions (F. 15, 22, 33, 46; J.O., p. 645, 982, 1398, 2557).

CORNE. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris (J.O., p. 1439; F. 34). — Président de la 5e Commission des congés (J.O., p. 2574; F. 47). — Membre de Commissions (F. 33, 46; J.O., p. 1398, 2557).

CÔTES-DU-NORD. — Demande à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'instituteurs et d'institutrices. V. loi 51.

CRÉDIT AGRICOLE MOBILIER. — Son organisation. V. loi 224. — Organisation du crédit agricole et des banques d'agriculture. V. loi 259.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.

Ministère de la Marine et des Colonies. — 1° Ouverture d'un crédit de 664.645 francs sur le Budget extraordinaire de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des Dépenses sur ressources extraordinaires de 1881. V. loi 18. — 1° Ouverture d'un crédit supplémentaire de 900.000 fr.; 2° annulation sur l'exercice 1881 d'égale somme. V. loi 19. — Modifications de la loi du 10 janvier 1883 ouvrant des crédits extraordinaires destinés à subvenir aux dépenses de la mission de Savorgnan de Brazza, dans l'Ouest africain. V. loi 46. — Ouverture sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 : 1° d'un crédit de 847.828 fr. 52 et annulation d'une somme correspondante au titre de la 2e partie du compte de liquidation de l'exercice 1881 ; 2° d'un crédit de 1.281.300 francs et annulation d'une somme correspondante au titre de la 2e partie du compte de liquidation de l'exercice 1881, 3° d'un crédit de 770.000 francs et annulation d'une somme correspondante au titre du Budget de l'exercice 1882. V. loi 49. — Ouverture au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, d'un crédit de 211.244 fr. 23 et annulation d'une somme de 212,326 fr. 77 sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1881. V. loi 83. — Ouverture d'un crédit supplémentaire, sur l'exercice 1883, pour le service du Tonkin. V. loi 116. — Ouverture d'un crédit, sur

l'exercice 1883, de 4.677.000 francs pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal. V. loi 178. — Ouverture d'un crédit de 10.853.700 francs sur le Budget extraordinaire de 1883 et annulation d'une somme égale. V. loi 260.

Ministère de l'Intérieur. — Concernant l'ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 20.000 francs applicable aux funérailles de M. Gambetta. V. loi 94. — Ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel*, non susceptibles d'une évaluation fixe. V. loi 225. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 100.000 francs. V. loi 265.

Ministère des Finances. — Ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 500.000 francs pour l'achat d'objets d'art destinés aux musées nationaux. V. loi 23. — Ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour l'agrandissement de l'Ecole normale supérieure. V. loi 48. — Modifications de la loi du 10 janvier 1883, ouvrant des crédits extraordinaires destinés à subvenir aux dépenses de la mission de Savorgnan de Brazza. V. loi 46. — 1° Annulation de crédits de l'exercice 1881; 2° Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1882; 3° ouverture et annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1883; 4° ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos. V. loi 93. — Ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin. V. loi 116.— Ouverture d'un crédit de 625.000 francs pour le désarmement des fortifications déclassées de Calais. V. loi 171.— 1° Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1881; 2° ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1882; 3° ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1883; ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos. V. loi 184.— 1° Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1881; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1882; 3° ouverture et annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1883; 4° ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° ouverture et annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général. V. loi 185.—Ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs. V. loi 236. — Projet de loi concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1884. V. loi 237. — Ouverture au budget annexe de l'Imprimerie nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 francs. V. loi 238.

Ministère du Commerce. — Crédit supplémentaire de 300.000 francs à titre d'encouragement aux pêches maritimes. V. loi 104. — Ouverture d'un crédit de 50.000 francs pour l'envoi d'ouvriers à l'exposition d'Ams-

terdam. V. loi 214. — Ouverture d'un crédit extraordinaire de 50.000 fr. pour subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice. V. loi 221. — Ouverture d'un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour les dépenses d'une mission sanitaire en Égypte. V. loi 246.

Ministère des Postes et des Télégraphes. — Projet de loi tendant à reporter de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires, nn crédit de 798.168 fr. 15 de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du Budget; un crédit de 2 millions 800.000 francs en deux sommes, représentant un crédit de 3.598.168 fr. 15 c. non employée sur l'exercice 1881. V. loi 71. — Ouverture sur l'exercice 1883 d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883. V. loi 72. — Ouverture, au titre du Budget ordinaire de 1883, d'un crédit supplémentaire de 52.342 francs applicable aux chapitres 6 et 7. V. loi 210.

Ministère des Affaires étrangères. — Ouverture d'un crédit de 370.000 francs pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de l'Empereur de Russie. V. loi 105.

Ministère de la Guerre. — Ouverture d'un crédit de 25 millions de francs au Ministère de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires. V. loi 79. — Ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit de 10.000 francs pour les funérailles du général Chanzy. V. loi 84. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 640.000 francs au chapitre 4 (États-Majors). V. loi 132. — 1° Cession à la ville de Brest d'une partie des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent; 2° ouverture d'un crédit de 230.000 francs. V. loi 133.

Ministère des Travaux publics. — 1° ouverture, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, de crédits supplémentaires s'élevant à 21 millions 500.000 francs; 2° annulation, sur le Budget extraordinaire de 1882, d'une pareille somme. V. loi 240.

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Ouverture d'un crédit de 500.000 francs pour l'achat d'objets d'art destinés aux musées nationaux. V. loi 23. — Ouverture d'un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour l'agrandissement de l'école normale supérieure. V. loi 48. — Annulation sur l'exercice 1882 et ouverture sur celui de 1883 d'un crédit de 2.100.000 francs (1re section, service de l'Instruction publique). V. loi 166. — Ouverture d'un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883. V. loi 227. — Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1883, de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882. V. loi 239. — 1° Ouverture, sur l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à 254.820 fr. 97; 2° annulation sur le même Budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 francs. V. loi 245. —

Ouverture d'un crédit supplémentaire de 10.000 francs applicable aux frais généraux de l'instruction secondaire. V. loi 251.

CREUSE. — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 129. — Demande à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 197.

CUVINOT. Oise. — Secrétaire provisoire du bureau du Sénat [9 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen des projets de lois portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer (J.O., p. 397; F. 7). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [22 janvier] (A., t. I, p. 28; J.O., c.r., p. 25) [25 janvier] (A., t. I, p. 33; J.O., c.r., p. 28) [26 janvier] (A., t. I, p. 52; J.O., c.r., p. 44). — Parle dans la discussion du même projet de loi et sur le règlement de l'ordre du jour [27 janvier] (A., t. I, p. 61; J. O., c. r., p. 51, 61). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler les rapports des Compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés (J.O., p. 596; F. 13). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [8 février] (A., t. I, p. 113; J.O., c.r., p. 97) [15 février] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 146) [16 février] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 163). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways (J.O., p. 2261; F. 41). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département de Seine-et-Oise d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Valmondois à Épiais-Rhus [19 mai] (A., t. II, p. 145; an., p. 182; J.O., c.r., p. 497; I. 189). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'une rigole navigable de Moulins à Sancoins (J. O., p. 2973; F. 57). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du [projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] (A., t. II, p. 401; J. O., c. r., p. 726) [23 juin] (A., t. II, p. 429; J. O., c. r,, p. 749) [26 juin] (A., t. II, p. 438; J. O., c. r., p. 758). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin

de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy [7 juillet] (A., t. II, p. 522; an., p. 260; J.O., c.r., p. 834; I. 312). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [10 juillet] (A., t. II, p. 550; J.O., c.r., p. 861) [17 juillet] (A., t. II, p. 593; J.O., c.r., p. 900). — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et de reporter au 1er mai 1884 le délai pour la mise en vigueur de cette loi (J.O., p. 3717; F. 71). — Parle comme rapporteur dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [18 juillet] (A., t. II, p. 618; J.O., c.r., p. 924). — Demande qu'il soit nommé une Commission spéciale pour l'examen de la Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée [28 juillet] (A., t. II, p. 812; J.O., c.r., p. 1096). — Demande comme rapporteur la suite de la deuxième délibération du projet de loi sur le régime des eaux [1er août] (A., t. II, p. 921; J.O., c.r., p. 1195). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 40, 56, 70; J.O., p. 324, 582, 2197, 2940, 3694).

DAUPHIN. Somme. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. — En donne lecture [25 avril] (A., t. II, p. 9; an., p. 125; J.O., c.r., p. 376; I. 149). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi [26 avril] (A., t. II, p. 29; J. O., c.r., p. 394). — Demande un congé [8 mai] (A., t. II, p. 84; J. O., c. r., p. 445). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. — Présente un amendement [23 juillet] (A., t. II, p. 690; J.O., c.r., p. 990) [24 juillet] (A., t. II, p. 720; J.O., c.r., p. 1016) [25 juillet] (A., t. II, p. 739; J.O., c.r., p. 1032). — Dépose le rapport sur le projet de loi, dopté par la Chambre des Députés, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1884. En donne lecture. Demande l'urgence [27 juillet] (A., t. II, p. 787; an., p. 362; J.O., c.r., p. 1075; I. 443). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [30 juillet] (A., t. II, p. 854; J.O., c.r., p. 1134). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 22, 36, 41, 60; J.O., p. 324, 834, 982, 1998, 2261, 3105).

DAUPHINOT. Marne. — Dépose le rapport fait au nom de la *Commission* chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848

sur la durée des heures de travail [25 janvier] (A., t. I, p. 33 ; an., p. 12 ; J.O., c.r., p. 28 ; I. 14). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion de ce projet de loi [1er février] (A., t. I, p. 77 ; J.O., c.r., p. 67). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [5 juin] (A., t. II, p. 305 ; J.O., c.r., p. 639). — Présente un amendement [7 juin] (A., t. II, p. 329 ; J.O., c.r., p. 662). — Présente un amendement [9 juin] (A., t. II, p. 334 ; J.O., c.r., p. 667). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [19 juin] (A., t. II p. 394 ; J.O., c.r., p. 719). — Présente un amendement dans le cours de la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [28 juin] (A., t. II, p. 456 ; J.O., c.r., p. 772) [3 juillet] (A., t. II, p. 486 ; J.O., c.r., p. 802). — Membre de Commissions (F. 19, 30, 60 ; J.O., p. 834, 1332, 3105).

DAUSSEL. Dordogne. — M. le Président annonce son décès et fait son éloge funèbre [27 juillet] (A., t. II, p. 786 ; J.O., c.r., p. 1074). — Membre de Commissions (F. 6, 25, 30, 36 ; J.O., p. 324, 1150, 1332, 1998).

DÉCÈS. — Général Chanzy, comte Rampont, Varroy, Delord, Elzéar Pin, Laboulaye, Vallier, comte de Flers, Lucet, Daussel.

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT. — Lecture en est donnée par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [22 février] (A., t. I, p. 207 ; an., p. 60 ; J.O., c.r., p. 187 ; I. 60).

DEFFIS (général). Hautes-Pyrénées. — Dépose une proposition de loi ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest [22 février] (A. t. I., p. 209 ; an., p. 60 ; J.O., c.r., p. 188 ; I. 61). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de cette proposition de loi (J.O., p. 2093 ; F. 38). — Dépose le rapport sur la proposition de loi ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest [8 mai] (A , t. II, p. 83 ; an., p. 155 ; J.O., c.r., p. 445 ; I. 171). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de cette proposition de loi [5 juin] (A. t. II, p. 297 ; J.O., c.r., p. 632). — Dépôt, par M. l'amiral Jauréguiberry, au nom de M. le général Deffis, d'un rapport supplémentaire de cette

proposition de loi [12 juin] (A. t. II, p, 354; an., p. 203; J.O., c.r., p. 685; I. 229). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion de cette proposition de loi [16 juin] (A., t. II. p. 377; J.O., c.r., p. 704.) — Son rapport sur l'élection sénatoriale du Lot, de M. Béral [21 juin] (A., t. II, p. 397; J.O., c.r., p. 723). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'artillerie de forteresse [12 juillet] (A., t. II, p. 566; J.O., c.r., p. 877). — Rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux modifications à apporter à la tenue de la cavalerie (J.O., p. 3805; F. 75). — Dépose son rapport [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 344; J.O., c.r., p. 993; I. 402). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif aux modifications à apporter à la tenue de la cavalerie [26 juillet] (A., t. II, p. 763; J.O., c.r., p. 1052).— Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement [27 juillet] (A., t. II, p. 788; J.O., c.r., p. 1078). — Membre de Commissions (F. 36, 46, 74; J.O., p. 1998, 2557, 3774).

DELACROIX. Eure-et-Loir. — Président de la 1re Commission d'intérêt local (J.O., p. 452; F. 8). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Périgueux (Dordogne) à emprunter une somme de 3.000.000 de francs et à s'imposer extraordinairement. En donne lecture [16 février] (A., t. I, p. 181; an., p. 59; J.O., c.r., p. 170; I. 59).— Président de la 3e Commission d'intérêt local (J.O., p. 1366; F. 31). — Président de la 4e Commission d'intérêt local (J.O., p. 2093; F. 38). — Dépôt, par M. Le Monnier, au nom de M. Delacroix, d'un rapport sur le prjet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) à contracter un emprunt [28 avril] (A., t. II, p. 36; an., p. 145; J.O., c.r., p. 402; I. 159). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour les travaux des chemins stratégiques [5 mai] (A., t. II, p. 66; an., p. 152; J.O., c.r., p. 429; I. 167). — Dépose deux rapports sur des projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Chartres à contracter un emprunt; le 2e, à autoriser la ville de Menton à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [10 mai] (A., t. II, p. 103, 111; an., p. 166; J.O., c.r., p. 461; I. 179, 180). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Chartres à contracter un emprunt [17 mai] (A., t. II, p. 126; J.O., c.r., p. 481). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville de La Rochelle (Charente-Inférieure) à emprunter une somme de

170.000 francs [21 mai] (A., t. II, p. 167; an., p. 185; J.O., c.r., p. 517; I. 194). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 30, 36, J.O., p. 324, 582, 1332, 1998).

DELBREIL. Tarn-et-Garonne. — Secrétaire de la 4e Commission d'Intérêt local (J.O., p. 2093; F. 38). — Dépose le rapport sur le projet de loi tendant à la suppression de la commune de Bricot-la-Ville, canton d'Esternay, arrondissement d'Epernay, département de la Marne, et l'annexion de son territoire aux communes de Châtillon-sur-Morin et de la Forestière, même canton [26 avril] (A., t. II, p. 11; an., p. 130; J.O., c.r., p. 379; I. 153). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 36; J.O., p. 324, 1332, 1998).

DELORD. Lot. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [19 avril] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 367).

DELSOL. Aveyron. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. Présente un amendement [16 mai] (A., t. I, p. 369; J.O., c.r., p. 332). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [7 juin] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 651). — Fait une rectification au procès-verbal [5 juillet] (A., t. II, p. 503; J.O., c.r., p. 817). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Présente, de concert avec M. le marquis de Maleville, un amendement [23 juillet] (A., t. II, p. 685; J.O., c.r., p. 986) [25 juillet] (A., t. II, p. 743; J.O., c.r., p. 1035). — Présente, de concert avec M. le marquis de Maleville, un article additionnel au cours de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [31 juillet] (A., t. II, p. 882; J.O., c.r., p. 1161). — Membre de Commissions (F. 19, 22, 23; J.O., p. 834, 982, 1398).

DEMIAUTTE. Pas-de-Calais. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [15 janvier] (A., t. I, p. 11, J.O., p. 11). — Membre de Commissions (F. 19, 46; J.O., p. 834, 2557).

DEMOLE. Saône-et-Loire. — Présente, de concert avec MM. Barne, Salneuve et Griffe, un amendement au cours de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [25 juillet] (A., t. II, p. 747; J.O., c.r., p. 1038). — Est entendu dans la discussion du même

projet de loi [27 juillet] (A., t. II, p. 794; J.O., c.r., p. 1080). — Membre de Commissions (F. 19, 22, 30, 62, 68; J.O., p. 834, 982, 1332, 3212, 3559).

DENIS (Gustave). Mayenne. — Secrétaire de la Commission de comptabilité (J.O., p. 397; F. 7). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission de comptabilité relatif à l'ouverture d'un crédit de 30.000 francs en addition au budget du Sénat (exercice 1883) pour l'exécution d'un ascenseur. En donne lecture [17 mars] A., t. I, p. 387; an., p. 97; J.O., c.r., p. 348; I. 122). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. Présente un amendement [19 juin] (A., t. II, p. 389; J.O., c.r., p. 718. — Membre de Commissions (F. 6, 33, 60; J.O., p. 324, 1398, 3105).

DENORMANDIE. Inamovible. — Dépose un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation pour la Caisse des dépôts et consignations de faire provisoirement des avances à certaines caisses d'épargne privées [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 223; J.O., c.r., p. 725; I. 258). — Obtient un congé [10 juillet] (A., t. II, p. 541; J.O., p. 868). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement, de concert avec M. Bardoux [27 juillet] (A., t. II, p. 800; J.O., c.r., p. 1086). — Parle dans la discussion du même projet de loi. Présente un contre-projet, de concert avec M. Bardoux [31 juillet] (A., t. II, p. 884; J.O., c.r., p. 1163). — Membre de Commissions (F. 22, 30; J.O., p. 982, 1332).

DESCHANEL. Inamovible. — Membre de Commissions (F. 6, 30, 46; J.O., p. 324, 1332, 2557).

DEVAUX. Pas-de-Calais. — Dépose un rapport sommaire, fait au nom de la 8e Commission d'initiative parlementaire (année 1882) chargée d'examiner la proposition de loi de M. Bérenger, ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique [25 janvier] (A., t. I, p. 47; an., p. 23; J.O., c.r., p. 40; I. 19). — Secrétaire de la 7e Commission des pétitions (J.O., p. 3805; F. 75). — Membre de commissions (F. 6, 19, 22, 36, 68, 70; J.O., p. 324, 834, 982, 1998, 3559, 3694).

DEVÈS, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* — Dépôt, par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de M. le Ministre des Finances, et au sien, d'un projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie [25 janvier] (A., t. I, p. 39; an., p. 21; J.O., c.r., p. 34; I. 18). — — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux. Parle dans le règlement portant fixation du jour de la discussion de la proposition de loi sur le droit d'association [2 février] (A., t. I, p. 89, 101; J.O., c.r., p. 87). — Dépose deux projets de lois, adopté par la Chambre des Députés : le 1er, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes et au sien, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France. Renvoi aux bureaux ; le 2e, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes et de M. le Ministre des Finances, tendant à augmenter les fonds d'avances et de subvention mis à la disposition de la Caisse des chemins vicinaux [3 février] (A., t. I, p. 106; an., p. 46; J.O., c.r., p. 92; I., 33, 34). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [10 février] (A., t. I, p. 123; J.O., c.r., p. 107) [12 février] (A., t. I, p. 153; J.O., c.r., p. 135). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, dans sa séance du 15 février 1883, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, huit projets de loi d'intérêt local (16 février] (A., t. I, p. 180; an., p. 57; J.O., c.r., p. 160; I. 46). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [17 février] (A., t. I, p. 201; J.O., c.r., p. 180).

DIDIER (Henry). Inamovible. — Fait une rectification au procès-verbal [15 février] (A., t. I, p. 163; J.O., p. 145). — Dépôt, par M. Jacques, au nom de MM. Lelièvre, Henry Didier et au sien, d'une proposition de loi sur le régime législatif en Algérie [17 mai] (A., t. II, p. 143; J.O., c.r., p. 495). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un article additionnel [28 juillet] (A., t. II, p. 833; J.O., c.r., p. 1115). — Membre de Commissions (F. 30, 66; J.O., p. 1332, 3461).

DIEPPE (ville de). — Location à la ville des terrains de la plage. V. loi 249.

DIETZ-MONNIN. Inamovible. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 257). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [3 juillet (A., t. II, p. 488; J.O., c.r., p. 803). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 33; J.O., p. 324, 582, 1398).

DIEUDÉ-DEFLY. Alpes-Maritimes. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville de Châtellerault (Vienne) à contracter un emprunt [19 mai] (A., t. II, p. 145; an., p. 184; J.O., c.r., p. 497; I. 190). — Fait une rectification au procès-verbal [9 juin] (A., t. II, p. 333; J.O., c.r., p. 667). — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 1998).

DISLER, *Conseiller d'État en service ordinaire, directeur des colonies.*— Décret de M. le Président de la République le désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre de la Marine et des Colonies dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour les chemins de fer du Sénégal [10 juillet] (A., t. II, p. 543; J. O., c. r., p. 855). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine d'un crédit extraordinaires pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal [1er août] (A., t. II, p. 916; J.O., c.r., p. 1190).

DIVORCE. — Proposition de loi due à l'initiative parlementaire. V. loi 14.

DONNOT. Haute-Marne. — Dépose un rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [16 mars] (A., t. I, p. 363; an., p. 83; J.O., c. r., p. 327; I. 110).— Obtient un congé [25 juillet] (A., t. II, p. 735; J.O., p. 1047). — Membre de Commissions (F. 12, 30, 40, 46; J.O., p. 582, 1332, 2197, 2557).

DORDOGNE. — Demande à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées et des écoles pour l'achèvement de l'école normale d'institutrices de Périgueux. V. loi 55. — Demande l'autorisation de contracter un emprunt pour le service des bâtiments départementaux. V. loi 151.

DOUHET (comte de). Inamovible. — Membre de Commissions (F. 6, 36; J.O., p. 324, 1998).

DROIT D'ASSOCIATION. — Proposition de loi présentée par M. Dufaure. V. loi 10.

DROIT D'ENREGISTREMENT applicable aux traités passés entre les communes et les particuliers pour distribution d'eaux. V. loi 3.

DROITS FISCAUX à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. V. loi 146.

DROME. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 191.

DUBOYS-FRESNEY (général). Mayenne. — Membre de Commissions (F. 6, 36; J.O., p. 324, 1998).

DU CHAFFAUT (comte). Basses-Alpes. — Président de la 7e Commission d'intérêt local (J.O., p. 3805; F. 75). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt pour concourir à la création d'un lycée à Gap [24 juillet] (A., t. II, p. 716; an., p. 352; J.O., c.r., p. 1015; I. 417). — Présente, de concert avec M. Michel, un amendement au cours de la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [25 juillet] (A., t. II, p. 752; J.O., c.r., p. 1043). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Hyères (Var) à contracter un emprunt [26 juillet] (A. t. II, p. 763; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1053; I. 431). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la location à la ville de Dieppe (Seine-Inférieure), pour une durée de trente années, des terrains de la plage [28 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 366; J.O., c.r., p. 1111; I. 454).

DUCLERC, *Ministre des Affaires étrangères.* Inamovible. — M. Fallières, Ministre de l'Intérieur, donne lecture au Sénat, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, d'une communication du Gouvernement et dépose des documents diploma-

tiques [15 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 12). — M. le général Billot, Ministre de la Guerre, dépose, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, un décret de M. le Président de la République portant retrait des titres I et III du projet de loi relatif à l'organisation de divers services en Tunisie. Dépose également, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie [25 janvier] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 34). — Demande un congé [22 février] (A., t. I, p. 207; J.O., p. 187). — Demande un congé [26 février] (J.O., p. 194). — Demande un congé [25 avril] (A., t. II, p. 8; J.O., p. 375). — Demande un congé [7 juin] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 663). — Obtient un congé jusqu'à la fin de la session [24 juin] (A., t. II, p. 708; J.O., p. 1026).

DUEL. — Sa répression. V. loi 35.

DUFAY. Loir-et-Cher. — Membre de Commissions (F. 19, 22, 30, 46; J.O., p. 834, 982, 1332, 2557).

DUFRESNE. Manche. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une convention relative aux services de surveillance et des douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du Midi de la France (J.O., p. 452; F. 8). — Président de la 4e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 2094; F. 38). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux services maritimes postaux entre la France et l'Amérique [23 juin] (A., t. II, p. 424; J.O., c.r., p. 745). — Membre de Commissions (F. 6, 33, 36, 56; J.O., p. 324, 1398, 1998, 2940).

DUMESNIL. Loiret. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 105 du Code forestier, relatif au partage des bois d'affouage (J.O., p. 596; F. 13). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique (J.O., p. 2261; F. 41). — Président de la 6e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3161; F. 61). — Président de la 7e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3805; F. 75). — Membre de Commissions (F. 12, 40; J.O., p. 582, 2197).

DUPOUY. Gironde. — Membre de Commissions (F. 25, 30, 41, 68; J.O., p. 1150, 1332, 2261, 3559).

DUPRÉ. Hautes-Pyrénées. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux minérales naturelles [22 janvier] (A., t. I, p. 24; J.O., c.r., p. 21). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant revision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (J.O., p. 1053; F. 23). — Demande un congé [30 juin] (A., t.I, p. 465; J.O., p. 783). — Obtient un congé [3 juillet] (J.O. p. 812).

DUPUY-DE-LOME. Inamovible. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'une forme de radoub au port de Brest [15 janvier] (A., t. I, p. 13; an., p. 3; J.O., c.r., p. 13; I. 5). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi concernant l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest [25 janvier] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 28). — Président de la deuxième Commission des pétitions (J.O., p. 1150; F. 25). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux services maritimes postaux entre la France et l'Amérique [23 juin] (A., t. II, p. 419; J.O., c.r., p. 741). — Membre d'une Commission (F. 19; J.O., p. 834).

DURAND, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.* — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances, un projet loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire, et ouverture sur celui de 1883 du même crédit [23 juin] (A., t. II, p. 418; an., p. 233; J.O., c.r., p. 740; I. 262). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [1er août] (A., t. II, p. 921; J.O., c.r., p. 1195; an., p. 388; I. 474.)

DUVAUX, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.* — M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique, dépose, au nom de MM. les Ministres des Finances, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (2e section), sur le Budget ordinaire de 1882,

d'un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux [25 janvier] (A., t. I, p. 34; an., p. 13; J.O., c.r., p. 30; I. 15). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'enseignement secondaire libre [30 janvier] (A., t. I, p. 74; an., p. 26; J.O., c.r., p. 63; I. 28). — M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour l'agrandissement de l'École normale supérieure [15 février] (A., t. I, p. 166; an., p. 52; J.O., c.r. p. 147; I. 43).

EAUX MINÉRALES. — Modifications à apporter dans la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles. V. loi 8.

ÉCOLES POLYTECHNIQUE, SAINT-CYR ET NAVALE DE BREST. — Modification de l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative à ces écoles. V. loi 58.

ÉLECTIONS des juges consulaires. V. loi 103.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES. — Allègre (Martinique). — De Verninac (Lot). — Lalanne (Inamovible). — Michaux (Martinique). — Chalamel (Ardèche). — Béral (Lot). — Berlet (Meurthe-et-Moselle). — Tirard (Inamovible). — Naquet (Vaucluse).

EMPRUNTS. — Angoulême (Charente). — Gironde. — Lozère. — Loire. — Ariège. — Périgueux (Dordogne). — Lille (Nord). — Seine-et-Oise. — Cotes-du-Nord. — Eure-et-Loir. — Roanne (Loire). — Manche. — Dordogne. — Allier. — Foix (Ariège). — Brest (Finistère). — Macon (Saône-et-Loire). — Montpellier (Hérault). — Grenoble (Isère). — Vosges. — Charleville (Ardennes). — Tourcoing (Nord). — Menton (Alpes-Maritimes). — La Rochelle (Charente). — Bourges (Cher). — Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). — Aix (Bouches-du-Rhône). — Creuse. — Bourges (Cher). — Alpes-Maritimes. — Lille (Nord). — Marne. — Cherbourg (Manche). — Cherbourg (Manche). — Marseille (Bouches-du-Rhône). — Basses-Pyrénées. — Lot-et-Garonne. — Melun (Seine-et-Marne). — Lisieux (Calvados). — Meurthe-et-Moselle. — Périgueux (Dordogne). — Grenoble (Isère). — Aveyron. — Alpes-Maritimes. — le Puy (Puy-de-Dôme). — Haute-Marne. —

BOULOGNE-SUR-MER (Pas-de-Calais). — BOULOGNE-SUR-MER (Pas-de-Calais). — SEDAN (Ardennes). — HYÈRES (Var). — ALAIS (Gard). — SEINE-ET-MARNE. — AMIENS (Somme).

ENFANTS abandonnés, délaissés ou maltraités. V. loi 106. — Abandonnés : Proposition présentée par M. Bérenger. V. loi 144.

ENSEIGNEMENT. — Projet de loi relatif à l'enseignement secondaire libre. V. loi 34.

ENTERREMENTS civils et religieux. V. loi 97.

EPERNAY (ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter 444.800 fr et à s'imposer extraordinairement. V. loi 152.

ESCARGUEL. Pyrénées-Orientales. — Fait une rectification au procès-verbal [17 février] (A., t. I, p. 195; J.O., p. 175).

ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (général comte). Loire-Inférieure. — Membre de Commissions (F. 19, 36, 74; J.O., p. 834, 1998, 3774).

ÉTALONS. — Projet de loi relatif à leur surveillance. V. loi 5.

EURE-ET-LOIR. — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 52.

EXPOSITION D'AMSTERDAM. — Ouverture d'un crédit de 50.000 fr. au Ministère du Commerce pour l'envoi d'ouvriers à cette exposition. V. loi 214.

EXCUSES. — MM. Demiautte, — Labiche, — Lenoël, — comte de Saint-Vallier, — Le Guen, — Bardoux, — général Arnaudeau, — Clément, — Scheurer-Kestner.

EYMARD-DUVERNAY. Isère. — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3105).

FALLIÈRES, *Ministre de l'Intérieur.* — Donne lecture au Sénat d'une communication du Gouvernement et dépose des documents diplomat-

ques, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères [15 janvier] (A., t. I, p. 12; an., p. 4; J.O., c.r., p. 12; I. 6). — Demande la remise de la discussion de la proposition de loi sur le droit d'association. Dépose un projet de loi, tendant à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins de grande communication et d'intérêt commun [22 janvier] (A., t. I, p. 27; an., p. 6; J.O., c.r., p. 24; I. 8). — M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Angoulême (Charente) à emprunter 270.000 francs [25 janvier] (A., t. I, p. 32; an., p. 10; J.O., c.r., p. 27; I. 11). — M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de la Gironde à contracter un emprunt pour la création d'écoles normales d'institutrices; le 2e, à autoriser le département de la Lozère à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles normales [26 janvier] (A., t. I, p. 59; an., p. 24; J.O., c.r., p. 46; I. 20, 21). — M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dépose : 1° au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France; 2° au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à augmenter les fonds d'avances et de subvention mis à la disposition de la Caisse des chemins vicinaux [3 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 92). — Dépôt, par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes, de quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à la suppression de la commune de Bricot-la-Ville (Marne) et à l'annexion de son territoire aux communes de la Forestière et de Châtillon-sur-Morin (même département); le 2e, à autoriser la ville de Périgueux (Dordogne) à emprunter une somme de 3.000.000 de francs et à s'imposer extraordinairement; le 3e, à autoriser le département de la Sarthe à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires; le 4e, à autoriser le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux et des routes départementales [12 février] (A., t. I, p. 137; an., p. 51; J.O., c.r., p. 121; I. 38, 39, 40, 41). — Dépôt, par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de huit projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de

Seine-et-Oise à contracter un emprunt pour l'installation d'une école normale d'institutrices; le 2e, à autoriser le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'instituteurs et d'une école normale d'institutrices; le 3e, à autoriser le département d'Eure-et-Loir à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 4e, à autoriser la ville de Roanne (Loire) à emprunter 188.000 francs; le 5e, à autoriser le département de la Manche à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs et pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée de Cherbourg; le 6e, à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles pour l'achèvement de l'école normale d'institutrices de Périgueux; le 7e, à autoriser le département de la Nièvre à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une caserne de gendarmerie à Nevers; le 8e, à autoriser le département de l'Allier à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour des travaux de bâtiment. Renvoi des huit projets de lois à la Commission d'intérêt local [16 février] (A., t. I, p. 181; J.O., c.r., p. 161; an., p. 58; I. 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58).

FARRE (général). Inamovible. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte [13 mars] (A., t. I, p. 327; an., p. 80; J.O., c.r., p. 293; I. 102). — Dépôt, par M. Béral, au nom de M. le général Farre, du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active en vue de la formation d'une artillerie de forteresse [7 juillet] (A., t. II, p. 530; an., p. 261; J.O., c.r., p. 841; I. 313). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [10 juillet] (A., t. II, p. 558; J.O., c.r., p. 868). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'artillerie de forteresse [12 juillet] (A., t. II, p. 571; J.O., c.r., p. 882). — Demande la mise en tête de l'ordre du jour de la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation de l'artillerie de l'armée active en vue de la formation d'une artillerie de forteresse [17 juillet] (A., t. II, p. 592 J.O., c.r. p. 965). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du même projet de loi [18 juillet] (A., t. II, p. 607; J. O., c. r., p. 914). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et

la Compagnie de l'Est-Algérien [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 333; J.O., c.r., p. 985; I. 397). — Membre de Commissions (F. 6, 62, 74; J.O., p. 324, 3212, 3774).

FAYE. Lot-et-Garonne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [26 janvier] (A., t. I, p. 56; J.O., c.r., p. 47) [27 janvier] (A., t. I, p. 67; J.O., c.r., p. 56). — Fait une rectification au procès-verbal [3 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 213). — Est entendu dans la discussion du projet de loi adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, portant organisation de la juridiction en Tunisie [17 mars] (A., t. I, p. 385; J.O., c.r., p. 346). — Fait une rectification au procès-verbal [26 juin] (A., t. II, p. 433; J.O., c.r., p. 753). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [10 juillet] (A., t. II, p. 548; J.O., c.r., p. 859). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [24 juillet] (A., t. II, p. 729; J.O., c.r., p. 1024). — Membre de Commissions (F. 6, 22, 60; J.O., p. 324, 982, 3105).

FAYOLLE. Creuse. — Obtient un congé [7 juillet] (A., t. II, p. 521; J.O., p. 850). — Obtient un congé [25 juillet] (A., t. II, p. 735; J.O., p. 1047).

FERAY. Seine-et-Oise. — Demande un congé [11 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., p. 5). — Demande un congé [1er mai] (A., t. II, p. 50; J.O., p. 415 [26 juin] (A., t. II, p. 434; J.O., p. 762).

FERROUILLAT. Var. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'enseignement secondaire libre (J.O., p. 1108; F. 24). — Rapporteur de la même Commission (J.O., p. 3161; F. 61). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 982).

FERRY (Jules), *Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.* — Donne lecture au Sénat d'une déclaration du Gouvernement. Demande l'ajournement de la discussion de la proposition de loi sur le droit d'association [22 février] (A., t. I, p. 207; an., p. 60; J.O., c.r., p. 188; I. 60). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation ayant pour objet l'interprétation et l'application de la loi du 19 mai 1834, concernant l'état des officiers [1er mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 209). — Parle dans la discussion du projet de loi

relatif à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [13 mars] (A., t. I, p. 336; J.O., c.r., p. 301) [15 mars] (A., t. I, p. 339; J.O., c.r., p. 305). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [16 mars] (A., t. I, p. 367; J.O., c.r., p. 331). — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Président du Conseil, de M. le Ministre de la Guerre et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve de M. le général Chanzy, commandant le 6e corps [26 avril] (A., t. II, p. 15; J.O., c.r., p. 395). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un traité passé entre le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et M. Janssen, armurier à Liège [21 mai] (A., t. II, p. 167; an., p. 185; J.O., c.r., p. 517; I. 195). — Répond à l'interpellation de M. le duc de Broglie, sur les moyens dont le Gouvernement compte user pour assurer dans les livres destinés aux écoles primaires publiques le respect qui est dû aux croyances et aux sentiments des familles [31 mai] (A., t. II, p. 261; J.O., c.r., p. 599). — Dépose, au nom de MM. les Ministres de la Guerre et des Finances, deux projets de lois portant ouverture de crédits [2 juin] (A., t. II, p. 276; an., p. 192; J.O., c.r., p. 613; I. 209, 210). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention signée, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art [19 juin] (A., t. II, p. 380; an., p. 212; J.O., c.r., p. 707; I. 239). — M. Durand, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Président du Conseil, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation sur l'exercice 1882 et ouverture sur l'exercice 1883, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit de 2.100.000 francs (1re section, Service de l'Instruction publique) [23 juin] (A., t. II, p. 418; J.O., c.r., p. 740). — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention conclue, le 2 mars 1882, entre la France et le Chili pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie [28 juin] (A., t. II, p. 453; J.O., c.r., p. 770). — Dépose, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi portant ouver-

ture d'un crédit pour la construction du chemin de fer du Haut-Sénégal et des forts [5 juillet] (A., t, II, p. 504; an.. p. 253; J.O., c.r., p. 817; I. 298). — Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'augmentation de la récompense nationale accordée par la loi du 18 juillet 1874 à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française [17 juillet] (A., t. II, p. 581; J.O., c.r., p. 890). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire et demande la déclaration de l'urgence [20 juillet] (A. t. II, p. 655; J.O., c.r., p. 958). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883 [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 332; J.O., c.r., p. 969; I. 390). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances, d'un projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882 [24 juillet] (A., t. II, p. 723; J.O., c.r., p. 1019). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un emprunt que demande à faire le département des Alpes-Maritimes pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires. Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant 1° ouverture au Budget du Ministère de l'Instruction publique, exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97; 2° annulation sur le même Budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 francs [26 juillet] (A., t. II, p. 761; an., p. 358; J.O., c.r.,,p. 1050; I. 429), — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 800; J.O., c.r., p. 1086). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 10.000 francs applicable aux frais généraux de l'instruction secondaire. Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [28 juillet] (A., t. II, p. 812, 835; J.O., c.r., p. 1116; an., p. 363; I. 446). — Donne lecture au Sénat du décret de M. le Président de la République déclarant la session ordinaire de 1883 close [2 août] (A., t. II, p. 931; J.O., c.r., p. 1205).

FINISTÈRE. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux et de routes départementales. V. loi 45.

FLERS (comte de). Orne. — Son décès. M. le Président fait son éloge funèbre [26 juin] (A., t. II, p. 434; J.O., c.r., p. 753). — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 1998).

FOIX (Ariège). — Demande l'autorisation de contracter un emprunt de 850.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 65.

FONDS DE SUBVENTION ET D'AVANCES mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. V. loi 36.

FOUBERT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 62; J.O., p. 3212).

FOUCHER DE CAREIL. Seine-et-Marne. — Demande un congé [30 janvier] (A., t. I, p. 73; J.O., p. 63). — Fait une rectification au procès-verbal [17 mai] (A., t. II, p. 125; J.O., c.r., p. 481). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [2 juin] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 623). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la surveillance des étalons [14 juin] (A., t. II, p. 371; J.O., c.r., p. 699). — Demande un congé [16 juin] J.O., p. 705). — Dépôt par M. Huguet, au nom de M. Foucher de Careil, du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école [1er août] (A., t. II, p. 921; J.O., c.r., p. 1195; an., p. 385; I. 470). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 36; J.O., p. 324, 834, 1998).

FOURICHON (amiral). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales (J.O., p. 1366; F. 31). — Dépose une proposition de loi relative aux enfants mineurs dont la mère, veuve d'un mari étranger, recouvre la qualité de Française. Sur sa demande, l'urgence est déclarée [19 mai] (A., t. II,

p. 145; an., p. 184; J.O., c.r., p. 497; I. 191). — Membre de Commissions (F. 30, 40; J.O., p. 1332, 2197).

FOURNIER. Indre-et-Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit pour le service du Tonkin [24 mai] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 545). — Membre d'une Commission (F. 30; J.O., p. 1332).

FOURNIER (Casimir). Nord. — Dépose le rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 220.000 francs pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie. En donne lecture. Parle sur le même projet [19 mars] (A., t. I, p. 396; an., p. 107; J.O., c.r., p. 357, 358; I. 140). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'annulation de crédits afférents au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos [21 avril] (A., t. II, p. 3; an., p. 113; J.O., c.r., p. 371; I. 145). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 370.000 francs pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de S. M. l'Empereur de Russie. Dépose sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 300.000 francs sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882 du Ministère du Commerce, chapitre 6, encouragement des pêches maritimes [1er mai] (A., t. II, p. 57, 58; an., p. 147; J.O., c.r., p. 422; I. 163, 165).— Dépose l'avis de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 243; J.O., c.r., p. 754; I. 273). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'établissement d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal [28 juin] (A., t. II, p. 449; an., p. 248; J.O., c.r., p. 766; I. 283). — Dépose deux rapports faits au nom de la Commission des finances : le 1er, sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de

crédits afférents au Budget ordinaire et au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; le 2°, sur un projet de loi également adopté par la Chambre des Députés concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents au Budget ordinaire et au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits extraordinaires et supplémentaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux Budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général [12 juillet] (A., t. II, p. 566; an., p. 280, 284; J. O., c.r., p. 877; I. 341, 342). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits ordinaires et extraordinaires sur le budget du Ministère de la Justice [17 juillet] A., t. II, p. 585; J.O., c.r., p. 894). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 10.853.700 francs sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 [1er août] (A., t. II, p. 905; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1181; I. 469). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Budget du Ministère de l'Intérieur (Chapitre 3, Exercice 1883), un crédit supplémentaire de 100.000 francs pour les traitements des fonctionnaires administratifs des départements [2 août] (A., t. II, p. 931; an., p. 388; J.O., c.r., p. 1204; I. 476). — Membre de Commissions (F. 6, 22, 42, 60; J.O., p. 324, 982, 2318, 3105).

FOURNIER (Henry). Cher. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition des lycées, collèges et écoles primaires [15 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 318). — Parle dans la discussion du même projet de loi. Présente un paragraphe additionnel. Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à augmenter les fonds d'avances et de subventions mis à la disposition de la Caisse des chemins vicinaux [16 mars] (A., t. I, p. 363; J.O., c.r., p. 327, 335). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la

réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement [24 juin] (A. t. II, p. 716; J.O., c.r., p. 1013).

FOURTOU (de). Dordogne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [13 mars] (A., t. I, p. 331; J.O., c.r., p. 297). — Présente un amendement [15 mars] (A., t. I, p. 355; J.O., c.r., p. 319. — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3105).

FRÉBAULT (général). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation de la Convention signée, le 6 mai 1882, à la Haye, pour réglementer la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales (J.O., p. 397; F. 7). — Président de la 2e Commission d'intérêt local (J.O., p. 874; F. 20). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre au bois pyroxylé (J.O., p. 3805; F. 75). — Membre de Commissions (F.6, 19, 30, 36, 40, 45, 62, 74; J.O., p. 324, 834, 1332, 1998, 2197, 2526, 3212, 3773).

FRESNEAU. Morbihan. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [15 mars] (A., t. I, p. 346; J.O., c.r., p. 311). — Parle dans la discussion, pour la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur l'organisation judiciaire [17 juillet] (A., t. II, p. 585; J.O., c.r., p. 894). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un emprunt que demande à faire le département des Alpes-Maritimes pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires [26 juillet] (A., t. II, p. 760; J.O., c.r., p. 1050). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 juillet] (A., t. II, p. 807; J.O., c.r., p. 1093). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [31 juillet] (A., t. II, p. 889; J.O., c.r., p. 1168).

FREYCINET (de). Seine. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris (J.O., p. 1439; F. 34). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris [5 mai] (A., t. II, p. 66;

an., p. 148; J.O., c.r., p. 429; I. 166). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active, en vue de la formation d'une artillerie de forteresse (J.O., p. 3244; F. 63). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la formation de l'artillerie de forteresse [18 juillet] (A., t. II, p. 613; J.O., c.r., p. 920). — Membre de Commissions (F. 33, 40, 45, 62; J.O., p. 1898, 2197, 2526, 3212).

FRÉZOUL. Ariège. — Secrétaire provisoire du bureau du Sénat [9 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Son rapport sur l'élection sénatoriale du Lot [17 février] (A., t. I, p. 195, J.O., c.r., p. 175). — Dépose le rapport fait au nom de la deuxième Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à contracter un emprunt pour l'installation d'une école normale d'institutrices [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 67; J.O., c.r., p. 209; I. 78). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et des chemins ordinaires [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 79; J.O., c.r., p. 288; I. 99). — Son rapport sur l'élection sénatoriale de l'Ardèche [5 mai] (A., t. II, p. 65; J.O., c.r., p. 429). — Membre de Commissions (F. 19, 22, 36; J.O., p. 834, 982, 1998).

FUNÉRAILLES. — Du général Chanzy. V. loi 84. — De M. Gambetta. V. loi 94. — Enterrements civils et religieux. V. loi 97.

GAILLY. Ardennes. — Présente, de concert avec M. Bardoux, un contre-projet au projet de loi sur l'élection des juges consulaires [28 juin] (A., t. II, p. 449; J.O., c.r., p. 770). — Dépose une pétition des instituteurs et institutrices du canton du Chesne (Ardennes) [21 juillet] (J.O., p. 982). — Membre de Commissions (F. 6, 12; J.O., p. 324, 582).

GALLONI D'ISTRIA. Corse. — Membre de Commissions (F. 30, 36; J.O., p. 1332, 1998).

GARRISSON. Tarn-et-Garonne. — Fait une rectification au procès-verbal [17 mars] (A., t. I, p. 381; J.O., c.r., p. 343). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Bourges (Cher) à emprunter

120.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 2e, à autoriser la ville de Bourges (Cher) à emprunter 100.000 francs et à s'imposer extraordinairement [5 juin] (A., t. II, p. 295 ; an., p. 193 ; J.O., c.r., p. 631 ; I. 213, 214). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Bourges à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [12 juin] (A., t. II, p. 344 ; J.O., c.r., p. 675). — Fait une rectification au procès-verbal [26 juin] (A., t. II, p. 433 ; J.O., c.r., p. 753). — Membre de Commissions (F. 12, 36, 41 ; J.O., p. 582, 1998, 2261).

GAUDINEAU. Vendée. — Dépose quinze pétitions de 867 propriétaires habitant les communes de Saint-Michel, Grucs, Saint-Denis et Triaize (Vendée) [14 juin] (J.O., p. 700).

GAULTHIER DE RUMILLY. Inamovible. — Président d'âge. Aux termes de l'article 1er de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, déclare la session ordinaire de 1883 ouverte. Invite les six plus jeunes sénateurs présents à prendre place au bureau pour remplir les fonctions de secrétaires. Son allocution en prenant place au fauteuil. Prononce l'éloge funèbre de M. le général Chanzy [9 janvier] (A., t. I, p. 1 ; J.O., c.r., p. 1 ; an., p. 1 ; I. 1). — Préside la séance [11 janvier] (A., t. I, p. 5 ; J.O., c.r., p. 5). — Communique une lettre de Mgr l'Archevêque de Paris, relative aux prières publiques. Prononce l'éloge funèbre de M. le comte Rampont, vice-président du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 9 ; J.O., c.r., p. 9). — Préside la séance. Proclame le bureau du Sénat élu pour la session de 1883 [15 janvier] (A., t. I, p. 11 ; J.O., c.r., p. 11).

GAVARDIE (de). Landes. — Est entendu sur le règlement de l'ordre [15 janvier] (A., t. I, p. 15 ; J.O., c.r., p. 14). — Demande l'ajournement de la discussion sur le régime des eaux minérales naturelles. Est entendu dans la discussion sur la proposition de loi relative au droit d'association et sur le régime des eaux [22 janvier] (A., t. I, p. 25, 29 ; J.O., c.r., p. 23). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux. Présente un amendement [25 janvier] (A., t. I, p. 35 ; J.O., c.r., p. 30). — Parle sur le même projet de loi [26 janvier] (A., t. I, p. 56 ; J.O., c.r., p. 47) [27 janvier] (A., t. I, p. 70 ; J.O., c.r., p. 59). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 89 ; J.O., c.r., p. 77). — Demande le renvoi de la proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de

séjour aux membres des jurys, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, à la Commission des finances [3 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 92). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [8 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 97). — Présente un amendement sur le même projet de loi [15 février] (A., t. I, p. 171; J.O., c.r., p. 145). — Présente un amendement [16 février] (A., t. I, p. 181; J.O., c.r., p. 161). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant organisation de la juridiction en Tunisie [3 mars] (A., t. I, p. 236; J.O., c.r., p. 213). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le droit d'association. Présente un amendement [8 mars] (A., t. I, p. 296; J.O., c.r., p. 266). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le phylloxera en Algérie. Parle dans la discussion du projet de loi tendant à la répression du duel [10 mars] (A., t. I, p. 311; J.O., c.r., p. 278, 280). — Fait une rectification au procès-verbal [13 mars] (A., t. I, p. 319; J.O., c.r., p. 287, p. 293). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation du fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. Présente un article additionnel [16 mars] (A., t. I, p. 370; J.O., c.r., p. 333). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, portant organisation de la juridiction en Tunisie. Demande le renvoi à la Commission des finances [17 mars] (A., t. I, p. 383; J.O., c.r., p. 344). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie [19 mars] (A., t. I, p. 397; J.O., c.r., p. 358). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [21 avril] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 371). — Développe la demande d'interpellation, déposée le 29 décembre 1882, sur la présence dans le corps judiciaire de magistrats condamnés pour délits de nature infamante [28 avril] (A., t. II, p. 37; J.O., c.r., p. 402). — Fait une rectification au procès-verbal [1er mai] (A., t. II, p. 49; J.O., c.r., p. 415). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les hypothèques maritimes. Parle dans la discussion de son projet de résolution tendant à faire nommer une Commission d'enquête de dix-huit membres chargée de recueillir des renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes [8 mai] (A., t. II, p. 90, 97; J.O., c.r., p. 448 et 456). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet les enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. Parle dans la discussion de la proposition de loi sur les enterrements civils ou religieux [10 mai] (A., t. II, p. 109; J.O., c.r., p. 466, 468). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville

de Chartres à contracter un emprunt. Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux pour la réfection des digues de la basse Seine. Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet les enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. Présente deux amendements [17 mai] (A., t. II, p. 126; J.O., c.r., p. 482). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à accorder la réversibilité au profit de Mlle de Sabry de la pension allouée à sa mère, sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson. Présente un amendement. Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet les enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. Présente un amendement [19 mai] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 498). — Présente deux amendements [21 mai] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 522). — Présente cinq amendements [22 mai] (A., t. II, p. 182; J.O., c.r., p. 530). — Présente un amendement [26 mai] (A., t. II, p. 226; J.O., c.r., p. 568). — Présente deux paragraphes additionnels et deux amendements [2 juin] (A., t. II, p. 282; J.O., c.r., p. 619). — Est entendu dans la discussion de son projet de résolution tendant à faire nommer une Commission d'enquête de dix-huit membres chargée de recueillir tous les renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes [5 juin] (A., t. II, p. 298; J.O., c.r., p. 633). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [12 juin] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r., p. 676. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la liberté des funérailles [14 juin] (A., t. II, p. 369; J.O., c.r., p. 697). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] (A., t. II, p. 403; J.O., c.r., p. 728). — Est entendu dans la discussion de la question adressée au Gouvernement relativement à l'application de la loi sur l'élection des juges consulaires [3 juillet] (A., t. II, p. 491; J.O., c.r., p. 806). — Parle dans la discussion de la proposition de loi sur la protection de l'enfance délaissée, abandonnée ou maltraitée. Présente un article additionnel [5 juillet] (A., t. II, p. 513; J.O., c.r., p. 825) [7 juillet] (A., t. II, p. 523; J.O., c.r., p. 835). — Dépose une proposition tendant à modifier le Règlement du Sénat [16 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 275; J.O., c.r., p. 853; I. 323). — Est entendu dans la discussion pour la mise à l'ordre du jour de jeudi prochain du projet de loi sur l'organisation judiciaire [17 juillet] (A., t. II., p. 581; J.O., c.r., p. 891). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [18 juillet] (A., t. II, p. 616; J.O., c.r., p. 922). — Présente une question préjudicielle sur le projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Est entendu dans la

discussion de ce projet de loi [21 juillet] (A., t. II, p. 667; J.O., c.r. p. 970) [24 juillet] (A., t. II, p. 724; J.O., c.r., p. 1019). — Présente deux amendements [25 juillet] (A., t. II, p. 735, 747; J.O., c.r., p. 1029). — Fait une rectification au procès-verbal. Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Demande le renvoi du tableau B à la Commission [26 juillet] (A., t. II, p. 759, 779; J.O., c.r., p. 1065). — Dépose une proposition relative à la modification de l'article 95 du Règlement du Sénat. Demande l'urgence. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 362; J.O., c.r., p. 1080; I. 441). — Présente une proposition préjudicielle. Est entendu dans la discussion [28 juillet] (A., t. II, p. 813; J.O., c.r., p. 1097). — Présente un amendement [30 juillet] (A., t. II, p. 850; J.O., c.r., p. 1131). — Fait une rectification au procès-verbal. Présente deux amendements et un article additionnel [31 juillet] (A., t. II, p. 881, 887; J.O., c.r., p. 1160). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 982).

GAY. Directeur du mouvement général des fonds au Ministère des Finances, est désigné pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi relatif à la conversion des rentes 5 0/0 [25 avril] (J.O., c.r., p. 376).

GAYOT (Émile). Aube. — Élu secrétaire du bureau du Sénat [11 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Demande, dans le règlement de l'ordre du jour, la réunion dans les bureaux pour la nomination des membres de la Commission des finances [27 janvier] (A., t. I, p. 72; J. O., c.r., p. 61). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 105 du Code forestier, relatif au partage des bois d'affouage (J.O., p. 596; F. 13). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris (J.O., p. 1439; F. 34). — Secrétaire de la 4e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 2093; F. 38). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet la modification de l'article 161 du Code pénal (J.O., p. 2348; F. 43). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [17 mai] (A., t. II, p. 136; J.O., c.r., p. 490). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplé-

mentaire pour le service du Tonkin (J.O., p. 2557; F. 46). — Présente un amendement au cours de la discussion du projet de loi sur l'élection des juges consulaires [7 juin] (A., t. II, p. 325; J.-O., cr., p. 657). — Fait une rectification au procès-verbal [31 juillet] (A., t. II, p. 879; J.O., c.r., p. 1159). — Membre de Commissions (F. 12, 30, 33, 36, 42, 45, 79; J.O., p. 582, 1332, 1398, 1998, 2318, 2526, 3895).

GAZAGNE. Gard. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [16 février] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 167). — Rapporteur de la 4e Commission d'intérêt local (J.O., p. 2093; F. 38). — Dépose le rapport fait au nom de la 4e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cahors (Lot) à emprunter une somme de 1 million de francs [24 mai] (A., t. II, p. 197; an., p. 187; J.O., c.r., p. 543; I. 198). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [2 juin] (A., t. II, p. 289; J.O., c.r., p. 625) [12 juin] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r., p. 676). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 36, 53, 60, 62, 70; J.O., p. 324, 1332, 1998, 2812, 3105, 3212, 3694).

GENT. Vaucluse. — Demande un congé [10 mai] (J.O., p. 478). — Obtient un congé [10 juillet] (J.O., p. 868).

GEORGE Vosges. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'enseignement secondaire (J.O., p. 1108; F. 24). — Membre de Commissions (F. 6, 22, 74; J.O., p. 324, 982, 3773).

GILBERT-BOUCHER. Seine-et-Oise. — Dépose une pétition de la Société de tir de Versailles (Seine-et-Oise) [2 février] (J. O., p. 88). — Membre de Commissions (F. 6, 22, 36; J.O., p. 324, 982, 1998).

GIRONDE (département de la). — Demande à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices. V. loi 27.

GOGUET. Deux-Sèvres. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Griffe ayant pour objet de prohiber la saisie des immeubles déjà compris dans une saisie transcrite et de modifier les articles 674, 695, 722 et 723 du Code de procédure civile (J.O., p. 1366; F. 31). — Secrétaire de la Commission chargée de

l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les droits fiscaux à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux non bâtis (J.O., p. 3161; F. 61). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 36, 60; J.O., p. 324, 1332, 1998, 3105).

GOUIN. Inamovible. — Dépose trois rapports faits au nom de la Commission des finances chargée d'examiner trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883; le 2e, tendant à reporter de l'exercice 1881 à 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires (Ministère des Postes et des Télégraphes. Dépenses extraordinaires de la télégraphie), crédit de 790.168 fr. 15, et 3e de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du Budget un crédit de 2.800.000 francs; ces deux sommes représentant un crédit de 3.590.168 fr. 15 non employé sur l'exercice 1881 [16 mars] (A., t. I, p. 368; an., p. 94; J.O., c.r., p. 331; I. 115, 116). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, d'un crédit de 211.244 fr. 23 et annulation d'une somme de 212.326 fr. 77 sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1881 [17 mars] (A., t. I, p. 381; an., p. 95; J.O., c.r., p. 343; I. 119). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un traité passé entre le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. Janssen, armorier à Liège. En donne lecture et demande l'urgence [2 juin] (A., t. II, p. 280; an., p. 193; J.O., c.r., p. 617; I. 212). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 625.000 francs au Ministre des Finances, sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883, pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais [3 juillet] (A., t. II, p. 482, an., p. 252; J.O., c.r., p. 798; I. 295). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J.O., c.r., p. 1073; I. 438). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 982).

GOUTAY. Puy-de-Dôme. — Présente un amendement, de concert avec plusieurs de ses collègues, dans la discussion du projet de loi sur la

réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 792; J.O., c.r., p. 1079). — Membre de Commissions (F. 39, 42, 66; J.O., p. 2141, 2318, 3461).

GRANDPERRET. Inamovible. — Demande la remise de la discussion ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux [30 janvier] (A., t. I, p. 74; J.O., c.r., p. 63). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [1er février] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 69). — Secrétaire de la 6e Commission des pétitions (J.O., p. 3160; F. 61). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement [21 juillet] (A., t. II, p. 670; J.O., c.r., p. 973). — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3105).

GRENOBLE (ville de). — Demande à contracter un emprunt. V. loi 86. — Demande à contracter un emprunt de 2.000.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 215.

GRESLEY (général). Inamovible. — Obtient un congé [5 juillet] (J.O., p. 830). — Membre de Commissions (F. 36, 62; J.O., p. 1998, 3212).

GRÉVY (Albert). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen des projets de lois portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer (J.O., p. 397; F. 7). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire (J.O., p. 2940; F. 56). Membre de Commissions (F. 6, 19, 56; J.O., p. 324, 834, 2940).

GRÉVY (général). Jura. — Membre de Commissions (F. 6, 30, 36, 62; J.O., p. 324, 1332, 1998, 3212).

GRIFFE. Hérault. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 33) [27 janvier] (A., t. I, p. 63; J.O., c.r., p. 53). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Herold, tendant à la répression du duel [1er février] (A., t. I, p. 77; an., p. 28; J.O., c.r., p. 67; I. 30). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [15 février] (A., t. I, p. 175; J.O., c.r., p. 155). — Parle comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à la répression du duel [26 février] (A., t. I, p. 217;

J.O., c.r., p. 194) [10 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 280). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection des enfants maltraités, abandonnés ou délaissés [22 mai] (A., t. II, p. 195; J.O., c.r., p. 541). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative aux enterrements civils et religieux [12 juin] (A., t. II, p. 351; J.O., c.r., p. 682) [14 juin] (A., t. II, p. 359; J.O., c.r., p. 692). — Adresse à M. le Président du Sénat une lettre portant retrait d'une proposition de loi relative aux saisies immobilières [28 juin] (A., t. II, p. 445; J.O., c.r., p. 763). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [10 juillet] (A., t. II, p. 551; J.O., c.r., p. 862). — Présente, de concert avec MM. Demôle, Barne et Salneuve, un amendement au cours de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [25 juillet] (A., t. II, p. 747; J.O., c.r., p. 1038). — Membre d'une Commission (F. 30; J.O., p. 1332).

GUIFFREY. Hautes-Alpes. — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 982).

GUILLEMAUT (général). Saône-et-Loire. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant accroissement des minima de pensions et des annuités pour années de service supplémentaire en faveur du personnel compris dans la 1re et la 2e section du tarif n° 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer (J.O., p. 3244; F. 63). — Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux modifications à apporter à la tenue de la cavalerie (J.O., p. 3805; F. 75). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les pensions de l'armée de mer [31 juillet] (A., t. II, p. 895; J.O., c.r., p. 1173). — Membre de Commissions (F. 12, 25, 36, 62, 74; J.O., p. 582, 1150, 1998, 3212, 3773).

GUINOT. Indre-et-Loire. — Dépose deux pétitions des Sociétés de secours mutuels de Saint-Denis, Hars et Nazelles (Indre-et-Loire).

GUYOT. Rhône. — Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne en deux circonscriptions électorales. En donne lecture. Est entendu dans la discussion de ce projet de loi [28 juin] (A., t. II, p. 446; an., p. 248; J.O., c.r., p. 763; I. 282). — Membre de Commissions (F. 6, 62, 70; J.O., p. 324, 3212, 3694).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [2 juin] (A., t. II, p. 276; an., p. 191; J.O., c.r., p. 613; I. 207). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour la construction de bâtiments départementaux [19 juin] (A., t. II, p. 395; an., p. 217; J.O., c.r., p. 720; I. 246). — Dépose le rapport sur le projet de loi tendant à distraire plusieurs villages de la commune de Monestron (Creuse) pour en former une municipalité distincte sous le nom de la Forêt-du-Temple [5 juillet] (A., t. II, p. 504; an., p. 254; J.O., c.r., p. 817; I. 304). — Membre de Commissions (F. 30, 46, 62, 70; J.O. p. 1332, 2557, 3212, 3694).

HALNA DU FRETAY (amiral). Finistère. — Fait une rectification au procès-verbal [5 juillet] (A., t. II, p. 503; J.O., c.r., p. 817). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 40, 45, 62; J.O., p. 324, 834, 2197, 2526, 3212).

HAVRE (ville du). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 5 millions. V. loi 264.

HÉBRARD (Adrien). Haute-Garonne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés délaissés ou maltraités [10 mai] (A., t. II, p. 107; J.O., c.r., p. 465) [17 mai] (A., t. II, p. 129; J.O., c.r., p. 487) [19 mai] (A., t. II, p. 151; J.O., c.r., p. 502) [21 mai] (A., t. II, p. 170; J.O., c.r., p. 519) [22 mai] (A., t. II, p. 193; J.O., c.r., p. 537) [26 mai] (A., t. II, p. 219; J.O., c.r., p. 562) [2 juin] (A., t. II, p. 290; J.O., c.r., p. 626). — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3105).

HÉBRARD (Jacques). Inde française. — Demande un congé [11 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., p. 5). — Demande une prolongation de congé [27 janvier] (A., t. I, p. 61; J.O., p. 51). — Membre d'une Commission (F. 62; J.O., p. 3212).

HÉRISSON, *Ministre des Travaux publics.* — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, deux projets de lois, adoptés pa

la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte ; le 2e, de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite, de Valmondois à Epiais-Rhus [25 janvier] (A., t. I, p. 34; an., p. 13; J.O., c.r., p. 30; L. 16, 17). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 300.000 fr., sur le budget ordinaire de l'exercice 1882 du Ministère du Commerce (chapitre 6, encouragements aux pêches maritimes) [28 avril] (A., t. II, p. 36; an., p. 145; J.O., c.r., p. 402; L. 158). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un arrangement signé à Paris, entre la France et l'Autriche-Hongrie, en vue de proroger la Convention de commerce du 7 novembre 1881 [10 mai] (A., t. II, p. 111 ; an., p. 167 ; J.O., c.r., p. 467; I. 181). — Dépose, au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, et au sien, un projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 1er juin 1853 sur les conseils de prud'hommes [7 juin] (A., t. II, p. 317; an., p. 198; J.O., c.r., p. 651; L. 216). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, six projets de lois d'intérêt local [9 juin] (A., t. II, p. 340; an., p. 201; J.O., c.r., p. 673; I. 220, 221, 222, 223, 224, 225). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie [21 juin] (A., t. II, p. 398; an., p. 218; J.O., c.r., p. 723; I. 247). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [3 juillet] (A., t. II, p. 488; J.O., c. r., p. 803). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° de modifier la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et le soumet à une vérification officielle ; 2° de reporter au 1er avril 1884 le délai pour la mise en vigueur de cette loi [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 274; J.O., c.r., p. 854; I. 322). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres du Commerce et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs, pour subvention éventuelle à l'Exposition internationale de Nice [19 juillet] (A., t. II, p 621; J.O., c.r., p. 927). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale d'Amsterdam. — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets

de lois d'intérêt local [25 juillet] (A., t. II, p. 756; an., p. 357; J.O., c.r., p. 1047; I. 426, 427, 428). — Dépose au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère du Commerce d'un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte. — Dépose, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, deux projets de lois relatifs à des concessions de lignes de chemin de fer [26 juillet] (A., t. II, p. 772; an., p. 359; J.O., c.r., p. 1060; I. 434, 435, 436). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre du Commerce et au sien, d'un projet de loi adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels [28 juillet] (A., t. II, p. 829; J.O., c.r., p. 1110).

HEURES DE TRAVAIL. — Projet de loi tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848, sur la durée des heures de travail. V. loi 20.

HONNORÉ. Meuse. — Secrétaire provisoire du bureau du Sénat [9 janvier] (A., t. I,, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Secrétaire du bureau du Sénat [11 janvier] (A., t, I, p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne en deux circonscriptions électorales (J.O., p. 3212; F. 62). — Membre de Commissions (F. 53, 62, 70; J.O., p. 2812, 3212, 3694).

HUGUET (A.). Pas-de-Calais. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation de la Convention signée à la Haye, le 6 mai 1882, pour réglementer la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales (J.O., p. 397; F. 7). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la Convention signée à La Haye, le 6 mai 1882, pour réglementer la police de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales [1er février] (A., t. I, p. 78; an. p. 40; J.O., c.r., p. 69; I. 31). — Secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales (J.O., p. 1366; F. 31). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet d'approuver une Convention portant cession par l'État au sieur Boinet cafetier à Abbeville (Somme)

de trois parcelles domaniales provenant du déclassement des fortifications de cette place, à charge par l'acquéreur de fournir au génie militaire un terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres (J.O., p. 2094; F. 38). — Dépose le rapport sur le projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales [7 juin] (A., t. II, p. 317; an., p. 194; J.O., c.r., p. 651; I. 215). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales [21 juin] (A., t. II, p. 399; J.O., c.r., p. 725). — Secrétaire de la 6e Commission d'intérêt local (J.O., p. 3160). — Secrétaire de la 6e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3161; F. 61).— Demande comme rapporteur l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif à la répression de infractions à la Convention internationale sur la police de la pêche dans la mer du Nord [23 juin] (A. t. II, p. 420; J.O., c.r., p. 740) [26 juin] (A., t. II, p. 435; J.O., c.r., p. 755). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, et tendant : le 1er, à autoriser le département du Pas-de-Calais à créer des ressources extraordinaires pour la construction de maisons d'arrêt et de correction et pour l'achèvement d'un asile d'aliénés; le 2e, à autoriser la ville de Melun (Seine-et-Marne) à emprunter 39.300 francs [10 juillet] (A.. t. II, p. 558; an., p. 279; J.O., c.r., p. 868; I. 337, 338). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 319; J.O., c.r., p. 890; I. 355). | Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour le rachat de la concession de deux ponts à péage [19 juillet] (A., t. II, p. 641; an., p. 328; J.O., c.r., p. 944; I. 381). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Boulogne sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 500.000 francs; le 3e, à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique [24 juillet] (A., t. II, p. 708; J.O., c.r., p. 1005; an., p. 346; I. 408, 409, 410). — Fait une rectification au procès-verbal [30 juillet] (A., t. II, p. 846; J.O., c.r., p. 1128). — Dépose un rapport fait au nom de la 7e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, tendant à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter 337.376 francs [31 juillet] (A., t. II, p. 895; an., p. 384; J.O., c.r., p. 1173; l. 465). — Donne lecture de deux rapports sur des emprunts : le premier fait par la ville d'Amiens; le deuxième par le département de Seine-et-Marne. Demande l'urgence de la discussion [2 août] (A., t. II, p. p. 929; J.O., c.r., p. 1203). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 36, 42, 60; J.O., p. 324, 1332, 1998, 2318, 3105).

HUMBERT. Inamovible. — Elu Vice-Président du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux. Présente un amendement [2 février] (A. t., I, p. 96) [26 février] (A., t., I, p. 215; J.O. c.r., p. 189, 192). — Préside la séance [26 avril] (A., t. II, p. 11; J.O., c.r., p. 379). — Préside la séance. Fait l'éloge funèbre de M. Elzear Pin [8 mai] (A., t. II, p. 83; J.O., c.r., p. 445). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Batbie sur la naturalisation (J.O., c.r., p. 2348; F. 43). — Préside la séance [16 juin] (A., t. II, p. 375; J.O., c.r., p. 703). — Donne communication au Sénat d'une lettre de M. le Ministre de la Marine et des Colonies portant demande de rectification du texte d'un projet de loi relatif à la pension de Mme de Sabrit. Proclame l'admission comme sénateurs de MM. Béral et Berlet [21 juin] (A., t. II, p. 397; J.O., c.r., p. 723). — Préside la séance [23 juin] (A., t. II, p. 417; J.O., c.r., p. 739). — Annonce le décès de M. le comte de Flers [26 juin] (A., t. II, p. 433; J. O., c. r., p. 753). — Préside la séance. Donne communication d'une proposition de M. de Gavardie, tendant à modifier le règlement du Sénat [10 juillet] (A., t. II, p. 541; J.O., c.r., p. 853. — Préside la séance. Annonce au Sénat le décès de M. Lucet [12 juillet] (A., t. II, p. 561; J.O., c.r., p. 873) [17 juillet] (A, t.. II, p. 580; J.O., c.r., p. 889). — Donne communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, relative à la transmission d'une proposition de loi [18 juillet] (A., t. II, p. 605; J.O., c.r., p. 913). — Préside la séance [19 juillet] (A., t. II, p. 621; J.O., c.r., p. 927) [20 juillet] (A., t. II, p. 643; J.O., c.r., p. 949) [21 juillet] (A., t. II, p. 661; J.O., c.r p. 965) [23 juillet] (A., t. II, p. 683; J.O., c.r., p. 985 [24 juillet] (A., t. II, p. 707; J.O., c.r., p. 1005) [25 juillet] (A., t. II, p. 735; J.O., c.r., p. 1029) — Donne communication d'une proposition de résolution de M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [26 juillet] (A., t. II, p. 760; J.O., c.r., p. 1053). — Annonce le décès de M. Daussel, sénateur du département de la Dordogne [27 juillet] (A., t. II, p. 785; J.O., c.r., p. 1073). — Pré-

side la séance [28 juillet] (A., t. II, p. 811; J. O., c.r., p. 1095) [30 juillet] (A., t. II, p. 845; J.O., c.r., p. 1127) [31 juillet] (A., t. II, p. 879; J.O., c. r., p. 1159). — Membre de Commissions (F. 12, 42; J.O., p. 582, 2318).

HYÈRES (ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter 48.500 francs. V. loi 243.

HYPOTHÈQUE MARITIME. — Projet de loi tendant à modifier la loi du 10 décembre 1874. V. loi 82.

INCIDENT relatif à une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat. V. POURSUITES.

INDEMNITÉ à allouer aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. V. loi 26.

INDRE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 206.

INDRE-ET-LOIRE. — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour compléter le gage d'un emprunt. V. loi 182.

INTERPELLATIONS. — M. le général Robert demande à interpeller M. le Ministre de la Guerre sur l'interprétation et l'application récente de la loi du 19 mai 1834, concernant l'état des officiers. M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, répond que le Gouvernement est prêt à discuter immédiatement l'interpellation. Sont entendus : MM. le général Robert, Thibaudin, Ministre de la Guerre, duc d'Audiffret-Pasquier, Labordère, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, de Carayon La Tour. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple [1er mars] (A., t. I, p. 220; J.O., c.r., p. 197). — M. de Gavardie développe l'interpellation dont la demande a été déposée le 29 décembre 1882, sur la présence dans le corps judiciaire de magistrats condamnés pour divers délits de nature infamante [28 avril] (A., t. II, p. 37; J.O., c.r., p. 402). — M. le duc de Broglie demande à interpeller M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, sur les moyens dont le Gouvernement compte user pour assurer, dans les livres destinés aux écoles primaires publiques,

le respect qui est dû aux croyances et aux sentiments des familles [26 mai] (A., t. II, p. 231; J.O., c.r., p. 573). — M. Bérenger demande à interpeller M. le Ministre de l'Intérieur sur la suppression des aumôniers dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine [26 juin] (A., t. II, p. 434; J.O., c.r., p. 754).

ISSARTIER. Gironde. — Dépose deux pétitions de marins et usiniers du canal du Drot, habitant le département de la Gironde [16 juin] (J.O., p. 705). — Membre d'une Commission (F. 46; J.O., p. 2557).

JACQUES. Oran. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation de la juridiction française en Tunisie [15 février] (A., t. I, p. 178; an., p. 52; J.O., c.r., p. 157; I. 45). — Dépose un avis de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 64; J.O., c.r., p. 197; I. 68). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du même projet de loi [3 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 213). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Algérie (J.O., p. 1179; F. 26). — Dépose, au nom de MM. Lelièvre, Henry Didier et au sien, une proposition de loi sur le régime législatif en Algérie [17 mai] (A., t. II, p. 143; an., p. 169; J.O., c.r., p. 495; I. 186). — Fait une rectification au procès-verbal [18 juillet] (A., t. II, p. 605; J.O., c.r., p. 913). — Présente un amendement dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 795; J.O., c.r., p. 1080). — Membre de Commissions (F. 22, 25, 40, 74; J.O., c.r., p. 982, 1150, 2197, 3773).

JAURÉGUIBERRY (amiral), *Ministre de la Marine.* Inamovible. — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'intérieur, un projet de loi d'intérêt local [25 janvier] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 27). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [12 février] (A., t. I, p. 140; J.O., c.r., p. 123). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de M. le général Deffis ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique, spéciale militaire et à l'École navale de Brest (J.O., p. 2093; F. 38). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin (J.O., p. 2557; F. 46). — Parle dans la discussion du projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Marine et des Colonies, d'un crédit pour le service du Tonkin [24 mai] (A., t. II, p. 204; J.O., c.r., p. 549). — Est entendu dans la discussion du règlement de l'ordre du jour [9 juin] (A., t. II., p. 341; J.O., c.r., p. 673). — Dépose, au nom de M. le général Deffis, un rapport supplémentaire fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. le général Deffis ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850 relative aux Écoles polytechnique, spéciale militaire et à l'École navale de Brest [12 juin] (A., t. II, p. 354; J.O., c.r., p. 685.) — Demande un congé [26 juin] (J.O., p. 762.) — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit extraordinaire pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal [1er août] (A., t. II., p. 919; J.O., c.r., p. 1193). — Membre de commissions (F. 36, 45, 66, J.O., p. 1998, 2526, 3461).]

JOBARD. Haute-Saône. — Membre de Commissions (F. 6, 19, 36, 46, 70; J.O., p. 324, 834, 1998, 2557, 3694).

JOHN LEMOINNE. Inamovible. — Membre de commissions (F. 33, 36, 60; J.O., p. 1398, 1998, 3105).

JOUIN. Ille-et-Vilaine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 90; J.O., c.r., p. 77). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative aux enterrements civils et religieux [10 mai] (A., t. II, p. 112; J.O., c.r., p. 474). — Président de la 5e Commission d'intérêt local (J.O., c.r., p. 2574; F. 47). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux enterrements civils et religieux [12 juin] (A., t. II, p. 347; J.O., c.r., p. 678). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [10 juillet] (A., t. II, p. 546; J.O., c.r., p. 858). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement [21 juillet] (A., t. II., p. 676; J.O., c.r., p. 978). — Présente un amendement et parle dans la discussion du même projet de loi [25 juillet] (A., t. II, p. 749; J.O., c.r., p. 1041). — Présente un amendement [27 juillet] (A., t. II, p. 803; J.O., c.r., p. 1088). — Présente un

amendement. Est entendu dans la discussion du même projet de loi [28 juillet] (A., t. II, p. 819; J.O., c.r., p. 1102). — Membre de Commissions (F. 15, 46; J.O., p. 645, 2557).

JUGES CONSULAIRES. — Leur élection. V. loi 103.

KEINER. Vosges. — Demande un congé [12 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., p. 9). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

KRANTZ. Inamovible. — Membre de Commissions (F. 33, 56; J.O., p. 1398; 2940).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — S'excuse de ne pouvoir assister aux prochaines séances du Sénat [1er février] (A., t. I, p. 77; J.O., p. 67). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce, en remplacement de M. Testelin, démissionnaire (J.O., p. 695; F. 16). — Est entendu dans la discussion relative à un rappel au règlement, après le vote du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [17 février] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 182). — Présente un amendement, de concert avec M. Marcel Barthe, et est entendu dans la discussion du projet de loi sur le droit d'association [8 mars] (A., t. I, p. 297; J.O., c.r., p. 267). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. Présente un amendement [16 mars] (A., t. I, p. 369; J.O., c.r. p. 332). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les enterrements civils ou religieux [19 avril] (A., t. II, p. 1; an., p. 110; J.O., c.r., p. 367; I. 143). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways (J.O., p. 2261; F. 41). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion de la proposition de loi sur les enterrements civils ou religieux [10 mai] (A., t. II, p. 114; J.O., c.r., p. 470) [12 juin] (A., t. II, p. 349; J.O., c.r., p. 680) [14 juin] (A., t. II, p. 359; J.O., c.r., p. p. 691). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways [19 juin] (A., t. II, p. 379; an., p. 211;

J.O., c.r., p. 707; I. 238). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [30 juin] (A., t. II, p. 478; J.O., c.r., p. 794). — Est nommé rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi relative au taux de l'intérêt de l'argent et au crédit agricole mobilier (J.O., p. 3732; F. 72). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [24 juillet] (A., t. II, p. 714; J.O., c.r., p. 1011) [25 juillet] (A., t. II, p. 746; J.O., c.r., p. 1038) [26 juillet] (A., t. II, p. 780; J.O., c.r., p. 1067) [27 juillet] (A., t. II, p. 799; J.O., c.r., p. 1085) [30 juillet] (A. t. II, p. 859, 869; J.O., c.r., p. 1139). — Dépose le rapport sur : 1° le projet de loi sur l'organisation du crédit agricole mobilier; 2° la proposition de loi de M. Bozérian sur le crédit agricole et sur les banques d'agriculture. Parle dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [31 juillet] (A., t. II, p. 879, 881; J.O., c.r., p. 1161; an., p. 370; I. 464). — Membre de Commissions (F. 16, 56; J.O., p. 695, 2940).

LABICHE (Jules). Manche. — Secrétaire de la 1re Commission des pétitions (J.O., p. 397; F. 7). — Membre de Commissions (F. 6, 40, 46, 61; J.O., p. 324, 2197, 2557, 3105).

LABITTE. Somme. — Demande un congé [26 février] (A., t., I p. 211; J.O., p. 104). — Secrétaire de la 3e Commission des pétitions (J.O., p. 241 8 F. 42). — Dépose une proposition de loi sur la chasse [25 juillet] (A., t. II, p. 736; an. p. 355; J.O., c.r., p. 1029; I. 425). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 36; J.O., p. 324, 1332, 1998).

LABORDÈRE. Seine. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder des pensions aux veuves des citoyens qui meurent en se dévouant pour la cause publique ou pour leurs semblables et aux citoyens ayant contracté des blessures graves dans les mêmes circonstances (J.O., p. 596; F. 18). — Secrétaire de la 2e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 874; F. 20). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation ayant pour objet l'interprétation et l'application de la loi du 19 mai 1834, concernant l'état des officiers [1er mars] (A., t. I, p. 231; J.O., c.r., p. 207). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'artillerie de forteresse [12 juillet] (A., t. II, p. 574; J.O., c.r., p. 884). — Parle sur un fait relatif à une demande de scrutin, dans la discussion du projet de loi sur la réforme judiciaire [26 juillet] (A., t. II, p. 781; J.O., c.r., p. 1065). — Fait une rectification au procès-verbal [27 juillet] (A., t. II, p. 785;

J.O., c.r., p. 1073). — Explique son vote sur le projet de loi de la réforme sur l'organisation judiciaire [31 juillet] (A., t. II, p. 894; J.O., c.r., p. 1172). — Membre de Commissions (F. 12, 19; J.O., p. 582, 834).

LABOULAYE. Inamovible. — M. le Président annonce son décès et fait son éloge funèbre [26 mai] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 557). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 982).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant revision des bases des cautionnements des percepteurs, des percepteurs-receveurs municipaux et des receveurs spéciaux des communes et établissements de bienfaisance [7 juin] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 662). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire pour désarmement des fortifications déclassées de Calais [26 juin] (A., t. II, p. 443; an. p. 246; J.O., c.r., p. 761; I. 279). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi fixant le prix de vente de la poudre de bois pyroxylé [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 279; J.O., c.r., p. 868; I. 339). — Dépose, au nom de MM. les Ministres de la Justice, des Travaux publics, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances, cinq projets de lois portant ouverture de différents crédits [25 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 353; J.O., c.r., p. 1019; I. 420, 421, 422, 423, 424). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire pour achat et transport de tabacs [30 juillet] (A., t. II, p. 848; J.O., c.r., p. 1130).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Dépose, de concert avec M. Batbie, cinquante-sept pétitions émanant des conseillers municipaux de cinquante-sept communes de l'arrondissement de Lombez (Gers) [28 juin] (J.O., p. 778). — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 1998).

LA CAZE (Louis). Basses-Pyrénées. — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 1078; F. 23). — Dépose le rapport fait, au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds d'avances et de subvention mis à la disposition de la Caisse des chemins vicinaux [10 mars] (A., t. I, p. 312; an., p. 75; J.O., c.r., p. 279; I. 92). — Dépose l'avis de la Commission des finances relatif au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de supprimer les

classes de préfectures et de sous-préfectures et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires [26 avril] (A., t. II, p. 11; an., p. 129; J.O., c.r., p. 379; I. 152). — Demande un congé [1er mai] (J.O., p. 415) [17 mai] (J.O., p. 495).— Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 801; J.O., c.r., p. 1087). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel* non susceptibles d'une évaluation fixe (personnel et matériel) [28 juillet] (A., t. II, p. 825; an., p. 365; J.O., c.r., p. 1107; I. 451). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 22, 56; J.O., p. 324, 834, 982, 2940).

LACOMME. Côte-d'Or. — Demande un congé [12 janvier] (J.O., p. 9; A., t. I., p. 9). — Membre de Commissions (F. 42, 46; J.O., p. 2318, 2557).

LADMIRAULT (général de). Vienne. — Dépose une pétition des notaires de l'arrondissement de Civray (Vienne) (J.O., p. 1069). — Membre de Commissions (F. 36, 46; J.O., p. 1998, 2557).

LAFAYETTE (Edmond de). Haute-Loire. — Présente un amendement, de concert avec plusieurs de ses collègues, dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 792; J.O., c.r., p. 1079).

LA FÈRE (Aisne). — Demande l'autorisation d'élever le taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à son octroi. V. loi 188.

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Lozère à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles normales [3 mars] (A., t. I, p. 247; an., p. 68; J.O., c.r., p. 223; I. 81). — Fait une rectification au procès-verbal [10 mars] (A., t. I., p. 307; J.O., c.r., p. 275). — Fait, au nom de M. Milhet-Fontarabie, une rectification au procès-verbal. Est entendu dans la discussion générale sur le projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [19 juillet] (A., t. II, p. 626; J.O., c.r., p. 931) [20 juillet] (A., t. II, p. 645; J.O., c.r., p. 950) [30 juillet] (A., t. II, p. 872;

J.O., c.r., p. 1150). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 53; J.O., p. 324, 834, 2812).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Président de la Commission de comptabilité (J.O., p. 397; F. 7). — Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'exposition internationale d'Amsterdam (J.O., p. 3913; F. 80). — Membre de Commissions (F. 6, 46, 79; J.O., p. 324, 2557, 3895).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Fait une rectification au procès-verbal [1er mai] (A., t. I, p. 49; J.O. c.r., p. 415). — Fait une rectification au procès-verbal [19 juillet] (A., t. II, p. 621; J.O., c.r., p. 927). — Membre d'une Commission (F. 46; J.O., p. 2557).

LALANNE. Inamovible. — Élu sénateur inamovible [8 mars] (A., t. I, p. 296; J.O., c.r., p. 265). — Proclamé sénateur inamovible [13 mars] (A., t. I, p. 320; J.O., c.r., p. 287). — Présente un amendement sur le projet de loi portant autorisation de remboursement ou de convertir en rente 4 1/2 0/0, les rentes 5 0/0, inscrites au Grand-Livre de la dette publique [26 avril] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 393). — Nommé membre de la Commission relative au classement du réseau complémentaire des chemins de fer d'intérêt général (J.O., p. 2261; F. 41). — Fait une rectification au procès-verbal [26 mai] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 557). — Membre de Commissions (F. 41, 56, 70; J.O., p. 2261, 2940, 3694).

LAMBERT-DE-SAINTE-CROIX. Aude. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit pour le service du Tonkin [24 mai] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 545). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit extraordinaire pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal [1er août] (A., t. II, p. 908; J.O., c.r., p. 1183). — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3105).

LAMORTE. Drôme. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bérenger ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres de jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (J.O., p. 1198; F. 27). — Membre de la Commission chargée de l'examen du

projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents (J.O., p. 1241; F. 28). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [26 juillet] (A., t. II, p. 764; J.O., c.r., p. 1053). — Membre de Commissions (F. 22, 28, 30, 40, 74; J.O., p. 982, 1241, 1332, 2318, 3773).

LANDES. — Demande à s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 11.

LANOUÉE. — Projet de loi tendant à distraire plusieurs sections de son territoire pour en former une commune distincte sous le nom des Forges. V. loi 128.

LAREINTY (baron de). Loire-Inférieure. — Fait une rectification au procès-verbal [3 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 213). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit pour le service du Tonkin [24 mai] (A., t. II, p. 202; J.O., c.r., p. 547). — Parle dans la discussion de l'interpellation de M. Bérenger, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur, sur la suppression des aumôniers dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine [30 juin] (A., t. II, p. 478; J.O., c.r., p. 794). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux modifications à apporter à la tenue de la cavalerie [26 juillet] (A., t. II, p. 763; J.O., c.r., p. 1052). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

LA ROCHELLE (ville de). — Demande à contracter un emprunt de 170.000 francs. V. loi 115.

LA-RUE-SUR-BLAISE (Section de), dépendant de la commune de Larzicourt, à annexer à la commune d'Avrigny du canton de Saint-Remy-en-Bouzemont (Marne). V. loi 81.

LA SICOTIÈRE (de). Orne. — Président de la 5e Commission des pétitions (J.O., p. 2695; F. 50). — Est entendu dans la discussion du projetde loi sur le régime des eaux [26 juin] (A., t. II, p. 442; (J.O., c.r., p. 761). — Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 7 juillet 1881, qui

rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac, et de reporter au 1er mai 1891 le délai pour la mise en vigueur de cette loi (J.O., p. 3717 ; F. 71). — Membre de Commissions (F. 12, 46, 70, 79 ; J.O., p. 582, 2557, 3694, 3895).

LAURENT-PICHAT. Seine. — Membre de Commissions (F., 36, 60 ; J.O., p. 1998, 3105).

LAURENTZ, *directeur des forêts.* — Est désigné, par décret du Président de la République, comme commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [22 janvier] (J.O., c.r., p. 24).

LE BASTARD. Ille-et-Vilaine. — Secrétaire provisoire du bureau du Sénat [9 janvier] (A., t. I, p. 1 ; J.O., c.r., p. 1). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'élection des juges consulaires (J.O., p. 452 ; F. 8). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'élection des juges consulaires [28 avril] (A., t. II, p. 36 ; an., p. 133 ; J.O., c.r., p. 402 ; L. 157). — Son rapport sur l'élection sénatoriale de la Martinique [1er mai] (A., t. II, p. 50 ; J.O., c.r., p. 415). — Secrétaire de la 4e Commission des pétitions (J.O., p. 2261 ; F. 41). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [5 juin] (A., t. II, p. 304 ; J.O., c.r., p. 639) [7 juin] (A., t. II, p. 327 ; J.O., c.r., p. 659) [9 juin] (A., t. II, p. 335 ; J.O., c.r., p. 668) [19 juin] (A., t. II, p. 380 ; J.O., c.r., p. 707). — Demande, comme rapporteur, le renvoi de la discussion sur l'élection des juges consulaires [26 juin] (A., t. II, p. 443 ; J.O., c.r., p. 762) [28 juin] (A., t. II, p. 451 ; J.O., c.r., p. 770) [3 juillet] (A., t. II, p. 485 ; J.O., c.r., p. 801). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite dans le département de l'Allier [30 juillet] (A., t. II, p. 547 ; J.O., c.r., p. 1128 ; an., p. 367 ; I. 456). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 36, 46 ; J.O., p. 324, 834, 1998, 2557).

LE BLOND. Marne. — Président de la 1re Commission des pétitions (J.O., p. 397 ; F. 7). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'admission et à l'avancement dans

les emplois de percepteur des contributions directes (J.O., p. 3717; F. 71). — Membre de Commissions (F. 6, 70; J.O., p. 324, 3694).

LECOMTE (général). Eure. — Président de la 6e Commission des pétitions (J.O., p. 3160; F. 61). — Membre de Commissions (F. 19, 30, 36, 60; J.O., p. 834, 1332, 1998, 3105).

LEFRANC (Victor). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [22 janvier] (A., t. I., p. 28; J.O., c.r., p. 25). — Demande un congé [22 février] (A., t. I., p. 207; J.O., p. 187). — Demande un congé [26 février] (J.O., p. 194). — Demande un congé [21 avril] (J.O., p. 371). — Demande une prolongation de congé [25 avril] (J.O., p. 375) [17 mai] (J.O., p. 495) [21 juin] (J.O., p. 723) [26 juin] (J.O., p. 762).

LEGRAND (Pierre), *Ministre du Commerce.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux minérales naturelles [22 janvier] (A., t. I, p. 24; J.O., c.r., p. 22).

LE GUAY (baron). Maine-et-Loire. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [10 mars] (A., t. I., p. 317; J.O., c.r., p. 283). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de la ville d'Angers (Maine-et-Loire) [31 mai] (J.O., p. 610). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [2 juin] (A., t. II, p. 292; J.O., c.r., p. 628). — Membre de Commissions (F. 46, 60; J.O., p. 2557, 3105).

LE GUEN. Finistère. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 82). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux et des routes départementales [26 février] (A., t. I, p. 212; an., p. 62; J.O., c.r., p. 189; I. 64). — Dépose le rapport sommaire fait au nom de la 9e Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner une proposition de loi sur les moyens préventifs de combattre la récidive [19 mars] (A., t. I, p. 392; an., p. 98; J.O., c.r., p. 354; I. 134). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [21 avril] (A., t. II, p. 3; J.O., p. 371). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux services maritimes postaux entre la France et l'Amérique [23 juin] (A., t. II, p. 424;

J.O., c.r., p. 745). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance. Présente un amendement [7 juillet] (A., t. II, p. 526; J.O., c.r., p. 838). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement [25 juillet] (A., t. II, p. 751; J.O., c.r., p. 1042). — Membre de Commissions (F. 6, 36, 62; J.O., p. 324, 1998, 3212).

LE LIÈVRE. Alger. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways (J.O., p. 2261 ; F. 41). — Dépôt, par M. Jacques, au nom de MM. Lelièvre, Henry Didier et au sien, d'une proposition de loi sur le régime législatif en Algérie [17 mai] (A. t. II, p. 143 ; J.O., c.r., p. 495). — Dépose une pétition des médecins de colonisation d'Algérie [26 juin] (J.O., p. 762). — Membre d'une Commission (F. 40; J.O., p. 2197).

LE MONNIER. Sarthe. — Secrétaire de la première Commission d'intérêt local (J.O., p. 452 ; F. n° 8). — Dépose le rapport fait au nom de la première Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Angoulême (Charente) à contracter un emprunt de 270.000 francs. [1er février] (A., t. I. p. 77; an., p. 27; J.O., c.r., p. 67; I. 29). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le premier, à autoriser le département de la Sarthe à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires ; le deuxième, à autoriser le département de la Gironde à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices [16 février] (A., t. I, p. 179; an., p. 57; J.O., c.r., p. 159; I. 47, 48). — Dépose deux rapports faits au nom de la deuxième Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le premier, à autoriser la ville de Roanne (Loire) à emprunter 188.000 francs ; le deuxième, à autoriser le département d'Eure-et-Loir à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [26 février] (A., t. I, p. 211 ; an., p. 61 ; J.O., c.r., p. 189 ; I. 62, 63). — Secrétaire de la 3e Commission d'intérêt local (J.O., p. 1366; F. 31). — Dépose, au nom de la 3e Commission d'intérêt local, un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses des enfants assistés

et des aliénés [15 mars] (A., t. I, p. 358; an., p. 82; J.O., c.r., p. 321; I. 109). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier à contracter un emprunt. — Dépose le rapport fait au nom de la troisième Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à emprunter 334.800 francs [19 mars] (A., t. I, p. 391; an., p. 98; J.O., c.r., p. 352, 357; I. 127, 128). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la section de La Rue-sur-Blaise de la commune de Larzicourt (canton de Thiéblemont, arrondissement de Vitry-le-François, département de la Marne) pour l'annexer à la commune d'Arrigny (canton de Saint-Remy-en-Bouzemont, même arrondissement) [21 avril] (A., t. II, p. 3; an., p. 113; J.O., c.r., p. 371; I. 144). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à contracter un emprunt. — Dépose, au nom de M. Delacroix, le rapport fait au nom de la troisième Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) à contracter un emprunt [28 avril] (A., t. II, p. 36; an., p. 146; J.O., c.r., p. 402; I. 160). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [14 juin] (A., t. II, p. 372; an., p. 207; J.O., c.r., p. 700; I. 234). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Lille (Nord) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [16 juin] (A., t. II, p. 376; an., p. 208; J.O., c.r., p. 704; I. 236). — Dépose le rapport fait au nom de la 5e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication [23 juin] (A., t. II, p. 427; an., p. 236; J.O., c.r., p. 747; I. 264). — Dépose le rapport fait au nom de la 5e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Epernay (Marne) à emprunter 444.000 francs et à s'imposer extraordinairement [5 juillet] (A., t. II, p. 511; an., p. 254; J.O., c.r., p. 824; I. 305). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour le service des bâtiments départementaux [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 274; J.O., c.r., p. 849; I. 320). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 30, 36, 46; J.O., p. 324, 834, 1332, 1998, 2557).

LENOEL (Emile), Manche. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, relatif à la surveillance des étalons (J.O., p. 397; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [22 janvier] (A., t. I, p. 27; J.O., c.r., p. 24). — Présente un amendement [25 janvier] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r. p. 34). — Présente un amendement [26 janvier] (A., t. I, p. 55; J.O., c.r., p. 46) [27 janvier] (A., t. I, p. 66; J.O., c.r. p. 53). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [16 février] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 159). — Demande un congé [22 février] (A., t. I, p. 207; J.O., p. 187). — Demande un congé [26 février] (J.O., p. 194). — Demande une prolongation de congé [1er mars] (J.O., p. 209). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [16 mars] (A., t. I, p. 367; J.O., c.r., p. 330). — Dépose, sur le bureau du Sénat, le rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la surveillance des étalons [26 avril] (A., t. II, p. 11; an., p. 127; J.O., c.r., p. 379; I. 151). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux enterrements civils ou religieux [10 mai] (A., t. II, p. 121; J.O., c.r., p. 476). — Demande, par lettre, comme rapporteur, l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif aux étalons [5 juin] (A., t. II, p. 304; J.O., c.r., p. 639). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [12 juin] (A., t. II, p. 354; J.O., c.r., p. 685). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la surveillance des étalons [14 juin] (A., t. II, p. 372; J.O., c.r., p. 700). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [19 juin] (A., t. II, p. 390; J.O., c.r., p. 716). — Dépose deux rapports faits au nom de la 6e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le premier, à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter une somme de 400.000 francs; le deuxième, à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter 220.000 francs [28 juin] (A., t. II, p. 453; an., p. 249; J.O., c.r., p. 770; I. 285, 286). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire) [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 345; J.O., c.r., p. 993; I. 406). — Est entendu dans la discussion d'une question relative à l'examen de la Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée [28 juillet] (A., t. II, p. 812; J.O., c.r., p. 1096). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les pensions de l'armée de mer [31 juillet] (A., t. II, p. 896; J.O., c.r., p. 1174). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 56, 60; J.O., p. 324, 834, 2940, 3105).

LE ROYER. Inamovible. — Élu président du Sénat [11 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 5). — Son allocution en prenant possession du fauteuil présidentiel. Communique une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission de la constitution du bureau définitif de la Chambre des Députés pour la session de 1883 [15 janvier] (A., t. I, p. 12; an., p. 2; J.O., c.r., p. 11; I. 2). — Préside la séance. Communique un décret désignant MM. Philippe, Laurents et Tisserand en qualité de commissaires du Gouvernement pour assister le Ministre de l'Agriculture dans les discussions des projets de loi sur le régime des eaux et sur le Code rural [22 janvier] (A., t. I, p. 21; J.O., c.r., p. 19); [25 janvier] (A., t. I, p. 31; J.O., c.r., p. 27) [26 janvier] (A. t. I, p. 51; J.O., c.r., p. 43). — Préside la séance [27 janvier] (A., t. I, p. 61; J.O., c.r. p. 51) [30 janvier] (A., t. I, p. 73; J.O., c.r., p. 63) [1er février] (A., t. I, p. 77; J.O., c.r., p. 67) [2 février] (A., t. I. p. 87; J.O., c.r., p. 75) [3 février] (A. t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 91) [5 février] (A. t. I, p. 109; J.O., c.r., p. 95) [8 février] (A., t. I., p. 111; J.O., c.r., p. 97) [10 février] (A. t. I., p. 115; J.O., c.r., p. 101). — Préside la séance [12 février] (A., t. I, p. 137; J.O., c.r., p. 121) [16 février] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 159) [17 février] (A., t. I, p. 195; J.O., c.r., p. 175) [22 février] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 187) [26 février] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 189) [1er mars] (A., t. I., p. 219; J.O., c.r., p. 197) [3 mars] (A., t. I, p. 235; J.O., c.r., p. 213) [5 mars] (A., t. I., p. 255; J.O., c.r., p. 229). — Préside la séance [6 mars] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 245) [8 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 265) [10 mars] (A., t. I, p. 307; J.O., c.r., p. 275) [13 mars] (A., t. I. p. 319; J.O., c.r., p. 287) [15 mars] (A., t. I, p. 331; J.O., c.r., p. 303) [16 mars] (A., t. I, p. 363; J.O., c.r., p. 327) [17 mars] (A., t. I, p. 381; J.O., c.r., p. 343) [19 mars] (A., t. I, p. 399; J.O., c.r., p. 351). — Son allocution à l'occasion de la mort de MM. Varroy et Delord [19 avril] (A., t. II, p. 1; J.O., c.r., p. 367) [21 avril] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 371). — Donne communication d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur portant demande de rectification d'un texte de loi autorisant le département du Puy-de-Dôme à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. Donne communication d'une lettre de M. le Ministre des Finances relative à une convocation extraordinaire des sénateurs en séance publique [25 avril] (A., t. II, p. 7; J.O., c.r., p. 375) [1er mai] (A., t. II, p. 49; J.O., c.r., p. 415) [5 mai] (A., t. II, p. 65; J.O., c.r., p. 429).

LILLE (ville de). — Demande à emprunter une somme de 24.000.000 fr. et à s'imposer extraordinairement. V. loi 138.

LISIEUX (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 500.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 195.

LIVRETS D'OUVRIERS. — Leur abrogation. V. loi 119.

LIZOT. Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et de sous-préfectures et d'établir des classes personnelles [8 mai] (A., t. II, p. 93; J.O., c.r., p. 453). — Parle dans la discussion générale du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [20 juillet] (A., t. II, p. 656; J.O., c.r., p. 959) [25 juillet] (A., t. II, p. 748; J.O., c.r., p. 1040). — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3559).

LOGEROTTE, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique.* — Dépose, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et du Ministre des Finances, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux [25 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Dépose deux projets de lois au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de la Marine et des Colonies et des Finances [15 février] (J.O., c.r., p. 147).

LOIR-ET-CHER. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 60. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour le rachat de la concession de deux ponts à péage. V. loi 220.

LOIRE. — Demande à contracter un emprunt pour l'agrandissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. V. loi 33. — Demande à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux d'intérêt commun. V. loi 162. — Demande à contracter un emprunt pour travaux de chemins vicinaux d'intérêt commun. V. loi 199.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses des enfants assistés et des aliénés. V. loi 74.

LOIS.

Projets et propositions de lois.

PREMIÈRE SECTION. — PROJETS DE LOIS.

§ Ier. — *Projets de lois présentés et non rapportés au Sénat.*
§ II. — *Projets de lois restés à l'état de rapports.*
§ III. — *Projets de lois discutés et non votés par le Sénat.*
§ IV. — *Projets de lois rejetés.*
§ V. — *Projets de lois votés par la Chambre et modifiés par le Sénat.*
§ VI. — *Projets de lois votés par les deux Chambres et convertis en lois.*

DEUXIÈME SECTION. — PROPOSITIONS DE LOIS.

§ Ier. — *Propositions de lois présentées et non rapportées.*
§ II. — *Propositions de lois restées à l'état de rapports.*
§ III. — *Propositions de lois prises en considération, sans rapport sur le fond.*
§ IV. — *Propositions de lois retirées.*
§ V. — *Propositions de lois rejetées.*
§ VI. — *Propositions de lois votées par les deux Chambres et converties en lois.*

TROISIÈME SECTION. — PROJETS DE RÉSOLUTIONS.

§ Ier. — *Projets de résolutions présentés et non rapportés.*
§ II. — *Projets de résolutions restés à l'état de rapports.*
§ III. — *Projets de résolutions retirés.*

PREMIÈRE SECTION. — PROJETS DE LOIS.

§ Ier. — *Projets de lois présentés et non rapportés au Sénat.*

CHEMINS DE FER de la Corse, — d'Orange à Vaison, — de Casteljaloux à Roquefort.

COMMUNE de Plessis-Saint-Benoit.

CONVENTION entre l'État et la ville de Narbonne.

CONVENTIONS avec les chemins de fer de Lyon, — du Nord, — d'Orléans, — du Midi.

ENSEIGNEMENT secondaire libre.

MODIFICATIONS de l'article 161 du Code pénal.

PERCEPTEURS des contributions directes.

SYNDICATS professionnels.

§ II. — *Projets de lois restés à l'état de rapports.*

CRÉDIT agricole mobilier.
CRÉDIT de 100.000 francs au Ministre de l'Intérieur.

§ III. — *Projets de lois discutés et non votés par le Sénat.*

LIVRETS d'ouvriers.
RACHAT de la concession du canal du Drot.
RÉGIME des eaux.

§ IV. — *Projets de lois rejetés.*

DIVISION de Narbonne en deux circonscriptions.
SUPPRESSION des classes de préfectures.

§ V. — *Projets de lois votés par la Chambre et modifiés par le Sénat.*

PRESTATION du serment.

§ VI. — *Projets de lois, votés par les deux Chambres et convertis en lois.*

ALCOOMÈTRE de Gay-Lussac.
AIDE aux départements (4 millions).
ARRANGEMENT relatif à la côte d'Afrique, près Sierra-Leone.
ARTILLERIE de forteresse.
AVANCES provisoires à certaines caisses d'épargne.
CABLE sous-marin entre Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal.
CAISSE des lycées, collèges et écoles primaires.
CAISSE des chemins vicinaux.
CANAL de navigation du Nord sur Paris.
CAUTIONNEMENTS des percepteurs.
CESSION d'objets de guerre à la mission de Brazza.
CHEMINS DE FER construits par l'État et non concédés.
CHEMINS DE FER d'intérêt local et tramways en Algérie.
CHEMINS DE FER de : Béthéniville à Challerange, — Neufchâteau à Barizey-la-Côte, — Valmondois à Epiais-Rhus, — Estrées Saint-Denis à Froissy, — Mennerville à Tizi-Ouzou, — Sablonnières à Montolieu, — La Guerche à la ligne de Tours à Montluçon, — Arles à Saint-Louis-du-Rhône, — à voie étroite dans l'Allier.
COMMUNE de : Bricot-la-Ville, — La Rue-sur-Blaise, — Les Forges, — La Forêt-du-Temple, — Pontcharraud, — Montaigu.
CONSEILS de prud'hommes.

CONTRIBUTIONS directes et taxes de l'exercice 1884.

CONVENTION diplomatique entre la France et le Chili.

CONVENTION avec l'Allemagne pour la garantie des œuvres d'art.

CONVENTION postale avec l'Inde britannique.

CONVENTION relative aux chemins de fer du Midi de la France, — réglementant la pêche dans la mer du Nord.

CONVENTIONS de commerce avec l'Autriche-Hongrie, — la Serbie.

CONVENTIONS entre la France et la Suisse, — les États-Unis.

CONVERSION du 5 0/0.

CRÉDITS supplémentaires et extraordinaires à divers Ministères, — pour la mission de Brazza dans l'Ouest africain, — pour les funérailles de Gambetta, — pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie, — pour le couronnement du Czar, — pour le Tonkin, — pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal, — pour l'envoi d'ouvriers à l'exposition d'Amsterdam, — pour l'exposition de Nice, — pour le *Journal officiel*, — pour achats et transports de tabacs, — pour l'exposition des artistes vivants, — pour l'Imprimerie nationale, — pour mission sanitaire en Egypte.

DIGUES de la basse Seine.

EAUX minérales naturelles.

ECHANGES de terrains entre l'État et le sieur Boivet, à Abbeville, — la ville de Brest.

ELECTION des juges consulaires.

EMPRUNTS. — Angoulême. — Gironde. — Lozère. — Ariège. — Loire. — Périgueux. — Seine-et-Oise. — Côtes-du-Nord. — Eure-et-Loir. — Roanne. — Manche. — Dordogne. — Allier. — Foix. — Brest. — Mâcon. — Var. — Tourcoing. — Aurillac. — Grenoble. — Montpellier. — Vosges. — Charleville. — Menton. — Châtellerault. — Tourcoing. — Chartres. — La Rochelle. — Bourges. — Cahors. — Aix. — Clermont-Ferrand. — Creuse. — Bourges. — Lille. — Marne. — Alpes-Maritimes. — Montpellier. — Dordogne. — Epernay. — Mâcon. — Cherbourg. — Marseille. — Avignon. — Cherbourg. — Basses-Pyrénées. — Lot-et-Garonne. — Melun. — Lisieux. — Meurthe-et-Moselle. — Loire. — Périgueux. — Grenoble. — Aveyron. — Alpes-Maritimes. — Haute-Marne. — Le Puy. — Boulogne-sur-Mer. — Sedan. — Hautes-Alpes. — Boulogne-sur-Mer. — Niort. — Hyères. — Alais. — Seine-et-Marne. — Amiens.

ENFANTS abandonnés ou maltraités.

FAMILLES ayant régné en France.

FORME de radoub au port de Brest.

FUNÉRAILLES du général Chanzy.

Heures de travail.

Hotels des postes à Grenoble, Montpellier, — Calais, Sedan, Amiens, Menton et Hyères.

Impositions extraordinaires. — Landes. — Marne. — Manche. — Aube. — Sarthe. — Finistère. — Nièvre. — Loir-et-Cher. — Savoie. — Vosges. — Calvados. — Loire-Inférieure. — Puy-de-Dôme. — Calvados. — Châtillon (Haute-Savoie). — Aisne. — Seine-Inférieure. — Ain. — Yonne. — Cantal. — Loire. — Cher. — Aisne. — Var. — Mayenne. — Pas-de-Calais. — Drôme. — Indre-et-Loire. — Calvados. — Creuse. — Aveyron. — Indre. — Basses-Alpes. — Loir-et-Cher. — Nord. — Aude. — Bouches-du-Rhône.

Infractions à la convention sur la police de la pêche dans les mers du Nord, en dehors des eaux territoriales.

Juridiction française en Tunisie.

Modification du Code de commerce.

Pension à la veuve du général Chanzy, — à Mlle de Sabry.

Pensions de l'armée de mer.

Phylloxera en Algérie.

Poudre de bois pyroxylé.

Propriété artistique dans les pays étrangers.

Récompense nationale à M. Pasteur.

Récompenses pour l'Exposition d'Amsterdam.

Réorganisation de la magistrature.

Rigole navigable de Moulins à Sancoins.

Services postaux avec l'Amérique ; — entre Calais et Douvres.

Surveillance des étalons.

Surtaxes d'octrois. — Vizille. — La Fère. — Salins. — Segré. — Vouziers.

Tenue de la cavalerie.

Terrains de la plage loués à la ville de Dieppe.

Traité Janssen.

Deuxième section. — Propositions de lois

§ Ier. — *Propositions de lois présentées et non rapportées.*

Chasse.

Echanges d'immeubles ruraux non bâtis.

Pensions aux veuves des citoyens morts pour la cause publique.

Rapports des Compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés.

Régime législatif en Algérie.

§ II. — *Propositions de lois restées à l'état de rapports.*

Anciens militaires.
Crédit agricole et banques d'agriculture.
Modification du Code forestier relativement au bois d'affouage.
Propriété artistique.
Protection de l'enfance.
Provocations contre les institutions républicaines.
Quatrième titre pour les objets d'or et d'argent.

§ III. — *Propositions de lois prises en considération, sans rapport sur le fond.*

Indemnité de séjour aux membres du jury.
Récidive.
Saisie des immeubles.

§ IV. — *Propositions de lois retirées.*

Droit d'enregistrement des traités de distributions d'eaux.

§ V. — *Propositions de lois rejetées.*

Droit d'association.
Répression du duel.

§ VI. — *Propositions de lois votées par les deux Chambres et converties en lois.*

Écoles polytechnique, de Saint-Cyr, navale.
Enterrements civils.
Hypothèque maritime.
Naturalisation d'enfants mineurs.

Troisième section. — Projets de résolutions.

§ Ier. — *Projets de résolutions présentés et non rapportés.*

Modification du Règlement du Sénat, — de l'article 95 du Règlement du Sénat, — du paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat.

§ II. — *Projets de résolutions restés à l'état de rapport.*

Crédit de 30.000 francs au budget du Sénat.

§ III. — *Projets de résolutions retirés.*

Commission d'enquête sur les écoles laïques et congréganistes.

LOIS.

1. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la modification de l'article 105 du Code forestier relatif au partage des bois d'affouage. Transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [15 janvier] (A., t. I, p. 12; an., p. 2; J.O., c.r., p. 11; I. 3). — Commission : 1er bureau, M. Dumesnil. 2e bureau, M. Donnot. 3e bureau, M. Noblot. 4e bureau, M. Chaumontel. 5e bureau, M. Michel. 6e bureau, M. Munier. 7e bureau, M. Oudet. 8e bureau, M. Claude. 9e bureau, M. Gayot (J.O., p. 582; F. 12). — Président : M. Dumesnil; Secrétaire : M. Emile Gayot (J.O., p. 596; F. 13). — Rapporteur : M. Chaumontel (J.O., p. 1332; F. 30). — Rapport de M. Chaumontel [7 juillet] (A., t. II, p. 522; an., p. 258; J.O., c.r., p. 834; I. 309).

2. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux pensions à accorder aux veuves des citoyens qui meurent en se dévouant pour la cause publique ou pour leurs semblables et aux citoyens ayant contracté des blessures graves dans les mêmes circonstances. Transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [15 janvier] (A., t. I, p. 12; an., p. 2; J.O., c.r., p. 11; I. 4). — Commission : 1er bureau, M. le général Guillemaut. 2e bureau, M. Delacroix. 3e bureau, M. Gailly. 4e bureau, M. Chardon. 5e bureau, M. Cherpin. 6e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 7e bureau, M. Labordère. 8e bureau, M. le comte Henri de Lur-Saluces. 9e bureau, M. Clamageran (J.O., p. 582; F. 12). — Président : M. le comte Henri de Lur-Saluces; Secrétaire : M. Labordère (J.O., p. 596; F. 13).

3. Proposition de loi ayant pour but de déterminer le droit d'enregistrement applicable aux traités passés entre les communes et les particuliers pour distribution d'eaux [10 décembre 1880]. — Par une lettre, en date du 11 janvier, M. Bernard retire sa proposition [15 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 12).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement d'une ferme de raboub au port de Brest. [25 mars 1882] Commission : 1er bureau, M. Audren de Kerdrel. 2e bureau, M. Cuvinot. 3e bureau, M. de Saisy (Hervé). 4e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 5e bureau, M. Le Bastard. 6e bureau, M. de Raisme. 7e bureau,

M. Dupuy-de-Lôme. 8e bureau, M. le général marquis d'Andigné. 9e bureau, M. Barbey.—Président : M. l'amiral marquis de Montaignac; Secrétaire : M. Barbey. Rapporteur : M. Dupuy-de-Lôme. — Rapport de M. Dupuy-de-Lôme [15 janvier] (A., t. I, p. 13; an., p. 3; J.O., c.r., p. 13). — Première délibération. Est entendu M. Dupuy-de-Lôme. L'urgence est déclarée. Adoption au scrutin du projet de loi [25 janvier] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 28). — Promulgation (J.O., p. 1722).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la surveillance des étalons, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture [23 décembre 1882]. — Commission : 1er bureau, M. Bocher. 2e bureau, M. Xavier Blanc. 3e bureau, M. le général Grévy. 4e bureau, M. Paulmier. 5e bureau, M. le baron de Lareinty. 6e bureau, M. Jobard. 7e bureau, M. Labitte. 8e bureau, M. Emile Lenoël. 9e bureau, M. le vicomte de Saint-Pierre (J.O., p. 324; F. 6). — Président : M. le vicomte de Saint-Pierre; Secrétaire : M. Emile Lenoël (J.O., p. 397; F. 7). — Rapport de M. Emile Lenoël [26 avril] (A., t. II, p. 11; an., p. 127; I. 151). — Première délibération. Adoption [8 mai] (A., t. II, p. 93; J.O., c.r., p. 453). — Deuxième délibération. Ajournement de la discussion sur la demande écrite de M. Emile Lenoël, rapporteur [5 juin] (A., t. II, p. 304; J.O., c.r., p. 639). — Sont entendus : MM. Foucher de Careil, Lenoël, rapporteur. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 juin] (A., t. II, p. 371; J.O., c.r., p. 699).

6. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention relative aux services de surveillance et des douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du Midi de la France, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil [23 décembre 1882]. — Commission : 1er bureau, M. Milhet-Fontarabie. 2e bureau, M. Mayran. 3e bureau, M. Dufresne. 4e bureau, M. Chardon. 5e bureau, M. Edouard Millaud. 6e bureau, M. Tolain. 7e bureau, M. Rigal. 8e bureau, M. Guyot. 9e bureau, M. Louis La Caze (J.O., p. 324; F. 6). — Président : M. Dufresne; Secrétaire et Rapporteur : M. Chardon (J.O., p. 452; F. 6). — Rapport de M. Chardon [8 février] (A., t. I, p. 111; an., p. 47; J.O., c.r., p. 97; I. 35). — Première délibération. Adoption [16 février] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 159). — Deuxième délibération. Adoption [25 février] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 189). — Promulgation (J.O., p. 2665).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à La Haye, le 6 mai 1882, pour réglementer

la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil [28 décembre 1882]. — Commission : 1er bureau, M. Milhet-Fontarabie. 2e bureau, M. Huguet (A.). 3e bureau, M. George. 4e bureau, M. Merlin. 5e bureau, M. Challemel-Lacour. 6e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 7e bureau, M. l'amiral Halna du Fretay. 8e bureau, M. le général Frébault. 9e bureau, M. Barbey (J.O., p. 324; F. 6.) — Président : M. le général Frébault; Secrétaire : M. Barbey; Rapporteur : M. Huguet (J.O., p. 397; F. 7.) — Rapport de M. Huguet [1er février] (A., t. I, p. 78; an., p. 40; J.O., c.r., p. 69; I. 31). — 1re délibération. Adoption [5 février] (A., t. I, p. 109; J.O., c.r., p. 95). — 2e délibération. Adoption [16 février] (A., t. I, p. 180; J.O., c.r., p. 159). — Promulgation (J.O., p. 265).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 14 juillet 1856, sur les établissements d'eaux minérales naturelles [27 juin]. — Rapport de M. Parent [23 octobre 1882]. — 1re délibération. Article 1er. Amendement de M. Camparan : MM. Camparan, Dupré, Pierre Legrand, Ministre du Commerce. Rejet de l'amendement. Demande d'ajournement. M. de Gavardie. Rejet. Adoption des articles 1 et 2 du projet de loi [22 janvier] (A., t. I, p. 21; J.O., c.r., p. 19). — 2e délibération. Adoption [30 janvier] (A., t. I, p. 74; J.O., c.r., p. 63). — Promulgation (J.O., p. 761).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [1er juillet]. — Rapport de M. Robert de Massy [18 novembre]. — Première délibération [30 novembre 1882]. — Rapport supplémentaire de M. Robert de Massy [22 janvier] (A., t. I, p. 25; an., p. 4; J.O., c.r., p. 22; I. 7). — Première délibération. Sur la demande de M. Grandperret, la discussion est renvoyée à la prochaine séance [30 janvier] (A., t. I, p. 74; J.O., c.r., p. 63). — Demande d'ajournement : MM. Grandperret, Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice. Rejet au scrutin. Discussion générale. M. Grandperret [1er février] (A., t. I, p. 78; J.O., c.r., p. 68, 69). — Sont entendus : MM. Schœlcher, Eugène Pelletan, de Gavardie, Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Article 1er : MM. Robert de Massy, rapporteur; Malens, Batbie, Ninard, Salneuve. Rejet. — Article 2. Contre-projet de MM. Salneuve et Vissaguet : MM. Salneuve, Jouin, Le Guen. Rejet au scrutin. Amendement de M. Humbert : MM. Humbert, le Rapporteur, le Ministre de la Justice. Adoption au scrutin de l'amendement. — Article 3. Rejet. — Scrutin sur la

question de savoir si le Sénat passera à une deuxième délibération. Adoption [2 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 75). — Deuxième délibération : M. de Maleville, président de la Commission, demande l'ajournement de la discussion. L'ajournement est adopté [8 février] (A., t. I, p. 113; J.O., c.r., p. 99). — Renvoi de la discussion [22 février] (A., t. I, p. 208; J. O., c.r., p. 188). — Amendement de M. Humbert : MM. Oscar de Vallée, Humbert. Adoption de l'amendement [26 février] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 190).

10. Proposition de loi sur le droit d'association, présentée par M. Dufaure [17 juin 1880]. — Adoption de la prise en considération [9 juillet 1880]. — Rapport de M. Jules Simon [27 juin]. — Première délibération [14 novembre]. — Discussion. Ajournement à la session de 1883 [25 novembre 1882]. — Première délibération : MM. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes; Jules Simon, rapporteur; de Gavardie [22 janvier] (A., t. I, p. 25; J. O., c.r., p. 23.) — Discussion. [30 janvier] (A., t. I, p. 75; J.O., c.r., p. 64). — Sont entendus : MM. Marcel Barthe, Tolain, Devès, Ministre de la Justice [2 février] (A., t. I, p. 101). — Première délibération [22 février] (A., t. I, p. 208; J. O., c.r., p. 188). — Discussion [1er mars] (A., t. I, p. 233; J.O., c.r., p. 209). — Discussion générale : M. Jules Simon, rapporteur [3 mars] (A., t. I, p. 248; J.O., c.r., p. 223).— Sont entendus : MM. Corbon, Tolain, Jules Simon, rapporteur [5 mars] (A., t. I, p. 256; J.O., c.r., p. 229). MM. Clamageran, Chesnelong, Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur; Jules Simon, rapporteur. Clôture de la discussion générale. — Article 1er [6 mars] (A., t. I, p, 274; J.O., c.r., p. 246). — Article 1er. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Président. Retrait de l'amendement par son auteur. Amendement de MM. Marcel Barthe et Emile Labiche : MM. Emile Labiche, Jules Simon, rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur. MM. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur; de Gavardie, le Rapporteur, Tolain, Marcel Barthe. Rejet, au scrutin, de l'article 1er [8 mars] (A., t. I, p. 296; J.O., c.r., p. 266).

11. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins de grande communication et d'intérêt commun. Déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes [22 janvier] (A., t. I, p. 27; an., p. 6; J.O., c.r., p. 24; I. 8). — Rapport de M. le général marquis d'Andigné [27 janvier] (A., t. I, p. 61; an., p. 24; J.O., c.r., p. 51; I. 22). — Adoption [3 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 92). — Promulgation (J.O., p. 826).

12. Projet de loi relatif au régime des eaux. [24 janvier 1880]. — Rapport de M. Cuvinot [22 décembre 1881]. — Première délibération : MM. Clément, Lenoël, Bérenger, Victor Lefranc, Cuvinot, rapporteur, de Gavardie. Renvoi de la discussion [22 janvier] (A., t. I, p. 27; J.O.; c.r., p. 24). — Sont entendus : MM. Cuvinot, rapporteur. — Article premier. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption de l'amendement.—Art. 2 à 5. Adoption. — Art. 6 : MM. de Gavardie, le Rapporteur, Mazeau, Roger-Marvaise. Adoption. — Art. 7. M. Griffe. MM. Lenoël, Lucien Brun. Renvoi des articles 7 et 8 à la Commission. — Art. 9 : MM. Mazeau, Baragnon, le Rapporteur, Buffet. Renvoi à la Commission. — Art. 10 à 13. Adoption. — Art. 14 : MM. de Gavardie, le Rapporteur, Bérenger, Roger-Marvaise. Renvoi à la Commission. — Art. 15. Adoption. — Art. 16. Renvoi à la commission. — Art. 17 à 20. Adoption. — Art. 21. Amendement de M. Lenoël : MM. Lenoël, le Rapporteur. Adoption du premier paragraphe de l'art. 21, adoption de l'amendement de M. Lenoël (suppression du paragraphe 2 du projet de la commission). Adoption des paragraphes 3, 4 et 5. — Articles 22 à 26. Adoption [25 janvier]. (A., t. II. p. 33; J.O; c.r., p. 28). — Chapitre 3. — Articles 27 à 39. Adoption. — Article 40. Amendement de M. Mazeau : MM. Mazeau, Cuvinot, rapporteur, Faye. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 40. — Article 41. Demande de renvoi à la commission : MM. Bérenger, le Rapporteur, Roger-Marvaise, le Président. Rejet. Adoption de l'article 41. — Articles 42 à 44. Adoption. — Article 45. Amendement de M. Lenoël : MM. Lenoël, le Rapporteur, Roger-Marvaise, Mazeau. Retrait de l'amendement par son auteur. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Faye. Demande de renvoi à la commission de l'article 45 : M. le général Robert. Rejet. — Paragraphe premier de l'article 45. Adoption. Rejet de l'amendement de M. de Gavardie. — Paragraphe 2. Adoption. — Adoption de l'ensemble de l'article 45. — Article 46 : MM. le général Robert, le Rapporteur. Adoption. — Articles 47 à 62. Adoption. — Renvoi de la discussion sur les articles réservés [26 janvier] (A., t. II, p. 52; J.O., c.r., p. 43). — Sont entendus : MM. Cuvinot, rapporteur; Clément, Griffe, Lenoël, Faye, Malens, Baragnon, de Parieu. Renvoi à la commission des articles 7, 8 et 9. — Article 14 : MM. le Rapporteur, Bérenger, de Gavardie. Adoption de l'article 14 [27 janvier] (A., t. II. p, 61; J.O; c.r., p. 51). — Sont entendus : MM. de Gavardie et Cuvinot, rapporteur [8 février] (A., t. II, p. 113, J.O; c.r., p. 97). — Article 7. Amendement de M. de Gavardie : M. Cuvinot, rapporteur; MM. Clément, Bernard, Buffet, de Gavardie, Philippe, commissaire du Gouvernement; Griffe, Baragnon, Bérenger [15 février] (A., t. II, p. 164; J.O., c.r., p. 145). — M. Bérenger. —

Article 7. Amendement de M. Bérenger. M. Bérenger. Retrait de l'amendement par son auteur. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Bernard. Amendement de M. Bernard : MM. Cherpin, Cuvinot, rapporteur; Buffet, Bérenger, de Gavardie, Gazagne. Rejet de l'amendement de M. Bernard. Retrait de l'amendement de M. de Gavardie par son auteur. Adoption de l'article 7. — Article 8. Amendement de M. Clément : M. Clément. Retrait de l'amendement par son auteur : MM. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, Brunet, le Rapporteur, de Gavardie. Rejet, au scrutin, de l'article 8. — Article 9. Amendement de M. Mazeau : MM. Mazeau, le Rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 9. Adoption du projet de loi en première délibération [16 février] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 160). — Deuxième délibération. Articles 1er et 2 : MM. Clément, Cuvinot, rapporteur; Méline, Ministre du Commerce, Oudet, de Gavardie, Bernard, Lucien Brun, Cherpin, Buffet, Pouyer-Quertier, le général Robert. Renvoi à la Commission des articles et des amendements de MM. Bernard et Cherpin [21 juin] (A., t. II, p. 400; J.O., c.r., p. 725) (titre II). — Amendement de MM. Bérenger : MM. Bérenger. Ajournement de la discussion de l'amendement. Titre II du projet de loi : MM. Léon Clément, Cuvinot, rapporteur; Méline, Ministre de l'Agriculture [23 juin] (A., t. II, p. 427; J.O., c.r., p. 748). — Article 640. Paragraphe 4. Réservé. — Titre II, art. 3 : MM. Clément, Cuvinot, rapporteur; Pouyer-Quertier; Malens, le Président. Renvoi à la Commission. — Chapitre 2, article 8 : MM. de la Sicotière, le Rapporteur, Clément, Malens [26 juin] (A., t. II, p. 436; J.O., c.r., p. 755). — Article premier, nouvelle rédaction : M. Clément. — Article additionnel de M. Cherpin : MM. Cherpin, Jouin, de Parieu, Faye. Amendement de M. Batbie : MM. Batbie, Cuvinot, le Rapporteur, le Président. Retrait de l'amendement par son auteur. Rejet de l'article additionnel de M. Cherpin : MM. Griffe, le Rapporteur, Buffet, Ninard, Méline, Ministre de l'Agriculture, le Président. Adoption, au scrutin, de l'article premier [10 juillet] (A., t. II, p. 543; J.O., c.r., p. 855). — Article 3. Adoption. — Articles 4 et 5. Adoption. — Article 6 modifié : MM. Roger-Marvaise, Bérenger, Léon Clément, Cuvinot, rapporteur [17 juillet] (A., t. II, p. 590; J.O., c.r., p. 899). — Article 6 : MM. de Gavardie, Roger-Marvaise, Cuvinot, rapporteur. Adoption de l'article 6 modifié. — Article 7. Adoption [18 juillet] (A., t. II, p. 616; J.O., c.r., p. 922). — Suite de la deuxième délibération : MM. Buffet, Eugène Pelletan [2 août] (A., t. II, p. 931; J.O., c.r., p. 1204).

13. Proposition de loi, adoptée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, ayant pour but objet de modifier plusieurs articles du

livre II du Code de commerce [21 juillet]. — Commission (voir loi 235 de la session ordinaire de 1882). — Rapport de M. Roger-Marvaise [22 janvier] (A., t. I, p. 29; an., p. 7; J.O., c.r.. p. 26; I, 10). — Première délibération : Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 janvier] (A., t. I, p. 74; J.O., c.r., p. 64). — Deuxième délibération. Adoption [5 février] (A., t. I, p. 109, J.O; c.r., p. 95).

14. Proposition de loi provenant de l'initiative parlementaire, adoptée par la Chambre des Députés, relative au rétablissement du divorce [27 juin 1882]. — Commission : 1er bureau, M. Eymard-Duvernay. 2e bureau, M. Labiche (Emile). 3e bureau, comte de Saint-Vallier. 4e bureau, M. Pelletan. 5e bureau, M. Marcel Barthe. 6e bureau, M. Millaud (Edouard). 7e bureau, M. Allou. 8e bureau, M. Michel. 9e bureau, M. Martin (Henri). — Président : M. Allou, Secrétaire : M. Millaud (Edouard). Rapporteur : M. Michel.

15. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville; 2° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Béthéniville à Challerange [5 août 1882]. — Rapport de M. Chardon [25 janvier] (A., t. I, p. 31; an., p. 11; J.O., c.r., p. 27; I. 13). — Première délibération : sur la demande de M. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, l'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [30 janvier] (A., t. I, p. 73; J.O., c.r., p. 63). — Promulgation (J.O., p. 745).

16. Projet de loi relatif à un arrangement passé par le Gouvernement de la République avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la partie occidentale d'Afrique située au nord de Sierra-Leone [9 décembre 1882]. — Rapport de M. l'amiral de Montaignac [25 janvier] (A., t. I, p, 31; an., p. 10; J.O., c.r., p. 27; I. 12). — Discussion. Adoption [15 février] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 145).

17. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Angoulême (Charente) à emprunter 270.000 francs. Déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 janvier] (A., t. I, p. 32; an., p. 10; J.O., c.r., p. 27; I. 11). — Rapport de M. Le Monnier [1er février] (A., t. I, p. 77; an., p. 27; J.O., c.r., p. 67;

I. 29). — Adoption [5 février] (A., t. I, p. 109; J.O., c.r., p. 95). — Promulgation (J.O., p. 826).

18. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit de 664.645 francs sur le Budget extraordinaire de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881 [23 décembre]. — Rapport de M. Béraldi [27 décembre 1882]. — Discussion. Adoption [25 janvier] (A., t. 1, p. 32; J.O., c.r., p. 27).

19. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 900.000 francs; 2° annulation d'un crédit d'égale somme sur l'exercice 1881, même chapitre [23 décembre]. — Rapport de M. Béraldi [27 octobre 1882]. — Discussion. Adoption [25 janvier] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 27).

20. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail [20 juin 1882]. — Voir pour la Commission loi n° 166 de la session ordinaire de 1882. — M. Dauphinot dépose son rapport [25 janvier] (A., t. I, p. 33; an., p. 12; J.O., c.r., p. 28; I. 14). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Discussion générale : M. Dauphinot, rapporteur. Adoption du projet de loi [1er février] (A., t. I, p. 77; J.O., c.r., p. 67). — Promulgation (J.O., p. 849).

21. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte, déposé par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [25 janvier] (A., t. I, p. 34; an., p. 13; J.O., c.r., p. 30; I. 16). — Rapport de M. le général Farre [13 mars] (A., t. I, p. 327; an., p. 80; J.O., c.r., p. 293; I. 102). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 376; J.O., c.r., p. 338). — Promulgation (J.O., p. 1689).

22. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faire déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département de Seine-et-Oise d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Valmondois à Epiais Rhus, déposé par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances

et au sien [25 janvier] (A., t. I, p. 34; an., p. 13; J. O., c. r., p. 30; I. 17). — Rapport de M. Cuvinot [19 mai] (A., t. II, p. 145; an., p. 182; J.O., c.r., p. 497; I. 189). — Première délibération. Adoption [24 mai] (A., t. II, p. 197; J.O., c.r., p. 543). — Deuxième délibération. Adoption [31 mai] (A., t. II; p. 253; J.O., c.r., p. 593). — Promulgation (J.O., p. 4018).

23. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (2e section) sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882, d'un credit extraordinaire de 500.000 francs pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [25 janvier] (A., t. I; p. 34; an. p. 13,; J.O., c.r., p. 30; I. 15.) — Rapport de M. Barne [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 64; J.O., c.r., p. 197; I. 71). — Adoption [6 mars] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 245). — Promulgation (J.O., p. 1377).

24. Projet de loi rectificatif au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie [14 décembre]. — Commission : voir loi 11 de la session ordinaire de 1882. — Communication, par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, d'un décret de M. le Président de la République portant retrait des titres I et III [25 janvier] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 34).

25. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de M. le Ministre des Finances et au sien (1) [25 janvier] (A., t. I, p. 39; an., p. 21; J.O., cr., p. 34; I. 18). — Rapport de M. Jacques [15 février] (A., t. I., p. 178; an., p. 52; J.O., c.r., p. 157; I. 45). — Avis de la Commission des finances, par M. Jacques [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 64; J.O., c.r, p. 197; I. 68). — Demande d'urgence : MM. Jacques, de Gavardie.

---

(1) Ce nouveau projet de loi est la reproduction du titre Ier de l'ancien projet remanié. Il ne s'occupe que de l'organisation judiciaire.

Le premier projet présenté à la Chambre des Députés le 8 mai 1882, déposé sur le

L'urgence est déclarée. Discussion générale : MM. le duc de Broglie, Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères; de Gavardie, de Saint-Vallier. — Article 1er. Adoption. — Article 2 : M. de Gavardie. Adoption. — Article 3. Adoption. — Article 4. MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. — Article 5. M. de Gavardie. Adoption. — Articles 6 à 10. Adoption. — Article 11. M. de Gavardie. Adoption. — Articles 12 à 21. Adoption. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 mars] (A., t. I, p. 236; J.O., c.r., p. 213).

26. Proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique [9 novembre 1882]. — Rapport sommaire de M. Devaux [25 janvier] (A., t. I, p. 47; an., p. 23; J.O., c.r., p. 40; I. 19). — Discussion : M. de Gavardie. Adoption de la prise en considération [3 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 92). — Commission : 1er bureau, M. Lamorte. 2e bureau, M. Mazeau. 3e bureau, M. Schœlcher, 4e bureau, M. de Gavardie. 5e bureau, M. Bérenger. 6e bureau, M. Paulmier. 7e bureau, M. Devaux. 8e bureau, M. Demôle. 9e bureau, M. Brunet (Joseph). (J.O., p. 982; F. 22). — Président : M. Schœlcher; Secrétaire : M. Lamorte (J.O., p. 1198; F. 27).

27. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Gironde à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices. Déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [26 janvier] (A., t. I, p. 59; an., p. 24; J.O., c.r., p. 46; I. 20). — Rapport de M. Le Monnier [16 février] (A., t. I, p. 179; an., p. 57; J.O., c.r., p. 159; I. 47). — Adoption [26 février] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 189). — Promulgation (J.O., p. 1194).

28. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Lozère à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles normales. Déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [26 janvier] (A., t. I, p. 59; an., p. 24; J.O., c.r., p. 46; I. 21). — Rapport de M. le baron Lafond de Saint-Mür [3 mars] (A., t. I,

---

bureau du Sénat le 9 août, comprenait quatre titres relatifs : 1° à l'organisation de la justice; 2° à l'entretien de compagnies mixtes; 3° à la création d'une école primaire supérieure professionnelle; 4° aux dispositions financières pour ces différents services.

p. 247; an., p. 68; J.O., c.r., p. 223; I. 81). — Adoption [8 mars] (A., t. I, p. 295; J.O., c.r., p. 265). — Promulgation (J.O., p. 1346).

29. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ariège à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices [28 décembre 1882]. — Rapport de M. Brugerolle [27 janvier] (A., t. I, p. 61; an., p. 25; J.O., c.r., p. 51; I. 26). — Adoption [3 février] (A., t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 91). — Promulgation (J.O., p. 825).

30. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et des chemins vicinaux ordinaires [28 décembre 1882]. — Rapport de M. Brugerolle [27 janvier] (A., t. I, p. 61; an., p. 26; J.O., c.r., p. 51; I. 27). — Adoption [3 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 91). — Promulgation (J.O., p. 826).

31. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Manche à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins d'intérêt commun [28 décembre 1882]. — Rapport de M. Brugerolle [27 janvier] (A., t. I, p. 61; an., p. 24; J.O., c.r., p. 51; I. 23). — Adoption [3 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 91). — Promulgation (J.O., p. 826).

32. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires [20 décembre 1882]. — Rapport de M. Munier [27 janvier] (A., t. I, p. 61; an., p. 25; J.O., c.r., p. 51; I. 24). — Adoption [3 février] (A., t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 91). — Promulgation (J.O., p. 826).

33. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour l'agrandissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices [27 janvier 1882]. — Rapport de M. Munier [27 janvier] (A., t. I, p. 61; an., p. 25; J.O., c.r., p. 51; I. 25). — Adoption [3 février] (A., t. I, p. 106; J.O., c.r., p. 91). — Promulgation (J.O., p. 826).

34. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, relatif à l'enseignement secondaire libre. Déposé par M. Duvaux, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [30 janvier] (A., t. I, p. 74; an., p. 26; J.O., c.r., p. 63; I. 28).—Commission : 1er bureau, M. Laboulaye. 2e bureau, M. Guiffrey (Georges). 4e bureau, M. le baron de Ravignan. 5e bureau, M. Simon (Jules). 6e bureau, M. George. 7e bureau, M. Ninard. 8e bureau, M. Ferrouillat. 9e bureau, M. Mathey (Alfred) (J.O., p. 982; F. 22). — 3e bureau, M. Clamageran (J.O., p. 1053; F. 23). — Président : M. Ferrouillat; Secrétaire : M. George (J.O., p. 1108; F. 24). — 1er bureau, M. Millaud, en remplacement de M. Laboulaye (J.O., p. 2724; F. 51). — Rapporteur : M. Ferrouillat (J.O., p. 3161; F. 61).

35. Proposition de loi tendant à la répression du duel [2 février 1877]. — Commission : MM. Joubert (Achille), Griffe, vicomte de Saint-Pierre, Cherpin, comte de Tréveneuc, de Paricu, colonel Meinadier, Tailhand, Delacroix. — Président : M. le colonel Meinadier; Secrétaire et Rapporteur : M. Griffe. — Rapport de M. Griffe [1er février] (A., t. I, p. 77; an., p. 28; J.O., c.r., p. 67; I. 30). — Première délibération. Renvoi de la discussion [22 février] (A., t. I, p. 209; J.O., c.r., p. 188). — MM. le comte de Tréveneuc, Griffe, rapporteur; Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Ajournement de la discussion [26 février] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 194). — Discussion [1er mars] (A., t. I, p. 233; J.O., c.r., p. 209). — Discussion [8 mars] (A., t. I, p. 305; J.O., c.r., p. 273). — Article 1er : MM. de Gavardie, Griffe, rapporteur; Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Rejet de l'article premier. — Article 2. Rejet. — Rejet du projet de loi [10 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 279).

36. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [28 décembre 1882].—Commission : 1er bureau, M. Garrisson. 2e bureau, M. Batbie. 3e bureau, M. Combescure. 4e bureau, M. Berthelot. 5e bureau, M. le colonel Meinadier. 6e bureau, M. de Rozières. 7e bureau, M. le baron de Ravignan. 8e bureau, M. Léon Say. 9e bureau, M. Barbey (J.O., p. 582; F. 12). — Président : M. Léon Say; Secrétaire : M. Barbey (J.O., p. 596; F. 13). — Rapport de M. Barbey. — Dépôt, par M. Léon Say, de l'avis de la Commission des finances. L'urgence est prononcée [8 mars] (A., t. I, p. 295; an., p. 71, 74; J.O., c.r., p. 265, 273; I. 89, 90). — MM. le baron de Ravignan, Barbey, rapporteur; de Fourtou, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [13 mars] (A., t. I, p. 327; J.O.,

c.r., p. 294). — Sont entendus : MM. Léon Say, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Fresneau. — Article 1er : MM. Buffet, Barbey, rapporteur; le Ministre de l'Instruction publique. Adoption de l'article premier. — Articles 2 à 7. Adoption. — Article 8. Amendement de M. de Carné : MM. de Carné, le Rapporteur; Henry Fournier. Rejet de l'amendement : M. de Fourtou. Adoption, au scrutin, de l'article 8 [15 mars] (A., t. I, p. 337; J.O., c.r., p. 303). — Article 8, paragraphe additionnel de M. Henry Fournier (Cher) : MM. Henry Fournier (Cher), Barbey, rapporteur; le Président. Rejet de la prise en considération. — Article 9. Amendement le marquis de M. de Carné : MM. le marquis de Carné, Lenoël, Henry Fournier (Cher). Rejet, au scrutin, de l'amendement.— Article 9 : M. Lucien Brun. Adoption.— Article 10. Amendement de M. le marquis de Carné : MM. le marquis de Carné, le Président. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Delsol. Retrait de l'amendement par son auteur. Amendement de M. Emile Labiche : M. Emile Labiche. Adoption de l'amendement. — Article 11. Adoption. — Article additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [16 mars] (A., t. I, p. 363; J.O., c.r., p. 327). — Promulgation (J.O., p. 1449).

37. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler les rapports des Compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés [26 décembre 1882]. — Commission : 1er bureau, M. Dietz-Monnin. 2e bureau, M. Clément (Léon). 3e bureau, M. Humbert. 4e bureau, M. Cuvinot. 5e bureau, M. Mazeau. 6e bureau, M. Robert de Massy. 7e bureau, M. Poriquet. 8e bureau, M. de La Sicotière. 9e bureau, M. Clamageran (J.O., p. 582; F. 12). — Président, M. Robert de Massy; Secrétaire, M. Cuvinot (J.O., p. 596; F. 13).

38. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le rachat de la rivière canalisée du Drot [25 juillet 1882]. — Commission : MM. le comte Henri de Lur-Saluces, président; Pons, secrétaire et rapporteur; Daussel, Rigal, Faye, Cordelet, de Carayon La Tour, Cuvinot, Thurel. — Rapport de M. Pons [3 février] (A.. t. I, p. 105; an., p. 45; J.O., c.r., p. 91; I. 32). — Première délibération. Sont entendus: MM. Pons, rapporteur, Audren de Kerdrel. Ajournement de la discussion [15 février] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 145).

39. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui

ont régné en France, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes [3 février] (A., t. I, p. 106; an., p. 46; J.O., c.r., p. 92; I. 33). — Commission : 1er bureau, M. Barthélemy Saint-Hilaire. 2e bureau, M. Allou. 3e bureau, M. Bérenger. 4e bureau, M. Testelin. 5e bureau, M. Cordier. 6e bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 7e bureau, M. Jouin. 8e bureau, M. Léon Say. 9e bureau, M. Waddington. — Président : M. Barthélemy Saint-Hilaire; Secrétaire : M. Bérenger (J.O., p. 645; F. 15). — Rapport de M. Allou. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée [8 février] (A., t. I, p. 111; an., p. 49; J.O., c.r., p. 97; I. 36). — Sont entendus : MM. Allou, rapporteur; Challemel-Lacour, Barthélemy-Saint-Hilaire, Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Tolain [10 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 101). — Sont entendus : MM. Tolain, amiral Jauréguiberry, Bardoux, Clamageran. Clôture de la discussion générale : M. Allou, rapporteur. Scrutin sur la question de savoir si le Sénat veut passer à la discussion des articles. Continuation de la discussion. — Article 1er. Amendement de M. Barbey et plusieurs de ses collègues : MM. Henri Martin, Léon Say, Barbey, Allou, rapporteur; Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Rejet au scrutin. Rejet au scrutin de l'article 1er. — Article 2. Amendement de MM. Léon Say, Waddington et plusieurs de leurs collègues : MM. Léon Say, le Rapporteur. Adoption au scrutin de l'amendement. Rejet des articles 2 et 3 [12 février] (A., t. I, p. 137; J.O., c.r., p. 121).

39 *bis*. Exposé des motifs et texte du même projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, modifié et adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Dépôt et lecture du rapport de M. Allou. Demande de discussion immédiate. M. Bérenger [16 février] (A., t. I, p. 180; an., p. 57, 58; J. O., c. r., p. 161; I. 46, 50). — Discussion générale : MM. Challemel-Lacour, Allou, rapporteur; Léon Say, Waddington. Clôture de la discussion générale. Scrutin sur la question de savoir si le Sénat passe à la discussion des articles. Continuation de la discussion. — Article 1er. MM. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Léon Say. Rejet au scrutin. — Article 2. Rejet. MM. Buffet, Eugène Pelletan, de Parieu, Émile Labiche, le duc d'Audiffret-Pasquier [17 février] (A., t. I, p. 195; J.O., c.r., p. 175).

40. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à augmenter les fonds d'avances et de subventions mis à la disposition de la Caisse des chemins vicinaux,

déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes [3 février] (A., t. I, p. 106; an., p. 46; J.O., c.r., p. 39; l. 34). — Rapport de M. La Caze [10 mars] (A., t. I, p. 312; an., p. 75; J.O., c.r., p. 279; l. 92). — Première délibération. L'urgence est prononcée. Sont entendus: MM. Henry Fournier; La Caze, rapporteur. Adoption au scrutin du projet de loi [16 mars] (A., t. I, p. 373; J.O., c.r., p. 335). — Promulgation (J.O., p. 1705).

41. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi sur le phylloxera en Algérie, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture [12 févaier] (A., t. I, p. 137; an., p. 49; J.O., c.r., p. 121; I. 37). — Commission: 1er bureau, M. Jacques. 2e bureau, M. Parent. 3e bureau. M. Gaston Bazille. 4e bureau, M. Dupouy. 5e bureau, M. Xavier Blanc. 6e bureau, M. Daussel. 7e bureau, M. le général Guillemaut. 8e bureau, M. Munier. 9e bureau, M. Alfred Mathey (J.O., p. 1150; F. 25). — Président: M. Gaston Bazille; Secrétaire: M. Jacques; Rapporteur: M. Parent (J.O., p. 1179; F. 26). — Rapport de M. Parent [6 mars] (A., t. I, p. 273; an., p. 0; J.O., c.r., p. 245; I. 87). — Première délibération. Sur la demande de M. Parent, rapporteur, l'urgence est déclarée. Discussion: Articles 1 à 3. Adoption. — Article 4: MM. Gaston Bazille, Méline, Ministre de l'Agriculture. Adoption. — Articles 5 à 8. Adoption. — Article 9: MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. — Articles 10 à 12. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [10 mars] (A., t. I, p. 308; J,O., c.r., p. 275). — Promulgation (J.O., p. 1482).

42. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la suppression de la commune de Bricot-la-Ville (Marne) et à l'annexion de son territoire aux communes de la Forestière et de Châtillon-sur-Morin (même département), déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [12 février] (A., t. I, p. 137; an., p. 51; J.O., c.r., p. 121; I. 41). — Rapport de M. Delbreil [26 avril] (A., t. II, p. 11; an., p. 130; J.O., c.r., p. 379; I. 153). — Adoption [5 mai] (A., t. II, p. 66; J.O., c.r., p. 429). — Promulgation (J.O., p. 2434).

43. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Périgueux (Dordogne) à emprunter une somme de 3.000.000 de francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [12 février] (A., t. I, p. 137; an., p. 51; J.O., c.r., p. 121; I. 40). — Rapport de M. Delacroix. Il en donne

lecture. — Discussion immédiate. Adoption [16 février] (A., t. I, p. 181; an., p. 59; J.O., c.r., p. 170; I. 59).

44. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Sarthe à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. de Mahy, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [12 février] (A., t. I, p. 137; an., p. 51; J.O., c.r., p. 121; I. 39). — Rapport de M. Le Monnier [16 février] (A., t. I., p. 179; an., p. 57; J.O., c.r., p. 159; I. 48). — Adoption [26 février] (A., t. I p. 211; J.O., c.r., p. 189). — Promulgation (J.O., p. 1194).

45. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux et des routes départementales, déposé par M. de Mahy, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [12 février] (A., t. I, p. 137; an., p. 51; J.O., c.r., p. 121; I.38). — Rapport de M. Le Guen [26 février] (A., t. I, p. 212; an., p. 62; J.O., c.r., p. 189; I. 64). — Adoption [8 mars] (A., t. I, p. 296; J.O., c.r., p. 265). — Promulgation (J.O., p. 1345).

46. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de la loi du 10 janvier 1883 qui a ouvert, sur l'exercice 1883, des crédits extraordinaires destinés à subvenir aux dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et de M. le Ministre des Finances [15 février] (A., t. I, p. 166; an., p. 52; J.O., c.r., p. 147; I. 44). — Rapport de M. le général Billot [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 67; J.O., c.r., p. 209; I. 80). — Adoption [6 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 246). — Promulgation (J.O., p. 1274).

47. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet la répression des provocations tendant au renversement des institutions républicaines, déposée par M. Marcel Barthe [12 février] (A., t. I, p. 148; an., p. 51; J.O., c.r., p. 130; I 42). — M. Marcel Barthe demande l'urgence, elle n'est pas adoptée [15 février] (A., t. I. p. 178; J.O., c.r., p. 158). — Rapport sommaire de M. Clamageran [10 mai] (A., t. II, p. 103; an., p. 165; J.O., c.r., p. 461; I. 177).

48. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour l'agrandissement de l'École normale supérieure, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État à l'Instruction publique, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances [15 février] (A., t. I, p. 166; an., p. 52; J.O., c.r., p. 147; I. 43). — Rapport de M. Ribière [8 mars] (A., t. I, p. 296; an., p. 75; J.O., c.r., p. 266; I. 91). — Adoption [16 mars] (A., t. I, p. 372; J.O., c.r., p. 335). — Promulgation (J.O., p. 1450).

49. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 : 1° d'un crédit de 847.828 fr. 52 et annulation d'une somme correspondante au titre de la 2e partie du compte de liquidation de l'exercice 1881 ; 2° d'un crédit de 1.281.300 francs et annulation d'une somme correspondante au titre de la 2e partie du compte de liquidation de l'exercice 1881 ; 3° d'un crédit de 770.000 francs et annulation d'une somme correspondante au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies [16 février] (A., t. I, p. 180 ; an., p. 58; J.O., c.r., p. 160; I. 49). — Rapport de M. le général Billot [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 67; J.O., c.r., p. 209; I. 79). — Adoption [6 mars] (A., t. I, p. 274 ; J.O., c.r., p. 245). — Promulgation (J.O., p. 1273).

50. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à contracter un emprunt pour l'installation d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., t. I, p. 181; an., p. 59; J.O., c.r., p. 161; I. 58). — Rapport de M. Frézoul [21 mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 67; J.O., c.r., p. 209; I. 78). — Adoption [10 mars] (A., t. I, p. 307; J.O., c.r., p. 275). — Promulgation (J.O., p. 1394).

51. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'instituteurs et d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., t. I, p. 181 ; an., p. 59; J.O., c.r., p. 161; I. 57).

— Rapport de M. Rubillard [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 79; J.O., c.r., p. 288; I. 98). — Adoption [17 mars] (A., t. I, p. 381; J.O., c.r., p. 343). — Promulgation (J.O., p. 1577).

52. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Eure-et-Loir à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., t. I, p. 181; an., p. 59; J.O , c.r., p. 161; I. 56). — Rapport de M. Le Monnier [26 février] (A., t. I, p. 211; an., p. 61; J.O., c.r., p. 189; I. 63). — Adoption [5 mars] (A., t. I, p. 255; J.O., c.r., p. 229). — Promulgation (J.O., p. 1329).

53. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Roanne à emprunter 188.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., t. I, p. 181; an., p. 59; J.O., c.r., p. 161; I. 55). — Rapport de M. Le Monnier [26 février] (A., t. I, p. 211; an., p. 61; J.O., c.r., p. 189; I. 62). — Adoption [5 mars] (A., t. I, p. 255; J.O., c.r., p. 229). — Promulgation (J.O., p. 1330).

54. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Manche à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs et pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée de Cherbourg, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., t. I, p. 181; an., p. 59; J.O., c.r., p. 161; I. 54). — Rapport de M. Bonnet [3 mars] (A., t. I, p. 252; an., p. 68; J.O., c.r., p. 227; I. 82). — Adoption [10 mars] (A., t. I, p. 307; J.O., c.r., p. 275). — Promulgation (J.O., p. 1393).

55. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées et écoles pour l'achèvement de l'école normale d'institutrices de Périgueux, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., t. I, p. 181; an., p. 59; J.O., c.r., p. 161; I. 53). — Rapport de M. de Verninac [19 mars] (A., t. I, p. 390; an., p. 97; J.O., c.r., p. 351; I. 126). — Adoption [21 avril] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 371). — Promulgation (J.O., p. 2129).

56. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une caserne de gendarmerie à Nevers, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., t. I, p. 181 ; an., p. 58 ; J.O., c.r., p. 161 ; I. 52). — Rapport de M. Chaumontel [26 février] (A., t. I, p. 217 ; an., p. 62 ; J.O., c.r., p. 194 ; I. 65). — Adoption [3 mars] (A., t. I, p. 236 ; J.O., c.r., p. 213). — Promulgation (J.O., p. 1330).

57. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Allier à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour des travaux de bâtiments, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., t. I, p. 181 ; an., p. 58 ; J.O., c.r. p. 160 ; I. 51). — Rapport de M. Chantemerle [5 mars] (A., t. I, p. 255 ; an., p. 69 ; J.O., c.r., p. 229 ; I. 83). — Adoption [13 mars] (A., t. I, p. 320 ; J.O., c.r., p. 288). — Promulgation (J.O., p. 1481).

58. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relatif aux Écoles polytechnique, de Saint-Cyr et à l'École navale de Brest, déposée par M. le général Deffis [22 février] (A., t. I, p. 209 ; an., p. 60 ; J.O., c.r., p. 188 ; I. 61). — Rapport de M. Cordelet [13 mars] (A., t. I, p. 320 ; an., p. 77 ; J.O., cr., p. 288 ; I. 96). — Adoption de la prise en considération [19 mars] (A., t. I, p. 395 ; J.O., c.r., p. 356). — Commission : 1er bureau, M. Vast-Vimeux. 2e bureau, M. l'amiral Jauréguiberry. 3e bureau, M. le général Frébault. 4e bureau, M. le général Lecointe. 5e bureau, M. le général Espivent de la Villesboisnet. 6e bureau, M. le général Grévy. 7e bureau, M. le général Robert. 8e bureau, M. le général comte d'Andlau. 9e bureau, M. le général Deffis (J.O., p. 1998 ; F. 36). — Président : M. l'amiral Jauréguiberry ; Secrétaire : M. le général comte d'Andlau ; Rapporteur : M. le général Deffis (J.O., p. 2093 ; F. 38). — Rapport de M. le général Deffis [8 mai] (A., t. II, p. 83 ; an., p. 155 ; J.O., c.r., p. 445 ; I. 171). — Première délibération : MM. le colonel Meinadier, le général Deffis, rapporteur ; le général Thibaudin, Ministre de la Guerre. Adoption de la proposition de loi [5 juin] (A., t. II, p. 296 ; J.O., c.r., p. 631). — M. l'amiral Jauréguiberry dépose, au nom de M. le général Deffis, un rapport supplémentaire [12 juin] (A., t. II, p. 354 ; an., p. 203 ; J.O., c.r., p. 685 ; I. 229). — Deuxième délibération. Article unique. Adoption. — Article additionnel de M. le colonel Meinadier :

MM. le colonel Meinadier, le général Deffis, rapporteur; le général Robert. Rejet de l'article additionnel [16 juin] (A., t. II, p. 376, J.O., c.r., p. 704).

59. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant revision de la loi de 1838 sur les aliénés [25 novembre 1882].—Commission : 1er bureau, M. Frézoul. 2e bureau, M. Brugerolle. 3e bureau, M. Dupré. 4e bureau, M. Gilbert-Boucher. 5e bureau, M. Delsol. 6e bureau, M. Roussel (Théophile). 7e bureau, M. Tenaille-Saligny. 8e bureau, M. Rigal. 9e bureau, M. Dufay (J.O., p. 982; F. 22). — Président : M. Dupré; Secrétaire : M. Brugerolle (J.O., p. 1053; F. 23).

60. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [26 février] (A., t. I, p. 217; an., p. 63; J.O., c.r., p. 194; I. 66). — Rapport de M. Rubillard [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 78; J.O., c.r., p. 288; I. 97). — Adoption [17 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 344). — Promulgation (J.O., p. 1722).

61. Proposition de loi ayant pour objet de prohiber la saisie des immeubles déjà compris dans une saisie transcrite et de modifier les articles 674, 695, 722 et 723 du Code de procédure civile [23 février 1880]. — Rapport de M. Ribière [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 63; J.O., c.r., p. 197; I. 67). — Prise en considération de la proposition de loi [6 mars] (A., t. I, p. 274; J.O., c.r., p. 246). — Commission : 1er bureau, M. Goguet. 2e bureau, M. Adam. 3e bureau, M. Griffe. 4e bureau, M. Robert de Massy. 5e bureau, M. Munier. 6e bureau, M. Merlin. 7e bureau, M. Denormandie. 8e bureau, M. Brunet. 9e bureau, M. Ninard (J.O., p. 1332; F. 30). — Président : M. Adam; Secrétaire : M. Goguet (J.O., p. 1366; F. 31).

§ 62. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun [19 décembre 1882]. — Rapport de M. Munier [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 64; J.O., c.r., p. 197; I. 69). — Adoption [6 mars] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 245). — Promulgation (J.O., p. 1330).

63. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à auto-

riser le département des Vosges à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux [28 décembre 1882]. — Rapport de M. Munier [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 64; J.O., c.r., p. 197; I. 70). — Adoption [6 mars] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 245). — Promulgation (J.O., p. 1330).

64. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et des chemins ordinaires, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 65; J.O., c.r., p. 209; I. 76). — Rapport de M. Frézoul [13 mars] (A., t. I. p. 320; an., p. 79; J.O., c.r., p. 288; I. 99. — Adoption [17 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 343). — Promulgation (J.O., c.r., p. 1721).

65. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Foix (Ariège) à contracter un emprunt de 850.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 65; J.O., c.r., p. 209; I. 75). — Rapport de M. Bonnet [17 mai] (A., t. II, p. 125; an., p. 168; J.O., c.r., p. 481; I. 183). — Adoption [22 mai] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 529). — Promulgation (J.O., p. 2690).

66. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Brest (Finistère) à contracter un emprunt de 520,000 francs, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 65; J.O., c.r., p. 209; I. 73). — Rapport de M. Chaumontel [5 mars] (A., t. I, p. 255; an., p. 69; J.O., c.r., p. 229; I. 85). — Adoption [13 mars] (A., t. I, p. 321; J.O., c.r., p. 288). — Promulgation (J.O., p. 1482).

67. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter une somme de 320.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 65; J.O., c.r., p. 209; I 74). — Rapport de M. Chaumontel [5 mars] (A., t. I. p. 255; an., p. 69; J.O., c.r., p. 229; I. 84). — Adoption [13 mars] (A., t. I, p. 320; J.O., c.r., p. 288). — Promulgation (J.O., p. 1482).

68. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à emprunter 171.000 francs, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 65; J.O., c.r., 209; I. 72). — Rapport de M. Charmontel [5 mars] (A., t. I, p. 272; an., p. 70; J.O., c.r., p. 243; I. 86). — Adoption [13 mars] (A., t. I, p. 321; J.O., c.r., p. 288). — Promulgation (J.O., p. 1482).

69. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Marine et des Colonies et au sien [1er mars] (A., t. I, p. 238; an., p. 65; J.O., c.r., p. 269; I. 77). — Commission : 1er bureau, M. Gayot. 2e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 3e bureau, M. le général Frébault. 4e bureau, M. Audren de Kerdrel. 5e bureau, M. Henry Didier. 6e bureau, M. Huguet (A.). 7e bureau, M. Dupouy. 8e bureau, M. Ancel. 9e bureau, M. l'amiral Fourichon (J.O., p. 1332; F. 30). — Président : M. l'amiral Fourichon; Secrétaire et Rapporteur : M. Huguet (J.O., p. 1366; F. 31). — Rapport de M. Huguet [7 juin] (A., t. II, p. 317; an., p. 194; J.O., c.r., p. 651; I. 215.) — Première délibération. Adoption [14 juin] (A., t. II, p. 357; J.O., c.r., p. 687). — Deuxième délibération. Adoption des articles 1 à 23. MM. le général Robert, le Rapporteur. Renvoi du projet de loi à la Commission [21 juin] (A., t. II, p. 398; J.O., c.r., p. 723). — Suite de la discussion. Ajournement sur la demande de M. Huguet, rapporteur. [23 juin] (A., t. II, p. 420; J.O., c.r., p. 740). — Article additionnel de M. le général Robert : MM. Huguet, rapporteur; le général Robert. Retrait de l'article additionnel par son auteur. — Article 24 nouveau : MM. le général Robert, le Président. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 juin] (A., t. II, p. 435; J.O., c.r., p. 754). — Promulgation (J.O., p. 265).

70. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux nécessaires pour la réfection des digues de la basse Seine, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [8 mars] (A., t. I, p. 295; an., p. 71; J.O., c.r., p. 265; I. 88). — Commission : 1er bureau, M. Dufresne. 2e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 3e bureau, M. Cordier. 4e bureau, M. Gustave Denis. 5e bureau, M. le vicomte de Saint-Pierre. 6e bureau, M. Vivenot. 7e bureau, M. Magnin. 8e bureau, M. Ancel. 9e bureau, M. John Lemoinne (J.O., p. 1398; F. 33). — Président : M. le vicomte de Saint-Pierre; Secré-

taire : M. Vivenot; Rapporteur : M. Cordier (J.O., p. 1439; F. 34). — Rapport de M. Cordier [28 avril] (A., t. II, p. 33; an., p. 130; J.O., c.r., p. 393; I. 155). — Rapport de M. Merlin, fait au nom de la Commission des finances [10 mai] (A., t. II, p. 103; an., p. 165; J.O., c.r., p. 461; I. 176). — Première délibération : M. Cordier, rapporteur. L'urgence est déclarée. M. de Gavardie. Adoption [17 mai] (A., t. II, p. 126; J.O., c.r., p. 482). — Promulgation (J.O., p. 2721).

71. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à reporter de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires (Ministère des Postes et des Télégraphes — Dépenses extraordinaires de la télégraphie), un crédit de 798,168 fr. 15, et de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du budget, un crédit de 2.800.000 francs; ces deux sommes représentant un crédit de 3.598.168 fr. 15, non employé sur l'exercice 1881, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 77; J.O., c.r., p. 287; I. 95). — Rapport de M. Gouin [16 mars] (A., t. I, p. 368; an., p. 94; J.O., c.r. p. 331; I. 116). — Adoption au scrutin du projet de loi [19 mars] (A., t. I, p. 394; J.O., c.r., p. 355). — Promulgation (J.O., p. 1537).

72. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 77; J.O., c.r., p. 287; I. 94). —Rapport de M. Gouin [16 mars] (A., t. I, p. 368; an., p. 94; J.O., c.r., p. 331; I. 115). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 393; J.O., c.r., p. 354). — Promulgation (J.O., p. 1785).

73. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention portant cession par l'Etat au sieur Boinet, cafetier à Abbeville (Somme), de trois parcelles domaniales provenant du déclassement des fortifications de cette place, à charge par l'acquéreur de fournir au génie militaire un terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres, déposé par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 76; J.O., c.r., p. 288; I. 93). — Commission : 1er bureau, M. Malens. 2e bureau, M. le général Guillemaut. 3e bureau, M. le

général Gresley. 4e bureau, M. Devaux. 5e bureau, M. Huguet (A.). 6e bureau, M. Labitte. 7e bureau, M. Oudet. 8e bureau, M. Gilbert-Boucher. 9e bureau, M. Dauphin (J.O., p. 1998; F. 36). — Président : M. Malens ; Secrétaire : M. Huguet (A.) ; Rapporteur : M. Oudet (J.O., p. 2093 ; F. 38). — Rapport de M. Oudet [9 juin] (A., t. II, p. 333; an., p. 209; J.O., c.r., p. 667; I. 219). — Première délibération. Adoption [16 juin] (A., t. II, p. 375; J.O., c.r., p. 703). — Deuxième délibération. Adoption du projet de loi [23 juin] (A., t. II, p. 418; J.O., c.r., p. 739). — Promulgation (J.O., p. 3474).

74. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses des enfants assistés et des aliénés, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [13 mars] (A., t. I, p. 327; an., p. 80; J.O., c.r., p. 293; I. 101). — Rapport de M. Le Monnier [15 mars] (A., t. I, p. 358; an., p. 82; J.O., c.r., p. 321; I. 109). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 391; J.O., c.r., p. 352). — Promulgation (J.O., p. 1673).

75. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [13 mars] (A., t. I, p. 327; an., p. 80; J.O., c.r., p. 293; I. 100). — Rapport de M. Donnot [16 mars] (A., t. I, p. 363; an., p. 83; I. 110). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 392; J.O., c.r., p. 353). — Promulgation (J.O., p. 1673).

76. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [15 mars] (A., t. I, p. 337; an., p. 80; J.O., c.r., p. 303; I. 103). — Commission : 1er bureau, M. Émile Gayot. 2e bureau, M. de Freycinet. 3e bureau, M. Krantz. 4e bureau, M. Teisserenc de Bort. 5e bureau, M. Dietz-Monnin. 6e bureau, M. Merlin. 7e bureau, M. Corne. 8e bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 9e bureau, M. Delsol (J.O., p. 1398 ; F. 33). — Président : M. Corne ; Secrétaire : M. Émile Gayot ; Rapporteur : M. de Freycinet (J.O., p. 1439; F. 34). — Rapport de M. de Freycinet [5 mai] (A., t. II, p. 66; an., p. 148; J.O., c.r., p. 429; I. 166). — Dépôt, par

M. Casimir Fournier, de l'avis de la Commission des finances [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 243; J.O., c.r., p. 754, I. 273).

77. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construits par l'État et non concédées, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics [15 mars] (A., t. I, p. 337; an., p. 81; J.O., c.r., p. 303; I. 104). — Rapport de M. Béraldi [16 mars] (A., t. I, p. 368; an., p. 93; J.O., c.r., p. 331; I. 113). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Discussion générale. Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 394; J.O., c.r., p. 355). — Promulgation (J.O., p. 1578).

78. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Aurillac (Cantal) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. — Rapport de M. Brugerolle [15 mars] (A., t. I, p. 337, 358; an., p. 81; J.O., c.r., p. 303, 321; I. 105, 106). — Adoption [17 mars] (A., t. I, p. 382; J.O., c.r., p. 343). — Promulgation (J.O., p. 1674).

79. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture d'un crédit de 25 millions au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de 1883 (chap. 1er, Artillerie), déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de la Guerre [15 mars] (A., t. I, p. 358; an., p. 81; J.O., c.r., p. 321; I. 107). — Rapport de M. Gouin [16 mars] (A., t. I, p. 368; an., p. 94; J.O., c.r., p. 331; I. 114). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 392; J.O., c.r., p. 354). — Promulgation (J.O., p. 1578).

80. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant organisation de la juridiction française en Tunisie, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances et au sien [15 mars] (A., t. I, p. 358; an., p. 81; J.O., c.r., p. 321; I. 108). — Rapport de M. Barthélemy-Saint-Hilaire. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate. Discussion générale. Demande de renvoi à la Commission des Finances par M. de Gavardie. Rejet. Clôture de la discussion générale. — Articles 1 à 4. Adoption. — Article 5. MM. de Gavardie, Faye. Adoption. — Articles 6 à 29. Adoption. — Discussion sur l'ensemble du projet de loi : M. de Gavardie.

Adoption du projet de loi [15 mars] (A., t. I, p. 382; an., p. 97; J.O., c.r., p. 344; L. 121). — Promulgation (J.O., p. 1553).

81. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la section de La Rue-sur-Blaize de la commune de Larzicourt (canton de Thiéblemont, arrondissement de Vitry-le-François, département de la Marne), pour l'annexer à la commune d'Arrigny (canton de Saint-Remy-en-Bouzemont, même arrondissement), déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 mars] (A., t. I, p. 367; an., p. 93; J.O., c.r., p. 331; L. 112). — Rapport de M. Le Mounier [21 avril] (A., t. II, p. 3; an., p. 113; J.O., c.r., p. 371; L. 144). — Adoption [1er mai] (A., t. II, p. 50; J.O., c.r., p. 415). — Promulgation (J.O., p. 2361).

82. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés et provenant de l'initiative de plusieurs de ses membres, tendant à modifier la loi du 10 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime [11 juin 1881]. — Commission : MM. Emile Labiche, Barne, Clément (Léon), de La Sicotière, Pouyer-Quertier, Roger-Marvaise, Massé, Dumesnil, Bathie [21 juillet] Président : M. Dumesnil; Secrétaire : M. Barne [24 juin 1881]. — M. Barne dépose son rapport [16 mars] (A., t. I, p. 368; an., p. 93; J. O., c.r., p. 331; I. 111). — Première délibération : M. Barne, rapporteur [5 mai] (A., t. II, p. 76; J.O., c.r., p. 438). — Discussion. Articles 1 à 25. Adoption. — Article 26. Amendement de M. Brunet : MM. Brunet, Barne, rapporteur, de Gavardie. Adoption. Adoption de l'article 26. — Articles 27 à 32. Adoption. — Article 33, paragraphe 1er. Amendement de M. Brunet : MM. Brunet, le Rapporteur. Adoption. Demande, par M. de Gavardie, du renvoi à la Commission de l'article 33 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet de la demande. Adoption du paragraphe 1er. — Paragraphe 2. Adoption. — Paragraphe 3. Amendement de M. Tirard, Ministre des Finances : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur. Adoption. Adoption du paragraphe 3. Adoption de l'article 33. — MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. — Article 34. Adoption. — Article 35 : M. le Rapporteur. Adoption. — Articles 36 et 37. Adoption. — Article 38 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. — Article 39. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 mai] (A., t. II, p. 84; J.O., c.r., p. 446, 449).

83. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, d'un

crédit de 211.244 fr. 23 et annulation d'une somme de 212.326 fr. 77 sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1881, déposé par M. Charles Brun-Ministre de la Marine et des Colonies [16 mars] (A., t. I, p. 372; an., p. 94; J.O., c.r., p. 335; I. 117). — Rapport de M. Gouin [17 mars] (A., t. I, p. 381; an., p. 95; J.O., c.r., p. 343; I. 119). — Adoption [19 mars] (A., t, I, p. 395; J.O,, c.r., p. 356). — Promulgation (J.O., p. 1555).

84. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, un crédit de 10.000 francs pour les funérailles du général Chanzy, commandant du 6e corps d'armée, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, au nom de MM. les Ministres de la Guerre et des Finances [17 mars] (A., t. I, p. 381; an., p. 95; J.O., c.r., p. 343; I. 118). — Rapport par M. le général Billot. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 392, 396; an., p. 98; J.O., c.r.. p. 353; I. 129.) — Promulgation (J.O., p. 1578).

85. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant acquisition d'hôtels des Postes et des Télégraphes à Grenoble et à Montpellier, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes [17 mars] (A., t. I, p. 382; an., p. 96; J.O., c.r., p. 344; I. 120). — Rapport de M. Cordier. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 390, 396; an., p. 97; J.O., c.r., p. 352, 357; I. 123). — Promulgation (J.O., p. 1482).

86. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Grenoble à contracter un emprunt, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Rapport de M. Le Monnier. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [19 mars] (A., t.I, p. 390; an., p. 97; J.O., c.r., p. 353, 357; I. 124, 128). — Promulgation (J.O., p. 1722).

87. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier à contracter un emprunt, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Rapport de M. Le Monnier. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 390, 396; an., p. 97; J.O., c.r. p. 353, 357; I. 125, 127). — Promulgation (J.O., p. 1723).

88. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [19 mars] (A., t. I. p. 392; an., p. 98; J.O., c.r., p. 354; I. 130). — Rapport de M. Delacroix [5 mai] (A., t. II, p. 66; an., p. 152; J.O., c.r., p. 429; I. 167).— Adoption [10 mai] (A., t. II, p. 103; J.O., c.r., p. 461). — Promulgation (J.O., p. 2521).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) à emprunter une somme de 200.000 francs, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [19 mars] (A., t. I, p. 392; an., p. 98; J.O., c.r. p.354; I. 131). — Rapport de M. Delacroix, déposé par M. Le Monnier [28 avril] (A., t. II, p. 36; an., p. 145; J.O., c.r., p. 402; I. 159). — Adoption [8 mai] (A., t. II, p. 84; J.O., c.r., p. 445). — Promulgation (J.O., p. 2361).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à emprunter une somme de 1.143.500 francs, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [19 mars] (A., t. I, p. 392; an., p. 98; J.O., c.r., p. 354; I. 132).— Rapport de M. le Monnier [28 avril] (A., t. II, p. 36; an., p. 146; J.O., c.r. p. 402; I. 160). — Adoption [8 mai] (A., t. II, p. 84; J.O., c.r. p. 445). — Promulgation (J.O., p, 2433).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Rapport de M. Brugerolle. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 392, 396; an., p. 98, 107; J.O., c.r., p. 354, 358; I. 133, 136). — Promulgation (J.O., p. 1722).

92. Proposition de loi sur les moyens préventifs de combattre la récidive (régime des prisons, libération conditionnelle, patronage, réhabilitation) [27 décembre 1882]. — Rapport sommaire de M. Le Guen [19 mars] (A., t. I, p. 392; an., p. 98; J.O., c.r., p. 354; I. 134). — Prise en considération de la proposition [21 avril] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r.,

p. 371). — Commission : 1er bureau, M. Xavier Blanc. 2e bureau, M. Bérenger. 3e bureau M. Schœlcher. 4e bureau, M. Ribière. 5e bureau, M. Scherer. — 6e bureau, M. Salneuve. 7e bureau, M. de Verninac. 8e bureau, M. Michaux. 9e bureau, M. Bardoux (J.O., p. 2197; F. 40). — Président, M. Schœlcher ; Secrétaire, M. Bardoux; Rapporteur, M. Bérenger (J.O., p. 2261, F. 41).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'annulation de crédits afférents au Budget extraordinaire de l'exercice 1881 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 mars] (A., t. I, p. 392; an., p. 106; J.O., c.r., p. 354; I. 135). — Rapport de M. Casimir Fournier [21 avril] (A., t. II, p. 3; an., p. 113; J.O., c.r., p. 371; I. 145). — Adoption [28 avril] (A., t. II, p. 33; J.O., c.r., p. 399). — Promulgation (J.O., p. 2225).

94. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la régularisation d'un décret rendu en Conseil d'État pour l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 20.000 francs, applicable aux funérailles de M. Gambetta, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Dépôt et lecture de son rapport, par M. le général Billot. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [19 mars] (A., t. I, p. 394, 397; an., p. 107; J.O.; c.r., p. 353, 356; I. 137, 139). — Promulgation (J.O., p. 1833).

95. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1883, de crédits extraordinaires montant à 220.000 francs, pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie. Déposé par M. Martin-Feuillée, Ministre de la Justice et des Cultes. — Rapport de M. Casimir Fournier. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate : MM. de Gavardie, Casimir Fournier, rapporteur. Adoption du projet de loi [19 mars] (A., t. I, p. 394; an., p. 107; J. O., c.r., p. 355, 358; I. 138, 140). — Promulgation (J.O., p. 1554).

96. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la propriété artistique, déposée par M. Bardoux [19 avril] (A., t. II, p. 1; an., p. 108;

J.O., c.r., p. 367; I. 142). — Rapporteur : M. Marcel Barthe (J.O., p. 2724 ; F. 51). — Rapport de M. Marcel Barthe [17 juillet] (A., t. II, p. 588; an., p. 322; J.O., c.r., p. 897; I. 362).

97. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux enterrements civils ou religieux [12 juillet 1882]. — Rapport de M. Emile Labiche [19 avril] (A., t. II, p. 1; an., p. 110; J.O., c.r., p. 367; I. 143). — Première délibération. Sont entendus : M. de Gavardie. — Article 1er : MM. le baron de Ravignan, le marquis de Carné. Adoption. — Article 2. Adoption. — Article 3 : MM. Baragnon, Emile Labiche, rapporteur; Buffet, Jouin, Emile Lenoël. Adoption au scrutin. M. Baragnon propose un paragraphe additionnel : MM. Baragnon, le Rapporteur. Rejet au scrutin. Adoption du projet de loi [10 mai] (A., t. II, p. 111; J.O., c.r., p. 468). — Deuxième délibération. Articles 1 et 2. Adoption. — Article 3 : MM. Jouin, Emile Labiche, rapporteur; Lucien Brun, Griffe, Clément. Adoption au scrutin [12 juin] (A., t. II, p. 347; J.O., c.r., p. 678). — Paragraphe additionnel de M. Marcel Barthe : MM. Baragnon, le Président, Emile Labiche, rapporteur; Griffe, Marcel Barthe. Retrait du paragraphe additionnel par son auteur. — Article 4, paragraphe 1er : MM. le Rapporteur, Lucien Brun, le Président. Adoption. — Paragraphe 2 : MM. le Président, Griffe, le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 4. — Article 5. Amendement de M. Boucher-Cadart : M. Baragnon. Adoption de l'article 5 modifié. — Ensemble de la proposition de loi : MM. de Gavardie, Lucien Brun, le Rapporteur. Adoption, [14 juin] (A., t. II, p. 359; J.O., c.r., p. 688).

98. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics [19 avril] (A., t. II, p. 1; an., p. 108; J.O., c.r., p. 367; I. 141). — Commission : 1er bureau, M. Malens. 2e bureau, M. Ninard. 3e bureau, M. Le Lièvre. 4e bureau, M. de Freycinet. 5e bureau, M. Emile Labiche. 6e bureau, M. Jacques. 7e bureau, M. le général Arnaudeau. 8e bureau, M. Cuvinot. 9e bureau, M. Donnot (J.O., p. 2197; F. 40). — Président : M. Le Lièvre; Secrétaire : M. Cuvinot; Rapporteur : M. Emile Labiche (J.O., p. 2261; M. 41). — Rapport de M. Emile Labiche [19 juin] (A., t. II, p. 379; an., p. 211; J.O., c.r., p. 707; I. 238). — Déclaration de l'urgence et discussion générale. Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 492; J.O., c.r., p. 807). — Promulgation (J.O., p. 3881).

99. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes [25 avril] (A., t. II, p. 7; an., p. 124; J.O., c.r., p. 375; I. 147). — Commission : 1er bureau, M. l'amiral Fourichon. 2e bureau, M. Callen. 3e bureau, M. le général Frébault; 4e bureau, M. Massiet du Biest. 5e bureau, M. Rubillard. 6e bureau, M. Barbey. 7e bureau, M. Barne. 8e bureau, M. l'amiral Halna du Fretay. 9e bureau, M. Dumesnil (J.O., p. 2197; F. 40). — Président : M. Dumesnil; Secrétaire : M. Barbey; Rapporteur : M. Barne (J.O., p. 2261; F. 41). — Rapport de M. Barne [8 mai] (A., t. II, p. 83; an., p. 154; J.O., c.r., p. 445; I. 170). — Première délibération : M. Barne, rapporteur. L'urgence est déclarée. Adoption [19 mai] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 497). — Promulgation (J.O., p. 2585).

100. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation de rembourser ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances. Demande l'urgence qui est prononcée : MM. Calmon, Président de la Commission des finances; Chesnelong. Renvoi à la Commission des finances. Rapport de M. Dauphin. Il en donne lecture. Discussion immédiate et renvoi au jour suivant [25 avril] (A., t. II, p. 7, 9; an., p. 124; J.O., c.r., p. 375, 376; I. 146, 149). — MM. Chesnelong, Tirard, Ministre des Finances; de Parieu, Bocher, Oscar de Vallée, le Président. Clôture de la discussion générale. — Article 1er. Amendement de M. Lalanne : M. Lalanne. Retrait de l'amendement par son auteur. — Articles 2 à 13. Adoption. — Paragraphe additionnel de M. le baron de Ravignan et de plusieurs de ses collègues : MM. le baron de Ravignan, Dauphin, rapporteur. Rejet de l'amendement au scrutin. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [26 avril] (A., t. II, p. 11; J.O., c.r., p. 379). — Promulgation (J.O., p. 2089).

101. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, provenant de l'initiative de plusieurs de ses membres, ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et de sous-préfectures et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires [22 mai 1882]. — Commission : 1er bureau, M. Adam. 2e bureau, M. Blanc (Xavier). 3e bureau, M. Corne. 4e bureau, M. Jobard. 5e bureau, M. Parent. 6e bureau, M. Brun (Charles). 7e bureau, M. Mathey. 8e bureau, M. Griffe. 9e bureau, M. Boucher-Cadart. — Président : M. Corne; Secrétaire : M. Griffe. — Dépôt, par M. La Caze, de l'avis de la Commission des finances [26 avril] (A., t. II, p. 11;

an., p. 129; J.O. c.r., p. 379; I. 152). — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Lizot, Boucher-Cadart, rapporteur. Clôture de la discussion générale. Rejet de la discussion des articles et du projet de loi [8 mai] (A., t. II, p. 93; J.O., c.r., p. 453).

102. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve de M. le général Chanzy, commandant le 6e corps, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Président du Conseil et de M. le Ministre de la Guerre et au sien [26 avril] (A., t. II, p. 30; an., p. 130; J.O., c.r., p. 395; I. 154). — Rapport de M. le général Billot [28 avril] (A., t. II, p. 36; an., p. 146; J.O., c.r., p. 402; I. 161). — Première délibération. Sur la demande de M. le général Billot, rapporteur, l'urgence est déclarée. Adoption au scrutin du projet de loi [5 mai] (A., t. II, p. 66; J.O., c.r., p. 430). — Promulgation (J.O., p. 2385).

103. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'élection des juges consulaires [23 décembre 1880] (1). — Rapport de M. Le Bastard [28 avril] (A., t. II, p. 36; an., p. 133; J.O., c.r., p. 402; I. 157). — Première délibération. Demande d'ajournement de MM. Ancel, Le Bastard, rapporteur; Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice et des Cultes. Rejet de la demande d'ajournement. Discussion générale : MM. Dauphinot, le Rapporteur [5 juin] (A., t. II, p. 304; J.O., c.r., p. 639). — Suite de la discussion générale : MM. Delsol, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; le Président. Clôture de la discussion générale. Discussion des articles. — Article 1er. Amendement de M. Gayot. Retrait par son auteur : MM. Batbie, Le Bastard, rapporteur; le Président. Adoption au scrutin. — Article 2. Adoption. — Articles 3 à 19. Amendement de M. Dauphinot : MM. Dauphinot, le Rapporteur, Claude. Adoption [7 juin] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 651). — Article 20. Amendement de M. Dauphinot : MM. Dauphinot, Le Bastard, rapporteur; Ancel. Adoption au scrutin de l'amendement. — Article 21. Adoption. Adoption du projet de loi [9 juin] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 667). — Deuxième délibération. M. Le Bastard, rapporteur [19 juin] (A., t. II, p. 380; J.O., c.r., p. 707). —

---

(1) Commission : MM. Jobard, Le Bastard, Mathey, Ancel, Huguet, de Parieu, Vissaguet, Dauphinot, Gailly. — Président : M. Mathey; Secrétaire : M. Le Bastard.

Suite de la discussion : M. Le Bastard, rapporteur [26 juin] (A., t. II, p. 443; J.O., c.r., p. 761). — Contre-projet de MM. Bardoux et Gailly. — Article 1er : MM. Bardoux, Le Bastard, rapporteur; le Président. Adoption au scrutin de l'article 1er du contre-projet. — Article 2 : MM. Bardoux, Le Bastard, rapporteur, Bérenger. Adoption. — Art. 3 à 20. Adoption. Art. 21. Amendement de M. Dauphinot : MM. le Président, Dauphinot. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'art. 21. — Art. 22. Adoption. Ensemble du contre-projet : MM. Tolain, Bérenger. Rejet au scrutin de l'ensemble du contre-projet de MM. Bardoux et Gailly. — Article 1er du projet de loi : MM. le Président, Pouyer-Quartier, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption au scrutin de l'article 1er du projet de loi [28 juin] (A., t. II, p. 449; J. O., c. r., p. 776). — Articles 2 à 17. Adoption. — Article 18 : M. Le Bastard, rapporteur. Adoption de l'article 18 modifié. — Article 19. Adoption. — Article 20 : MM. le Rapporteur, Dauphinot, Dietz-Monnin, Hérisson, Ministre du Commerce; Tolain. Adoption au scrutin de l'article 20 modifié. — Article 21. Adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [3 juillet] (A., t. II, p. 484; J.O., c.r., p. 799). — Promulgation (J.O., p. 6369).

104. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 300.000 francs sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882 du Ministère du commerce (chapitre 6 : Encouragements aux pêches maritimes), déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [28 avril] (A., t. II, p. 36; an., p. 145; J.O., c.r., p. 402; I. 158). — Rapport de M. Casimir Fournier [1er mai] (A., t. II, p. 58; an., p. 147; J.O., c.r., p. 422; I. 165). — Adoption [8 mai] (A., t. II, p. 84; J.O., c.r., p. 446). — Promulgation (J.O., p. 2434).

105. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 370.000 francs pour les frais de représentation de la France au couronnement du czar, déposé par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [28 avril] (A., t. II, p. 45; an., p. 146; J.O., c.r., p. 409; I. 162). — Rapport de M. Casimir Fournier. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [1er mai] (A., t. II, p. 57, 62; an., p. 147; J.O., c.r., p. 422, 425; I. 163). — Promulgation (J.O., p. 2257).

106. Projet de loi pour la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [8 décembre 1881]. — Rapport de M. Roussel [25 juillet

1882] (1). — Première délibération : M. Théophile Roussel, rapporteur. Remise de la discussion à une autre séance [28 avril] (A., t. II, p. 46; J.O., c.r., p. 411). — M. Théophile Roussel, rapporteur [1er mai] (A., t. II, p. 58; J.O., c.r., p. 422). — Sont entendus : MM. Théophile Roussel, rapporteur; Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [5 mai] (A., t. II, p. 75; J.O., c.r., p. 438). — Sont entendus : MM. Théophile Roussel, rapporteur; Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur; Adrien Hébrard, de Gavardie, le vicomte de Lorgeril. Clôture de la discussion générale [10 mai] (A., t. II, p. 104; J.O., c.r., p. 461). — Art. 1er : M. Théophile Roussel, rapporteur. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur, Adrien Hébrard. Adoption de l'article 1er modifié. — Art. 2. Adoption. — Article 3. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur, Bérenger, Adrien Hébrard. Adoption de l'article 3. — Article 4 : MM. de Gavardie, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption. — Article 5, paragraphe 1er : MM. Gayot, le Rapporteur, Adrien Hébrard. Adoption. — Paragraphe 2. Amendement de M. Clamageran : MM. Clamageran, Adrien Hébrard, Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur; Bérenger, le Rapporteur, de Gavardie. Adoption de l'amendement de M. Clamageran, modifié par son auteur. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Batbie [17 mai] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 482). — Article 5, paragraphe 2. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Théophile Roussel, rapporteur; Hébrard, Lucien Brun, le Président. Rejet. Adoption du paragraphe 2. — Ensemble de l'article 5 : MM. Clément, le Rapporteur, Bérenger, Xavier Blanc. Demande de renvoi à la Commission : M. de Gavardie. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 5 [19 mai] (A., t. II, p. 147; J. O., c. r., p. 499). — Article 6, paragraphe 1er. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, Adrien Hébrard, de Gavardie. Rejet au scrutin. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Théophile Roussel, rapporteur; Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur; le Président. Rejet. Adoption du paragraphe 1er. — Paragraphes 2 à 6. Adoption. — Paragraphe 7. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, le Rapporteur, Viellard-Migeon. Rejet. Nouvelle rédaction du paragraphe 6 proposée par M. Hébrard : MM. Hébrard, Clamageran, Roger-Marvaise. Adoption. Demande de renvoi à la Commission de l'article 6. Rejet. Adoption du paragraphe 6 modifié. — Para-

(1) Commission : MM. Xavier Blanc, Parent, de Rozière, Huguet, Roussel (Théophile), Hébrard, Schœlcher, Delacroix, Jules Simon. — Président : M. Schœlcher; Secrétaire : M. Roussel (Théophile).

graphes 7 et 8. Adoption. — Paragraphe 9. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 6 [21 mai] (A., t. II, p. 167; J. O., c. r., p. 517). — Article 7. Adoption. — Article 8. Adoption. — Article 9, amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Théophile Roussel, rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 9. — Article 10 : MM. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, le Rapporteur. Adoption.— Article 11, paragraphe 1er. Amendement de M. le marquis de Carné : MM. le marquis de Carné, le Rapporteur. Adoption de l'amendement et des paragraphes 1 et 2 de l'article. —Paragraphe 3. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption du paragraphe 3 et de l'ensemble de l'article 11. — Article 12. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, le Rapporteur, Xavier Blanc. Renvoi à la Commission. — Article 13. Adoption. — Article 14. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 14. — Article 15. Adoption. — Article 16. Amendement de MM. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 16. — Article 17, amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Adrien Hébrard. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 17. — Article 18. Amendement de M. Léon Clément : MM. Léon Clément, le Rapporteur. Griffe. Adoption de l'article 18 modifié. — Article 19. Adoption. — Titre III, article 20. Amendement de M. Léon Clément : M. Léon Clément [22 mai] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 529). — Article 20 : MM. Clément, Théophile Roussel, rapporteur; Bérenger [24 mai] (A., t. II, p. 209; J.O., c.r., p. 553). — Article 12 réservé : M. de Rozière. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice; Théophile Roussel, rapporteur; Adrien Hébrard. Rejet au scrutin de l'amendement de M. Bérenger. Adoption de l'article 12. — Article 20. Amendement de M. Léon Clément : MM. Léon Clément, Bardoux. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Président. Rejet de l'amendement de M. de Gavardie. Adoption, au scrutin, du paragraphe 1er de l'article 20. Adoption de l'ensemble de l'article. — Article 21 : MM. de Gavardie, Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice. Adoption de l'article 21 [26 mai] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r, p. 557). — Article 22. Adoption. — Article 23. Paragraphe additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice. Rejet. Adoption de l'article 23. — Articles 24 à 33. Adoption. — Article 34, paragraphe 1er. Adoption. — Paragraphe 2. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, de Rozière, Bérenger, Margue, Sous-Secrétaire d'Eta tau Ministère de l'Intérieur; le Président. Rejet. Adoption du paragraphe 2. Adoption de l'ensemble de l'article 34.— Articles 35

à 39. Adoption. — Article 40 : MM. Foucher de Careil, Théophile Roussel, rapporteur. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article 40. — Articles 41 à 43. Adoption. — Article 44 : MM. Gazagne, Xavier Blanc, Hébrard, le Président. Renvoi à la Commission. — Article 45 : MM. Baragnon, le Rapporporteur. Renvoi à la Commission. — Article 47 : MM. le baron Le Guay, le Rapporteur, le marquis de Carné. Renvoi à la Commission. — Article 48. Adoption. — Article 49. Article additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Hébrard. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 49 [2 juin] (A., t. II, p. 282 ; J.O., c.r., p. 618). — M. Théophile Roussel, rapporteur. — Article 40 modifié : M. de Gavardie. Adoption. — Article 44 modifié : M. Gazagne. Adoption. — Article 45 modifié : MM. Parent, Baragnon. Adoption. — Article 47 modifié : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption en première délibération de l'ensemble du projet de loi [12 juin] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r., p. 676). — Suite de la deuxième délibération. Contre-projet de M. Bérenger. Demande de renvoi à la Commission : MM. Théophile Roussel, rapporteur ; Bérenger. Rejet au scrutin de la demande de renvoi du contre-projet à la Commission [3 juillet] (A., t. II, p. 492 ; J.O., c.r., p. 807). — Art. 1er à 6. Adoption. — Article 6. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, Théophile Roussel, rapporteur; de Gavardie. Rejet au scrutin. Adoption de l'article 7. — Article additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Bérenger. Rejet. — Article 8 Adoption. — Articles 9 à 11. Adoption. — Article 12 : MM. de Gavardie, le Rapporteur, Batbie, Xavier Blanc. Adoption. — Articles 13 à 15. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion [5 juillet] (A., t. II, p. 512; J.O., c.r., p. 824). — Titre II, article 16. Adoption. — Article 17 : MM. de Gavardie, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux Ministre de la Justice et des Cultes. Adoption. — Article 18. Adoption. — Titre III, article 19 : MM. de Gavardie, Théophile Roussel, rapporteur, Martin-Feuillée, Ministre de la Justice et des Cultes. Adoption. — Article 20 : MM. de Gavardie, Le Guen, Xavier Blanc, le Rapporteur, Batbie, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Adoption. — Article 21. Amendement de M. Le Guen : MM. Le Guen, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération. Adoption de l'article 21. — Adoption de l'article 22 modifié. — Articles 23 à 26. Adoption. — Article 27 : MM. Batbie, le Rapporteur, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes; le Rapporteur. Adoption de l'article 27 modifié. — Articles 28 à 31. Adoption. — Article 32 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption de l'article 32 modifié. — Articles 33 à 35. Adoption. — Article 36 : M. Batbie. Renvoi à la Commission. — Articles 37 et 38. Adoption. — Article 39 : MM. de Gavardie, le Rappor-

teur. Adoption. — Articles 40 à 43. Adoption. — Article 44 nouveau : MM. Wallon, le Rapporteur. Renvoi de la discussion de l'article 44 à la prochaine séance. — Articles 45 à 47. Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 523; J.O., c.r., p. 834). — Article 36 modifié : M. Théophile Roussel, rapporteur. Adoption. — Article 44 modifié. Adoption. — Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [10 juillet] (A., t. II, p. 543; J.O., c.r., p. 854).

107. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 161 du Code pénal, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [1er mai] (A., t. II, p. 58; an., p. 147; J.O., c.r., p. 422; l. 164). — Commission : 1er bureau, M. Luro. 2e bureau, M. Ronjat. 3e bureau, le colonel Meinadier. 4e bureau, M. Tenaille-Saligny. 5e bureau, M. Huguet (A.). 6e bureau, M. Lamorte. 7e bureau, M. Michal-Ladichère. 8e bureau, le général comte d'Andlau. 9e bureau. M. Émile Gayot (J.O., p. 2318; F. 42). — Président : M. Michal-Ladichère; Secrétaire : M. Emile Gayot; Rapporteur : M. Tenaille-Saligny (J.O., p. 2348; F. 43).

108. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Menton à emprunter une somme de 1.550.000 et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [5 mai] (A., t. II, p. 75; an., p. 152; J.O., c.r., p. 438; l. 168). — Rapport de M. Delacroix [10 mai] (A., t. II, p. 111; an., p. 166; J.O., c.r., p. 461; l. 180.) — Adoption [17 mai] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 482). — Promulgation (J.O., p. 2601).

109. Projet de loi portant revision des bases des cautionnements des percepteurs, des percepteurs-receveurs municipaux et des receveurs spéciaux des communes et établissements de bienfaisance [22 mars 1879] (1). — Rapport de M. Malens [5 mai] (A., t. II, p. 76; an., p. 152; J.O., c.r., p. 438; l. 169). — Première délibération. M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances. Adoption. [7 juin] (A., t. II, p. 330; ; J.O., c.r., p. 662). — Deuxième délibération. — Adop-

(1) Commission : MM. Barthélemy Saint-Hilaire, Président; Lucave-Laplagne, Secrétaire; Malens, Rapporteur; Honnoré, Chaumontel, Magnin, Charpin, Hébrard, Goutay.

tion de l'ensemble du projet de loi [14 juin] (A., t. II, p. 371; J.O., c.r., p. 699). — Promulgation (J.O., p. 1089).

110. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Châtellerault (Vienne) à emprunter 52.000 francs. Renvoi à la Commission. Déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [8 mai] (A., t. II, p. 84; an., p. 164; J.O., c.r., p. 446; I. 173). — Rapport de M. Dieudé-Defly [19 mai] (A., t. II, p. 145; an., p. 184; J.O., c.r., p. 497; I. 190). — Adoption [24 mai] (A., t. II, p. 197; J.O., c.r. p. 543). — Promulgation (J.O. p. 2809).

111. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chartres (Eure-et-Loir) à contracter un emprunt de 1.057.100 francs, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [8 mai] (A., t. II, p. 98; an., p. 164; J.O., c.r. p. 457; I. 175). — Rapport de M. Delacroix [10 mai] (A., t. II, p. 103; an., p. 166; J.O., c.r., p. 464; I. 179). — Sont entendus : MM. de Gavardie et Delacroix, rapporteur. Adoption [17 mai] (A., t. II, p. 126; J.O., c.r., p. 481). — Promulgation (J.O., p. 2692).

112. Proposition de loi sur la naturalisation [1er avril 1882]. — Commission : 1er bureau, M. Humbert. 2e bureau, M. Ninard. 3e bureau, M. Goutay. 4e bureau, M. Lacomme. 5e bureau, M. Roger-Marvaise. 6e bureau, M. Munier. 7e bureau, M. Batbie. 8e bureau, M. Brunet. 9e bureau, M. Fournier (Casimir) (J.O., p. 2318; F. 42). — Président : M. Humbert; Secrétaire : M. Batbie (J.O., p. 2348; F. 43).

113. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder la réversibilité, au profit de Mlle de Sabry, de la pension de 1.500 francs, allouée, par une loi du 17 mai 1828, à sa mère, Marie-Antoinette-Bénigne-Thanaïs Bisson, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de la Marine et au sien [8 mai] (A., t. II, p. 87; an., p. 164; J.O., c.r., p. 448; I. 174). — Rapport de M. Edouard Millaud [10 mai] (A., t. II, p. 103; an., p. 166; J.O., c.r., p. 461; I. 178). — Première délibération. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Edouard Millaud, rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption du projet de loi en première délibération [19 mai] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 498). — Deuxième délibération. Adoption

[26 mai] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 557). — Promulgation (J.O., p. 2737).

114. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883 entre la France et l'Autriche-Hongrie, en vue de proroger la Convention de commerce du 7 novembre 1881, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [10 mai] (A., t. II, p. 111; an., p. 167; J.O., c.r., p. 467; I. 181). — Rapport de M. Teisserenc de Bort. Il en donne lecture, demande la discussion immédiate. [17 mai] (A., t. II, p. 142; an., p. 169; J.O., c.r., p. 494; I. 185). — Adoption [19 mai] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r.. p. 497). — Promulgation (J.O., p. 2553).

115. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de la Rochelle à contracter un emprunt de 170.000 francs, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur [10 mai] (A., t. II, p. 121; an., p. 167; J.O., c.r., p. 477; I. 182). — Rapport de M. Delacroix [21 mai] (A., t. II, p. 167; an., p. 185; J.O., c.r., p. 517; I. 194). — Adoption [26 mai] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 557). — Promulgation (J.O., p. 2809).

116. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances et au sien.—L'urgence est déclarée sur la demande de MM. Charles Brun, Ministre de la Marine, et de Saint-Vallier [17 mai] (A., t. II, p. 128; an., p. 168; J.O., c.r., p. 483; I. 184). — Commission : 1er bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 2e bureau, M. l'amiral Jauréguiberry. 3e bureau, M. le général Frébault. 4e bureau, M. de Freycinet. 5e bureau, M. Teisserenc de Bort. 6e bureau, M. Barbey. 7e bureau, M. Pélissier. 8e bureau, M. l'amiral Halna du Fretay. 9e bureau, M. Emile Gayot (J.O., p. 2526; F. 45). — Président : M. l'amiral Jauréguiberry; Secrétaire : M. Gayot (J.O., p. 2557; F. 46). — Rapporteur : M. le comte de Saint-Vallier (J.O., p. 2574; F. 47).— Rapport de M. de Saint-Vallier. Il en donne lecture. Demande de discussion immédiate. Discussion générale : MM. Lambert de Sainte-Croix, Fournier (Indre-et-Loire), le comte de Saint-Vallier rapporteur ; le baron de Lareinty. Clôture de la discussion géné-

rale. — Article 1er. Adoption. — Article 2 : MM. le Rapporteur, Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères; l'amiral Jauréguiberry, Buffet. Adoption. — Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [24 mai] (A., t. II, p. 198; an., p. 188; J.O., c.r., p. 543 ; I. 199). — Promulgation (J.O. p. 2689).

117. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur le régime législatif en Algérie, déposée par M. Jacques, au nom de MM. Le Lièvre Henri Didier et au sien [17 mai] (A., t. II, p. 143; an., p. 169; J.O., c.r., p. 495; I. 186).

118. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bourges (Cher) à emprunter 120.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [17 mai] (A., t. II, p. 143; an., p. 169; J.O., c.r., p. 495; I. 187). — Rapport de M. Garrisson [5 juin] (A., t. II, p. 295; an., p. 193; J.O., c.r., p. 631; I. 213). — Discussion : M. Garrisson, rapporteur. Adoption [12 juin] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r., p. 675). — Promulgation (J.O., p. 3034).

119. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [20 juin 1882]. — Commission : MM. Eymard-Duvernay, Teisserenc de Bort, président; Dietz-Monnin, Lenoël, Barthe (Marcel), rapporteur; Millaud, secrétaire; Arbel, Mazeau, Boucher-Cadart. — Rapport de M. Marcel Barthe [19 mai] (A., t. II, p. 145; an., p. 170; J.O., c.r., p. 497; I. 188). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Discussion générale : MM. Edouard Millaud, Marcel Barthe, rapporteur; Tolain. Retrait de l'urgence : M. le Rapporteur. Clôture de la discussion générale. — Articles 1er et 2. Adoption. — Article 3. Amendement de M. Denis. Retrait par son auteur : MM. Boucher-Cadart, Lenoël, Tolain, Denis, Marcel Barthe, rapporteur; Dauphinot. Renvoi de l'article 3 à la Commission [19 juin] (A., t. II, p. 380; J.O., c.r., p. 708). — Rapport supplémentaire de M. Marcel Barthe [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 241 ; J.O., c.r., p. 754; I. 272).

120. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative aux enfants mineurs dont la mère, veuve d'un mari étranger, recouvre la qualité de Française, déposée par M. l'amiral Fourichon. Sur sa demande, l'urgence est déclarée [19 mai] (A., t. II, p. 145; an., p. 184; J.O., c.r.,

p. 497; I. 191). — Rapport de M. Batbie [31 mai] (A., t. II, p. 253; an., p. 191; J.O., c.r., p. 593; I. 206). — MM. Roger-Marvaise, Batbie, rapporteur. Discussion générale. Adoption de la proposition de loi [9 juin] (A., t. II, p. 339; J.O., c.r., p. 671). — Promulgation (J.O., p. 3244).

121. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cahors (Lot) à contracter un emprunt de 1 million, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [19 mai] (A., t. II, p. 146; an., p. 185; J.O., c.r., p. 497; I. 192). — Rapport de M. Gazagne [24 mai] (A., t. II, p. 197; an., p. 187; J.O., c.r., p. 543; I. 198). — Adoption [31 mai] (A., t. II, p. 253; J.O., c.r., p. 593). — Promulgation (J.O., p. 2841).

122. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un traité passé entre le Président du Conseil et M. Janssen, armurier à Liège, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [21 mai] (A., t. II, p. 167; an., p. 185; J.O., c.r., p. 517; I. 195). — Rapport de M. Millaud. Il en donne lecture. Sur sa demande, l'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate. Adoption du projet de loi [2 juin] (A., t. II, p. 281; an., p. 193; J.O., c.r., p. 618; I. 211). — Promulgation (J.O., p. 2793).

123. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faire ratifier la cession, à titre gratuit, d'objets matériels de guerre hors de service, autorisée en faveur de la mission de M. Savorgnan de Brazza, par un décret présidentiel du 21 février 1883, déposé par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre de la Guerre et des Finances [22 mai] (A., t. II, p. 184; an., p. 186; J.O., c.r., p. 529; I. 196). — Rapport de M. Goudin. Il en donne lecture. Sur sa demande l'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate. Adoption du projet de loi [2 juin] (A., t. II, p. 289; an., p. 193; J.O., c.r., p. 617; I. [212]. — Promulgation (J.O., p. 2810).

124. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les services maritimes postaux: 1° entre le Havre et New-York; 2° entre la France, les Antilles et le Mexique, déposé par M. Cochery, Ministre des postes et des Télégraphes [22 mai] (A., t. II; p. 196; an., p. 186; J.O., c.r., p. 542; I, 197). — Rapport de M. Cordier

[16 juin] (A., t. II, p. 376; an., p. 208; J.O., c.r., p. 704; I. 237). — Première délibération : M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes; MM. Cordier, rapporteur; Dupuy-de-Lôme, Dufresne, Le Guen. — **Articles 1 à 9. Adoption. — Article 10. Adoption au scrutin. — Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [23 juin] (A., t. II, p. 419; J.O., c.r., p. 740). — Promulgation (J.O., p. 3257).**

125. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention signée entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse et constituant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle, déposé par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères [24 mai] (A., t. II, p. 198; an., p. 188; J.O., c.r., p. 543; I. 200). — Commission : 1er bureau, M. de Parieu. 2e bureau, M. Gazagne. 3e bureau, M. Michaux. 4e bureau, M. Barthélemy Saint-Hilaire. 5e bureau, M. le baron Lafond de Saint-Mür. 6e bureau, M. Mazeau. 7e bureau, M. Carquet. 8e bureau, M. Honnoré. 9e bureau, M. Paul de Rémusat (J.O., p. 2812; F. 53). — Président : M. Barthélemy-Saint-Hilaire; Secrétaire : M. Paul de Rémusat; Rapporteur : M. de Parieu (J.O., p. 2844; F. 54). — Rapport de M. de Parieu [14 juin] (A., t. II, p. 357; an., p. 204; J.O., c.r., p. 687; I. 231). — Première délibération : M. de Parieu, rapporteur, demande l'urgence. L'urgence est déclarée. Adoption du projet de loi [30 juin] (A., t. II, p. 465; J.O., c.r., p. 783). — Promulgation (J.O., p. 417).

126. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter 264.500 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [26 mai] (A., t. II, p. 224; an., p. 190; J.O., c.r., p. 566; I. 203). — Rapport de M. Guyot-Lavaline [2 juin] (A., t. II, p. 276; an., p. 191; J.O., c.r., p. 613; I. 207). — Adoption [9 juin] (A., t. II, p. 333; J.O., c.r., p. 667). — Promulgation (J.O., p. 3034).

127. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à autoriser la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à emprunter 81.500 francs, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [26 mai] (A., t. II, p. 224; an., p. 190; J.O., c.r., p. 566; I. 202). — Rapport de M. Brugerolle [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 218; J.O., c.r., p. 725;

I, p. 249). — Adoption [28 juin] (A., t. II, p. 449; J.O., c.r., p. 766). — Promulgation (J.O., p. 3474).

128. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire le territoire de plusieurs sections de Lanouée (canton de Josselin, arrondissement de Ploërmel, département du Morbihan) pour en former une commune distincte sous le nom des Forges, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [26 mai] (A., t. II, p. 224; an., p. 190; J.O., c.r., p. 566; I. 201). — Rapport de M. Chalamet [26 juin] (A., t. II, p. 435; an., p. 244; J.O., c.r., p. 755; I. 276). — Discussion immédiate. M. Audren de Kerdrel en demande l'ajournement [3 juillet] (A., t. II, p. 482; J.O., c.r., p. 798). — Sont entendus : MM. Audren de Kerdrel, Chalamet, rapporteur; Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur. Rejet de la demande d'ajournement. Adoption du projet de loi [5 juillet] (A., t. II, p. 504; J.O., c.r., p. 818). — Promulgation (J.O., p. 3595).

129. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Creuse à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'instituteurs, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [29 mai] (A., t. II, p. 235; an., p. 190; J.O., c.r., p. 577; I. 204). — Rapport de M. Chalamet [26 juin] (A., t. II, p. 435; an., p. 244; I. 275). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 482; J.O., c.r., p. 798). — Promulgation (J.O., c.r., p. 3594).

130. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'une rigole navigable de Moulins à Sancoins, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Finances [29 mai] (A., t. II, p. 251; an., p. 190; J.O., c.r., p. 591; I. 205). — Commission : 1er bureau, M. Cherpin. 2e bureau, M. Cuvinot, 3e bureau, M. Noblot. 4e bureau, M. Krantz. 5e bureau, M. le colonel Meinadier. 6e bureau, M. Martenot. 7e bureau, M. Lalanne. 8e bureau, M. Dufresne. 9e bureau, M. Thurel (J.O., p. 2940; F. 56). — Président : M. le colonel Meinadier; Secrétaire : M. Cuvinot (J.O., p. 2973; F. 57).

131. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bourges (Cher) à con-

tracter un emprunt de 100.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [2 juin] (A., t. II, p. 276; an., p. 192; J.O., c.r., p. 613; I. 208). — Rapport de M. Garrisson [5 juin] (A., t. II, p. 295; an., p. 193; J.O., c.r., p. 631; I. 214). — Adoption [12 juin] (A., t. II, p. 343; J.O., c.r., p. 675). — Promulgation (J.O., p. 3033).

132. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 640.000 francs au chapitre 4 (États-majors), déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de MM. les Ministres des Finances et de la Guerre [2 juin] (A., t. II, p. 276; an., p. 192; J.O., c.r., p. 613; I. 209). — Rapport de M. le général Billot [12 juin] (A., t. II, p. 343; an., p. 201; J.O., c.r., p. 675; I. 226). — Discussion générale. Adoption au scrutin [16 juin] (A., t. II, p. 376; J.O., c.r., p. 703). — Promulgation (J.O., p. 3209).

133. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés relatif 1° à la cession de la ville de Brest d'une partie du terrain et des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent et à l'abandon, à son bénéfice, de la jouissance du corps de garde de la rue d'Aiguillon; 2° à l'ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 230.000 francs, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de MM. les Ministres de la Guerre et des Finances [2 juin] (A., t. II, p. 276; an., p. 192; J.O., c.r., p. 613; I. 210). — Rapport de M. le général Billot [12 juin] (A., t. II, p. 343; an., p. 202; J.O., c.r., p. 675; I. 227). — Première délibération. Adoption [16 juin] (A., t. II, p. 376; J.O., c.r., p. 703). — Deuxième délibération. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [23 juin] (A., t. II, p. 418; J.O., c.r., p. 740). — Promulgation (J.O., p. 3449).

134. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 1er juin 1853 sur les conseils de prud'hommes, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes et au sien [7 juin] (A., t. II, p. 317; an., p. 198; J.O., c.r., p. 651; I. 216). — Commission : 1er bureau, M. Dietz-Monnin. 2e bureau, M. Vieillard-Migeon. 3e bureau, M. Ninard. 4e bureau, M. Manles. 5e bureau,

M. Dauphinot. 6e bureau, M. Corbon. 7e bureau, M. Gustave Denis. 8e bureau, M. Marcel Barthe. 9e bureau, M. Edouard Millaud (J.O., p. 3105; F. 60). — Président : M. Viellard-Migeon; Secrétaire-Rapporteur : M. Edouard Millaud (J.O., p. 3131; F. 60). — Rapport de M. Edouard Millaud [23 juin] (A., t. II, p. 430; an., p. 236; J.O., c.r., p. 750; I. 265). — Première délibération. Déclaration de l'urgence et discussion immédiate. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 juillet] (A., t. II, p. 492).

135. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [7 juin] (A., t. II, p. 317; an., p. 198; J.O., c.r., p. 651; I. 217). — Commission : 1er bureau, M. Jules Simon. 2e bureau, M. Parent. 3e bureau, M. Ribière. 4e bureau, M. Albert Grévy. 5e bureau, M. Emile Lenoël. 6e bureau, M. Batbie. 7e bureau, M. Emile Labiche. — 8e bureau, M. Louis La Case. 9e bureau, M. Tenaille-Saligny. — Président : M. Albert Grévy; Secrétaire : M. Tenaille-Saligny (J.O., p. 2940; F. 56). — Rapporteur : M. Tenaille-Saligny (J.O., p 3212; F. 62). — Rapport de M. Tenaille-Saligny [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 290; J.O., c.r., p. 886; I. 344). M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, demande la mise à l'ordre du jour de la discussion du projet de loi. Sont entendus : MM. de Gavardie, Buffet, Jules Simon, Tenaille-Saligny, rapporteur; Fresneau. Adoption au scrutin [17 juillet] (A., t. II, p. 581; J.O., c.r., p. 894). — Première délibération. Question préjudicielle de M. Buffet : MM. Buffet, Tenaille-Saligny, rapporteur; Batbie. Rejet au scrutin. Discussion générale : M. le baron Lafond de Saint-Mür, le Rapporteur, Lucien Brun, Jules Simon [19 juillet] (A., t. II, p. 622; J.O., c.r., p. 928). — MM. le baron Lafond de Saint-Mür, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes; Allon. Clôture de la discussion générale. Demande de l'urgence : MM. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts; Lizot. Déclaration, au scrutin, de l'urgence. Adoption, au scrutin, du passage à la discussion des articles [20 juillet] (A., t. II, p. 645; J.O., c.r., p. 950). — Article 1er. Question préjudicielle de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Tenaille-Saligny, rapporteur. Rejet. Amendement de M. Grandperret : MM. Grandperret, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Amendement de M. Jouin : MM. Jouin, le Rapporteur, Bérenger. Retrait de l'amendement par son auteur. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Grandperret. Paragraphes 1er et 2. Adoption. M. Robert de Massy [21 juillet] (A., t. II, p. 667; J.O., c.r., p. 969).

— Article 2. Amendement de MM. Delsol et le marquis de Maleville : Tenaille-Saligny, rapporteur, Delsol, le marquis de Maleville, Robert de Massy. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Dauphin : MM. Dauphin, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes; le Rapporteur. Adoption au scrutin de l'amendement. Amendement de M. Robert de Massy : MM. Robert de Massy, le Rapporteur, Marcel Barthe. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Robert de Massy. Incident relatif au scrutin : M. Bérenger [23 juillet] (A., t. II, p. 684; J.O., c.r., p. 986). — Article 2, tableau A. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, Emile Labiche. Rejet au scrutin. Adoption du tableau. Amendement de M. Henry Fournier : MM. Henry Fournier, Emile Labiche. Rejet. MM. Emile Labiche, Buffet, Dauphin, Wallon, Bathie. Adoption au scrutin de la deuxième partie du tableau A. Reprise de la suite de la discussion. Article 2, paragraphe 1er. Adoption. Paragraphe 2 : MM. de Gavardie, Baragnon, Léon Clément, Tenaille-Saligny, rapporteur; Dauphin, Wallon, Faye, Bathie, Emile Labiche, Bérenger. Demande de renvoi à la Commission des trois derniers paragraphes de l'article 2. Rejet au scrutin. Adoption du paragraphe 4 de l'article 1er réservé, modifié par suite de l'amendement de M. Dauphin : MM. Emile Labiche, Lucien Brun. Adoption de l'article 1er modifié. Renvoi de la suite de la discussion [24 juillet] (A., t. II, p. 709; J.O., c.r., p. 1007). — Article 3. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Baragnon, Tenaille-Saligny, rapporteur; Brunet, Dauphin. Rejet de l'article 3. — Article 4. Amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Demande d'ajournement de l'article : MM. Baragnon, le Président. Rejet de la demande d'ajournement. Amendement de M. le marquis de Maleville : MM. le marquis de Maleville, le Rapporteur, Delsol, Bathie, Buffet. Adoption de l'amendement de M. le marquis de Maleville. Article 4 réservé. — Article 5 : MM. de Gavardie, le Président. Adoption. — Article 6. Demande d'ajournement : MM. Bérenger, le Rapporteur, Emile Labiche. Rejet, au scrutin, de la demande d'ajournement. Amendement de MM. Demôle, Barne, Salneuve et Griffe : M. Barné. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Reprise de l'amendement par M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Jouin : MM. Lizot, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes; Jouin, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération de l'amendement de M. Jouin. Amendement de M. Le Guen : MM. Le Guen, Emile Labiche, le Président. Renvoi de l'article 6 à la Commission. — Article 7, contre-projet de M. Bérenger. Retrait du contre-projet par son auteur. Amendement de MM. le

comte du Chaffaut, Michel et plusieurs de leurs collègues : MM. Michel, Bérenger, le Rapporteur [25 juillet] (A., t. II, p. 735; J.O., c.r., p. 1029). — Article 7. Amendement de M. Michel et plusieurs de ses collègues : MM. Lamorte, Tenaille-Saligny, rapporteur; Ninard. Adoption au scrutin. Rejet du paragraphe 1er de l'article 7 et de l'ensemble de cet article. — Suppression des articles 8, 17 et 18. — Article 4. Amendement de M. le marquis de Maleville : MM. Ribière, de Parieu, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, marquis de Maleville. Rejet au scrutin. Adoption de l'article 4 (§ 1er). — Article 4, paragraphe 2 : MM. de Gavardie, Labordère. Adoption du paragraphe 2 et de l'ensemble de l'article 4. — Article 6. Amendement de M. Le Guen : MM. le Rapporteur, de Gavardie. Demande de renvoi du tableau B à la Commission par M. de Gavardie. Rejet. Adoption de l'article 6 modifié. — Article 9 : MM. de Gavardie, le Président. Adoption. — Article 10 : MM. Buffet, Emile Labiche, membre de la Commission, Batbie. Rejet de la rédaction de la Commission. Adoption de la rédaction de la Chambre des Députés. — 2e paragraphe. Adoption. — 3e paragraphe. Amendement de M. Barne. — Renvoi de la suite de la discussion [26 juillet] (A., t. II, p. 764; J.O., c.r., p. 1053). — Article 10. Paragraphe 3. Amendement de M. Barne : MM. Barne, Tenaille-Saligny, rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption du paragraphe 3. — Paragraphe 4. Amendement de MM. le général Deffis et Barboy : MM. le général Deffis, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération. Amendement de MM. Vissaguet, de Lafayette, de Verninac, Brugerolle, Chalamet, Goutay et Salneuve : MM. de Verninac, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération. Adoption du paragraphe 4. — Paragraphe 5 : M. de Gavardie. Adoption. — Paragraphe additionnel de M. Roger-Marvaise : M. Demôle. Rejet du paragraphe additionnel. Adoption de l'ensemble de l'article 10. — Article 11. Amendement de M. Jacques. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 11. — Article 12. Adoption. — Article additionnel de M. Roger-Marvaise : MM. Demôle, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération de l'article additionnel. — Article 13, paragraphe 1er : MM. Baragnon, Barne. Adoption. — Paragraphe 2. Amendement de M. Baragnon : MM. Baragnon, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération. Adoption de l'ensemble de l'article 13. — Article 14. Amendement de M. Pelletan : MM. Pelletan, Emile Labiche, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Rejet de l'article 14. — Article 11 du projet de la Chambre des Députés. Amendement de MM. Denormandie et Bardoux : MM. Denormandie, Parent. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Article 11 réservé. — Article 15 rectifié : MM. Lacaze, Jouin [27 juillet] (A., t. II, p. 788; J.O., c.r., p. 1076). —

Article 15. Proposition préjudicielle par M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Président. Amendement de M. Jouin : MM. Ribière, membre de la Commission, Jouin, Bardoux, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — MM. Batbie, le Garde des Sceaux, Buffet. Rejet au scrutin de l'amendement de M. Jouin. — Article 15. Paragraphe 1er : MM. Baragnon, le Président. Adoption au scrutin. — Article 15. Paragraphe 2. Amendement de MM. Bardoux, Wallon et Batbie : MM. Wallon, le Garde des Sceaux, Bardoux. Rejet au scrutin. — Article additionnel de M. Henry Didier : MM. Henry Didier, le Président. Ajournement après le vote de l'article 15 : MM. Jules Simon, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption du paragraphe 2. — Paragraphes 3 et 4. Adoption. — Ensemble de l'article 15. Adoption au scrutin [28 juillet] (A., t. II, p. 813; J.O., c.r., p. 1097). — Motion de M. de Gavardie relative au dernier paragraphe de l'article 15 : MM. de Gavardie, le Président. — Article 16, article additionnel de M. Baragnon : MM. Baragnon, Tenaille-Saligny, rapporteur; Dauphin. Rejet au scrutin de l'article additionnel de M. Baragnon. — Article 16. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. — Paragraphes 1er à 3 de l'article 16. Adoption. — Paragraphe 4 : MM. de Gavardie, Emile Labiche, Buffet, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Batbie, le Président. Article 16 réservé. — Articles 17 et 18 annulés par suite de votes antérieurs. — Article 19 : MM. Buffet, de Gavardie. Adoption. — Article 21, paragraphe 1er : MM. Jules Simon, Emile Labiche, Allou. Adoption au scrutin du paragraphe 1er. — Paragraphe 2 : MM. le baron Lafond de Saint-Mür, de Gavardie. Adoption. — Ensemble de l'article 21 : MM. Buffet, Martin-Feuillée, Ministre de la Justice et des Cultes. Adoption de l'article 21 [30 juillet] (A., t. II, p. 849; J.O.; c.r., p. 1131). — Article 16, paragraphe 4 réservé : MM. de Gavardie, Emile Labiche, membre de la Commission, le Président. Adoption. — Paragraphe 5. Adoption. — Article additionnel de MM. Delsol et le marquis de Maleville : MM. le marquis de Maleville. Retrait, par leurs auteurs, de l'article additionnel. Adoption de l'ensemble de l'article 16. — Article 22. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Emile Labiche. Rejet. Adoption de l'article 22. — Article 23 : MM. de Gavardie, le Président. Adoption. — Article 24. Adoption. — Article 27 : Adoption. — Article 11, paragraphes 1 à 3. Contre-projet de MM. Bardoux et Denormandie : MM. Denormandie, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Retrait du contre-projet par leurs auteurs. — Amendements de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Garde des Sceaux, le Président. Rejet. — Rejet des

comte du Chaffaut, Michel et plusieurs de leurs collègues : MM. Michel, Bérenger, le Rapporteur [25 juillet] (A., t. II, p. 735; J.O., c.r., p. 1029). — Article 7. Amendement de M. Michel et plusieurs de ses collègues : MM. Lamorte, Tenaille-Saligny, rapporteur; Ninard. Adoption au scrutin. Rejet du paragraphe 1er de l'article 7 et de l'ensemble de cet article. — Suppression des articles 8, 17 et 18. — Article 4. Amendement de M. le marquis de Maleville : MM. Ribière, de Parieu, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, marquis de Maleville. Rejet au scrutin. Adoption de l'article 4 (§ 1er). — Article 4, paragraphe 2 : MM. de Gavardie, Labordère. Adoption du paragraphe 2 et de l'ensemble de l'article 4. — Article 6. Amendement de M. Le Guen : MM. le Rapporteur, de Gavardie. Demande de renvoi du tableau B à la Commission par M. de Gavardie. Rejet. Adoption de l'article 6 modifié. — Article 9 : MM. de Gavardie, le Président. Adoption. — Article 10 : MM. Buffet, Emile Labiche, membre de la Commission, Batbie. Rejet de la rédaction de la Commission. Adoption de la rédaction de la Chambre des Députés. — 2e paragraphe. Adoption. — 3e paragraphe. Amendement de M. Barne. — Renvoi de la suite de la discussion [26 juillet] (A., t. II, p. 764; J.O., c.r., p. 1053). — Article 10. Paragraphe 3. Amendement de M. Barne : MM. Barne, Tenaille-Saligny, rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption du paragraphe 3. — Paragraphe 4. Amendement de MM. le général Deffis et Barboy : MM. le général Deffis, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération. Amendement de MM. Vissaguet, de Lafayette, de Verninac, Brugerolle, Chalamet, Goutay et Salneuve : MM. de Verninac, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération. Adoption du paragraphe 4. — Paragraphe 5 : M. de Gavardie. Adoption. — Paragraphe additionnel de M. Roger-Marvaise : M. Demôle. Rejet du paragraphe additionnel. Adoption de l'ensemble de l'article 10. — Article 11. Amendement de M. Jacques. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 11. — Article 12. Adoption. — Article additionnel de M. Roger-Marvaise : MM. Demôle, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération de l'article additionnel. — Article 13, paragraphe 1er : MM. Baragnon, Barne. Adoption. — Paragraphe 2. Amendement de M. Baragnon : MM. Baragnon, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération. Adoption de l'ensemble de l'article 13. — Article 14. Amendement de M. Pelletan : MM. Pelletan, Emile Labiche, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Rejet de l'article 14. — Article 11 du projet de la Chambre des Députés. Amendement de MM. Denormandie et Bardoux : MM. Denormandie, Parent. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Article 11 réservé. — Article 15 rectifié : MM. Lacaze, Jouin [27 juillet] (A., t. II, p. 788; J.O., c.r., p. 1076). —

Article 15. Proposition préjudicielle par M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Président. Amendement de M. Jouin : MM. Ribière, membre de la Commission, Jouin, Bardoux, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — MM. Batbie, le Garde des Sceaux, Buffet. Rejet au scrutin de l'amendement de M. Jouin. — Article 15. Paragraphe 1er : MM. Baragnon, le Président. Adoption au scrutin. — Article 15. Paragraphe 2. Amendement de MM. Bardoux, Wallon et Batbie : MM. Wallon, le Garde des Sceaux, Bardoux. Rejet au scrutin. — Article additionnel de M. Henry Didier : MM. Henry Didier, le Président. Ajournement après le vote de l'article 15 : MM. Jules Simon, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption du paragraphe 2. — Paragraphes 3 et 4. Adoption. — Ensemble de l'article 15. Adoption au scrutin [28 juillet] (A., t. II, p. 813; J.O., c.r., p. 1097). — Motion de M. de Gavardie relative au dernier paragraphe de l'article 15 : MM. de Gavardie, le Président. — Article 16, article additionnel de M. Baragnon : MM. Baragnon, Tenaille-Saligny, rapporteur; Dauphin. Rejet au scrutin de l'article additionnel de M. Baragnon. — Article 16. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. — Paragraphes 1er à 3 de l'article 16. Adoption. — Paragraphe 4 : MM. de Gavardie, Emile Labiche, Buffet, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Batbie, le Président. Article 16 réservé. — Articles 17 et 18 annulés par suite de votes antérieurs. — Article 19 : MM. Buffet, de Gavardie. Adoption. — Article 21, paragraphe 1er : MM. Jules Simon, Emile Labiche, Allou. Adoption au scrutin du paragraphe 1er. — Paragraphe 2 : MM. le baron Lafond de Saint-Mür, de Gavardie. Adoption. — Ensemble de l'article 21 : MM. Buffet, Martin-Feuillée, Ministre de la Justice et des Cultes. Adoption de l'article 21 [30 juillet] (A., t. II, p. 849; J.O.; c.r., p. 1131). — Article 16, paragraphe 4 réservé : MM. de Gavardie, Emile Labiche, membre de la Commission, le Président. Adoption. — Paragraphe 5. Adoption. — Article additionnel de MM. Delsol et le marquis de Maleville : MM. le marquis de Maleville. Retrait, par leurs auteurs, de l'article additionnel. Adoption de l'ensemble de l'article 16. — Article 22. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Emile Labiche. Rejet. Adoption de l'article 22. — Article 23 : MM. de Gavardie, le Président. Adoption. — Article 24. Adoption. — Article 27 : Adoption. — Article 11, paragraphes 1 à 3. Contre-projet de MM. Bardoux et Denormandie : MM. Denormandie, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Retrait du contre-projet par leurs auteurs. — Amendements de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Garde des Sceaux, le Président. Rejet. — Rejet des

paragraphes 1 à 3 de l'article 11. — Articles additionnels de M. de Gavardie : M. de Gavardie. — Ensemble de la loi : MM. Fresneau, Jules Simon, Labordère, de Gavardie. — Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A., t. II, p. 881; J.O., c.r., p. 1160). — Promulgation (J.O., p. 4569).

136. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre, déposé par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères [9 juin] (A., t. II, p. 333; an., p. 199; J.O., c.r., p. 667; I. 218). — Rapport de M. Teisserenc de Bort [12 juin] (A., t. II, p. 354; an., p. 203; J.O., c.r., p. 685; I. 230). — Le Sénat décide qu'il passera à la discussion de l'article unique. Adoption [19 juin] (A., t. II, p. 380; J.O., c.r., p. 707). — Promulgation (J.O., p. 3081).

137. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour la construction de bâtiments départementaux, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 juin] (A., t. II, p. 340; an., p. 201, J.O., c.r., p. 673; I. 222). — Rapport de M. Guyot-Lavaline [19 juin] (A., t. II, p. 395; an., p. 217; J.O., c.r. p. 720; I. 246). — Adoption [26 juin] (A., t. II, p. 434; J.O., c.r., p. 754). — Promulgation (J.O., p. 3473).

138. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Lille (Nord), à emprunter une somme 24.000.000 de francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 juin] (A., t. II, p. 340; an., p. 200; J.O., c.r., p. 673; I. 220). — Rapport de M. Le Monnier [16 juin] (A., t. II, p. 376; an., p. 208; J.O., c.r., p. 704; I. 236). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 483; J.O., c.r., p. 798). — Promulgation (J.O., p. 3595).

139. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Mortroux (arrondissement de Guéret, département de la Creuse), la section de la Forêt du Temple pour l'ériger en municipalité distincte, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 juin] (A., t. II, p. 340; an., p. 200; J.O., c.r., p. 673; I. 221). — Rapport de M. Guyot-Lavaline [5 juillet] (A., t. II, p. 504; an., p. 254; J.O., c.r., p. 817;

I. 304). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 562; J.O., c.r., p. 873). — Promulgation (J.O., p. 3868).

140. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées aux chemins de fer de Vire à Saint-Lô, avec embranchemen sur Caen et de Fougères à Vire et au réseau d'Orléans à la mer, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 juin] (A., t. II, p. 340; an., p. 201; J.O., c.r., p. 673; I. 223). — Rapport de M. Chalamet [26 juin] (A., t. II, p. 435; an., p. 245; J.O., c.r., p. 755; I. 277). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 482; J.O., c.r., p. 798). — Promulgation (J.O., p. 3594).

141. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 juin] (A., t. II, p. 340; an., p. 201; J.O., c.r., p. 673; I. 224). — Rapport de M. Le Monnier [14 juin] (A., t. II, p. 372; an., p. 207; J.O., c.r., p. 760; I. 234). — Adoption [28 juin] (A., t. II, p. 449; J.O., c.r., p. 766). — Promulgation (J. O., p. 3474).

142. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Châtillon (Haute-Savoie), déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 juin] (A., t. II, p. 340; an., p. 201; J.O., c.r., p. 673; I. 225). — Rapport de M. Brugerolle [7 juillet] (A., t. II, p. 522; an., p. 259; J.O., c.r., p. 834; I. 311). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 562; J.O., c.r., p. 874). — Promulgation (J.O., p. 3868).

143. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à élever le taux d'intérêt d'un emprunt, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [12 juin] (A., t. II, p. 346; an., p. 203; J.O., c.r., p. 678; I. 228). — Rapport de M. Brugerolle [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 218; J.O., c.r., p. 725; I. 248). — Adoption [28 juin] (A., t. II, p. 449; J.O., c.r., p. 766). — Promulgation (J.O., p. 3474).

144. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la protection de l'enfance abandonnée, déposée par M. Bérenger [14 juin] (A., t. II, p. 371; an., p. 205; J.O., c.r., p. 699; I. 232). —Rapport de M. Roussel (Théophile) [23 juin] (A., t. II, p. 424; an., p. 234; J.O., c.r., p. 745; I. 253). — M. Bérenger demande le renvoi de sa proposition à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi présentée par M. Théophile Roussel. Rejet au scrutin de la demande [3 juillet] (A., t. II, p. 498; J.O., c.r., p. 807).

145. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [14 juin] (A., t. II, p. 371; an., p. 207; J.O., c.r., p. 699; I. 233). — Rapport de M. Le Monnier [23 juin] (A., t. II, p. 427; an., p. 236; J.O., c r., p. p. 747; I. 264). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 482; J.O., c.r., p. 797). — Promulgation (J.O., p. 3594).

146. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits fiscaux à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux non bâtis, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [16 juin] (A., t. II, p. 375; an., p. 207; J.O., c.r., p. 703; I. 235). — Commission : 1er bureau, M. Goguet. 2e bureau, M. le baron Le Guay. 3e bureau, M. Gazagne. 4e bureau, M. Luro. 5e bureau, M. Casimir Fournier. 6e bureau, M. Robert de Massy. 7e bureau. M. Clément. 8e bureau, M. le marquis de Maleville. 9e bureau, M. Pons (J.O., p. 3105; F. 60). — Président : M. le marquis de Maleville; Secrétaire : M. Goguet (J.O., p. 3161; F. 61).

147. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [19 juin] (A., t. II, p. 380; an., p. 212; J.O., c.r., p. 707; I. 239). — Commission : 1er bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 2e bureau, M. Laurent-Pichat. 3e bureau, M. Lambert de Sainte-Croix. 4e bureau, M. Merlin. 5e bureau, M. Paul de Rémusat. 6e bureau, M. Berthelot. 7e bureau, M. Teisserenc de Bort. 8e bureau, M. Bardoux. 9e bureau, M. Audren de Kerdrel (J.O., p. 3105; F. 60). — Président : M. Audren de Kerdrel; Secrétaire : M. Paul de Rémusat; Rapporteur : M. le comte de Saint-Val-

lier (J.O., p. 3161; F. 61). — Rapport de M. le comte de Saint-Vallier [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 240; J.O., c.r., p. 754; I. 270). — Adoption du projet de loi [30 juin] (A., t. II, p. 466; J.O., c.r., p. 783). — Promulgation (J.O., p. 3489).

148. Proposition de loi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'Etat, les départements et les communes [31 juillet 1882]. — Rapport de M. le colonel Meinadier [19 juin] (A., t. II, p. 384; an., p. 213; J.O., c.r., p. 711; I. 240). — Première délibération : M. Malens. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (A., t. II, p. 443). — Dépôt, par M. Roger-Marvaise, de l'avis de la Commission des finances [3 juillet] (A., t. II, p. 490; an., p. 252; I. 296).

149. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant accroissement de minima des pensions et des annuités pour années de service supplémentaire en faveur du personnel compris dans la 1re et la 2e section du tarif n° 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [19 juin] (A., t. II, p. 388; an., p. 216; J.O., c.r., p. 714; I. 241). — Commission : 1er bureau, M. Pelletan. 2e bureau, M. le général Guillemaut. 3e bureau, M. Michaux. 4e bureau, M. Jacques Hébrard. 5e bureau, M. Clamageran. 6e bureau, M. Barbey. 7e bureau, M. Foubert. 8e bureau, M. Le Guen. 9e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac (J.O., p. 3212; F. 62). — Président : M. le général Guillemaut; Secrétaire : M. Barbey (J.O., p. 3244; F. 63). — Rapport de M. Barbey [24 juin] (A., t. II, p. 708; an., p. 345; J.O., c.r., p. 1005; I. 407). — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. — Article 1er : MM. le général Guillemaut, Lenoël, Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies. Adoption de la première partie de l'article 1er. Adoption, au scrutin, de la deuxième partie. Adoption de l'ensemble de l'article 1e. — Articles 2 à 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A., t. II, p. 895). — Promulgation (J.O., p. 4241).

150. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation pour la Caisse des dépôts et consignations de faire provisoirement des avances à certaines caisses d'épargne privées, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et au sien [19 juin] (A., t. II, p. 388; an.,

p. 217; J.O., c.r., p. 714; I. 242). — Rapport de M. Denormandie [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 228; J.O., c.r., p. 725; I. 238). — Adoption [26 juin] (A., t. II, p. 435; J.O., c.r., p. 754). — Promulgation (J.O., p. 3473).

151. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour le service des bâtiments départementaux, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [19 juin] (A., t. II, p. 388; an., p. 217; J.O., c.r., p. 714; I. 243). — Rapport de M. Le Monnier [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 274; J.O., c.r., p. 849; I. 320). — Adoption [17 juillet] (A., t. II, p. 580; J.O., c.r., p. 889). — Promulgation (J.O., p. 3866).

152. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Epernay (Marne) à emprunter 444.800 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [19 juin] (A., t. II, p. 388; an., p. 217; J.O., c.r., p. 714; I. 244). — Rapport de M. Le Monnier [5 juillet] (A. t., II, p. 511; an., p. 254; J.O., c.r., p. 824; I. 305). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 562; J.O., c.r., p. 873). — Promulgation (J.O., p. 3868).

153. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter 26.500 francs, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [19 juin] (A., t. II, p. 388; an., p. 217; J.O., c.r., p. 714; I. 245). — Rapport de M. Brugerolle [7 juillet] (A., t. II, p. 522; an., p. 259; J.O., c.r., p. 834; I. 310). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 562; J.O., c.r., p. 874). — Promulgation (J.O., p. 3868).

154. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris le 18 janvier 1883 entre la France et la Serbie, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce [21 juin] (A., t. II, p. 398; an., p. 218; J.O., c.r., p. 723; I. 247). — Rapporteur : M. Teisserenc de Bort (J.O., p. 3161; F. 61). — Dépôt, par M. Edouard Millaud, au nom de M. Teisserenc de Bort, de son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 446; an., p. 247; J.O., c.r., p. 763; I. 281). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Discus-

sion immédiate. Adoption du projet de loi [5 juillet] (A., t. II, p. 511; J.O., c.r., p. 824). — Promulgation (J.O., p. 3705).

155. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [12 juillet 1882]. — Commission : MM. Noblot, Corbon, Oudet, Dietz-Monnin, Massé, Teisserenc de Bort, Thurel, Berthelot, Peyrat. — Président, M. Corbon; Secrétaire et Rapporteur : M. Dietz-Monnin. — Rapport de M. Dietz-Monnin [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 257).

156. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter 220.000 francs, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 218; J.O., c.r., p. 725; I. 250). — Rapport de M. Emile Lenoël [28 juin] (A., t. II, p. 453; an., p. 249; J.O., c.r., p. 770; I. 286). — Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 504; J.O., c.r., p. 818). — Promulgation (J.O., p. 3595).

157. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter une somme de 400.000 francs, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 251). — Rapport de M. Emile Lenoël [28 juin] (A., t. II, p. 453; an., p. 249; J.O., c.r., p. 770; I. 285). — Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 504; J.O., c.r., p. 818). — Promulgation (J.O., p. 3594).

158. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 252). — Rapport de M. le comte de Saint-Vallier [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 239; J.O., c.r., p. 754; I. 269). — Adoption [30 juin] (A., t. II, p. 465; J.O., c.r., p. 783). — Promulgation (J.O., p. 3521).

159. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ain à

s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 253). — Rapport de M. Munier [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 317; J.O., c.r., p. 886; I. 352]. — Adoption [19 juillet] (A., t. II, p. 622; J.O., c.r., p. 928). — Promulgation (J.O., p. 3865.)

160. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à créer des ressources extraordinaires pour l'installation de l'école pratique d'agriculture de la Brosse, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 254). — Rapport de M. Chaumontel [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 240; J.O., c.r., p. 754; I. 271). — Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 482; J.O., c.r., p. 798). — Promulgation (J.O., p. 3594).

161. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 255). — Rapport de M. Brugerolle [30 juin] (A., t. II, p. 466; an., p. 250; J.O., c.r., p. 784; I. 291). — Adoption [7 juillet] (A., t. II, p. 522; J.O., c.r., p. 834). — Promulgation (J.O., p. 3802).

162. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [21 juin] (A., t. II, p. 400; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 256). — Rapport de M. Brugerolle [30 juin] (A., t. II, p. 466; an., p. 250; J.O., c.r., p. 784; I. 290). — Adoption [6 juillet] (A., t. II, p. 522; J.O., c.r., p. 834). — Promulgation (J.O., p. 3802).

163. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne (Aude) en deux circonscriptions électorales, déposé par M. Waldeck-

Rousseau, Ministre de l'Intérieur [23 juin] (A., t. II, p. 417; an., p. 225; J.O., c.r., p. 739; I. 259). — Commission : 1er bureau, M. Guyot. 2e bureau, M. Salneuve. 3e bureau, M. Gazagne. 4e bureau, M. Luro. 5e bureau, M. Honnoré. 6e bureau, M Robert de Massy. 7e bureau, M. Guyot-Lavaline. 8e bureau, M. Demôle. 9e bureau, M. Oudet. — Président : M. Robert de Massy; Secrétaire : M. Honnoré (J.O., p. 3212; F. 62). — Rapport de M. Guyot. Il en donne lecture. Discussion immédiate : MM. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur; Guyot, rapporteur. Rejet de l'article unique du projet de loi [28 juin] (A., t. II, p. 446; an., p. 248; J.O., c.r., p. 763; I. 282).

164. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active en vue de la formation d'une artillerie de forteresse, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de la Guerre [23 juin] (A., t. II, p. 418; an., p. 225; J.O., c.r., p. 739; I. 260). — Commission : 1er bureau, M. Béral. 2e bureau, M. le général Frébault. 3e bureau, M. le général Farre. 4e bureau, M. le général Grévy. 5e bureau, M. l'amiral Halna du Fretay. 6e bureau, M. le général Gresley. 7e bureau, M. de Freycinet. 8e bureau, M. Béraldi. 9e bureau, M. le général Pélissier (J.O., p. 3212; F. 62). — Président : M. de Freycinet; Secrétaire : M. Béral (J.O., p. 3244; F. 63). — Rapport déposé par M. Béral, au nom de M. le général Farre [7 juillet] (A., t. II, p. 530; an., p. 261; J.O., c.r., p. 841; I. 313).— Discussion. Sont entendus : MM. le colonel Meinadier, général Deffis, généraux Farre et Thibaudin, Ministre de la Guerre; Labordère. Clôture de la discussion générale. Rejet du contre-projet du colonel Meinadier. Renvoi à la Commission, du contre-projet de M. le général Billot [12 juillet] (A., t. II, p. 562; J.O., c.r., p. 874). — Contre-projet de M. le général Billot : MM. le Président, le général Farre, rapporteur; le général Billot, le général Thibaudin, Ministre de la Guerre; le colonel Meinadier, de Freycinet. Rejet. — Amendement de M. le colonel Meinadier : MM. le colonel Meinadier. Retrait de l'amendement par son auteur. — Projet du Gouvernement. Articles 1 à 8. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 juillet] (A., t. II, p. 606; J.O., c.r., p. 914). — Promulgation (J.O., p. 3841).

165. — Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des bâtiments départementaux, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [23 juin] (A., t. II, p. 418; an., p. 233; J.O., c.r., p. 739; I. 261).— Rapport

de M. Chaumontel [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 868; I. 336). — Adoption [18 juillet] (A., t. II, p. 606; J.O., c.r., p. 913). — Promulgation (J.O., p. 3866).

166. — Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant annulation, sur l'exercice 1882 et ouverture sur l'exercice 1883, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit de 2.100.000 francs (1re section, Service de l'instruction publique), déposé par M. Durand, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances [23 juin] (A., t. I, p. 418, an., p. 233; J.O., c.r., p. 740; I. 262).— Rapport de M. Edouard Millaud [26 juin] (A., t. II, p. 435; an., p. 243; J. O., c.r., p. 754; I. 274).— Discussion générale. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 juillet] (A., t. II, p. 483; J.O., c.r., p. 799). — Promulgation (J.O., p. 3545).

167. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, aux noms de MM. les Ministres de la Marine, des Finances et au sien [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 237; J.O., c.r., p. 753; I. 266). — Rapport de M. Casimir Fournier [28 juin] (A., t. II, p. 449; an., p. 248; J.O., c.r., p. 766; I. 283). — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 483; (J.O., c.r., p. 799). Promulgation (J.O., p. 3625).

168. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le service postal entre Calais et Douvres, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 237; J.O., c.r., p. 753; I. 267). — Rapport de M. Cordier [28 juin] (A., t. II, p. 445; an., p. 246; J.O., c.r., p. 763; I. 280).—Première délibération. Déclaration de l'urgence et discussion immédiate. Adoption [3 juillet] (A., t. II, p. 483; an., J.O., c.r., p. 799). — Promulgation (J.O., p. 3625).

169. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une convention passée

entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux, pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse, déposé par M. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 239; J.O., c.r., p. 753; I. 268).

170. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter 1.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [26 juin] (A., t. II, p. 435; an., p. 246; J.O., c.r., p. 755; I. 278). — Rapport de M. Barne [3 juillet] (A., t. II, p. 482; an., p. 251; J.O., c.r., p. 798; I. 294). — Adoption [10 juillet] (A., t. II, p. 542; J.O., c.r., p. 853). — Promulgation (J.O., p. 3892).

171. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 625 mille francs pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais, déposé par M. Labuse, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [26 juin] (A., t. II, p. 443; an., p. 246; J.O., c.r., p. 761; I. 279). — Rapport de M. Gouin [3 juillet] (A., t. II, p. 482; an., p. 252; J.O., c.r., p. 798; I. 295). — Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet] (A., t. II, p. 523; J.O., c.r., p. 834). — Promulgation (J.O., p. 3713).

172. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue, le 2 mars 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre le Chili, le Pérou et la Bolivie, déposé par M. Tirard, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères [28 juin] (A., t. II, p. 453; an., p. 249; J.O., c.r., p. 770; I. 284).— Commission : 1er bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 2e bureau, M. l'amiral Jauréguiberry. 3e bureau, M. Munier. 4e bureau, M. Malens. 5e bureau, M. Paul de Rémusat. 6e bureau, M. Henry Didier. 7e bureau, M. Berlet. 8e bureau, M. Barthélemy-Saint-Hilaire. 9e bureau, M. Goutay (J.O., p. 3461; F. 66).—Président : M. Barthélemy-Saint-Hilaire ; Secrétaire : M. Berlet ; Rapporteur : M. le comte de Saint-Vallier (J.O., p. 3495; F. 67). — Rapport de M. de Saint-Vallier. L'urgence est déclarée [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 277; J.O., cr.,

p. 854; I. 328). — Adoption [17 juillet] (A., t. II, p. 581; J.O., c.r., p. 891). — Promulgation (J.O., p. 3705).

173. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Avignon à changer l'affectation d'une portion d'emprunt, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [30 juin] (A., t. II, p. 466; an., p. 250; J.O., c.r., p. 784; I. 289). — Rapport de M. Barne [5 juillet] (A., t. II, p. 503; an., p. 253; J.O., c.r., p. 817; I. 299). — Adoption [10 juillet] (A., t. II, p. 542; J.O., c.r., p. 854). — Promulgation (J.O., p. 3802).

174. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [30 juin] (A., t. II, p. 466; an., p. 250; J.O., c.r., p. 784; I. 288). — Rapport de M. Chaumontel [3 juillet] (A., t. II, p. 490; an., p. 252; J.O., c.r., p. 805; I. 297). — Adoption [10 juillet] (A., t. II, p. 542; J.O., c.r., p. 854). — Promulgation (J.O., p. 3801).

175. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [30 juin] (A., t. II, p. 466; an., p. 250; J.O., c.r., p. 784; I. 287). — Rapport de M. le comte de Saint-Vallier [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 276; J.O., c.r., p. 854; I. 327). — Adoption [17 juillet] (A., t. II, p. 580; J.O., c.r., p. 890). — Promulgation (J.O., p. 3866).

176. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'un asile public d'aliénés, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [3 juillet] (A., t. II, p. 481; an., p. 251; J.O., c.r., p. 797; I. 292). — Rapport de M. Munier [26 juillet] (A., t. II, p. 764; an., p. 359; J.O., c.r., p. 1053; I. 432). — Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 847; J.O., c.r., p. 1128). — Promulgation (J.O, p. 4123).

177. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Lot-et-Garonne à con°

tracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction et à l'installation de maisons d'école, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [3 juillet] (A., t. II, p. 481; an., p. 251; J.O., c.r., p. 797; I. 293). — Rapport de M. Brugerolle [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 275; J.O., c.r., p. 854; I. 324). — Adoption [17 juillet] (A., t. II, p. 580; J.O., c.r., p. 890). — Promulgation (J.O., p. 3867).

178. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit de 4.677.000 francs pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et de M. le Ministre des Finances [5 juillet] (A., t. II, p. 504; an., p. 253; J.O., c.r., p. 817; I. 298). — Rapport de M. Barne [24 juillet] (A., t. II, p. 709; an., p. 349; J.O., c.r., p. 1007; I. 413). — Discussion : MM. Lambert de Sainte-Croix, Barne, rapporteur; le comte de Saint-Vallier; Dislère, directeur des Colonies, commissaire du Gouvernement, l'amiral Jauréguiberry. Adoption des articles et, de l'ensemble du projet de loi (1er août] (A., t. II, p. 908; J.O., c.r., p. 1183). — Promulgation (J.O., p. 4105).

179. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des routes départementales, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [5 juillet] (A., t. II, p. 504; an., p. 254; J.O., c.r., p. 817; I 300). — Rapport de M. Chaumontel [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 317; J.O., c.r., p. 886; I, 351). — Adoption [19 juillet] (A., t. II, p. 622; J.O., c.r., p. 927). — Promulgation (J.O., p. 3867).

180. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Pas-de-Calais à créer des ressources extraordinaires pour la construction de maisons d'arrêt et de correction et pour l'achèvement d'un asile d'aliénés, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [5 juillet] (A., t. II, p. 504; an., p. 254; J.O., c.r., p. 817; I. 301). — Rapport de M. Huguet [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 279; J.O., c.r., p. 868; I, 338). — Adoption [18 juillet] (A., t. II, p. 606; J.O., c.r., p. 914). — Promulgation (J. O., p. 3867).

181. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Melun (Seine-et-Marne) à contracter un emprunt, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [5 juillet] (A., t. II, p. 504; an., p. 254; J.O., c.r., p. 817; I 393). — Rapport de M. Huguet [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 279; J.O., c.r., p. 868; I. 337). — Adoption [18 juillet] (A., t. II, p. 606; J.O., c.r., p. 913). — Promulgation (J.O., p. 3868).

182. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour compléter le gage d'un emprunt, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [5 juillet] (A., t. II, p. 504; an., p. 254; J.O., c.r., p. 817; I 393). — Rapport de M. Munier [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 274; J.O., c.r., p. 849; I. 321). — Adoption [17 juillet] (A., t. II, p. 580; J.O., c.r., p. 898). — Promulgation (J.O., p. 3867).

183. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [5 juillet] (A., t. II, p. 511; an., p. 255; J.O., c.r., p. 824; I. 306). — Rapport de M. Cuvinot [7 juillet] (A., t. II, p. 522; an., p. 260; J.O., c.r., p. 834; I. 312). — Première délibération. Adoption [18 juillet] (A., t. II, p. 606; J.O., c.r., p. 914). — Deuxième délibération. Adoption [24 juillet] (A., t. II, p. 709; J.O., c.r., p. 1006). — Promulgation (J.O., p. 4059).

184. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents au Budget ordinaire et au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [5 juillet] (A., t. II, p. 518; an., p. 255; J.O., c.r., p. 830; I. 307). — Rapport de M. Casimir Fournier [12 juillet] (A., t. II, p. 566; an., p. 280; J.O., c.r., p. 877; I. 341). — Déclaration de l'urgence et discussion immédiate. Articles 1 à 6. Adoption. — Article 7 : MM. le général Robert, Casimir Fournier. Adoption. Ar-

ticles 8 à 15. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 juillet] (A., t. II, p. 585; J.O., c.r., p. 894). — Promulgation (J.O., p. 3969).

185. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents au Budget ordinaire et au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général [5 juillet] (A., t. II, p. 518; an., p. 257; J.O., c.r., p. 830; I. 308). — Rapport de M. Fournier (Casimir) [12 juillet] (A., t. II, p. 566; an., p. 284; J.O., c.r., p. 877; I. 342). — Déclaration de l'urgence et discussion immédiate. Articles 1 à 18. Adoption. — Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [17 juillet] (A., t. II, p. 588; J.O., c.r., p. 897). Promulgation (J.O., p. 3708).

186. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'admission et à l'avancement dans les emplois de percepteur des contributions directes, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 272; J.O., c.r., p. 849; I. 319). — Commission : 1er bureau, M. Vivenot. 2e bureau, M. Jobard. 3e bureau, M. Gazagne. 4e bureau, M. Le Blond. 5e bureau, M. Honnoré. 6e bureau, M. de Reignié. 7e bureau, M. Guyot-Lavaline. 8e bureau, M. Marcel Barthe. 9e bureau, M. Rigal (J.O., p. 3694; F. 70). — Président, M. Le Blond; Secrétaire : M. de Reignié (J.O., p. 3717; F. 71).

187. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille (Isère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances 7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 271; J.O., c.r., p. 849: I. 316). — Rapport de M. Munier [19 juillet] (A., t. II, p. 641; an. p. 329; J.O., c.r. p. 944; I. 383). — Adoption [23 juillet] (A.. t. II, p. 684; J.O., c.r., p. 986). — Promulgation (J.O., p. 3995).

188. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'élévation du taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de La Fère (Aisne),

déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [7 juillet] (A., t. II, p. 537; an., p. 271; J.O., c.r., p. 849; I. 315). — Rapport de M. le comte de Saint-Vallier [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 276; J.O., c.r., p. 854; I. 326). — Adoption [17 juillet] (A., t. II, p. 580; J.O., c.r., p. 890). — Promulgation (J.O., p. 3802).

189. — Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une Convention conclue entre la France et la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents. Déclaration de l'urgence, déposée par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 271; J.O., c.r., p. 849; I. 314). — Commission : 1er bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 2e bureau. M. Xavier Blanc. 3e bureau, M. Théophile Roussel. 4e bureau, M. Chaumontel. 5e bureau, M. Clamageran. 6e bureau, M. Devaux. 7e bureau, M. Dupouy. 8e bureau, M. Demôle. 9e bureau, M. Lizot [10 juillet] (J.O., p. 3559; F. 68). — Président et Rapporteur : M. Théophile Roussel; Secrétaire : M. Chaumontel (F. 69). — Rapport de M. Théophile Roussel [17 juillet] (A., t. II, p. 580; an., p. 318; J.O., c.r., p. 890; I. 354). — Adoption [21 juillet] (A., t. II, p. 662; J.O., c.r., p. 966). — Promulgation (J.O., p. 4041).

190. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la section de Pontcharraud de la commune de Saint-Georges-de-Nigremont (Creuse) pour l'ériger en municipalité distincte, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 272; J.O., c.r., p. 849; I. 318). — Rapport de M. Brugerolle [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 276; J.O., c.r., p. 854; I. 325). — Adoption [17 juillet] (A., t. II, p. 580; J.O., c.r., p. 890). — Promulgation (J.O., p. 3868).

191. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Drôme à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 272; J.O., c.r., p. 849; I. 317). — Rapport de M. Munier [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 318; J.O., c.r., p. 886; I. 353). — Adoption [19 juillet] (A., t. II, p. 622; J.O., c.r., p. 928). — Promulgation (J.O., p. 3867).

192. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° de modifier la loi du 7 juillet 1881 qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et 2° de reporter au 1er avril 1884 le délai pour la mise en vigueur de cette loi, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 274; J.O., c.r., p. 854; I. 322). — Commission : 1er bureau, M. Guyot. 2e bureau, M. de La Sicotière. 3e bureau, M. Noblot. 4e bureau, M. Scheurer-Kestner. 5e bureau, M. Würtz. 6e bureau, M. Devaux. 7e bureau, M. Gaston Bazille. 8e bureau, M. Cuvinot. 9e bureau, M. Lalanne (J.O., p. 3694; F. 70).— Président : M. de La Sicotière; Secrétaire : M. Cuvinot; Rapporteur : M. Scheurer-Kestner (J.O., p. 3717; F. 71). — Rapport de M. Scheurer-Kestner [18 juillet] (A., t. II, p. 606; an., p. 326; J.O., c.r., p. 914; I. 369).— Première délibération. Déclaration d'urgence. Adoption [20 juillet] (A., t. II, p. 644; J.O., c.r.,p. 950). — Promulgation (J.O., p. 3955).

193. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements (exercice 1881), déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 867; I. 335). — Rapport de M. Cordier [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 320; J.O., c.r., p. 891; I. 358). — Est entendu : M. Roger-Marvaise. Adoption [20 juillet] (A., t. II p. 644; J.O., c.r., p. 949).

194. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 867; I. 334). — Rapport de M. Huguet [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 319; J.O., c.r., p. 890; I. 355). — Adoption [20 juillet] (A., t. II, p. 643; J.O., c.r., p. 949).

195. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Lisieux (Calvados) à emprunter une somme de 500.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 867; I. 333). — Rapport de M. Munier [20 juillet] (A., t. II, p. 658; an., p. 331; J.O., c.r., p. 961; I. 387). — Adoption [24 juillet] (A., t. II, p. 708; J.O., c.r., p. 1006). — Promulgation (J.O., p. 3994).

196. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 867; I. 332). — Rapport de M. Chaumontel [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 320; J.O., c.r., p. 891; I. 359). — Adoption [20 juillet] (A., t. II, p. 643; J.O., c.r., p. 949).

197. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 867; I. 331). — Rapport de M. Brugerolle [12 juillet] (A., t. II, p. 562; an., p. 290; J.O., c.r., p. 874; I. 343). — Adoption [19 juillet] (A., t. II. p. 622; J.O., c.r., p. 927). — Promulgation (J.O., p. 3866).

198. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement en vue des mesures à prendre pour combattre le phylloxera, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 867; I. 330). — Rapport de M. Barne [18 juillet] (A., t. II, p. 606; an., p. 325; J.O., c.r., p. 914; I. 368). — Adoption [21 juillet] (A., t. II, p. 662; J.O., c.r., p. 965).

199. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 278; J.O., c.r., p. 867; I. 329). — Rapport de M. Munier [18 juillet] (A., t. II, p. 606; an., p. 327; J.O., c.r., p. 914; I. 371). — Adoption [21 juillet] (A., t. II, p. 662; J.O., c.r., p. 966).

200. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre de bois pyroxylé, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [10 juillet] (A., t. II, p. 558; an., p. 279; J.O., c.r., p. 868; I. 339). — Com-

mission: 1er bureau, M. Bonnet. 2e bureau, M. Robin. 3e bureau, M. Chiris. 4e bureau, M. Magnin. 5e bureau, M. le général Farre. 6e bureau, M. Testelin. 7e bureau, M. Michaux. 8e bureau, M. Béral. 9e bureau, M. le général Frébault [22 juillet] (J.O., p. 3773; F. 74). — Rapport de M. Chiris [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 362; J.O., c.r., p. 1074; I. 442). — Discussion générale : M. Testelin demande la déclaration de l'urgence; elle est prononcée. Adoption du projet de loi [2 août] (A., t. II, p. 930; J.O., c.r., p. 1204). — Promulgation (J.O., p. 4124).

201. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer d'Orange à Vaison, déposé par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 317; J.O., c.r., p. 886; I. 347).

202. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Est algérien, déposé par M. le général Thibaubin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 316; J.O., c.r., p. 886; I. 345). — Rapport de M. Farre [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 333; J.O., c.r., p. 985; I. 397). — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juillet] (A., t. II, p. 762; J.O., c.r., p. 1051). — Promulgation (J.O., p. 4457).

203. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet, à titre de chemin de fer d'intérêt local, l'établissement d'un embranchement destiné à relier les carrières d'Amblagniere-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu, sur la ligne de Sablonnières à Montalieu et d'en autoriser l'exécution [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 316, J.O., c.r., p. 886; I. 346). — Rapport de M. Béraldi [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 335; J.O., c.r., p. 985; I. 400). — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juillet] (A., t. II, p. 762; J.O., c.r., p. 1051). — Promulgation (J.O., p. 4282).

204. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Périgueux (Dordogne) à emprunter 85.500 francs, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde

des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [12 juillet] (A., t. II, p. 576 ; an., p. 317 ; J.O., c.r., p. 886 ; I. 348). — Rapport de M. Chaumontel [19 juillet] (A., t. II, p. 622 ; an., p. 328 ; J.O., c.r., p. 928 ; I. 379). — Adoption [23 juillet] (A., t. II, p. 684 ; J.O., c.r., p. 985). — Promulgation (J.O., p. 3994).

205. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à annexer à la ville de Lons-le-Saulnier (Jura) deux parcelles de territoire dépendant de la commune de Montaigu (canton de Conliège, arrondissement de Lons-le-Saulnier), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [12 juillet] (A., t. II, p. 576 ; an., p. 317 ; J.O., c.r., p. 886 ; I. 349). — Rapport de M. Munier [18 juillet] (A., t. II, p. 606 ; an., p. 326 ; J.O., c.r., p. 914 ; I. 370). — Adoption [21 juillet] (A., t. II, p. 662 ; J.O., c.r., p. 965).

206. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Indre à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [12 juillet] (A., t. II, p. 576 ; an., p. 317 ; J.O., c.r., p. 886 ; I. 350). — Rapport de M. Brugerolle [17 juillet] (A., t. II, p. 581 ; an., p. 324 ; J.O., c.r., p. 890 ; I. 363). — Adoption [20 juillet] (A., t. II, p. 644 ; J.O., c.r., p. 949).

207. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'augmentation de la récompense nationale accordée par la loi du 18 juillet 1874, à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances [17 juillet] (A., t. II, p. 581 ; an., p. 319 ; J.O., c.r., p. 890 ; I. 356). — Rapport de M. Edouard Millaud [24 juillet] (A., t. II, p. 709 ; an., p. 351 ; J.O., c.r., p. 1007 ; I. 415). — Première délibération. MM. Edouard Millaud, rapporteur ; Méline, Ministre de l'Agriculture. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [30 juillet] (A., t. II, p. 849 ; J.O., c.r., p. 1130). — Promulgation (J.O., p. 4042).

208. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la convention passée entre l'État et la ville de Narbonne (Aude) pour la réorganisation du caserne-

ment et d'autoriser la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt, déposé par M. Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 321; J.O., c.r., p. 890; I. 361).

209. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux modifications à apporter à la tenue de la cavalerie, déposé par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre. Déclaration de l'urgence [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 320; J.O., c.r., p. 890; I. 357). — Commission : 1er bureau, M. le général comte Espivent de la Villesboisnet. 2e bureau, M. le général Guillemaut. 3e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 4e bureau, M. George. 5e bureau, M. le général Deffis. 6e bureau, M. Lamorte. 7e bureau, M. Berlet. 8e bureau, M. Jacques. 9e bureau, M. Peyrat [21 juillet] (J.O., p. 3773; F. 74). — Président : M. le général Guillemaut; Secrétaire : M. Berlet; Rapporteur : M. le général Deffis (J.O., p. 3805; F. 75). — Rapport de M. le général Deffis [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 344; J.O., c.r., p. 993; I. 402). — Discussion. Déclaration de l'urgence : MM. le baron de Lareinty, le général Deffis, rapporteur. Adoption, du projet de loi [26 juillet] (A., t. II, p. 763; J.O., c. r., p. 1052). — Promulgation (J.O., p. 3995).

210. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, au titre du Budget ordinaire de 1883, d'un crédit supplémentaire de 52.342 francs, applicable aux chapitres 6 et 7 (3e partie, Frais de régie), déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 325; J.O., c.r., p. 890; I. 366). — Rapport de M. Cordier [24 juillet] (A., t. II, p. 709; an., p. 349; J.O., c.r., p. 1007; I. 412). — Adoption, de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A., t. II, p. 847; J.O., c.r., p. 1129). — Promulgation (J.O., p. 4042).

211. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construits par l'État et non concédés, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [17 juillet] (A., t, II, p. 581; an., p. 321; J.O., c.r., p. 890; I. 360). — Rapport de M. Magniez [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 335 J.O., c.r., p. 985; I. 398). — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juillet] (A., t. II, p. 762; J.O., c.r., p. 1052). — Promulgation (J.O., p. 4058).

212. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins (Jura), déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre des Finances [17 juillet] (A., t. II, p. 597; an., p. 325; J.O., c.r., p. 904; I. 364). — Rapport de M. Munier [20 juillet] (A., t. II, p. 658; an., p. 330; J.O., c.r., p. 961; I. 386). — Adoption [24 juillet] (A., t. II, p. 708; J.O., c.r., p. 1096). — Promulgation (J.O., p. 3985).

213. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire), déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre des Finances [17 juillet] (A., t. II, p. 597; an., p. 325; J.O., c.r., p. 904; I. 365). — Rapport de M. Lenoël [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 345; J.O., c.r., p. 993; I. 406). — Adoption [26 juillet] (A., t. II, p. 769; J.O., c.r., p. 1050). — Promulgation (J.O., p. 4125).

214. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'ouverture au Ministère du Commerce d'un crédit de 50.000 francs, pour l'envoi d'ouvriers à l'exposition d'Amsterdam, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [18 juillet] (A., t. II, p. 605; an., p. 325; J.O., c.r., p. 913; I. 367). — Rapport de M. Barne [24 juillet] (A., t. II, p. 709; an., p. 351; J.O., c.r., p. 1007; I. 414). — Discussion générale. Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4042).

215. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter une somme de 2.000.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 juillet] (A., t. II, p. 618; an., p. 327; J.O., c.r., p. 925; I. 372). — Rapport de M. Munier [19 juillet] (A., t. II, p. 641; an., p. 329; J.O., c.r. p. 944; I. 382). — Adoption [23 juillet] (A., t. II, p. 691; J.O., c.r., p. 986). — Promulgation (J.O., p. 3994).

216. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires : 1° pour la construction d'une école normale d'institutrices; 2° pour le paiement d'une subven-

tion destinée à l'établissement d'un lycée à Digne; 3° pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 juillet] (A., t. II, p. 619; an., p. 327; J.O., c.r., p. 925; I. 373). — Rapport de M. Chaumontel [20 juillet] (A., t. II, p. 668; an., p. 330; J.O., c.r., p. 981; I. 385). — Adoption [24 juillet] (A., t. II, p. 708; J.O., c.r., p. 1095). — Promulgation (J.O., p. 3999).

217. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aveyron à contracter un emprunt pour les travaux de chemins ordinaires, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 juillet] (A., t. II, p. 619; an., p. 327; J.O., c.r., p. 925; I. 374). — Rapport de M. Barne [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 333; J.O., c.r., p. 985; I. 396). — Adoption [26 juillet] (A., t. II, p. 760; J.O., c.r., p. 1049). — Promulgation (J.O., p. 4122).

218. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 juillet] (A., t. II, p. 619; an., p. 327; J.O., c.r., p. 925; I. 375). — Rapport de M. Barne [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 335; J.O., c.r., p. 985; I. 399). — Sont entendus : MM. Fresneau, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts; Barne, rapporteur. Adoption [26 juillet] (A., t. II, p. 760; J.O., c.r., p. 1050). — Promulgation (J.O., p. 4122).

219. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à emprunter 400.000 francs, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 juillet] (A., t. II, p. 619; an., p. 327; J.O., c.r., p. 925; I. 376). — Rapport de M. Brugerolle (19 juillet] (A., t. II, p. 641; an., p. 398; J.O., c.r., p. 944; I. 380). — Adoption [23 juillet] (A., t. II, p. 684; J.O., c.r., p. 985). — Promulgation (J.O., p. 3995).

220. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour le rachat de la concession de deux ponts à péage, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 juillet] (A., t. II, p. 619; an., p. 327; J.O., c.r., p. 925; I. 377). — Rapport de M. Huguet [19 juillet] (A., t. II,

p. 641 ; an., p. 328 ; J. O.' c.r., p. 944 ; I. 381). — Adoption [23 juillet] (A., t. II, p. 684 ; J.O., c.r., p. 985). — Promulgation (J.O., p. 3994).

221. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour subvention éventuelle à l'Exposition internationale de Nice, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom des MM. les Ministres du Commerce et des Finances [19 juillet] (A., t. II., p. 621 ; an., p. 327 ; J.O., c.r., p. 927 ; I. 378). — Rapport de M. Barne [26 juillet] (A., t. II, p. 764 ; an., p. 359 ; J.O., c.r., p. 1053 ; I. 433).— Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 848 ; J.O., c.r., p. 1129). — Promulgation (J.O., p. 4201).

222. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'acquisition d'hôtels des Postes et des Télégraphes à Calais, Sedan, Amiens, Menton, Hyères, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes [20 juillet] (A., t. II., p. 651 ; an., p. 330 ; J.O., c.r., p. 955 ; I. 384). — Rapport de M. Cordier [24 juillet] (A., t. II, p. 709 ; an., p. 348 ; J.O., c.r., p. 1007 ; I. 411). — Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 786 ; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4042).

223. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au taux de l'intérêt de l'argent [1er avril 1882]. Commission : MM. Cherpin, de Parieu, Marcel Barthe, Émile Labiche, Gustave Denis, Gouin, Foucher de Careil, Batbie, Clément. — Président : M. de Parieu ; Secrétaire : M. Foucher de Careil ; Rapporteur : M. Émile Labiche.

224. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation du crédit agricole mobilier. Renvoi à la Commission déjà chargée du projet de loi sur le taux de l'intérêt [20 juillet]. — Dépôt, par M. Émile Labiche, d'un rapport connexe sur l'organisation du crédit agricole mobilier et sur la proposition de M. Bozérian relative au crédit agricole et sur les banques d'agriculture [31 juillet] (A., t. II, p. 879 ; an., p. 370 ; J.O., c.r., p. 1159 ; I. 464).

225. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel* non susceptibles d'une évalua-

tion fixe (personnel et matériel), déposé par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Cultes et des Finances [21 juillet] (A., t. II, p. 661; an., p. 331; J.O., c.r., p. 965; I. 388). — Rapport de M. La Caze [28 juillet] (A., t. II, p. 825; an., p. 365; J.O., c.r., p. 1107; I. 451). — Adoption [1er août] (A., t. II, p. 907; J.O., c.r., p. 1182). — Promulgation (J.O., p. 4017).

226. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement dans le réseau d'intérêt général et la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de La Guerche à la ligne de Tours à Montluçon [5 août 1882]. — Rapport de M. Merlin [21 juillet] (A., t. II, p. 662; an., p. 332; J.O., c.r., p. 965; I. 389). — Première délibération. Adoption [24 juillet] (A., t. II, p. 708; J.O., c.r., p. 1006). — Deuxième délibération. Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 849; J.O., c.r., p. 1130). — Promulgation (J.O., p. 4458).

227. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. Déclaration de l'urgence [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 332; J.O., c.r., p. 969; I. 390). — Rapport de M. Edouard Millaud [24 juillet] (A., t. II, p. 709; an., p. 352; J.O., c.r., p. 1007; I. 416). — Adoption [28 juillet] (A., t. II, p. 811; J.O., c.r., p. 1095). — Promulgation (J.O., p. 4058).

228. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire une section de la commune d'Authon-la-Plaine (canton de Dourdan (sud), arrondissement de Rambouillet, département de Seine-et-Oise) pour l'ériger en municipalité distincte, sous le nom du Plessis-Saint-Benoît, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 333; O., c r., p. 969; I. 395).

229. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. Waldeck-

Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 333; J.O., c.r., p. 969; I. 394). — Rapport de M. Chaumontel [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 344; J.O., c.r., p. 993; I. 404). — Adoption [26 juillet] (A., t. II, p. 760; J.O., c.r., p. 1049). — Promulgation (J.O., p. 4122).

230. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 333; J.O., c.r., p. 969; I. 393). — Rapport de M. Huguet [24 juillet] (A., t. II, p. 708; J.O., c.r., p. 1005; an., p. 347; I. 410). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4122).

231. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 667; an., p. 332; J.O., c.r., p. 969; I. 391). — Rapport de M. Huguet [24 juillet] (A., t. II, p. 708; an., p. 347; J.O., c.r. p. 1005; I. 409). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r. p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4123).

232. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas de Calais) à emprunter 500.000 francs, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 332; J.O., c.r., p. 969; I. 392). — Rapport de M. Huguet [24 juillet] (A., t. II, p. 708; an. p. 346; J.O., c.r., p. 1005; I. 408). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 786; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4145).

233. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à emprunter 99.750 francs, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 345; J.O., c.r., p. 993; I. 405). — Rapport de M. Chaumontel [24 juillet] (A., t. II, p. 716; an., p. 353; J.O., c.r., p. 1015; I. 416). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4123).

234. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt pour concourir à la création d'un lycée à Gap, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 344; J.O., c.r., p. 998; I. 403). — Rapport de M. le comte du Chaffaut [24 juillet] (A., t. II, p. 716; an., p. 352; J.O., c.r., p. 1015; I. 407). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4121).

236. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Niort (Deux-Sèvres) à emprunter une somme de 315.000 francs et à changer l'affectation de ressources extraordinaires, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 345; J.O., c.r., p. 998; I. 404). — Rapport de M. Chaumontel [24 juillet] (A., t. II, p. 716; an., p. 353; J.O., c.r., p. 1015; I. 409). — Adoption [27 juillet] (A. t., II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4122).

238. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [28 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 354; J.O., c.r., p. 1019; I. 421). — Rapport de M. Gouin [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J.O., c.r., p. 1073; I. 439). — Discussion générale : MM. le vicomte de Lorgeril, Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances. Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 848; J.O., c.r., p. 1129). — Promulgation (J.O., p. 4124).

237. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1884, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [28 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 354; J.O., c.r., p. 1019; I. 422). — Rapport de M. Dauphin. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée [27 juillet] (A., t. II, p. 787; an., p. 362; J.O., c.r., p. 1074; I. 443). — Adoption [28 juillet] (A., t. II, p. 813; J.O., c.r., p. 1096). — Promulgation (J.O., p. 3945).

239. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au budget annexe de l'Imprimerie

nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 fr., déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de MM. les Ministres de la Justice et des Finances [24 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 355; J.O., c.r., p. 1019; I. 424). — Rapport de M. Calmon [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J.O., c.r., p. 1073; I. 440). — Adoption [31 juillet] (A., t. II, p. 880; J.O., c.r., p. 1159). — Promulgation (J.O., p. 4281).

239. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et des Finances [24 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 353; J.O., c.r., p. 1019; I. 420). — Rapport de M. Edouard Millaud [31 juillet] (A., t. II, p. 880; an., p. 370; J.O., c.r., p. 1159; I. 462). — Adoption [2 août] (A., t. II, p. 928; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4058).

240. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant ensemble à 21.500.000 francs; 2° annulation sur le Budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1882, de pareille somme de 21.500.000 francs, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [24 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 354; J.O., c.r., p. 1019; I. 423). — Rapport de M. Merlin [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J.O., c.r., p. 1074; I. 439). — Adoption [31 juillet] (A., t. II, p. 880; J.O., c.r., p. 1159). — Promulgation (J.O., p. 4457).

241. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la chasse, déposée par M. Labitte [25 juillet] (A., t. II, p. 736; an., p. 355; J.O., c.r., p. 1029; I. 425).

242. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale d'Amsterdam, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce [25 juillet] (A., t. II, p. 756; an., p. 357; J.O., c.r., p. 1047; I. 426). — Commission : 1er bureau, M. Célestin Lagache. 2e bureau, M. de Verninac. 3e bureau, M. Chiris. 4e bureau, M. Noblot. 5e bureau, M. Emile

Gayot. 6e bureau, M. Milhet-Fontarabie. 7e bureau, M. Teisserenc de Bort. 8e bureau, M. de La Sicotière. 9e bureau, M. Vissaguet (J.O., p. 3895; F. 79). — Président : M. Célestin Lagache; Secrétaire : M. Chiris; Rapporteur : M. Teisserenc de Bort (J.O., p. 3913; F. 80). — Rapport de M. Teisserenc de Bort [28 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 367; J.O., c.r., p. 1111; I. 455). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption. [2 août] (A., t. II, p. 928; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4177).

243. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Hyères (Var) à emprunter 48.500 francs, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., t. II, p. 756; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1047; I. 427). — Rapport de M. le comte Du Chaffaut [26 juillet] (A., t. II, p. 763; an,, p. 358; J.O., c.r., p. 1053; I. 431).— Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 847; J.O., c.r., p. 1128).— Promulgation (J.O., p. 4123).

244. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à emprunter une somme de 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce et au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., t. II, p. 756; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1047; I. 428).— Rapport de M. Chaumontel [26 juillet] (A., t. II, p. 763; an., p. 360; J.O., c.r., p. 1053; I. 437).— Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 847, J.O., c.r., p. 1129). — Promulgation (J.O., p. 4124).

245. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au budget du Ministère de l'Instruction publique, exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97; 2° annulation sur le même budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 francs, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [26 juillet] (A., t. II, p. 761; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1051; I. 429).— Rapport de M. Edouard Millaud [28 juillet] (A., t. II, p. 813; an., p. 365; J.O., c.r., p. 1097; I. 450).— Adoption [1er août] (A., t. II, p. 906; J.O., c.r., p. 1182). — Promulgation (J.O., p. 4057).

246. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture au Ministre du Commerce

sur l'exercice 1884, d'un crédit extraordinaire de 50 000 francs pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [26 juillet] (A., t. II, p. 772; an., p. 359; J.O., c.r., p. 1660; I. 434). — Rapport de M. Edouard Millaud [28 juillet] (A., t. II, p. 813; an., p. 364; J.O., c.r., p. 1097; I. 449). — Adoption [1er août] (A., t. II, p. 906; J.O., c.r., p. 1181). — Promulgation (J.O., p. 4204).

247. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la substitution à la Société concessionnaire du chemin de fer d'intérêt général d'Arles à la Tour-Saint-Louis, d'une Compagnie anonyme formée sous la dénomination de Compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [26 juillet] (A., t. II, p. 772; an., p. 359; J.O., c.r., p. 1060; I. 435). — Rapport de M. Béraldi [30 juillet] (A., t. II, p. 847; an., p. 368; J.O., c.r., p. 1129; I. 457). — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 929; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4292).

248. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession définitive à la Compagnie des chemins de fer du Midi de la ligne de Castel-Jaloux à Duquesne, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [26 juillet] (A., t. II. p. 772; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1060; I. 436).

249. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la location à la ville de Dieppe (Seine-Inférieure), pour une durée de trente années, des terrains de la plage, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [27 juillet] (A., t. II, p. 807; an., p. 363; J.O., c.r., p. 1092; I. 444). — Rapport de M. du Chaffaut [29 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 366; J.O., c.r., p. 1111; I. 454). — Première délibération. Discussion générale. Adoption [1er août] (A., t. II, p. 907; J.O., c.r., p. 1162). — Deuxième délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 929; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4124).

250. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les

vins, les cidres, les poirés et les hydromels à l'octroi de Vouziers (Ardennes), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [26 juillet] (A., t. II, p. 807; an., p. 363; J.O., c.r., p. 1092; I. 445). — Rapport de M. Chaumontel [28 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 366; J.O., c.r., p. 1110; I. 453). — Adoption [1er août] (A., t. II, p. 906; J.O., c.r., p. 1181). — Promulgation (J.O., p. 4124).

251. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 10.000 francs applicable aux frais généraux de l'instruction secondaire, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, au nom du Ministre des Finances et au sien [28 juillet] (A., t. II, p. 812; an., p. 363; J.O., c.r., p. 1095; I. 446). — Rapport de M. Édouard Millaud [31 juillet] (A., t. II, p. 880; an., p. 370; J.O., p. 1159; I. 463). — Adoption [2 août] (A., t. II, p. 928; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4058).

252. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de l'établissement d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local à voie étroite dans le département de l'Allier, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics [28 juillet] (A., t. II, p. 812; an., p. 364; J.O., c.r., p. 1095; I. 448). — Rapport de M. Le Bastard [30 juillet] (A., t. II, p. 847; J.O., c.r., p. 1128; an., p. 367; I. 456). — Déclaration de l'urgence. Discussion générale. Adoption [1er août] (A., t. II, p. 907; J.O., c.r., p. 1183). — Promulgation (J.O., p. 4409).

253. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 26 mai 1883 entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics; MM. le Ministre des Travaux publics, le Président, Buffet, Cuvinot, Lenoël [28 juillet] (A., t. II, p. 842; an., p. 364; J.O., c.r., p. 1095; I. 447).

254. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre du commerce et au sien [28 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 365; J.O., c.r., I. 452).

255. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1138; I. 458). — Rapport de M. Chaumontel [31 juillet] (A.. t. II, p. 899; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1177; I. 468). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 930; J.O., c.r., p. 1204). — Promulgation (J.O., p. 4122).

256. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1138; I. 459). — M. Huguet dépose le rapport de M. Foucher de Careil [1er août] (A,, t. II, p. 921; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1195; I. 470). — Discussion : M. Huguet donne lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 929; (J.O., c.r., p. 1203). — Promulgation (J.O., p. 4122).

257. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter 339.376 francs, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1138; I. 460). — Rapport de M. Huguet [31 juillet] A., t. II, p. 895; an., p. 384; J.O., c.r., p. 1173; I. 465). — Discussion : M. Huguet, rapporteur, donne lecture de son rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 929; J.O., c.r., p. 1203). — Promulgation (J.O., p. 4123).

258. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Bouches-du-Rhône à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école et pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O.. c.r., p. 1138; I. 461). — Rapport de M. Chaumontel [31 juillet] (A., t. II, p. 900; J.O., c.r., p. 1177; an., p. 384; I. 467). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, ; J.O., c.r., p. 1203). — Promulgation (J.O., p. 4177).

259. Proposition de loi sur le crédit agricole et sur les banques d'agriculture. Renvoi à la Commission déjà saisie d'une proposition de loi relative au taux de l'intérêt de l'argent [28 juillet 1882].—Dépôt, par M. Emile Labiche, d'un rapport connexe sur le crédit agricole et les banques d'agriculture et l'organisation du crédit agricole mobilier [31 juillet] (A., *t. II*, p. 879; an., p. 370; J.O., c.r., p. 1159; I. 464).

260. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit de 10.853.700 francs sur le Budget extraordinaire de 1883, et annulation d'une somme égale, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Finances, et au sien [31 juillet] (A., t. II, p. 895; an., p. 384; J.O., c.r., p. 1173; I. 466). — Rapport de M. Casimir Fournier. Il en donne lecture [1er août] (A., t. II, p. 905; J.O., c.r., p. 1181; an., p. 385; I. 469). — Adoption [2 août] (A., t. II, p. 928; J.O., c.r., p. 1201).— Promulgation (J.O., p. 4241).

261. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 28 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1195; I. 471).

262. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 5 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer du Nord, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 386; J.O., c.r.. p. 1195; I. 472).

263. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire, passée le 9 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 386; J.O., c.r., p. 1195; I. 473).

264. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure)

p. 641 ; an., p. 328 ; J. O.' c.r., p. 944 ; I. 381). — Adoption [23 juillet] (A., t. II, p. 684 ; J.O., c.r., p. 985). — Promulgation (J.O., p. 3994).

221. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour subvention éventuelle à l'Exposition internationale de Nice, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom des MM. les Ministres du Commerce et des Finances [19 juillet] (A., t. II, p. 621 ; an., p. 327 ; J.O., c.r., p. 927 ; I. 378). — Rapport de M. Barne [26 juillet] (A., t. II, p. 764 ; an., p. 359 ; J.O., c.r., p. 1053 ; I. 433).— Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 848 ; J.O., c.r., p. 1129). — Promulgation (J.O., p. 4201).

222. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'acquisition d'hôtels des Postes et des Télégraphes à Calais, Sedan, Amiens, Menton, Hyères, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes [20 juillet] (A., t. II, p. 651 ; an., p. 330 ; J.O., c.r., p. 955 ; I. 384). — Rapport de M. Cordier [24 juillet] (A., t. II, p. 709 ; an., p. 348 ; J.O., c.r., p. 1007 ; I. 411). — Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 786 ; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4042).

223. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au taux de l'intérêt de l'argent [1er avril 1882]. Commission : MM. Cherpin, de Parieu, Marcel Barthe, Émile Labiche, Gustave Denis, Gouin, Foucher de Careil, Batbie, Clément. — Président : M. de Parieu ; Secrétaire : M. Foucher de Careil ; Rapporteur : M. Émile Labiche.

224. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation du crédit agricole mobilier. Renvoi à la Commission déjà chargée du projet de loi sur le taux de l'intérêt [20 juillet]. — Dépôt, par M. Émile Labiche, d'un rapport connexe sur l'organisation du crédit agricole mobilier et sur la proposition de M. Bozérian relative au crédit agricole et sur les banques d'agriculture [31 juillet] (A., t. II, p. 879 ; an., p. 370 ; J.O., c.r., p. 1159 ; I. 464).

225. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel* non susceptibles d'une évalua-

tion fixe (personnel et matériel), déposé par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Cultes et des Finances [21 juillet] (A., t. II, p. 661; an., p. 331; J.O., c.r., p. 965; I. 388). — Rapport de M. La Caze [28 juillet] (A., t. II, p. 825; an., p. 365; J.O., c.r., p. 1107; I. 451). — Adoption [1er août] (A., t. II, p. 907; J.O., c.r., p. 1182). — Promulgation (J.O., p. 4017).

226. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement dans le réseau d'intérêt général et la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de La Guerche à la ligne de Tours à Montluçon [5 août 1882]. — Rapport de M. Merlin [21 juillet] (A., t. II, p. 662; an., p. 332; J.O., c.r., p. 965; I. 389). — Première délibération. Adoption [24 juillet] (A., t. II, p. 708; J.O., c.r., p. 1006). — Deuxième délibération. Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 849; J.O., c.r., p. 1130). — Promulgation (J.O., p. 4458).

227. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. Déclaration de l'urgence [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 332; J.O., c.r., p. 969; I. 390). — Rapport de M. Edouard Millaud [24 juillet] (A., t. II, p. 709; an., p. 352; J.O., c.r., p. 1007; I. 416). — Adoption [28 juillet] (A., t. II, p. 811; J.O., c.r., p. 1095). — Promulgation (J.O., p. 4058).

228. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire une section de la commune d'Authon-la-Plaine (canton de Dourdan (sud), arrondissement de Rambouillet, département de Seine-et-Oise) pour l'ériger en municipalité distincte, sous le nom du Plessis-Saint-Benoît, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 333; O., c r., p. 969; I. 395).

229. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. Waldeck-

Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 333; J.O., c.r., p. 969; I. 394). — Rapport de M. Chaumontel [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 344; J.O., c.r., p. 993; I. 401). — Adoption [26 juillet] (A., t. II, p. 760; J.O., c.r., p. 1049). — Promulgation (J.O., p. 4122).

230. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 333; J.O., c.r., p. 969; I. 393). — Rapport de M. Huguet [24 juillet] (A., t. II, p. 708; J.O., c.r., p. 1005; an., p. 347; I. 410). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4122).

231. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 667; an., p. 332; J.O., c.r., p. 969; I. 391). — Rapport de M. Huguet [24 juillet] (A., t. II, p. 708; an., p. 347; J.O., c.r. p. 1005; I. 409). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r. p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4123).

232. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de Calais) à emprunter 500.000 francs, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 332; J.O., c.r., p. 969; I. 392). — Rapport de M. Huguet [24 juillet] (A., t. II, p. 708; an. p. 346; J.O., c.r., p. 1005; I. 408). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 786; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4145).

233. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à emprunter 99.750 francs, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 345; J.O., c.r., p. 993; I. 405). — Rapport de M. Chaumontel [24 juillet] (A., t. II, p. 716; an., p. 353; J.O., c.r., p. 1015; I. 415). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4123).

234. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt pour concourir à la création d'un lycée à Gap, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [23 juillet] (A., t. II, p. 694; an., p. 344; J.O., c.r., p. 998; I. 403). — Rapport de M. le comte du Chaffaut [29 juillet] (A., t. II, p. 746; an., p. 352; J.O., c.r., p. 1015; I. 407). — Adoption [27 juillet] (A., t. II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4121).

238. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Niort (Deux-Sèvres) à emprunter une somme de 315.000 francs et à changer l'affectation de ressources extraordinaires; déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [23 juillet] (A., t. II, p. 698; an., p. 345; J.O., c.r., p. 998; I. 404). — Rapport de M. Chaumontel [24 juillet] (A., t. II, p. 716; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1045; I. 419). — Adoption [27 juillet] (A. t., II, p. 787; J.O., c.r., p. 1074). — Promulgation (J.O., p. 4122).

239. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1893, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs; déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [26 juillet] (A., t. II, p. 728; an., p. 354; J.O., c.r., p. 1019; I. 421). — Rapport de M. Gomin [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J.O., c.r., p. 1073; I. 438). — Discussion générale : MM. le vicomte de Largentaye, Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances. Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 848; J.O., c.r., p. 1129). — Promulgation (J.O., p. 4124).

237. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1894, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [24 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 354; J.O., c.r., p. 1019; I. 422). — Rapport de M. Danphin. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée [27 juillet] (A., t. II, p. 787; an., p. 362; J.O., c.r., p. 1074; I. 443). — Adoption [28 juillet] (A., t. II, p. 813; J.O., c.r., p. 1096). — Promulgation (J.O., p. 3945).

238. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au budget annexe de l'Imprimerie

nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 fr., déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de MM. les Ministres de la Justice et des Finances [24 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 355; J.O., c.r., p. 1019; I. 424). — Rapport de M. Calmon [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J.O., c.r., p. 1073; I. 440). — Adoption [31 juillet] (A., t. II, p. 880; J.O., c.r., p. 1159). — Promulgation (J.O., p. 4281).

239. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et des Finances [24 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 353; J.O., c.r., p. 1019; I. 420). — Rapport de M. Edouard Millaud [31 juillet] (A., t. II, p. 880; an., p. 370; J.O., c.r., p. 1159; I. 462). — Adoption [2 août] (A., t. II, p. 928; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4058).

240. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant ensemble à 21.500.000 francs; 2° annulation sur le Budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1882, de pareille somme de 21.500.000 francs, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [24 juillet] (A., t. II, p. 723; an., p. 354; J.O., c.r., p. 1019; I. 423). — Rapport de M. Merlin [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J.O., c.r., p. 1074; I. 439). — Adoption [31 juillet] (A., t. II, p. 880; J.O., c.r., p. 1159). — Promulgation (J.O., p. 4457).

241. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la chasse, déposée par M. Labitte [25 juillet] (A., t. II, p. 736; an., p. 355; J.O., c.r., p. 1029; I. 425).

242. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale d'Amsterdam, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce [25 juillet] (A., t. II, p. 756; an., p. 357; J.O., c.r., p. 1047; I. 426). — Commission : 1er bureau, M. Célestin Lagache. 2e bureau, M. de Verninac. 3e bureau, M. Chiris. 4e bureau, M. Noblot. 5e bureau, M. Emile

Gayot. 6e bureau, M. Milhet-Fontarabie. 7e bureau, M. Teisserenc de Bort. 8e bureau, M. de La Sicotière. 9e bureau, M. Vissaguet (J.O., p. 3895; F. 79). — Président : M. Célestin Lagache; Secrétaire : M. Chiris; Rapporteur : M. Teisserenc de Bort (J.O., p. 3913; F. 80). — Rapport de M. Teisserenc de Bort [28 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 367; J.O., c.r., p. 1111; I. 455). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption. [2 août] (A., t. II, p. 928; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4177).

243. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Hyères (Var) à emprunter 48.500 francs, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., t. II, p. 756; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1047; I. 427). — Rapport de M. le comte Du Chaffaut [26 juillet] (A., t. II, p. 763; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1053; I. 431).— Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 847; J.O., c.r., p. 1128).— Promulgation (J.O., p. 4123).

244. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à emprunter une somme de 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce et au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., t. II, p. 756; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1047; I. 428).— Rapport de M. Chaumontel [26 juillet] (A., t. II, p. 763; an., p. 360; J.O., c.r., p. 1053; I. 437).— Adoption [30 juillet] (A., t. II, p. 847, J.O., c.r., p. 1129). — Promulgation (J.O., p. 4124).

245. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au budget du Ministère de l'Instruction publique, exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97; 2° annulation sur le même budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 francs, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [26 juillet] (A., t. II, p. 761; an., p. 358; J.O., c.r., p. 1051; I. 429).— Rapport de M. Edouard Millaud [28 juillet] (A., t. II, p. 813; an., p. 365; J.O., c.r., p. 1097; I. 450).— Adoption [1er août] (A., t. II, p. 906; J.O., c.r., p. 1182). — Promulgation (J.O., p. 4057).

246. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture au Ministre du Commerce

sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 50,000 francs pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [26 juillet] (A., t. II, p. 772; an., p. 359; J.O., c.r., p. 1660; I. 454). — Rapport de M. Edouard Millaud [28 juillet] (A., t. II, p. 813; an., p. 364; J.O., c.r., p. 1097; I. 449). — Adoption [1er août] (A., t. II, p. 906; J.O., c.r., p. 1181). — Promulgation (J.O., p. 4204).

247. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la substitution à la Société concessionnaire du chemin de fer d'intérêt général d'Arles à la Tour-Saint-Louis, d'une Compagnie anonyme formée sous la dénomination de Compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [26 juillet] (A., t. II, p. 772; an., p. 359; J.O., c.r., p. 1060; I. 435). — Rapport de M. Béraldi [30 juillet] (A., t. II, p. 847; an., p. 368; J.O., c.r., p. 1129; I. 457). — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 929; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4292).

248. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession définitive à la Compagnie des chemins de fer du Midi de la ligne de Castel-Jaloux à Roquefort, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [26 juillet] (A., t. II. p. 772; an., p. 360; J.O., c.r., p. 1060; I. 436).

249. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la location à la ville de Dieppe (Seine-Inférieure), pour une durée de trente années, des terrains de la plage, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [27 juillet] (A., t. II, p. 807; an., p. 363; J.O., c.r., p. 1092; I. 444). — Rapport de M. du Chaffaut [29 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 366; J.O., c.r., p. 1111; I. 454). — Première délibération. Discussion générale. Adoption [1er août] (A., t. II, p. 907; J.O., c.r., p. 1182). — Deuxième délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 929; J.O., c.r., p. 1202). — Promulgation (J.O., p. 4124).

250. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les

vins, les cidres, les poirés et les hydromels à l'octroi de Vouziers (Ardennes), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [26 juillet] (A., t. II, p. 807; an., p. 363; J.O., c.r., p. 1092; I. 445). — Rapport de M. Chaumontel [28 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 366; J.O., c.r., p. 1110; I. 453). — Adoption [1er août] (A., t. II, p. 906; J.O., c.r., p. 1181). — Promulgation (J.O., p. 4124).

251. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 10.000 francs applicable aux frais généraux de l'instruction secondaire, déposé par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, au nom du Ministre des Finances et au sien [28 juillet] (A., t. II, p. 812; an., p. 363; J.O., c.r., p. 1095; I. 448). — Rapport de M. Édouard Millaud [31 juillet] (A., t. II, p. 886; an., p. 370; J.O., p. 1159; I. 463). — Adoption [2 août] (A., t. II, p. 928; J.O., c.r., p. 1262). — Promulgation (J.O., p. 4058).

252. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de l'établissement d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local à voie étroite dans le département de l'Allier, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics [28 juillet] (A., t. II, p. 812; an., p. 364; J.O., c.r., p. 1095; I. 448). — Rapport de M. Le Bastard [30 juillet] (A., t. II, p. 847; J.O., c.r., p. 1128; an., p. 367; I. 456). — Déclaration de l'urgence. Discussion générale. Adoption [1er août] (A., t. II, p. 907; J.O., c.r., p. 1183). — Promulgation (J.O., p. 4109).

253. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 26 mai 1883 entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics; MM. le Ministre des Travaux publics, le Président, Buffet, Cuvinot, Lenoël [28 juillet] (A., t. II, p. 842; an., p. 364; J.O., c.r., p. 1095; I. 447).

254. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre du Commerce et au sien [28 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 365; J.O., c.r., p. 1110; I. 452).

255. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1138; I. 458). — Rapport de M. Chaumontel [31 juillet] (A.. t. II, p. 899; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1177; I. 468). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 930; J.O., c.r., p. 1204). — Promulgation (J.O., p. 4122).

256. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1138; I. 459). — M. Huguet dépose le rapport de M. Foucher de Careil [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1195; I. 470). — Discussion : M. Huguet donne lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 929; (J.O., c.r., p. 1203). — Promulgation (J.O., p. 4122).

257. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter 339.376 francs, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1138; I. 460). — Rapport de M. Huguet [31 juillet] A., t. II, p. 895; an., p. 384; J.O., c.r., p. 1173; I. 465). — Discussion : M. Huguet, rapporteur, donne lecture de son rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, p. 929; J.O., c.r., p. 1203). — Promulgation (J.O., p. 4123).

258. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Bouches-du-Rhône à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école et pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1138; I. 461). — Rapport de M. Chaumontel [31 juillet] (A., t. II, p. 900; J.O., c.r., p. 1177; an., p. 384; I. 467). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A., t. II, ; J.O., c.r., p. 1203). — Promulgation (J.O., p. 4177).

259. Proposition de loi sur le crédit agricole et sur les banques d'agriculture. Renvoi à la Commission déjà saisie d'une proposition de loi relative au taux de l'intérêt de l'argent [28 juillet 1882].—Dépôt, par M. Emile Labiche, d'un rapport connexe sur le crédit agricole et les banques d'agriculture et l'organisation du crédit agricole mobilier [31 juillet] (A., t. II, p. 879; an., p. 370; J.O., c.r., p. 1159; I. 464).

260. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit de 10.853.700 francs sur le Budget extraordinaire de 1883, et annulation d'une somme égale, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Finances, et au sien [31 juillet] (A., t. II, p. 895; an., p. 384; J.O., c.r., p. 1173; I. 466). — Rapport de M. Casimir Fournier. Il en donne lecture [1er août] (A., t. II, p. 905; J.O., c.r., p. 1181; an., p. 385; I. 469). — Adoption [2 août] (A., t. II, p. 928; J.O., c.r., p. 1201).— Promulgation (J.O., p. 4241).

261. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 28 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1195; I. 471).

262. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 5 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer du Nord, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 386; J.O., c.r.. p. 1195; I. 472).

263. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire, passée le 9 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi, déposé par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 386; J.O., c.r., p. 1195; I. 473).

264. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure)

à emprunter une somme de 5 millions de francs, déposé par M. Durand, sous-secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er août] (A., t. II, p. 921; an., p. 385; J.O., c.r., p. 1195; I. 474).

265. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 490 000 francs, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur. Rapport de M. Guillain Fourrier [2 août] (A., t. II, p. 927, 931; an., p. 388; J.O., c.r., p. 1201, 1204; I. 475, 476).

LONS-LE-SAUNIER (ville de). — Annexion de deux parcelles de territoire de la commune de Montaigu. V. loi 205.

LORGERIL (vicomte de). Inamovible. — Fait une rectification au procès-verbal [19 avril] (A., t. II, p. 1; J.O., c.r., p. 367). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [19 mai] (A., t. II, p. 110; J.O., c.r., p. 467). — Parle dans la discussion du projet de loi portant ouverture, au Ministre des Finances, d'un crédit supplémentaire pour achat et transport de tabacs [30 juillet] (A., t. II, p. 848; J.O., c.r., p. 1129).

LOT-ET-GARONNE. — Demande l'autorisation de contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction et à l'installation de maisons d'école. V. loi 177.

LOZÈRE. — Demande à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles normales. V. loi 28.

LUCET. Constantine. — M. le Président annonce son décès [12 juillet] (A., t. II, p. 561; J.O., c.r., p. 873).

LURO. Inamovible. — Demande un congé [11 janvier] (J.O., p. 5). — Demande une prolongation de congé [1er mars] (J.O., p. 209). — Membre de Commissions (F. 42, 60, 62; J.O., p. 2318, 3105, 3212).

LUR-SALUCES (comte Henri de). Gironde. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder des pensions aux veuves des citoyens qui meurent en se dévouant pour la cause publique ou pour

[illegible] semblables et aux citoyens ayant contracté des blessures graves [illegible] les mêmes circonstances (J.O., p. 596; F. 13). — Dépose une pétition de 65 anciens militaires et veuves retraitées pourvus d'emplois [illegible] commissionnés [14 juin] (J.O., p. 700). — Son rapport sur l'élection [illegible] de Meurthe-et-Moselle, de M. Berlet [21 juin] (A., t. II, [illegible]; J.O., c.r., p. 725). — Membre de Commissions (F. 12, 46; J.O., [illegible] 2557).

[illegible]ACON (ville de). — Demande à emprunter une somme de 320.000 fr. et à s'imposer extraordinairement. V. loi 67. — Demande à emprunter une somme de 26.500 francs. V. loi 153.

MAGNIEZ. Somme. — Demande un congé [30 janvier] (A., t. I, p. 73; J.O., p. 83). — Demande une prolongation de congé [15 février] (A., t. I, p. 163; J.O., p. 145). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses [illegible] de chemins de fer construits par l'État et non concédés [23 juillet] (A., t. II, p. 683; an., p. 335; J.O., c.r., p. 985; I. 398). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

MAGNIN. [illegible]amovible. — Membre de Commissions (F. 6, 30, 33, 46, 74; J.O., p. 32[illegible] 332, 1398, 2557, 3773).

MAHY (de), *Ministre de l'Agriculture.* — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de [illegible] projets de lois d'intérêt local [26 janvier] (J.O., c.r., [illegible] 46). — [illegible]pose sur le bureau du Sénat un projet de loi sur le [illegible]llexera e[illegible] Algérie. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et d[illegible] Cultes, quatre projets de lois d'intérêt local [12 février] (A., t. I, [illegible] 137; an., p. 49; J.O., c.r., 121; I. 37). — M. Lo[illegible]rotte, Sous-Secr[illegible]re d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-A[illegible], dépose, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et [illegible] M. le Ministre des Finances, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du [illegible] janvier 1883 qui [illegible]uvert sur l'exercice 1883 des crédits extraordinaires [illegible]nir aux dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza [illegible] l'Ouest africain [15 février] (A., t. I, p. 166; an., p. 52; J.O., c.r., p. 147; I. 44). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux. Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exer-

cice 1883 : 1° d'un crédit de 847.828 fr. 52 et annulation d'une somme correspondante au titre de la 2e partie du compte de liquidation de l'exercice 1881; 2° d'un crédit de 1.281.300 francs et annulation d'une somme correspondante au titre de la 2e partie du compte de liquidation de l'exercice 1881; 3° d'un crédit de 770.000 francs et annulation d'une somme correspondante au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 [16 février] (A., t. I, p. 180; an., p. 58; J.O., c.r., p. 160, 168; I. 49).

MALENS. Drôme. — Est entendu dans la discussion sur le projet de loi relatif au régime des eaux [27 janvier] (A., t. I, p. 68; J.O., c.r., p. 57). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 94; J.O., c.r., p. 81). — Secrétaire de la 3e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1366; F. 31). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention portant cession par l'État au sieur Boinet, cafetier à Abbeville (Somme), de trois parcelles domaniales provenant du déclassement des fortifications de cette place, à charge par l'acquéreur de fournir au génie militaire un terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres (J.O., p. 2094; F. 38). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant revision des bases des cautionnements des percepteurs, des percepteurs-receveurs municipaux et des receveurs spéciaux des communes et établissements de bienfaisance [5 mai] (A., t. II, p. 76; an., p. 152; J.O., c.r., p. 438; I. 169). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [19 mai] (A., t. II, p. 160; J.O., c.r., p. 510). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif au cautionement des percepteurs [7 juin] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 662). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux. Demande le renvoi à la Commission des finances du projet de loi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 18 août 1881 [26 juin] (A., t. II, p. 442; J.O., c.r., p. 760). — Membre de Commissions (F. 30, 36, 40, 60, 66; J.O., p. 1332, 1998, 2197, 3105, 3461).

MALEVILLE (marquis de). Inamovible. — Demande, comme président, au nom de la Commission, l'ajournement de la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux [8 février] (A., t. I, p. 113; J.O., c.r., p. 99). — Fait une rectification au procès-verbal [17 février] (A., t. I, p. 195; J.O., c.r., p. 175). — Demande, comme Président, l'ajourne-

ment de la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux [22 février] (A., t, I, p. 208 ; J.O., c.r., p. 188). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les droits fiscaux à percevoir pour les échanges d'immeubles ruraux non bâtis (J.O., p. 3161; F. 61). — Président de la 7e Commission des pétitions (J.O., p. 3805 ; F. 75). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Présente, de concert avec M. Delsol, un amendement [23 juillet] (A., t. II, p. 689; J.O., c.r., p. 989). — Présente un amendement [25 juillet] (A., t. II, p. 741; J.O.. c.r., p. 1034) [26 juillet] (A., t. II, p. 776; J.O., c.r., p. 1064). — Présente un article additionnel, de concert avec M. Delsol [31 juillet] (A., t. II, p. 882; J.O., c.r., p. 1161). — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3105).

MANCHE (département de la). — Demande à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins d'intérêt commun. V. loi 31. — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs et du lycée de Cherbourg. V. loi 54.

MARGUE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur.* — Dépose, au nom de MM. les Ministres de la Guerre et des Finances, un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour les funérailles du général Chanzy. Dépose, au nom de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes, un projet de loi portant acquisition d'hôtels des Postes et Télégraphes à Grenoble et à Montpellier [17 mai] (A., t. I, p. 381; an., p. 95; J.O., c.r., p. 343; I. 118, 120). — Dépose, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, un projet de loi relatif à un crédit extraordinaire pour les funérailles de M. Gambetta [19 mars] (A., t. I, p. 392; an., p. 107; J.O., c.r., p. 355 ; I. 137). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de loi d'intérêt local [8 mai] (A., t. II, p. 84 ; an., p. 164; J.O., c.r., p. 446, 457; I. 173, 175). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [10 mai] (A., t. II, p. 121 ; an., p. 167; J.O.. c.r., p. 477; I. 182). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [17 mai] (A., t. II, p. 137; an., p. 169; J.O., c.r.. 495; I. 187). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [19 mai] (A., t. II, p. 146; an., p. 185; J.O., c.r., p. 497; I. 192). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants délaissés, maltraités ou abandonnés

[21 mai] (A., t. II, p. 176; J.O., c.r., p. 524) [2 juin] (A., t. II, p. 285; J.O., c.r., p. 621). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de loi d'intérêt local. Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à distraire le territoire de plusieurs sections de Lanouée (Morbihan) pour en former une commune distincte sous le nom de Forges [5 juillet] (A., t. II, p. 510, an., p. 254; J.O., c.r., p. 817, 823; I. 300, 301, 302, 303).

MARNE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux de grande communication et de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 30. — Suppression de la commune de Bricot-la-Ville et annexion de son territoire aux communes de la Forestière et de Châtillon-sur-Morin. V. loi 42. — Proposition de distraire la section de La Rue-Sur-Blaize, dépendant de la commune de Larzicourt, pour l'annexer à la commune d'Avrigny, du canton de Saint-Remy-en-Bouzement. V. loi 81. — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour travaux d'écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. V. loi 141.

MARNE (Haute-). — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 229.

MARSEILLE (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 1.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 170.

MARTENOT. Allier. — Membre d'une Commission (F. 56 ; J.O., p. 2940).

MARTIN (Henri). Aisne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné sur la France [12 février] (A., t. I, p. 149; J.O., c.r., p. 131).

MARTIN-FEUILLÉE, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à la répression du duel. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [26 février] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 194). — Dépose, en son nom et au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères et de la Marine et des Colonies, un projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales [1er mars] (A., t. I, p. 233; J.O., c.r., p. 209). — Est

entendu dans la discussion du projet de loi tendant à la répression du duel [10 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 281). — Dépose, au nom de M. le Ministre de la Guerre, le compte rendu du recrutement de l'armée pendant l'année 1882. Dépose, au même nom, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture d'un crédit de 25.000.000 francs au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de 1883. Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant organisation de la juridiction française en Tunisie [15 mars] (A., t. I, p. 358; an., p. 81; J.O., c.r., p. 321; I. 108). — Dépose, au nom de MM. le Ministre des Affaires étrangères, du Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1883 d'un crédit extraordinaire de 220.000 francs, pour l'organisation de la justice française en Tunisie [19 mars] (A., t. I, p. 394; an., p. 107; J.O., c.r., p. 355; I. 138). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 161 du Code pénal [1er mai] (A., t., II, p. 58; an., p. 147; J.O., c.r., p. 422; I. 164). — Répond à une question de M. Batbie, relative à des décrets portant déclaration d'abus contre cinq prélats et de suppression de leur traitement [5 mai] (A., t. II, p. 69; J.O., c.r., p. 432). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet les enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [17 mai] (A., t. II, p. 135; J.O., c.r., p. 489). — Dépôt, par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et au sien, d'un projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 1er juin 1853 sur les conseils de prud'hommes. Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [7 juin] (A., t. II, p. 317, 322; an., p. 198; J.O., c.r., p. 651; I. 217). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [12 juin] (A., t. II, p. 346; an., p. 203; J.O., c.r., p. 678; I. 228). — Adresse à M. le Président du Sénat une lettre relative à une proposition de loi, due à l'initiative parlementaire, envoyée à l'examen du Conseil d'État. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [14 juin] (A., t. II, p. 371; an., p. 207; J.O., c.r., p. 687; I. 233). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [28 juin] (A., t. II, p. 461; J.O., c.r., p. 776). — Répond à une question adressée par M. le général Robert relativement à l'application de la loi sur l'élection des juges consulaires [3 juillet] (A., t. II, p. 490; J.O., c.r.,

p. 805). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, un projet de loi pour la construction d'un chemin de fer [5 juillet] (A., t. II, p. 511; an., p. 255; J.O., c.r., p. 824; I. 306). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [7 juillet] (A., t. II, p. 524; J.O., c.r., p. 835). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt local [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 317; J.O., c.r., p. 886; I. 348, 349, 350). — Demande la mise à l'ordre du jour de la discussion du projet sur la réforme de l'organisation judiciaire [17 juillet] (A., t. II, p. 581; J.O., c.r, p. 891). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 fr. pour subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice [19 juillet] (A., t. II, p. 621; J.O., c.r., p. 927; an., p. 327; I. 378). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [20 juillet] (A., t. II, p. 645; J.O., c.r., p. 951) [21 juillet] (A., t. II, p. 675; J.O., c.r., p. 977). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt local [23 juillet] (A., t. II, p. 692; an., p. 344; J.O., c.r., p. 992; I. 403, 404, 405). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de MM. les Ministres de la Justice et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au budget annexe de l'imprimerie nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 francs [24 juillet] (A., t. II, p. 723; J.O., c.r., p. 1019). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [25 juillet] (A., t. II, p. 747; J.O., c.r., p. 1039). — Parle dans la discussion du même projet. Dépose, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, deux projets de lois d'intérêt local [26 juillet] (A., t. II, p. 775; an., p. 363; J.O., c.r., p. 1063; I. 444, 445). — Dépose, au nom de M. le Ministre du Commerce et au sien, un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [28 juillet] (A., t. II, p. 820, 829; J.O., c.r., p. 1103, 1110; an., p. 365; I. 452) [30 juillet] (A., t. II, p. 861; J.O., c.r., p. 1140) [31 juillet] (A., t. II, p. 886; J.O., c.r., p. 1165).

MASSÉ. Nièvre. — Membre de Commissions (F. 30, 36, 46; J.O., p. 1332, 1998, 2557).

MASSIET DU BIEST. Nord.— Membre de Commissions (F. 6, 40; J.O., p. 324, 2197).

MATHEY (Alfred). Saône-et-Loire. — Secrétaire de la 7e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3805; F. 75). — Membre de Commissions (F. 6, 22, 25, 46; J.O., p. 324, 982, 1152, 2557).

MAYENNE (département de la). — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de routes départementales. V. loi 179.

MAYRAN. Aveyron. — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

MAZEAU. Côte-d'Or. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 janvier] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 31). Présente un amendement [26 janvier] (A., t. I, p. 52; J.O., c.r., p. 43). — Présente un amendement [16 février] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 171). — Dépose six pétitions de MM. les docteurs Bertier fils, Brachet, Guillaud fils, Macé, Petit, Chabaud, Bolliet, Cessens, Roé, Humbert, Movard, Folliet, Guillaud père, Bertier père, Cazalis, de Paris; Fredet, Petit, Chauvel, de Royat; Moinet et Garrigor, de Luchon [22 mai] (J.O., p. 542). — Secrétaire de la 5e Commission des pétitions (J.O., p. 2695; F. 50). — Dépose une pétition de MM. les docteurs Mora, Labatut, Ch. Lavielle, A. Lavielle, Raillard, E. Raillard, Laraura et Eugène Bourretère, de Dax (Landes) [29 mai] (J.O., p. 591). — Dépose : 1° une pétition de MM. Montgolfier père et fils, Lirot fils et Piques aîné, fabricants de papier; 2° une pétition de la Société française des Amis de la Paix; 3° trois pétitions de MM. les docteurs Puy, Le Blanc, Teuliéré, Fouré, Dresch et Garrigou [31 mai] (J. O., p. 611). — Demande un congé [16 juin] (J.O., p. 705). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 22, 46, 53; J.O., p. 324, 582, 982, 2557, 2812).

MEINADIER (colonel). Gard. — Demande un congé [26 février] (A., t. I, p. 211; J.O., p. 194). — Fait une rectification au procès-verbal [17 mai] (A., t. II, p. 125; J.O., c.r., p. 481). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Ecoles polytechnique, Saint-Cyr et navale [5 juin] (A., t. II, p. 296; J.O., c.r., p. 632). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant

pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'une rigole navigable de Moulins à Sancoins (J.O., p. 2973; F. 57). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relatif aux Écoles polytechnique, de Saint-Cyr et à l'École navale. Présente un article additionnel [16 juin] (A., t. II, p. 376; J.O., c.r., p. 704). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes [19 juin] (A., t. II, p. 384; an., p. 213; J.O., c.r., p. 711; I. 240). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [10 juillet] (A., t. II, p. 558; J.O., c.r., p. 868). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'artillerie de forteresse. Présente un contre-projet [12 juillet] (A., t. II, p. 562; J.O., c.r., p. 874). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la formation de l'artillerie de forteresse. Présente un amendement [18 juillet] (A., t. II, p. 612; J.O., c.r., p. 919). — Obtient un congé [27 juillet] (J.O., p. 1073). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 42, 56; J.O., p. 324, 582, 2318, 2940).

MÉLINE, *Ministre de l'Agriculture.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le phylloxera en Algérie [10 mars] (A., t. I, p. 309; J.O., c.r., p. 277). — Dépose sept projets de lois d'intérêt local, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] (A., t. II, p. 402; an., p. 219; J.O., c.r., p. 725; I. 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256) [23 juin] (A., t. II, p. 430; J.O., c.r., p. 750). — Parle dans la discussion du même projet de loi. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, sept projets de lois d'intérêt local [10 juillet] (A., t. II, p. 556; an., p. 278; J.O., c.r., p. 866, 867; I. 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335). — Dépose au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi pour l'augmentation de la récompense nationale accordée à M. Pasteur. Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, deux projets de lois d'intérêt local [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 319, 325; J.O., c.r., p. 890, 894; I. 356, 364, 365). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, six projets de lois d'intérêt local [18 juillet] (A., t. II, p. 618; an., p. 329; J.O., c.r., p. 925; I. 372, 373, 374, 375, 376, 377). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à accorder une augmentation de récompense nationale à M. Pasteur, membre de l'Académie française, pour ses découvertes scientifiques. Dépose, au nom de

M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois d'intérêt local [30 juillet] (A., t. II, p. 858; an., p. 369; J.O., c.r., p. 1130, 1138; I. 458, 459, 460, 461).

MELUN (ville de). — Demande l'autorisation de contracter un emprunt. V. loi 181.

MENTON (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 1.550.000 francs, et à s'imposer extraordinairement. V. loi 108.

MERLIN (Charles). Nord. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur (J.O., p. 2318; F. 42). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'exécution des travaux nécessaires pour la réfection des digues de la Basse Seine [10 mai] (A., t. II, p. 103; an., p. 165; J.O., c.r., p. 461; L. 176). — Dépose un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement dans le réseau d'intérêt général, et la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon [21 juillet] (A., t. II, p. 662; an., p. 332; J.O., c.r., p. 965; I. 389). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre des Travaux publics sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883 de crédits supplémentaires montant ensemble à 21.500 000 francs; 2° annulation sur le budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1882, de pareille somme de 21.500.000 francs [27 juillet] (A., t. II, p. 786; an., p. 361; J.O., c.r., p. 1074; I. 439). — Membre de Commissions (F. 6, 22, 30, 33, 41, 60, 74; J.O., p. 324, 982, 1332, 1398, 2261, 3105, 3773).

MEURTHE-ET-MOSELLE. — Demande l'autorisation de contracter un emprunt pour les travaux de chemins vicinaux. V. loi 196.

MICHAL-LADICHÈRE. Isère. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet la modification de l'article 161 du Code pénal (J.O., p. 2348; F. 43). — Membre de Commissions (F. 30, 42; J.O., p. 1332, 2318).

MICHAUX. Martinique. — Rapport de M. Le Bastard sur son élection

[1er mai] (A., t. II, p. 50 ; J.O., c.r., p. 415). — Membre de Commissions (F., 36, 40, 53, 62 ; J.O., p. 1998, 2197, 2812, 3212).

MICHEL. Basses-Alpes. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce (J.O., p. 440 ; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement, de concert avec M. le comte Du Chaffaut [25 juillet] (A., t. II, p. 752 ; J.O., c.r., p. 1043). — Membre d'une Commission (F. 12 ; J.O., p. 582).

MILHET-FONTARABIE. Ile de la Réunion. — M. le baron Lafond de Saint-Mür fait en son nom une rectification au procès-verbal [19 juillet] (A., t. II, p. 621 ; J.O., c.r., p. 927). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 36, 60, 79 ; J.O., p. 324, 1332, 1998, 3105, 3895).

MILLAUD (Édouard). Rhône. — Est élu Secrétaire du bureau du Sénat [11 janvier] (A., t. I, p. 6 ; J.O., c.r., p. 6). — Fait une rectification au procès-verbal [3 février] (A., t. I, p. 105 ; J.O., c.r., p. 91). — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 1078 ; F. 23). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder la réversibilité au profit de Mlle de Sabry de la pension de 1.500 francs allouée, par une loi du 17 mai 1828, à sa mère Marie-Antoinette-Bénigne-Thanaïs Bisson, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom [10 mai] (A., t. II, p. 103 ; an., p. 166 ; J.O., c.r., p. 461 ; I. 178). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à accorder la réversibilité au profit de Mlle de Sabry de la pension accordée à sa mère, sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson [19 mai] (A., t. II, p. 146 ; J.O., c.r., p. 498). — Membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'enseignement secondaire libre (J.O., p. 2724, F. 51). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un traité passé entre le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des beaux-Arts, et M. Janssen, armurier à Liège. En donne lecture et en demande l'urgence [2 juin] (A., t. II, p. 281 ; an., p. 193 ; J.O., c.r., p. 618 ; I. 211). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [19 juin] (A., t. II, p. 380 ; J.O., c.r., p. 708). — Secrétaire-Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 1er juin 1853, sur les conseils de prud'hommes (J.O., p. 3131 ; F. 60). — Dépose

un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 1er juin 1853 sur les conseils de prud'hommes [23 juin] (A., t. II, p. 430; an., p. 236; J.O., c.r., p. 750; I. 265). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation sur l'exercice 1882 et ouverture sur l'exercice 1883, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit de 2.100.000 francs (1re section, Service de l'Instruction publique) [26 juin] (A., t. II, p. 435; an., p. 243; J.O., c.r., p. 754; I. 274). — Dépose, au nom de M. Teisserenc de Bort, un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité passé entre la France et la Serbie [28 juin] (A., t. II, an., p. 445; J.O., c.r., p. 763). — Demande la déclaration de l'urgence [5 juillet] (A., t. II, p. 511; J.O., c.r., p. 824). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883; le 2e, relatif à l'augmentation de la récompense nationale accordée par la loi du 18 juillet 1874 à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française [24 juillet] (A., t. II, p. 709; an., p. 351; J.O., c.r., p. 1007; I. 415, 416). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant ouverture : le 1er, au budget du Ministère de l'Instruction publique, exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97; 2e annulation sur le même budget, exercice 1883, d'un crédit de 220.000 fr.; le 2e, au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour les dépenses d'une mission sanitaire en Égypte [28 juillet] (A., t. II, p. 813; an., p. 364; J.O., c.r., p. 1097; I. 449, 450). — Demande, comme rapporteur, la déclaration de l'urgence, puis la discussion du projet de loi accordant une augmentation de récompense nationale à M. Pasteur, membre de l'Académie française, pour ses découvertes scientifiques [30 juillet] (A., t. II, p. 849; J.O. c.r., p. 1130). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 10.000 f. applicable aux frais généraux de l'instruction secondaire; le 2e, portant ouverture au budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 fr. et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882 [31 juillet] (A., t. II, p. 880; J.O., c.r., p. 1159; an. p. 370; I. 462, 463). — Membre de Commissions (F. 6, 22, 51, 60; J.O., p. 324, 982, 2724, 3105).

MINISTÈRE.

Jules Ferry, Député, Ministre de l'Instruction publique, Président du Conseil.

Challemel-Lacour, Sénateur, Ministre des Affaires étrangères.

Martin-Feuillée, Député, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes.

Waldeck-Rousseau, Député, Ministre de l'Intérieur.

Tirard, Député, Ministre des Finances.

Thibaudin, général de division, Ministre de la Guerre.

Charles Brun, Sénateur, Ministre de la Marine et des Colonies.

Raynal, Député, Ministre des Travaux publics.

Hérisson, Député, Ministre du Commerce.

Cochery, Député, Ministre des Postes et des Télégraphes.

Méline, Député, Ministre de l'Agriculture [22 février] (J.O., p. 967).

Noirot, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice et des Cultes.

Margue, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur.

Labuze, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.

Durand, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique.

Baïhaut, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics [28 février] (J.O., p. 1066).

MISSION de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain et modification de la loi du 10 janvier 1883, ouvrant sur l'exercice 1883 des crédits extraordinaires, pour subvenir aux dépenses de cette mission. V. loi 46.

MONTAIGNAC (amiral marquis de). Inamovible. — Dépose le rapport, fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à un arrangement passé par le Gouvernement de la République avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la partie de la côte occidentale d'Afrique située au nord du Sierra-Leone [25 janvier] (A., t. I, p. 31; an., p. 10; J.O., c.r., p. 27; I. 12). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 30, 33, 62, 74; J.O., p. 324, 582, 1332, 1398, 3312, 3773).

MONTPELLIER (ville de). — Demande à contracter un emprunt. V. loi 87. — Demande l'autorisation d'élever l'intérêt d'un emprunt. V. loi 143.

MORTROUX (commune de). — Projet de loi tendant à distraire la section de la Forêt-du-Temple pour l'ériger en municipalité distincte. V. loi 139.

MOULINS (Allier). — Construction d'une rigole navigable entre Moulins et Sancoins. V. loi 130.

MUMER, Rhône. — Dépose deux rapports sur des projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement; le 2e, le département de la Loire à contracter un emprunt [27 janvier] (A., t. I, p. 64; an., p. 25; J.O., c.r., p. 51.; I. 24, 25). — Dépose, au nom de la 9e Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun; le 2e, à autoriser le département des Vosges à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 64; J.O., c.r., p. 197; I. 69, 70). — Dépose cent vingt pétitions des facteurs et employés des postes de vingt-trois départements [1er mai] (J.O., p. 426). — Dépose quatre cent dix-neuf pétitions émanant des facteurs et divers employés des postes de trente-sept départements [31 mai] (J.O., p. 611). — Président de la 6e Commission d'intérêt local (J.O., p. 3160; F. 66). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour compléter le gage d'un emprunt [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 274; J.O., c.r., p. 849; I. 321). — Dépose deux rapports faits au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour les travaux des écoles départementales et des chemins vicinaux; le 2e, à autoriser le département de la Drôme à créer des ressources extraordinaires pour les travaux de chemins de grande communication et d'intérêt commun [12 juillet] (A, t. II, p. 576; an., p. 317; J.O., c.r., p. 886; I. 352, 353). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à annexer à la ville de Lous-

le-Saulnier (Jura) deux parcelles de territoire dépendant de la commune de Montaigu (canton de Conliège, arrondissement de Lons-le-Saulnier); le 2e, à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun [18 juillet] (A., t. II, p. 606; an., p. 327; J.O., c.r., p. 914; I. 370, 371). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés tendant : le 1er, à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter une somme de 2.000.000 de francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, à proroger une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille (Isère) [19 juillet] (A., t. II, p. 641; an., p. 329; J.O., c.r., p. 944; I. 382, 383). — Dépose deux rapports, faits au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner les deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, ayant pour objet la prorogation des surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins (Jura); le 2e, tendant à autoriser la ville de Lisieux (Calvados) à emprunter une somme de 500.000 francs et à s'imposer extraordinairement [20 juillet] (A., t. II, p. 658; an., p. 331; J.O., c.r., p. 961; I. 386, 387). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'un asile public d'aliénés [26 juillet] (A., t. II, p. 764; an., p. 359; J.O., c.r., p. 1053; I. 432). — Membre de Commissions (F. 12, 25, 30, 41, 42, 46, 60, 66; J.O., p. 582, 1150, 1332, 2261, 2318, 2557, 3105, 3461.

NAQUET. Vaucluse. — Rapport de M. Salneuve sur son élection [28 juillet] (A., t. II, p. 825; J.O., c.r., p. 1107).

NARBONNE (arrondissement de). — Projet de loi tendant à diviser l'arrondissement en deux circonscriptions électorales. V. loi 163. — Convention passée entre l'Etat et la ville de Narbonne pour la réorganisation du casernement et autorisant la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. V. loi 208.

NATURALISATION. — Proposition de loi la concernant. V. loi 112. — Des enfants mineurs dont la mère, veuve d'un mari étranger, recouvre la qualité de Française. V. loi 120.

NIÈVRE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une caserne de gendarmerie à Nevers. V. loi 56.

NINARD. Haute-Vienne. — Est entendu dans la discussion du projet de

loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 94; J.O., c.r., p. 81). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [10 juillet] (A., t. II, p. 553; J.O., c.r., p. 864). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [26 juillet] (A., t. II, p. 769; J.O., c.r., p. 1058). — Membre de Commissions (F. 22, 30, 40, 42, 60; J.O., p. 982, 1332, 2197, 2318, 3105).

NIORT (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 315.000 francs et à changer l'affectation de ressources extraordinaires. V. loi 235.

NOBLOT. Haute-Saône. — Membre de Commissions (F. 12, 46, 56, 70, 79; J.O., p. 582, 2557, 2940, 3694, 3895).

NOIROT, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de loi d'intérêt local [26 mai] (A., t. II, p. 217; an., p. 190; J.O., c.r., p. 560; I. 201, 202, 203). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'une rigole navigable entre Moulins et Sancoins [29 mai] (A., t. II, p. 251; an., p. 190; J.O., c.r., p. 591; I. 205). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [2 juin] (A., t. II, p. 282; an., p. 192; J.O., c.r., p. 613, 619; I. 208). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires (5 juin] (A., t. II, p. 304; J.O., c.r., p. 639).

NORD. — Demande à s'imposer extraordinairement pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique. V. loi 230.

OR ET ARGENT destinés à l'exportation. — Création d'un quatrième titre. V. loi 155.

OUDET. Doubs. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention portant

cession par l'État au sieur Boinet, cafetier à Abbeville (Somme), de trois parcelles domaniales provenant du déclassement des fortifications de cette place, à charge par l'acquéreur de fournir au génie militaire un terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres (J.O. p. 2094; F. 38).— Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner ce projet de loi. La Commission conclut à l'adoption du projet [9 juin] (A., t. II, p. 333; an., p. 200; J.O., c.r., p. 667; I. 219). — Fait une rectification au procès-verbal [12 juin] (A., t. II, p. 343; J.O., c.r., p. 675). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] A., t. II, p. 403; J.O., c.r., p. 727). — Membre de Commissions (F. 12, 36, 46, 62; J.O., p. 582, 1998, 2557, 3212).

PAJOT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3405).

PALOTTE. Creuse. — Membre d'une commission (F. 36; J.O., d. 1998).

PARENT. Savoie. — Est entendu dans la discussion du règlement de l'ordre du jour [15 janvier] (A., t. I, p. 15; J.O., c.r., p. 13). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Algérie (J.O., p. 1179; F. 26). — Dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Algérie [6 mars] (A., t. I, p. 273; an., p. 76; J.O., c.r., p. 245; I. 87). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de ce projet de loi [10 mars] (A., t. I, p. 308; J.O., c.r., p. 275). — Demande un congé [5 mai] (A., t. II, p. 66; J.O., c.r., p. 429). — Demande un congé [17 mai] (J.O., p. 495). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [12 juin] (A., t. II, p. 345; J.O., c.r., p. 676). — Dépose une pétition des commis-greffiers de la Cour d'appel de Chambéry (Savoie) [7 juillet] (J.O., p. 850). — Dépose une pétition de membres du conseil municipal de Paimbœuf (Loire-Inférieure) [10 juillet] (J.O., p. 869). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 801; J.O., c.r., p. 1086). — Membre de Commissions (F. 6, 25, 46, 56; J.O., p. 324, 1150, 2557, 2940.)

PARIEU (de). Cantal. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [27 janvier] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r.,

p. 58). — Fait une observation sur l'application du Règlement, après le vote du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [17 février] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 182). — Parle dans la discussion du projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique [26 avril] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 384). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une Convention signée, le 20 mars 1883, entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, et constituant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle (J.O., p. 2844; F. 54). — Dépose son rapport [14 juin] (A., t. II, p. 357; an., p. 204; J.O., c.r., p. 687; I. 231). — Demande l'urgence [30 juin] (A., t. II, p. 466; J.O., c.r., p. 783). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [10 juillet] (A., t. II, p. 548; J.O., c.r., p. 859). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [26 juillet] (A., t. II, p. 775; J.O., c.r., p. 1062). — Membre de Commissions (F. 19, 53; J.O. p. 834, 2812.)

PAS-DE-CALAIS (département du). — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour la construction de maisons d'arrêt et de correction et pour l'achèvement d'un asile d'aliénés. V. loi 180.

PAULMIER. Calvados. — Membre de Commissions (F. 6, 22, 60; J.O., p. 324, 982, 3105).

PÊCHES MARITIMES. — Crédit supplémentaire de 300.000 francs à titre d'encouragement. V. loi 104.

PÉLISSIER (général). Haute-Marne. — Élu questeur du Sénat [11 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Obtient un congé [3 juillet] (J.O., p. 812). — Membre de Commissions (F. 36, 46, 62; J.O., p. 1998, 2557, 3212).

PELLETAN (Eugène). Bouches-du-Rhône. — Élu questeur du Sénat [11 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 88; J.O., c.r., p. 76). — Parle sur l'application du Règlement, après le vote

du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France [17 février] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 182). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement [27 juillet] (A., t. II, p. 799; J.O., c.r., p. 1085). — Fait une observation relative à la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [2 août] (A., t. II, p. 931; J.O., c.r , p. 1204). — Membre d'une Commission (F. 62; J.O., p. 3212).

PENSIONS à accorder aux veuves des citoyens qui meurent en se dévouant pour la cause publique et à ceux ayant contracté des blesssures graves. V. loi 2. — A allouer exceptionnellement à la veuve du général Chanzy. V. loi 102. — Réversibilité, au profit de Mlle de Sabry, d'une pension de 1.500 francs accordée à sa mère, sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson. V. loi 113. — Accroissement des minima de pension et des annuités pour années de service supplémentaire dans l'armée de mer. V. loi 149.

PÉRIGUEUX (ville de). — Demande à emprunter une somme de 3.000.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 43. — Demande l'autorisation d'emprunter 85.500 francs. V. loi 204.

PÉRONNE. Ardennes. — Secrétaire de la 5e Commission des congés (J.O., p. 2574; F. 47). — Dépose une pétition des instituteurs et institutrices du canton du Chesne (Ardennes) [21 juillet] (J.O., p. 982). — Dépose une pétition des instituteurs et institutrices du canton de Buzancy (Ardennes) [23 juillet] (J.O., p. 1002). — Membre de Commissions (F. 19, 46; J.O., p. 834, 2557).

PÉTITIONS RAPPORTÉES.

Rapport fait au nom de la 2e Commission par M. Noblot, sur une pétition de M. Joseph Rattaire, ancien instituteur à La Thuile (Savoie), qui se plaint d'avoir été révoqué de ses fonctions d'instituteur, le 21 décembre 1881, sans avoir été admis à justification, et sollicite une enquête sur les motifs de sa révocation [16 janvier] (J.O., p. 115). — Rapports faits au nom de la 5e Commission, par M. Rubillard, sur deux pétitions : la 1re, de M. Menne, capitaine en retraite, domicilié à Beaune (Côte-d'Or), demandant que les officiers en retraite ne payent que quart de place sur les lignes des chemins de fer français, de même que les officiers en activité de service; la 2e, de M. Garrive-Meynara, à Sourzac

(Dordogne), sur la législation des brevets d'invention [16 janvier] (J.O., p. 15). — Rapport fait au nom de la 7e Commission, par M. Allou, sur une pétition de 54 agriculteurs d'Arthon (Indre) sollicitant une réduction de l'impôt foncier afférent aux propriétés non bâties, des droits de mutation sur les immeubles et des frais concernant les ventes judiciaires immobilières [16 janvier] (J.O., p. 16). — Rapport fait au nom de la 7e Commission, par M. Devaux, sur une pétition du président de la Société de la défense des intérêts de la vallée de la Seine, qui soumet au Sénat un vœu de cette société en faveur du percement du tunnel et de la construction de la ligne du Simplon [16 janvier] (J.O., p. 16). — Rapport fait au nom de la 7e Commission, par M. Lacomme, sur une pétition de M. Albert Deloge, relative aux lois constitutionnelles [16 janvier] (J.O., p. 16). — Rapport fait au nom de la 7e Commission, par M. Allou, sur une pétition des membres du conseil municipal, des propriétaires et commerçants notables de la commune d'Ardentès (Indre) protestant contre le projet de bail par l'État, à la Compagnie d'Orléans, de la ligne de Tours à Montluçon [16 janvier] (J.O., p. 16). — Rapport fait au nom de la 7e Commission, par M. le vicomte de Lorgeril, sur une pétition de 122 électeurs de Paris soumettant au Sénat des observations relatives au système électoral [16 janvier] (J.O., p. 16). — Rapport fait au nom de la 7e Commission, par M. Lacave-Laplagne, sur une pétition de M. Olivier, à Boisguillaume-les-Rouen (Seine-Inférieure), qui soumet au Sénat des observations sur la loi régissant le mariage [16 janvier] (J.O., p. 17). — Rapport fait au nom de la 8e Commission par M. Goutay, sur une pétition de M. Jean-Baptiste Pestre, maître menuisier à Vitry-le-François (Marne), qui demande une modification de loi réglant la gestion de l'usufruit [16 janvier] (J.O., p. 17). — Rapport au nom de la 3e Commission, par M. le colonel Meinadier, sur une pétition de M. Marcantel, sous-officier retraité à Poggio-Mezanna (Corse), demandant à bénéficier de l'article 1er de la loi du 18 août 1881 sur les pensions de retraite. — Rapports au nom de la 8e Commission, par M. Bérenger, sur trois pétitions : la 1re, de plusieurs anciens militaires retraités demeurant à Toulouse et Saint-Gaudens (Haute-Garonne) et à Rethel (Ardennes), demandant l'abrogation du paragraphe 7 de l'article 1er de la loi du 18 août 1881 sur les pensions militaires; la 2e, de M. Tirrand, ancien gendarme, actuellement courrier auxiliaire de l'administration des postes, à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), qui proteste contre la fausse application qui lui aurait été faite de l'article 1er, paragraphe 7, de la loi du 18 août 1881; la 3e, de M. Charles Desbans, directeur de l'enregistrement et des domaines en retraite, au Mans (Sarthe), qui adresse, sous forme de pétition, une brochure intitulée : *De la nécessité d'un*

grand parti national [20 mai] (J. O., p. 513). — Rapport au nom de la 9e Commission, par M. Cordelet, sur une pétition des instituteurs de Bapaume (Pas-de-Calais) demandant que le projet de loi réglant le traitement, l'avancement et la retraite des membres de l'enseignement primaire soit discuté le plus tôt possible. — Rapports au nom de la 9e Commission, par M. Vivenot, sur deux pétitions: la 1re, du conseil municipal de Maulan (Meuse), demandant que l'indemnité à payer au desservant de l'église de Maulan, érigée en chapelle de secours, soit soldée par l'État; la 2e, de MM. Frontault et Pillet, membres du comité d'administration de l'association amicale des ingénieurs civils, anciens élèves externes de l'École des ponts et chaussées (50, rue de Berri, et 18, rue Saint-Sulpice, à Paris), demandant que les élèves externes français de l'École des ponts et chaussées ayant obtenu le diplôme à leur sortie de l'École soient admis, sans nouvel examen, aux emplois d'ingénieurs de l'État, après un petit nombre d'années passées comme conducteurs principaux ou sous-ingénieurs au service de l'État (J. O., p. 514). — Rapport par M. Daussel, au nom de la 9e Commission, sur une pétition présentée par M. Galasso, ex-adjudant en retraite à Alger, délégué des sous-officiers et soldats retraités résidant dans le département d'Alger, qui demande l'admission des ex-militaires pourvus d'emplois civils rétribués par l'État, les départements et les communes au bénéfice du dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 18 août 1881 (J. O., p. 515). — Rapport au nom de la 1re Commission, par M. le colonel Meinadier, sur une pétition de la Société de Tir de Versailles (Seine-et-Oise), qui expose qu'elle n'est point société commerciale, ses statuts interdisant tout bénéfice à ses membres, qu'en conséquence elle ne saurait être imposée d'une patente, et elle sollicite l'intervention du Sénat pour obtenir une exonération absolue et définitive. — Rapport, au nom de la 2e Commission, par M. Louis La Caze, sur une pétition des habitants de Châtillon-sur-Indre (Indre), demandant qu'aucune émission d'emprunt d'État étranger ou de valeurs étrangères ne puisse avoir lieu en France sans avoir été autorisée par une loi spéciale et qu'un conseil de surveillance, nommé par le Gouvernement, soit imposé à toute société dont le capital dépasse 2 millions. — Rapport au nom de la 2e Commission, par M. le baron Lafond de Saint-Mür, sur une pétition de M. Jean-Baptiste Humbert, instituteur retraité à Parroy (Meurthe-et-Moselle), qui prétend qu'une erreur a été commise par la Caisse des dépôts et consignations lors de la liquidation de sa retraite en 1879, et il demande qu'elle soit réparée [20 mai] (J. O., p. 516). — Rapport au nom de la 2e Commission, par M. le colonel de Chadois, sur une pétition de M. Marchal, gardien auxiliaire de bureau

au Ministère de la Guerre, qui expose que le salaire qui lui est accordé est insuffisant, et il sollicite l'intervention du Sénat auprès du Ministre de la Guerre pour obtenir un secours annuel. — Rapport au nom de la 2e Commission, par M. Duvaux, sur une pétition de la Société de secours mutuels de Crépy-en-Laonnais (Aisne), demandant qu'une somme de 2 millions soit mise annuellement à la disposition du Ministre de l'Intérieur pour augmenter les subventions des sociétés de secours mutuels [20 mai] (J.O., p.). — Rapport au nom de la 2e Commission, par M. Duvaux, sur une pétition relative aux travaux d'amélioration de la Seine maritime, adressée par les membres du conseil municipal de Yainville (Seine-Inférieure) [20 mai] (J.O., p. 516).

PEYRAT. Seine. — Élu Vice-Président du Sénat [12 janvier] (A., t. I, p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Préside la séance [10 mai] (A., t. II, p. 103; J.O., p. 461) [12 juin] (A., t. II, p. 343; J.O., c.r., p. 675). — Préside la séance. Donne lecture d'une lettre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, relative à une proposition de loi sur la naturalisation [14 juin] (A., t. II, p. 357; J.O., c.r., p. 687). — Préside la séance [30 juin] (A., t. II, p. 465; J.O., c.r., p. 783). — Membre d'une Commission (F. 74; J.O., p. 3773).

PHILIPPE, *directeur de l'hydraulique agricole*. — Est désigné, par décret du Président de la République, comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [22 janvier] (A., t. I, p. 27; J.O., c.r., p. 24). — Est entendu, comme Commissaire du Gouvernement, dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [15 février] (A., t. I, p. 173; J.O., c.r., p. 153).

PHYLLOXERA en Algérie. Sa destruction. V. loi 41.

PIN (Elzéar). Vaucluse. — M. Humbert, Vice-Président du Sénat, annonce son décès [8 mai] (A., t. II, p. 83; J.O., c.r., p. 445).

PLESSIS-SAINT-BENOIT (commune de). — Section à distraire d'Authon-la-Plaine (arrondissement de Rambouillet) pour l'ériger en municipalité distincte. V. loi 228.

PONS (Lot-et-Garonne). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés, concernant le rachat de la rivière canalisée du Drot [3 février] (A., t. I, p. 105; an., p. 45; J.O., c.r., p. 91; I. 32). — Demande, comme rapporteur, l'ajournement de la discussion du projet de loi concernant le rachat de la concession de la rivière canalisée du Drot [15 février] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p.145).— Membre de Commissions (F. 19, 30, 60; J.O., p. 834, 1332, 3105).

PONTCHARRAUD (section de). A distraire de la commune de Saint-Georges de Nigremont (Creuse) pour l'ériger en municipalité distincte. V. loi 190.

PORIQUET. Orne. — Membre de Commissions (F. 12, 36, 60; J. O., p. 582, 1998, 3105).

POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — Acquisition d'hôtels pour ces services. V. loi 85. — Acquisition d'hôtels pour ces services à Calais, Sedan, Amiens, Menton et Hyères. V. loi 222.

POUDRE DE BOIS PYROXYLÉ. Fixation du prix de sa vente. V. loi 200.

POURSUITES. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [28 avril] (A., t. II, p. 33; J.O., c.r., p. 399; an., p. 132; I. 156). — Commission : 1er bureau, M. Allou. 2e bureau, M. Robert de Massy. 3e bureau, M. Boucher-Cadart. 4e bureau, M. Garrisson. 5e bureau, M. Merlin. 6e bureau, M. Munier. 7e bureau, M. Lalanne. 8e bureau, M. Dupouy. 9e bureau, M. Dauphin (J.O., p. 2261; F. 41). — Président : M. Robert de Massy; Secrétaire : M. Merlin (J.O., p. 2318; F. 42). — Dépôt et lecture par M. Allou, d'un rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [19 mai] (A., t. II, p. 146; an., p. 185; J.O., c.r., p. 498; I. 193). — Adoption des conclusions du rapport [22 mai] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 529).

POUYER-QUERTIER. Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] (A., t. II, p. 413; J.O., c.r., p. 736) [26 juin])A., t. II, p. 440; J.O., c.r.,p. 759). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [28 juin] (A., t. II, p. 456; J.O., c.r., p. 773). — Membre d'une Commission (F. 30; J.O., p. 1332).

PRÉCÉDENTS.— Dans la discussion de la loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné sur la France, les articles 1 et 2 ayant été rejetés, un débat s'engage pour savoir si on passera à un vote sur l'ensemble du projet de loi, conformément à l'article 62 du Règlement, ainsi conçu : « Les projets et propositions de lois sont votés par article. La délibération est toujours terminée par un vote sur l'ensemble. » MM. Buffet, de Parieu, Émile Labiche s'opposent au vote sur l'ensemble, qui est soutenu par M. le Président et par M. Pelletan. M. le Président soumet la question au Sénat, qui déclare qu'il n'y a pas lieu de voter sur l'ensemble [17 février] (A., t. II, p. 203; J.O., p. 182.)

PRESTATION DE SERMENT devant les Cours et tribunaux. V. loi 9.

PROCÈS-VERBAUX.

Séance du 9 janvier.

Présidence de M. Gaulthier de Rumilly, doyen d'âge. — La séance est ouverte à deux heures. — M. le Président déclare ouverte la session ordinaire de 1883. — M. le Président invite à prendre place au bureau, en qualité de secrétaires provisoires, les six membres les plus jeunes du Sénat. Sont désignés : MM. Cuvinot, Honnoré, Le Bastard Boucher-Cadart, Brugerolle, Frézoul. M. le Président déclare le bureau provisoire constitué et prononce une allocution. — Il est procédé au tirage au sort des bureaux. — Le Sénat, constitué, décide qu'il procédera jeudi prochain, à deux heures, à l'élection du bureau définitif (J.O., p. 157).

Séance du 11 janvier.

Présidence de M. Gaulthier de Rumilly, doyen d'âge. — La séance est ouverte à deux heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Le Bastard, secrétaire provisoire, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection du Président du Sénat. Le scrutin donne les résultats suivants : Nombre de votants, 187 voix; bulletins blancs ou nuls, 18; suffrages exprimés, 169; majorité absolue, 85. Ont obtenu : MM. Le Royer, 166 voix; Buffet, 2; Léon Say, 1. M. Le Royer est élu Président du Sénat pour l'année 1883. — Le dépouillement du scrutin pour les Vice-Présidents est déclaré nul par suite de l'insuffisance du nombre des votants (149). Le second tour du scrutin, aux termes du règlement, est renvoyé à demain. M. Tolain demande que les noms des

votants soient insérés au *Journal officiel*. (Adopté). — Le scrutin pour l'élection des Secrétaires donne les résultats suivants : Nombre de votants, 189; bulletins blancs ou nuls, 1; suffrages exprimés, 188; majorité absolue, 95. Ont obtenu : MM. de Rémusat, 135 voix; Roger-Marvaise, 135; Honnoré, 132; Edouard Millaud, 132; Gayot, 131; Clément, 66; Lizot, 16. MM. de Rémusat, Roger-Marvaise, Honnoré, Edouard Millaud, Gayot, sont proclamés secrétaires pour l'année 1883. Il y aura lieu, à la séance de demain, à un second tour de scrutin pour l'élection d'un secrétaire. — Le scrutin pour l'élection des Questeurs donne les résultats suivants : Nombre de votants, 179; bulletins blancs ou nuls, 1; suffrages exprimés 178; majorité absolue, 90. Ont obtenu : MM. le général Pélissier, 148 voix; Rampont, 127; E. Pelletan, 124. MM. le général Pélissier, Rampont, Pelletan, sont nommés Questeurs du Sénat pour l'année 1883. — Le Sénat décide qu'il se réunira demain vendredi, en séance publique, à deux heures. — La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 188).

Séance du 12 janvier.

Présidence de M. Gaulthier de Rumilly, doyen d'âge. — La séance est ouverte à deux heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Brugerolle, secrétaire d'âge, est adopté. — M. le Président informe MM. les Sénateurs que les prières publiques prescrites par la loi constitutionnelle seront dites à la métropole, le dimanche 14 janvier, à midi précis. — M. le Président fait part au Sénat de la mort de M. le comte Rampon et prononce son éloge. Il est procédé au tirage au sort de la députation chargée de représenter le Sénat aux obsèques. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination des Vice-Présidents du Sénat (2e tour) et pour l'élection d'un sixième Secrétaire. Le dépouillement du scrutin pour les Vice-Présidents donne les résultats suivants : Nombre de votants, 140; bulletins blancs ou nuls, 2; suffrages exprimés, 138; majorité absolue, 70. Ont obtenu : MM. Peyrat, 129 voix; Humbert, 121; Calmon, 111; Batbie, 6; de Lafayette, 6; de Kerdrel, 6; Dupuy-de-Lôme, 8. MM. Peyrat, Humbert et Calmon sont proclamés Vice-Présidents du Sénat pour l'année 1883. — Au scrutin pour l'élection d'un sixième Secrétaire, M. Clément est élu par 106 voix sur 162 votants (45 bulletins blancs ou nuls). — Le Sénat, consulté, fixe à lundi trois heures sa prochaine séance publique. — Il sera procédé, au début de la séance, au scrutin pour l'élection d'un 4e Vice-Président (J.O., p. 211).

Séance du 15 janvier.

Présidence de M. Gaulthier de Rumilly, doyen d'âge. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal est lu par M. Honnoré et adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection d'un 4e Vice-Président du Sénat. M. Teisserenc de Bort est élu par 123 voix sur 151 votants (13 bulletins blancs ou nuls). — M. le Président déclare le bureau définitif constitué et invite M. Le Royer à monter au fauteuil de la présidence.

Présidence de M. Le Royer. — M. le Président prononce une allocution et donne la parole à M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, pour une communication du Gouvernement. — M. le Ministre donne lecture d'un exposé présenté par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et dépose divers documents diplomatiques relatifs aux affaires d'Egypte. — Après une discussion sur son ordre du jour, le Sénat fixe à lundi 22 janvier, à deux heures, sa prochaine séance publique. — La séance est levée à cinq heures. (J. O., p. 272).

Séance du 22 janvier.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles. Sur l'article 1er, M. Camparan développe un amendement qui est combattu par M. Parent, rapporteur. MM. Dupré et Pierre Legrand, Ministre du Commerce, sont entendus. L'amendement de MM. Camparan et Mazeau n'est pas adopté. Les articles 1er et 2 du projet de loi sont adoptés. Le Sénat passe à une seconde délibération. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi de M. Dufaure, sur le droit d'association. MM. Fallières, Ministre de l'Intérieur; Jules Simon, rapporteur, et de Gavardie sont entendus. Le Sénat renvoie la discussion de la proposition de loi à lundi prochain. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. MM. Léon Clément et Emile Lenoël sont entendus. Le Sénat repousse la demande d'ajournement de la discussion. MM. Bénanger, Victor Lefranc, Cuvinot, rapporteur, et de Gavardie sont entendus. Le Sénat renvoie la discussion à jeudi. — Jeudi prochain, 25 janvier, séance publique à deux heures. — La séance est levée à trois heures quarante minutes. (J. O., p. 307).

Séance du 25 janvier.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 192 votants, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 664.645 francs sur le Budget extraordinaire de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881; et, à l'unanimité de 223 votants, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 900.000 francs; 2° annulation d'un crédit d'égale somme sur l'exercice 1881, même chapitre. — Après déclaration d'urgence et à l'unanimité de 203 votants, le Sénat adopte un projet de loi concernant l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. M. Cuvinot, rapporteur, est entendu. Sur l'article 1er, MM. de Gavardie et le Rapporteur sont entendus. Un amendement de M. de Gavardie est mis aux voix et adopté. Cet amendement consiste à reprendre, pour l'article 1er, le texte du projet du Gouvernement. Les articles 2 à 6 sont adoptés. Sur l'article 6, MM. de Gavardie, le Rapporteur, Griffe, Xavier Blanc, Mazeau, le Président et Roger-Marvaise sont entendus. L'article 6 est adopté. Sur l'article 7, MM. Griffe, Lenoël et Lucien Brun sont entendus. Les articles 7 et 8 sont renvoyés à la Commission. Sur l'article 9, MM. Mazeau, le Rapporteur et Buffet sont entendus. L'article 9 est renvoyé à la Commission. Les articles 10, 11, 12 et 13 sont adoptés. Sur l'article 14, MM. de Gavardie, le Rapporteur, Bérenger et Roger-Marvaise sont entendus. L'article 14 est renvoyé à la Commission. L'article 15 est adopté. L'article 16 est renvoyé à la Commission. Les articles 17, 18, 19 et 20 sont adoptés. Sur l'article 21, MM. Lenoël et le Rapporteur sont entendus. Moins le deuxième paragraphe, qui est repoussé, l'article 21 est adopté. Les articles 22, 23, 24, 25 et 26 sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à demain (J.O., p. 452).

Séance du 26 janvier.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. Les articles 27, 28 à 40 exclusivement sont adoptés. L'article 40 est adopté avec une modification proposée par M. Mazeau et acceptée par la Commission. M. Bé-

renger demande le renvoi de l'article 41 à la Commission. M. Cuvinot, rapporteur, et M. Roger-Marvaise sont entendus. L'article 41 n'est pas renvoyé à la Commission : il est adopté. Les articles 42, 43 et suivants jusqu'à l'article 45 exclusivement sont adoptés. Sur l'article 45, MM. Emile Lenoël, Roger-Marvaise, le Rapporteur, de Gavardie, Faye et le général Robert sont entendus. Un amendement de MM. de Gavardie et le général Robert est repoussé. L'article 45 est adopté. Sur l'article 46, MM. le général Robert et le Rapporteur sont entendus. L'article 46 est adopté. L'article 47 et les suivants, jusqu'à l'article 62 et dernier, sont adoptés. La discussion des articles réservés est renvoyée à demain. — Demain, samedi, séance publique à trois heures (J. O., p. 476).

Séance du 27 janvier.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. La discussion s'ouvre sur les articles renvoyés à la Commission. M. Cuvinot, rapporteur, présente, au nom de la Commission, une nouvelle rédaction de l'article 8. MM. Léon Clément, Griffe, Lenoël, Faye, Malens, Baragnon, de Parieu et Cuvinot, rapporteur, sont entendus. Les amendements présentés sur les articles 7, 8 et 9 sont renvoyés à la Commission. Le Sénat passe à la discussion de l'article 14. MM. le Rapporteur, Bérenger et de Gavardie sont entendus. Un amendement de M. de Gavardie sur l'article 14 est repoussé. L'article 14 est adopté. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi prochain 30 janvier. — Mardi, séance publique à deux heures (J.O., p. 495).

Séance du 30 janvier.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet : 1° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général des chemins de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville; 2° la déclaration d'utilité publique du chemin de Béthéniville à Challerange. — Le Sénat adopte en seconde délibération le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles. — Sur la demande de M. Grandperret, le Sénat ajourne à une prochaine séance la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et

tribunaux. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier plusieurs articles du livre II du Code de commerce. Les articles 216, 258, 262, 263, 265, 315, 384, et les articles 1er et 2 sont adoptés. — La discussion de la proposition de loi de M. Dufaure, sur le droit d'association, est renvoyée à une prochaine séance. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au jeudi 1er février, à quatre heures (J.O., p. 548).

Séance du 1er février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à quatre heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Allou dépose et lit le rapport sur les opérations électorales qui ont eu lieu le 5 décembre 1882 à la Martinique, pour nommer un sénateur en remplacement de M. Desmarcs, décédé. — Le rapport conclut à l'annulation de l'élection de M. Allègre. Ces conclusions, mises aux voix, sont adoptées. L'élection de M. Allègre est annulée. — Le Sénat déclare l'urgence sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail. La discussion est ouverte. M. Dauphinot, rapporteur, est entendu. Les deux articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux. Le Sénat, consulté sur l'ajournement de la discussion, se prononce contre le renvoi. MM. Grandperret et Varambon, Sous-Secrétaire d'État, sont entendus. Après deux épreuves douteuses, le Sénat, par 122 voix contre 120 sur 242 votants, décide que la discussion continue. M. Grandperret est entendu. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — Demain, séance publique à deux heures. — La séance est levée à six heures (J.O., p. 582).

Séance du 2 février.

Présidence de M. Le Royer. — Le procès verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les tribunaux. MM. Schœlcher, Pelletan, de Gavardie, Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et Jouin sont entendus. La discussion générale est close. L'article 1er est mis aux voix. M. Humbert retire

un contre-projet qu'il avait présenté sur l'article 1er. M. Robert de Massy rapporteur; MM. le Président, Bathie, Ninard et Salneuve sont entendus successivement. L'article 1er, mis aux voix, n'est pas adopté. Sur l'article 2 MM. Salneuve et Vissaguet ont présenté un contre-projet, dont il est donné lecture : MM. Salneuve, Jouin et Le Guen sont entendus. Le contre-projet de MM. Salneuve et Vissaguet est repoussé par 160 voix contre 116 sur 276 votants. M. Humbert dépose et développe un amendement à l'article 2. M. Robert de Massy, rapporteur, combat l'amendement. L'amendement de M. Humbert est adopté par 151 voix contre 120, sur 271 votants. L'article 3 est repoussé. Le Sénat, par 158 voix contre 111, sur 269 votants, décide qu'il passera à une seconde délibération. — Après avoir entendu MM. Marcel Barthe, Tolain, Jules Simon, rapporteur; Brunet et le Garde des Sceaux, le Sénat fixe au samedi 10 février la discussion de la proposition de loi de M. Dufaure sur le droit d'association. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à demain, à trois heures (J.O., p. 596).

Séance du 3 février.

Présidence de M. Le Royer.— Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté après des rectifications demandées par MM. Brunet et Édouard Millaud. — Le Sénat adopte des projets de lois d'intérêt local concernant les départements : de l'Aube, autorisé à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires; de l'Ariège, autorisé à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices; de la Marne, autorisé à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et des chemins vicinaux ordinaires; de la Manche, autorisé à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins d'intérêt commun; de la Loire, autorisé à contracter un emprunt pour l'agrandissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices; des Landes, autorisé à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. — M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, et relatif à la situation des familles qui ont régné en France. — Conformément aux conclusions de la Commission, le Sénat prend en considération la proposition de loi de M. Bérenger ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à lundi prochain, 5 février. Lundi, à deux heures, réunion dans les bureaux. A quatre heures, séance publique (J.O., p. 618).

Séance du 5 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à quatre heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Angoulême (Charente) à contracter un emprunt; 2° en première délibération, un projet de loi portant approbation de la Convention signée à la Haye, le 6 mai 1882, pour réglementer la police de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales; 3° en deuxième délibération, une proposition de loi, adoptée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier plusieurs articles du livre II du Code de commerce. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi 8 février, à deux heures (J.O., p. 644).

Séance du 8 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. La discussion s'ouvre sur les articles réservés. M. de Gavardie est entendu. — M. Allou dépose et lit le rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la situation des familles qui ont régné en France. M. le Rapporteur, au nom de la Commission, demande l'urgence, qui est déclarée. — La séance est suspendue pendant une demi-heure. — L'ordre du jour est repris et la discussion sur le projet de loi relatif au régime des eaux continue. M. Cuvinot, rapporteur, demande la remise de la discussion. La discussion est renvoyée à une prochaine séance. — Sur la demande de M. le marquis de Maleville, la discussion sur le projet de loi relatif au serment judiciaire est ajournée. — Samedi, séance publique à deux heures (J.O., p. 695).

Séance du 10 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté. — Conformément à l'ordre du jour, il est procédé au tirage au sort des bureaux. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France. M. Allou, rapporteur de la Commission, est entendu. La discussion générale est ouverte. M. Testelin cède son tour de parole à M. Challemel-Lacour. MM. Challemel-Lacour, Bar-

thélemy-Saint-Hilaire et Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont entendus. — Après une suspension d'un quart d'heure, la séance est reprise à cinq heures trente-cinq minutes. — M. Allou, rapporteur, est entendu. La clôture est demandée. M. Tolain est entendu contre la clôture. La suite de la discussion est renvoyée à lundi. — Lundi, séance publique à deux heures. — La séance est levée à sept heures moins dix minutes (J.O., p. 734).

Séance du 12 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France. MM. Tolain et Jauréguiberry sont entendus. La clôture, demandée, est mise aux voix et n'est pas prononcée. MM. Bardoux et Clamageran sont entendus. La discussion générale est close. M. le Président interroge le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles. M. Allou, rapporteur, déclare, au nom de la Commission, qu'elle repousse tous les projets ou contre-projets qui ont été ou peuvent être présentés. Il y a, sur la question de savoir si le Sénat passe à la discussion des articles, une demande de scrutin. Par 170 voix contre 115, sur 285 votants, le Sénat passe à la discussion des articles. M. Marcel Barthe se réserve de demander l'urgence sur une proposition de loi qu'il a déposée et qui a pour objet de réprimer les provocations au renversement des institutions républicaines. M. le Président donne lecture d'un contre-projet déposé par M. Barbey et plusieurs de ses collègues. M. Henri Martin développe ce contre-projet. M. Léon Say combat le contre-projet, qui est défendu par M. Barbey. MM. Allou, rapporteur, et Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont entendus. L'article 1er du contre-projet de M. Barbey, auquel se rallie le Gouvernement, est mis aux voix et repoussé par 148 voix contre 132, sur 280 votants. L'article 1er du projet de loi voté par la Chambre des Députés est mis aux voix et repoussé par 172 voix contre 89, sur 261 votants. M. Léon Say développe son amendement sur l'article 2. M. le Rapporteur répond à M. Léon Say. L'amendement de MM. Léon Say et Waddington est adopté par 165 voix contre 127, sur 292 votants. L'article 3 est repoussé. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi prochain 15 février. A deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à trois heures. — La séance est levée à sept heures cinq minutes (J.O., p. 772).

Séance du 15 février.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté avec des modifications demandées par MM. Henri Didier, de Voisins-Lavernière et Batbie. — Sur la demande de M. Pons, rapporteur, parlant au nom de la Commission, le Sénat ajourne la première délibération sur le projet de loi concernant le rachat de la concession de la rivière canalisée du Drot. — Le Sénat adopte sans discussion le projet de loi relatif à un Arrangement passé par le Gouvernement de la République avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne, pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la partie de la côte occidentale d'Afrique située au nord de Sierra-Leone. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. La discussion s'ouvre sur les articles 7 et 8 réservés et sur un amendement de M. de Gavardie. MM. Guyinot, rapporteur, Léon Clément, Bernard, Buffet, de Gavardie, Philippe, commissaire du Gouvernement, Griffe, Baragnon, Bérenger sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Marcel Barthe demande l'urgence pour la proposition de loi qu'il a déposée et qui a pour objet de réprimer les provocations au renversement de la République ou des institutions républicaines. L'urgence n'est pas prononcée. — Demain vendredi, séance publique à deux heures (J. O., p. 339).

Séance du 16 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté avec des rectifications de M. Testelin. — Le Sénat adopte: 1° en première délibération, un projet de loi portant approbation d'une Convention relative aux services de surveillance et de douane sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du Midi de la France; 2° en deuxième délibération, un projet de loi portant approbation de la Convention signée à La Haye, le 6 mai 1882, pour réglementer la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales. — M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre la Justice, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France. L'urgence, demandée par M. le Ministre, est prononcée. Le Sénat, consulté, décide que le projet de loi sera renvoyé à la Commission déjà saisie, et que la Commission se réunira immédiatement. — La séance, suspendue à deux heures et

quart, est reprise à trois heures. — M. Allou, rapporteur, dépose et lit le rapport de la Commission sur le projet de loi relatif aux membres des familles qui ont régné en France. Le rapport conclut au rejet du projet de loi. Il y a une demande de discussion immédiate. Le Sénat, par 138 voix contre 130 sur 268 votants, renvoie la discussion du projet de loi à demain. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1re délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux (art. 7 et 8). M. Bérenger retire un amendement qu'il réserve pour la seconde délibération. M. de Gavardie, auteur d'un amendement sur l'article 8, déclare qu'il donne la priorité à un amendement de M. Bernard sur le même article. M. Bernard est entendu. Le Sénat décide que la priorité est donnée à l'amendement de M. Bernard. MM. Gherpin, Cuvinot, rapporteur, Bernard et Buffet sont entendus. M. le Président donne lecture de l'amendement de M. Bernard. MM. Bérenger, de Gavardie et Gazagne prennent successivement la parole. L'amendement de M. Bernard est repoussé. M. de Gavardie retire son amendement. L'article 7 est adopté. Un amendement de M. Léon Clément à l'article 8 est repoussé. La nouvelle rédaction de l'article 8, acceptée par M. le Ministre de l'Agriculture au nom du Gouvernement, est mise aux voix. MM. Brunet, le Rapporteur, de Gavardie sont entendus. Le renvoi de la discussion est demandé, mais n'est pas prononcé. L'article 8 est repoussé au scrutin par 109 voix contre 98, sur 207 votants. M. Mazeau retire un amendement au titre Ier. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — Après dépôt et lecture du rapport de M. Delacroix et déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi qui autorise la ville de Périgueux à contracter un emprunt de 3 millions de francs. — Le Sénat fixe au jeudi 22 février sa prochaine réunion dans les bureaux. — Demain, séance publique à deux heures (J.O., p. 873).

Séance du 17 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté avec des modifications demandées par MM. Escanyal et le marquis de Maleville. — M. Frézoul dépose et lit le rapport du 3e bureau sur les opérations électorales qui ont eu lieu à Cahors, le 4 février, à l'effet d'élire un sénateur en remplacement de M. Roque, décédé. Conformément aux conclusions du rapport, M. de Verninac est admis en qualité de sénateur du département du Lot. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, amendé par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en France.

générale est close. Sur l'article 1er, MM. Buffet, Barbey, rapporteur, et le Ministre de l'Instruction publique sont entendus. Les articles 1er 2, 3, 4, 5, 6 et 7 sont adoptés. Sur l'article 8, M. de Carné développe un amendement, qui est combattu par M. le Rapporteur. M. Henry Fournier demande le renvoi de l'amendement à la Commission. Le renvoi n'est pas prononcé. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. M. de Fourtou est entendu. L'article 8 est adopté par 165 voix contre 103, sur 268 votants. — La suite de la discussion est renvoyée à demain 16 mars. — Demain, à deux heures, séance publique. — La séance est levée à six heures (J.O., p. 1365).

Séance du 16 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. M. Henry Fournier développe un paragraphe additionnel à l'article 8. Le paragraphe additionnel est combattu par M. Barbey, rapporteur. Le Sénat, consulté, ne prend pas en considération le paragraphe additionnel de M. Henry Fournier. Sur l'article 9, M. le marquis de Carné développe un amendement. MM. Lenoël, le marquis de Carné et Henry Fournier sont successivement entendus. L'amendement de M. de Carné est repoussé par 184 voix contre 92, sur 276 votants. M. Lucien Brun est entendu. L'article 9 est adopté. Sur l'article 10, MM. de Carné et Delsol retirent deux amendements. M. Emile Labiche développe un amendement, qui est accepté par le Gouvernement et la Commission. L'amendement de M. Emile Labiche est adopté. L'article 11 est adopté. M. de Gavardie développe un article additionnel. M. le Rapporteur répond à M. de Gavardie. L'article additionnel de M. de Gavardie n'est pas pris en considération. L'ensemble du projet de loi est adopté par 194 voix contre 78, sur 272 votants. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour l'agrandissement de l'École normale supérieure. Les trois articles du projet de loi sont adoptés. Le Sénat adopte l'ensemble du projet par 188 voix contre 1 sur 189 votants. — L'urgence est déclarée pour un projet de loi portant augmentation des fonds d'avances et de subvention mis à la disposition de la Caisse des chemins vicinaux. M. Henry Fournier et M. La Caze, rapporteur, sont entendus. Le Sénat, consulté sur le renvoi à demain de la discussion, n'adopte pas le renvoi. Les articles du

projet de loi sont adoptés. L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité de 241 votants. — L'urgence est déclarée pour un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte. Le projet de loi est adopté. — Demain, à deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à trois heures (J. O., p. 1383).

Séance du 17 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté avec une rectification demandée par M. Garrisson. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi autorisant le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'instituteurs et d'une école normale d'institutrices; 2° un projet de loi autorisant le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et des chemins ordinaires; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Aurillac à emprunter 575.000 francs et à s'imposer extraordinairement; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. Sur la demande de M. Barthélemy Saint-Hilaire, rapporteur, l'urgence est déclarée pour le projet de loi, voté par le Sénat, puis par la Chambre des Députés, et renvoyé au Sénat avec modifications, sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie. La discusion immédiate est demandée et adoptée. MM. le Rapporteur et le Président sont entendus sur le règlement de la discussion. M. de Gavardie demande le renvoi du projet de loi à la Commission des finances. Le renvoi n'est pas prononcé. M. de Gavardie est entendu sur la discussion générale. Le Sénat passe à la discussion des articles et adopte les quatre premiers articles du projet de loi. Sur l'article 5, MM. de Gavardie et Faye sont entendus. Les articles 5 et suivants, jusqu'à l'article 19 et dernier, sont adoptés. Sur l'ensemble du projet de loi, M. de Gavardie est entendu. Il demande l'ajournement, qui n'est pas ordonné. L'ensemble du projet est adopté. — M. Gustave Denis dépose et, sur la demande du Sénat, lit un rapport sur le projet de résolution de la Commission de comptabilité du Sénat portant l'exécution de divers travaux d'installation intérieure du Sénat. M. Hervé de Saisy combat le projet de résolution et demande le renvoi à la rentrée des vacances. M. Testelin est entendu. Le renvoi de la discussion est prononcé. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à lundi prochain, 19 mars, à trois heures. — La séance est levée à quatre heures et quart (J.O., p. 1398).

Séance du 19 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par l'un des Secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses des enfants assistés et des aliénés; 2° le département du Var à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. — Le Sénat adopte : 1° à l'unanimité de 255 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 25 millions, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883; 2° à l'unanimité de 254 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883; 3° à l'unanimité de 258 votants, un projet de loi tendant à reporter de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires (Ministère des Postes et des Télégraphes. Dépenses extraordinaires de la télégraphie), un crédit de 790.168 fr. 15, et de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du Budget, un crédit de 2.800.000 francs, ces deux sommes représentant un crédit de 3.298.168 fr. 15, non employé sur l'exercice 1881. Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'Etat et non concédées. — Conformément aux conclusions de la Commission, le Sénat prend en considération la proposition de loi de M. le général Deffis, ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest. — Après dépôt et lecture de rapports, déclaration d'urgence et autorisation de discussion immédiate, le Sénat adopte les projets de lois suivants : 1° à l'unanimité de 253 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, d'un crédit de 211.244 fr. 23, et annulation d'une somme de 212.326 fr. 77 sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° des projets de lois relatifs à l'ouverture de crédits pour la construction des hôtels des Postes et des Télégraphes à Grenoble et à Montpellier, et autorisant les villes de Grenoble et de Montpellier à contracter des emprunts pour la construction desdits hôtels; 3° à l'unanimité de 262 votants, un projet loi portant ouverture de crédit pour les frais des funérailles de M. le général Chanzy; 4° par 189 voix contre 20 sur 209 votants, un projet de loi

portant ouverture de crédit pour les frais des funérailles de M. Gambetta; 5° un projet de loi autorisant le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. Après avoir entendu MM. de Gavardie et Casimir Fournier, rapporteur, le Sénat adopte, après déclaration d'urgence et demande de discussion immédiate, un projet de loi relatif à une ouverture de crédit de 220.000 fr., pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie. — Le Sénat ajourne ses séances jusqu'au jeudi 19 avril. Jeudi, 19 avril, séance publique à trois heures (J.O., p. 1439).

Séance du 19 avril.

Présidence de M. Le Royer. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté après des rectifications demandées par MM. Bardoux, le vicomte de Lorgeril et Calmon. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le Président fait part au Sénat de la mort de M. Varroy, et prononce une allocution où il se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — M. le Président consulte le Sénat sur la fixation de l'ordre du jour. M. Bérenger est entendu.— Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 21 avril. Samedi, à deux heures, réunion dans les bureaux, à trois heures séance publique. — La séance est levée à trois heures vingt minutes (J.O., p. 1960).

Séance du 21 avril.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte sans discussion un projet de loi autorisant le département de la Dordogne à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles pour l'achèvement de l'école normale d'institutrices de Périgueux. — Conformément aux conclusions de la Commission, qui s'est prononcée à l'unanimité, le Sénat, en l'absence de M. Le Guen, rapporteur, prend en considération la proposition de loi de M. Bérenger sur les moyens préventifs de combattre la récidive (Régime des prisons, libération conditionnelle, patronage et réhabilitation). — Après avoir entendu sur la fixation de l'ordre du jour et de la date de la prochaine séance, MM. Jules Simon, de Gavardie et le Président, le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 26 avril. — M. de Gavardie demande que la discussion de l'interpellation qu'il a déposée antérieurement et qui est relative à des magistrats condamnés pour des faits d'une nature infamante ait lieu dès la prochaine séance. Le Sénat,

Séance du 19 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par l'un des Secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses des enfants assistés et des aliénés, 2° le département du Var à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. — Le Sénat adopte : 1° à l'unanimité de 255 votants, un projet de loi portant ouverture ou Ministre de la Guerre d'un crédit de 25 millions, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883; 2° à l'unanimité de 254 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883; 3° à l'unanimité de 258 votants, un projet de loi tendant à reporter de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires (Ministère des Postes et des Télégraphes. Dépenses extraordinaires de la télégraphie), un crédit de 790.168 fr. 15, et de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du Budget, un crédit de 2.800.000 francs, ces deux sommes représentant un crédit de 3.298.168 fr. 15, non employé sur l'exercice 1881. Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'Etat et non concédées. — Conformément aux conclusions de la Commission, le Sénat prend en considération la proposition de loi de M. le général Deffis, ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest. — Après dépôt et lecture de rapports, déclaration d'urgence et autorisation de discussion immédiate, le Sénat adopte les projets de lois suivants : 1° à l'unanimité de 253 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, d'un crédit de 211.244 fr. 23, et annulation d'une somme de 212.326 fr. 77 sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° des projets de lois relatifs à l'ouverture de crédits pour la construction des hôtels des Postes et des Télégraphes à Grenoble et à Montpellier, et autorisant les villes de Grenoble et de Montpellier à contracter des emprunts pour la construction desdits hôtels; 3° à l'unanimité de 262 votants, un projet loi portant ouverture de crédit pour les frais des funérailles de M. le général Chanzy; 4° par 189 voix contre 20 sur 209 votants, un projet de loi

portant ouverture de crédit pour les frais des funérailles de M. Gambetta; 5° un projet de loi autorisant le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. Après avoir entendu MM. de Gavardie et Casimir Fournier, rapporteur, le Sénat adopte, après déclaration d'urgence et demande de discussion immédiate, un projet de loi relatif à une ouverture de crédit de 220.000 fr., pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie. — Le Sénat ajourne ses séances jusqu'au jeudi 19 avril. Jeudi, 19 avril, séance publique à trois heures (J.O., p. 1439).

Séance du 19 avril.

Présidence de M. Le Royer. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté après des rectifications demandées par MM. Bardoux, le vicomte de Lorgeril et Calmon. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le Président fait part au Sénat de la mort de M. Varroy, et prononce une allocution où il se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — M. le Président consulte le Sénat sur la fixation de l'ordre du iour. M. Bérenger est entendu.— Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 21 avril. Samedi, à deux heures, réunion dans les bureaux, à trois heures séance publique. — La séance est levée à trois heures vingt minutes (J.O., p. 1960).

Séance du 21 avril.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte sans discussion un projet de loi autorisant le département de la Dordogne à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles pour l'achèvement de l'école normale d'institutrices de Périgueux. — Conformément aux conclusions de la Commission, qui s'est prononcée à l'unanimité, le Sénat, en l'absence de M. Le Guen, rapporteur, prend en considération la proposition de loi de M. Bérenger sur les moyens préventifs de combattre la récidive (Régime des prisons, libération conditionnelle, patronage et réhabilitation). — Après avoir entendu sur la fixation de l'ordre du jour et de la date de la prochaine séance, MM. Jules Simon, de Gavardie et le Président, le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 26 avril. — M. de Gavardie demande que la discussion de l'interpellation qu'il a déposée antérieurement et qui est relative à des magistrats condamnés pour des faits d'une nature infamante ait lieu dès la prochaine séance. Le Sénat,

Séance du 19 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par l'un des Secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses des enfants assistés et des aliénés; 2° le département du Var à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. — Le Sénat adopte : 1° à l'unanimité de 255 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 25 millions, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883; 2° à l'unanimité de 254 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883; 3° à l'unanimité de 258 votants, un projet de loi tendant à reporter de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires (Ministère des Postes et des Télégraphes. Dépenses extraordinaires de la télégraphie), un crédit de 790.168 fr. 15, et de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du Budget, un crédit de 2.800.000 francs, ces deux sommes représentant un crédit de 3.298.168 fr. 15, non employé sur l'exercice 1881. Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'Etat et non concédées. — Conformément aux conclusions de la Commission, le Sénat prend en considération la proposition de loi de M. le général Deffis, ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest. — Après dépôt et lecture de rapports, déclaration d'urgence et autorisation de discussion immédiate, le Sénat adopte les projets de lois suivants : 1° à l'unanimité de 253 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, d'un crédit de 211.244 fr. 23, et annulation d'une somme de 212.326 fr. 77 sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° des projets de lois relatifs à l'ouverture de crédits pour la construction des hôtels des Postes et des Télégraphes à Grenoble et à Montpellier, et autorisant les villes de Grenoble et de Montpellier à contracter des emprunts pour la construction desdits hôtels; 3° à l'unanimité de 262 votants, un projet loi portant ouverture de crédit pour les frais des funérailles de M. le général Chanzy; 4° par 189 voix contre 20 sur 209 votants, un projet de loi

portant ouverture de crédit pour les frais des funérailles de M. Gambetta; 5° un projet de loi autorisant le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. Après avoir entendu MM. de Gavardie et Casimir Fournier, rapporteur, le Sénat adopte, après déclaration d'urgence et demande de discussion immédiate, un projet de loi relatif à une ouverture de crédit de 220.000 fr., pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie. — Le Sénat ajourne ses séances jusqu'au jeudi 19 avril. Jeudi, 19 avril, séance publique à trois heures (J.O., p. 1439).

Séance du 19 avril.

Présidence de M. Le Royer. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté après des rectifications demandées par MM. Bardoux, le vicomte de Lorgeril et Calmon. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le Président fait part au Sénat de la mort de M. Varroy, et prononce une allocution où il se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — M. le Président consulte le Sénat sur la fixation de l'ordre du iour. M. Bérenger est entendu.— Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 21 avril. Samedi, à deux heures, réunion dans les bureaux, à trois heures séance publique. — La séance est levée à trois heures vingt minutes (J.O., p. 1960).

Séance du 21 avril.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte sans discussion un projet de loi autorisant le département de la Dordogne à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles pour l'achèvement de l'école normale d'institutrices de Périgueux. — Conformément aux conclusions de la Commission, qui s'est prononcée à l'unanimité, le Sénat, en l'absence de M. Le Guen, rapporteur, prend en considération la proposition de loi de M. Bérenger sur les moyens préventifs de combattre la récidive (Régime des prisons, libération conditionnelle, patronage et réhabilitation). — Après avoir entendu sur la fixation de l'ordre du jour et de la date de la prochaine séance, MM. Jules Simon, de Gavardie et le Président, le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 26 avril. — M. de Gavardie demande que la discussion de l'interpellation qu'il a déposée antérieurement et qui est relative à des magistrats condamnés pour des faits d'une nature infamante ait lieu dès la prochaine séance. Le Sénat,

Séance du 19 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par l'un des Secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses des enfants assistés et des aliénés; 2° le département du Var à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. — Le Sénat adopte : 1° à l'unanimité de 255 votants, un projet de loi portant ouverture ou Ministre de la Guerre d'un crédit de 25 millions, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883; 2° à l'unanimité de 254 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883; 3° à l'unanimité de 258 votants, un projet de loi tendant à reporter de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires (Ministère des Postes et des Télégraphes. Dépenses extraordinaires de la télégraphie), un crédit de 790.168 fr. 15, et de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du Budget, un crédit de 2.800.000 francs, ces deux sommes représentant un crédit de 3.298.168 fr. 15, non employé sur l'exercice 1881. Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'Etat et non concédées. — Conformément aux conclusions de la Commission, le Sénat prend en considération la proposition de loi de M. le général Deffis, ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest. — Après dépôt et lecture de rapports, déclaration d'urgence et autorisation de discussion immédiate, le Sénat adopte les projets de lois suivants : 1° à l'unanimité de 253 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, d'un crédit de 211.244 fr. 23, et annulation d'une somme de 212.326 fr. 77 sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° des projets de lois relatifs à l'ouverture de crédits pour la construction des hôtels des Postes et des Télégraphes à Grenoble et à Montpellier, et autorisant les villes de Grenoble et de Montpellier à contracter des emprunts pour la construction desdits hôtels; 3° à l'unanimité de 262 votants, un projet loi portant ouverture de crédit pour les frais des funérailles de M. le général Chanzy; 4° par 189 voix contre 20 sur 209 votants, un projet de loi

portant ouverture de crédit pour les frais des funérailles de M. Gambetta; 5° un projet de loi autorisant le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. Après avoir entendu MM. de Gavardie et Casimir Fournier, rapporteur, le Sénat adopte, après déclaration d'urgence et demande de discussion immédiate, un projet de loi relatif à une ouverture de crédit de 220.000 fr., pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie. — Le Sénat ajourne ses séances jusqu'au jeudi 19 avril. Jeudi, 19 avril, séance publique à trois heures (J.O., p. 1439).

Séance du 19 avril.

Présidence de M. Le Royer. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté après des rectifications demandées par MM. Bardoux, le vicomte de Lorgeril et Calmon. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le Président fait part au Sénat de la mort de M. Varroy, et prononce une allocution où il se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — M. le Président consulte le Sénat sur la fixation de l'ordre du jour. M. Bérenger est entendu.— Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 21 avril. Samedi, à deux heures, réunion dans les bureaux, à trois heures séance publique. — La séance est levée à trois heures vingt minutes (J.O., p. 1960).

Séance du 21 avril.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte sans discussion un projet de loi autorisant le département de la Dordogne à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles pour l'achèvement de l'école normale d'institutrices de Périgueux. — Conformément aux conclusions de la Commission, qui s'est prononcée à l'unanimité, le Sénat, en l'absence de M. Le Guen, rapporteur, prend en considération la proposition de loi de M. Bérenger sur les moyens préventifs de combattre la récidive (Régime des prisons, libération conditionnelle, patronage et réhabilitation). — Après avoir entendu sur la fixation de l'ordre du jour et de la date de la prochaine séance, MM. Jules Simon, de Gavardie et le Président, le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 26 avril. — M. de Gavardie demande que la discussion de l'interpellation qu'il a déposée antérieurement et qui est relative à des magistrats condamnés pour des faits d'une nature infamante ait lieu dès la prochaine séance. Le Sénat,

consulté, prononce le renvoi de la discussion de l'interpellation à jeudi prochain. — Jeudi prochain, séance publique à deux heures. La séance est levée à trois heures et demie (J.O., p. 1998).

Séance du 25 avril.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaire, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur demandant une rectification à un projet de loi relatif à un emprunt du département du Puy-de-Dôme, lequel projet a été adopté précédemment par le Sénat. La rectification est adoptée. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des Finances demandant la convocation du Sénat pour le dépôt du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au remboursement ou conversion des rentes 5 0/0. En conséquence de cette lettre, le Sénat a été convoqué pour la séance de ce jour. — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose le projet de loi relatif au remboursement ou conversion des rentes 5 0/0. Sur la demande de M. le Ministre, l'urgence et le renvoi à la Commission des finances sont prononcés. — La suspension de la séance est demandée. M. Chesnelong est entendu. Après quelques observations de M. le baron de Ravignan, la séance est suspendue à deux heures et quart. Elle est reprise à cinq heures dix minutes. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la Republique nommant un commissaire chargé d'assister M. le Ministre des Finances pendant la discussion du projet de loi relatif à la conversion ou au remboursement de la rente 5 0/0. — M. Dauphin dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique. Sur la demande du Sénat, M. Dauphin donne lecture du rapport. La discussion est renvoyée à demain. — Domain, 26 avril, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 2075).

Séance du 26 avril.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Édouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique. La discussion générale est ouverte : MM. Chesnelong,

Tirard, Ministre des Finances; de Parieu, Bocher, prennent successivement part à la discussion. A la suite du discours de M. le Ministre des Finances, répondant à M. Bocher, la séance est suspendue à quatre heures vingt minutes et reprise à cinq heures moins un quart. MM. Oscar de Vallée et le Ministre des Finances sont entendus. La clôture de la discussion générale est prononcée. Le Sénat passe à la discussion des articles. L'article 1er est adopté. Un article additionnel de M. Lalanne est retiré. Les articles 2, 3, 4, 5, 6 et les suivants jusqu'à l'article 13 et dernier sont adoptés. M. le baron de Ravignan développe un article additionnel. M. Dauphin, rapporteur, répond à M. le baron de Ravignan. L'article additionnel est repoussé au scrutin, par 169 voix contre 85, sur 254 votants. L'ensemble du projet est adopté, au scrutin, par 200 voix contre 71, sur 271 votants. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 28 avril. Samedi, seance publique à deux heures. La séance est levée à six heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 2093).

Séance du 28 avril.

Présidence de M. Teisserenc de Bort, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président dit qu'il a reçu une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur. Ce document sera imprimé et distribué. — Le Sénat adopte à l'unanimité de 223 votants un projet de loi concernant : 1° l'annulation de crédits afférents au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. de Gavardie sur la présence dans le corps judiciaire de magistrats condamnés pour divers délits de nature infamante. M. de Gavardie développe son interpellation. M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, répond à M. de Gavardie. La clôture est prononcée. Un ordre du jour motivé est adopté par 172 voix contre 72 sur 244 votants. — M. le duc d'Audiffret-Pasquier est entendu sur une question personnelle. M. Tolain répond à M. le duc d'Audiffret-Pasquier. L'incident est clos. — M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, dépose un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 370.000 francs pour les dépenses de la représentation nationale au couronnement de S. M. l'Empereur de Russie. L'urgence, demandée par M. le Ministre, est déclarée et le projet est renvoyé à la Commission des Finances. Le Sénat ajourne,

sur la demande de M. Théophile Roussel, rapporteur, à sa plus prochaine séance la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi prochain. Mardi 1er mai, à une heure, réunion dans les bureaux. Séance publique à deux heures (J.O., p. 2140).

Séance du 1er mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté avec des rectifications demandées et des observations présentées par MM. Wurtz, le général de La Jaille et de Gavardie. — Conformément aux conclusions du 5e bureau et après la lecture du procès-verbal de M. Le Bastard sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu le 1er avril dernier à la Martinique, M. Michaux est admis en qualité de sénateur de la Martinique. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à distraire la section de La Rue-sur-Blaise de la commune de Larzicourt (canton de Thiéblemont, arrondissement de Vitry-le-François, département de la Marne, pour l'annexer à la commune d'Arrigny (canton de Saint-Remy-en-Bouzemont, même arrondissement). — M. le duc de Broglie a la parole pour le développement d'une question à M. le Ministre des Affaires étrangères, relativement à la triple alliance des Empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie et du Royaume d'Italie. M. Chaltemel-Lacour répond à M. le duc de Broglie. Après une réplique de M. le duc de Broglie, le Sénat reprend son ordre du jour. M. Casimir Fournier dépose et, sur la demande du Sénat, lit le rapport sur un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 370.000 francs pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de S. M. l'Empereur de Russie. L'urgence est déclarée. Il y a une demande de discussion immédiate. La discussion aura lieu à la suite de l'ordre du jour. — L'ordre du jour appelle la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. M. Théophile Roussel, rapporteur, est entendu. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — Le Sénat, adopte, à l'unanimité de 225 votants, le projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la représentation de la France au couronnement de l'Empereur de Russie. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au samedi 5 mai. Samedi, à une heure, réunion dans les bureaux. Séance publique à deux heures (J.O., p. 2196).

Séance du 5 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté. — Au nom du 4e bureau, M. Frézoul dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu, dans le département de l'Ardèche, le 1er avril 1883, et qui avaient pour but de nommer un successeur à M. le comte Rampon, décédé. Conformément aux conclusions de la Commission, M. Chalamet est admis en qualité de sénateur de l'Ardèche. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à la suppression de la commune de Bricot-la-Ville, (canton d'Esternay, arrondissement d'Epernay, département de la Marne), et à l'annexion de son territoire aux communes de Châtillon-sur-Morin et de La Forestière (même canton). — Sur la demande de M. le général Billot, l'urgence étant déclarée, le Sénat adopte, à l'unanimité de 243 votants, le projet de loi tendant à allouer une pension exceptionnelle à Mme Chanzy, veuve de M. le général Chanzy, commandant du 6e corps d'armée. — M. Batbie a la parole pour développer une question à M. le Garde des des Sceaux, Ministre de la Justice, relativement à l'avis du Conseil d'État sur la retenue et la suppression des traitements des titulaires ecclésiastiques. M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, répond à M. Batbie. Après avoir entendu de nouveau M. Batbie, le Sénat reprend son ordre du jour. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités ; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. MM. Théophile Roussel et Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, sont entendus. La discussion est renvoyée à jeudi prochain. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 10 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime. L'urgence est déclarée. M. Barne, rapporteur, est entendu. La suite de la discussion est renvoyée. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au mardi 8 mai. Mardi, à une heure et demie, réunion dans les bureaux. Séance publique à deux heures (J.O., p. 2260).

Séance du 8 mai.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président fait part au Sénat de la mort de M. Elzéar Pin, sénateur de Vaucluse, et il exprime

dans une allocution, les regrets de l'Assemblée. — Le Sénat, conformement à son ordre du jour, adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) à emprunter 200.000 fr. ; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à emprunter 1.143.500 fr. ; 3° à l'unanimité de 233 votants, un projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 300.000 fr. sur le budget ordinaire de l'exercice 1882 du Ministère du Commerce (chapitre 6 : Encouragement aux pêches maritimes). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur la proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 décembre 1874, sur l'hypothèque maritime. Le Sénat passe à la discussion des articles. Les articles 1 à 26 sont adoptés. Sur l'article 26, M. Brunet présente un amendement qui est combattu par M. Barne, rapporteur. L'amendement de M. Brunet, après deux premières épreuves déclarées douteuses, est adopté au scrutin par 124 voix contre 88 sur 212 votants. Les articles 27 et suivants jusqu'à l'article 32 exclusivement sont adoptés. Sur l'article 33, M. Brunet présente et développe un amendement qui est accepté par M. Barne au nom de la Commission. L'amendement de M. Brunet est adopté. M. de Gavardie demande le renvoi de l'article 33 à la Commission. M. le Rapporteur est entendu. Après avoir entendu MM. le Ministre des Finances, de Gavardie et le Rapporteur, les divers paragraphes et l'ensemble de l'article 33 sont adoptés, ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article 39 et dernier. L'ensemble du projet de loi est adopté. — Le Sénat adopte en première délibération le projet de loi relatif à la surveillance des étalons. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi ayant pour but de supprimer les classes de préfectures et de sous-préfectures et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires. L'urgence est déclarée. M. Lizot est entendu contre la proposition de loi: M. Boucher-Cadart, rapporteur, répond à M. Lizot. Le Sénat, consulté, décide, par assis et levé, qu'il ne passera pas à la discussion des articles. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération du projet de résolution présenté par M. de Gavardie, tendant à faire nommer une Commission d'enquête de 18 membres, chargée de recueillir tous les renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes. M. de Gavardie demande l'ajournement, qui est mis aux voix et n'est pas prononcé. Le Sénat décide que la discussion aura lieu immédiatement. M. de Gavardie est entendu. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi (J.O., p. 2317).

Séance du 10 mai.

Présidence de M. Peyrat, Vice-Président. — La séance est ouverte à

deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile Gayot, l'un des secrétaires, est adopté.— Le Sénat, conformément à son ordre du jour, adopte un projet de loi tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour les travaux des chemins stratégiques. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités ; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. MM. Théophile Roussel, rapporteur; Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, et de Gavardie sont entendus. M. de Gavardie demande le renvoi de la proposition à la Commission. M. Adrien Hébrard est entendu au nom de la Commission. La clôture de la discussion générale est mise aux voix. M. le vicomte de Lorgeril est entendu contre la clôture. La discussion générale est close. La discussion des articles est ajournée. Sur la demande de M. Schœlcher la suite de la discussion est renvoyée à jeudi prochain. — M. le Ministre du Commerce dépose un projet de loi portant approbation d'un Arrangement commercial avec l'Autriche-Hongrie. L'urgence est déclarée et le projet renvoyé à l'ancienne Commission des traités de commerce. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi sur les enterrements civils ou religieux. Le Sénat, consulté, prononce que la discussion ne sera pas renvoyée à une prochaine séance. MM. de Gavardie et Jouin sont entendus. Le Sénat passe à la discussion des articles. M. de Ravignan est entendu. L'article 1er est mis aux voix. M. de Carné est entendu. L'article 1er est adopté. L'article 2 est adopté. Sur l'article 3, un débat s'engage, au cours duquel sont entendus successivement MM. Baragnon, Emile Labiche, rapporteur; Buffet, Jouin et Lenoel. L'article 3 est adopté, au scrutin, par 131 voix contre 120 sur 251 votants. M. Baragnon développe un article additionnel à placer entre les articles 3 et 4. M. le Rapporteur combat cet amendement. L'article additionnel de M. Baragnon est repoussé par 154 voix contre 105 sur 259 votants. Les articles 4 et 5 sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une deuxième délibération. — La prochaine séance publique est fixée au jeudi 17 mai, à deux heures (J.O., p. 2347).

Séance du 17 mai.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté, avec des rectifications demandées par MM. le colonel Meinadier et Foucher de Careil. Le Sénat adopte, après avoir entendu MM. de Gavardie et Delacroix, rapporteur :

1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Chartres à emprunter 1.057.100 francs; 2° après déclaration d'urgence, et après avoir entendu M. de Gavardie, un projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux nécessaires pour la réfection des digues de la Basse-Seine.— Sur une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres, le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Menton à contracter un emprunt. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. Le Sénat passe à la discussion des articles. M. Théophile Roussel, rapporteur, est entendu sur l'article 1er; MM. de Gavardie, auteur d'un amendement; le Rapporteur et Adrien Hébrard sont entendus. L'amendement de M. de Gavardie est adopté par la Commission. L'article 1er est adopté, ainsi que l'article 2. Sur le premier paragraphe de l'article 3, M. de Gavardie développe un amendement. MM. le Rapporteur, de Gavardie, Bérenger, Adrien Hébrard sont successivement entendus. M. de Gavardie retire son amendement. L'article 3 est adopté. Sur l'article 4, MM. de Gavardie et Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont entendus. L'article 4 est adopté. Sur l'article 5, MM. Gayot et le Rapporteur sont entendus. Le premier paragraphe de l'article 5 est adopté, avec une modification demandée par M. Gayot. Sur le second paragraphe, M. Clamageran développe un amendement. MM. Adrien Hébrard et Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, sont entendus. M. Clamageran retire son amendement. MM. Adrien Hébrard, Clamageran, Bérenger, Théophile Roussel, de Gavardie et Batbie sont entendus. Le second paragraphe est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose un projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget extraordinaire de 1883, un crédit supplémentaire de 5.300.000 francs pour le service du Tonkin. M. le Ministre demande l'urgence. L'urgence, appuyée par M. le comte de Saint-Vallier, est prononcée, ainsi que le renvoi aux bureaux pour la nomination d'une Commission spéciale. — M. Teisserenc de Bort donne lecture du rapport sur le projet de loi ayant pour but de prolonger la Convention de commerce conclue entre la France et l'Autriche-Hongrie, le 7 novembre 1881. Il y a une demande de discussion immédiate. Le projet sera distribué et discuté à la prochaine séance. — La prochaine séance du Sénat est fixée à samedi. Samedi 19 mai, à deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures et demie (J.O., p. 2489).

Séance du 19 mai.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat, conformément à son ordre du jour, procède au tirage au sort des bureaux. Le Sénat adopte: 1° un projet de loi portant approbation de l'Arrangement signé à Paris, le 28 avril 1883, entre la France et l'Autriche-Hongrie, en vue de proroger la Convention de commerce du 7 novembre 1881; 2° après déclaration d'urgence, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et l'Inde britannique; 3° en première délibération et après avoir rejeté un amendement de M. de Gavardie, combattu par M. Millaud, le projet de loi tendant à accorder la reversibilité, au profit de Mlle de Sabry, de la pension de 1.500 francs allouée, par une loi du 17 mai 1828, à sa mère, Marie-Antoinette-Bénigne-Thanaïs Bisson, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom. — M. Allou dépose et, sur la demande du Sénat, donne lecture du rapport sur la demande en autorisation de poursuites contre un sénateur. Le rapport, qui conclut à l'autorisation demandée, sera imprimé et distribué. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération: 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. La discussion continue sur l'article 5. M. de Gavardie développe un amendement, qui est combattu par M. Théophile Roussel, rapporteur. MM. Hébrard et Lucien Brun sont entendus. L'amendement de M. de Gavardie est repoussé. Les derniers paragraphes de l'article 5 sont adoptés. Sur l'ensemble de l'article 5, MM. Léon Clément, le Rapporteur, Bérenger et Xavier Blanc sont entendus. M. de Gavardie demande le renvoi de l'article 5 à la Commission. Le renvoi n'est pas adopté. L'article 5 est adopté dans son ensemble. La suite de la discussion est ajournée. — M. l'amiral Fourichon demande l'urgence pour une proposition de loi qu'il a déposée et qui est relative aux enfants mineurs d'une veuve mariée à un étranger et qui a recouvré sa qualité de Française. L'urgence est déclarée et la proposition est renvoyée à la Commission déjà saisie de la proposition de loi de M. Batbie sur la naturalisation. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au lundi 21 mai. Lundi, à deux heures, réunion dans les bureaux (J.O., p. 2526).

Séance du 21 mai.

Présidence de M. Calmon, vice-président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités ; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. La discussion s'ouvre sur l'article 6. MM. Bérenger et Adrien Hébrard sont entendus. Un amendement présenté par M. Bérenger est repoussé au scrutin par 157 voix contre 109 sur 266 votants. M. de Gavardie, sur le premier paragraphe du même article 6, développe un amendement, qui est combattu, au nom de la commission, par M. Roussel, rapporteur. L'amendement de M. de Gavardie n'est pas adopté. Les six premiers paragraphes de l'article 6 sont adoptés sans autres débats. Sur le paragraphe 7, MM. Bérenger, le Rapporteur et Viéllard-Migeon sont entendus. Un amendement de M. Bérenger est repoussé. Après avoir entendu MM. le Rapporteur et Adrien Hébrard, proposant une modification dans la rédaction du paragraphe au nom de la Commission, et M. Roger-Marvaise, le Sénat repousse le renvoi à la Commission et adopte le paragraphe modifié. Sur le neuvième paragraphe, M. de Gavardie développe un amendement qui est repoussé. Le paragraphe 9 et les suivants, ainsi que l'article 6 sont adoptés. — La suite de la discussion est renvoyée à demain. Demain, à deux heures, séance publique. La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J. O., p. 2556).

Séance du 22 mai.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Foix à contracter un emprunt de 850.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; 2° les conclusions du rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur, et autorisant ces poursuites. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités ; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. Les articles 7 et 8 sont adoptés. Par un amen-

dement, M. de Gavardie demande la suppression de l'article 9. M. Théophile Roussel, rapporteur, combat l'amendement. L'amendement est repoussé et l'article 9 est adopté. Sur l'article 10, M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, et M. le Rapporteur sont entendus. L'article 10 est adopté. Sur l'article 11, un amendement de M. le Marquis de Carné, accepté par la Commission, est adopté. L'article 11, après le rejet d'un amendement de M. de Gavardie, combattu par M. le Rapporteur, est adopté par le Sénat. Sur l'article 12, M. Bérenger développe un amendement. MM. le Rapporteur et Xavier Blanc sont entendus. Sur la proposition de M. Bérenger, l'article 12 est renvoyé à la Commission. L'article 13 est adopté. Après avoir repoussé un amendement de M. de Gavardie, combattu par M. le Rapporteur, et déclaré qu'il n'y avait pas lieu de le renvoyer à la Commission, le Sénat adopte l'article 14. L'article 15 est adopté. Les deux premiers paragraphes de l'article 16 sont adoptés. Un amendement de M de Gavardie sur le troisième paragraphe de l'article est repoussé. L'ensemble de l'article 16 est adopté. Sur le premier paragraphe de l'article 17, M. de Gavardie développe un amendement, que combat M. le Rapporteur, et qui n'est pas adopté par le Sénat. L'article 17 est adopté. Sur les premiers paragraphes de l'article 18, M. Léon Clément développe un amendement qui porte sur la suppression des dernières lignes du second paragraphe. Cet amendement est combattu par M. le Rapporteur. L'amendement est repoussé et les deux premiers paragraphes (rédaction de la Commission) sont adoptés. Sur le troisième paragraphe de l'article 18, M. Griffe est entendu. L'article 18 est adopté dans son ensemble, ainsi que l'article 19. La suite de la discussion est renvoyée à jeudi (J.O., p. 2574).

Séance du 24 mai.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, conformément à son ordre du jour : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Châtellerault (Vienne) à emprunter 52.000 francs ; 2° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Valmondois à Épiais-Rhus. — M. le comte de Saint-Vallier dépose et lit le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin. L'urgence ayant été déclarée, M. le Rapporteur, au nom de la Commission, d'accord avec le Gouvernement

demande la discussion immédiate. M. Lambert de Sainte-Croix combat la demande de discussion immédiate. La discussion immédiate est ordonnée. MM. Fournier (Indre-et-Loire), le comte de Saint-Vallier, rapporteur, et le baron de Lareinty sont entendus. L'article 1er du projet de loi est adopté. La Commission du Sénat n'a pas maintenu l'article 2 du projet du Gouvernement, adopté par la Chambre des Députés. Un débat s'engage sur cet article. MM. Chellemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères; l'amiral Jauréguiberry et Buffet sont successivement entendus. L'article 2 (projet de la Commission du Sénat), est mis aux voix et adopté. L'ensemble du projet est adopté au scrutin par 209 voix contre 4 sur 213 votants. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. La discussion s'ouvre sur l'article 20. M. Léon Clément est entendu sur cet article et sur le titre III en général. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — La prochaine séance est fixée à samedi 26 mai, à deux heures. — La séance est levée à cinq heures (J.O., p. 2604).

Séance du 26 mai.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président.— La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté avec une rectification de M. Lalanne et une explication de M. le maréchal Canrobert.—M. le Président annonce au Sénat la mort de M. de Laboulaye, sénateur, et se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. Il est procédé par la voie du sort à la désignation de MM. les Sénateurs qui formeront la députation chargée d'assister aux obsèques de M. de Laboulaye. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de La Rochelle à emprunter une somme de 170.000 francs; 2° en deuxième délibération, le projet de loi tendant à accorder la réversibilité, au profit de Mlle de Sabry, de la pension de 1.500 francs allouée, par une loi du 17 mai 1828, à sa mère Marie-Antoinette-Bénigne-Thanais Bisson, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. La discussion s'ouvre sur l'article 12, renvoyé à la Commission. Il y a une rédaction nouvelle de la Commission. MM. de Rozière, Bérenger, Noirot, Sous-Secrétaire d'Etat à la

Justice, et Adrien Hébrard sont successivement entendus. Le premier paragraphe de l'article 12 est adopté. Sur le second paragraphe du même article, il y a un amendement de M. Bérenger. L'amendement est repoussé par 161 voix contre 96, sur 257 votants. — M. Bérenger demande à poser une question à M. le Ministre de l'Intérieur sur la suppression des aumôniers dans les hôpitaux de Paris et la laïcisation de certains hôpitaux civils. M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, dit qu'il accepte la discussion de la question pour la séance de mardi prochain. — Le Sénat revient à la délibération sur la proposition de loi relative à la protection des enfants abandonnés et au projet de loi sur la protection de l'enfance. La délibération reprend sur l'article 20, M. Léon Clément continue son discours. M. Bardoux est entendu. M. Léon Clément, entendu de nouveau, demande la suppression du titre III tout entier. M. de Gavardie développe un amendement sur le premier paragraphe de l'article 20. L'amendement de M. de Gavardie n'est pas adopté. Le premier paragraphe de l'article 20 est adopté par 166 voix contre 83 sur 249 votants. Les paragraphes suivants et l'ensemble de l'article 20 sont adoptés. Sur l'article 21 M. de Gavardie développe des amendements et demande le renvoi de l'article à la Commission. M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice est entendu. Le renvoi de l'article 21 à la Commission n'est pas prononcé. Paragraphe par paragraphe et dans son ensemble l'article 21 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — M. le duc de Broglie a déposé une demande d'interpellation à M. le Ministre de l'Instruction publique sur les moyens, dans les livres destinés aux écoles primaires, d'assurer le respect aux croyances et aux sentiments des familles. La discussion est fixée à jeudi. — La séance est fixée à mardi prochain, 29 mai (J.O., p. 2646).

Séance du 29 mai.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Bérenger a la parole pour la question qu'il a demandé à adresser à M. le Ministre de l'Intérieur, relativement à la suppression des aumôniers dans les hôpitaux de Paris et à la laïcisation de certains hôpitaux civils. M Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, répond à M. Bérenger. M. Bérenger est entendu de nouveau. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi 31 mai, à deux heures. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 2694).

Séance du 31 mai.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, conformément à son ordre du jour : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Cahors à emprunter une somme de 1 million de francs; 2° en deuxième délibération, le projet de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Valmondois à Epiais-Rhus. — M. le comte de Saint-Vallier annonce qu'il aurait voulu adresser une question à M. le Ministre des Affaires étrangères, relativement aux événements du Tonkin et aux interprétations auxquelles ces événements ont donné lieu. Retenu par une indisposition, M. le Ministre des Affaires étrangères a ajourné sa réponse à une prochaine séance. Le Sénat s'associe aux regrets exprimés par M. le comte de Saint-Vallier, sur les victimes des derniers événements du Tonkin. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. le duc de Broglie sur les moyens dont le Gouvernement compte user pour assurer, dans les livres destinés aux écoles primaires publiques, le respect qui est dû aux croyances et aux sentiments des familles. M. le duc de Broglie développe son interpellation. M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, répond à M. le duc de Broglie. M. Chesnelong est entendu. La clôture de la discussion est prononcée. — M. le baron de Ravignan dépose et développe un ordre du jour motivé. L'ordre du jour pur et simple est demandé. Il a la priorité. Par 175 voix contre 95 sur 270 votants, l'ordre du jour pur et simple est adopté. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique à samedi prochain 2 juin. Samedi, séance à deux heures. La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J.O., p. 2723).

Séance du 2 juin.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté, après la lecture par M. Bérenger d'une lettre de M. Goblet à M. le Président, relativement à la suppression des aumôniers dans les hôpitaux de Paris. — M. le comte de Saint-Vallier adresse à M. le Ministre des Affaires étrangères une question à propos des événements récents du Tonkin et aux interprétations auxquelles ces événements ont donné lieu. M. Challemel-Lacour, Mi-

nistre des Affaires étrangères, répond à M. le comte de Saint-Vallier. — Après avoir entendu le rapport de M. Gouin et déclaré l'urgence, sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte le projet de loi tendant à faire ratifier la cession, à titre gratuit, d'objets de matériel de guerre hors modèle, autorisée en faveur de la mission de M. Savorgnan de Brazza, par un décret présidentiel du 21 février 1883. — Après avoir entendu le rapport de M. Edouard Millaud et déclaré l'urgence, le Sénat, sur une demande de discussion immédiate, adopte le projet de loi portant approbation d'un traité passé entre le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et M. Janssen, armurier à Liège. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. L'article 22 est adopté. Sur l'article 23, M. de Gavardie développe un amendement. M. Noirot, Sous-Secrétaire d'Etat, combat l'amendement de M. de Gavardie. L'amendement de M. de Gavardie est repoussé. L'article 23 est adopté. Les articles 24, 25 et suivants jusqu'à l'article 33 inclusivement sont adoptés. Sur l'article 34, M. de Gavardie développe un amendement, qui est combattu par M. Margue, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur. L'amendement de M. de Gavardie est repoussé. L'article 34, mis aux voix paragraphe par paragraphe, est adopté. Les articles 36 à 40 sont adoptés. Sur l'article 40, M. Foucher de Carcil et M. Théophile Roussel, rapporteur, sont entendus. M. de Gavardie développe un amendement qui est combattu par M. le Rapporteur. L'amendement est repoussé. L'article 40 est adopté. Les articles 41 et suivants jusqu'à l'article 43 inclusivement sont adoptés. Sur l'article 44, MM. Gazagne, Xavier Blanc et Adrien Hébrard sont entendus. L'article 44 est renvoyé à la Commission. Sur l'article 45, MM. Baragnon et le Rapporteur sont entendus. M. Baragnon demande le renvoi de l'article à la Commission. L'article 45 est renvoyé à la Commission. L'article 46 est adopté. Sur l'article 47, MM. le baron Le Guay, le Rapporteur et le marquis de Carné sont entendus. L'article 47 est renvoyé à la Commission. Les articles 48 et 49 sont adoptés. M. de Gavardie a déposé un article additionnel. Il demande le renvoi à une prochaine séance. Le renvoi n'est pas prononcé. M. Adrien Hébrard est entendu. La suite de la discussion est ajournée. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au mardi 5 juin. Mardi, à deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à deux heures et demie. La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J.O., p. 2766).

Séance du 5 juin

Présidence de M. Teisserenc de Bort, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. de Kerdrel adresse une question à M. le Ministre de la Marine et des Colonies, relativement aux secours, tant matériels que religieux, à assurer au corps expéditionnaire du Tonkin. M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, répond à M. de Kerdrel. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi de M. le général Deffis, ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest. M. le colonel Meinadier, M. le général Deffis, rapporteur, et M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, sont entendus. Après avoir entendu M. le colonel Meinadier sur l'article unique de la proposition de loi, le Sénat adopte cet article et décide qu'il passera à une deuxième délibération. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur la prise en considération du projet de résolution, présenté par M. de Gavardie, tendant à faire nommer une Commission d'enquête de 18 membres, chargée de recueillir tous les renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes. M. Ribière, rapporteur, M. le Président, M. de Gavardie sont successivement entendus. La clôture est prononcée. M. de Gavardie retire sa proposition. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi relatif à la surveillance des étalons. M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Lenoël, rapporteur, qui est absent, et qui demande l'ajournement de la discussion du projet de loi. L'ajournement de la discussion à samedi est prononcé. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'élection des juges consulaires. M. Ancel, en l'absence de M. le Ministre de la Justice, demande le renvoi de la discussion. M. Le Bastard, rapporteur, et M. Noirot, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice, sont entendus. Le renvoi de la discussion à samedi est mis aux voix et n'est pas adopté. M. Dauphinot et M. Le Bastard, rapporteur, sont entendus. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique à jeudi prochain, 7 juin, à deux heures. La séance est levée à six heures et quart (J. O., p. 2812).

Séance du 7 juin.

Présidence de M. Teisserenc de Bort, Vice-Président. — La séance est

ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre de la Justice dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme judiciaire. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'élection des juges consulaires. MM. Delsol et Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont entendus. Le Sénat passe à la discussion des articles. M. Gayot retire un amendement qu'il avait présenté sur l'article 1er, la Commission lui ayant donné satisfaction. M. Batbie et M. Le Bastard, rapporteur, sont entendus. L'article 1er est adopté au scrutin par 129 voix contre 116, sur 245 votants. L'article 2 est adopté, ainsi que les articles 3, 4 et suivants, jusqu'à l'article 20 exclusivement. Sur l'article 20, M. Dauphinot a déposé un amendement. M. Dauphinot demande le renvoi de la suite de la discussion. M. le Rapporteur et M. Claude sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — Sur la proposition de M. Malens, rapporteur, le Sénat, suivant son ordre du jour, décide qu'il passe à la première délibération sur le projet de loi portant revision des bases des cautionnements des percepteurs, des percepteurs-receveurs municipaux et des receveurs spéciaux des communes et établissements de bienfaisance. M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, est entendu. Les articles du projet de loi sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — La prochaine séance est fixée à samedi prochain, 9 juin. Samedi, séance publique à deux heures. La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J.O., p. 2844).

Séance du 9 juin.

Présidence de M. Teisserenc de Bort, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré l'un des secrétaires, est adopté avec des modifications demandées par M. le duc de Broglie et M. Dieudé-Defly. — Conformément à l'ordre du jour, le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter 264.500 francs et à s'imposer extraordinairement. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'élection des juges consulaires. M. Dauphinot développe un amendement sur l'article 20. M. Le Bastard, rapporteur, combat l'amendement. M. Ancel est entendu. L'amendement de M. Dauphinot est adopté par 141 voix contre 119 sur 260 votants. L'article 21 est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi de M. l'amiral Fouri-

chan sur les enfants mineurs, nés en France, d'une femme française mariée avec un étranger. MM. Roger-Marvaise et Bathie, rapporteur, sont entendus. L'article unique du projet de loi est adopté. Le Sénat fixe sa prochaine réunion à mardi prochain, 12 juin. — Mardi, réunion dans les bureaux à deux heures. Séance publique à quatre heures. La séance est levée à quatre heures moins cinq minutes (J.O., p. 2885).

Séance du 12 juin.

Présidence de M. Peyrat, Vice-Président. — La séance est ouverte à quatre heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté avec des rectifications demandées par MM. le comte de Saint-Vallier et Oudet. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Bourges (Cher) à emprunter 120.000 francs et à s'imposer extraordinairement; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Bourges (Cher) à emprunter 100.000 francs et à s'imposer extraordinairement. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. M. Théophile Roussel, rapporteur, est entendu. Les articles renvoyés à la Commission sont remis en délibération. L'article 40 est adopté. M. Gazagne est entendu sur l'article 44. L'article 44 est adopté. L'article 45 est adopté. Sur l'article 47, M. le marquis de Carné avait présenté un amendement; l'article 47, modifié par la Commission, est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la liberté des funérailles. Les articles 1 et 2 sont adoptés. Sur l'article 3 MM. Jouin, Emile Labiche, rapporteur et Léon Clément sont entendus. L'article 3 est adopté au scrutin par 147 voix contre 137, sur 274 votants. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — Jeudi, 14 juin, séance publique à deux heures. La séance est levée à six heures (J.O., p. 2940).

Séance du 14 juin.

Présidence de M. Peyrat, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, portant ampliation de la délibération du Conseil d'État sur la proposition

de M. Batbie relative à la naturalisation. Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte en première délibération un projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales. — Sur la proposition de M. Barne, le scrutin pour l'élection d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. Laboulaye, décédé, est fixé au samedi 23 juin. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la liberté des funérailles. La discussion s'ouvre sur l'article 3. M. Baragnon retire son amendement à l'article 3. M. Emile Labiche, rapporteur, est entendu, au nom de la Commission, sur la rédaction des articles 3 et 4. M. Griffe demande la suppression de l'article 4. M. Barthe, retirant un amendement qu'il avait déposé sur l'article 3, développe un paragraphe additionnel, qui est combattu par M. le Rapporteur. MM. Griffe et Baragnon sont entendus. M. Barthe retire son amendement sur l'article 3 et le reporte à l'article 4. Après quelques observations de M. le Rapporteur, M. Lucien Brun, auteur d'un amendement sur l'article 4, déclare qu'il se rallie à la rédaction de la Commission. L'article 4 est mis aux voix. La première partie de l'article est adoptée. Sur la seconde partie, M. Griffe et M. le Rapporteur sont entendus. La suite de l'article est adoptée, avec la division demandée par M. Griffe. L'ensemble de l'article 4 est adopté. Sur l'article 5, M. Boucher-Cadart, auteur d'un amendement, et M. Baragnon sont entendus. L'article 5 est adopté. Sur l'ensemble de la proposition de loi, M. de Gavardie et M. Lucien Brun sont entendus. L'ensemble de la proposition est adopté par 162 voix contre 103, sur 265 votants. — M. Béronger dépose une proposition de loi sur la protection de l'enfance abandonnée. La proposition est renvoyée à la Commission déjà saisie. — Le Sénat adopte en seconde délibération le projet de loi portant revision des bases des cautionnements des percepteurs, des percepteurs-receveurs municipaux et des receveurs spéciaux des communes et établissements de bienfaisance. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à la surveillance des étalons. Sur l'article 1er, M. Foucher de Careil et M. Emile Lenoël, rapporteur, sont entendus. L'article 1er est adopté, ainsi que les articles suivants et l'ensemble de la loi. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique à samedi prochain 16 juin, à trois heures. La séance est levée à quatre heures trente minutes (J.O., p. 2972).

Séance du 16 juin.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile

Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la Chambre des Députés transmet, après le vote par la Chambre, une proposition de loi relative aux droits fiscaux à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. — Le Sénat, conformément à son ordre du jour, adopte en première délibération : 1° un projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention portant cession par l'Etat, au sieur Boinet, cafetier à Abbeville (Somme), de trois parcelles domaniales provenant du déclassement des fortifications de cette place, à charge par l'acquéreur de fournir au génie militaire un terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres; 2° un projet de loi portant : 1° cession à la ville de Brest d'une partie des terrains et des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent, et abandon à son bénéfice de la jouissance du corps de garde de la rue d'Aiguillon; 2° ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 230.000 francs. — Le Sénat adopte, par 228 voix contre 1 sur 229 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 640.000 francs, applicable au chapitre 4 : « Etats-Majors ». — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi de M. le général Deffis, ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique et spéciale militaire et à l'École navale de Brest. L'article unique est adopté. M. le colonel Meinadier developpe un article additionnel. M. le général Deffis, rapporteur, et M. le général Robert sont entendus. L'article additionnel est repoussé. L'ensemble de la loi est adopté. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique à mardi prochain 19 juin, à deux heures. La séance est levée à trois heures trente-cinq minutes (J.O., p. 3004.)

Séance du 19 juin

Prés dence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté. M. le Président annonce au Sénat la mort de M. Vallier, sénateur du Rhône, et se fait l'interprète des regrets de l'assemblée. Il est procédé au tirage au sort de la députation qui devra assister aux obsèques de M. Vallier. — M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, dépose un projet de loi portant approbation d'une convention signée, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. L'urgence, demandée par M. le Ministre, est déclarée. Conformément à l'ordre du jour, il est procédé au tirage au sort des bureaux. — Le Sénat adopte un projet de loi portant approbation de la

convention conclue, le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. L'urgence, mise aux voix, est déclarée. La discussion générale est ouverte. M. Edouard Millaud est entendu. M. Marcel Barthe, rapporteur, demande le retrait de la déclaration d'urgence. M. Tolain combat cette proposition. Le Sénat, consulté, retire l'urgence. M. le Rapporteur est entendu. La clôture de la discussion générale est prononcée. Les articles 1er et 2 sont adoptés. Sur l'article 3, M. Gustave Denis retire un amendement qu'il avait présenté au cours de la discussion. M. Boucher-Cadart, M. Lenoël, M. Tolain, M. Gustave Denis, M. le Rapporteur et M. Dauphinot sont entendus successivement. L'article 3 est renvoyé à la Commission. — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose un projet de loi portant autorisation pour la Caisse des dépôts et consignations de faire provisoirement des avances à certaines caisses d'épargne privées. L'urgence, demandée par M. le Ministre, est déclarée. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique à jeudi 21 juin. Jeudi, à deux heures, réunion dans les bureaux. — Séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures cinq minutes (J.O., p. 3067).

Séance du 21 juin.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, concernant des rectifications au texte du projet de loi relatif à la pension de Mlle de Sabry. Ces rectifications sont adoptées. — Après lecture du rapport de M. le général Deffis sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu le 10 juin dans le département du Lot, le Sénat, adoptant les conclusions du rapport, prononce l'admission de M. Béral en qualité de sénateur du Lot.—Le Sénat adopte en seconde délibération les articles du projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale du 6 mai 1882, sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales. M. le général Robert est entendu sur l'ensemble du projet et présente un article additionnel. L'ensemble du projet de loi est renvoyé à la Commission. — Après lecture du rapport de M. le marquis de Lur-Saluces sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu dans le département de Meurthe-et-Moselle, le 10 juin courant, le Sénat, adoptant les conclusions du rapport, prononce l'admission de M. Berlet, en qualité de séna-

teur de Meurthe-et-Moselle.—L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. La discussion s'ouvre sur l'article 1er (anciens articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8). Les deux premiers paragraphes sont adoptés sans discussion. Sur le troisième paragraphe, M. Léon Clément développe un amendement, combattu par M. Cuvinot, rapporteur. Le troisième paragraphe est renvoyé à la Commission. Après avoir entendu M. Méline, Ministre de l'Agriculture, le Sénat adopte les paragraphes suivants, jusqu'au dernier paragraphe exclusivement. M. de Gavardie développe un amendement sur ce paragraphe. Le dernier paragraphe est adopté. M. Bernard développe un paragraphe additionnel M. Lucien Brun, M. le Ministre de l'Agriculture, M. Cherpin, M. Buffet, M. Pouyer-Quertier et M. le Rapporteur sont entendus. Le renvoi de l'article 643 à la Commission est prononcé. — Samedi, 23 juin, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes. (J. O., p. 3104).

Séance du 23 juin.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection d'un sénateur inamovible en remplacement de M. Laboulaye, décédé. Il est procédé au tirage au sort de MM. les scrutateurs et scrutateurs supplémentaires chargés de dépouiller le scrutin. Le scrutin, ouvert à deux heures cinq minutes, est fermé à trois heures. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants : Nombre des votants : 191 ; bulletins blancs ou nuls : 28 ; suffrages exprimés : 163 ; majorité absolue : 82. Ont obtenu : MM. Tirard, 157 voix ; le général Campenon, 1 ; Leroy-Beaulieu, 1 ; Vacherot, 1 ; Victor Duruy, 1 ; Renan, 1. — Le Sénat adopte en seconde délibération, 1° un projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention portant cession par l'Etat au sieur Boinet, cafetier à Abbeville (Somme), de trois parcelles domaniales provenant du déclassement des fortifications de cette place, à charge par l'acquéreur de fournir au génie militaire un terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres ; 2°, à l'unanimité de 180 votants, un projet de loi portant : 1° cession à la ville de Brest d'une partie des terrains et des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent, et abandon à son bénéfice de la jouissance du corps de garde de la rue d'Aiguillon ; 2° ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 230.000 francs. — Sur la demande de M. Huguet, rapporteur, le Sénat ajourne la suite de la seconde délibération sur le projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale

sur la police de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales. — L'ordre du jour appelle la 1re délibération sur le projet de loi concernant les services maritimes postaux : 1° entre le Havre et New-York ; 2° entre la France, les Antilles et le Mexique. M. le Ministre des Postes et M Cordier, rapporteur, demandant l'urgence, l'urgence est mise aux voix et déclarée. M. Dupuy-de-Lôme et M. Cordier, rapporteur, sont entendus. Sur l'article 1er, M. Dufresne et M. Le Guen sont entendus. L'article 1er est adopté ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article 9 et dernier. L'article 10 du projet de loi, voté par la Chambre des Députés et supprimé par la Commission du Sénat, est adopté au scrutin par 134 voix contre 63, sur 197 votants. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2e délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. La discussion s'ouvre sur l'article 2 (ancien article 9). M. Léon Clément, M Cuvinot, rapporteur, et M. Méline, Ministre de l'Agriculture, sont entendus. L'article 2 est adopté. La suite de la discussion est ajournée. — Mardi prochain, 26 juin, réunion dans les bureaux. Séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 3160).

Séance du 26 juin.

Présidence de M. Humbert, vice-président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté avec les rectifications demandées par MM. Faye, Garrisson et Berthelot. — M. Bérenger dépose une demande d'interpellation au Gouvernement au sujet de la suppression des aumôniers dans les hôpitaux et hospices de Paris. La discussion de l'interpellation est fixée au samedi 30 juin. — M. le Président annonce au Sénat la mort de M. le comte de Flers, sénateur de l'Orne, et se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour la construction de bâtiments départementaux ; 2° un projet de loi portant autorisation pour la Caisse des dépôts et consignations de faire provisoirement des avances à certaines caisses d'épargne privées. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2e délibération sur le projet de loi tendant à la répression des infractions à la Convention internationale du 6 mai 1882, sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales. M. Huguet, rapporteur, et M. le général Robert sont entendus. L'article 24, renvoyé à la commission, est adopté, ainsi que l'ensemble du projet de loi. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. La discussion s'ouvre sur l'ar-

ticle 3. M. Léon Clément, M. Cuvinot, rapporteur, M. Pouyer-Quertier et M. Malens sont entendus. L'article 3 est renvoyé à la Commission et, par conséquence naturelle, les articles suivants jusqu'à l'article 7 inclusivement. — Sur les observations de M. Malens, le Sénat renvoie à la commission des finances la proposition de loi de M. le colonel Meinadier et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 18 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'Etat, les départements ou les communes. — Sur la demande de M. Le Bastard, rapporteur, le Sénat renvoie à jeudi prochain la seconde délibération sur le projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires. — Jeudi, 28 juin, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures moins vingt minutes (J.O., p. 3212).

Séance du 28 juin

Présidence de M. Teisserenc de Bort, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — Le délai réglementaire de trois jours s'étant écoulé, depuis l'élection sénatoriale du 23 juin, sans amener aucune protestation, M. Tirard est proclamé sénateur inamovible, en remplacement de M. Laboulaye, décédé. — M. Guyot (du Rhône), dépose, et à la demande du Sénat, lit le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne en deux circonscriptions électorales. L'urgence a été déclarée. La discussion immédiate est demandée et ordonnée.—M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, est entendu. Le projet de loi est repoussé. — M. Griffe retire la proposition de loi qu'il avait déposée sur les saisies d'immeubles. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices ; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à élever le taux d'intérêt d'un emprunt ; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à emprunter 81.500 francs. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires. M. Bardoux développe un contre-projet. M. Le Bastard, rapporteur, répond à M. Bardoux. L'article 1er du contre-projet est mis aux voix et adopté par 137 voix contre 116 sur 253 votants. On demande le renvoi du contre-projet à la Commission. M. Le Bastard, rapporteur, repousse le renvoi au nom de la Commission. MM. Bérenger et Bardoux sont entendus. Le renvoi à la Com-

mission n'est pas ordonné. L'article 2 du contre-projet est adopté, ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article 21 exclusivement. Sur l'article 21, M. Dauphin avait présenté un amendement qu'il retire. Les articles 21 et 22 sont adoptés. Sur l'ensemble du contre-projet, M. Tolain est entendu. L'ensemble du contre-projet est repoussé par 127 voix contre 126 sur 253 votants. — La discussion s'ouvre sur le projet déjà adopté en première délibération par le Sénat. Sur l'article 1er, MM. Pouyer-Quertier et Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont entendus. L'article 1er est adopté par 151 voix contre 121 sur 272 votants. La suite de la discussion est renvoyée à samedi. — Samedi 30 juin, séance publique à deux heures. — La séance est levée à six heures cinq minutes (J.O., p. 3243).

Séance du 30 juin.

Présidence de M. Peyrat, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance est adopté, après la lecture d'une lettre de M. Scherer demandant une rectification. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux; 2° après déclaration d'urgence, le projet de loi portant approbation d'une convention signée, le 20 mars 1883, entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, et constituant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle ; 3° un projet de loi portant approbation d'une Convention, signée à Berlin, le 19 juin 1883, entre la France et l'Allemagne, pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Bérenger relative à la suppression des aumôniers dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine. M. Bérenger développe son interpellation. M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, répond à M. Bérenger. M. Bérenger est entendu de nouveau. Il dépose un ordre du jour motivé. L'ordre du jour pur et simple est demandé. M. Bérenger est entendu contre l'ordre du jour pur et simple, lequel est accepté, au nom du Gouvernement, par M. le Ministre de l'Intérieur. M. le baron de Lareinty et M. Bérenger sont entendus. L'ordre du jour pur et simple est adopté par 136 voix contre 120, sur 256 votants. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique à mardi prochain 3 juillet, à deux heures. La séance est levée à cinq heures cinq minutes (J.O. p. 3364.)

Séance du 3 juillet.

Présidence de M. Teisserenc de Bort, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à créer des ressources extraordinaires pour les travaux de grande communication dans la Seine-Inférieure ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Yonne à créer des ressources extraordinaires pour l'installation de l'École pratique d'agriculture de la Brosse ; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Creuse à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'instituteurs. — Sur la demande de M. Chalamet, rapporteur, le Sénat ajourne la discussion sur un projet de loi tendant à distraire une portion de territoire de la commune de Lanouée pour l'ériger en municipalité distincte sous le nom des Forges. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées aux chemins de fer de Vire à Saint-Lô, avec embranchement sur Caen, et de Fougères à Vire et au réseau d'Orléans à la mer ; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Lille (Nord) à emprunter une somme de 24.000.000 de francs et à s'imposer extraordinairement ; 3° après déclaration d'urgence, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'établissement d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal ; 4° après déclaration d'urgence, un projet de loi concernant le service postal entre Calais et Douvres. — Le Sénat adopte, par 246 voix contre 2 sur 248 votants, un projet de loi portant annulation sur l'exercice 1882 et ouverture sur l'exercice 1883, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit de 2.100.000 francs (première section. — Service de l'instruction publique). — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires. Les articles 2 à 18 sont adoptés. A l'article 18, M. Le Bastard, rapporteur, présente un paragraphe additionnel qui est adopté. L'article 18 et le paragraphe additionnel sont adoptés. L'article 19 est adopté. Sur une nouvelle rédaction de l'article 20, présentée par la Commission, MM. le Rapporteur, Dauphinot, Dietz-Monnin, Hérisson, Ministre du Commerce, Tolain, sont entendus. La nouvelle rédaction de l'article 20 est adoptée par 156 voix contre 119, sur 275 votants. L'article 21 est adopté. L'ensemble du projet de loi est adopté par 157 voix contre 107, sur 261 votants. — M. le général Robert adresse une question à M. le Ministre de la Justice sur la loi même qui vient d'être votée. M. Martin-Feuillée, Ministre de la Justice, répond à M. le général Robert. M. de

Gavardie est entendu. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 1er juin 1853 sur les conseils de prud'hommes. L'urgence est déclarée ; le projet de loi est mis aux voix et adopté. — Après déclaration d'urgence le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet de rendre exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance; 3° sur la proposition de loi de M. Bérenger sur la protection de l'enfance abandonnée. MM. Théophile Roussel, rapporteur, Bérenger, auteur d'un contre-projet, et de Gavardie sont entendus. Par 155 voix contre 119, sur 274 votants, le Sénat repousse la demande de renvoi de la proposition de M. Bérenger à la Commission. La suite de la discussion est renvoyée à jeudi 5 juillet. — Jeudi, à deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à deux heures et demie. — La séance est levée à cinq heures et demie (J.O., p. 3412).

Séance du 5 juillet.

Présidence de M. Teisserenc de Bort, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures et demie. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté, après des observations et des rectifications demandées par MM. Dietz-Monnin, Delsol, Le Bastard et Halna du Fretay. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte deux projets de lois d'intérêt local : le 1er, tendant à autoriser la ville de Cherbourg à emprunter une somme de 400.000 francs ; le 2e, tendant à autoriser la même ville de Cherbourg à emprunter 220,000 francs. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire une portion du territoire de la commune de Lanouée (département du Morbihan) pour l'ériger en municipalité distincte sous le nom de Forges. M. Audren de Kerdrel est entendu contre le projet de loi. M. Chalamet, rapporteur, répond à M. de Kerdrel. M. Margue, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, est entendu. L'ajournement demandé par M. Audren de Kerdrel est repoussé par 165 voix contre 91, sur 256 votants. Le projet de loi est adopté. — Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi portant approbation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris, le 18 janvier 1883, entre la France et la Serbie. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet

la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance ; 3e sur la proposition de loi de M. Bérenger, sur la protection de l'enfance abandonnée. Les articles 1 à 6 sont adoptés. M. Bérenger présente à l'article 7 un amendement, qui est combattu par M. Théophile Roussel, rapporteur. M. de Gavardie est entendu. La première partie de l'amendement de M. Bérenger est repoussée par 153 voix contre 118, sur 271 votants. La seconde partie de l'amendement est retirée. L'article 7 est adopté. Après un débat sur le vote de l'amendement de M. Bérenger, débat où sont entendus M. de Gavardie, M. le Président et M. Bérenger, le Sénat reprend la discussion des articles. Un paragraphe additionnel de M. de Gavardie n'est pas pris en considération. Les articles 8 à 15 sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — Samedi, 7 juillet, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 3460.)

Séance du 7 juillet.

Présidence de M. Teisserenc de Bort, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le comte de Saint-Vallier présente des observations et développe une proposition relative aux rectifications qui se produisent à propos des scrutins qui ont lieu en l'absence des sénateurs portés au *Journal officiel* comme ayant voté. M. le Président et M. Audren de Kerdrel sont entendus. M. le comte de Saint-Vallier retire sa proposition. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi autorisant le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et d'intérêt commun ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun ; 3° à l'unanimité de 225 votants, un projet de loi ayant pour objet l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 625.000 francs au Ministre des Finances, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. L'article 16 est adopté. Après quelques observations de M. de Gavardie, combattues par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, l'article 17 est adopté ainsi que l'article 18. Sur l'article 19, MM. de Gavardie, Théophile Roussel,

rapporteur, et M. le Ministre de la Justice sont entendus. L'article 19 est adopté. Sur l'article 20, MM. de Gavardie, Le Guen, Xavier Blanc, le Rapporteur, Batbie et le Ministre de la Justice sont successivement entendus. Le renvoi de l'article 20 à la Commission n'est pas prononcé. L'article 20, modifié par la Commission, est adopté. Sur l'article 21, MM. Le Guen et le Rapporteur sont entendus. Un amendement de M. Le Guen n'est pas pris en considération. Les articles 21 et suivants jusqu'à l'article 26 inclusivement sont adoptés. Sur l'article 27, M. Batbie est entendu. L'article 27 est renvoyé à la Commission. Les articles 28 et 29, modifiés par la Commission, sont adoptés. M. le Rapporteur, au nom de la Commission, d'accord avec M. le Ministre de la Justice, propose une nouvelle rédaction de l'article 27 qui lui a été renvoyé. Cette nouvelle rédaction est adoptée. Le Sénat adopte les articles 30 et 31. Sur l'article 32, MM. de Gavardie et le Rapporteur sont entendus. L'article 32, modifié par la Commission, est adopté. Les articles 33 et suivants, jusqu'à l'article 36, sont adoptés. L'article 37 est renvoyé à la Commission. L'article 38 est adopté. Sur l'article 39, MM. de Gavardie et le Rapporteur sont entendus. L'article est adopté. Les articles 40, 41, 43 sont adoptés. L'article 44 (nouvelle rédaction) est renvoyé à une prochaine séance. Les articles suivants, jusqu'à l'article 47, sont adoptés. — Mardi prochain, 10 juillet, à deux heures, réunion dans les bureaux. A deux heures et et demie, séance publique. La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J.O., p. 3494).

Séance du 10 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures et demie. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une proposition de M. de Gavardie tendant à la modification du Règlement. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Marseille à emprunter une somme de 1 million 200.000 francs et à s'imposer extraordinairement; 2° un projet de loi autorisant le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Avignon à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération : 1° sur la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités; 2° sur le projet de loi sur la protection de l'enfance. Les articles 36 et 44, renvoyés à la Commission, sont remis aux voix et adoptés avec une rédaction nouvelle. L'ensemble de la loi

est adopté par 171 voix contre 76, sur 247 votants. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République nommant un commissaire chargé d'assister M. le Ministre de la Marine dans la discussion sur le chemin de fer du Sénégal. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. L'article 641, modifié par la Commission, est adopté. Sur l'article 642, M. Cherpin développe un amendement. MM. Jouin, de Parieu, Faye, Batbie et Cuvinot, rapporteur, sont successivement entendus. L'amendement de M. Cherpin est repoussé. L'article 642 est adopté. Sur l'article 643 M. Griffe développe un amendement : MM. Buffet, Ninard, le Rapporteur, le Ministre de l'Agriculture et Batbie sont entendus. L'article 643 est adopté par 127 voix contre 110 sur 237 votants. L'article 1er du projet de loi est adopté ensuite. La suite de la discussion est renvoyée à jeudi, 12 juillet. — Jeudi, à deux heures, séance publique. La séance est levée à cinq heures et demie (J.O., p. 3559).

Séance du 12 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Édouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre annonçant la mort de M. Lucet, sénateur, et il se fait, dans une allocution, l'interprète des regrets du Sénat. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à distraire plusieurs villages de la commune de Mortroux, arrondissement de Guéret (département de la Creuse) pour en former une municipalité distincte sous le nom de la Forêt-du-Temple; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Épernay (Marne) à emprunter 444.800 francs et à s'imposer extraordinairement ; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter une somme de 26.500 francs; 4° un projet de loi tendant à établir d'office sur la commune de Châtillon (Haute-Savoie) une imposition extraordinaire. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active, en vue de la formation d'une artillerie de forteresse. M. le colonel Meinadier, M. le général Deffis, M. le général Billot, M. le général Farre, rapporteur, M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, et M. Labordère sont entendus. Le Sénat passe à la discussion des articles. M. le général Billot a présenté un contre-projet dont il demande le renvoi à la Commission. Le renvoi du contre-projet de M. le général Billot est prononcé par 133 voix contre 118 sur 251 votants. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi prochain 17 juillet (J.O., p. 3612.)

Séance du 17 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour le service des bâtiments départementaux; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour compléter le gage d'un emprunt; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de Lot-et-Garonne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction et à l'installation de maisons d'école; 4° un projet de loi tendant à distraire une section de la commune de Saint-Georges-Nigremont (arrondissement d'Aubusson, département de la Creuse) pour l'ériger en municipalité distincte sous le nom de Pontcharraud; 5° un projet de loi ayant pour objet l'élévation du taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de la Fère (Aisne); 6° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer; 7° un projet de loi portant approbation de la Convention conclue, le 2 novembre 1882, entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre du Chili contre le Pérou et la Bolivie. — M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, demande la mise à l'ordre du jour de jeudi du projet de loi sur la réforme judiciaire. MM. de Gavardie, Buffet, Jules Simon et Tenaille-Saligny, rapporteur du projet de loi, et Fresneau sont entendus. Il y a une demande de scrutin. La mise à l'ordre du jour de jeudi est prononcée par 155 voix contre 115, sur 270 votants. — Sur la demande de M. Casimir Fournier, rapporteur, le Sénat, consulté, décide qu'il y a lieu de discuter immédiatement deux projets de lois portant ouverture et annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires relatifs aux exercices 1881, 1882 et 1883. Le premier projet est adopté à l'unanimité de 182 votants; le second à l'unanimité de 187 votants. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. Les articles 3, 4, 5 sont adoptés. Sur l'article 6, qui a donné lieu à un amendement de M. Bérenger, accepté par la Commission, MM. Roger-Marvaise, Bérenger, Léon Clément, Cuvinot, rapporteur, sont successivement entendus. Le renvoi de l'article 6 à la Commission est repoussé. M. Bérenger est entendu à propos de l'amendement qu'il a présenté. La suite de la discussion est renvoyée à jeudi. — Après avoir entendu MM. le général Farre et Audren de Ker-

drel, le Sénat, consulté sur la question de savoir s'il y aura une séance demain mercredi, décide au scrutin par 141 voix contre 122, sur 263 votants, que la séance aura lieu. — Demain, séance publique à trois heures (J.O., p. 3694).

Séance du 18 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté avec une rectification demandée par M. Jacques. — M. le président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission au Sénat, après le vote par la Chambre, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du Commerce un crédit de 50.000 francs pour l'envoi d'ouvriers à l'exposition d'Amsterdam. Le Sénat adopte : 1° un projet de loi autorisant le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux départementaux; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Melun à emprunter 39.300 francs; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département du Pas-de-Calais à créer des ressources extraordinaires pour la construction de maisons d'arrêt et de correction et pour l'achèvement d'un asile d'aliénés. — Le Sénat adopte en première délibération le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active en vue de la formation d'une artillerie de forteresse. M. le général Farre, rapporteur, rend compte des délibérations de la Commission à qui le contre-projet de M. le général Billot avait été renvoyé, et qui conclut au rejet du contre-projet de M. le général Billot et au rejet du contre-projet de M. le colonel Meinadier. M. le général Billot, M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, M. le colonel Meinadier et M. de Freycinet prennent successivement part au débat. La clôture est prononcée. L'article 1er du contre-projet de M. le général Billot est repoussé par 142 voix contre 115, sur 257 votants. M. le colonel Meinadier retire son contre-projet. Les articles du projet du Gouvernement sont mis aux voix et adoptés, ainsi que l'ensemble de la loi. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. M. de Gavardie demande l'ajournement. L'ajournement est repoussé. M. Roger-Marvaise est entendu sur l'article 6 et l'amendement de M. Bérenger, qui a été accepté par la Commission. L'amendement de M. Bérenger est adopté. Un paragraphe additionnel présenté au nom de la Commission par M. Cuvinot, rapporteur, est adopté, ainsi que l'en-

semble de l'article 6. — La suite de la discussion est renvoyée à demain. Demain, séance publique à deux heures (J.O., p. 3717).

Séance du 19 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté après des rectifications demandées par M. le général de La Jaille et par M. Milhet-Fontarabie. — Le Sénat procède au tirage au sort des bureaux. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Mayenne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des routes départementales ; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour les travaux des écoles départementales et des chemins vicinaux ; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de Drôme à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire. M. Buffet lit et développe une motion préjudicielle tendant, avant toute délibération, à consulter les barreaux de Cours d'appel. M. Tenaille-Saligny, rapporteur, combat la motion de M. Buffet. M. Batbie est entendu. La motion préjudicielle proposée par M. Buffet est repoussée au scrutin par 154 voix contre 106, sur 260 votants. MM. le baron Lafond de Saint-Mür, le Rapporteur et Jules Simon sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — Demain, séance publique à deux heures (J.O., p. 3732).

Séance du 20 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi autorisant le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Indre à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des che-

mins vicinaux. — Après avoir entendu M. Roger-Marvaise, le Sénat adopte un projet de loi portant répartition du fonds de quatre millions destiné à venir en aide aux départements (exercice 1884). — Sur la demande de M. Scheurer-Kestner, le Sénat ayant déclaré l'urgence, adopte ensuite un projet de loi ayant pour objet : 1° de modifier la loi du 7 juillet 1881 qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac, et le soumet à une vérification officielle; 2° de reporter au 1er avril 1884 le délai pour la mise en vigueur de cette loi. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. M. le baron Lafond de Saint-Mur, M. Martin-Feuillée, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, et M. Allou sont entendus,. M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, Président du Conseil, demande la déclaration d'urgence. La clôture de la discussion générale est mise aux voix et prononcée. M. le Président du Conseil développe sa demande de déclaration d'urgence. M. Lizot est entendu contre l'urgence. Le Sénat, par 139 voix contre 127, sur 266 votants, a adopté l'urgence. Sur la question de savoir si le Sénat passera à la discussion des articles, le Sénat, consulté, décide, par 169 vox contre 114 sur 283 votants qu'il passera à cette discussion. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. le duc de Broglie annonce qu'il adressera demain, au début de la séance, une question à M. le Ministre des Affaires étrangères, qui accepte. — Demain, à une heure et demie, réunion dans les bureaux. Séance publique à deux heures (J.O., p. 3750).

Séance du 21 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Édouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté avec une rectification de M. Cazot. — Le Sénat adopte, conformément à son ordre du jour : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement en vue des mesures à prendre pour combattre le phylloxera; 2° un projet de loi tendant à annexer à la ville de Lons-le-Saulnier (Jura) deux parcelles de territoire dépendant de la commune de Montaigu, canton de Conliège, arrondissement de Lons-le-Saulnier; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun; 4° un projet de loi ayant pour objet l'approbation d'une Convention conclue entre la France et la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents. — M. le duc de Broglie adresse à M. le Ministre des

Affaires étrangères une question relativement aux relations du Gouvernement français avec l'empire d'Annam. M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, répond à M. le duc de Broglie. M. le duc de Broglie est entendu de nouveau. L'incident est clos. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire. La discussion s'ouvre sur les articles du projet de loi. M. de Gavardie développe une motion préjudicielle, qui est mise aux voix et repoussée. Une seconde motion préjudicielle de M. de Gavardie est rejetée également. Sur l'article 1er du projet de loi M. Grandperret développe un amendement. M. Martin-Feuillée, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, répond à M. Grandperret. M. Jouin développe un amendement. M. Tenaille-Saligny, rapporteur, répond à M. Jouin. M. Bérenger est entendu. Le premier paragraphe de l'article 1er est adopté. M. Jouin déclare qu'il se rallie à l'amendement de M. Grandperret. L'amendement de M. Grandperret, sur le paragraphe 2 de l'article 1er, est repoussé par 174 voix contre 102, sur 276 votants. Les paragraphes 2 et 3 sont adoptés, Le paragraphe 4, sur la demande de M. Robert de Massy, est réservé. La suite de la discussion est renvoyée à lundi. — Lundi, 23 juillet, séance publique à deux heures (J.O., p. 3772).

Séance du 23 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi autorisant la ville de Périgueux à emprunter 85.500 francs; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à emprunter 490.000 francs; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour le rachat de la concession de deux ponts à péage; 4° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter une somme 2.000.000 francs et à s'imposer extraordinairement; 5° un projet de loi ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille (Isère). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. La discussion s'ouvre sur l'article 2. Après une rectification demandée par M. Tenaille-Saligny, rapporteur, au tableau A, M. Delsol a la parole pour développer un amendement sur l'article 2. MM. le Rapporteur, le marquis de Malleville et Robert de Massy sont entendus. L'amendement de MM. Delsol et le marquis de Malleville n'est pas adopté. M. Dauphin développe un amendement sur le même article 2. MM. Martin-

Feuilléc, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Rapporteur sont entendus. L'amendement de M. Dauphin est adopté par 176 voix contre 103 sur 279 votants. M. Robert de Massy développe un amendement. M. le Rapporteur répond à M. Robert de Massy et combat l'amendement. M. Marcel Barthe est entendu. L'amendement de M. Robert de Massy est repoussé par 130 voix contre 130, sur 260 votants. MM. le Président et Bérenger sont entendus sur la question de règlement qu'a soulevée l'égalité de voix pour et contre. La suite de la discussion est renvoyée à domain. — Demain, séance publique à deux heures (J.O., p. 3804).

Séance du 24 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté avec une rectification demandée par M. Le Bastard. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires : 1° pour la construction d'une école normale d'institutrices ; 2° pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un lycée à Digne ; 3° pour les travaux des chemins vicinaux ; 2° un projet de loi ayant pour objet la prorogation des surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins ; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Lisieux (Calvados) à emprunter une somme de 500.000 francs et à s'imposer extraordinairement. — Le Sénat adopte : 1° en première délibération le projet de loi ayant pour objet le classement dans le réseau d'intérêt général et la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon ; 2° en deuxième délibération le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. La discussion s'ouvre sur un amendement de M. Henry Fournier (Cher) à l'article 2. MM. Bérenger, Ninard et Emile Labiche sont entendus. L'amendement de M. Henry Fournier est réservé. La première partie du tableau A est adoptée. La seconde partie est adoptée par 151 voix contre 130, sur 281 votants. M. Henry Fournier développe son amendement. M. Emile Labiche combat l'amendement de M. Henry Fournier. L'amendement de M. Henry Fournier n'est pas pris en considération. M. Emile Labiche est entendu sur le tableau A, au nom de la Commission. MM. Buffet, Dauphin, le Président, Wallon et Batbie sont entendus. Les nouveaux chiffres du tableau A, présentés par la Commission, sont adoptés par 166 voix contre 119, sur 285 votants. L'article 2 est mis en

discussion. M. de Gavardie, par amendement, demande la suppression de l'article 2. L'article 2 est adopté. Le quatrième paragraphe de l'article 1er, qui avait été réservé, est mis aux voix. MM. Dauphin, Tenaille-Saligny, rapporteur; Baragnon, Léon Clément et Batbie sont entendus. M. Dauphin a présenté un amendement qui est accepté par la Commission. MM. Faye, Batbie, Emile Labiche et Bérenger sont entendus. Le Sénat, par 135 voix contre 122, sur 257 votants, repousse le renvoi des trois derniers paragraphes de l'article 1er à la Commission. Le quatrième paragraphe est adopté. Sur le cinquième paragraphe, MM. Emile Labiche et Lucien Brun sont entendus. La Commission supprime le cinquième paragraphe. L'article 1er est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — Demain, séance publique à deux heures (J.O., p. 3826).

Séance du 25 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. La discussion s'ouvre sur l'article 3. M. de Gavardie par amendement, demande la suppression de l'article 3 et il développe son amendement. M. Baragnon, M. Tenaille-Saligny, rapporteur, M. Brunet et M. Dauphin sont entendus. L'article 3 est adopté. M. Baragnon demande l'ajournement de la discussion sur l'article 4. La proposition de M. Baragnon n'est pas adoptée. M. le marquis de Maleville, M. le Rapporteur et M. Batbie sont entendus. Un amendement de M. le marquis de Maleville au premier paragraphe de l'article 4 est pris pris en considération. En conséquence, l'article 4 est réservé. — Après avoir entendu M. de Gavardie, le Sénat adopte l'article 5. — Sur l'article 6, M. Bérenger, M. le Rapporteur, M. Emile Labiche et M. de Gavardie sont entendus. La demande d'ajournement de la discussion sur l'article 6, déposée, puis retirée par M. Bérenger, est reprise par M. Buffet. Par 154 voix contre 119, sur 273 votants, le Sénat repousse la demande d'ajournement. Un amendement de M. Barne, retiré par son auteur, est repris par M. de Gavardie. M. le Ministre de la Justice est entendu. L'amendement repris par M. de Gavardie n'est pas adopté. M. Lizot adresse une question à la Commission ; M. le Ministre de la Justice répond à M. Lizot. M. Jouin développe un amendement qui est combattu par M. le Rapporteur. L'amendement de M. Jouin n'est pas pris en considération. M. Le Guen développe un amendement. M. Emile Labiche est entendu au nom de la Commission, qui accepte le renvoi de l'amendement. Le renvoi à la Commission est ordonné. M. Michel développe un

amendement. — La suite de la discussion est renvoyée à demain. Demain séance publique à deux heures (J.O., p. 3855).

Séance du 26 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secretaires, est adopté après une rectification de M. de Gavardie. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aveyron à contracter un emprunt pour les travaux des chemins ordinaires ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires ; 3° un projet de loi ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré ; 4° après avoir entendu MM. Fresneau et Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, Président du Conseil, un projet de loi tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires. — Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte : 1° un projet de loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou ; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Est-Algérien ; 2° un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre de chemin de fer d'intérêt local, l'établissement d'un embranchement destiné à relier les carrières d'Amblagnieu-Pourcieu à la gare de Montalieu-Vercieu, sur la ligne de Sablonnières à Montalieu, et d'en autoriser l'exécution ; 3° un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construits par l'Etat et non concédés. — Le Sénat adopte les articles du projet de loi relatif aux modifications à apporter à la tenue de la cavalerie. Sur l'ensemble de la loi, MM. le baron de Lareinty, le général Deffis, rapporteur, sont entendus. L'ensemble du projet de loi est adopté par 179 voix contre 47, sur 226 votants. — M. le Président donne lecture d'une proposition de M. Buffet, qui demande une modification du second paragraphe de l'article 53 du Règlement, relatif au scrutin public. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire. La discussion continue sur l'article 7. M. Lamotte développe un amendement qui est combattu par M. Tenaille-Saligny, rapporteur ; MM. Ninard et le Rapporteur sont entendus. Le premier paragraphe de l'article 7, dont les divers amendements développés de-

mandent la suppression, est mis aux voix et repoussé par 175 voix contre 86, sur 261 votants. Le rejet de l'article 7 entraîne celui des articles 8, 17 et 18. La discussion revient aux articles réservés. Sur l'amendement à l'article 4, présenté par M. le marquis de Maleville, pris en considération par le Sénat et renvoyé à la Commission, MM. Ribière, membre de la Commission, puis de Parieu, Martin-Feuillée, Ministre de la Justice, et le marquis de Maleville sont entendus. L'amendement de M. de Maleville est repoussé par 147 voix contre 112, sur 259 votants. Le premier paragraphe de l'article 4 est adopté. Sur le second paragraphe, M. de Gavardie est entendu. Le second paragraphe et l'ensemble de l'article 4 sont adoptés. Sur l'article 6, M. le Rapporteur est entendu, sur un amendement de M. Le Guen, qui avait été renvoyé à la Commission. M. de Gavardie demande le renvoi de l'article 6 à la Commission. Le renvoi n'est pas ordonné. L'article 6 est adopté. La discussion reprend sur l'article 9, M. de Gavardie est entendu. L'article 9 est adopté. Sur le premier paragraphe de l'article 10, MM. Buffet, Emile Labiche et Batbie sont entendus. Le premier paragraphe (rédaction de la Commission) de l'article 10 est repoussé. Le premier paragraphe (rédaction de la Chambre des Députés) est adopté. Le paragraphe suivant (rédaction de la Commission) est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à demain (J.O., p. 3872).

Séance du 27 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Clément, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de M. Labordère. — M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, demande la mise en tête de la discussion du projet de loi relatif à l'acquisition d'hôtels des Postes et des Télégraphes à Calais, Sedan, Amiens, Menton, Hyères. Le projet de loi est mis aux voix et adopté. — M. de Gavardie dépose une proposition de loi relative à la modification de l'article 95 du Règlement. — M. le Président annonce la mort de M. Daussel, sénateur de la Dordogne, et se fait l'interprète des regrets du Sénat. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 500.000 francs ; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer à emprunter 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique ; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt pour concourir à la création d'un

lycée à Gap; 5° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Sedan à emprunter 99.750 francs ; 6° un projet de loi tendant à autoriser la ville Niort (Deux-Sèvres) à emprunter une somme de 315.000 francs et à changer l'affectation de ressources extraordinaires. — Le Sénat adopte par 226 voix contre 1, sur 227 votants, une proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre du Commerce un crédit de 50.000 francs pour l'envoi d'ouvriers à l'exposition d'Amsterdam. — M. Dauphin dépose et lit un rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1884. Il y a une demande de discussion pour la mise à l'ordre du jour de demain. La mise à l'ordre du jour de demain est prononcée. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire. La discussion s'ouvre sur l'article 10. M. Barne développe un amendement, combattu par M. Tenaille-Saligny, rapporteur, et qui a été repoussé par le Sénat. Un amendement de M. le général Deffis, modifié par son auteur et combattu par M. le Rapporteur, n'est pas pris en considération. M. de Verninac développe un autre amendement, également combattu par M. le Rapporteur et repoussé par le Sénat. M. de Gavardie demande que l'article 10 soit réservé jusqu'à la discussion de l'article 15. Le renvoi n'est pas adopté. L'article 10 est adopté. Un amendement de M. Roger-Marvaise est renvoyé à la suite de la discussion de l'article 12. L'article 11 est adopté. Sur l'amendement de M. Roger-Marvaise, M. Demôle est entendu. M. le Rapporteur répond à M. Demôle. L'amendement n'est pas pris en considération. L'article 12 est adopté. Sur l'article 13 MM. Baragnon et Barne sont entendus. La première partie de l'article 13 est adoptée. M. Baragnon, sur la seconde partie, présente un amendement qui est combattu par M. le Rapporteur, et qui n'est pas pris en considération. L'article 13 est adopté. Sur l'article 14, MM. Pelletan, Émile Labiche, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, Président du Conseil, sont entendus. Le premier paragraphe de l'article 14 est mis aux voix et rejeté. En conséquence, la suite de l'article 14 est rejetée de même. M. le Président met en discussion l'article 11 du projet de la Chambre des Députés, correspondant à l'article 14 de la Commission du Sénat. MM. Bardoux et Denormandie ont déposé un contre-projet. MM. Denormandie et Parent sont entendus. Le contre-projet, changé en disposition additionnelle, est renvoyé à la fin de la discussion. L'article 11 (du projet de la Chambre des Députés) est réservé. La discussion s'ouvre sur l'article 15. M. Lacaze est entendu sur l'article 15. M. Jouin développe un contre-projet. La suite de la discussion est renvoyée à demain.— M. de Gavardie demande l'urgence sur le projet de résolution qu'il a déposé relativement à l'article 55 du Règlement. L'urgence est repoussée.— Après avoir entendu MM. Charles Brun, Ministre de la Marine; Barbey, le général Robert, Fresneau et

Lambert de Sainte-Croix, le Sénat met à l'ordre du jour et à la suite de la discussion sur la réforme judiciaire le projet de loi relatif à l'accroissement des minima de pensions et des annuités pour années de service supplémentaire en faveur du personnel compris dans la première et la deuxième section du tarif n° 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer. — Demain, séance publique à une heure (J.O., p. 3893).

Séance du 28 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à une heure dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 205 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883. — M. Raynal, Ministre des Travaux publics, dépose, après l'adoption par la Chambre des Députés, un projet de loi portant approbation de la convention avec la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. MM. Buffet, Cuvinot et Lenoël sont entendus. Le Sénat prononce le renvoi du projet de loi à une Commission spéciale, qui ne sera plus composée de 18 membres, comme le demandait M. Cuvinot. — Le Sénat adopte un projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1884. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire. La discussion continue sur l'article 15 et l'amendement de M. Jouin. Une motion préjudicielle de M. de Gavardie, après quelques observations de M. le Président sur le texte du Règlement en la matière, est retirée par son auteur. M. Ribière a la parole au nom de la Commission contre l'amendement de M. Jouin. M. Jouin déclare qu'il reprend son amendement sous la première forme et tel qu'il a été soumis à la Commission. MM. Bardoux et Martin-Feuillée, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, sont entendus. — Après une suspension de séance pendant quelques minutes, M. Salneuve dépose et lit le rapport fait au nom du 8e bureau sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu le 22 juillet dans le département de Vaucluse, à l'effet de pourvoir au remplacement de M. Elzéar Pin, décédé. Conformément aux conclusions du rapport, M. Naquet est admis en qualité de sénateur de Vaucluse. — La discussion est reprise sur le projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. MM. Batbie et Buffet sont entendus. L'amendement de M. Jouin à l'article 15 est repoussé par 151 voix contre 129 sur 280 votants. Sur le paragraphe 1er de

l'article 15, M. Ramgnon est entendu. Le paragraphe 1er est adopté par 156 voix contre 119 sur 275 votants. Sur le second paragraphe, il y a un amendement de MM. Wallon, Bardoux et Batbie. M. Wallon développe l'amendement. MM. le Ministre de la Justice et Bardoux sont entendus. L'amendement de MM. Wallon et Bardoux est repoussé par 143 voix contre 129 sur 272 votants. Un amendement de M. Henry Didier est, sur la demande de son auteur, ajourné jusqu'après le vote de l'article 15. Le second paragraphe de l'article 15 est mis aux voix. MM. Jules Simon et Jules Ferry, Président du Conseil, sont successivement entendus. Le second paragraphe est adopté par 133 voix contre 130 sur 263 votants. Les troisième et quatrième paragraphes sont adoptés. L'ensemble de l'article 15 est adopté par 139 voix contre 129 sur 268 votants. La suite de la discussion est renvoyée à lundi. — Lundi 30 juillet, à une heure, séance publique (J.O., p. 3912).

Séance du 30 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à une heure. Le procès-verbal de la dernière séance est lu par M. Emile Gayot, l'un des secrétaires. MM. Roger-Marvaise, Barthélemy Saint-Hilaire, Audren de Kerdrel et Huguet présentent des observations ou demandent des rectifications au procès-verbal. Le procès-verbal est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi autorisant la ville d'Hyères à emprunter 48.500 francs ; 2° un projet de loi autorisant un département à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'un asile d'aliénés ; 3° un projet de loi autorisant la ville d'Alais à emprunter 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; 4° à l'unanimité de 223 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes, au titre du Budget ordinaire de 1883, d'un crédit supplémentaire de 52.342 francs, applicable aux chapitres 6 et 7 (3e partie. — Frais de régie.) ; 5° à l'unanimité de 217 votants, un projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice ; 6° après avoir entendu M. le vicomte de Lorgeril et M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat, à l'unanimité de 216 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs ; 7° après déclaration d'urgence, demandée par M. le Ministre de l'Agriculture, un projet de loi relatif à l'augmentation de la récompense nationale accordée par la loi du 13 juillet 1874 à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française ; 8° en deuxième délibération, un projet de loi ayant

pour objet le classement dans le réseau d'intérêt général et la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire. M. de Gavardie dépose et lit une motion qu'il développera à la fin de la discussion. La discussion s'ouvre sur l'article 16. M. Baragnon développe un article additionnel. M. Tenaille-Saligny, rapporteur, et M. Dauphin prennent part au débat. L'amendement de M. Baragnon est repoussé par 151 voix contre 119, sur 270 votants. Les premiers paragraphes de l'article 16 sont adoptés. Sur les derniers paragraphes, MM. de Gavardie, Emile Labiche, Buffet, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, et Batbie sont successivement entendus. M. Batbie propose une disposition et en donne lecture. La Commission accepte que l'article 16 soit réservé. Le Sénat réserve l'article 16. Les articles 17 et 18 ayant été implicitement repoussés, la discussion se porte sur l'article 19, qui est adopté. Sur l'article 20, M. Buffet est entendu. M. de Gavardie propose la suppression de l'article 20. L'article 20 est adopté. Sur l'article 21, M. Jules Simon est entendu. M. Emile Labiche propose, au nom de la Commission, une rédaction nouvelle pour la fin du premier paragraphe de l'article 21. M. Allou est entendu. Le premier paragraphe de l'article 21 est adopté par 149 voix contre 124 sur 273 votants. Sur le second paragraphe, M. le baron Lafond de Saint-Mür est entendu. M. de Gavardie demande le renvoi à demain. Le renvoi n'est pas prononcé. Le paragraphe 2 est adopté. Sur l'ensemble de l'article 21, M. Buffet et M. le Ministre de la Justice sont entendus. L'ensemble de l'article 21 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à demain (J.O., p. 3956).

Séance du 31 juillet.

Présidence de M. Humbert, Vice-Président. — La séance est ouverte à une heure. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté après une rectification de M. Gayot et des observations de M. de Gavardie. — Le Sénat adopte : 1° à l'unanimité de 215 votants, un projet de loi portant ouverture au budget annexe de l'Imprimerie nationale, sur 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 francs ; 2° à l'unanimité de 240 votants, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant ensemble à 21.5000.000 francs ; 2° annulation du budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1882, de pareille somme de 21.500.000 francs. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du

projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'organisation judiciaire. La discussion s'ouvre sur l'article 16 réservé. MM. de Gavardie et Émile Labiche, membres de la Commission, sont entendus. Les cinq premiers paragraphes de l'article sont adoptés. Un amendement de MM. Delsol et Maleville est retiré. L'ensemble de l'article 16 est adopté. La discussion passe à l'article 22. Un amendement de M. de Gavardie, combattu par M. Émile Labiche, n'est pas pris en considération et l'article 22 est adopté. Après avoir entendu M. de Gavardie, l'article 13 est adopté, ainsi qu'à l'article 24. Les articles 25 et 26 sont supprimés. L'article 27 est adopté. Le Sénat revient à l'article 11 réservé. Il y a un contre-projet de MM. Bardoux et Denormandie. MM. Denormandie et le Ministre de la Justice sont entendus. Le contre-projet est rétiré. Il y a une suite d'amendements de M. de Gavardie hui sont développés par leur auteur. Un premier amendement de M. de Gavardie est repoussé. M. de Gavardie retire ses autres amendements. L'article 11, renvoyé à la Commission et repoussé par elle est rejeté. Sur l'ensemble du projet de loi MM. Fresneau, Jules Simon, Labordère et de Gavardie sont entendus. L'ensemble du projet de loi est adopté par 144 contre 129, sur 273 votants. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi portant accroissement des minima de pensions et des annuités pour années de service supplémentaire en faveur du personnel compris dans la première et dans la deuxième section du tarif n° 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer. L'urgence, demandée par M. Charles Brun, Ministre de la Marine, est déclarée. Sur l'article 1er MM. le général Guillemant, Lenoël et le Ministre de la Marine sont entendus. L'article 1er et la première section sont adoptés. La seconde section est adoptée par 170 voix contre 49 sur 219 votants. L'ensemble de l'article 1er est adopté. Les articles 2, 3, 4, 5 sont adoptés ainsi que l'ensemble de la loi (J.O., p. 3980).

Séance du 1er août.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins, les cidres, les poirés et les hydromels à l'octroi de Vouziers (Ardennes) ; 2° à l'unanimité de 237 votants, un projet de loi ayant pour objet l'ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour les dépenses d'une mission sanitaire en Egypte ; 3° à l'unanimité de 224 votants, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97 ; 2° annulation sur le même budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 francs; 4° à l'unanimité de 237 votants, un projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel* non susceptibles d'une évaluation fixe (personnel et matériel). — Le Sénat adopte, en première délibération, un projet de loi ayant pour objet d'autoriser la location à la ville de Dieppe (Seine-Inférieure), pour une durée de trente années, des terrains de la plage, et, après déclaration d'urgence, un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local à voie étroite dans le département de l'Allier. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1883, d'un crédit de 4.677.000 francs, pour la continuation du chemin de fer et des forts du Sénégal. MM. Lambert de Sainte-Croix, Barne, rapporteur, le comte de Saint-Vallier, Dislère, directeur des colonies, commissaire du Gouvernement, et l'amiral Jauréguiberry sont entendus. Les articles du projet de loi sont adoptés. L'ensemble du projet est adopté par 150 voix contre 39, sur 189 votants. — Le Sénat maintient à l'ordre du jour de demain le projet de loi relatif au régime des eaux. — Demain, séance à deux heures (J.O., p. 4001).

Séance du 2 août.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté avec des rectifications de MM. Berlet et Barne. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 209 votants, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 10.853.700 francs sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 199 votants, un projet de loi portant ouverture au budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882. — Le Sénat adopte : 1° à l'unanimité de 170 votants, un projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 10.000 francs applicable aux frais généraux de l'instruction secondaire; 2° après déclaration d'urgence, un projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'exposition internationale

d'Amsterdam ; 3° après déclaration d'urgence, un projet de loi ayant pour objet d'autoriser la substitution à la société concessionnaire du chemin de fer d'intérêt général d'Arles à la Tour-Saint-Louis d'une compagnie anonyme formée sous la dénomination de : Compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône. — Après lecture et dépôt des rapports et déclaration d'urgence sur les demandes de discussion immédiate, le Sénat adopte divers projets d'intérêt local, concernant la ville de Dieppe, la ville d'Amiens, le département de Seine-et-Marne, le département des Bouches-du-Rhône et le département de l'Aude. — La séance, suspendue à trois heures cinq minutes, est reprise à cinq heures moins cinq minutes. M. le Président du Conseil donne lecture du décret de M. le Président de la République portant clôture de la session ordinaire de 1883. M. le Président dit que la session ordinaire de 1883 est close. — Le procès-verbal de la séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté. La séance est levée à cinq heures (J.O., p. 4028).

PROJET DE RÉSOLUTION présenté par M. de Gavardie, tendant à faire nommer une Commission d'enquête de dix-huit membres chargée de recueillir tous les renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes [11 mars 1882]. M. Ribière dépose, au nom de la Commission d'initiative, un rapport sommaire [26 avril] (A., t. II, p. 11 ; an., p. 126 ; J.O., c.r., p. 379 ; I. 150). — Discussion : M. de Gavardie. Demande d'ajournement : M. de Gavardie. Rejet. Continuation de la discussion : M. de Gavardie, [8 mai] (A., t. II, p. 97 ; J.O., c.r., p. 456). — Retrait du projet par son auteur [5 juin] (A., t. II, p. 297 ; J.O., c.r., p. 633). — Présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [26 juillet] (A., t. II, p. 764 ; an., p. 358 ; J.O., c.r., p. 1053 ; I. 430).

PROPOSITION déposée par M. de Gavardie, tendant à modifier le Règlement du Sénat [10 juillet] (A., t. II, p. 542 ; an., p. 275 ; J.O., c.r., p. 853 ; I. 323). — De M. de Gavardie, relative à la modification de l'article 95 du Règlement du Sénat. Demande de l'urgence. Rejet. Renvoi à la Commission d'initiative [27 juillet] (A., t. II, p. 786 ; an., p. 362 ; J.O., c.r., p. 1074 ; I. 441).

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE. — Proposition de loi y relative. V. loi 96.

PUY (ville du). — Demande l'autorisation d'emprunter 490.000 francs. V. loi 219.

PUY-DE-DOME (département du). — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 91.

PYRÉNÉES (département des Basses-). — Demande l'autorisation de contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 174.

QUESTIONS.

I. Adressée par M. le comte de Saint-Vallier à M. le Ministre des Affaires étrangères, sur le Tonkin et le régime colonial de la France [13 mars] (A., t. I, p. 321; J.O., c.r., p. 288).

II. Adressée par M. le duc de Broglie à M. le Ministre des Affaires étrangères au sujet de l'entente diplomatique établie entre les cabinets de Berlin, de Rome et de Vienne [1er mai] (A., t. II, p. 50; J.O., c.r., p. 416).

III. Adressée par M. Batbie à M. le Ministre de la Justice et des Cultes, relative à des décrets portant déclaration d'abus contre cinq prélats et de suppression de leur traitement [5 mai] (A., t. II, p. 66; J.O., c.r., p. 430).

IV. Adressée par M. Bérenger à à M. le Ministre de l'Intérieur, relative au projet de suppression des aumôniers dans les hôpitaux et de la laïcisation de certains hôpitaux [26 mai] (A., t. II, p. 220; J.O., c.r., p. 563).

V. Adressée par M. le comte de Saint-Vallier à M. le Ministre des Affaires étrangères relative aux affaires du Tonkin [2 juin] (A., t. II, p. 276; J.O., c.r., p. 613).

VI. Adressée par M. Audren de Kerdrel à M. le Ministre de la Marine et des Colonies, au sujet du service religieux établi parmi les troupes, envoyées au Tonkin [5 juin] (A., t. II, p. 295; J.O., c.r., p. 631).

VII. Adressée par M. le général Robert relativement à l'application de la loi sur l'élection des juges consulaires [3 juillet] (A., t. II, p. 490; J.O., c.r., p. 805).

VIII. Adressée par M. le duc de Broglie à M. le Ministre des Affaires étrangères [20 juillet] (A., t. II, p. 659; J.O., c.r., p. 961).

RACHAT de la concession de la rivière canalisée du Drot. V. loi 38.

RAMPON (comte). Ardèche. — M. le Président prononce son éloge funèbre [12 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 9).

RAMPONT. Inamovible. — Elu questeur du Sénat [11 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Fait une rectification au procès-verbal [28 avril] (A., t. II, p. 33; J.O., c.r., p. 399). — Membre de Commissions (F. 6, 46; J.O., p. 324, 2557).

RAVIGNAN (baron de). Landes. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [10 mars] (A., t. I, p. 317; J.O., c.r., p. 283). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [13 mars] (A., t. I, p. 327; J.O., c.r., p. 294). — Parle sur un rappel à l'ordre [25 avril] (A., t. II, p. 8; J.O., c.r., p. 376). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant autorisation de remboursement ou de convertir en rente 4 1/2 0/0, la rente 5 0/0, inscrite au Grand-Livre de la Dette publique. Présente, de concert avec MM. de Carayon-Latour, marquis de Carné et le général Robert, un article additionnel [26 avril] (A., t. II, p. 28; J.O., c.r., p. 393). — Parle dans la discussion de la proposition de loi sur les enterrements civils et religieux [10 mai] (A., t. II, p. 112; J.O., c.r., p. 468). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. le duc de Broglie sur les moyens dont le Gouvernement compte user pour assurer, dans les livres destinés aux écoles primaires publiques, le respect qui est dû aux croyances et aux sentiments des familles [31 mai] (A., t. II, p. 273; J.O., c.r., p. 610). — Membre de Commissions (F. 12, 22; J.O., p. 582, 982).

RAYNAL, *Ministre des Travaux publics.* — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux nécessaires pour la réfection des digues de la Basse Seine [8 mars] (A.,

t. I, p 295, an., p. 71; J.O., c.r., p. 265; I. 88). — Dépose trois projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le premier, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris ; le deuxième, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, tendant à autoriser la ville d'Aurillac (Cantal) à emprunter une somme de 575.000 fr. et à s'imposer extraordinairement ; le troisième, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'État et non concédées [15 mars] (A., t. I, p. 337; an., p. 80 ; J.O., c.r.. p. 303 ; I. 103, 104, 105). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre exécutoire en Algérie la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways [19 avril] (A. t. II, p. 1; an., p. 108; J.O., c.r., p. 367; I., 141).—M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, dépose au nom de M. le Ministre des Travaux publics et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'une rigole navigable entre Moulins et Sancoins [29 mai] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 591).— Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation pour la Caisse des dépôts et consignations de faire provisoirement des avances à certaines caisses d'épargne privées [19 juin] (A., t. II ; p. 388 ; J.O., c.r., p. 714). — Dépôt, par M. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse [26 juin] (A., t. II, p. 434 ; J.O., c.r., p. 753). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'intérêt local d'Estrées-Saint-Denis à Froissy [5 juillet] (A., t. II, p. 511 ; J.O.,; c.r., p. 824).— Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant déclaration d'utilité publique : 1° d'un chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou (avec approbation des conventions conclues pour cet objet entre le Ministre des Travaux publics et la compagnie de l'Est-Algérien); 2° d'un chemin de fer d'intérêt local avec embranchement d'Amblagnieu

à la gare de Montalieu-Vercieu; 3° d'un chemin de fer d'Orange à Vaison [12 juillet] (A., t. II, p. 576; J.O., c.r., p. 886). — Dépôt, par M. le Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construits par l'Etat et non concédés [17 juillet] (A., t. II, p. 581; J.O., c.r., p. 891). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, au nom de MM. le Ministre des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1883, de crédits supplémentaires s'élevant à 21.500.000 francs; 2° annulation sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1882, d'une pareille somme [24 juillet] (A., t. II, p. 723; J.O., c.r., p. 1019).—Dépôt, par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le premier, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession définitive à la Compagnie des chemins de fer du Midi de la ligne de Casteljaloux à Roquefort; le deuxième, ayant pour objet d'autoriser la substitution à la Société concessionnaire du chemin de fer d'intérêt général d'Arles à la Tour-Saint-Louis d'une Compagnie anonyme formée sous la dénomination de Compagnie nouvelle du chemin de fer d'Arles à Saint-Louis-du-Rhône [26 juillet] (A,, t. II, p. 772; J.O., c.r., p. 1060). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de l'établissement d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, dans le département de l'Allier. — Dépose, en outre, sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée, le 26 mai 1883, entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de Paris à Lyon et à la Méditerranée [28 juillet] (A., t. II, p. 812; J.O., c.r., p. 1905; an., p. 364; I. 447, 448). — Dépôt, par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Travaux publics : 1° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 28 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de Paris à Orléans; 2° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 5 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publiés et la Compagnie du chemin de fer du Nord; 3° du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 9 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins du Midi [1er août] (A., t. II, p. 921; J.O., c.r., p. 1195).

RÉCIDIVISTES. — Moyens préventifs de combattre la récidive. V. loi 92.

RÉCOMPENSES à décerner à l'occasion de l'exposition internationale d'Amsterdam. V. loi 242.

RÉCOMPENSE NATIONALE. — Augmentation de la pension accordée à M. Pasteur, par la loi du 18 juillet 1874. V. loi 207.

RECRUTEMENT. — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de la Guerre, du compte rendu des opérations de recrutement de l'armée, pendant l'année 1882 [15 mars] (A., t. II, p. 358; J.O., c.r., p. 321).

RÉFORME de l'organisation judiciaire. V. loi 135.

RÉGIME DES EAUX. — Projet de loi relatif au. V. loi 12.

RÈGLEMENT.— Interprétation de l'article 62. V. PRÉCÉDENT.— Proposition de M. de Gavardie relative à la modification de l'article 95 du Règlement du Sénat. V. PROPOSITION.

REIGNIÉ (de). Deux-Sèvres.— Dépose une pétition d'ouvriers du canton de Cannes (Alpes-Maritimes) [17 mai] (J O., p. 496). — Dépose un grand nombre de pétitions de vingt conseils municipaux de l'arrondissement de Melle (Deux-Sèvres) [12 juillet] (J.O., p. 887).— Dépose trente-huit pétitions émanant de trente-huit conseils municipaux [17 juillet] (J.O., p. 905) — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'admission et à l'avancement dans les emplois de percepteur des contributions directes (J.O., p. 3717; F. 71). — Dépose cinq pétitions de conseils municipaux de Melle (Deux-Sèvres) et six pétitions d'habitants de six communes du même arrondissement [23 juillet] (J.O., p. 1002). — Dépose une pétition de MM. Boullet et et Chamtioux, employé à la sous-préfecture de Melle (Deux-Sèvres) [27 juillet] (J.O., p. 1093). — Membre de Commissions (F. 6, 60, 70; (J.O., p. 324, 982, 3694).

RÉMUSAT (Paul de). Haute-Garonne. — Élu secrétaire du bureau du Sénat [11 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 6). —Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une Convention, signée le 29 mars 1883, entre la France, la Belgique, le

Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Pas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse et constituant une union internationale pour la protection de la propriété industrielle (J O., p. 2844; F. 54). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une Convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne pour la garantie de la propriété des œuvres de littérature et d'art (J.O., p. 3161; F. 61). — Membre de Commissions (F. 6, 53, 60, 66; J.O., p. 324, 2812, 3105, 3461).

RENAUD (Michel). Basses-Pyrénées. — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 1998).

RÉPARTITION du fonds de 4 millions, destiné à venir en aide aux départements. V. loi 193.

RÉPRESSION des provocations tendant au renversement des institutions républicaines. V. loi 47. — Des infractions à la Convention internationale sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales. V. loi 69.

RÉSOLUTION DU SÉNAT. — Dépôt et lecture, par M. Denis, d'un rapport au nom de la Commission de comptabilité du Sénat, sur le projet de résolution tendant à l'ouverture d'un crédit de 30.000 francs en addition au budget du Sénat pour l'exécution de divers travaux: MM. Hervé de Saisy, Testelin. Ajournement de la discussion [17 mars] (A., t. I, p. 387; an., p. 97; J.O., c.r., p. 348; I. 122).

RETRAIT, par un décret de M. le Président de la République, des titres I et III du projet de loi relatif à l'organisation de divers services en Tunisie. V. loi 24.

RÉVERSIBILITÉ, au profit de Mlle de Sabry, d'une pension de 1.500 fr. accordée à sa mère, sœur de l'enseigne de vaisseau Bisson. V. loi 113.

RIBIÈRE. Yonne. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, ayant pour objet de prohiber la saisie des immeubles déjà compris dans une saisie transcrite et de modifier les articles 675, 694, 722 et 723 du Code de procédure civile [1er mars] (A., t. I, p. 219; an., p. 63; J.O., c.r., p. 197; I. 67). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique

et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire de 400.000 francs pour l'agrandissement de l'École normale supérieure [8 mars] (A., t. I, p. 296; an., p. 75; J.O., c.r., p. 266; l. 91). — Dépose, au nom de la Commission d'initiative, un rapport sommaire sur le projet de résolution de M. de Gavardie, tendant à faire nommer une commission d'enquête de dix-huit membres chargée de recueillir tous les renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes [26 avril] (A., t. II, p. 11; an., p. 126; J.O., c.r., p. 379; I. 150). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution tendant à faire nommer une Commission d'enquête de dix-huit membres chargée de recueillir tous les renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes [5 juin] (A., t. II, p. 297; J.O., c.r., p. 633). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [26 juillet] (A. t. II, p. 773; J.O., c.r., p. 1060) [28 juillet] (A., t. II, p. 814; J.O., c.r., p. 1097). — Membre de Commissions (J.O., p. 22, 40, 56; J.O., p. 982, 2197, 2940).

RIGAL. Tarn. — Secrétaire de la 5e commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 2574; F. 47). — Membre de Commissions (F. 6, 22, 30, 46, 70; J.O., p. 324, 982, 1332, 2557, 3694).

RIGOLE. — Sa construction entre Moulins et Sancoins. V. loi 130.

RIVIÈRE (duc de). Cher. — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 1998).

ROANNE (Loire). — Demande à emprunter 188.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 53.

ROBERT (général). Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [26 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 47). — Développe son interpellation sur l'application de la loi du 19 mai 1834 concernant l'état des officiers [1er mars] (A., t. I, p. 220; J.O., c.r., p. 197). — Présente, de concert avec MM. le baron de Ravignan, de Carayon Latour et marquis de Carné, un article additionnel dans la discussion du projet de loi portant autorisation de remboursement ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 la rente 5 0/0 inscrite au Grand-Livre de la dette publique [26 avril] (A., t. II, p. 28; J.O., c.r., p. 393). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux modifications à apporter à l'article 3 des lois des

26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, concernant les Écoles polytechnique, de Saint-Cyr et à l'École navale [16 juin] (A., t. II, p. 377; J.O., c.r., p. 704). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la réglementation de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [21 juin] (A., t. II, p. 329, 414; J.O., c.r., p. 724, 737). — Présente un article additionnel [26 juin] (A., t. II, p. 435; J.O., c.r., p. 755). — Adresse au Gouvernement une question relativement à l'application de la loi sur l'élection des juges consulaires [3 juillet] (A., t. II, p. 490; J.O., c.r., p. 805). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits ordinaires et extraordinaires sur le budget du Ministère de la Justice [17 juillet] (A., t. II, p. 586; J.O., c.r., p. 895). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [26 juillet] (A., t. II, p. 782; J.O., c.r., p. 1069) [27 juillet] (A., t. II, p. 807; J.O., c.r., p. 1093). — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 1998).

ROBERT DE MASSY. Loiret. — Dépose le rapport supplémentaire sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [22 janvier] (A., t. I, p. 25; an., p. 4; J.O., c.r., p. 22; I. 7). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler les rapports des Compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés (J.O., p. 596; F. 13). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 93; J.O., c.r., p. 80). — Président de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur (J.O., p. 2318; F. 42). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne en deux circonscriptions électorales (J.O., p. 3212; F. 62). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [21 juillet] (A., t. II, p. 680; J.O., c.r., p. 981). — Présente un amendement et parle dans la discussion du même projet de loi [23 juillet] (A., t. II, p. 689; J.O., c.r., p. 990). — Membre de Commissions (F. 12, 30, 41, 60, 62; J.O., p. 582, 1332, 2261, 3105, 3212).

ROBIN. Ain. — Membre de Commissions (F. 6, 30, 74; J.O., p. 324, 1332, 3773).

ROGER-MARVAISE. Ille-et-Vilaine. — Élu secrétaire du bureau du Sénat [11 janvier] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier plusieurs articles du livre II du Code de commerce [22 janvier] (A., t. I, p. 29; an., p. 7; J.O., c.r., p. 26; I. 10). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 janvier] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 32) [26 janvier] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 44). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants maltraités, abandonnés ou délaissés [21 mai] (A., t. II, p. 177; J.O., c.r., p. 526). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux enfants mineurs dont la mère, veuve d'un mari étranger, recouvre la qualité de Française [9 juin] (A., t. II, p. 339; J.O., c.r., p. 671). — Dépose l'avis de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. le colonel Meinadier, Masson de Morfontaine, Gazagne, le général Duboys-Fresney, Barbey, Munier, le général Pélissier, Guyot-Lavaline, Le Bastard, le comte Rampon et Desmazes, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article premier de la loi du 18 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes [3 juillet] (A., t. II, p. 490; an., p. 252; J.O., c.r., p. 805; I. 296). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [17 juillet] (A., t. II, p. 591; J.O., c.r., p. 899) [18 juillet] (A., t. II, p. 617; J.O., c.r., p. 923). — Parle dans la discussion du projet de loi portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements [20 juillet] (A., t. II, p. 644; J.O., c.r., p. 949). — Présente deux articles additionnels dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 794; J.O., c.r., p. 1080). — Fait une rectification au procès-verbal [30 juillet] (A., t. II, p. 845; J.O., c.r., p. 1127). — Membre de Commissions (F. 22, 42; J.O., p. 982, 2318).

RONJAT. Isère. — Membre d'une Commission (F. 42; J.O., p. 2318).

ROUSSEL (Théophile). Lozère. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [15 janvier] (A., t. I, p. 14; J.O., c.r., p. 13). — Demande, comme rapporteur, la remise de la discussion de la proposition de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [28 avril] (A., t. II, p. 46; J.O., c.r. p. 411). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [1er mai] (A., t. II, p. 58; J.O., c.r., p. 422). [5 mai] (A., t. II, p. 75; J.O., c.r., p. 438) [10 mai] (A., t. II, p. 104; J.O., c.r., p. 461) [17 mai] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 482)

[19 mai] (A., t. II, p. 149; J.O., c.r., p. 500) [21 mai] (A., t. II, p. 174; J.O., c.r., p. 522) [22 mai] (A., t. II, p. 182; J.O., c.r., p. 530) [24 mai] (A. t. II, p. 200) [26 mai] (A. t. II, p. 218; J.O., c.r., p. 561) [2 juin] (A., t. II, p. 291; J.O., c.r., p. 623) [12 juin] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r., p. 676). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Bérenger, sur la protection de l'enfance abandonnée [23 juin] (A., t. II, p. 424; an., p. 234; J.O., c.r., p. 745; I. 263) [3 juillet] (A., t. II, p. 492; J.O., c.r., p. 807) [5 juillet] (A., t. II, p. 513; J.O., c.r., p. 825) [7 juillet] (A., t. II, p. 524; J.O., c.r., p. 840) [10 juillet] (A., t. II, p. 543; J.O., c.r., p. 854). — Président et rapporteur de la Commission ayant pour objet l'approbation d'une Convention conclue avec la Suisse, en vue d'établir la réciprocité d'assistance en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents (F. 69). — Dépose le rapport sur ce projet de loi [17 juillet] (A., t. II, p. 580; an., p. 318; J.O., c.r., p. 890; I. 354). — Membre de Commissions (F. 22, 68; J.O., p. 982, 3552).

ROZIÈRE (de). Lozère. — Président de la 2e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 874; F. 20). —Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [26 mai] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 558) [2 juin] (A., t. II, p. 284; J.O., c.r., p. 621). — Obtient un congé [19 juillet] (J.O., p. 944). — Membre de Commissions (F. 12, 19; J.O., p. 582, 834).

RUBILLARD. Sarthe. — Demande un congé [15 janvier] (J.O., p. 11). — Dépose deux rapports faits au nom de la 2e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés et ayant pour objet : le premier, d'autoriser le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'instituteurs et d'une école normale d'institutrices; le deuxième, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 78; J.O., c.r., p. 288; I. 97, 98). — Membre de Commissions (F. 19, 40, 46; J.O., p. 831, 2197, 2557).

SAINT-PIERRE (vicomte de). Calvados. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, relatif à la surveillance des étalons (J.O., p. 397; F. 7). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux nécessaires pour la réfec-

tion des digues de la basse Seine (J. O., p. 1439; F. 34). — Demande un congé [21 avril] (J.O., p. 371). — Demande un congé [25 avril] (J.O., p. 375). — Demande un congé [5 juin] (J.O., p. 649). — Membre de Commissions (F. 6, 33, 46; J.O., p. 324, 1398, 2557).

SAINT-VALLIER (comte de). Aisne. — Demande un congé [11 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., p. 5). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Crépy-en-Laonnois (Aisne) [26 février] (J.O., c.r., p. 195). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie. Dépose une pétition de plusieurs chefs d'institution de Chauny, Laon, Montcornet et Soissons (Aisne) [3 mars] (A. t. I, p. 240; J.O., c.r., p. 217). — Dépose une pétition de M. Vérité, chef d'institution à Villers-Cotterets (Aisne) [5 mars] (J.O., p. 243). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [10 mars] (A., t. I, p. 307; J.O., c.r., p. 275). — Adresse à M. le Ministre des Affaires étrangères, une question sur le Tonkin et le régime colonial de la France [13 mars] (A., t. I, p. 321; J.O., c.r., p. 288). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin [17 mai] (A. t. II, p. 128; J.O., c.r., p. 483). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin (J.O., p. 2574; F. 47). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du même projet de loi [21 mai] (A., t. II, p. 198; J.O., c.r., p. 546). — Adresse, à M. le Ministre des Affaires étrangères, une question relative aux affaires du Tonkin [2 juin] (A., t. II, p. 276; J.O., c.r., p. 613). — Fait une rectification au procès-verbal [12 juin] (A., t. II, p. 343; J.O., c.r., p. 675). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Deputés, portant approbation d'une Convention signée à Berlin, le 19 avril 1883, entre la France et l'Allemagne pour la garantie des œuvres de littérature et d'art (J.O., p. 3161; F. 61). — Dépose le rapport sur ce projet de loi. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux [26 juin] (A., t. II, p. 434; an., p. 240; J.O., c.r., p. 754; I. 269, 270). — Fait une observation à propos de la lecture du procès-verbal [7 juillet] (A., t. II, p. 521; J.O., J.O., c.r., p. 833). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention conclue le 2 mars 1882, entre la France

et le Chili, pour la réparation de dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie (J.O., p. 3495 ; F. 67). — Dépose les rapports sur les projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : 1° portant approbation de la Convention conclue le 2 mars 1882 entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie ; 2° tendant à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour le payement des subventions destinées à la construction de chemins de fer ; 3° ayant pour objet l'élévation du taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de La Fère (Aisne) [10 juillet] (A., t. II, p. 542 ; an., p. 277 ; J.O., c.r., p. 854 ; I. 326, 327, 328). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant au Ministre de la Marine, ouverture d'un crédit extraordinaire pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal [1er août] (A., t. II, p. 914 ; J.O., c.r., p. 1189). — Membre de Commissions (F. 15, 30, 33, 45, 60, 66, 68 ; J.O., p. 645, 1332, 1398, 2526, 3105, 3461, 3559).

SAISIE. — Proposition de loi ayant pour objet de prohiber la saisie des immeubles déjà compris dans une saisie transcrite et de modifier les articles 674, 695, 722 et 723 du Code de procédure civile. V. loi 61.

SAISY (Hervé de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de résolution du Sénat, relatif à l'ouverture d'un crédit en addition au budget du Sénat pour l'exécution d'un ascenseur [17 mars] (A., t. I, p. 388 ; J.O., c.r., p. 348.) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [19 mars] (A., t. I, p. 398 ; J.O., c.r., p. 359).— Membre d'une Commission (F. 30 ; J.O., p. 1332).

SALINS. (ville de) Jura. — Prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à son octroi. V. loi 212.

SALNEUVE. Puy-de-Dôme. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux. Présente, de concert avec M. Vissaguet, un contre-projet [2 février] (A., t. I, p. 94 ; J.O., c.r., p. 82). — Président de la 4e Commission des pétitions (J.O., p. 2261 ; F. 41). — Présente, de concert avec MM. Demôle, Barne et Griffe, un amende-

ment au cours de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [25 juillet] (A., t. II, p. 747; J.O., c.r., p. 1038). — Présente un amendement, de concert avec plusieurs de ses collègues, dans la discussion de ce projet de loi [27 juillet] (A., t. II, p. 792; J.O., c.r., p. 1079). — Son rapport sur l'élection de M. Naquet dans le département de Vaucluse [28 juillet] (A., t. II, p. 825; J.O., c.r., p. 1107). — Membre de Commissions (F. 6, 36, 40, 46, 62; J.O., p. 324, 1998, 2197, 2557, 3212).

SARTHE (département de la). — Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 44.

SAVOIE (département de la). — Demande à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 62.

SAVORGNAN DE BRAZZA. — Cession, à titre gratuit, en faveur de la mission dont il est le chef, d'objets de matériel de guerre hors modèle. V. loi 123.

SAY (Léon). Seine-et-Oise. — Demande un congé [9 janvier] (J.O., p. 2; A., t. I, p. 1). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires (J.O., p. 596; F. 13). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné sur la France. Présente un amendement, de concert avec M. Waddington et plusieurs de ses collègues [12 février] (A., t. I, p. 150; J.O., c.r., p. 132). — Parle dans la discussion du même projet de loi [17 février] (A., t. I, p. 200; J.O., c.r., p. 179). — Dépose l'avis de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [8 mars] (A., t. I, p. 296; an., p. 74; J.O., c.r., p. 265; I. 90). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [15 mars] (A., t. I, p. 337; J.O., c.r., p. 303). — Dépose une pétition de 14 habitants de Pondichéry (Inde) [24 mai] (J.O., p. 555). — Demande un congé [5 juin] (J.O., p. 649). — Membre de Commissions (F. 12, 15, 22, J.O., p. 582, 645, 982).

et le Chili, pour la réparation de dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie (J.O., p. 3495 ; F. 67). — Dépose les rapports sur les projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : 1° portant approbation de la Convention conclue le 2 mars 1882 entre la France et le Chili, pour la réparation des dommages causés aux Français par les opérations des troupes chiliennes durant la guerre entre le Chili, le Pérou et la Bolivie ; 2° tendant à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour le payement des subventions destinées à la construction de chemins de fer ; 3° ayant pour objet l'élévation du taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de La Fère (Aisne) [10 juillet] (A., t. II, p. 542; an., p. 277; J.O., c.r., p. 854 ; I. 326, 327, 328). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant au Ministre de la Marine, ouverture d'un crédit extraordinaire pour les chemins de fer et les forts du Haut Sénégal [1er août] (A., t. II, p. 914 ; J.O., c.r., p. 1189). — Membre de Commissions (F. 15, 30, 33, 45, 60, 66, 68 ; J.O., p. 645, 1332, 1398, 2526, 3105, 3461, 3559).

SAISIE. — Proposition de loi ayant pour objet de prohiber la saisie des immeubles déjà compris dans une saisie transcrite et de modifier les articles 674, 695, 722 et 723 du Code de procédure civile. V. loi 61.

SAISY (Hervé de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de résolution du Sénat, relatif à l'ouverture d'un crédit en addition au budget du Sénat pour l'exécution d'un ascenseur [17 mars] (A., t. I, p. 388; J.O., c.r., p. 348.) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [19 mars] (A., t. I, p. 398; J.O., c.r., p. 359).— Membre d'une Commission (F. 30; J.O., p. 1332).

SALINS. (ville de) Jura. — Prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à son octroi. V. loi 212.

SALNEUVE. Puy-de-Dôme. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux. Présente, de concert avec M. Vissaguet, un contre-projet [2 février] (A., t. I, p. 94; J.O., c.r., p. 82). — Président de la 4e Commission des pétitions (J.O., p. 2261 ; F. 41). — Présente, de concert avec MM. Demôle, Barne et Griffe, un amende-

ment au cours de la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [25 juillet] (A., t. II, p. 747; J.O., c.r., p. 1038). — Présente un amendement, de concert avec plusieurs de ses collègues, dans la discussion de ce projet de loi [27 juillet] (A., t. II, p. 792; J.O., c.r., p. 1079). — Son rapport sur l'élection de M. Naquet dans le département de Vaucluse [28 juillet] (A., t. II, p. 825; J.O., c.r., p. 1107). — Membre de Commissions (F. 6, 36, 40, 46, 62; J.O., p. 324, 1998, 2197, 2557, 3212).

SARTHE (département de la). — Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 44.

SAVOIE (département de la). — Demande à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 62.

SAVORGNAN DE BRAZZA. — Cession, à titre gratuit, en faveur de la mission dont il est le chef, d'objets de matériel de guerre hors modèle. V. loi 123.

SAY (Léon). Seine-et-Oise. — Demande un congé [9 janvier] (J.O., p. 2; A., t. I, p. 1). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires (J.O., p. 596; F. 13). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné sur la France. Présente un amendement, de concert avec M. Waddington et plusieurs de ses collègues [12 février] (A., t. I, p. 150; J.O., c.r., p. 132). — Parle dans la discussion du même projet de loi [17 février] (A., t. I, p. 200; J.O., c.r., p. 179). — Dépose l'avis de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [8 mars] (A., t. I, p. 296; an., p. 74; J.O., c.r., p. 265; I. 90). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [15 mars] (A., t. I, p. 337; J.O., c.r., p. 303). — Dépose une pétition de 14 habitants de Pondichéry (Inde) [24 mai] (J.O., p. 555). — Demande un congé [5 juin] (J.O., p. 649). — Membre de Commissions (F. 12, 15, 22, J.O., p. 582, 645, 982).

SCHERER. Inamovible. — Demande un congé pour deuil de famille [5 février] (A., t. I, p. 110; J.O., p. 96). — Adresse à M. le Président du Sénat, qui en donne lecture, une lettre rectifiant ses votes sur le contre-projet de M. Bardoux [30 juin] (A. t. II, p. 465; J.O., c.r., p. 783). — Membre de Commissions (F. 19, 40; J.O., p. 834, 2197).

SCHEURER-KESTNER. Inamovible. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [29 mai] (A., t. II, p. 235; J.O., c.r., p. 577). — Rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et de reporter au 1er mai 1884 le délai pour la mise en vigueur de cette loi (J.O., p. 3717; F. 71). — Dépose son rapport sur le même projet de loi [18 juillet] (A., t. II, p. 606; an., p. 326; J.O., c.r., p 914; I. 369). — Membre d'une Commission (F. 70; J.O., p. 3694).

SCHŒLCHER. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 75). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bérenger ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (J.O., p. 1198; F. 27). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bérenger, sur les moyens préventifs de combattre la récidive (régime des prisons, libération conditionnelle, patronage, réhabilitation (J.O., p. 2261; F. 41). — Demande, comme Président, le renvoi de la discussion de la proposition de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [10 mai] (A., t. II, p. 110; J.O., c.r., p. 467). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [17 mai] (A., t. II, p. 143; J.O., c.r., p. 495). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juin] (A., t. II, p. 341; J.O., c.r., p. 673). — Membre de Commissions (F. 22, 40; J.O., p. 982, 2197).

SEDAN (ville de). — Demande à emprunter 99.750 francs. V. loi 233.

SEGRÉ (ville de). Maine-et-Loire. — Prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à son octroi. V. loi 213.

SEINE-ET-MARNE (département de). — Demande l'autorisation

de contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école. V. loi 256.

SEINE-ET-OISE (département de). — Demande à contracter un emprunt pour l'installalation d'une école normale d'institutrices. V. loi 50.

SEINE-INFÉRIEURE (département de la). — Demande l'autorisation de se procurer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins de grande communication. V. loi 145.

SERMENT. — Mode de prestation devant les Cours et tribunaux. V. loi 9.

SERVICES MARITIMES POSTAUX. — Entre le Havre et New-York, les Antilles, le Mexique et la France. V. loi 124. — Entre Calais et Douvres. V. loi 168.

SIMON (Jules). Inamovible. — Est entendu comme rapporteur dans la discussion de la proposition de loi sur le droit d'association [22 janvier] (A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 23) [3 mars] (A., t. I, p. 248; J.O., c.r., p. 223) [5 mars] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 238) [6 mars] (A., t. I, p. 289; J.O., c.r., p. 252) [8 mars] (A., t. I, p. 301; J.O., c.r., p. 267). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [21 avril] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 371). — Est entendu dans la discussion pour la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur l'organisation judiciaire [17 juillet] (A., t. II, p. 584; J.O., c.r., p. 893). — Parle dans la discussion générale de ce projet de loi [19 juillet] (A., t. II, p. 634; J.O., c.r., p. 938) [28 juillet] (A., t. II, p. 833; J.O., c.r., p. 1115) [30 juillet] (A., t. II, p. 864; J.O., c.r., p. 1143) [31 juillet] (A., t. II, p. 892; J.O., c.r., p. 1170). — Membre de Commissions (F. 22, 56; J.O., p. 982, 2940).

SUPPRESSION des classes de préfectures et de sous-préfectures et établissements de classes personnelles. V. loi 101.

SYNDICATS PROFESSIONNELS. — Projet de loi relatif à leur création. V. loi 254.

TAILHAND. Ardèche. — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

TAUX DE L'INTÉRÊT DE L'ARGENT. — Projet de loi qui le concerne. V. loi 223.

TEISSERENC DE BORT. Haute-Vienne. — Elu Vice-Président [15 janvier] (A., t. I, p. 11; J.O., c.r., p. 11). — Préside la séance [28 avril] (A., t. II, p. 33; J.O., c.r., p. 399). — Rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la prorogation de la Convention commerciale conclue entre la France et l'Autriche-Hongrie (J.O., p. 2436; F. 43). — Dépose le rapport. Demande la discussion immédiate [17 mai] (A., t. II, p. 142; an., p. 169; J.O., c.r., p. 494; I. 185). — Préside la séance [5 juin] (A., t. II, p. 295; J.O., c.r.. p. 631) [7 juin] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 651) [9 juin] A., t. II, p. 333; J.O., c.r., p. 667). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention conclue le 8 février 1883, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre [12 juin] (A., t. II, p. 354; an., p. 203; J.O., c.r., p. 685, I. 230). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif au traité de commerce franco-serbe (J.O., p. 3161; F. 61). — Préside la séance. Donne communication d'une lettre de M. Griffe, portant extrait d'une proposition de loi relative aux saisies immobilières. Proclame M. Tirard sénateur inamovible. Dépôt, par M. Edouard Millaud, au nom de M. Teisserenc de Bort, du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Paris le 18 janvier 1883 entre la France et la Serbie [28 juin] (A., t. II, p. 445; an., p. 247; J.O., c.r., p. 763; I. 281). — Préside la séance [3 juillet] (A., t. II, p. 481; J.O., c.r., p. 797) [5 juillet] (A., t. II, p. 503; J.O., c.r., p. 817) [7 juillet] (A., t. II, p. 521; J.O., c.r., p. 833). — Rapporteur du projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale d'Amsterdam (J.O., p. 3913; F. 80). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale d'Amsterdam [28 juillet] (A., t. II, p. 829; an., p. 367; J.O., c.r., p. 1111; I. 455). — Membre de Commissions (F. 19, 33, 45, 60, 79; J.O., p. 834, 1398, 2526, 3105, 3895).

TENAILLE-SALIGNY. Nièvre. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet la modification de l'article 161 du Code pénal (J.O., p. 2348; F. 43). — Demande un congé [22 mai] (J.O., p. 529). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la

réforme de l'organisation judiciaire (J.O., p. 2940; F. 56). — Rapporteur de la même Commission (J.O., p. 3212; F. 62). — Dépose le rapport sur ce projet de loi [12 juillet] (A., t. II, p. 576; an., p. 290; J.O., c.r., p. 886; l. 344). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion, pour la mise à l'ordre du jour de ce projet [17 juillet] (A., t. II, p. 584; J.O., c.r., p. 893).—Parle, comme rapporteur, dans la discussion générale [19 juillet] (A., t. II, p. 625; J.O., c.r., p. 930) [21 juillet] (A., t. II, p. 668; J.O., c.r., p. 971) [23 juillet] (A., t. II, p. 684; J.O., c.r., p. 986) [24 juillet] (A., t. II, p. 725; J.O., c.r., p. 1020) [25 juillet] (A., t. II, p. 736; J.O., c.r., p. 1030) [26 juillet] (A., t. II, p. 760; J.O., c.r., p. 1055) [27 juillet] (A., t. II, p. 788; J.O., c.r., p. 1077) [30 juillet] (A., t. II, p. 853; J.O., c.r., p. 1134). — Membre de Commissions (F. 6, 19, 22, 42, 56; J.O., p. 324, 834, 982, 2318, 2940).

TENUE DE LA CAVALERIE. — Modifications à y apporter. V. loi 209.

TESTELIN. Inamovible. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du [15 janvier] (A., t. I, p. 14; J.O., c.r., p. 13). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 janvier] (A., t. I, p. 72; J.O., c.r. p. 61). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [30 janvier] (A., t., I, p. 75; J.O., c.r., p. 64). — Fait une rectification au procès-verbal [16 février] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 159). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution du Sénat relatif à l'ouverture d'un crédit, en addition au budget du Sénat, pour l'exécution d'un ascenseur [17 mars] (A., t. I, p. 388; JO., c.r., p. 349). — Demande la déclaration de l'urgence dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre de bois pyroxylé [2 août] (A., t. II, p. 930; J.O., c.r., p. 1204). — Membre de Commissions (F. 15, 36, 74; J.O., p. 645, 1998, 3773).

THÉRY. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 19; J. O., p. 834).

THIBAUDIN, *Ministre de la Guerre.* — Répond à l'interpellation de M. le général Robert, ayant pour objet l'interprétation et l'application récente de la loi du 19 mai 1834, concernant l'état des officiers [1er mars] (A., t. I, p. 220; J.O., c.r., p. 203). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une Convention portant cession par l'État au sieur Boinet, cafetier à Abbeville

(Somme), de trois parcelles domaniales provenant du déclassement des fortifications de cette place, à charge par l'acquéreur de fournir au génie militaire un terrain nécessaire pour l'agrandissement du champ de manœuvres [13 mars] (A., t. I, p. 320; an., p. 76; J.O., c.r., p. 288; I. 93). — M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, dépose, au nom de M. le Ministre de la Guerre, le compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1882. M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dépose, également au nom de M. le Ministre de la Guerre, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture d'un crédit de 25 millions de francs au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de 1883 (Chap. 1er, Artillerie) [15 mars] (A., t. I, p. 358; J.O., c.r., p. 321). — M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Président du Conseil, de M. le Ministre de la Guerre et de M. le Ministre des Finances, dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, un crédit de 10.000 francs pour les funérailles du général Chanzy, commandant du 6e corps d'armée [17 mars] (A., t. I, p. 381; J.O., c.r., p. 343). — Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Président du Conseil, et de M. le Ministre de la Guerre, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve de M. le général Chanzy, commandant du 6e corps [26 avril] (A., t. II, p. 15; J.O., c.r., p. 395). — Dépôt par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre de la Guerre, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faire ratifier la cession, à titre gratuit, d'objets de matériel de guerre hors modèle autorisée en faveur de la mission de M. Savorgnan de Brazza, par un décret présidentiel du 21 février 1883 [22 mai] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 529). — M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dépose, au nom de MM. les Ministres des Finances et de la Guerre, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députes, relatif : le 1er, à l'ouverture au Ministre de Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 640.000 francs au chapitre 4 (Etats-majors); le 2e, relatif : 1° à la cession à la ville de Brest d'une partie des terrains et des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent et à l'abandon, à son bénéfice, de la jouissance d'un corps de garde de la rue d'Aiguillon; 2° à l'ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 230.000 francs [2 juin] (A., t. II, p. 276; J.O., c.r., p. 613). — Est entendu dans la dis-

cussion de la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi des 26 janvier, 3 mai et 5 juin 1850, relative aux Écoles polytechnique, spéciale Saint-Cyr et navale [5 juin] (A., t. II, p. 297; J.O., c.r., p. 632). — M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, dépose, au nom de M. le Ministre de la Guerre, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation des troupes de l'artillerie de l'armée active en vue de la formation d'une artillerie de forteresse [23 juin] (A., t. II, p. 418; J.O., c.r., p. 739). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'artillerie de forteresse. Dépose, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, trois projets de loi relatifs à la déclaration d'utilité publique de chemins de fer [12 juillet] (A., t. II, p. 572; an., p. 316; J.O., c.r., p. 883, 886; I. 345, 346, 347). — Dépose, au nom de MM. les Ministres des Finances, de l'Intérieur et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la convention passée entre l'État et la ville de Narbonne pour la réorganisation du casernement et d'autoriser la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. Dépose un autre projet de loi relatif aux modifications à apporter à la tenue de la cavalerie [17 juillet] (A., t. II, p. 581; an., p. 320; J.O., c.r., p. 890; I. 357, 361). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la formation de l'artillerie de forteresse [18 juillet] (A., t. II, p. 610; J.O., c.r., p. 917).

THUREL. Jura. — Membre de Commissions (F. 6, 19, 56; J.O., p. 324, 834, 2940).

TIRARD, *Ministre des Finances.* — Dépôt, par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, de deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1°, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Neufchâteau à Barizey-la-Côte; le 2°, de faire déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département de Seine-et-Oise d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite de Valmondois à Epiais-Rhus. Dépôt, par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 500.000 fr. pour l'acquisition d'objets d'art destinés aux musées nationaux [25 février] (A., t. I, p. 34; J.O., c.r., p. 30). — Dépôt, par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, de M. le Garde des Sceaux,

Ministre de la Justice; de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie [25 janvier]; J.O., c.r., p. 34). — Dépôt, par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : 1° au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 400.000 francs, pour l'agrandissement de l'École normale supérieure; 2° au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modifications de la loi du 10 janvier 1883, portant ouverture d'un crédit extraordinaire destiné à subvenir aux dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza, dans l'Ouest-Africain [15 février] J.O., c.r., p. 147). — Dépôt, par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux nécessaires pour la réfection des digues de la basse Seine [8 mars] J.O., c.r., p. 265). — Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à répartir de l'exercice 1881 à l'exercice 1882, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires, un crédit de 798.168 fr. 15, et de l'exercice 1881 à l'exercice 1883, au même titre du Budget, un crédit de 2.800.000 francs; ces deux sommes représentant un crédit de 3.598.168 fr. 15 sera employé sur l'exercice 1881; le 2e, portant ouverture au Ministre des Postes et Télégraphes, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour l'exposition internationale d'électricité de Vienne en 1883 [13 mars] J.O., c.r., p. 287). — Dépôt, par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris. Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant organisation de la juridiction française en Tunisie [15 mars] J.O., c.r., p. 321). — Dépôt, par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de MM. les Ministres de la Guerre et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de la Guerre, un crédit de 10.000 francs pour les funérailles du général Chanzy [17 mars]

J.O., c.r., p. 343). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'annulation de crédits afférents au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos. Dépôt par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi relatif à un crédit extraordinaire pour les funérailles de M. Gambetta [19 mars] (A., t. I, p. 392; an., p. 100; J.O., c.r. p. 351, 354, 355; I. 135). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation de rembourser ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique. Demande l'urgence [25 avril] (A., t. II, p. 8; an. p. 124; J.O., c.r., p. 375; I. 146). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rente 4 1/2 0/0, les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Président du Conseil et M. le Ministre de la Guerre, et au sien, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'allocation d'une pension exceptionnelle à la veuve de M. le général Chanzy, commandant du 6e corps [26 avril] (A., t. II, p. 15; an., p. 130; J.O., c.r., p. 382, 387, 392, 395; I. 154). — M. Hérisson Ministre du Commerce, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 300.000 francs sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882 du Ministère du Commerce, chapitre 6 (Encouragements aux pêches maritimes). M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Minisire des Finances et au sien, dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 370.000 francs pour les dépenses de la représentation de la France au couronnement de l'empereur de Russie [28 avril] (A., t. II, p. 45; J.O., c.r., p. 409). — Dépose, au nom de M. le Ministre de la Marine et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder la réversibilité au profit de Mlle de Sabry, de la pension de 1.500 francs, allouée, par une loi du 17 mai 1828, à sa mère, Marie-Antoinette Bénigne-Thanaïs Bisson, sœur de l'enseigne de vaisseau de ce nom. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les hypothèques maritimes. Présente un amendement [8 mai] (A., t. II, p. 87, 89; an., p. 164; J.O., c.r., p. 451;

I. 174). — Dépôt, par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin [17 mai] (A., t. II, p. 128; J.O., c.r., p. 483). — Dépôt, par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un traité passé entre le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et M. Janssen, armurier à Liège [21 mai] (A., t. II, p. 167; J.O., c.r., p. 517). — Dépôt, par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances et de la Guerre, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faire rectifier la cession à titre gratuit d'objets de matériel de guerre hors modèle autorisée en faveur de la mission de M. Savorgnan de Brazza, par un décret présidentiel du 21 février 1883 [22 mai] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 529). — M. Noirot, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice, dépose, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'une rigole navigable entre Moulins et Sancoins [29 mai] (A., t. II, p. 251; J.O., c.r., p. 591). — Dépôt, par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Président du Conseil, au nom de MM. les Ministres de la Guerre et des Finances, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, relatifs : 1° à l'ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit supplémentaire de 640.000 francs au chapitre 4; 2° à la cession, à la ville de Brest, d'un terrain et des bâtiments de la caserne du Petit-Couvent; 3° à l'ouverture, au Ministre de la Guerre d'un crédit de 230.000 francs [2 juin] (A., t. II, p. 276; J.O., c.r., p. 613). — M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant accroissement des minima de pensions et des annuités pour années de service supplémentaire en faveur du personnel compris dans la première et la deuxième section du tarif n° 2 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer. M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et au sien, dépose un projet de loi, adopté par la Chamdre des Députés, portant autorisation pour la Caisse des dépôts et consignations de faire provisoirement des avances à certaines caisses d'épargne privées. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt local [19 juin] (A., t. II,

p. 388; an., p. 217; J.O., c.r., p. 714; I. 241, 242, 243, 244, 245). — Elu Sénateur inamovible. Dépôt, par M. Durand, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation sur l'exercice 1882 et ouverture sur celui de 1883 au Ministre de l'Instruction et des Beaux-Arts d'un crédit de 2.100.000 francs [23 juin] (A., t. II, p. 419; J.O., c.r., p. 739, 740). Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de MM. les Ministres de la Marine, des Finances et au sien, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er relatif à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre l'île de Ténériffe et Saint-Louis du Sénégal; le 2e, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, concernant un service postal entre Calais et Douvres. M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 625.000 francs pour le dérasement des fortifications déclassées de Calais [26 juin] (A., t. II, p. 443; an., p. 246; J.O., c.r., p. 753; I. 279). — Est proclamé sénateur inamovible. Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, un projet de loi portant approbation d'une Convention passée entre la France et le Chili [28 juin] (A., t. II, p. 445; J.O., c.r., p. 770). — Dépôt, par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies et des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit de 4.677.000 francs pour le chemin de fer et les forts du haut Sénégal. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, concernant : le 1er, 1° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents au Budget ordinaire et au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; le 2e, 1° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents au Budget ordinaire et au Budget extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1883; 4° l'ouverture

de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général [5 juillet] (A., t. II, p. 518; an., p. 255; J.O., c.r., p. 817, 830; I. 307, 308). — Dépose un projet de loi relatif à l'admission et à l'avancement dans les emplois de percepteur des contributions indirectes. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille (Isère); le 2e, l'élévation du taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de La Fère (Aisne). Dépose également, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de loi d'intérêt local [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 272; J.O., c.r., p. 849; I. 314, 315, 316, 317, 318, 319). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre de bois pyroxylé [10 juillet] (A., t. II, p. 558; J.O., c.r., p. 868). — Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, portant déclaration d'utilité publique : 1° d'un chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou, avec approbation des Conventions conclues entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Est algérien; 2° d'un chemin de fer d'intérêt local avec embranchement d'Amblagnieu à la gare de Montalieu-Vercieu; 3° d'un chemin de fer d'Orange à Vaison [12 juillet] (A., t. II, p. 576; J.O., c.r., p. 886). — Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'augmentation de la récompense nationale accordée par la loi du 18 juillet 1874 à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française. Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur et au sien, du projet, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la ville de Narbonne pour la réorganisation du casernement et d'autoriser la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins (Jura); le 2e, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire) [17 juillet] (A., t. II, p. 597; J.O., c.r., p. 890, 904). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au

nom de M. le Ministre du Commerce et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs, pour subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice [19 juillet] (A. t. II, p. 621 ; J.O., c.r., p. 927). — Dépôt, par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel*, non susceptibles d'une évaluation fixe. Dépôt, par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883 [21 juillet] (A., t. II, p. 666 ; J.O., c.r., p. 969). — M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, dépose cinq projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, au nom de M. le Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs ; le 2e, au nom de M. le Ministre des Finances, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1884 ; le 3e, au nom de MM. les Ministres de la Justice et des Finances, portant ouverture au budget annexe de l'imprimerie nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 francs ; le 4e, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances, portant ouverture au budget du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882 ; le 5e, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, portant : 1° ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant ensemble à 21.500.000 francs ; 2° annulation sur le budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1882, de pareille somme de 21.500.000 francs [24 juillet] (A., t. II, p. 723 ; J.O., c.r., p. 1019). — Dépôt par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1°ouverture au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97 ; 2° annulation sur le même Budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 fr.

de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général [5 juillet] (A., t. II, p. 518, an., p. 255; J.O., c.r., p. 817, 830 ; I. 307, 308). — Dépose un projet de loi relatif à l'admission et à l'avancement dans les emplois de percepteur des contributions indirectes. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille (Isère) ; le 2e, l'élévation du taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de La Fère (Aisne). Dépose également, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de loi d'intérêt local [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 272; J.O., c.r., p. 849; I. 314, 315, 316, 317, 318, 319). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre de bois pyroxylé [10 juillet] (A., t. II, p. 558; J.O., c.r., p. 868). — Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, portant déclaration d'utilité publique : 1° d'un chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou, avec approbation des Conventions conclues entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Est algérien ; 2° d'un chemin de fer d'intérêt local avec embranchement d'Amblagnieu à la gare de Montalieu-Vercieu ; 3° d'un chemin de fer d'Orange à Vaison [12 juillet] (A., t. II, p. 576; J.O., c.r., p. 886). — Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'augmentation de la récompense nationale accordée par la loi du 18 juillet 1874 à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française. Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur et au sien, du projet, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la ville de Narbonne pour la réorganisation du casernement et d'autoriser la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins (Jura) ; le 2e, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire) [17 juillet] (A., t. II, p. 597; J.O., c.r., p. 890, 904). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au

nom de M. le Ministre du Commerce et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs, pour subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice [19 juillet] (A. t. II, p. 621 ; J.O., c.r., p. 927). — Dépôt, par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel*, non susceptibles d'une évaluation fixe. Dépôt, par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883 [21 juillet] (A., t. II, p. 666 ; J.O., c.r., p. 969). — M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, dépose cinq projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, au nom de M. le Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs ; le 2e, au nom de M. le Ministre des Finances, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1884 ; le 3e, au nom de MM. les Ministres de la Justice et des Finances, portant ouverture au budget annexe de l'imprimerie nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 francs ; le 4e, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances, portant ouverture au budget du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882 ; le 5e, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, portant : 1° ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant ensemble à 21.500.000 francs ; 2° annulation sur le budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1882, de pareille somme de 21.500.000 francs [24 juillet] (A., t. II, p. 723 ; J.O., c.r., p. 1019). — Dépôt par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97 ; 2° annulation sur le même Budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 fr.

de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général [5 juillet] (A., t. II, p. 518; an., p. 255; J.O., c.r., p. 817, 830 ; I. 307, 308). — Dépose un projet de loi relatif à l'admission et à l'avancement dans les emplois de percepteur des contributions indirectes. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille (Isère) ; le 2e, l'élévation du taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de La Fère (Aisne). Dépose également, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de loi d'intérêt local [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 272; J.O., c.r., p. 849; I. 314, 315, 316, 317, 318, 319). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre de bois pyroxylé [10 juillet] (A., t. II, p. 558; J.O., c.r., p. 868). — Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, portant déclaration d'utilité publique : 1° d'un chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou, avec approbation des Conventions conclues entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Est algérien ; 2° d'un chemin de fer d'intérêt local avec embranchement d'Amblagnieu à la gare de Montalieu-Vercieu ; 3° d'un chemin de fer d'Orange à Vaison [12 juillet] (A., t. II, p. 576; J.O., c.r., p. 886). — Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'augmentation de la récompense nationale accordée par la loi du 18 juillet 1874 à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française. Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur et au sien, du projet, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la ville de Narbonne pour la réorganisation du casernement et d'autoriser la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins (Jura) ; le 2e, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire) [17 juillet] (A., t. II, p. 597; J.O., c.r., p. 890, 904). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au

nom de M. le Ministre du Commerce et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs, pour subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice [19 juillet] (A. t. II, p. 621 ; J.O., c.r., p. 927). — Dépôt, par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel*, non susceptibles d'une évaluation fixe. Dépôt, par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883 [21 juillet] (A., t. II, p. 666 ; J.O., c.r., p. 969). — M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, dépose cinq projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, au nom de M. le Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs ; le 2e, au nom de M. le Ministre des Finances, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1884 ; le 3e, au nom de MM. les Ministres de la Justice et des Finances, portant ouverture au budget annexe de l'imprimerie nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 francs ; le 4e, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances, portant ouverture au budget du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882 ; le 5e, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, portant : 1° ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant ensemble à 21.500.000 francs ; 2° annulation sur le budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1882, de pareille somme de 21.500.000 francs [24 juillet] (A., t. II, p. 723 ; J.O., c.r., p. 1019). — Dépôt par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97 ; 2° annulation sur le même Budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 fr.

de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général [5 juillet] (A., t. II, p. 518; an., p. 255; J.O., c.r., p. 817, 830; I. 307, 308). — Dépose un projet de loi relatif à l'admission et à l'avancement dans les emplois de percepteur des contributions indirectes. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Vizille (Isère); le 2e, l'élévation du taux des surtaxes perçues sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de La Fère (Aisne). Dépose également, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de loi d'intérêt local [7 juillet] (A., t. II, p. 539; an., p. 272; J.O., c.r., p. 849; I. 314, 315, 316, 317, 318, 319). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la fixation du prix de vente de la poudre de bois pyroxylé [10 juillet] (A., t. II, p. 558; J.O., c.r., p. 868). — Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, portant déclaration d'utilité publique : 1° d'un chemin de fer de Ménerville à Tizi-Ouzou, avec approbation des Conventions conclues entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Est algérien; 2° d'un chemin de fer d'intérêt local avec embranchement d'Amblagnieu à la gare de Montalieu-Vercieu; 3° d'un chemin de fer d'Orange à Vaison [12 juillet] (A., t. II, p. 576; J.O., c.r., p. 886). — Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'augmentation de la récompense nationale accordée par la loi du 18 juillet 1874 à M. Pasteur, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française. Dépôt, par M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur et au sien, du projet, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la ville de Narbonne pour la réorganisation du casernement et d'autoriser la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt. Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Salins (Jura); le 2e, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les alcools à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire) [17 juillet] (A., t. II, p. 597; J.O., c.r., p. 890, 904). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au

nom de M. le Ministre du Commerce et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, un crédit extraordinaire de 50.000 francs, pour subvention éventuelle à l'exposition internationale de Nice [19 juillet] (A. t. II, p. 621 ; J.O., c.r., p. 927). — Dépôt, par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel*, non susceptibles d'une évaluation fixe. Dépôt, par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts un crédit extraordinaire pour l'organisation de l'exposition nationale des ouvrages des artistes vivants pour l'année 1883 [21 juillet] (A., t. II, p. 666 ; J.O., c.r., p. 969). — M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, dépose cinq projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, au nom de M. le Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 7.500.000 francs pour achats et transports de tabacs ; le 2e, au nom de M. le Ministre des Finances, concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1884; le 3e, au nom de MM. les Ministres de la Justice et des Finances, portant ouverture au budget annexe de l'imprimerie nationale, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 1.941.000 francs ; le 4e, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances, portant ouverture au budget du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 27.000 francs et annulation d'une somme égale sur le Budget de l'exercice 1882; le 5e, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, portant : 1° ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant ensemble à 21.500.000 francs; 2° annulation sur le budget extraordinaire du Ministère des Travaux publics, exercice 1882, de pareille somme de 21.500.000 francs [24 juillet] (A., t. II, p. 723 ; J.O., c.r., p. 1019). — Dépôt par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, de crédits supplémentaires montant à la somme de 254.820 fr. 97 ; 2° annulation sur le même Budget, exercice 1882, d'un crédit de 220.000 fr.

M. Hérisson, Ministre du Commerce, dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour les dépenses d'une mission sanitaire en Égypte [26 juillet] (A., t. II, p. 761 ; J.O., c.r., p. 1051). — Dépôt, par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la location à la ville de Dieppe (Seine-Inférieure) pour une durée de trente années des terrains de la plage. Dépose également, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prolongation de surtaxes sur les vins, les cidres, les poirés et les hydromels à l'octroi de Vouziers (Ardennes) [27 juillet] (A., t. II, p. 807; J.O., c.r., p. 1092). — Dépôt, par M. Jules Ferry, Président du Conseil Ministre de l'Instruction publique, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1883, un crédit supplémentaire de 10.000 francs applicable aux frais généraux de l'instruction secondaire [28 juillet] (A., t. II, p. 835; J.O., c.r., p. 1095). — Dépôt, par M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit de 10 853.700 francs sur le Budget extraordinaire de 1883, et annulation d'une somme égale [31 juillet] (A., t. II, p. 895 ; J.O., c.r., p. 1173).

TISSERAND, *conseiller d'Etat, directeur général de l'Agriculture,* par décret du Président de la République, est désigné comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du projet de loi sur le régime des eaux [22 janvier] J.O., c.r., p. 24).

TOLAIN. Seine. — Demande l'insertion au *Journal officiel* des noms des sénateurs qui ont pris part au scrutin pour l'élection des Vice-Présidents [11 janvier] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 5). — Est entendu dans la question relative à la discussion de la proposition de loi sur le droit d'association [2 février] (A., t. I, p. 101; J.O., c.r., p. 87). — Demande au Sénat de ne pas prononcer la clôture de la discussion générale, après les discours de son Rapporteur, sur le projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné en

France [10 février] (A., t. I, p. 135; J.O., c.r., p. 118). — Est entendu dans la discusssion du même projet de loi [12 février] (A., t. I, p. 137; J.O., c.r., p. 121). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant le droit d'association [5 mars] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 232) [8 mars] (A., t. I, p. 302; J.O., c.r., p. 271). — Répond à M. le duc d'Audiffret-Pasquier au sujet d'une observation faite au cours de l'interpellation de M. de Gavardie sur la présence dans le corps judiciaire de magistrats condamnés pour divers délits [28 avril] (A., t. II, p. 46; J.O., c.r., p. 404). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [9 juin] (A., t. II, p. 341; J.O., c.r., p. 673). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [19 juin] (A., t. II, p. 384; J.O., c.r., p. 717). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [28 juin] (A., t. II, p. 456; J.O., c.r., p. 772) [3 juillet] (A., t. II, p. 489; J.O., c.r., p. 804). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

TONKIN. — Ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin. V. loi 116.

TOURCOING (Nord). — Demande à emprunter 171.000 francs. V. loi 68. — Demande à emprunter une somme de 1.143.500 fr. V. loi 90.

TRAITÉ passé avec M. Janssen, armurier à Liège. V. loi 122. — D'amitié, de commerce et de navigation signé entre la France et la Serbie. V. loi 154.

TRÉVENEUC (comte de). Côtes-du-Nord. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à la répression du duel [26 février] (A., t. , I, p. 217; J.O., c.r., p. 194). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

TUNISIE. — Retrait, par un décret de M. le Président de la République, des titres I et III du projet de loi relatif à l'organisation de divers services en Tunisie. V. loi 24. — Projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie. V. loi 25. — Projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, portant organisation de la juridiction française en Tunisie. V. loi 80. — Ouverture d'un crédit extraordinaire de 220.000 francs pour l'organisation de la juridiction française en Tunisie. V. loi 95.

VALLÉE (Oscar de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [26 février] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 190). — Parle dans la discussion du projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rente 4 1/2 0/0 les rentes 5 0/0 inscrites au Grand-Livre de la dette publique [26 avril] (A., t. II, p. 23; J.O., c.r., p. 389).

VALLIER. Rhône. — M. le Président annonce son décès [19 juin] (A., t. II, p. 379; J.O., c.r., p. 707). — Membre d'une Commission (F. 19; J.O., p. 834).

VAR (département du). — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 75. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour la construction d'un asile public d'aliénés. V. loi 176.

VARAMBON, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux [1er février] (A., t. I, p. 78; J.O., c.r., p. 69).

VARROY. Meurthe-et-Moselle. — Demande un congé [9 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., p. 2). — Demande une prolongation de congé [1er mars] (J.O., p. 209). — Allocution de M. le Président du Sénat à l'occasion de son décès [19 avril] (A., t. II, p. 1; J.O., c.r., p. 367).

VAST-VIMEUX (baron). Charente-Inférieure. — Dépose une pétition de la société de secours mutuels de Thairé (Charente-Inférieure [21 avril] (J.O., p. 373). — Membre de Commissions (F. 19, 36, 60; J.O., p. 834, 1998, 3105).

VEAUCE (baron de). Allier. — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 324).

VERNINAC (de). Lot. — Secrétaire de la 2e Commission d'intérêt local (J.O., p. 874; F. 20). — Rapport de M. Frézoul sur son élection. Son admission [17 février] (A., t. I, p. 195; J.O., c.r., p. 175). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles pour l'achève-

ment de l'école normale d'institutrices de Périgueux [19 mars] (A., t. I, p. 390; an., p. 97; J.O., c.r., p. 351; I. 126). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation judiciaire. Présente un amendement de concert avec plusieurs de ses collègues [27 juillet] (A , t. II, p. 792; J.O., c.r., p. 1079). — Membre de Commissions (F. 19, 40, 60, 79; J.O., p. 834, 2197, 3105, 3895).

VIELLARD-MIGEON. Belfort. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la protection des enfants maltraités, abandonnés ou délaissés [21 mai] (A., t. II, p. 177; J.O., c.r., p. 525). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 1er juin 1853 sur les conseils de prud'hommes (F. 60; J.O., p. 3131). — Membre d'une Commission (F. 60; J.O., p. 3105).

VIGAROSY. Ariège. — Demande un congé [22 janvier] (A., t. I, p. 21; J.O., p. 19). — Est entendu sur une question relative à une demande de scrutin, dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [26 juillet] (A., t. II, p. 781; J.O., c.r., p. 1068).— Membre d'une Commission (F. 30; J.O., p. 1332).

VISSAGUET. Haute-Loire. — Présente, de concert avec M. Salneuve, un contre-projet ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [2 février] (A., t. I, p. 94; J.O., c.r., p. 81]. — Demande un congé [17 mai] (J. O., p. 495). — Présente un amendement, de concert avec plusieurs de ses collègues, dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [27 juillet] (A., t. II, p. 792; J.O., c.r., p. 1079). — Membre de Commissions (F. 19, 79; J.O., p. 834, 3895).

VIVENOT. Meuse. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Sandrupt (Meuse) [8 février] (J.O., p. 99). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux nécessaires pour la réfection des digues de la basse Seine (F. 34; J.O., p. 1439). — Membre de Commissions (F. 19, 33, 70; J.O., p. 834, 1398, 3694).

VIZILLE (ville de). Isère. — Demande la prorogation d'une surtaxe sur le vin à son octroi. V. loi 187.

VOISINS-LAVERNIÈRE (de). Inamovible.— Fait une rectification au procès-verbal [15 février] (A., t. I, p. 163; J.O., p. 145).

VOSGES (département des). — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux. V. loi 63. — Demande à contracter un emprunt pour les travaux de chemins stratégiques. V. loi 88.

VOUZIERS (ville de). — Etablissement de surtaxes sur les vins, les cidres, les poirés et les hydromels à son octroi. V. loi 250.

WADDINGTON. Aisne. — Présente un amendement de concert avec M. Léon Say et plusieurs de ses collègues, sur le projet de loi tendant à régler la situation des membres des familles qui ont régné sur la France [12 février] (A., t. I, p. 155; J.O., c.r., p. 139). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [17 février] (A., t. I, p. 200; J.O., c.r., p. 179). — Demande un congé [8 mai] (A., t. II, p. 84; J.O., c.r., p. 445). — Obtient un congé [23 juillet] (J.O., p. 1001). — Membre de Commissions (F. 6, 15; J.O., p. 324, 645).

WALDECK-ROUSSEAU, *Ministre de l'Intérieur.* — M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental [26 février] (A., t. I, p. 217; an., p. 63; J.O., c.r., p. 194; I. 66. — Dépose cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et des chemins ordinaires; le 2e, à autoriser la ville de Foix (Ariège) à contracter un emprunt de 850.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 3e, à autoriser la ville de Brest (Finistère) à contracter un emprunt de 520.000 francs; le 4e, à autoriser la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter une somme de 320.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 5e, à autoriser la ville de Tourcoing (Nord) à emprunter 171.000 francs [1er mars] (A., t. I, p. 233; an., p. 65; J.O., c.r., p. 209; I. 72, 73, 74, 75, 76). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le droit d'association [6 mars] (A., t. I, p. 286; J.O., c.r., p. 256) [8 mars] (A., t. I, p. 298; J.O., c.r., p. 267). — M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Dé-

putés, tendant : le 1er, à autoriser le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le payement des dépenses des enfants assistés et des aliénés; le 2e, à autoriser le département du Var à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [13 mars] (A., t. I, p. 327; an., p. 80; J.O., c.r., p. 293; I. 100, 101). — Dépôt, par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, tendant à autoriser la ville d'Aurillac (Cantal) à emprunter une somme de 575.000 francs, et à s'imposer extraordinairement [15 mars] (A., t. I, p. 337; J.O., c.r., p. 303). — M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la section de La Rue-sur-Blaize de la commune de Larzicourt (canton de Thiéblemont, arrondissement de Vitry-le-François, département de la Marne), pour l'annexer à la commune d'Arrigny (canton de Saint-Remy-en-Bouzemont, même arrondissement) [16 mars] (A., t. I, p. 367; an., p. 93; J.O., c.r., p. 331; I. 112). — Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Grenoble à contracter un emprunt; le 2e, à autoriser la ville de Montpellier à contracter un emprunt. Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de quatre projets de lois adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, le département des Vosges à contracter un emprunt; le 2e, la ville de Charleville à contracter un emprunt; le 3e, la ville de Tourcoing à contracter un emprunt; le 4e, le département du Puy-de-Dôme à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés et concernant la régularisation d'un décret rendu en Conseil d'Etat pour l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 20.000 francs applicable aux funérailles de M. Gambetta [19 mars] (A., t. I, p. 390; an., p. 97; J. O., c.r., p. 351, 352, 356; I. 124, 125, 130, 131, 132, 133, 137). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Menton (Alpes-Maritimes), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. Est entendu dans la discussion du projet de loi portant protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [5 mai] (A., t. II, p. 75; an., p. 152; J.O., c.r., p. 438; I. 168). — M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, dé-

pose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Châtellerault (Vienne) à emprunter une somme de 52.000 francs. Dépôt par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chartres (Eure-et-Loir) à contracter un emprunt de 1.057.100 francs [8 mai] (A., t. II, p. 84, 98; J.O., c.r., p. 446, 457). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de La Rochelle (Charente-Inférieure) à emprunter une somme de 170.000 francs [10 mai] (A., t. II, p. 106, 121; J.O., c.r., p. 463, 477). — Est entendu dans la discussion du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bourges à emprunter 120.000 francs et à s'imposer extraordinairement [17 mai] (A., t. II, p. 137; J.O., c.r., p. 495). — M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cahors (Lot) à contracter un emprunt de 1.000.000 francs [19 mai] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 497). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance délaissée, abandonnée ou maltraitée [22 mai] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 531). — M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1°, à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter 264.500 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2°, à autoriser la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à emprunter 81.500 francs; le 3°, à distraire le territoire de plusieurs sections de la commune de Lanouée (canton de Josselin, arrondissement de Ploërmel, département du Morbihan) pour en former une commune distincte sous le nom des Forges [26 mai] (A., t. II. p. 224; J.O., c.r., p. 566). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Creuse à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'instituteurs. Répond à la question adressée par M. Bérenger au sujet du projet de

supprimer les aumôniers dans les hôpitaux et de la laïcisation de certains autres hôpitaux [29 mai] (A., t. II, p. 235; an., p. 190; J.O; c.r., p. 584; I. 204). — M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bourges (Cher) à emprunter une somme de 100.000 francs et à s'imposer extraordinairement [2 juin] (A., t. II, p. 276; J. O., c. r., p. 613). M. Hérisson, Ministre du Commerce, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er, à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour les constructions de bâtiments départementaux; le 2e, à autoriser la ville de Lille (Nord), à emprunter une somme de 24.000.000 de francs et à s'imposer extrordinairement; le 3e, à distraire de la commune de Montroux (arrondissement de Guéret, département de la Creuse) la section de la Forêt-du-Temple pour l'ériger en municipalité distincte; le 4e, à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées aux chemins de fer de Vire à Saint-Lô, avec embranchement sur Caen, et de Feugères à Vire et au réseau d'Orléans à la mer; le 5e, à autoriser le département de la Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices; le 6e, à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Châtillon (Haute-Savoie) [9 juin] (A., t. II, p. 340; J. O., c. r., p. 673). — M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, dépose au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à élever le taux d'intérêt d'un emprunt [12 juin] (A., t. II, p. 346; J. O., c. r., p. 678). — M. Martin-Feuillée, Ministre de la Justice et des Cultes, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication [14 juin] (A., t. II, p. 371; J.O., c.r., p. 699). — Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, d'autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour le service des bâtiments départementaux; le 2e, d'autoriser la ville d'Epernay (Marne à emprunter 444.800 francs et à s'imposer extraordinairement; le 3e, d'autoriser la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) à emprunter 26.500 francs [19 juin] (A., t. II, p. 388; J.O., c.r., p. 714). — Dépôt, par

M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de sept projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter 220.000 francs ; le 2e, à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter une somme de 400.000 francs ; le 3e, à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ; le 4e, à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux ; le 5e, à autoriser le département de l'Yonne à créer des ressources extraordinaires pour l'installation de l'école pratique d'agriculture de la Brosse ; le 6e, à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun ; le 7e, à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun [21 juin] (A., t. II, p. 399 ; J. O., c. r., p. 725). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne (Aude) en deux circonscriptions électorales. Dépose, au nom de M. le Ministre de la Guerre, un projet de loi sur la réorganisation de l'artillerie de forteresse. Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des bâtiments départementaux [23 juin] (A., t. II, p. 417 ; an., p. 233 ; J.O., c.r., p. 739 ; I. 261). — M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement [26 juin] (A., t. II, p. 435 ; J. O., c. r., p. 755). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne en deux circonscriptions électorales [28 juin] (A., t. II, p. 447 ; J. O., c. r., p. 764). — Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, la ville d'Avignon à changer l'affectation d'une portion d'emprunt ; le 2e, le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices ; le 3e, le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer. Répond à l'interpellation de M. Bérenger sur la suppression des aumôniers dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine [30 juin] (A., t. II, p. 472 ; an., p. 250 ; J.O., c.r., p. 789 ; I. 287, 288, 289). — M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, dépose, au nom

de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département du Var à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'un asile public d'aliénés ; le 2e, à autoriser le département de Lot-et-Garonne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction et à l'installation de maisons d'école [3 juillet] (A., t. II, p. 481; J. O., c. r., p. 797). — M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de la Mayenne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des routes départementales; le 2e, à autoriser le département du Pas-de-Calais à créer des ressources extraordinaires pour la construction de maisons d'arrêt et de correction et pour l'achèvement d'un asile d'aliénés; le 3e, à autoriser la ville de Melun (Seine-et-Marne) à contracter un emprunt de 39.300 francs, le 4e, à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour compléter le gage d'un emprunt [5 juillet] (A., t. II, p. 504 ; J.O., c.r., p. 817). — Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir la réciprocité d'assistance entre la France et la Suisse en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents. Dépose également, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à distraire la section de Pontcharraud de la commune de Saint-Georges-de-Nigremont (Creuse), pour l'ériger en municipalité distincte ; le 2e, tendant à autoriser le département de la Drôme à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun [7 juillet] (A., t. II, p. 539; J.O., c.r., p. 849). — M. Méline, Ministre de l'Agriculture, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, sept projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements (exercice 1884) ; le 2e, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication; le 3e, tendant à autoriser la ville de Lisieux (Calvados) à emprunter une somme de 500.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 4e, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ; le 5e, tendant à autoriser le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires ; le 6e, ten-

M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de sept projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter 220.000 francs ; le 2e, à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter une somme de 400.000 francs ; le 3e, à autoriser le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ; le 4e, à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux ; le 5e, à autoriser le département de l'Yonne à créer des ressources extraordinaires pour l'installation de l'école pratique d'agriculture de la Brosse ; le 6e, à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun ; le 7e, à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun [21 juin] (A., t. II, p. 399 ; J. O., c. r., p. 725). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne (Aude) en deux circonscriptions électorales. Dépose, au nom de M. le Ministre de la Guerre, un projet de loi sur la réorganisation de l'artillerie de forteresse. Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des bâtiments départementaux [23 juin] (A., t. II, p. 417 ; an., p. 233 ; J.O., c.r., p. 739 ; I. 261). — M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement [26 juin] (A., t. II, p. 435 ; J. O., c. r., p. 755). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à diviser l'arrondissement de Narbonne en deux circonscriptions électorales [28 juin] (A., t. II, p. 447 ; J. O., c. r., p. 764). — Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, la ville d'Avignon à changer l'affectation d'une portion d'emprunt ; le 2e, le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices ; le 3e, le département de l'Aisne à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer. Répond à l'interpellation de M. Bérenger sur la suppression des aumôniers dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine [30 juin] (A., t. II, p. 472 ; an., p. 250 ; J.O., c.r., p. 789 ; I. 287, 288, 289). — M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, dépose, au nom

de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département du Var à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'un asile public d'aliénés ; le 2e, à autoriser le département de Lot-et-Garonne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction et à l'installation de maisons d'école [3 juillet] (A., t. II, p. 481; J. O., c. r., p. 797). — M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de la Mayenne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des routes départementales; le 2e, à autoriser le département du Pas-de-Calais à créer des ressources extraordinaires pour la construction de maisons d'arrêt et de correction et pour l'achèvement d'un asile d'aliénés; le 3e, à autoriser la ville de Melun (Seine-et-Marne) à contracter un emprunt de 39.300 francs, le 4e, à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour compléter le gage d'un emprunt [5 juillet] (A., t. II, p. 504; J.O., c.r., p. 817). — Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir la réciprocité d'assistance entre la France et la Suisse en ce qui concerne les enfants abandonnés et les aliénés indigents. Dépose également, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à distraire la section de Pontcharraud de la commune de Saint-Georges-de-Nigremont (Creuse), pour l'ériger en municipalité distincte ; le 2e, tendant à autoriser le département de la Drôme à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun [7 juillet] (A., t. II, p. 539; J.O., c.r., p. 849). — M. Méline, Ministre de l'Agriculture, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, sept projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant répartition du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements (exercice 1884) ; le 2e, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication ; le 3e, tendant à autoriser la ville de Lisieux (Calvados) à emprunter une somme de 500.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 4e, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ; le 5e, tendant à autoriser le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires ; le 6e, ten-

dant à autoriser le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement en vue des mesures à prendre pour combattre le phylloxera; le 7e, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun [10 juillet] (A., t. II, p. 558; J.O., c.r., p. 867). — M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser le département de l'Indre à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux; le 2e, à autoriser la ville de Périgueux (Dordogne) à emprunter la somme de 85.500 francs; le 3e, tendant à annexer à la ville de Lons-le-Saulnier (Jura) deux parcelles de territoire dépendant de la commune de Montaigu, canton de Conlièges, arrondissement de Lons-le-Saulnier [12 juillet] (A., t. II, p. 576; J.O., c.r., p. 886). — M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la convention passée entre l'Etat et la ville de Narbonne (Aude) pour la réorganisation du casernement et d'autoriser la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt [17 juillet] (A., t. II, p. 581; J.O., c.r., p. 890). — Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter 2 millions de francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires : 1e pour la construction d'une école normale d'institutrices; 2e pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un lycée à Digne; 3e pour les travaux de chemins vicinaux; le 3e, à autoriser le département de l'Aveyron à contracter un emprunt pour les travaux des chemins ordinaires; le 4e, à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires; le 5e, à autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à emprunter 490.000 francs; le 6e, à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour le rachat de la concession de deux ponts à péage [18 juillet] (A., t. II, p. 618; J.O., c.r., p. 925). — Dépôt par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel* non susceptibles d'une évaluation

fixe (personnel et matériel). — Dépôt de cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, et tendant : le 1er, à ériger en commune distincte la section de Plessis-Saint-Benoît distraite de la commune de Authon-la-Plaine, canton de Dourdan (sud), arrondissement de Rambouillet, département de Seine-et-Oise; le 2e, à autoriser le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires; le 3e, à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique; le 4e, à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 500.000 francs; le 5e, à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 332; J.O., c.r., p. 965, 969; L, 391, 392, 393, 394, 395). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à emprunter 99.750 francs; le 2e, à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt pour concourir à la création d'un lycée à Gap; le 3e, à autoriser la ville de Niort (Deux-Sèvres) à emprunter une somme de 315.000 francs et à changer l'affectation de ressources extraordinaires [23 juillet] (A.. t. II, p. 694; J.O., c.r., p. 993). — M. Hérisson, Ministre du Commerce, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville d'Alais (Gard) à emprunter une somme de 450.000 francs; le 2e, à autoriser la ville d'Hyères (Var) à emprunter 48.500 francs [25 juillet] (A., t. II, p. 756; J.O., c.r., p. 1047). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la location à la ville de Dieppe, pour une durée de trente années, des terrains de la plage [27 juillet] (A., t. II, p. 807; J.O., c.r., p. 1092). — M. Méline, Ministre de l'Agriculture, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera; le 2e, à autoriser le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école; le 3e, à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter 339.376 francs; le 4e, à autoriser le département des Bouches-du-Rhône à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'écoles et pour diverses dépenses d'intérêt dépar-

dant à autoriser le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement en vue des mesures à prendre pour combattre le phylloxera; le 7e, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun [10 juillet] (A., t. II, p. 558; J.O., c.r., p. 867). — M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser le département de l'Indre à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux; le 2e, à autoriser la ville de Périgueux (Dordogne) à emprunter la somme de 85.500 francs; le 3e, tendant à annexer à la ville de Lons-le-Saulnier (Jura) deux parcelles de territoire dépendant de la commune de Montaigu, canton de Conlièges, arrondissement de Lons-le-Saulnier [12 juillet] (A., t. II, p. 576; J.O., c.r., p. 886). — M. le général Thibaudin, Ministre de la Guerre, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la convention passée entre l'Etat et la ville de Narbonne (Aude) pour la réorganisation du casernement et d'autoriser la ville à changer l'affectation d'une portion d'emprunt [17 juillet] (A., t. II, p. 581; J.O., c.r., p. 890). — Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Grenoble (Isère) à emprunter 2 millions de francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires : 1° pour la construction d'une école normale d'institutrices; 2° pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un lycée à Digne; 3° pour les travaux de chemins vicinaux; le 3e, à autoriser le département de l'Aveyron à contracter un emprunt pour les travaux des chemins ordinaires; le 4e, à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt pour la construction et l'appropriation de deux écoles normales primaires; le 5e, à autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à emprunter 490.000 francs; le 6e, à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour le rachat de la concession de deux ponts à péage [18 juillet] (A., t. II, p. 618; J.O., c.r., p. 925). — Dépôt par M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 195.000 francs pour les dépenses d'exploitation du *Journal officiel* non susceptibles d'une évaluation

fixe (personnel et matériel). — Dépôt de cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, et tendant : le 1er, à ériger en commune distincte la section de Plessis-Saint-Benoît distraite de la commune de Authon-la-Plaine, canton de Dourdan (sud), arrondissement de Rambouillet, département de Seine-et-Oise; le 2e, à autoriser le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires; le 3e, à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique; le 4e, à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 500.000 francs; le 5e, à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 450.000 francs et à s'imposer extraordinairement [21 juillet] (A., t. II, p. 666; an., p. 332; J.O., c.r., p. 965, 969; L., 391, 392, 393, 394, 395). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à emprunter 99.750 francs; le 2e, à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt pour concourir à la création d'un lycée à Gap; le 3e, à autoriser la ville de Niort (Deux-Sèvres) à emprunter une somme de 315.000 francs et à changer l'affectation de ressources extraordinaires [23 juillet] (A.. t. II, p. 694; J.O., c.r., p. 993). — M. Hérisson, Ministre du Commerce, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville d'Alais (Gard) à emprunter une somme de 450.000 francs; le 2e, à autoriser la ville d'Hyères (Var) à emprunter 48.500 francs [25 juillet] (A., t. II, p. 756; J.O., c.r., p. 1047). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la location à la ville de Dieppe, pour une durée de trente années, des terrains de la plage [27 juillet] (A., t. II, p. 807; J.O., c.r., p. 1092). — M. Méline, Ministre de l'Agriculture, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera; le 2e, à autoriser le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'école; le 3e, à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter 339.376 francs; le 4e, à autoriser le département des Bouches-du-Rhône à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de maisons d'écoles et pour diverses dépenses d'intérêt dépar-

temental [30 juillet] (A., t. II, p. 858; J. O., c. r., p. 1138). — Dépôt, par M. Durand, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure), à emprunter une somme de cinq millions [1er août] (A., t. II, p. 921; J.O., c.r., p. 1195). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au budget du Ministère de l'Intérieur, un crédit supplémentaire de 100.000 francs [2 août] (A., t. II, p. 927; an., p. 388; J.O., c.r., p. 1201; I. 475).

WALLON. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la protection de l'enfance [7 juillet] (A., t. II, p. 539; J.O., c.r., p. 849. — Parle pour un rappel au Règlement dans la discussion du projet de loi sur la réforme de l'organisation judiciaire [24 juillet] (A., t. II, p. 721; J.O., c.r., p. 1017) [28 juillet] (A., t. II, p. 830; J.O., c.r., p. 1111).

WURTZ. Inamovible. — Fait une rectification au procès-verbal [1er mai] (A., t. II, p. 49; J.O., c.r., p. 415). — Membre d'une Commission (F. 70; J.O., p. 3694).

YONNE (Département de l'). — Demande à créer des ressources extraordinaires pour l'installation de l'École pratique d'agriculture de la Brosse. V. loi 160.

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1883

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1883

ADAM. Seine-et-Marne. — Dépose quinze pétitions émanant de fonctionnaires civils résidant dans le département de Seine-et-Marne [15 novembre] (J.O., c.r., p. 1315). — Membre d'une Commission (F. 26; J.O., p. 6597).

AIN (département de l'). — Demande à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 55. — Demande l'autorisation de contracter un emprunt de 120.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux. V. loi 71.

AIX-LES-BAINS (ville d'). Savoie. — Prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 63. — Demande l'autorisation de contracter un emprunt à la Caisse des écoles. V. loi 70.

ALGÉRIE. — Mode d'aliénation des terres domaniales de colonisation. V. loi 117.

ALLOU. Inamovible.— Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 6476).

AMBRAIL, *conseiller d'Etat en service extraordinaire*. — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances

dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

AMBLY (d'), *directeur des constructions navales, directeur du matériel.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de la Marine et des Colonies dans la discussion du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

ANCEL. Seine-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

ANCIENS MILITAIRES, pourvus d'emplois rétribués par l'Etat, les départements ou les communes, demandent à bénéficier de la loi du 18 août 1881. V. loi 12.

ANNONAY (ville d'). — Demande à emprunter une somme de 400.000 francs. V. loi 88.

ARBEL. Loire. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

ARMENTIÈRE (ville d'). — Demande à emprunter une somme de 57.000 francs. V. loi 42.

ARNAUDEAU (général). Vienne. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Demande un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

ASSOCIATIONS. — Projet de loi sur les. V. loi 1.

AUDIFFRET-PASQUIER (duc d'). Inamovible. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour, tendant à fixer le jour de la discussion du Budget [24 décembre] (A., p. 339; J.O., c.r., p. 1505).

AUDREN DE KERDREL. Morbihan. — Signale, à propos de l'ordre du jour, une irrégularité qui a eu lieu dans les opérations des bureaux pour la nomination de la Commission des syndicats professionnels [25 octobre] (A., p. 11; J. O., c.r., p. 1220).

BAIHAUT *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics.* — Est entendu dans la discussion générale sur les projets de lois portant

approbation des conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemin de fer [17 novembre] (A., p. 145; J. O., c.r., p. 1334).

BARAGNON. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J. O., p. 6222).

BARBEY. Tarn. — Dépose deux pétitions de 79 fonctionnaires civils, résidant dans le département du Nord [5 novembre] (J.O., c.r., p. 1255). — Dépose deux pétitions de 79 fonctionnaires civils résidant dans le département du Tarn [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Présente un amendement au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer du Midi [20 novembre] (A., p. 183; J.O., c.r., p. 1367). — Présente un amendement, de concert avec MM. Salneuve, Ribière, Barne et Garrisson, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (J. O., c. r., p. 1539). — Membre de Commissions (F. 10, 15, 18; J.O., p. 5942, 6084, 6285).

BARDOUX. Inamovible. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur la propriété artistique [27 octobre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1230). — Dépose des pétitions émanant de MM. Gérôme, Carolus Duran, E. Boulanger, Toulmouche, Paul Baudry, Mazières, Guillemet, Eug. Bellangé, Carrier-Belleuse, Duez, Roll, Guillaumet, Gervex, Benj. Ulmann, Jules Duvaux, Lanson, Tristan Lacroix, Ch. Thomas, Lansyer, El. La Villette, Captier, Guilbert, A. Thabard, Et. Beaumetz, Pierre Vauthier, Dupont et autres artistes français, peintres, sculpteurs et graveurs [6 décembre] (J.O., c.r., p. 1430). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [22 décembre] (A., p. 332; J.O., c.r., p. 1499). — Fait observer au Sénat que, sur la demande de M. le Ministre de l'Instruction publique, la discussion de la question qu'il se proposait d'adresser sur le programme d'études de l'enseignement secondaire sera remise à une date ultérieure [24 décembre] (J. O., c. r., p. 1503). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 373; J.O., c.r., p. 1536). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

BARNE. Bouches-du-Rhône. — Dépose une pétition du président du syndicat des inscrits maritimes de Marseille (Bouches-du-Rhône) [16 novembre] (J.O., c.r., p. 1332). — Rapporteur de la Commission

chargée de l'examen du projet de loi sur l'ajournement des élections municipales (J.O., p. 6458; F. 22). — Dépose son rapport sur le projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales. En donne lecture et demande la discussion immédiate [14 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1461; an., p. 66; I. 111). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de ce projet de loi [17 décembre] (A., p. 293; J.O., c.r., p. 1465). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 350.000 francs applicable au service des manufactures de l'État [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1498; an., p. 164; I. 150). — Présente un amendement, de concert avec MM. Salneuve, Garrisson et Barbey, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (J.O., c.r., p. 1539). — Membre de Commissions (F. 3, 18; J.O., p. 5557, 6285).

BARROT (Ferdinand). Inamovible. — M. le Président annonce son décès [13 novembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1289).

BARTHE (Marcel). Basses-Pyrénées. — Demande un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [8 novembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1269). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bardoux sur la propriété artistique (J.O., p. 5911; F. 9). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers [13 novembre] (A., p. 105; J.O., c.r., p. 1302) [22 novembre] (A., p. 196; J.O., c.r., p. 1377). — Fait une rectification au procès-verbal [29 novembre] (J.O., c.r., p. 1387). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les ventes judiciaires d'immeubles [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1498; an., p. 164; I. 151). — Membre de Commissions (F. 8, 15; J.O., p. 5806, 6084).

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de la Marine et des Colonies, d'un crédit supplémentaire de 9 millions pour le service du Tonkin (J.O., p. 6476; F. 23). — Demande, comme Président de la Commission, le renvoi à cette Commission du projet de loi déposé par M. le Ministre de la Marine et des Colonies, relatif à un second crédit,

pour assurer le service au Tonkin [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1475). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 6476).

BATBIE. Gers. — Demande, comme Président, le renvoi de la discussion sur la recherche de la paternité, par suite de l'absence du Rapporteur [4 décembre] (A., p. 238; J.O., c.r., p. 1417).

BAZILLE (Gaston). Hérault. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions provisoires passées entre le Ministre des Travaux publics et les Compagnies des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, du Nord, du Midi, de l'Est, de Paris-Orléans et de l'Ouest [8 novembre] (A., p. 77; J O., c. r., p. 1272; an., p. 11; I. 13). — Demande la mise en tête de l'ordre du jour de la discussion de cette loi [13 novembre] (A., p. 105; J.O., c.r., p. 1301). — Est entendu dans la discussion générale [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304) [19 novembre] (A., p. 170; J.O., c.r., p. 1356) [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).—Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

BELLOT, *conseiller d'État, en service extraordinaire, directeur des routes et de la navigation.* — Nommé Commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre des Travaux publics, dans la discussion du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

BERAL. Lot. — Dépose une pétition de quatorze fonctionnaires civils dans le département du Lot [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Présente un amendement, de concert avec M. de Verninac, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (A., p, 182; J.O., c.r., p. 1365). — Dépose une pétition de soixante-six fonctionnaires civils du département du Lot [6 décembre] (J.O., c.r., p. 1430). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

BÉRENGER. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 octobre] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 1218). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [8 novembre] (A., p. 83; J.O., c.r., p. 1277). — Retire sa proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant

en matière criminelle, qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique [13 novembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1289). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la recherche de la paternité [6 décembre] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 1419) [8 décembre] (A., p. 254; J.O., c.r., p. 1431). — Parle dans la discussion. Retrait de cette proposition par leurs auteurs [10 décembre] (A., p. 268; J.O., c.r., p. 1443). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés sur les récidivistes (Régime des prisons, etc.) [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1497; an., p. 153; I. 149).

BERLET. Meurthe-et-Moselle. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

BERNARD. Meurthe-et-Moselle. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [23 octobre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1210).

BIARRITZ (ville de). (Basses-Pyrénées). — Perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 95.

BILLOT (général). Inamovible. — Présente un amendement de concert avec M. le baron Lafond de Saint-Mür, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la convention passée entre l'État et la Compagnie d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1366). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 362; J.O., c.r., p. 1526). — Fait une rectification au procès-verbal [29 decembre] (A., p. 405; J.O., c.r., p. 1565). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

BLAISE-SOUS-HAUTEVILLE (ville de). (Marne). — Etablissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 29.

BLANC (Xavier). Hautes-Alpes. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. Présente un amendement de concert avec M. Guiffrey [19 novembre] (A., p. 171; J.O., c.r., p. 1356). — Membre de Commissions (F. 8, 17; J.O., p. 5806, 6222).

BOCHER. Calvados. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour relatif à la fixation du jour pour la discussion du Budget [24 décembre]

(A., p. 338; J.O., c.r., p. 1504). — Fait une déclaration au sujet de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 347; J.O., c.r., p. 1512).

BOSREDON (de). Dordogne. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

BOULANGER, *Directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre.* — Nommé Commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

BOUTIN, *Directeur général des contributions directes.* — Nommé Commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

BROGLIE (duc de). Eure. — Présente un amendement de concert avec M. Pouyer-Quertier, lors de la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest [20 novembre] (J. O., c. r., p. 1371). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois relatifs à l'ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 311; J.O., c.r., p. 1480).

BRUN (Lucien). Inamovible. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour, tendant à fixer le jour la discussion du Budget [24 décembre] (A., p. 342; J.O., c.r., p. 1507).

BUDGET général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884. V. loi 82. — Budget général extraordinaire, sur ressources spéciales, annexes et dispositions diverses. V. loi 98.

BUFFET. Inamovible. — Est entendu dans la discussion générale sur les projets de lois portant approbation des Conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemins de fer [15 novembre] (A., p. 115; J.O., c.r., p. 1310) [19 novembre] (A., p. 168; J.O., c.r., p. 1354). Est entendu dans la discussion du projet de résolution, qu'il a présenté, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 201; J.O., c.r., p. 1383). — Parle sur le règle-

ment de l'ordre du jour [24 décembre] (A., p. 341 ; J.O., c.r., p. 1506). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [28 décembre] (A., p. 396 ; J.O., c.r. p. 1557, 1561). — Membre d'une Commission (F. 3 ; J.O., p. 5557).

BUREAUX.

DU 25 OCTOBRE.

Premier bureau. — MM. Adam (Seine-et-Marne), Allou, Arago (Emmanuel), Barne, Barrot (Ferdinand), Barthélemy-Saint-Hilaire, Boisse, Bondy (comte de), Bonnet, Brunet, Callen, Camparan, Chardon, Clément (Léon), Farre (général), Feray, Garrisson, Gresley (général), Issartier, Labiche (Émile), Lafayette (Edmond de), Lagache (Célestin), Lavrignais (de), Martin (Henri), Mérode (comte de), Michel, Pélissier (général), Péronne, Pouyer-Quertier, Schœlcher, Tréveneuc (comte de), Vivenot, Wurtz.

Deuxième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Audiffret-Pasquier (duc d'), Audren de Kerdrel, Bardoux, Bazille (Gaston), Challemel-Lacour, Deffis (général), Dumesnil, Ferrouillat, Frézoul, Gazagne, George, Grévy (général), Guillemaut (général), Guyot-Lavaline, Hébrard (Adrien), Jacques Hébrard, Jobard, La Caze (Louis), Lalanne (Léon), Le Bastard, Le Lièvre, Michal-Ladichère, Palotte, Parent, Raismes (de), Rivière (duc de), Rubillard, Scheurer-Kestner, Tolain, Vast-Vimeux (baron), Viellard-Migeon, Voisins-Lavernière (de).

Troisième bureau. — MM. Andlau (général comte d'), Barbey, Blanc (Xavier), Boucher-Cadart, Brémond d'Ars (général marquis de), Cazot (Jules), Cornulier (comte de), Cornulier-Luciniere (comte de), Cuvinot, Delbreil, Devaux, Dupuy-de-Lôme, Faidherbe (général), Forcioli, Fournier (Indre-et-Loire), Frébault (général), Gent, Jacques, Labitte, Lenoël (Émile), Maleville (marquis de), Martenot, Merlin, Oudet, Paulmier, Peyrat, Rémusat (Paul de), Renaud (Michel), Robin, Roussel (Théophile), Say (Léon), Thurel.

Quatrième bureau. — MM. Barthe (Marcel), Bocher, Boffinton, Bosredon (de), Carné (marquis de), Chadois (colonel de), Chaumontel, Cordelet, Delsol, Du Chaffaut (comte), Duclerc, Eymard-Duvernay, Foubert, Foucher-de-Careil, Gavardie (de), Huguet (A.), Laurent-Pichat, Lecointe (général), Luro, Lur-Saluces (comte Henri de), Massiet du Biest, Meinadier (colonel), Ninard, Roger-Marvaise, Ronjat, Soubigou, Tailhand, Testelin, Tréville (comte de), Tribert, Victor Hugo, Waddington.

Cinquième bureau. — MM. Ancel, Baragnon, Béraldi, Berthelot, Billot général), Broglie (duc de), Brun (Charles), Calmon, Carayon La Tour (Joseph de), Carquet, Chabron (général de), Chesnelong, Chiris, Clamageran, Cordier, Fourtou (de), Fresneau, Grévy (Albert), Guyot, Jouin,

Lacave-Laplagne, Lambert de Sainte-Croix, Le Monnier, Lorgeril (vicomte de), Martel, Masson de Morfontaine, Mathey (Alfred), Pons, Roy de Loulay, Saint-Pierre (vicomte de), Simon (Jules), Théry.

Sixième bureau. — MM. Arnaudeau (général), Béral, Bérenger, Buffet, Chabaud La Tour (général baron de), Chalamet, Champagny (vicomte Henri de), Charton (Édouard), Cherpin, Combescure, Corbon, Corne, Dauphin, Dauphinot, Dietz-Monnin, Duboys-Fresney (général), Dupouy, Goutay, Grandperret, Krantz, Lamorte, La Sicotière (de), Lasteyrie (Jules de), Le Guay (baron), Lizot, Massé, Munier, Noblot, Pelletan, Poriquet, Rampont, Rozière (de).

Septième bureau. — MM. Batbie, Brugerolle, Carnot, Chantemerle (de), Delacroix, Demôle, Denis (Gustave), Denormandie, Dieudé-Defly, Donnot, Douhet (comte de), Espivent de la Villesboisnet (général comte), Fourichon (amiral), Gayot (Emile), Humbert, Jaurès (amiral), Kiener, Labiche (Manche), Lacomme, Ladmirault (général de), Lafond de Saint-Mûr (baron), Lareinty (baron de), Le Guen, Malens, Mayran, Michaux, Millaud (Edouard), Scherer, Tirard, Veauce (baron de), Verninac (de), Wallon.

Huitième bureau. — MM. Arbel, Berlet, Bozérian, Chavassieu, Demiautte, Deschanel, Didier (Henri), Dufay, Dufresne, Dumon, Escarguel, Faye, Fayolle, Fournier Henry (Cher), Freycinet (de), Gailly, Gaudineau, Gilbert-Boucher, Gouin, Griffe, Haussonville (comte d'), Jauréguiberry (amiral), Leblond, Lemoinne (John), Le Royer, Mazeau, Milhet-Fontarabie, Monneraye (comte de La), Pajot, Parieu (de), Reignié (de), Teisserenc de Bort.

Neuvième bureau. — MM. Brun (Lucien), Canrobert (maréchal), Claude (Vosges), Dupré, Fournier (Casimir), Galloni d'Istria, Gaulthier de Rumilly, Goguet, Guiffrey (Georges), Guinot, Halna du Freta. (amiral), Honnoré, Kolb-Bernard, Labordère, La Jaille (général comte de), Magniez, Magnin, Montaignac (amiral marquis de), Naquet (Alfred), Piétri, Ravignan (baron de), Ribière, Rigal, Robert (général), Robert de Massy, Saint-Vallier (comte de), Saisy (Hervé de), Salneuve, Tenaille-Saligny, Vallée (Oscar de), Vigarosy, Vissaguet (F. 2; J.O., p. 1212).

Organisation des bureaux du 25 octobre. — 1er bureau : *Président*, M. le général Gresley; *Secrétaire*, M. Péronne. — 2e bureau : *Président*, M. le général Grévy; *Secrétaire*, M. Bardoux. — 3e bureau : *Président*, M. le général Frébault; *Secrétaire*, M. Paul de Rémusat. — 4e bureau : *Président*, M. Ninard; *Secrétaire*, M. Huguet (A.). — 5e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine; *Secrétaire*, M. Chiris. — 6e bureau : *Président*, M. Édouard Charton; *Secrétaire*, M. Chalamet. — 7e bureau : *Président*, M. Scherer; *Secrétaire*, M. Brugerolle. — 8e bureau : *Président*,

M. Mazeau; *Secrétaire*, M. Demiautte. — 9e bureau : *Président*, M. Dupré; *Secrétaire*, M. Goguet (F. 3; J.O., p. 5557).

DU 29 NOVEMBRE.

Premier bureau. — MM. Andlau (général comte d'), Béraldi, Berlet, Bozérian, Brun (Charles), Brunet, Callen, Carquet, Charton (Edouard), Corbon, Cordier, Devaux, Du Chaffaut (comte), Duclerc, Gayot (Emile) (Aube), Guyot, Guyot-Lavaline, Jacques, Lacave-Laplagne, Ladmirault (général de), Le Monnier, Luro, Lur-Saluces (comte Henri de), Michaux, Millaud (Edouard), Oudet, Ravignan (baron de), Reignié (de), Ribière, Rozière (de), Rubillard, Tréville (comte), Vigarosy.

Deuxième bureau. — MM. Allou, Barthe (Marcel), Canrobert (maréchal), Chesnelong, Cuvinot, Didier (Henri), Dietz-Monnin, Dupuy-de-Lôme, Fayolle, Fourtou (de), Gilbert-Boucher, Guiffrey (Georges), Haussonville (comte d'), Humbert, Issartier, Kolb-Bernard, Le Lièvre, Martenot, Masson de Morfontaine, Meinadier (colonel), Monneraye (comte de la), Pajot, Parent, Poriquet, Rémusat (Paul de), Rivière (duc de), Roger-Marvaise, Roy de Loulay, Say (Léon), Vallée (Oscar de), Viellard-Migeon, Voisins-Lavernière (de), Wurtz.

Troisième bureau. — MM. Bardoux, Broglie (duc de), Challemel-Lacour, Cherpin, Clamageran, Dauphin, Delbreil, Denormandie, Duboys-Fresney (général), Eymard-Duvernay, Fourichon (amiral), Fournier (Casimir), Fournier (Henry) (Cher), Frézoul, Gavardie (de), Gazagne, Gent, Grévy (général), Halna du Fretay (amiral), Hébrard (Adrien), Huguet (A.), Kiener, Labitte, Lareinty (baron de), Lenoël (Emile), Massé, Mathey (Alfred), Mérode (comte de), Naquet (Alfred), Robert de Massy, Scheurer-Kestner, Tolain.

Quatrième bureau. — MM. Arbel, Arnaudeau (général), Baragnon, Carnot, Chaumontel, Denis (Gustave), Dupouy, Frébault (général), Janréguiberry (amiral), Labordère, Lalanne (Léon), Lambert de Sainte-Croix, Lavrignais (de), Lecointe (général), Le Guay (baron), Lorgeril (vicomte de), Magnin, Martin (Henri), Merlin, Michel, Montaignac (amiral marquis de), Pélissier (général), Robert (général), Ronjat, Roussel (Théophile), Saint-Pierre (vicomte de), Schœlcher, Simon (Jules), Trévenenc (comte de), Victor Hugo, Waddington, Wallon.

Cinquième bureau. — MM. Barne, Blanc (Xavier), Buffet, Calmon, Claude (Vosges), Combescure, Cordelet, Deffis (général), Delsol, Gaudineau, Gouin, Griffe, Lafayette (Edmond de), Lagache (Célestin), La Jaille (général comte de), Lamorte, Lizot, Magniez, Marquis, Martel, Milhet-Fontarabie, Munier, Ninard, Parieu (de), Paulmier, Pons, Rigal, Saint-Vallier (comte de), Salneuve, Teisserenc de Bort, Verninac (de), Vivenot.

Sixième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'), Barbey, Boffinton, Boisse, Carayon La Tour (Joseph de), Carné (marquis de), Dieudé-Defly, Dupré, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Ferrouillat, Foubert, Fresneau, Goguet, Grandperret, Honnoré, Jobard, Lafond de Saint-Mür (baron), Le Bastard, Le Blond, Malens, Mayran, Noblot, Pelletan, Piétri, Pressensé (de), Raismes (de), Saisy (Hervé de), Scherer, Tailhand, Tenaille-Saligny, Testelin, Tribert.

Septième bureau. — MM. Adam (Seine-et-Marne), Ancel, Audren de Kerdrel, Bérenger, Bonnet, Brémond d'Ars (général marquis de), Brugerolle, Gamparan, Chalamet, Chantemerle (de), Chavassieu, Corne, Demiautte, Farre (général), Freycinet (de), Galloni d'Istria, Jacques Hébrard, Jaurès (amiral), Krantz, La Caze (Louis), Lacomme, La Sicotière (de), Laurent-Pichat, Le Guen, Maleville (marquis de), Michal-Ladichère, Palotte, Robin, Théry, Tirard, Veauce (baron de), Vissaguet.

Huitième bureau.— MM. Arago (Emmanuel), Barthélemy-Saint-Hilaire, Béral, Berthelot, Billot (général), Bondy (comte de), Bosredon (de), Brun (Lucien), Cazot (Jules), Chabron (général de), Cornulier (comte de), Deschanel, Dufresne, Dumesnil, Faye, Feray, Forcioli, Foucher de Careil, Gailly, Garrisson, Gaulthier de Rumilly, George, Guillemaut (général), Guinot, Jouin, Labiche (Emile), Labiche (Manche), Péronne, Peyrat, Rampont, Soubigou, Thurel.

Neuvième bureau.— MM. Andigné (général marquis d'), Batbie, Bazille (Gaston), Bocher, Boucher-Cadart, Chabaud La Tour (général baron de), Chardon, Chadois (colonel de), Champagny (vicomte Henri de), Chiris, Clément (Léon), Cornulier-Lucinière (comte de), Dauphinot, Delacroix, Demôle, Donnot, Douhet (comte de), Dufay, Dumon, Escarguel, Faidherbe (général), Fournier (Indre-et-Loire), Goutay, Gresley (général), Grévy (Albert), Lemoinne (John), Le Royer, Massiet du Biest, Mazeau, Pouyer-Quertier, Renaud (Michel), Vast-Vimeux (baron) (J.O., p. 1401).

Organisation des bureaux du 30 novembre. — 1er bureau : *Président*, M. Edouard Charton; *Secrétaire*, M. Berlet. — 2e bureau : *Président*, M. Wurtz; *Secrétaire*, M. Cuvinot. — 3e bureau : *Président*, M. Gazagne; *Secrétaire*, M. Frézoul. — 4e bureau : *Président*, M. Carnot; *Secrétaire*, M. Gustave Denis. — 5e bureau : *Président*, M. Combescure; *Secrétaire*, M. Vivenot. — 6e bureau : *Président*, M. Testelin; *Secrétaire*, M. le baron Lafond de Saint-Mür. — 7e bureau : *Président*, M. Adam; *Secrétaire*, M. Vissaguet. — 8e bureau : *Président*, M. Barthélemy-Saint-Hilaire; *Secrétaire*, M. Forcioli. — 9e bureau : *Président*, M. Michel Renaud; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart (J.O., p. 6222; F. 17). — Le 1er bureau (formation du 25 octobre 1883) a nommé membre de la Commission

chargée de l'examen du projet de loi sur les associations, M. Adam, en remplacement de M. Henri Martin, décédé (J.O, p. 6597; F. 26).

CAISSE DES ECOLES. — La ville d'Aix-les-Bains demande à emprunter 50.000 francs. V. loi 70.

CALLEN. Gironde. — Dépose une pétition de vingt-cinq fonctionnaires civils résidant à Bazas (Gironde) [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1276). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

CALMON. Inamovible. — Dépose le rapport sur le projet de loi tendant à faire célébrer, aux frais de l'État, les funérailles d'Henri Martin. En donne lecture [17 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1469; an., p. 92; I. 122). — Fait, comme président, au nom de la Commission des finances, une communication sur l'époque tardive du dépôt, sur le bureau du Sénat, du projet de loi sur le Budget de 1884, voté par la Chambre [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1499). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

CAMPARAN. Haute-Garonne. — Son rapport sur l'élection sénatoriale de M. Marquis, dans le département de Meurthe-et-Moselle [29 novembre] (A., p. 205; J.O., c.r., p. 1387). — Membre de Commissions (F. 3, 18: J.O., p. 5557, 6285).

CAMPENON, *Ministre de la Guerre.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à faire admettre au bénéfice de l'article 1er de la loi du 19 août 1881, les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes [27 octobre] (A., p. 18; J.O., c.r., p. 1225). — Élu sénateur inamovible [8 décembre] (A., p. 254; J.O., c.r., p. 1431). — Est proclamé, par M. le Président, sénateur inamovible [13 décembre] (A., p. 279; J.O., c.r., p. 1453). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant ouverture, au Ministre de la Marine et des Colonies, de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 316; J.O., c.r., p. 1485). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 362; J.O., c.r., p. 1526). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [28 décembre] (A., p. 395; J.O., c.r., p. 1556).

CANAUX de navigation du Nord sur Paris. V. loi 9.

CANNES (ville de). Alpes-Maritimes. — Demande à établir une surtaxe sur l'alcool et à élever la surtaxe perçue sur le vin. V. loi 46.

CANROBERT (maréchal). Charente. — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 325; J.O., c.r., p. 1492).

CARNOT. Inamovible.—Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

CASTELLANE (ville de). Basses-Alpes. — Prorogation de l'augmentation de la surtaxe perçue sur le vin à son octroi. V. loi 93.

CAZOT (Jules). Inamovible. — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, tendant à la recherche de la paternité [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r. p. 1330; an., p. 20; I. 32). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de cette proposition [6 décembre] (A., p. 246; J.O., c.r., p. 1424) [8 décembre] (A., p. 260; J.O., c.r., p. 1436) [10 décembre] (A., p. 268). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

CENDRE, *Conseiller d'État en service extraordinaire*. — Nommé par décret du Président de la Répablique, Commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre des Travaux publics dans la discussion des projets de lois portant approbation des Conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemins de fer [15 novembre] (J.O., c.r., p. 1304). — Nommé Commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre des Travaux publics dans la discussion du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

CHALAMET. Ardèche.— Dépose une pétition émanant de trente-quatre fonctionnaires civils résidant à Privas (Ardèche) [27 octobre] (J.O., c.r., p. 1230). — Dépose une pétition de M. Alphonse Dautheville, demeurant à Saint-Pierreville (Ardèche) [22 novembre] (J.O.,c.r., p. 1384). — Membre d'une Commission (F. 17, J.O., p. 6222).

CHALLEMEL-LACOUR, *Ministre des Affaires étrangères*. Bouches-du-Rhône. — Demande un congé [22 novembre] (A., p. 193; J.O., c.r., p. 1384).

CHAMBÉRY (Savoie). — Prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à son octroi. V. loi 62.

CHANTEMERLE (de). Allier. — Président de la 8e Commission des pétitions (J.O., p. 5911; F. 9). — Membre d'une Commision (F. 3; J.O., p. 5557).

CHARDON. Haute-Savoie. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. Présente un amendement [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358). — Secrétaire de la 9e Commission d'intérêt local (J.O., p. 6285; F. 18). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1er, ayant pour objet la prorogation de surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie); le 2e, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Chambéry (Savoie); le 3e, tendant à autoriser la ville d'Aix-les-Bains (Savoie) à emprunter 50.000 francs à la Caisse des écoles; le 4e, tendant à autoriser la ville de Lunéville (Meurthe-et-Moselle): 1° à emprunter une somme de 500.000 francs; 2° à s'imposer extraordinairement [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463; an., p. 73: I. 114, 115, 116, 117). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er, à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le 2e, à autoriser la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à changer l'affectation de fonds d'emprunt. Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi, ayant pour objet d'autoriser la ville d'Aix-les-Bains, à proroger les surtaxes sur le vin et sur l'alcool et à emprunter une somme de 50.000 francs [20 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1477; an., p. 95; I. 137, 139). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Laon (Aisne) à emprunter 1.018.000 francs et à s'imposer extraordinairement [20 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1477; an., p. 172; I. 155). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Saint-Quentin (Aisne); le 2e, d'autoriser le département de la Savoie à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la prorogation et l'augmentation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Castellane (Basses-Alpes); le 2e, la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Ville-

franche (Alpes-Maritimes); le 3e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Condé (Nord); le 4e d'autoriser la ville de Sedan (Ardennes), à emprunter une somme de 300.000 francs [27 décembre] (A., p. 368, 380; J.O., c.r., p. 1531, 1542; an., p. 176, 188, I. 178, 179, 184, 185, 186, 187). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental [29 décembre] (A., p. 416; J.O., c.r., p. 1574). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

CHARENTE-INFÉRIEURE (département de la). — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux. V. loi 54.

CHASSE. — Projet de loi la concernant. V. loi 11.

CHATELLERAULT (ville de). — Demande à emprunter 17.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 45.

CHAUMONTEL. Haute-Savoie. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen des projets de loi portant approbation des conventions provisoires passées avec les six grandes Compagnies de chemins de fer (J.O., p. 5592; F. 4). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la modification de l'article du Code forestier concernant le partage des bois d'affouage [27 octobre] (A., p. 22; J.O., c.r., p. 1228). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure), à contracter un emprunt de 5 millions [30 octobre] (A., p. 40; J.O., c.r., p. 1242; an., p. 10; I. 9). — Dépose une pétition de trente-neuf fonctionnaires civils résidant dans le département de la Haute-Savoie [5 novembre] (J.O., c.r., p. 1255). — Parle dans la discussion du projet de loi ci-dessus [6 novembre] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 1257). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. Présente un amendement [19 novembre] (A., p. 170; J.O., c.r., p. 1356). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

CHAVASSIEU. Loire. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

CHEMINS DE FER. — Concession définitive à la Compagnie du chemin de fer du Midi de la ligne de Casteljaloux à Roquefort. V. loi 110.

CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION. — Le département de la Corse demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales.

CHEMINS VICINAUX. — LANDES (département des). Demande à s'imposer pour travaux de routes départementales et chemins vicinaux. — CHARENTE-INFÉRIEURE (département de la). Demande à s'imposer pour travaux. — LOIR-ET-CHER (département de). Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux. — ISÈRE (département de l'). Demande à contracter un emprunt pour travaux de chemins vicinaux.

CHERPIN. Loire. — Dépose deux pétitions de cent quarante-huit fonctionnaires civils résidant dans le département de la Loire [22 novembre] (J.O., c.r., p. 1384).

CHESNELONG. Inamovible.—Membre d'une Commission (F. 15; J.O., p. 6084).

CHIRIS. Alpes-Maritimes. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Labitte sur la chasse (J.O., p. 5957; F. 11). — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

CIVRAY (ville de) (Vienne). — Établissement d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 30.

CLAMAGERAN. Inamovible. — Est entendu dans la discussion générale sur les projets de loi portant approbation des conventions provisoires passées entre l'État et les compagnies de chemin de fer [16 novembre] (A., p. 137; J.O., c.r., p. 1327). — Fait une rectification au procès-verbal [28 décembre] (A., p. 391; J.O., c.r., p. 1553). — Membre de Commissions (F. 8, 23; J.O., p. 5906, 6476).

CLAUDE. Vosges. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [5 novembre] (A., p. 55; J.O., c.r., p. 1255). — Propose de fixer au samedi 17 du mois courant l'élection d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. Victor Lefranc, décédé [8 novembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1269). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

CLOTURE de la session extraordinaire de 1883 de la Chambre des Députés et du Sénat [29 décembre] (A., p. 416; J.O., c.r., p. 1575; an., p. 195; I. 202).

COCHERY, *Ministre des Postes et des Télégraphes.* — Dépôt par M. Faure, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies, des Postes et des Télégraphes et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification d'une convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haï-Phong [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1471). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, trois projets de lois : le 1er, portant ouverture d'un crédit; les deux autres ayant pour objet des prorogations de surtaxes sur les vins et sur les alcools [20 décembre].

CODE FORESTIER. — Modification de l'article 105, relatif au partage des bois d'affouage. V. loi 13.

COMMISSAIRES.

Décret de M. le Président de la République nommant M. Cendre, conseiller d'Etat en service extraordinaire, commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre des Travaux publics dans la discussion des projets de lois portant approbation des conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemins de fer [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; an., p. 19; I. 19).

Décret de M. le Président de la République nommant M. Tisserand, conseiller d'État, commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Crédit agricole mobilier [29 novembre] (A., p. 205; J.O., c.r., p. 1387; an., p. 36; I. 48).

Décrets de M. le Président de la République nommant commissaires du Gouvernement pour assister MM. les Ministres dans la discussion du Budget de l'exercice 1884 :

Ministère des Finances : MM. Couder, directeur général de la comptabilité publique au Ministère des Finances; Pallain, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur du contentieux, de l'inspection générale de la statistique et de l'ordonnancement; Gay, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur du mouvement général des fonds; Grimprel, directeur de la dette inscrite; Boutin, directeur général des contributions directes; Lecler, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de

l'enregistrement, des domaines et du timbre ; Ambaud, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des douanes ; Revaud, directeur général des contributions indirectes ; Regnault, directeur général des manufactures de l'État ; Ruau, directeur général des monnaies et médailles ; Dufrayer, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; Boulanger, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Ministère de la Marine et des Colonies : MM. Fournier, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur de la comptabilité générale au Ministère de la Marine et des Colonies ; d'Ambly, directeur des constructions navales, directeur du matériel.

Ministère des Travaux publics : MM. Bellot, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur des routes et de la navigation ; Cendre, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur de la construction des chemins de fer ; Gouzay, directeur du personnel et du secrétariat.

Ministère de la Guerre : MM. l'intendant général Gafflaut, directeur des services administratifs ; de Panafieu, conseiller d'État, directeur de la comptabilité et du contentieux au Ministère de la Guerre.

Ministère de l'Intérieur : MM. Tirman, gouverneur général de l'Algérie, pour assister M. le Ministre de l'Intérieur, dans la discussion du budget de l'Algérie ; Rousseau, directeur du secrétariat et de la comptabilité du Ministère de l'Intérieur ; Herbette, directeur de l'administration pénitentiaire.

Ministère de la Guerre : MM. le général Ladvocat, directeur de l'artillerie ; le général Gallimard, directeur du Génie [26 décembre] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 1511 ; an., p. 175 ; I. 169, 170, 171, 172, 173,174, 176, 177).

COMMISSIONS.

Commission chargée de l'examen des projets de loi portant approbation des conventions provisoires passées avec les six grandes Compagnies de chemins de fer. — MM. Feray, Bazille (Gaston), Lenoël (Emile), Chaumontel, Cordier, Dauphinot, Michaux, Gilbert-Boucher, Claude. — *Président*, M. Feray. *Secrétaire*, M. Chaumontel.

Commission des congés.

Huitième Commission (formation du 25 octobre). — 1er bureau, M. Pouyer-Quertier. — 2e bureau, M. Frézoul. — 3e bureau, M. Cazot (Jules). — 4e bureau, M. Soubigou. — 5e bureau, M. Ancel. — 6e bureau, M. le général Duboys-Fresney. — 7e bureau, M. Carnot (père). —

8e bureau, M. Arbel. — 9e bureau, M. Casimir-Fournier (F. 3; J.O., p. 5557).

Neuvième Commission (formation du 30 novembre). — 1er bureau, M. le comte de Tréville. — 2e bureau, M. Dietz-Monnin. — 3e bureau, M. Labitte. — 4e bureau, M. Lambert de Sainte-Croix. — 5e bureau, M. Xavier Blanc. — 6e bureau, M. Ferrouillat. — 7e bureau, M. Galloni d'Istria. — 8e bureau, M. Soubigou. — 9e bureau, M. le comte de Douhet. (F. 17; J.O., p. 6222).

COMMISSIONS D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

Huitième Commission (formation du 25 octobre). — 1er bureau, MM. le général Farre, Camparan. — 2e bureau, MM. Lalanne (Léon), Tolain. — 3e bureau, MM. Devaux, Jacques. — 4e bureau, MM. Cordelet, Tribert. — 5e bureau, MM. Guyot, Pons. — 6e bureau, MM. Munier, Noblot. — 7e bureau, MM. Donnot, Kiener. — 8e bureau, MM. Berlet, Gailly. — 9e bureau, MM. Dupré, Vigarosy (F. 3; J.O., p. 5557).— *Président*, M. Lalanne. *Secrétaire*, M. Guyot (F. 4; J.O., p. 5592).

Neuvième Commission (formation du 30 novembre). — 1er bureau, MM. Le Monnier, Rubillard. — 2e bureau, MM. Humbert, Guiffrey. — 3e bureau, MM. Mathey, Huguet (A.). — 4e bureau, MM. Arbel, Schœlcher. — 5e bureau, MM. Cordelet, Marquis. — 6e bureau, MM. Ferrouillat, de Pressensé. — 7e bureau, MM. Michal-Ladichère, Chalamet. — 8e bureau, MM. Thurel, Béral. — 9e bureau, MM. Massiet du Biest, Demôle (F. 17; J.O., p. 6222). — *Président*, M. Schœlcher. *Secrétaire*, M. Marquis (F. 18; J.O., p. 6285).

COMMISSIONS D'INTÉRÊT LOCAL.

Huitième Commission (formation du 25 octobre). — 1er bureau, M. Garrisson. — 2e bureau, M. Rubillard. — 3e bureau, M. Paulmier. — 4e bureau, M. Luro. — 5e bureau, M. Lambert de Sainte-Croix. — 6e bureau, M. Massé. — 7e bureau, M. Delacroix. — 8e bureau, M. John Lemoinne. — 9e bureau, M. Oscar de Vallée (J.O., p. 5557; F. 3). — *Président*, M. John Lemoinne; *Secrétaire*, M. Rubillard (J.O., p. 5717; F. 6).

Neuvième Commission (formation du 30 novembre). — 1er bureau, M. Callen. — 2e bureau, M. Pajot. — 3e bureau, M. Massé. — 4e bureau, M. Henri Martin. — 5e bureau, M. Munier. — 6e bureau, M. Le Blond. — 7e bureau, M. Théry. — 8e bureau, M. Garrisson. — 9e bureau, M. Chardon (J.O., p. 6222; F. 17). — *Président*, M. Le Blond; *Secrétaire*, M. Chardon (J.O., p. 6285; F. 18).

COMMISSION DES PÉTITIONS.

Huitième Commission (formation du 25 octobre). — 1er bureau, M. Callen. — 2e bureau, M. Louis La Caze. — 3e bureau, M. le marquis de

Maleville. — 4e bureau, M. de Bosredon. — 5e bureau, M. Lacave-Laplagne, — 6e bureau, M. Buffet. — 7e bureau, M. de Chantemerle. — 8e bureau, M. Chavassieu. — 9e bureau, M. Galloni d'Istria (J.O., p. 5557; F. 3). — *Président*, M. de Chantemerle; *Secrétaire*, M. Lacave-Laplagne (J.O., p. 5911; F. 9).

Neuvième Commission (formation du 30 novembre). — 1er bureau, M. Edouard Millaud. — 2e bureau, M. le comte de La Monneraye. — 3e bureau, M. Casimir Fournier. — 4e bureau, M. Baragnon. — 5e bureau, M. Calmon. — 6e bureau, M. Piétri. — 7e bureau, M. de La Sicotière. — 8e bureau, M. le général Billot. — 9e bureau, M. Mazeau (J.O., p. 6222; F. 17). — *Président*, M. de La Sicotière; *Secrétaire*, M. Mazeau (J.O., p. 6315; F. 19).

COMMUNICATIONS. — Faite par M. Calmon, président, au nom de la Commission des finances, sur l'époque tardive du dépôt, sur le bureau du Sénat, du projet de loi sur le Budget de 1884, voté par la Chambre [22 décembre] (J. O., c. r., p. 1499). — De M. le Président de divers décrets, concernant des commissaires du Gouvernement pour assister MM. les Ministres dans la discussion du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J. O., c. r., p. 1511). — Du Gouvernement relative à la clôture de la session extraordinaire de 1883, par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères [29 décembre] (J.O., c.r., p. 1575).

CONDÉ (Nord). — Prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à son octroi. V. loi 92.

CONGÉS. — MM. Lacomme, — général Arnaudeau, — Ferrouillat, — Général de La Jaille, — général Arnaudeau, — Marcel Barthe, — Ferrouillat, — Lacomme, — Théophile Roussel, — amiral Jaurès, — Challemel-Lacour, — Dufresne, — Guinot, — Waddington.

CONVENTIONS. — Passée avec la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. V. loi 3. — Passée avec la Compagnie de l'Est. V. loi 4. — Passée avec la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée. V. loi 21. — Passée avec la Compagnie de Paris à Orléans. V. loi 22. — Passée avec la Compagnie du chemin de fer du Nord. V. loi 23. — Passée avec la Compagnie du chemin de fer du Midi. V. loi 24. — Passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de la Corse. V. loi 18. — Approbation d'une convention passée entre le

Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux pour les chemins de fer de la Corse. V. loi 18. — Ratification d'une Convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques et Haï-Phong. V. loi 86.

CORBON. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels (J.O., p. 5637; F. 5). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation des lois conférant aux fabriques des églises et aux consistoires le monopole des inhumations (J.O., p. 6196; F. 16). — Membre de Commissions (F. 4, 15; J.O., p. 5592, 6084).

CORDELET. Sarthe.— Dépose vingt-sept pétitions de deux cent quatorze fonctionnaires civils résidant dans le département de la Sarthe [13 novembre] (J. O., c. r., p. 1302). — Dépose, avec MM. les sénateurs Le Monnier et Rubillard, un pétition de vingt-quatre employés de la préfecture de la Sarthe [13 décembre] (J.O., c.r., p. 1458). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

CORDIER. Inamovible. — Présente deux amendements, de concert avec MM. Merlin, Ribière, Casimir Fournier et Ed. Millaud, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (J.O., c.r., p. 1537). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O, p. 5557).

CORSE (département de la). — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales. V. loi 53.

COUDER, *directeur général de la comptabilité publique au Ministère des Finances*. — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

CRÉDIT agricole et banques d'agriculture. V. loi 27.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.

Ministère de l'Intérieur.— Crédit supplémentaire de 100.000 francs pour augmenter le traitement de fonctionnaires administratifs des départements. V. loi 5.

Ministère de la Marine et Colonies. — Ouverture d'un crédit de 9 millions pour le service du Tonkin. V. loi 80. — Ouverture d'un crédit de 20 millions pour le service du Tonkin, sur l'exercice 1884. V. loi 90.

Ministère des Finances. — Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1883, de 350.000 francs applicable au service des manufactures de l'État. V. loi 94. — Ouverture d'un crédit provisoire s'élevant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884. V. loi 116.

CROIX ET MÉDAILLES. — Concessions faites aux militaires ayant pris part aux opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar. V. loi 25. — Proposition ayant pour objet d'étendre aux civils, aux anciens militaires et marins, le bénéfice de la loi du 10 juin 1879, relative à la proportion de ces récompenses qui peuvent être accordées. V. loi 26.

CROZON (ville de). (Finistère). — Prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi V. loi 102.

CUVINOT. Oise. — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 octobre] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 1217). — Demande, comme rapporteur, la rectification du texte d'un article du projet de loi sur le régime des eaux [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1269). — Dépose une pétition de quinze fonctionnaires civils résidant dans le département de l'Oise [15 novembre] (J.O., c.r., p. 1315). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession définitive à la compagnie des chemins de fer du Midi de la ligne de Casteljaloux à Roquefort [27 décembre] (A., p. 380; J.O., c.r., p. 1542; an., p. 188, I. 183).

DAUPHIN. Somme. — Rapporteur général du Budget (F. 13). — Dépose le rapport sur le titre Ier du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes snr l'exercice 1884. Parle sur le Règlement de l'ordre du jour [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1499; an., p. 111; I. 148). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 347; J.O., c.r., p. 1513). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884 (Budget sur ressources spéciales; budgets annexes e

dispositions diverses). Parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [28 décembre] (A., p. 371; J.O., c.r., p. 1538; an., p. 177; I. 182). — Demande l'urgence, comme rapporteur, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire. Prend part à la discussion [28 décembre] (A., p. 396; J.O., c.r., p. 1557). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs, au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 413; J.O., c.r., p. 1572; an., p. 194; I. 198).

DAUPHINOT. Marne. — Présente un amendement au cours de la discussion de la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers [13 novembre] (A., p. 106; J.O., c.r., p. 1302) [22 novembre] (A., p. 197; J.O., c.r., p. 1378). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., 5557).

DÉCÈS. — MM. Dutilleul, Bernard, Duval, Joubert, Victor Lefranc, Ferdinand Barrot, Jules de Lasteyrie.

DELACROIX. Eure-et-Loir. — Dépose une pétition, de concert avec M. Emile Labiche, émanant de trente-sept fonctionnaires civils d'Eure-et-Loir [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs [17 novembre] (A., p. 143; an., p. 26; J. O., c. r., p. 1333; I. 34). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Pont-de-Vaux (Ain); le 2e, un échange de terrains entre l'Etat et la ville de Sedan (Ardennes); le 3e, une transaction contenant cantonnement de droits d'usage et échange de terrains entre l'Etat et la commune de Taillette (Ardennes); le 4e, la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Grandcamp (Calvados) [4 décembre] (A., p. 237; an., p. 39; J.O., c.r., p. 1417; I. 68, 69, 70, 71). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi d'Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées); le 2e, la perception des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Rouen (Seine-Inférieure) [10 décembre] (A., p. 263; an., p. 60; J.O., c.r., p. 1439; I. 95, 96). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

DELSOL. Aveyron. — Présente un amendement, de concert avec

M. Mayran, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer du Midi [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1367). — Dépose, avec M. Mayran, deux cent trente-sept pétitions d'un grand nombre d'habitants du département de l'Aveyron [13 octobre] (J.O., c.r., p. 1458).

DEMIAUTTE. Pas-de-Calais. — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

DEMOLE. Saône-et-Loire. — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Bérenger, ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique [30 octobre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1231; an., p. 9; I. 8). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur les associations (F. 16; J.O., p. 6196). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation municipale (F. 28; J.O., p. 6676). — Membre de Commissions (F. 10, 15, 17, 18; J.O., p. 5942, 6084, 6222, 6285).

DENIS (Gustave). Mayenne. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. Présente un amendement [8 novembre] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 1273).— Présente un amendement [13 novembre] (A., p. 106; J.O., c.r., p. 1302). — Dépose un rapport sur le projet de résolution relatif à l'ouverture d'un crédit en addition au budget du Sénat (exercice 1883) pour travaux de grosses réparations [18 octobre] (A., p. 303; J.O., c.r., p. 1472; an., p. 94; I. 131). — Dépose le rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur le règlement du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1882 [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1499; an., p. 171; I. 153). — Dépose le rapport: 1° sur la fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1884; 2° sur l'évaluation des recettes de la Caisse des retraites des employés du Sénat. En donne lecture [29 décembre] (A., p. 407; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 196).

DENORMANDIE. Inamovible. — Adresse à M. le Garde des Sceaux une question relative à l'application de la loi sur la magistrature [13 novembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1289). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 1515).

DESCHANEL. Inamovible. — Dépose une pétition de vingt-quatre institutrices et de onze instituteurs du département de la Charente-Inférieure [4 décembre] (J.O., c.r. p. 1418).

DEVAUX. Pas-de-Calais. — Membre d'une Commission (F. 3, J.O. p. 5557).

DIDIER (Henry). Inamovible. — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution présenté par M. de Gavardie, tendant à modifier l'article 95 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., cr., p. 1304; an., p. 18; I. 17). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par M. de Gavardie et tendant à modifier l'article 95 du Règlement du Sénat (F. 18; J.O., p. 6285). — Dépose le rapport sommaire sur ce projet de résolution [13 décembre] (A., p. 279; J.O., c.r., p. 1453). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1472). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

DIETZ-MONNIN. Inamovible.— Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [30 octobre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1231) [5 novembre] (A., p. 48; J.O., c.r., p. 1249) [6 novembre] (A., p. 63; J.O., c.r., p. 1267) [13 novembre] (A., p. 97; J.O., c.r. p. 1294). — Membre d'une Commission (F. 17 ; J.O., p. 6222).

DIRINON (commune de). (Finistère). — Prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 115.

DONNOT. Haute-Marne. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557)

DOUHET (comte de). Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

DUBOYS-FRESNEY (général). Mayenne. — Membre de Commissions (F. 3, 10; J.O., p. 5557, 5942).

DUFRAYER, *conseiller d'État en service extraordinaire.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Fi-

nances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

DUFRESNE. Manche. — Dépose une pétition des pensionnés de la marine résidant dans la circonscription du port de Cherbourg [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Demande un congé [29 novembre] (A., p. 205; J.O., c.r., p. 1400).

DUMESNIL. Loiret. — Membre de Commissions (F. 9, 17; J.O., p. 5911, 6222).

DUPRÉ. Hautes-Pyrénées. — Présente un amendement de concert avec MM. Naquet et Le Monnier au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (J.O., c.r., p. 1360). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

DUPUY-DE-LOME. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

DUTILLEUL. Nord. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [23 décembre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1209).

DUVAL. Côtes-du-Nord. — M. le Président annonce son décès [23 octobre] (A., t. , p. 1; J.O., c.r., p. 1210).

ÉLECTIONS MUNICIPALES. — Projet de loi tendant à leur ajournement. V. loi 81.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES. — MM. Forcioli (Constantine). — Pressensé (inamovible). — Marquis. — Général Campenon (inamovible). — Macé, (inamovible).

EMPRUNTS. — MARSEILLE (Bouches-du-Rhône). — HAVRE (Seine-Inférieure). — LEVALLOIS-PERRET (Seine). — VOSGES. — ARMENTIÈRES (Nord). HAVRE (Seine-Inférieure). — MENTON (Alpes-Maritimes). — CHATELLERAULT (Vienne).— CORSE.— DEUX-SÈVRES.— TOULOUSE (Haute-Garonne). — GRENOBLE (Isère).— LUNÉVILLE (Meurthe-et-Mozelle).— AIX-LES-BAINS

(Savoie). — AIN. — NANTES (Loire-Inférieure). — MONTAUBAN (Tarn-et-Garonne). — LAON (Aisne). — AUNAY (Ardèche). — LEVALLOIS-PERRET (Seine). — ISÈRE. — SEDAN (Ardennes).

ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (général comte). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec MM. de Lavrignais et le baron de Lareinty [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366). — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

ÉVIAN-LES-BAINS (ville d') (Haute-Savoie). — Prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin à son octroi. V. loi 32.

FALLIÈRES, *Ministre de l'Instruction publique.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 374; J.O., c.r., p. 1537).

FARRE (général). Inamovible. — Dépose son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse [6 novembre] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 1257; an., p. 10; I. 10). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1303). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

FAURE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies.* — Dépose au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies, des Postes et des Télégraphes et des Finances, un projet de loi pour l'établissement d'un câble télégraphique sous-marin en Cochinchine. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt local [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1471; an., p. 93; I. 124). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [20 décembre] (J.O., c.r., p. 1493).

FAYE. Lot-et-Garonne. — Dépose une pétition de vingt maîtres de ba-

teaux ou de négociants de Lavardac (Lot-et-Garonne) [19 novembre] (J.O., c.r., p. 1363). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (J.O., c.r., p. 1547).

FERAY. Seine-et-Oise. — Président de la Commission chargée de l'examen des projets de lois portant approbation des Conventions provisoires passées avec les six grandes Compagnies de chemins de fer (J.O., p. 5592; F. 4). — Est entendu, comme président, dans la discussion générale sur les projets de lois portant approbation des Conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemins de fer [16 novembre] (A. p. 140; J.O., c.r., p. 1330). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

FERROUILLAT. Var. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227). Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

FERRY, *Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil*. — Dépose, au nom de MM. les Ministres des Finances, de la Marine et des Colonies et au sien, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplementaire pour le service du Tonkin [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 65; I. 109). — Dépôt, par M. l'amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom des Ministres des Affaires étrangères, des Finances et au sien, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire de 20 millions pour le service du Tonkin [18 décembre] (A., p. 304; J.O., c.r., p. 1475). — Est entendu dans la discussion de ces deux projets de lois [20 décembre] (A., p. 322; J.O., c.r. p. 1489). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [24 décembre] (A., p. 373; J.O., c.r., p. 1536). — Donne communication au Sénat du décret de M. le Président de la République, prononçant la clôture de la session extraordinaire de 1883 de la Chambre des Députés et du Sénat [29 décembre] (A., p. 416; J.O., c.r., p. 1575).

FORCIOLI Constantine. — Rapport de M. Casimir Fournier sur son élection au Sénat. Son admission [8 novembre] (A., p. 77; J.O., c.r., p. 1272).

FOUBERT. Inamovible. — Est entendu dans le règlement de l'ordre du

jour tendant à fixer le jour pour la discussion du Budget [24 décembre] (A., p. 340; J.O., c.r., p. 1506).

FOURNIER, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur de la comptabilité générale au Ministère de la Marine et des Colonies.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de la Marine et des Colonies dans la discussion du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

FOURNIER (Casimir). Nord. — Dépose six pétitions de cent quarante-huit fonctionnaires civils, résidant dans le département du Nord [5 novembre] (J.O., c.r., p. 1255). — Son rapport sur l'élection sénatoriale de Constantine. Dépose deux pétitions de soixante-dix fonctionnaires civils en résidence à Avesnes (Nord) [8 novembre] (A., p. 77; J.O., c.r., p. 1272, 1878). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification d'une Convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haï-Phong. En donne lecture [20 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1479; an., p. 96; I. 140). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884. Présente deux amendements, de concert avec MM. Édouard Millaud, Ribière, Cordier et Merlin [27 décembre] (A., p. 375; J.O., c.r., p. 1537). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

FOURNIER (Henry). Cher. — Fait une rectification au procès-verbal. Dépose une pétition émanant du bureau de la Société de pisciculture du Cher [27 décembre] (A., p. 367; J.O., c.r., p. 1531).

FOURICHON (amiral). Inamovible. — Dépose une pétition de vingt-neuf officiers et assimilés, retraités des armées de terre et de mer, demeurant à Périgueux (Dordogne) [18 décembre] (J.O., c.r., p. 1476).

FRESNEAU. Morbihan. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 184; J.O., c.r., p. 1368).

FRÉZOUL. Ariège. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

FREYCINET (de). Seine. — Demande, comme rapporteur, le retrait de l'ordre du jour du projet de loi ayant pour objet de faire déclarer

d'utilité publique la construction du canal de navigation du Nord sur Paris [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223). — Est entendu dans la discussion générale sur les projets de lois portant approbation des Conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemins de fer [15 novembre] (A., p. 112; J.O., c.r., p. 1307) [19 novembre] (A., p. 174; J.O., c.r., p. 1359). — Parle dans la discussion des deux projets de lois portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 319; J.O., c.r., p. 1487). — Membre de Commissions (F. 8, 23; J.O., p. 5806, 6476).

FUNÉRAILLES de M. Henri Martin, faites aux frais de l'État. V. loi 83.

GAILLY. Ardennes. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

GAIFFIOT, *directeur des services administratifs.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

GALLIMARD (général), *directeur du génie.* — Est désigné par décret de M. le Président de la République comme Commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] J.O., c.r., p. 1512.

GALLONI D'ISTRIA. Corse. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222.

GARRISSON. Tarn-et-Garonne. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [13 novembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1289; an., p. 15; I. 14). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure); le 2e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Guéret (Creuse); le 3e, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise); le 4e, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur

l'alcool à l'octroi de Saint-Marcellin (Isère) [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 37; I. 60, 61, 62, 63). — Dépose le rapport sur projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes) d'une surtaxe sur l'alcool et l'élévation de la surtaxe perçue sur le vin [8 décembre] (A.. p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 59; I. 93).— Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montauban (Tarn-et-Garonne) à emprunter 630.000 francs [13 décembre] (A., p. 279; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 62; I. 102). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Montauban à contracter un emprunt [18 décembre] (A., p. 303; J.O., c.r., p. 1473). — Présente un amendement, de concert avec MM. Salneuve, Ribière, Barne et Barbey, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (J.O., c.r., p. 1539). — Dépose le rapport sur le projet de loi portant prorogation des surtaxes d'octroi de la banlieue de Paris. En donne lecture [28 décembre] (A., p. 402; J.O., c.r., p. 1562; an., p. 190; I. 193). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant prorogation de l'octroi de banlieue dans le département de la Seine [29 décembre] (A., p. 412; J.O., c.r., p. 1570). — Membre de Commissions (F. 3, 8, 15, 17, 18; J.O., p. 5557. 5806, 6084, 6222, 6285)

GAULTHIER DE RUMILLY. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

GAVARDIE (de). Landes. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit supplémentaire tendant à augmenter le traitement de fonctionnaires administratifs des départements. En demande l'ajournement [25 octobre] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 1516). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à faire admettre au bénéfice de l'article 1er de la loi du 19 août 1881, les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227). — Demande l'ajournement et parle dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville du Havre à emprunter 5 millions de francs. Parle dans la discussion de la proposition de loi tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [6 novembre] (A., p. 57, 69; J.O., c.r., p. 1257). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [8 novembre] (A., p. 82; J.O., c.r., p. 1277). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. Demande le renvoi à la prochaine séance du Sénat de la discussion de

la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers [13 novembre] (A., p. 105; J.O., c.r., p. 1300, 1301). — Fait une rectification au procès-verbal au sujet de la loi sur la création d'un quatrième titre en matière d'or et d'argent destinés à l'exportation [15 novembre] (A., p. 107; J.O., c.r., p. 1303). — Fait une observation au sujet de l'application du règlement, à la suite de la discussion générale sur les projets de lois portant approbation des Conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemin de fer [16 novembre] (A., p. 142; J.O., c.r., p. 1332). — Dépose sur le bureau du Sénat un projet de résolution sur le vote annuel du Budget. Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 161, 173; J.O., c.r., p. 1358; an., p. 35; I. 37). — Parle dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer du Midi. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au crédit agricole mobilier [20 novembre] (A., p. 190; J.O., c.r., p. 1367, 1373) [30 novembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1403, 1413). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de son projet de résolution tendant à modifier l'article 95 du Règlement du Sénat (J.O., p. 6285; F. 18). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la recherche de la paternité [8 décembre] (A., p. 261; J.O., c.r., p. 1438). — Parle dans la discussion de la même proposition de loi. Présente un contre-projet. Le retire [10 décembre] (A., p. 268; J.O., c.r., p. 1443). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser les villes de Toulouse (Haute-Garonne) et le Havre (Seine-Inférieure) à contracter des emprunts [13 décembre] (A., p. 281; J.O., c.r., p. 1456). — Demande le renvoi à la fin de la séance de la discussion du projet de loi tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses. Parle dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Montauban à contracter un emprunt [18 décembre] (A., p. 303; J.O., c.r., p. 1472). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi d'Aix-les-Bains et à emprunter une somme de 50.000 francs [20 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1478). — Fait une rectification au procès-verbal au sujet d'une question de règlement [22 décembre] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 1497, 1500). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Grenoble à faire un emprunt. Demande l'ajournement de la discussion [27 décembre] (A., p. 568; J.O., c.r., p. 1532). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville d'Annonay à contracter un emprunt. Est entendu dans la discussion du projet

de loi portant fixation du budget de l'exercice 1884. Présente un article additionnel [28 décembre] (A., p. 391; J.O., c.r., p. 1557). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Roubaix à changer l'affectation de partie d'un emprunt. Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la prorogation de l'octroi de banlieue dans le département de la Seine [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1570, 1572). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., c.r., p. 6222).

GAY, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur du mouvement général des fonds.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

GAYOT. Aube. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bardoux sur la propriété artistique (F. 9; J.O., p. 5911). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit supplémentaire de 9 millions pour le service du Tonkin (F. 23; J.O., p. 6476). — Membre d'une Commission (F. 8, 23; J.O., p. 5806, 6476).

GAZAGNE. Gard. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du crédit agricole [30 novembre] (A., p. 234; J.O., c.r., p. 1414).

GILBERT-BOUCHER. Seine-et-Oise. — Membre de Commissions (F. 3, 15; J.O., p. 5557, 6084).

GOGUET. Deux-Sèvres. — Dépose dix-sept pétitions de trois cent douze fonctionnaires civils du département des Deux-Sèvres [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Dépose deux pétitions du consistoire de l'Eglise réformée de Saint-Maixent (Deux-Sèvres) [20 décembre] (J.O., p. 1493).

GOUIN. Inamovible. — Dépose une pétition de M. A. Bodart, président de la Société protectrice de l'enfance du département d'Indre-et-Loire [22 décembre] (J.O., p. 1502).

GOUTAY. Puy-de-Dôme. — Présente un amendement de concert avec MM. Salneuve et Guyot-Lavaline, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée

entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1365). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par M. de Gavardie et tendant à modifier l'article 95 du règlement du Sénat (F. 18; J.O., p. 6285). — Membre de Commissions (F. 8, 17, 23; J.O., p. 5806, 6222, 6476).

GOUZAY, *directeur du personnel et du Secrétariat.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre des Travaux publics dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

GRANDCAMP (commune de) (Calvados). — Prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 38.

GRENOBLE (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter 225.000 francs. V. loi 67.

GRÉVY (Albert). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récidivistes (F. 10; J.O., p. 5942). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

GRÉVY (général). Jura. — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

GRIMPREL, *directeur de la dette inscrite au Ministère des Finances.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

GUÉRET (ville de) (Creuse). — Demande à proroger des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 49.

GUIFFREY. Hautes-Alpes. — Présente un amendement, de concert avec M. Xavier Blanc, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (J.O., c.r., p. 1356). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

GUINOT. Indre-et-Loire. — Dépose deux pétitions de quarante-huit fonctionnaires civils résidant dans le département d'Indre-et-Loire [17 novembre] (J.O., c.r., p. 1347). — Demande un congé [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417).

GUYOT. Rhône. — Dépose une pétition de quarante-neuf fonctionnaires civils du département de l'Aube [25 octobre] (J.O ,c.r., p. 1221). — Secrétaire de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 187; J.O., c.r., p. 1370). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 387; J.O., c.r., p. 1548). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Dépose une pétition de vingt-neuf fonctionnaires civils résidant dans le département du Puy-de-Dôme [15 novembre] (J.O., c.r., p. 1315). — Présente un amendement, de concert avec MM. Salneuve et Goutay, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1365). — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

HALNA DU FRETAY (amiral). Finistère. — Dépose, de concert avec M. Le Guen, une pétition des anciens retraités de la marine, des ports et usines de l'État, des veuves et orphelins demeurant dans la circonscription du port de Brest (Finistère) [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278).

HANVEC (commune d'). (Finistère). — Prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 76.

HAUSSONVILLE (comte d'). Inamovible. — Dépose une proposition de loi relative au mode d'aliénation des terres domaniales de colonisation en Algérie [29 décembre] (A., p. 409; J.O., c.r., p. 1568; an., p. 191; l. 197).

HAVRE (ville du). — Demande à emprunter une somme de 5 millions de francs. V. loi 17. — Demande à contracter trois emprunts. V. loi 43. — Établissement d'une surtaxe sur le vin et prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 104.

entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1365). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par M. de Gavardie et tendant à modifier l'article 95 du règlement du Sénat (F. 18; J.O., p. 6285). — Membre de Commissions (F. 8, 17, 23; J.O., p. 5806, 6222, 6476).

GOUZAY, *directeur du personnel et du Secrétariat.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre des Travaux publics dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

GRANDCAMP (commune de) (Calvados). — Prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 38.

GRENOBLE (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter 225.000 francs. V. loi 67.

GRÉVY (Albert). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récidivistes (F. 10; J.O., p. 5942). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

GRÉVY (général). Jura. — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

GRIMPREL, *directeur de la dette inscrite au Ministère des Finances.* Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

GUÉRET (ville de) (Creuse). — Demande à proroger des surtaxes sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 49.

GUIFFREY. Hautes-Alpes. — Présente un amendement, de concert avec M. Xavier Blanc, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (J.O., c.r., p. 1356). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

GUINOT. Indre-et-Loire. — Dépose deux pétitions de quarante-huit fonctionnaires civils résidant dans le département d'Indre-et-Loire [17 novembre] (J.O., c.r., p. 1347). — Demande un congé [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417).

GUYOT. Rhône. — Dépose une pétition de quarante-neuf fonctionnaires civils du département de l'Aube [25 octobre] (J.O ,c.r., p. 1221). — Secrétaire de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 187; J.O., c.r., p. 1370). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 387; J.O., c.r., p. 1548). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Dépose une pétition de vingt-neuf fonctionnaires civils résidant dans le département du Puy-de-Dôme [15 novembre] (J.O., c.r., p. 1315). — Présente un amendement, de concert avec MM. Salneuve et Goutay, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1365). — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

HALNA DU FRETAY (amiral). Finistère. — Dépose, de concert avec M. Le Guen, une pétition des anciens retraités de la marine, des ports et usines de l'État, des veuves et orphelins demeurant dans la circonscription du port de Brest (Finistère) [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278).

HAVRE (commune d'). (Finistère). — Prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 76.

HAUSSONVILLE (comte d'). Inamovible. — Dépose une proposition de loi relative au mode d'aliénation des terres domaniales de colonisation en Algérie [29 décembre] (A., p. 409; J.O., c.r., p. 1568; an., p. 491; l. 197).

HAVRE (ville du). — Demande à emprunter une somme de 5 millions de francs. V. loi 17. — Demande à contracter trois emprunts. V. loi 43. — Établissement d'une surtaxe sur le vin et prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 104.

entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1365). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par M. de Gavardie et tendant à modifier l'article 95 du règlement du Sénat (F. 18; J.O., p. 6285). — Membre de Commissions (F. 8, 17, 23; J.O., p. 5806, 6222, 6476).

GOUZAY, *directeur du personnel et du Secrétariat.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre des Travaux publics dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

GRANDCAMP (commune de) (Calvados). — Prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 38.

GRENOBLE (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter 225.000 francs. V. loi 67.

GRÉVY (Albert). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récidivistes (F. 10; J.O., p. 5942). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

GRÉVY (général). Jura. — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

GRIMPREL, *directeur de la dette inscrite au Ministère des Finances.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

GUÉRET (ville de) (Creuse). — Demande à proroger des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 49.

GUIFFREY. Hautes-Alpes. — Présente un amendement, de concert avec M. Xavier Blanc, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (J.O., c.r., p. 1356). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

GUINOT. Indre-et-Loire. — Dépose deux pétitions de quarante-huit fonctionnaires civils résidant dans le département d'Indre-et-Loire [17 novembre] (J.O., c.r., p. 1347). — Demande un congé [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417).

GUYOT. Rhône. — Dépose une pétition de quarante-neuf fonctionnaires civils du département de l'Aube [25 octobre] (J.O ,c.r., p. 1221). — Secrétaire de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 187; J.O., c.r., p. 1370). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 387; J.O., c.r., p. 1548). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Dépose une pétition de vingt-neuf fonctionnaires civils résidant dans le département du Puy-de-Dôme [15 novembre] (J.O., c.r., p. 1315). — Présente un amendement, de concert avec MM. Salneuve et Goutay, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1365). — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

HALNA DU FRETAY (amiral). Finistère. — Dépose, de concert avec M. Le Guen, une pétition des anciens retraités de la marine, des ports et usines de l'État, des veuves et orphelins demeurant dans la circonscription du port de Brest (Finistère) [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278).

HANVEC (commune d'). (Finistère). — Prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 76.

HAUSSONVILLE (comte d'). Inamovible. — Dépose une proposition de loi relative au mode d'aliénation des terres domaniales de colonisation en Algérie [29 décembre] (A., p. 409; J.O., c.r., p. 1568; an., p. 191; l. 197).

HAVRE (ville du). — Demande à emprunter une somme de 5 millions de francs. V. loi 17. — Demande à contracter trois emprunts. V. loi 43. — Établissement d'une surtaxe sur le vin et prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 104.

HERBETTE, *directeur de l'administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur.* — Est désigné comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des Députés et au Sénat dans la discusssion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

HÉRISSON, *Ministre du Commerce.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [8 novembre] (A., p. 80; J.O., c.r., p. 1275). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification au tarif général des douanes [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1503; an., p. 173; I. 158). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 382; J.O., c.r., p. 1544).

HUGUET. Pas-de-Calais. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HUMBERT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HYÈRES (ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter 34.900 fr. à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement. V. loi 68.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. — Projet de loi y relatif. V. loi 65.

INDEMNITÉ de séjour accordée aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. V. loi 16.

INHUMATIONS. — Suppression de ce monopole conféré aux fabriques des églises et aux consistoires. V. loi 28.

ISÈRE. — Demande à contracter un emprunt pour travaux de divers chemins vicinaux. V. loi 108.

JACQUES. Oran. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JAURÉGUIBERRY (amiral). Inamovible. — Dépose deux rapports sur deux projets de lois relatifs à des crédits : le 1er, de 9 millions; le 2e, de 20 millions pour le service du Tonkin. En donne lecture [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1475; an., p. 94; I. 136). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 317; J.O., c.r., p. 1486). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 6476).

JAURÈS (amiral). Inamovible. — Demande un congé [13 novembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1302).

JOHN LEMOINNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'intérêt local (J.O., p. 5717; F. 6). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JOUBERT (Achille). Maine-et-Loire. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [23 octobre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1210).

JOUIN. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 5592).

KIENER. Vosges. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant dans le canton de Mirecourt (Vosges) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1210). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers. Présente un amendement [13 novembre] (A., p. 106; J.O., c.r., p. 1302). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — Dépose une pétition, de concert avec M. Delacroix, émanant de trente-sept fonctionnaires civils d'Eure-et-Loir [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose deux pétitions : la 1re de M. Renault, notaire, adjoint au maire de Chateaudun (Eure-et-Loir); la 2e émanant de vingt fonctionnaires du même département [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi sur le crédit agricole mobilier [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1372) [30 novembre] (A., p. 222; J.O., c.r., p. 1404, 1411).

LABICHE (Jules). Manche. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest. Présente un amen-

HERBETTE, *directeur de l'administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur.* — Est désigné comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des Députés et au Sénat dans la discusssion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

HÉRISSON, *Ministre du Commerce.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [8 novembre] (A., p. 80; J.O., c.r., p. 1275). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification au tarif général des douanes [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1503; an., p. 173; I. 158). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 382; J.O., c.r., p. 1544).

HUGUET. Pas-de-Calais. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HUMBERT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HYÈRES (ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter 34.900 fr. à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement. V. loi 68.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. — Projet de loi y relatif. V. loi 65.

INDEMNITÉ de séjour accordée aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. V. loi 16.

INHUMATIONS. — Suppression de ce monopole conféré aux fabriques des églises et aux consistoires. V. loi 28.

ISÈRE. — Demande à contracter un emprunt pour travaux de divers chemins vicinaux. V. loi 108.

JACQUES. Oran. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JAURÉGUIBERRY (amiral). Inamovible. — Dépose deux rapports sur deux projets de lois relatifs à des crédits : le 1er, de 9 millions; le 2e, de 20 millions pour le service du Tonkin. En donne lecture [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1475; an., p. 94; I. 136). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 317; J.O., c.r., p. 1486). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 6476).

JAURÈS (amiral). Inamovible. — Demande un congé [13 novembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1302).

JOHN LEMOINNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'intérêt local (J.O., p. 5717; F. 6). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JOUBERT (Achille). Maine-et-Loire. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [23 octobre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1210).

JOUIN. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 5592).

KIENER. Vosges. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant dans le canton de Mirecourt (Vosges) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1210). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers. Présente un amendement [13 novembre] (A., p. 106; J.O., c.r., p. 1302). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — Dépose une pétition, de concert avec M. Delacroix, émanant de trente-sept fonctionnaires civils d'Eure-et-Loir [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose deux pétitions : la 1re de M. Renault, notaire, adjoint au maire de Chateaudun (Eure-et-Loir); la 2e émanant de vingt fonctionnaires du même département [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi sur le crédit agricole mobilier [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1372) [30 novembre] (A., p. 222; J.O., c.r., p. 1404, 1411).

LABICHE (Jules). Manche. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest. Présente un amen-

HERBETTE, *directeur de l'administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur.* — Est désigné comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des Députés et au Sénat dans la discusssion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

HÉRISSON, *Ministre du Commerce.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [8 novembre] (A., p. 80; J.O., c.r., p. 1275). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification au tarif général des douanes [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1503; an., p. 173; I. 158). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 382; J.O., c.r., p. 1544).

HUGUET. Pas-de-Calais. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HUMBERT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HYÈRES (ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter 34.900 fr. à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement. V. loi 68.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. — Projet de loi y relatif. V. loi 65.

INDEMNITÉ de séjour accordée aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. V. loi 16.

INHUMATIONS. — Suppression de ce monopole conféré aux fabriques des églises et aux consistoires. V. loi 28.

ISÈRE. — Demande à contracter un emprunt pour travaux de divers chemins vicinaux. V. loi 108.

JACQUES. Oran. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JAURÉGUIBERRY (amiral). Inamovible. — Dépose deux rapports sur deux projets de lois relatifs à des crédits : le 1er, de 9 millions; le 2e, de 20 millions pour le service du Tonkin. En donne lecture [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1475; an., p. 94; I. 136). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 317; J.O., c.r., p. 1486). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 6476).

JAURÈS (amiral). Inamovible. — Demande un congé [13 novembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1302).

JOHN LEMOINNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'intérêt local (J.O., p. 5717; F. 6). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JOUBERT (Achille). Maine-et-Loire. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [23 octobre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1210).

JOUIN. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 5592).

KIENER. Vosges. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant dans le canton de Mirecourt (Vosges) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1210). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers. Présente un amendement [13 novembre] (A., p. 106; J.O., c.r., p. 1302). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — Dépose une pétition, de concert avec M. Delacroix, émanant de trente-sept fonctionnaires civils d'Eure-et-Loir [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose deux pétitions : la 1re de M. Renault, notaire, adjoint au maire de Chateaudun (Eure-et-Loir); la 2e émanant de vingt fonctionnaires du même département [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi sur le crédit agricole mobilier [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1372) [30 novembre] (A., p. 222; J.O., c.r., p. 1404, 1411).

LABICHE (Jules). Manche. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest. Présente un amen-

HERBETTE, *directeur de l'administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur.* — Est désigné comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des Députés et au Sénat dans la discusssion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

HÉRISSON, *Ministre du Commerce.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [8 novembre] (A., p. 80; J.O., c.r., p. 1275). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification au tarif général des douanes [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1503; an., p. 173; I. 158). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 382; J.O., c.r., p. 1544).

HUGUET. Pas-de-Calais. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HUMBERT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HYÈRES (ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter 34.900 fr. à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement. V. loi 68.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. — Projet de loi y relatif. V. loi 65.

INDEMNITÉ de séjour accordée aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. V. loi 16.

INHUMATIONS. — Suppression de ce monopole conféré aux fabriques des églises et aux consistoires. V. loi 28.

ISÈRE. — Demande à contracter un emprunt pour travaux de divers chemins vicinaux. V. loi 108.

JACQUES. Oran. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JAURÉGUIBERRY (amiral). Inamovible. — Dépose deux rapports sur deux projets de lois relatifs à des crédits : le 1er, de 9 millions; le 2e, de 20 millions pour le service du Tonkin. En donne lecture [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1475; an., p. 94; I. 136). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 317; J.O., c.r., p. 1486). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 6476).

JAURÈS (amiral). Inamovible. — Demande un congé [13 novembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1302).

JOHN LEMOINNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'intérêt local (J.O., p. 5717; F. 6). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JOUBERT (Achille). Maine-et-Loire. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [23 octobre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1210).

JOUIN. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 5592).

KIENER. Vosges. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant dans le canton de Mirecourt (Vosges) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1210). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers. Présente un amendement [13 novembre] (A., p. 106; J.O., c.r., p. 1302). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — Dépose une pétition, de concert avec M. Delacroix, émanant de trente-sept fonctionnaires civils d'Eure-et-Loir [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose deux pétitions : la 1re de M. Renault, notaire, adjoint au maire de Chateaudun (Eure-et-Loir); la 2e émanant de vingt fonctionnaires du même département [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi sur le crédit agricole mobilier [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1372) [30 novembre] (A., p. 222; J.O., c.r., p. 1404, 1411).

LABICHE (Jules). Manche. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest. Présente un amen-

HERBETTE, *directeur de l'administration pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur.* — Est désigné comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des Députés et au Sénat dans la discusssion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

HÉRISSON, *Ministre du Commerce.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [8 novembre] (A., p. 80; J.O., c.r., p. 1275). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification au tarif général des douanes [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1503; an., p. 173; l. 158). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 382; J.O., c.r., p. 1544).

HUGUET. Pas-de-Calais. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HUMBERT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

HYÈRES (ville d'). — Demande l'autorisation d'emprunter 34.900 fr. à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement. V. loi 68.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. — Projet de loi y relatif. V. loi 65.

INDEMNITÉ de séjour accordée aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. V. loi 16.

INHUMATIONS. — Suppression de ce monopole conféré aux fabriques des églises et aux consistoires. V. loi 28.

ISÈRE. — Demande à contracter un emprunt pour travaux de divers chemins vicinaux. V. loi 108.

JACQUES. Oran. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JAURÉGUIBERRY (amiral). Inamovible. — Dépose deux rapports sur deux projets de lois relatifs à des crédits : le 1er, de 9 millions; le 2e, de 20 millions pour le service du Tonkin. En donne lecture [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1475; an., p. 94; I. 136). — Est entendu dans la discussion de deux projets de lois portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin [20 décembre] (A., p. 317; J.O., c.r., p. 1486). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 6476).

JAURÈS (amiral). Inamovible. — Demande un congé [13 novembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1302).

JOHN LEMOINNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'intérêt local (J.O., p. 5717; F. 6). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

JOUBERT (Achille). Maine-et-Loire. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [23 octobre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1210).

JOUIN. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 5592).

KIENER. Vosges. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant dans le canton de Mirecourt (Vosges) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1210). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers. Présente un amendement [13 novembre] (A., p. 106; J.O., c.r., p. 1302). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — Dépose une pétition, de concert avec M. Delacroix, émanant de trente-sept fonctionnaires civils d'Eure-et-Loir [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose deux pétitions : la 1re de M. Renault, notaire, adjoint au maire de Chateaudun (Eure-et-Loir); la 2e émanant de vingt fonctionnaires du même département [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi sur le crédit agricole mobilier [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1372) [30 novembre] (A., p. 222; J.O., c.r., p. 1404, 1411).

LABICHE (Jules). Manche. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest. Présente un amen-

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202: J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

dement [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

LABITTE. Somme. — Dépose une pétition de soixante et onze fonctionnaires civils du département de la Somme [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose son rapport sur la proposition de loi sur la chasse [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J. O., p. 5942, 6222).

LABORDÈRE. Seine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464).

LABUZE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1298). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 195).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

LACOMME. Côte-d'Or. — Obtient un congé [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210). — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227).

LADVOCAT (général), *directeur de l'artillerie.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

LAFAYETTE (de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement, de concert avec M. le général Billot [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1366).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Crèvecœur et à Cervissy (Oise) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1211). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Obtient un congé [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

LALANNE. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 5592; F. 4). — Dépose le rapport sommaire sur le projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; a., p. 18; I. 18). — Est entendu comme rapporteur, dans la discussion du projet de résolution, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 1382). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J. O., p. 5557, 6222).

LAMORTE. Drôme. — Présente un amendement, de concert avec M. Malens, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 172; J.O., c.r., p. 1358).

LAMPAUL-GUIMILIAU (commune de). (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 111.

LANDES (département des). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales et des chemins vicinaux. V. loi 52.

LAON (ville de). Aisne. — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le

cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool à son octroi. V. loi 75. — Demande à emprunter 1.018.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 87.

LAREINTY (baron de). Loire-Inférieure. — Présente un amendement de concert avec MM. le général comte Espivent de la Villesboisnet et de Lavrignais, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1366).

LA SICOTIÈRE (de). Orne. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Labitte sur la chasse (J.O., p. 5957; F. 11). — Président de la 9e Commission des pétitions (J.O., p. 6315; F. 19). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J.O., p. 5942, 6222).

LASTEYRIE (Jules de). Inamovible. — M. le Président du Sénat annonce son décès [15 novembre] (A., p. 107; J.O., c.r., p. 1303).

LAVRIGNAIS (de). Loire-Inférieure. — Présente un amendement, de concert avec MM. le général comte Espivent de la Villesboisnet et le baron de Lareinty, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r. p. 1366).

LE BASTARD. Ille-et-Vilaine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'abrogation des dispositions qui régissent les livrets d'ouvriers [22 novembre] (A., p. 200; J.O., c.r., p. 1381). — Fait une rectification au procès-verbal [27 décembre] (A., p. 367; J.O., c.r., p. 1531). — Membre d'une Commission (F. 15; J.O., p. 6084).

LE BLOND. Marne. — Président de la 9e Commission d'intérêt local (F. 18; J.O., p. 6285). — M. Munier dépose, au nom de M. Le Blond, deux rapports faits au nom de la 9e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le premier, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Quesnoy (Nord); le deuxième, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Steenwoorde (Nord) [20 décembre] (A., p. 325; J.O., c.r., p. 1492; an., p. 99; I. 141, 142). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes

sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Biarritz (Basses-Pyrénées) [26 décembre] (A., p. 347; J.O., c.r., p. 1512; an., p. 175; I. 175). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

LECLER, *conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

LECOINTE (Général). Eure. — Dépose une pétition de treize pétitionnaires civils résidant à Etrepagny (Eure) [22 novembre] (J.O. c.r., p. 1384).

LEFRANC (Victor). Inamovible. — M. le Président annonce son décès. [23 octobre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1210).

LE GUEN. Finistère. — Dépose, de concert avec M. Halna du Fretay, une pétition des anciens retraités de la marine, des ports et usines de l'Etat, des veuves et orphelins demeurant dans la circonscription du port de Brest (Finistère) [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278).

LE LIÈVRE. Alger. — Dépose cent neuf pétitions émanant de cinq mille soixante-dix fonctionnaires civils des trente-sept départements suivants : Ardennes, Ain, Allier, Bouches-du-Rhône, Corrèze, Côtes-du-Nord, Charente-Inférieure, Cher, Drôme, Doubs, Eure, Finistère, Gironde, Indre, Indre-et-Loire, Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Morbihan, Marne, Maine-et-Loire, Mayenne, Marne (Haute-), Manche, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales, Pyrénées (Basses-), Rhône, Seine-Inférieure, Seine, Seine-et-Oise, Saône-et-Loire, Var, Vosges [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Dépose une pétition de seize habitants d'Alger, et trente-quatre pétitions émanant de mille cent quinze fonctionnaires civils résidant dans les départements suivants : Bouches-du-Rhône, Basses-Alpes, Calvados, Cantal, Cher, Creuse, Hérault, Isère, Maine-et-Loire, Nord, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Var, Yonne [5 novembre] (J.O., c.r., p. 1255). — Dépose trois pétitions émanant de quatre-vingt-sept fonctionnaires civils résidant dans les départements de Seine-et-Oise, Var et Vaucluse [15 novembre] (J.O., c.r., p. 1315).

LE MONNIER. Sarthe. — Depose une pétition des conseillers munici-

paux et des habitants de Château-du-Loir [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221). — Présente un amendement, de concert avec MM. Naquet et Dupré, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (A., p. 1177; J.O., c.r., p. 1360). — Présente un amendement, de concert avec M. Rubillard, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (A., p 182; J.O., c.r. p. 1365). — Dépose, avec MM. les sénateurs Cordelet et Rubillard, une pétition de vingt-quatre employés de la préfecture de la Sarthe [13 décembre] (J.O., c.r., p. 1458). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

LENOEL (Émile). Manche. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p 102; J.O., c.r., p. 1298). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur l'organisation municipale (J.O., p. 6303; F. 18).— Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 383; J.O., c.r., p. 1545). — Membre de Commissions (F. 3, 8, 18; J.O., p. 5557, 5806, 6285).

LE ROYER. Inamovible. — Préside la séance. Donne lecture au Sénat du décret convoquant le Sénat et la Chambre des Députés en session extraordinaire. Son allocution au sujet du décès de MM. Dutilleul, Bernard, Duval, Joubert et Victor Lefranc, sénateurs [23 octobre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1209) [25 octobre] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 1215) [27 octobre] (A. p. 15; J.O., c.r., p. 1223) [30 octobre) (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1231) [5 novembre] (A., p. 41; J.O., c.r., p. 1243) [6 novembre] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 1257) [8 novembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1269). — Annonce le décès de M. Ferdinand Barrot, sénateur inamovible. Fait communication au Sénat du retrait par son auteur de la proposition de loi de M. Bérenger relative à l'allocation d'une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Fait une communication relative au dépôt, par M. Naquet, d'une proposition de loi tendant à étendre aux civils, aux anciens militaires et aux anciens marins le bénéfice de la loi du 10 juin 1879 relative à la proportion des croix de la Légion d'honneur et des médailles militaires qui peuvent être accordées par le Gouvernement [13 novembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1289). — Annonce le décès de M. de Lasteyrie. Com-

munique un décret de M. le Président de la République nommant M. Cendre, conseiller d'État en service extraordinaire, commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre des Travaux publics dans la discussion des projets de lois portant approbation des conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemins de fer [15 novembre] (A., p. 107; J.O., c.r., p 1303). — Communique au Sénat une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la suppression du monopole des inhumations [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1317). — Préside la séance. Proclame M. de Pressensé sénateur inamovible [17 novembre] (A., p. 143; J.O., c.r., p. 1333). — Communique au Sénat une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur l'organisation municipale [19 novembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1349) [20 novembre] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 1365). — Proclame M. de Pressensé sénateur inamovible [22 novembre] (A., p. 193 : J.O., c.r., p 1375). — Communique au Sénat un décret de M. le Président de la République désignant M. Tisserand, conseiller d'État, comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Crédit agricole mobilier [29 novembre] (A., p. 205: J.O., c.r., p. 1387). — Préside la séance [30 novembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1403) [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r.,p. 1417) [6 décembre] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 1419) [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431) [10 décembre] (A., p. 263; J.O , c.r., p. 1439). — Proclame MM. le général Campenon, Ministre de la Guerre, et Jean Macé, sénateurs inamovibles [13 décembre] (A., p. 279; J O., c.r., p. 1453). — Annonce le décès de M. Henri Martin, sénateur de l'Aisne [14 décembre] (A., p. 289; J. O., c. r., p. 1461) [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463) [18 décembre] (A., p. 301; J.O., c.r., p. 1471). — Préside la séance [20 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1477) [22 décembre] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 1497) [24 décembre] (A., p 337; J.O., c.r., p. 1503). — Communique au Sénat divers décrets rendus par M. le Président de la République, nommant plusieurs fonctionnaires commissaires du Gouvernement, pour assister MM. les Ministres dans la discussion du budget [26 décembre] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 1511) [27 décembre] (A., p. 367; J O., c.r., p. 1531) [28 décembre] (A., p. 391; J.O., c.r., p. 1553) [29 décembre] (A., p. 405; J.O., c.r., p. 1565).

LEVALLOIS-PERRET (commune de). — Son emprunt de 394.600 fr. V. loi 19. — Demande à emprunter 1.070.000 francs. V. loi 106.

LIVRETS D'OUVRIERS. — Abrogation des dispositions qui y sont relatives. V. loi 71.

LIZOT. Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi relatif à un crédit supplémentaire pour augmenter le traitement de fonctionnaires administratifs des départements [25 octobre] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 1215).

LOIRE (département de la). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 85.

LOIR-ET-CHER (département de). — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 89.

LOIS.

Projets et propositions de lois.

PREMIÈRE SECTION. — PROJETS DE LOIS.

§ Ier. — *Projets de lois présentés et non rapportés au Sénat.*
§ II. — *Projets de lois restés à l'état de rapports.*
§ III. — *Projets de lois votés par les deux Chambres et convertis en lois.*

DEUXIÈME SECTION. — PROPOSITIONS DE LOIS.

§ Ier. — *Propositions de lois présentées et non rapportées.*
§ II. — *Propositions de lois prises en considération, sans rapport sur le fond.*
§ III. — *Propositions de lois restées à l'état de rapports sur le fond.*
§ IV. — *Propositions de lois retirées.*
§ V. — *Propositions de lois discutées et non votées.*
§ VI. — *Propositions de lois votées par les deux Chambres et converties en lois.*

TROISIÈME SECTION. — PROJETS DE RÉSOLUTIONS.

§ Ier. — *Projets de résolutions déposés et non rapportés.*
§ II. — *Projets de résolutions rejetés*
§ III. — *Projets de résolutions adoptés.*

PREMIÈRE SECTION. — PROJETS DE LOIS.

§ Ier. — *Projets de lois présentés et non rapportés.*

ASSOCIATIONS.

CHEMIN DE FER de Casteljaloux à Roquefort.

Emprunts : Nantes. — Levallois-Perret. — Marseille. — Isère.

Incompatibilités parlementaires.

Modifications au tarif général des douanes.

Octroi du Havre.

Récidivistes.

Sociétés.

§ II. — *Projets de lois restés à l'état de rapports.*

Canal du Nord sur Paris.

Syndicats professionnels.

Ventes judiciaires d'immeubles.

§ III. — *Projets de lois, votés par les deux Chambres et convertis en lois.*

Ajournement des élections municipales.

Budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1884.

Budget extraordinaire (ressources spéciales). — (Crédits provisoires.)

Chemins de fer de la Corse.

Conventions de chemins de fer : Ouest. — Est. — Orléans. — Lyon-Méditerranée. — Nord. — Midi.

Crédits supplémentaires : Fonctionnaires des départements. — Service du Tonkin. — Manufactures de l'État.

Échange de terrains entre l'État : et la commune de Taillette, — et la ville de Sedan.

Emprunts : Marseille. — Le Havre. — Levallois-Perret. — Vosges. — Armentières. — Le Havre. — Menton. — Châtellerault. — Corse. — Deux-Sèvres. — Toulouse. — Roubaix. — Grenoble. — Hyères. — Lunéville. — Aix-les-Bains. — Ain. — Montauban. — Nice. — Laon. — Annonay. — Loir-et-Cher. — Savoie. — Sedan.

Funérailles d'Henri Martin.

Impositions extraordinaires : Blaise-sous-Hauteville. — Landes. — Charente-Inférieure. — Ain. — Marne. — Loire.

Légion d'honneur à l'occasion du Tonkin et de Madagascar.

Régime des eaux.

Surtaxes d'octroi : Civray. — Montmorillon. — Évian-les-Bains. — Saint-Julien (Haute-Savoie). — Saint-Dié. — Pont-de-Vaux. — Oloron-Sainte-Marie. — Rouen. — Grandcamp. — Le Tréport. — Cannes. — Pontoise. — Saint-Marcellin. — Guéret. — Le Palais. — Plabennec. —

— Article 3 : MM. le Rapporteur, Le Bastard, le Président. Adoption au scrutin. — Article 4. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [22 novembre] (A., p. 193; J.O., c.r., p. 1375).

8. Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la crétion des syndicats professionnels [25 juillet]. Commission : MM. Barne, Tolain, Dupuy-de-Lôme, Testelin, Jouin, Corbon, Edouard Millaud, Le Blond, Naquet (J.O., c.r., p. 5558; F. 3). — Président : M. Corbon ; Secrétaire : M. Édouard Millaud (J.O., p. 5637; F. 5). — Rapporteur : M. Tolain (J O., p. 5892; F. 8). — Rapport de M. Tolain [14 décembre] (A., p. 290; J.O., c.r., p. 1461; an., p. 66; I. 112).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris [15 mars]. Commission : MM. Emile Gayot, secrétaire; de Freycinet, rapporteur; Krantz, Teisserenc de Bort, Dietz-Monin, Merlin, Corne, président; le comte de Saint-Vallier, Delsol. Première délibération. Demande de retrait de l'ordre du jour par M. de Freycinet, rapporteur. Adoption de la demande de retrait [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

10. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récidivistes, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 5; I. 6). — Commission : MM Emile Labiche, Dumesnil, Xavier Blanc, Ninard, Albert Grévy, Goutay, de Verninac, de Freycinet, Salneuve (J.O., p. 5806; F. 8). — Président : M. Albert Grévy ; Secrétaire : M. de Verninac (J.O., p. 5942; F. 10).

11. Proposition de loi sur la chasse [25 juillet]. — Rapport de M. Labitte [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Discussion de la prise en considération de la proposition de loi sur la chasse. M. Méline, Ministre de l'Agriculture. Adoption de la prise en considération [8 novembre] (A., p. 81; J.O., c.r., p. 1276). — Commission : 1er bureau, M. Péronne. 2e bureau, M. Guyot-Lavaline. 3e bureau. M. Labitte. 4e bureau, M. Testelin. 5e bureau, M. Chiris. 6e bureau, M. de La Sicotière. 7e bureau, M. Demôle. 8e bureau, M. Demiautte. 9e bureau, M. Gaulthier de Rumilly (J.O., p. 5942; F. 10). — Président : M. de La Sicotière ; Secrétaire : M. Chiris (J.O., p. 5957; F. 11).

12. Proposition de loi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881, et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État les départements ou les communes [31 juillet 1882]. — Rapport de M. le colonel Meinadier [19 juin 1883]. — Première délibération. Renvoi à la Commission des finances [26 juin]. — Avis de la Commission des finances [3 juillet]. Première délibération. MM. le colonel Meinadier, rapporteur; le général Campenon, Ministre de la Guerre; Tirard, Ministre des finances; de Reignié. Demande d'ajournement, MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption de la demande d'ajournement [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

13. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la modification de l'article 105 du code forestier concernant le partage des bois d'affouage [15 janvier] —Commission: MM. Dumesnil, président; Donnot, Noblot, Chaumontel, rapporteur; Michel, Munier, Oudet, Claude, Gayot, secrétaire. Première délibération. L'urgence est déclarée. Article unique. Amendement de M. Oudet: MM. Oudet, Chaumontel, rapporteur. Rejet de la prise en consideration de l'amendement. Adoption de l'article unique [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227). — Promulgation (J.O., p. 6097).

14. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [12 juillet 1882]. — Commission: MM. Noblot, Corbon, président; Oudet, Dietz-Monnin, secrétaire et rapporteur; Massé, Teisserenc de Bort, Thurel, Berthelot, Peyrat. Rapport de M. Dietz-Monnin [21 juin 1883]. — Première délibération: M. Teisserenc de Bort. Demande de l'urgence. Rejet. Ajournement de la discussion [27 octobre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1230). — Sont entendus : MM. Dietz-Monnin, rapporteur; Teisserenc de Bort [30 octobre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1231). — MM. Oudet, Teisserenc de Bort, Dietz-Monnin, rapporteur [5 novembre] (A., p. 41; J.O., c.r., p. 1243). — Discussion. Sont entendus : MM. Teisserenc de Bort, Tirard, Ministre des Finances; de Gavardie, Dietz-Monnin, rapporteur. Adoption en première délibération [6 novembre] (A., p 59; J.O., c.r., p. 1254). — Deuxième délibération. Article 1er. Amendement de M. Teisserenc de Bort : MM. Teisserenc de Bort, Tolain, Dietz-Monnin, rapporteur : Oudet. Rejet. Adoption de l'article 1er. — Article 2. Amendement de M. Teisserenc de Bort: MM. Teisserenc de Bort, le Rapporteur, Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances; Lenoël, Oudet. Rejet. Adoption de l'article 2. — Article 3. Amendement de M. Teisserenc de Bort: M. Teisserenc de Bort.

p. 5592; F. 4). — Rapport de M. Gaston Bazille [8 novembre] (A., p. 77, J.O., c.r., p. 1272; an., p. 11; I. 13). — Première délibération. Discussion générale : MM. Gaston Bazille, rapporteur; de Freycinet, Buffet, Tirard, Ministre des Finances [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304). — MM. Raynal, Ministre des Travaux publics; Tolain, Clamageran, Feray, président de la Commission; de Gavardie. L'urgence est déclarée [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1317). — MM. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics; Pouyer-Quertier, Raynal, Ministre des Travaux publics; Tolain [17 novembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1334). — MM. Tolain, Raynal, Ministre des Travaux publics; Buffet. Clôture de la discussion générale [19 novembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1349). — Amendement de M. Jules Labiche. Retrait de l'amendement par son auteur. Amendement de MM. le duc de Broglie et Pouyer-Quertier : MM. Pouyer-Quertier, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération de l'amendement de MM. le duc de Broglie et Pouyer-Quertier. Adoption de la convention avec la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest [20 novembre] (A., p. 188; J.O., c.r., p. 1371). — Promulgation (J.O., p. 6030).

4. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée le 11 juin 1883 entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de l'Est, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 1; I. 3). — Commission : MM. Feray, Gaston Bazille, Emile Lenoël, Chaumontel, Cordier, Dauphinot, Michaux, Gilbert-Boucher, Claude (J.O., c.r., p. 5557; F. 3). — Président : M. Feray; Secrétaire : M. Chaumontel (J.O., c.r., p. 5592; F. 4). — Rapport de M. Gaston Bazille [8 novembre] (A., p. 77; J.O., c.r. p. 1272; an. p. 11; I. 13). — Première délibération. Discussion générale : MM. Gaston Bazille, rapporteur; de Freycinet, Buffet, Tirard, Ministre des Finances [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304). — MM. Raynal, Ministre des Travaux publics; Tolain, Clamageran, Feray, président de la Commission; de Gavardie. L'urgence est déclarée [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1317). — MM. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics; Pouyer-Quertier, Raynal, Ministre des Travaux publics; Tolain [17 novembre] (A., p. 145; J.O., c.r. p. 1334). — MM. Tolain, Raynal, Ministre des Travaux publics; Buffet. Clôture de la discussion génerale [19 novembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1349). — Articles 1, 2 et 3. Adoption. — Ensemble du projet de loi : MM. Fresneau, Guyot, Raynal, Ministre des Travaux publics, Labordère. Adoption de la convention avec la Compagnie des chemins de fer de l'Est [20 novembre] (A., p. 184; J.O., c.r., p. 1368). — Promulgation (J.O., p. 6028).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 100.000 francs pour les traitements des fonctionnaires administratifs des départements [2 août]. — Discussion générale : MM. Lizot, Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur. Clôture de la discussion générale. Demande d'ajournement par M. de Gavardie. Rejet. Adoption [25 octobre] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 1215). — Promulgation (J. O., p. 5729).

6. Projet de loi relatif au régime des eaux [24 janvier 1880]. — Suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. — Articles 8 à 15. Adoption. — Article 16 : MM. le Président, Cuvinot, rapporteur. Adoption. — Articles 17 à 25. Adoption. — Article 26 modifié : MM. le Rapporteur, le Président. Adoption. — Articles 27 à 31. Adoption. — Article 32 : MM. le Président, Bérenger. — Paragraphe 1er modifié. Adoption. — Paragraphe 2. Adoption. — Adoption de l'ensemble de l'article 32. — Article 33. Adoption. — Article 34. Amendement de M. Roger-Marvaise: MM. Roger-Marvaise, le Président. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 34. — Articles 35 à 49. Adoption. — Article 50. Amendement de M. Bérenger : M. le Président. Adoption. Adoption de l'article 50. — Articles 51 à 53. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [25 octobre] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 1217).

7. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [20 juin 1882]. Première délibération. Ajournement de la discussion jusqu'au retour de M. le Rapporteur, absent par congé [25 octobre] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 1220). — Discussion : M. Marcel Barthe, rapporteur. Amendement de M. Gustave Denis : MM. Gustave Denis, Hérisson, Ministre du Commerce. Adoption au scrutin de l'amendement. MM le Rapporteur, Gustave Denis, Tolain. Renvoi de la proposition de loi à la Commission [8 novembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1269, 1273). — Demande d'ajournement par M. de Gavardie. Rejet. — Article 4 nouveau. Amendements de M. Kiener et de M. Dauphinot : MM. Marcel Barthe, rapporteur, le Président, Kiener. Retrait des deux amendements par leurs auteurs. Adoption de l'article 4. — Amendement de M. Gustave Denis sur les articles 4, 5 et 6. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 novembre] (A., p. 105; J.O., c.r., p. 1301) — Deuxième délibération. MM. Tolain, Edouard Millaud [20 novembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1373). — Articles 1 et 2 : M. Edouard Millaud, Marcel Barthe, rapporteur. Amendement de M. Tolain : MM. Tolain, Dauphinot, le Président. Rejet. Adoption des articles 1 et 2.

— Article 3 : MM. le Rapporteur, Le Bastard, le Président. Adoption au scrutin. — Article 4. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [22 novembre] (A., p. 193; J.O., c.r., p. 1375).

8. Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la crétion des syndicats professionnels [25 juillet]. Commission : MM. Barne, Tolain, Dupuy-de-Lôme, Testelin, Jouin, Corbon, Edouard Millaud, Le Blond, Naquet (J.O., c.r., p. 5558; F. 3). — Président : M. Corbon ; Secrétaire : M. Édouard Millaud (J.O., p. 5637; F. 5). — Rapporteur : M. Tolain (J O., p. 5892; F. 8). — Rapport de M. Tolain [14 décembre] (A., p. 290; J.O., c.r., p. 1461; an., p. 66; I. 112).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris [15 mars]. Commission : MM. Emile Gayot, secrétaire; de Freycinet, rapporteur; Krantz, Teisserenc de Bort, Dietz-Monin, Merlin, Corne, président; le comte de Saint-Vallier, Delsol. Première délibération. Demande de retrait de l'ordre du jour par M. de Freycinet, rapporteur. Adoption de la demande de retrait [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

10. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récidivistes, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 5; I. 6). — Commission : MM Emile Labiche, Dumesnil, Xavier Blanc, Ninard, Albert Grévy, Goutay, de Verninac, de Freycinet, Salneuve (J.O., p. 5806; F. 8). — Président : M. Albert Grévy ; Secrétaire : M. de Verninac (J.O., p. 5942; F. 10).

11. Proposition de loi sur la chasse [25 juillet]. — Rapport de M. Labitte [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 6; I. 7). — Discussion de la prise en considération de la proposition de loi sur la chasse. M. Méline, Ministre de l'Agriculture. Adoption de la prise en considération [8 novembre] (A., p. 81; J.O., c.r., p. 1276). — Commission : 1er bureau, M. Péronne. 2e bureau, M. Guyot-Lavaline. 3e bureau, M. Labitte. 4e bureau, M. Testelin. 5e bureau, M. Chiris. 6e bureau, M. de La Sicotière. 7e bureau, M. Demôle. 8e bureau, M. Demiautte. 9e bureau, M. Gaulthier de Rumilly (J.O., p. 5942; F. 10). — Président : M. de La Sicotière ; Secrétaire : M. Chiris (J.O., p. 5957; F. 11).

12. Proposition de loi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881, et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État les départements ou les communes [31 juillet 1882]. — Rapport de M. le colonel Meinadier [19 juin 1883]. — Première délibération. Renvoi à la Commission des finances [26 juin]. — Avis de la Commission des finances [3 juillet]. Première délibération. MM. le colonel Meinadier, rapporteur; le général Campenon, Ministre de la Guerre; Tirard, Ministre des finances; de Reignié. Demande d'ajournement, MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption de la demande d'ajournement [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223).

13. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la modification de l'article 105 du code forestier concernant le partage des bois d'affouage [15 janvier] —Commission: MM. Dumesnil, président; Donnot, Noblot, Chaumontel, rapporteur; Michel, Munier, Oudet, Claude, Gayot, secrétaire. Première délibération. L'urgence est déclarée. Article unique. Amendement de M. Oudet: MM. Oudet, Chaumontel, rapporteur. Rejet de la prise en consideration de l'amendement. Adoption de l'article unique [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1227). — Promulgation (J.O., p. 6097).

14. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [12 juillet 1882]. — Commission: MM. Noblot, Corbon, président; Oudet, Dietz-Monnin, secrétaire et rapporteur; Massé, Teisserenc de Bort, Thurel, Berthelot, Peyrat. Rapport de M. Dietz-Monnin [21 juin 1883]. — Première délibération: M. Teisserenc de Bort. Demande de l'urgence. Rejet. Ajournement de la discussion [27 octobre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1230). — Sont entendus : MM. Dietz-Monnin, rapporteur; Teisserenc de Bort [30 octobre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1231). — MM. Oudet, Teisserenc de Bort, Dietz-Monnin, rapporteur [5 novembre] (A., p. 41; J.O., c.r., p. 1243). — Discussion. Sont entendus : MM. Teisserenc de Bort, Tirard, Ministre des Finances; de Gavardie, Dietz-Monnin, rapporteur. Adoption en première délibération [6 novembre] (A., p 59; J.O., c.r., p. 1254). — Deuxième délibération. Article 1er. Amendement de M. Teisserenc de Bort : MM. Teisserenc de Bort, Tolain, Dietz-Monnin, rapporteur : Oudet. Rejet. Adoption de l'article 1er. — Article 2. Amendement de M. Teisserenc de Bort: MM. Teisserenc de Bort, le Rapporteur, Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances; Lenoël, Oudet. Rejet. Adoption de l'article 2. — Article 3. Amendement de M. Teisserenc de Bort: M. Teisserenc de Bort.

Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 3. — Articles 4 à 6. Adoption. — Article 7. Amendement de M. Teisserenc de Bort: M. Teisserenc de Bort. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 7. — Articles 8 et 9. Adoption. — Article 10. Amendement de M. Teisserenc de Bort. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 10. — MM. de Gavardie, Tolain, Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [13 novembre] (A., p. 33; J.O., c.r., p. 1291). — Promulgation (J.O., p. 416).

15. Proposition de loi sur la propriété artistique [19 avril]. — Rapport de M. Marcel Barthe [17 juillet]. — Discussion de la prise en considération de la proposition de loi : M. Bardoux. Adoption de la prise en consideration [27 octobre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1230). — Commission: MM. Garrisson, Bardoux, Emile Lenoël, Marcel Barthe, Clamageran, de Rozière, Emile Gayot, Mazeau, Robert de Massy (J.O., p. 5806; F. 8). — Président : M. Marcel Barthe; Secrétaire : M. Emile Gayot (J.O., p. 5911; F. 9).

16. Proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique [9 novembre 1882]. — Rapport sommaire de M. Devaux [25 janvier]. — Prise en considération [3 février]. — Rapport de M. Demôle [30 octobre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1231; an., p. 9; I. 8). — Commission : MM. Lamorte, secrétaire; Mazeau, Schœlcher, président; de Gavardie, Bérenger, Paulmier, Devaux, Demôle, rapporteur; Brunet.

17. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure) à emprunter une somme de 5 millions de francs [1er août]. — Rapport de M. Chaumontel [30 octobre] (A., p. 40; J.O., c.r., p. 1242; an., p. 10, I. 9). — Discussion. Demande d'ajournement par M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Chaumontel, rapporteur. Rejet. Adoption [6 novembre] (A., p. 57; J.O., c.r. p. 1257). — Promulgation (J.O., c.r. p. 5881).

18. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse [26 juin 1883]. — Rapport de M. le général Farre [6 novembre] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 1257; an., p. 10; I. 10). — Première délibération : M. le général Farre, rappor-

teur. L'urgence est déclarée. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1303). — Promulgation (J., p. 6562).

19. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Levallois-Perret (Seine) à emprunter 394.600 francs, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 novembre] (A., p. 71; J.O., c.r., p. 1268; an., p. 11; I. 11).—Rapport de M. Rubillard [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 25; I. 33). — Adoption [20 novembre] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 1365). — Promulgation (J.O., p. 6162).

20. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 novembre] (A., p. 71; J.O., c.r., p. 1268; an., p. 11; I. 12). — Rapport de M. Delacroix [17 novembre] (A., p. 143; J.O., c.r., p. 1833; an., p. 26; I. 34). — Adoption [22 novembre] (A., p. 193; J.O., c.r., p. 1875). — Promulgation (J.O., p. 6233).

21. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention provisoire passée, le 26 mai 1883, entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [28 juillet]. — Commission. V. loi 3. — Rapport de M. Gaston Bazille [8 novembre] (A., p. 77; J.O., c.r., p. 1272; an., p. 11; I. 13). — Première délibération. Discussion générale. MM. Gaston Bazille, rapporteur, de Freycinet, Buffet, Tirard, Ministre des Finances [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304). — MM. Raynal, Ministre des Travaux publics, Tolain, Clamageran, Feray, président de la Commission, de Gavardie. L'urgence est déclarée. [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1317). — MM. Barhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, Pouyer-Quertier, Raynal, Ministre des Travaux publics, Tolain [17 novembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1334). — Article 1er. Amendement de M. Chaumontel : MM. Chaumontel, Gaston Bazille, rapporteur. Rejet de l'amendement. Amendement de MM. Xavier Blanc et Guiffrey : MM. Xavier Blanc, le Rapporteur, Raynal, Ministre des Travaux publics. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Amendement de MM. Lamorte et Malens. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Amendement de M. Chardon : M. Chardon. Retrait de l'amendement par son auteur. MM. de Gavardie, Raynal, Ministre des Travaux

publics; de Freycinet. Adoption de l'article 1er. — Articles 2, 3 et 4. — Adoption. Article 5 : MM. A. Naquet, de Gavardie. Adoption. Amendement de MM. Le Monnier, Dupré et A. Naquet : M. Le Monnier. Retrait de l'amendement par ses auteurs. M. le colonel Meinadier. — Article additionnel de M. Tolain : MM. Tolain, Raynal, Ministre des Travaux publics; le Rapporteur. Rejet de la prise en considération de l'article additionnel de M. Tolain. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [19 novembre] (A., p. 170; J.O., c.r., p. 1349). — Promulgation (J.O., p. 6018).

22. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention provisoire passée, le 28 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans [1er août]. — Commission. V. loi 3. — Rapport de M. Gaston Bazille [8 novembre] (A., p. 77; J.O., c.r., p. 1272; an., p. 11; I. 13). — Première délibération. Discussion générale : MM. Gaston Bazille, rapporteur; de Freycinet, Buffet, Tirard, Ministre des Finances [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304). — MM. Raynal, Ministre des Travaux publics, Tolain, Clamageran, Feray, président de la Commission; de Gavardie. L'urgence est déclarée [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1317). — MM. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, Pouyer-Quertier, Raynal, Ministre des Travaux publics; Tolain [17 novembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1334). — MM. Tolain, Raynal, Ministre des Travaux publics; Buffet Clôture de la discussion générale [19 novembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1349). — Amendement de MM. Le Monnier et Rubillard. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Amendement de MM. Béral et de Verninac. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Amendement de MM. Salneuve, Guyot-Lavaline et Goutay : M. Salneuve. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Amendements de MM. le général Billot et le baron Lafond de Saint-Mür. Retrait des amendements par leurs auteurs. Amendement de MM. de Lavrignais, le baron de Lareinty et le général comte Espivent de la Villesboisnet : MM. le général comte Espivent de la Villesboisnet, Bazille, rapporteur. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la Convention avec la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans [20 novembre] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 1365). — Promulgation (J.O., p. 6021).

23. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée, le 5 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer du Nord [1er août]. — Commission. V. loi 3. — Rapport de M. Gaston Bazille [8 novembre]

(A., p. 77; J.O. c.r., p. 1272; an., p. 11; I. 13). — Première délibération. Discussion générale : MM. Gaston Bazille, rapporteur; de Freycinet, Buffet, Tirard, Ministre des Finances [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304). — MM. Raynal, Ministre des Travaux publics, Tolain, Clamageran, Feray, président de la Commission; de Gavardie. L'urgence est déclarée [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1317). — MM. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics; Pouyer-Quertier, Raynal, Ministre des Travaux publics; Tolain [17 novembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1334). — MM. Tolain, Raynal, Ministre des Travaux publics; Buffet. Clôture de la discussion générale [19 novembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1349). — Discussion. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la convention avec la Compagnie du Nord [20 novembre] (A., p. 183; J.O., c.r., p. 1366). — Promulgation (J.O., p. 6023).

24. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention provisoire passée, le 9 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi [1er août] — Commission. V. loi 3. — Rapport de M. Gaston Bazille [8 novembre] (A., p. 77; J.O., c.r., p. 1272; an., p. 11; I. 13). — Première délibération. Discussion générale : MM. Gaston Bazille, rapporteur; de Freycinet, Buffet, Tirard, Ministre des Finances [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304). — MM. Raynal, Ministre des Travaux publics; Tolain, Clamageran, Feray, président de la Commission; de Gavardie. L'urgence est déclarée [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1317). — MM. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics; Pouyer-Quertier, Raynal, Ministre des Travaux publics; Tolain [17 novembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p 1334). — MM. Tolain, Raynal, Ministre des Travaux publics; Buffet. Clôture de la discussion générale [19 novembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1349). — Amendement de MM. Mayran et Delsol : M. Mayran. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Amendement de M. Barbey. Retrait de l'amendement par son auteur. MM. de Gavardie, Raynal, Ministre des Travaux publics. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la convention avec la Compagnie des chemins de fer du Midi [20 novembre] (A., p. 183; J.O., c.r., p. 1367). — Promulgation (J.O., p. 6026).

25. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant concession de croix et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar, déposé par M. l'amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies. Sur sa demande l'urgence est déclarée [13 novembre] (A., p. 105; J.O., c.r., p. 1301; an., p. 16; I. 15). — Commission :

1er bureau, M. le général Pélissier. 2e bureau, M. le général Grévy. 3e bureau, M. Barbey. 4e bureau, M. le colonel Meinadier. 5e bureau, M. Masson de Morfontaine. 6e bureau, M. le général Duboys-Fresney. 7e bureau, M. le général comte Espivent de la Villesboisnet. 8e bureau, M. Milhet-Fontarabie. 9e bureau, M. le comte de Saint-Vallier (J.O., p. 5942; F. 10). — Président : M. Masson de Morfontaine; Secrétaire : M. le comte de Saint-Vallier; Rapporteur : M. Milhet-Fontarabie (J.O., p. 5957; F. 11). — Rapport de M. Milhet-Fontarabie. Il en donne lecture. Demande de discussion immédiate : M. l'amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies. Adoption [17 novembre] (A., p. 144; J.O., c.r., p. 1383; an., p. 26: I. 35). — Promulgation (J.O., p. 6017).

26. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux civils, aux anciens militaires et aux anciens marins, le bénéfice de la loi du 10 juin 1879 relative à la proportion des croix de la Légion d'honneur et des médailles militaires qui peuvent être accordées par le Gouvernement, déposée par M. Naquet [13 novembre] (A., p. 105; J.O., c.r., p. 1301; an., p. 16; I. 16).

27. Proposition de loi sur le crédit agricole et sur les banques d'agriculture [28 juillet 1882]. — Rapport de M. Emile Labiche [31 juillet 1883]. — Première délibération [13 novembre] (J.O., c.r. p. 1302). — Sont entendus : MM. Emile Labiche, rapporteur; de Gavardie, Méline, Ministre de l'Agriculture; Oudet [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1372). — MM. Méline, Ministre de l'Agriculture; de Parieu, Président de la Commission. Renvoi de la discussion générale [22 novembre] (A., p 200; J.O., c.r. p. 1381). — MM. Oudet, Léon Say, Méline, Ministre de l'Agriculture [29 novembre] (A., p. 205; J. O., c. r., p. 1387). — MM. de Gavardie, Emile Labiche, rapporteur; Oudet, le Rapporteur; M. Oudet. Clôture de la discussion générale. — Article premier : MM. de Gavardie, le Rapporteur, Méline, Ministre de l'Agriculture; Gazagne. Rejet de l'article premier. Renvoi du projet de loi à la Commission sur la demande de M. de Parieu, président de la Commission [30 novembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1403).

28. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, relative à la suppression du monopole des inhumations conféré aux fabriques et aux consistoires. Transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1317; an., p. 19; I. 20). — Commission : 1er bureau, M. Garrisson. 2e bureau, M. Le Bastard. 3e bureau, M. Barbey. 4e bureau, M. le colonel Meinadier. 5e bureau, M. Chesnelong. 6e bureau,

M. Corbon. 7e bureau, M. Malens. 8e bureau, M. Gilbert-Boucher. 9e bureau, M. le comte de Saint-Vallier (J.O., p. 6084; F. 15). — Président : M. Corbon ; Secrétaire : M. le comte de Saint-Vallier (J.O., p. 6196; F. 16).

29. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'office d'une imposition extraordinaire sur la commune de Blaise-sous-Hauteville (Marne). Déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 21). — Rapport de M. Luro [10 décembre] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 1439; an., p. 61; I. 99). — Adoption [13 décembre] (A., p. 281; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6594).

30. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Civray (Vienne), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 31). — Rapport de M. Luro [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 58; I. 84). — Adoption [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6562).

31. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues à l'octroi de Montmorillon (Vienne), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 29). — Rapport de M. Luro [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 58; I. 85). — Adoption [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6562).

32. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi d'Evian-les-Bains (Haute-Savoie), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 27). — Rapport de M. Luro [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 59; I. 86). — Adoption [14 décembre] (A., p. 290; J.O., c.r., p. 1461). — Promulgation (J.O., p. 6630).

33. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Saint-Julien (Haute-Savoie), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O.,c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 30). — Rapport de M. Luro [10 décembre] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 1439; an., p. 60; I. 97). — Adoption [13 décembre] (A., p. 281; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6562).

34. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Saint-Dié (Vosges), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 28). — Rapport de M. Massé [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 14 7; an., p. 39; I. 65). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1440). — Promulgation (J.O., p. 6489).

35. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Pont-de-Vaux (Ain), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 24). — Rapport de M. Delacroix [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 39; I. 68). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1440). — Promulgation (J.O., p. 6489).

36. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi d'Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 25). — Rapport de M. Delacroix [10 décembre] (A , p. 263; J.O., c.r., p. 1439; an., p 60; I, 96). — Adoption [13 décembre] (A., p. 281; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6561).

37. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et l'alcool à l'octroi de Rouen (Seine-Inférieure), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 26). — Rapport de M. Delacroix [10 décembre] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 1439; an.,

p. 60; I. 95). — Adoption [13 décembre] (A., p. 281; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6562).

38. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Grandcamp (Calvados), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20; I. 22). — Rapport de M. Delacroix [4 décembre] (A., p. 237; J. O., c. r., p. 1417; an., p. 40; I. 71). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1440). — Promulgation (J.O., p. 6490).

39. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an, p. 20; I. 23). — Rapport de M. Garrisson [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 37; I. 60). — Adoption [10 décembre] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 1439).— Promulgation (J.O., p. 6490).

40. Proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues relative à la recherche de la paternité [16 février 1878]. — Rapport de M. de Gavardie au nom de la 2e Commission d'initiative parlementaire [5 avril 1879]. — Adoption de la prise en considération [12 mai 1879]. — Commission : MM. Batbie, président; Cazot, secretaire; Casimir Fournier, Ribière, Lacomme, Bérenger, Gilbert-Boucher, Victor Lefranc, Tailhand. — Rapport de M. Cazot [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 20, I. 32). — Première délibération. M. Batbie, président de la Commission, demande le renvoi de la discussion à la prochaine séance. Renvoi de la discussion [4 décembre] (A., p 238; J.O.,c.r., p. 1417) — Discussion générale. MM. Bérenger, Cazot, rapporteur [6 décembre] (A., p. 239; J.O., p. 1419). — Sont entendus : MM. Bérenger, Cazot, rapporteur; de Gavardie [8 décembre] (A., p. 254; J.O.,c.r., p. 1431). — Demande de renvoi à la Commission : MM. de Pressensé, Naquet, Bérenger, Cazot, rapporteur. Rejet au scrutin. Retrait de la proposition de loi par ses auteurs. Reprise par M. de Gavardie, en son nom, de la proposition de loi de M. Bérenger. Contre-projet de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Président. Rejet du contre-projet. Retrait, par M. de Gavardie, de la proposition de loi [10 décembre] (A., p. 264; J.O.,c..r., p. 1440).

41. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, sur l'organisation municipale, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre [1er novembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1349; an., p. 27; I. 36). — Commission : 1er bureau, M. Ribière. 2e bureau, M. le colonel Meinadier. 3e bureau, M. Emile Lenoël. 4e bureau, M. Magnin. 5e bureau, M. Barne. 6e bureau, M. Barbey. 7e bureau, M. Camparan. 8e bureau, M. Garrisson. 9e bureau, M. Demôle (J.O., p. 6285; F. 18). — Président, M. Magnin; secrétaire, M. Lenoël (J.O. p. 6303; F. 18). — Rapporteur, M. Demôle (J.O., p. 6676; F. 29).

42. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville d'Armentières (Nord) à emprunter une somme de 57.000 francs, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 203; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 35; I. 38). — Rapport de M. Rubillard [6 décembre] (A., p. 239; J.O c.r., p. 1419; an., p. 56; I. 74). — Adoption [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6594).

43. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure) à contracter trois emprunts, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 203; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 35; I. 39). — Rapport de M. Rubillard [6 décembre] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 1419; an., p. 57; I. 75). — Discussion. Sont entendus : MM. de Gavardie, Rubillard, rapporteur. Adoption [13 décembre] (A., p. 282; J.O., c.r., p. 1456). — Promulgation (J.O., p. 6594).

44. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville de Menton (Alpes-Maritimes) à emprunter 102,000 francs. Déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 203; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 35; I. n. 40). — Rapport de M. Massé [30 novembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1403; an., p. 37; I. n. 59). — Adoption [6 décembre] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 1419). — Promulgation (J.O., p. 6491).

45. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville de Châtellerault (Vienne) à emprunter 17.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Mi-

nistre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 203; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 35; I. 41). — Rapport de M. Massé [4 décembre] (A., p. 237; J. O., c.r., p. 1417; an., p. 38; I. 64). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1439). — Promulgation (J.O., p. 6594).

46. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'établir à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes) une surtaxe sur l'alcool et d'élever la surtaxe perçue sur le vin. Déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 203; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 35; I. 42). — Rapport de M. Garrisson [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 59; I. n. 93). — Adoption [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6562).

47. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise), déposé par M Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 203; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 35; I. 43). — Rapport de M. Garrisson [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 38; I. 62). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1439). — Promulgation (J.O., p. 6490).

48. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Marcellin (Isère), déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [22 novembre] (A., p. 203; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 35; I. 44). — Rapport de M. Garrisson [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 38; I. 63). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1439). — Promulgation (J.O., p. 6490).

49. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Guéret (Creuse), déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 204; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 36; I. 45). — Rapport de M. Garrisson [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 38; I. 61). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1439). — Promulgation (J.O., p. 6490).

50. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, ayant pour objet une transaction contenant cantonnement de droits d'usage et échange de terrains entre l'État et la commune de Taillette (Ardennes), déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 204; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 36; I. 46). — Rapport de M. Delacroix [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 40; I. 70). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1440). — Promulgation (J.O., p. 6491).

51. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet un échange de terrains entre l'État et la ville de Sedan (Ardennes), déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 novembre] (A., p. 204; J.O., c.r., p. 1384; an., p. 36; I. 47). — Rapport de M. Delacroix [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 39; I. 69). — Adoption [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1440). — Promulgation (J.O., p. 6490).

52. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c r., p. 1399; an., p. 36; I. 49). — Rapport de M. Massé [13 décembre] (A., p. 279; J.O., c.r., p. 1354; an., p. 63; I. 104). — Adoption [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r.. p. 1472). — Promulgation (J.O., p. 6630).

53. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p 220; J.O., c.r., p. 1399; an., p. 36; I. 50). — Rapport de M. Massé [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463; an.. p. 72; I. 113). — Adoption [20 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1477). — Promulgation (J.O., p. 6629).

54. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour les chemins vicinaux, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le

Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1399; an., p. 36; I. 51). — Rapport de M. Massé [13 décembre] (A., p. 279; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 63; I. 105). — Adoption [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1472). — Promulgation (J.O., p. 6629).

55. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1399; an., p. 36; I. 52). — Rapport de M. Macé [13 décembre] (A., p 280; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 63; I. 103). — Adoption [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1472). — Promulgation (J.O., p. 6629).

56. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt et à créer des ressources extraordinaires pour le payement de diverses dépenses départementales, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1399; an., p. 36; I. 53). — Rapport de M. Rubillard [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 64; I. 108). — Adoption [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1463). — Promulgation (J.O., p. 6630).

57. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à emprunter 2.500.000 francs, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1399; an., p. 36; I. 54).— Rapport de M. Rubillard [10 décembre] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 1439; an., p. 61; I. 100). — Discussion. Sont entendus : MM. de Gavardie, Rubillard, rapporteur. Adoption [13 décembre] (A., p. 281; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6594).

58. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p. 220, J.O., c.r., p. 1399; an, p. 36; I. 55). — Rapport de M. Luro [8 décem-

bre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 58; I. 83). — Adoption [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6593).

59. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l établissement de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Palais (Morbihan), déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1399; an., p. 36; I. 56). — Rapport de M. Luro [10 décembre] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 1439; an., p. 61; I. 98). — Adoption [13 décembre] (A., p. 281; J.O., c.r., p. 1454). — Promulgation (J.O., p. 6563).

60. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Plabennec (Finistère), déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1400; an., p. 36; I. 57. — Rapport de M. Rubillard [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 64; I. 106). — Adoption [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1463). — Promulgation (J.O., p. 6631).

64. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), déposé par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1400; an., p. 36; I. 58). — Rapport de M. Rubillard [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 64; I. 107). — Adoption [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1463). — Promulgation (J.O., p. 6631).

62. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Chambéry (Savoie), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 39; I. 67). — Rapport de M. Chardon [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463; an., p. 73; I. 115). — Adoption [20 décembre] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 1478). — — Promulgation (J.O., p. 6630).

63. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues

sur le vin et sur l'alcool à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 39; I. 66). — Rapport de M. Chardon [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463; an., p. 73; I. 114). — Discussion. Sont entendus: MM. de Gavardie, Chardon, rapporteur. Adoption [20 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1478). — Promulgation (J.O., p. 6630).

64. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi relatif aux sociétés portant modification de la loi de 1867, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes [6 décembre] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 1419; an., p. 40; I. 72).

65. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux incompatibilités parlementaires, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères [6 décembre] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 1419; an., p. 56; I. 73).

66. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Roubaix (Nord), à changer l'affectation de partie d'un emprunt, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 décembre] (A., p. 246; J.O., c.r., p. 1424; an., p. 58; I. 81). — Rapport de M. Munier [26 décembre] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 1511; an., p. 174; I. 167). — Discussion. Sont entendus: MM. de Gavardie, Munier, rapporteur. Adoption [29 décembre] (A., p. 409; J.O., c.r., p. 1568). — Promulgation (J.O., p. 146).

67. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère), à emprunter 225.000 francs, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 décembre] (A., p. 246; J.O., c.r., p. 1424; an., p. 58; I. 82). — Rapport de M. Munier [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1499; an., p. 171; I. 154) — M. de Gavardie demande l'ajournement de la discussion. Sont entendus: MM. de Gavardie, le comte de Saint-Vallier. Rejet de la demande d'ajournement. Discussion générale : M. de Gavardie. Adoption du projet de loi [27 décembre] (A., p. 368; J.O., c.r., p. 1532). — Promulgation (J.O., p. 146).

68. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Hyères (Var) à emprunter 34.900 francs à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 décembre] (A. p. 246; J.O., c.r., p. 1424; an., p. 57; I. 80). — Rapport de M. Massé [18 décembre] (A., p. 301; J.O., c.r., p. 1471; an., p. 92; I. 123). — Adoption [22 décembre] (A., p. 332; J.O., c.r., p. 1499). — Promulgation (J.O., p. 34).

69. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) : 1° à emprunter une somme de 500.000 francs; 2° à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 décembre] (A., p. 246; J.O., c.r., p. 1424; an., p. 57; I. 79). — Rapport de M. Chardon [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463; an., p. 73; I. 117. — Adoption [20 décembre] (A., p. 310; J.O., c.r., p. 1478). — Promulgation (J.O., p. 34).

70. Exposé des motifs et texte d'nn projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Aix-les-Bains à contracter un emprunt de 50.000 francs à la Caisse des écoles, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 décembre] (A., p. 246; J.O., c.r., p. 1424; an., p. 57; I. 78). — Rapport de M. Chardon [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463, an., p. 73; I. 116). — Discussion. Sont entendus : MM. de Gavardie, Chardon, rapporteur [20 décembre] (A., p. 309, J.O., c.r., p. 1478). — Promulgation (J.O., p. 34).

71. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt de 120.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 décembre] (A., p. 246; J.O., c.r., p. 1424; an., p. 57; I. 77). — Rapport de M. Munier [18 décembre] (A. p. 302; J.O., c.r., p. 1472; an., p. 93; I. 128). — Adoption [22 décembre] (A., p. 332; J.O., c.r., p. 1499). — Promulgation (J.O., p. 34).

72. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter 160.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom

de M. le Ministre de l'Intérieur [6 décembre] (A., p. 246; J.O., c.r., p. 1424; an., p. 57; I. 76).

73. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Port-Launay (Finistère), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre des Finances [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 59; I. 89). — Rapport de M. Munier [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1472; an., p. 93; I. 129). — Adoption [22 décembre] (A., p. 332; J.O., c.r., p. 1499). — Promulgation (J.O., p. 6690).

74. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes perçues sur le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool à l'octroi de Péronne (Somme), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 59; I. 91). — Rapport de M. Massé [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1498; an., p. 171; I. 152). — Adoption [27 décembre] (A., p. 368; J.O., c.r., p. 1531). — Promulgation (J. O., p. 6777).

75. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool à l'octroi de Laon (Aisne), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 59; I. 90). — Rapport de M. Massé [22 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1499; an., p. 95; I. 138). — Adoption [24 décembre] (A., p. 338; J.O., c.r., p. 1503). — Promulgation (J. O., p. 6705).

76. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi d'Hanvec (Finistère), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [8 décembre] (A., p. 254; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 59; I. 92). — Rapport de M. Munier [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1472; an., p. 93; I. 130). — Adoption [22 décembre] (A., p. 332; J.O., c.r., p. 1499). — Promulgation (J.O., p. 6689).

77. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Steenwoorde (Nord), déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [8 décembre] (A., p. 254; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 59; I. 88). — Rapport de M. Le Blond, déposé par M. Munier [20 décembre] (A., p. 325; J.O., c.r., p. 1492; an., p. 99; I. 141). — Adoption [24 décembre] (A., p. 338; J.O., c.r., p. 1503). — Promulgation (J.O., p. 6706).

78. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Quesnoy (Nord), déposé par M. Martin-Feuillée Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [8 décembre] (A., p. 254; an., p. 59; I. 87). — Rapport de M. Le Blond, déposé par M. Munier [20 décembre] (A., p. 325; J.O., c.r., p. 1492; an., p. 100; I. 142). — Adoption [24 décembre] (A., p. 338; J.O., c.r., p. 1503). — Promulgation (J.O., p. 6706).

79. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montauban (Tarn-et-Garonne) à emprunter 630.000 francs, déposé par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [8 décembre] (A., p. 262; J.O., c.r., p. 1438; an., p. 59; I. 94). — Rapport de M. Garrisson [13 décembre] (A., p. 279; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 62; I. 102). — Discussion. Sont entendus : MM. de Gavardie, Garrisson, rapporteur. Adoption [18 décembre] (A., p. 303; J.O., c.r., p. 1472). — Promulgation (J.O., p. 6630).

80. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 9 millions pour le service du Tonkin, déposé par M. Jules Ferry, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. Sur sa demande l'urgence est prononcée [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 65; I. 109). — Commission : 1er bureau, M. Emile Gayot. 2e bureau, M. Allou. 3e bureau, M. Clamageran. 4e bureau, M. l'amiral Jauréguiberry. 5e bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 6e bureau, M. Eugène Pelletan. 7e bureau, M. de Freycinet. 8e bureau, M. Barthélemy-Saint-Hilaire. 9e bureau, M. Goutay. — Président : M. Barthélemy-Saint-Hilaire. — Secrétaire : M. Emile Gayot (J.O., p. 6476; F. 23). — Rapport de M. l'amiral Jauréguiberry. Demande de

discussion immédiate : M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Président de la Commission. Renvoi de la discussion à jeudi [16 décembre] (A., p. 365; J.O., c.r., 1475; an., p. 94; I. 136). — Discussion. Sont entendus : MM. le duc de Broglie, le général Campenon, Ministre de la Guerre; l'amiral Jauréguiberry, de Freycinet, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 décembre] (A., p. 311; J.O., c.r., p. 1479). — Promulgation (J.O., p. 6825).

31. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales, déposé par M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. L'urgence est déclarée. Renvoi à la Commission déjà saisie de l'examen de la loi municipale [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453; an., p. 56). — Rapporteur : M. Barne (J.O., p. 6458; F. 22; I. 110) — Rapport de M. Barne. Il en donne lecture et demande la discussion immédiate [14 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1461; an., p. 66; I. 111). — Discussion. Sont entendus : MM. Labordère, Barne, rapporteur; Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur. — Article 1er. Adoption. — Paragraphe additionnel de M. Tolain : MM. Tolain, le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 décembre] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 1464). — Promulgation (J.O., p. 33).

32. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463; an., p. 74; I. 118). — Rapport de M. Dauphin [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1499; an., p. 111; I. 148). — Discussion générale : MM. Bocher, Dauphin, rapporteur général, le Président. — Ministère des Finances. Article 1er. Chapitres 1er à 33. Adoption. — Chapitre 34. Amendement de M. le colonel Meinadier : MM. le Rapporteur général, le Président. Rejet. Adoption du chapitre 34. — Chapitres 35 à 106. Adoption. — Ministère de la Justice et des Cultes (1re section). Chapitres 1 à 24. Adoption. — 2e section : MM. Jules Simon, Denormandie, Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. — Chapitres 1 à 4. Adoption. — Chapitre 5. MM. Tolain, Roger-Marvaise. Adoption au scrutin. — Chapitres 6 à 8. Adoption. — Chapitres 8 *bis*. Adoption au scrutin. — Chapitres 9 à 34. Adoption. — Ministère des Affaires étrangères. Chapitres 1 à 20. Adoption : MM. le comte de Saint-Vallier, le Président. — Ministère de l'Intérieur (1re section). Chapitres 1 à 66. Adoption. — (2e section). Chapitres 1 à 17. Adoption. — Ministère des Postes et des

Télégraphes. Chapitres 1 à 22. Adoption. — Ministère de la Guerre. Chapitres 1 à 11. Adoption. — Chapitre 12 : MM. le général Billot, le général Campenon, Ministre de la Guerre. Adoption. — Chapitres 13 à 41. Adoption. — Ministère de la Marine et des Colonies (1re section). Chapitres 1 à 33. Adoption. — (2e section). Chapitres 1 à 21. Adoption. — Renvoi au scrutin de la suite de la discussion à demain [26 décembre] (A., p. 347; J.O., c.r., p. 1512). — Budget des Affaires étrangères: MM. le comte de Saint-Vallier, Jules Ferry, Ministre des Affaires étrangères, Président du conseil. — Budget de l'Instruction publique. Chapitres 1 à 5. Adoption. — Chapitre 6 : MM. Bardoux, Fallières, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. — Chapitres 7 à 48. Adoption. — Chapitre 49. Amendement de MM. Merlin, Ribière, Cordier, Casimir Fournier (Nord), E. Millaud: MM. Casimir Fournier (Nord), Dauphin, rapporteur général. Adoption au scrutin de l'amendement. Adoption de l'article 49 modifié. — Chapitres 50 à 54. Adoption. — Chapitre 54 *bis*. Amendement de MM. Salneuve, Ribière, Barne, Garrisson et Barbey : MM. Ribière, le Rapporteur général, Fallières, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption au scrutin de l'amendement. Adoption de l'article 54 *bis* modifié. — Article 55. Amendement de MM. Merlin, Ribière, Cordier, Casimir Fournier (Nord), E. Millaud (2e partie) : MM. Casimir Fournier (Nord), le Rapporteur général. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 55 modifié. — Reprise de la discussion du Budget (Ministère de l'Instruction publique). Chapitres 56 à 62. Adoption. — Budget des Beaux-Arts. Chapitres 1 à 53. Adoption. — Budget du Commerce : MM. Tenaille-Saligny, Hérisson, Ministre du Commerce. Chapitres 1 à 31. Adoption. — Budget de l'Agriculture : MM. le colonel Meinadier, Méline, Ministre de l'Agriculture. Chapitre 1er. Adoption. — Chapitre 2 : MM. Lenoël, Méline, Ministre de l'Agriculture; Tirard, Ministre des Finances; Faye. Adoption. — Chapitres 3 à 7. Adoption. — Chapitre 8 : MM. de Parieu, Méline, Ministre de l'Agriculture; Guyot. Adoption. — Chapitres 9 à 46. Adoption [27 décembre] (A., p. 371; J.O., c.r., p. 1534). — Suite de la discussion. Ministère des Travaux publics (1re section). Chapitres 1 à 35. Adoption. — (2e section) Chapitres 37 à 38. Adoption. — Chapitre 39. Amendement de M. le colonel Meinadier : MM. le colonel Meinadier, Raynal, Ministre des Travaux publics. Rejet. Adoption du chapitre 39. — Chapitres 40 à 59. Adoption. — Adoption de l'article 1er de la loi de finances. — Articles 2 et 3. Adoption. — Amendement de M. le colonel Meinadier : MM. le colonel Meinadier, général Campenon. Rejet de l'amendement. — Article additionnel de M. de Gavardie. Retrait par son auteur. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du Budget ordinaire [28 décembre] (A., p. 392; J.O., c.r., p. 1553). — Promulgation (J.O., p. 6753).

83. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire célébrer, aux frais de l'État, les funérailles de M. Henri Martin, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur. Sur sa demande, l'urgence est déclarée. Dépôt et lecture, par M. Calmon, de son rapport. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [17 décembre] (A., p. 297; J.O., c.r., p. 1468; an., p. 92; I. 119, 122). — Promulgation (J.O., p. 6521).

84. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à changer l'affectation de fonds d'emprunt, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [17 décembre] (A , p. 297; J.O., c r., p. 1468; an., p. 92; I. 121). — Rapport de M. Chardon [20 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1477; an., p. 96; I. 139). — Adoption [26 décembre] (A.; p. 347; J.O., c.r., p. 1512). — Promulgation (J.O., p. 35).

85. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [17 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1468; an., p. 92; I. 120). — Rapport de M. Chardon [20 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1477; an., p. 95; I. 137). — Adoption [24 décembre] (A., p. 337; J.O., c.r., p. 1503). — Promulgation (J.O., p. 34).

86. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification d'une convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haï-Phong, déposé par M. Faure, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies, des Postes et Télégraphes, et des Finances. — L'urgence est déclarée. Renvoi aux bureaux [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1471; an., p. 93; I. 124). — Rapport de M. Casimir Fournier. Il en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [20 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1479; an., p. 96; I. 140). — Promulgation (J.O., p. 6626).

87. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Laon (Aisne) à emprunter 1.018.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Faure, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r.,

p. 1471; an., p. 93; I. 125). — Rapport de M. Chambon [20 décembre] (A., p. 331; J.O. c r., p. 1477; an., p. 172; I. 155). — Adoption [27 décembre] (A., p. 370; J.O., c.r., p. 1532). — Promulgation (J.O., p. 34).

88. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Annonay (Ardèche) à emprunter une somme de 400.000 francs, déposé par M. Faure, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1471; an., p. 93; I. 126). — Rapport de M. Munier [24 décembre] (A., p. 337; J.O., c.r., p. 1503; an., p. 172; I. 157). — Discussion. Sont entendus : MM. de Gavardie, Munier, rapporteur. Adoption [28 décembre] (A., p. 391; J.O., c.r., p. 1553). — Promulgation (J.O., p. 145).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Faure, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 décembre] (A., p. 302; J.O., p. 1471; an., p. 93; I. 127). — Rapport de M. Munier [26 décembre] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 1511; an., p. 174; I. 168). — Adoption [29 décembre] (A., p. 410; J.O., c.r., p. 1570). — Promulgation (J.O., p. 233).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire de 20 millions pour le service du Tonkin, déposé par M. l'amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Il donne lecture de l'exposé des motifs. L'urgence est déclarée. M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Président de la Commission. — M. l'amiral Jauréguiberry dépose son rapport. Demande de discussion immédiate. M. Barthélemy Saint-Hilaire, Président de la Commission [18 décembre] (A., p. 304; J. O., c.r., p. 1475; an., p. 94; I. 132, 136). — Discussion. Sont entendus : MM. le duc de Broglie, le général Campenon, Ministre de la Guerre, l'amiral Jauréguiberry, de Freycinet, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le maréchal Canrobert. Adoption successive des articles et au scrutin de l'ensemble du projet de loi [20 décembre] (A., p. 341; J.O., c.r., p. 1479). — Promulgation (J.O., p. 6625).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes), déposé par M. le Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1474; an. p. 94; I. 133). — Rapport de M. Chardon [27 décembre] (A., p. 380, J.O., c.r., p. 1542, an. p. 188, I. 185). — Discussion immédiate. — Adoption [29 décembre] (A., p. 415; J.O., c.r., p. 1573). — Promulgation (J.O., p. 6776).

92. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Condé (Nord), déposé par M. le Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1474; an., p. 94; I. 134). — Rapport de M. Chardon [27 décembre] (A., p. 380; J.O., c.r., p. 1542; an., p. 189; I. 186). — Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 415; J.O., c.r., p. 1573). — Promulgation (J.O., p. 6776).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de l'augmentation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Castellane (Basses-Alpes), déposé par M. le Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1474; an., p. 94; I. 135). — Rapport de M. Chardon [27 décembre] (A., p. 380; J.O., c.r., p. 1542; an., p. 188; I. 184). — Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 414; J.O., c.r., p. 1573). — Promulgation (J.O., p. 6776).

94. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 350.000 francs, applicable au service des manufactures de l'Etat, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances [20 décembre] (A., p. 324; J.O., c.r., p. 1492; an., p. 160; I. 143). — Rapport de M. Barne [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1498; an., p. 164; I. 150). — Adoption au scrutin [27 décembre] (A., p. 371; J.O., c.r., p. 1532). — Promulgation (J.O., p. 6776).

95. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Biarritz (Basses-Pyrénées), déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [20 décembre] (A., p. 324; J.O., c.r., p. 1492; an., p. 160; I. 144).

— Rapport de M. Le Blond [26 décembre] (A., p. 347; J.O., c.r., p. 1512; an., p. 175; I. 175). — Adoption [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566). — Promulgation (J.O., p. 6776).

96. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et les spiritueux à l'octroi de Saint-Claude (Jura), déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances [20 décembre] (A., p. 324; J.O., c.r., p. 1492; an., p. 100; I. 145). — Rapport de M. Munier [24 décembre] (A., p. 337; J.O., c.r., p. 1503; an., p. 172; I. 156). — Adoption [28 décembre] (A., p. 391; J.O., c.r., p. 1553). — Promulgation (J.O., p. 6777).

97. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Félix Faure, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [20 décembre] (A., p. 325; J.O., c.r., p. 1493; an., p. 100; I. 146). — Rapport de M. Chardon [27 décembre] (A., p. 368; J.O., c.r., p. 1531; an., p. 176; I. 179). — M. Chardon, rapporteur. Renvoi de la discussion à la session ordinaire de 1884 [29 décembre] (A., p. 416; J.O., c.r., p. 1574).

98. Exposé des motifs et texte du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884 (Budget extraordinaire, Budget sur ressources spéciales, budgets annexes et dispositions diverses), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [20 décembre] (A., p. 326; J.O., c.r., p. 1493; an., p. 100; I. 147). — Rapport de M. Dauphin [27 décembre] (A., p. 371; an., p. 177; I. 182). — Discussion. Déclaration d'urgence, sur la demande de M. Dauphin, faite au nom de la Commission des finances. Ouverture de la discussion immédiate. Titre Ier : MM. Buffet, Dauphin, rapporteur général ; le Président, Tirard, Ministre des Finances. Adoption des articles 1, 2 et 3 et des tableaux y annexés. — Titre *II.* Budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général. Article 4 et état H. Adoption. — Titre III : MM. Léon Say, Buffet, Tirard, Ministre des Finances. Adoption des articles 5, 6 et 7. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [28 décembre] (A., p. 396; J.O., c.r., p. 1557). — Promulgation (J.O., p. 6769).

99. Proposition de loi sur les moyens préventifs de combattre la récidive (régime des prisons, libération conditionnelle, patronage, réhabili-

tation) [27 décembre]. — Rapport sommaire de M. Le Guen [19 mars]. — Prise en considération de la proposition [21 avril 1882]. — Commission : MM. Xavier Blanc, Bérenger, rapporteur; Schœlcher, président; Ribière, Scherer, Salneuve, de Verninac, Michaux, secrétaire; Bardoux.—Rapport de M. Bérenger [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1498; an., p. 153; I. 149).

100. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les ventes judiciaires d'immeubles [24 juillet 1882]. — Commission : MM. Munier, Bérenger, Cazot, Barthe (Marcel), Gazagne, Carquet, Bozérian, secrétaire; Lagache (Célestin), président; Oudet. Rapport de M. Barthe (Marcel) [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1498; an., p. 164; I. 151).

101. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Saint-Quentin (Aisne), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [24 décembre] (A., p. 342; J.O.; c.r., p. 1507; an., p. 173; I. 163). — Rapport de M. Chardon [27 décembre] (A., p. 368; J.O., c.r , p. 1531; an., p. 176; I. 178). — Adoption [29 décembre] (A., p. 406; J.O., p. 1566). — Promulgation (J.O., p. 6777).

102. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Crozon (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [24 décembre] (A., p. 342; J.O., c.r., p. 1507; an., p. 173; I. 164). — Rapport de M Munier [27 décembre] (A., p. 368; J.O., c.r., p. 1531; an., p. 177; I. 181). — Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 414; J.O , c.r., p. 1573). — Promulgation (J.O., p. 6777).

103. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Rumengol (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [24 décembre] (A., p. 342; J.O., c.r., p. 1507; an., p. 174; I. 165).—Rapport de M. Munier [27 décembre] (A., p. 368; J.O., c.r., p. 1531; an., p. 176; I. 180). — Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 414; J.O., c.r., p. 1573). — Promulgation (J.O., p. 6778).

104. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur le vin et la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi du

Havre (Seine-Inférieure), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [24 décembre] (A., p. 342; J.O., c.r., p. 1507; an., p. 174; I. 166).

105. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modifications au tarif général des douanes, déposé par M. Hérisson, Ministre du Commerce [24 décembre] (A., p. 343; an., p. 173; I. 158).

106. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Levallois-Perret (Seine) à emprunter une somme de 1.070.000 francs, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1508; an., p. 173; I., 162).

107. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.500.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1508; an., p. 173; I. 161).

108. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt pour les travaux de divers chemins vicinaux, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1508; an., p. 173; I. 160).

109. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à emprunter une somme de 300.000 francs, déposé par M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur [24 décembre] (A., p. 343; J.O., c.r., p. 1508; an., p. 173; I. 159). — Rapport de M. Chardon [27 décembre] (A., p. 380; J.O., c.r., p. 1542; an., p. 189; I. 187). — Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 415; J.O., c.r., p. 1574). — Promulgation (J.O., p. 146).

110. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession définitive à la Compagnie des chemins de fer du Midi de la ligne de Castelnaudary à Roquefort [26 juillet]. — Rapport de M. Cuvinot [27 décembre] (A., p. 380; J.O., c.r., p. 1542; an., p. 188; I. 183).

111. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Lampaul-Guimiliau (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [27 décembre] (A., p. 387; J.O., c.r., p. 1548; an., p. 190; I. 188). — Rapport de M. Massé. Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 405, 415; J.O., c.r., p. 1565; an., p. 191; I. 194). — Promulgation (J.O., p. 6777).

112. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Plouvien (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [27 décembre] (A., p. 387; J.O., c.r., p. 1548; an., p. 190; I. 189). — Rapport de M. Massé. Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 413, 415; J.O., c.r., p. 1565; an., p. 194; I. 199). — Promulgation (J.O., p 6777).

113 Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de l'octroi de banlieue dans le département de la Seine, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [27 décembre] (A., p. 387; J.O., c.r., p. 1548; an., p. 190; I. 190). — Rapport de M. Garrisson. Il en donne lecture. Déclaration de l'urgence et mise à l'ordre du jour de la prochaine séance [28 décembre] (A., p. 402; J.O., c. r., p. 1562; an., p. 190; I. 193). — Discussion. Sont entendus : MM. de Gavardie, Garrisson, rapporteur. Adoption [29 décembre] (A., p. 411; J.O., c.r., p. 1570). — Promulgation (J.O., c.r, p. 6776).

114. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Yrieix (Haute-Vienne), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [27 décembre] (A., p. 387; J.O., c.r., p. 1548; ann., p. 190; I. 191). — Rapport de M. Munier. Il en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A , p. 416; J.O., c.r., p. 1575; an., p. 195; I. 201). — Promulgation (J.O., p. 6776).

115. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Dirinon (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [27 décembre] (A., p. 387; J.O., c.r., p. 1548; an., p. 190; I. 192). — Rapport de M. Munier. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 415; J.O., c.r., p. 1573; an., p. 195; I. 200). — Promulgation (J.O., p. 6777).

116. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs, au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884, déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances. Rapport de M. Dauphin. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [29 décembre] (A., p. 406, 413; J.O., c.r., p. 1565, 1572; an., p. 191, 194; I. 195, 198). — Promulgation (J.O., p. 6801).

117. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative au mode d'aliénation des terres domaniales de colonisation en Algérie, déposée par M. le comte d'Haussonville [29 décembre] (A., p. 409; J.O., c.r., p. 1568; an., p. 191; I. 197).

LUNÉVILLE (ville de). — Demande à emprunter : 1° une somme de 500.000 francs ; 2° à s'imposer extraordinairement. V. loi 69.

LURO. Inamovible. — Dépose deux pétitions émanant de cinquante-trois fonctionnaires civils résidant dans le département du Gers [13 novembre] (J.O., c.r., p. 1302). — Dépose le rapport sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie); le 2e, la prorogation des surtaxes perçues à l'octroi de Montmorillon (Vienne); le 3e ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Civray (Vienne) ; le 4e, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1431; an., p. 58; I. 83, 84, 85, 86). — Dépose les rapports sur trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à proroger une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Saint-Julien (Haute-Savoie); le 2e, à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Blaise-sous-Hauteville (Marne); le 3e, à établir des surtaxes sur le vin et l'alcool à l'octroi du Palais (Morbihan) [10 décembre] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 1439; an., p. 60; I. 97, 98, 99). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les droits fiscaux à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux non bâtis (J.O., p. 6633; F. 27). — Membre de la Commission (F. 3, 17; J.O., p. 5558, 2622).

MACÉ (Jean). Inamovible. — Elu sénateur inamovible [8 décembre] (A.,

p. 254; J.O., c.r., p. 1431). — Est proclamé par M. le Président sénateur inamovible [13 décembre] (A., p. 279; J.O., c.r., p. 1453).

MAGNIN. Inamovible.—Propose au Sénat de mettre à son ordre du jour du 8 décembre l'élection de deux sénateurs inamovibles, en remplacement de MM. Ferdinand Barrot et de Lasteyrie, décédés [29 novembre] (A., p. 216; J.O., c.r., p. 1396). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur l'organisation municipale (J.O., p. 6303; F. 18). — Membre d'une Commission (F. 18; J.O., p. 6285).

MALENS. Drôme.—Dépose une pétition émanant de fonctionnaires civils résidant à Valence (Drôme) [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1210). — Est entendu, à propos de l'ordre du jour, sur une irrégularité qui a eu lieu dans les opérations des bureaux pour la nomination de la Commission des syndicats professionnels [25 octobre] (A., p. 12; J.O., c.r., p. 1221). — Présente un amendement de concert avec M. Lamorte, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée [19 novembre] (J.O., c.r., p. 1358). — Membre d'une Commission (F. 15; J.O., p. 6084).

MALEVILLE (marquis de). Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557.)

MARGUE, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur.* — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453; an. p. 65; I. 110.)

MARNE (département de la). — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 58.

MARQUIS. Meurthe-et-Moselle. — Rapport de M. Camparan sur son élection. Son admission [29 novembre] (A., p. 205, J.O., c.r., p. 1387).— Secrétaire de la 9e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 6285; F. 18). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

MARSEILLE (ville de). — Demande à emprunter une somme de

1.550.000 francs. V. loi 2. — Demande à emprunter une somme de 1.500.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 107.

MARTIN (Henri). Aisne — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur les associations (J.O., p. 6196; F. 19). — M. le Président annonce son décès et fait son éloge funèbre [14 décembre] (A., p. 290; J.O., c.r., p. 1461). — Membre de Commissions (F. 15, 17; J.O., p. 6084, 6222).

MARTIN-FEUILLÉE, *Ministre de la Justice.* — Répond à une question de M. Denormandie, relative à l'application de la loi sur la magistrature [13 novembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1289). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, deux projets de lois d'intérêt local [4 décembre] (J. O., c. r., p. 1417). — Dépose un projet de loi relatif aux sociétés, portant modification de la loi de 1867. Renvoi aux bureaux. — Dépose, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, un projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires [6 décembre] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 1419; an., p. 40, 56; I. 72, 73.) — Dépose, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur, pour le premier six projets de lois, et pour le second un projet de loi d'intérêt local [8 décembre] (J.O., c.r., p. 1434, 1438). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 358; J.O., c.r., p. 1518).

MASSÉ. Nièvre. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Menton (Alpes-Maritimes) à contracter un emprunt pour la construction d'un hôtel des Postes et Télégraphes [30 novembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1403; an., p. 37; I. 59). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Châtellerault (Vienne) à emprunter 17.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Dié (Vosges) [4 décembre] (A., p 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 39; I. 64, 65). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er, à autoriser le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux; le 2e, à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux; le 3e, à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt de 120.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux [13 décembre] (A., p. 279,

J.O., c.r., p. 1453; an., p. 63; I. 103, 104, 105). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463; an., p. 72; I. 113). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Hyères (Var) à emprunter 34.200 francs à la caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement [18 décembre] (A., p. 301; J.O., c.r., p. 1471; an., p. 92; I. 123). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool à l'octroi de Laon (Aisne) [20 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1477; an., p. 95; I. 128). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool à l'octroi de Péronne (Somme) [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1498; an., p. 171; I. 152). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Lampaul-Guimiliau (Finistère). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Plouvien (Finistère). — Déclaration de l'urgence [29 décembre] (A., p. 405, 418; J.O., c.r., p. 1585; an., p. 191; I. 194, 199). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., c.r., p. 5557, 6222).

MASSIET DU BIEST. Nord. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

MASSON DE MORPONTAINE. Aude. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant concession de croix et de médailles militaires à l'occasion des opérations au Tonkin, à Hué et à Madagascar (J.O., p. 5957; F. 11). — Membre d'une Commission (F. 10; J. O., p. 5942).

MASSIET. Saône-et-Loire. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

MATHAN. Aveyron. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer du Midi. Présente un amendement, de concert avec M. Delsol [29 novembre] (A., p. 183; J.O., c.r., p. 1367). — Dépose, avec M. Delsol, deux cent trente-sept pétitions d'un grand

nombre d'habitants du département de l'Aveyron [13 décembre] (J.O., c.r., p. 1458).

MAZEAU. Côte-d'Or. — Dépose cent vingt-six pétitions émanant de quatre mille quatre cent neuf cultivateurs habitant les cent vingt-six communes suivantes du département de la Côte-d'Or : Aisevey, Arcey, Arçon, Arceau, Asnières-lès-Dijon, Athée, Avot, Barjon, Beaumont, Beire-le-Fort, Bèze, Bellefond, Belleneuve, Billey, Binges, Bligny-le-Sec, Bourberain, Bouvenois, Bouze, Bretenières, Bretigny, Brochon, Brognon, Bussières, Bussy-la-Pêle, Baix, Biénay, Chaignay, Chambeire, Chambœuf, Champagny, Champdôtre, Charmes, Chaudenay-la-Ville, Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur, Chazeuil, Cessey-sur-Fille, Clénay, Cirey-les-Pontaillier, Corcelles-les-Cîteaux, Corcelles-les-Monts, Couchey, Courchamp, Courlon, Couternon, Crecey-sur-Fille, Crinotois, Curley, Echigez, Echannay, Epernay, Etaule, Fauverney, Flagey-les-Auxonne, Flacey, Foncegrive, Fontaine-Française, Fontenelle, Gergueil, Grenant, Haute-Ville, Heuilly-sur-Saône, Lautenay, Lavilleneuve-sur-Vingeanne, Lemex, Licey-sur-Vingeanne, Longvic, Longchamps, Longecourt, Lux, Magny-Saint-Médard, Magny-sur-Fille, Maligny, Marliens, Marsannay-le-Bois, Maxilly-sur-Saône, Montigny-sur-Vingeanne, Montmançon, Montoillot, Noiron-les-Cîteaux, Noiron-sur-Bèze, Neuilly-les-Dijon, Oisilly, Orain, Orville, Ouges, Painblanc, Panget, Pasques, Perrigny-les-Dijon, Poiseuil-la-Grange, Pont, Pluvault, Poiseul-les-Saulx, Pluvet, Premières, Quetigny, Remilly-sur-Tille, Rouvres, Ruffey-les-Echirey, Saint-Apollinaire, Saint-Martin-du-Mont, Saint-Maurice-sur-Vingeanne, Saint-Seine-sur-Vingeanne, Sennecey, Saulx-le-Duc. Savigny-le-Sec, Spoy, Tailly, Talmay, Tanay, Tarsul, Tart-le-Bas, Ternant, Thorey-les-Epoisses, Tréclun, Troutrant, Turcey, Varanges, Varois, Vernot, Vignolles, Viévigne, Villecomte et Vonges [30 novembre] (J.O., c.r., p. 1413). — Secrétaire de la 9e Commission des pétitions (J.O., p. 6315; F. 19). — Membre de Commissions (F. 8, 17; J.O., p. 5806, 6222).

MEINADIER (colonel). Gard.—Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à faire admettre au bénéfice de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. Présente un amendement. Dépose une pétition d'anciens militaires retraités demeurant à Paris [19 novembre] (A., p. 177; J.O., c.r.,

p. 1362). — Présente un amendement au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 348; J.O., c.r., p. 1514). — Fait une rectification au procès-verbal. Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 367, 382; J.O., c.r., p. 1531, 1544). — Présente deux amendements, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884. Prend part à la discussion [28 décembre] (A., p. 393; J.O., c.r., p. 1554). — Membre de Commissions (F. 10, 15, 18; J.O., p. 5942, 6084, 6285).

MÉLINE, *Ministre de l'Agriculture.* — Dépose au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois [23 octobre] (J.O., c.r., p. 1210). — Est entendu dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi de M. Labitte, sur la chasse [8 novembre] (A., p. 81; J.O., c.r., p. 1276). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif au crédit agricole mobilier [20 novembre] (A., p. 190; J.O., c.r., p. 1373) [22 novembre] (A., p. 200; J.O., c.r., p. 1381). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi. — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Finances, dix projets de lois d'intérêt local [29 novembre] (A., p. 216; J.O., c.r., p. 1397, 1399). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du crédit agricole [30 novembre] (A., p. 233; J.O., c.r., p. 1413). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 383; J.O., c.r., p. 1545).

MENTON (ville de). — Demande à emprunter une somme de 102.000 francs. V. loi 44.

MERLIN Nord. — Présente deux amendements de concert avec MM. Millaud (Edouard), Ribière, Cordier, Casimir Fournier et Merlin, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (J.O., c.r., p. 1537). — Membre d'une Commission (F. 15; J.O. p. 6084).

MICHAL-LADICHÈRE. Isère. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

MICHAUX. Martinique. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

MILHET-FONTARABIE. La Réunion. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant concession de croix et de médailles militaires à l'occa-

sion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar (J.O., p. 5957; F. 11).—Dépose et lit son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant concession de croix et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar [17 novembre] (A., p. 144; J.O., c.r., p. 1333; an., p. 26; L. 35). — Fait une rectification au procès-verbal [18 décembre] (A., p. 301; J.O., c.r., p. 1471). — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

MILLAUD (Edouard). Rhône. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels (J.O., p. 5637; F. 5). — Dépose une pétition de M. H. Gérin-Rose, président du comité de revendication d'Elbeuf (Seine-Inférieure) [8 novembre] (J.O., c.r., p. 1278). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [20 novembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1373).—[22 novembre] (A., p. 193; J.O., c.r., p. 1375).—Dépose une pétition de trente et un anciens militaires, demeurant à Lyon (Rhône) [20 décembre] (J.O., c.r., p. 1493). — Présente deux amendements, de concert avec MM. Merlin, Ribière, Cordier et Casimir Fournier, au cours de la discussion du projet de loi, portant fixation du Budget de l'exercice 1884. Dépose une pétition de M. Alexandre Lange, à Paris [24 décembre] (J. O., c. r., p. 1537). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

MONNERAYE (comte de la). Morbihan. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

MONTAUBAN (ville de) (Tarn-et-Garonne). — Demande l'autorisation d'emprunter 630.000 fr. V. loi 79.

MONTMORILLON (ville de) (Vienne). — Prorogation de surtaxes perçues à sonoctroi. V. loi 31.

MUNIER. Rhône. — Dépose les rapports sur trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt de 120.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux ; le 2e, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Port-Launay (Finistère) ; le 3e, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Hanvec (Finistère) [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1472; an., p. 98; L. 128, 129, 130). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, tendant à autoriser la ville de Grenoble (Isère), à emprunter 225.000 francs [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1499; an., p. 171; I. 154). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, d'autoriser la ville d'Annonay (Ardèche), à emprunter une somme de 400.000 francs; le 2e, la prorogation de surtaxes perçues sur les vins et sur les spiritueux à l'octroi de Saint-Claude (Jura) [24 décembre] (A., p. 337; J.O., c.r., p. 1503; an., p. 172; I. 156, 157). — Dépose les rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires; le 2e, à autoriser la ville de Roubaix (Nord) à changer l'affectation de partie d'un emprunt [26 décembre] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 1510; an., p. 174; I. 167, 168).—Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Rumengol (Finistère); le 2e, la prorogation de la surtaxe perçue à l'octroi de Crozon (Finistère) [27 décembre] (A., p. 368; J.O., c.r., p. 1531; an., p. 176; I. 180, 181). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville d'Annonay à contracter un emprunt [28 décembre] (J. O., c. r., p. 1553). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Roubaix à changer l'affectation de partie d'un emprunt. Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe perçue sur les alcools à l'octroi de Dirinon. Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Yrieix (Haute-Vienne) [29 décembre] (A., p. 410, 414; J. O., c. r., p. 1569, 1573; an., p. 195; I. 200, 201). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J O., p. 5557, 6222).

NAQUET. Vaucluse.—Dépose une proposition ayant pour objet d'étendre aux civils, aux anciens militaires et aux anciens marins le bénéfice de la loi du 10 juin 1879, relative à la proportion des croix de la Légion d'honneur et des médailles militaires qui peuvent être accordées par le Gouvernement [13 novembre] (A., p. 105; J.O., c.r., p. 1301; an., p. 16; I. 16.) — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. Présente un amendement de concert avec MM. Dupré et Le Monnier [19 novembre] (A., p. 175; J.O., c.r., p. 1360). — Dépose une pétition de M. B. Gayraud, demeurant à Paris [4 décembre] (J. O., c.r., p. 1418). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative à la recherche de la

paternité [10 décembre] (A., p. 266; J.O., c.r., p. 1441). — Dépose une pétition de plusieurs anciens sous-officiers et soldats retraités demeurant à Paris [26 décembre] (J.O., p. 1527). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

NANTES (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter 160.000 fr., et à s'imposer extraordinairement. V. loi 72.

NICE (ville de). — Demande à changer l'affectation de fonds d'emprunt. V. loi 84.

NINARD. Haute-Vienne. — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

NOBLOT. Haute-Saône. — Membre d'une Commission (F. 3; J. O., p. 5557).

NOIROT, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice.*—Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, sept projets de lois d'intérêt local [6 décembre] (J.O., c.r., p. 1424).

OLORON-SAINTE-MARIE (ville d'). (Basses-Pyrénées). — Établissement d'une surtaxe sur le vin à son octroi. V. loi 36.

OUDET. Doubs.— Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la modification de l'article du Code forestier, concernant le partage des bois d'affouage. Présente un amendement [27 octobre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1227). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent, destinés à l'exportation [5 novembre] (A., p. 41; J.O., c.r., p. 1243) [13 novembre] (A., p. 98; J.O., c.r., p. 1295).— Parle dans la discussion du projet de loi relatif au Crédit agricole et mobilier [20 novembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1373). [29 novembre] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 1387) [30 novembre] (A., p. 227; J.O., c.r., p. 1408, 1412).

OR ET ARGENT. — Création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. V. loi 14.

ORGANISATION MUNICIPALE. — Proposition de loi y relative. V. loi 41.

PALAIS (commune de) (Morbihan). — Demande à établir des surtaxes sur le vin et sur l'alcool, à son octroi. V. loi 59.

PALLAIN, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur du contentieux, de l'inspection générale de la statistique et de l'ordonnancement.*—Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

PANAFIEU (de), *conseiller d'État, directeur de la comptabilité et du contentieux, au Ministère de la Guerre.* — Nommé commissaire du Gouvernement, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de la Guerre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

PAJOT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

PARIEU (de). Cantal. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [8 novembre] (A., p. 83; J.O., c.r., p. 1277). — Est entendu, comme président de la Commission dans la discussion du projet de loi sur le crédit agricole mobilier et appuie la demande de renvoi de la discussion faite par M. le Ministre de l'Agriculture [22 novembre] (A., p. 201; J.O., p. 1381). — Demande, comme président, le renvoi à la Commission du projet de loi en discussion relatif à l'organisation du crédit agricole, [30 novembre] (A., p. 235; J.O., c.r., p. 1415). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 386; J.O., c.r., p. 1547). — Membre d'une Commission (F. 15; J.O., p. 6084).

PATERNITÉ. —Loi concernant la recherche de la paternité. V. loi 40.

PAULMIER. Calvados. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

PÉLISSIER (général). Haute-Marne. — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 5942).

PELLETAN (Eugène). Bouches-du-Rhône. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur les associations, en remplacement de M. Henri Martin, décédé (J.O., p. 6633; F. 27).— Membre de commissions (F. 15, 23; J.O., p. 6084, 6476).

PÉRONNE. Ardennes. — Membre d'une Commission (F. 10; J. O, p. 5942).

PÉRONNE (ville de) (Somme). — Prorogation des surtaxes perçues sur le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool, à son octroi. V. loi 74.

PÉTITIONS RAPPORTÉES.

Session ordinaire 1881. Rapport au nom de la 4e Commission, par M. Bonnet, sur une pétition du conseil municipal de Oinville-Saint-Liphard (Eure-et-Loir), sollicitant un complément d'indemnité de guerre. — Session extraordinaire 1882. Rapports au nom de la 9e Commission, par M. de la Sicotière sur deux pétitions : la 1re, de quatre cent soixante-deux électeurs de l'Inde française demandant que la loi militaire de la métropole soit appliquée à leur colonie; la 2e, des débitants de tabac de la ville de Toulouse demandant la suppression des bureaux spéciaux pour la vente directe des cigares de luxe. — Session ordinaire 1883. Rapport au nom de la 4e Commission, par M. Salneuve sur une pétition de la Société de secours mutuels de Thairé (Charente Inférieure), demandant qu'une somme de 2 millions soit mise annuellement à la disposition du Ministre de l'Intérieur pour augmenter les subventions des sociétés de secours mutuels. — Rapports au nom de la 4e Commission, par M. le général Duboys-Fresney sur deux pétitions : la 1re, de M. le docteur Emile Cossé, à Paris, relative aux fabriques et aux dépôts de matières explosibles; la 2e, des employés des postes demandant que l'indemnité allouée aux receveurs et receveuses soit augmentée de façon à devenir une indemnité réelle. — Par M. Galloni d'Istria sur une pétition de deux cents patrons au bornage du littoral de la Méditerranée demandant l'abrogation de la loi de 1852 qui limite et règle la navigation au bornage. — Par M. Salneuve sur une pétition des ouvriers de Cannes demandant la création d'un conseil de prud'hommes dans leur canton. — Par M. Le Bastard sur une pétition des employés civils de l'État, retraités à Montpellier sollicitant une amélioration de leur pension (J.O., p. 1281). — Session ordinaire 1882. Rapport par M. Magnin, au nom de la 4e Commission, sur une pétition de Mme Meryem Rad, veuve de Francis Kinder, à Alep (Syrie), qui adresse une plainte contre les franciscains résidant à Alep, qui auraient sans son consentement, enfermé sa fille Luisa Kinder au couvent des carmélites. — Rapport, par M. Oudet, au nom de la 6e Commission, sur une pétition de trente-deux anciens sous-officiers et soldats, demeurant à Douai et à Besançon, qui demandent l'abrogation de l'article 2 de la loi du 23 juillet 1881. — Session ordinaire 1883. Rapports, par M. Casimir Fournier, au nom de la 6e Commission : le 1er, sur une pétition des membres du service médical de colonisation d'Algérie; le 2e, sur une pétition des instituteurs et institutrices des cantons de Le Chesne et de Buzancy (Ardennes), demandant la discussion du projet

de loi sur le classement et les traitements des instituteurs et institutrices; le 3e, sur une pétition du nommé Donnat de Montgrand de Rubempré, détenu à Mazas depuis le 19 juin 1883 (J.O., p. 1451).

PEYRON (amiral), *Ministre de la Marine et des Colonies.* — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant concession de croix et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar [13 novembre] (A., p. 105; J O., c.r., p. 1301; an., p. 16; l. 15). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [17 novembre] (A., p. 144; J.O., c.r, p. 1333). — Dépôt, par M. Jules Ferry, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de MM. les Ministres des Finances, de la Marine et des Colonies et au sien d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin [13 décembre] (A , p. 280; J.O., c.r., p. 1453). — M. Faure, sous-secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, dépose, au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies, des Postes et des Télégraphes et des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification d'une Convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haï-Phong. — Dépose au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances et au sien, un projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire de 20 millions pour le service du Tonkin. Donne lecture de l'exposé des motifs. — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt local [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1471, 1474; an., p. 94; I. 132).

PIÉTRI. Corse. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

PLABENNEC (ville de) (Finistère). — Demande la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 60.

PLOUVIEN (commune de) (Finistère). — Prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 112.

PONS Lot-et-Garonne. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

PONT-DE-VAUX (Ain). — Prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin a son octroi. V. loi 35.

PONTOISE (commune de) (Oise). — Demande à proroger des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à son octroi. V. loi 47.

PORC SALÉ. — M. Testelin demande à adresser à M. le Ministre du Commerce une question relative au retrait du décret du 18 février 1881, qui interdit en France l'importation du porc salé provenant d'Amérique [29 novembre] (J.O., c.r., p. 1400).

PORT-LAUNAY (commune de) (Finistère). — Demande à proroger la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 73.

POUYER-QUERTIER. Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion générale sur les projets de lois portant approbation des conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemin de fer [17 novembre] (A., p. 148; J.O., c.r., p. 1337). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest. Présente un amendement de concert avec M. le duc de Broglie [20 novembre] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 1371). — Membre d'une commission (F. 3; J.O., p. 5557).

PRESSENSÉ (de). Inamovible. — Elu sénateur inamovible [17 novembre (A., p. 148; J.O., c.r., p. 1333.) — Est proclamé sénateur inamovible [22 novembre] (A., p. 193; J.O., c.r., p. 1375). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la recherche de la paternité [10 décembre] (A., p. 264; J.O., c.r., p. 1440). — Fait une rectification au procès-verbal [18 décembre] (A., p. 301; J.O., c.r., p. 1471). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

PROCÈS-VERBAUX.

Séance du 23 octobre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — M. le Président donne lecture du décret du Président de la République par lequel, aux termes de l'article 11 de la loi constitutionnelle, la session extraordinaire est ouverte. — M. le Président annonce au Sénat la mort de MM. Dutilleul, Bernard, Duval, Joubert, Victor Lefranc, et se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat procède au tirage au sort des bureaux. — Le Sénat, consulté par M. le Président sur la fixation de l'ordre du

jour et de la prochaine séance, fixe sa séance au jeudi 25 octobre, à quatre heures. A deux heures, réunion dans les bureaux. — La séance est levée à deux heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 5527).

Séance du 25 octobre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à quatre heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à ouvrir au budget du Ministère de l'Intérieur (chapitre 3, exercice 1883) un crédit supplémentaire de 100.000 francs pour les traitements des fonctionnaires administratifs des départements. M. Lizot et M. Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, sont entendus. M. de Gavardie demande l'ajournement, qui est repoussé. Le projet de loi est adopté par 155 voix contre 89 sur 244 votants. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au régime des eaux. La discussion s'ouvre sur le chapitre 11 (Police et conservation des eaux). Les articles 8 et suivants jusqu'à l'article 26 exclusivement sont adoptés. Après avoir entendu M. Cuvinot, rapporteur le Sénat adopte l'article 26 avec une nouvelle rédaction. Le Sénat adopte les articles 28 et suivants jusqu'à l'article 31 inclusivement. L'article 32 est adopté avec une modification demandée par amendement de M. Bérenger et acceptée par la Commission. L'article 33 est adopté ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article 53 et dernier, et l'ensemble du projet est adopté. — Le Sénat ajourne la suite de la discussion sur la proposition de loi relative aux livrets d'ouvriers. — Après un débat relatif à la nomination de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les syndicats professionnels, et au cours duquel sont entendus M. Audren de Kerdrel, M. le Président et M. Malens, le Sénat fixe sa prochaine séance à samedi 27 octobre. — Samedi, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 5557).

Séance du 27 octobre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des Secrétaires, est adopté. — Sur la demande de M. Freycinet, rapporteur, le Sénat prononce le retrait de l'ordre du jour de la délibération sur le projet de loi relatif à la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris et son renvoi à un ordre du jour ultérieur. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi de M. le colonel Meinadier et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le der-

nier paragraphe de l'article 1er de la loi du 16 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes. M. le colonel Meinadier, rapporteur; M. le général Campenon, Ministre de la Guerre; M. Tirard, Ministre des Finances; M. le Reignié et M. de Gavardie sont entendus. L'ajournement de la discussion, demandé par M. de Gavardie et repoussé par la Commission, est prononcé. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 105 du Code forestier relatif au partage des bois d'affouage. L'urgence est déclarée. Sur l'article unique de la proposition de loi, M. Oudet développe un amendement, qui est combattu par M. Chaumontel, rapporteur. L'amendement n'est pas pris en considération. La proposition de loi est adoptée. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. L'urgence, mise aux voix et combattue par M. Teisserenc de Bort, n'est pas prononcée. Le Sénat renvoie la discussion à une prochaine séance. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Bardoux, sur la propriété artistique. M. Bardoux est entendu. Le Sénat, conformément aux conclusions de la Commission, prend en considération la proposition de loi. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi prochain, 30 octobre, à trois heures. La séance est levée à quatre heures cinq minutes (J.O., p. 5592).

Séance du 30 octobre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. M. Dietz-Monnin, rapporteur, et M. Teisserenc de Bort sont entendus. — La suite de la discussion est renvoyée à lundi prochain 5 novembre. Lundi, séance publique à deux heures. La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J.O., p. 5637).

Séance du 5 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite

de la première délibération sur la proposition de loi tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. M. Oudet, M. Teisserenc de Bort et M. Dietz-Monnin, rapporteur, sont entendus. — La suite de la discussion est renvoyée à demain. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 5716).

Séance du 6 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopte. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville du Havre à emprunter une somme de cinq millions. M. de Gavardie demande le renvoi de la discussion à jeudi. M. Chaumontel, rapporteur, répond à M. de Gavardie. Après avoir entendu de nouveau M. de Gavardie, le Sénat repousse le renvoi. Dans la discussion générale, M. de Gavardie et M. le Rapporteur sont entendus. L'article unique du projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. La discussion générale continue. M. Teisserenc de Bort, M. Tirard, Ministre des Finances, M. de Gavardie et M. Dietz-Monnin, rapporteur, sont entendus. La discussion générale est close. Les articles 1, 2, 3 et suivants, jusqu'à l'article 10 et dernier, sont adoptés. Le Sénat passera à une seconde délibération. — Jeudi prochain, 8 novembre, à deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à trois heures. La séance est levée à six heures moins un quart (J.O., p. 5735).

Séance du 8 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Cuvinot, rapporteur du projet de loi sur le régime des eaux, demande une rectification à l'article 26 du projet. Cette rectification est mise aux voix et adoptée. — M. Claude (des Vosges) demande que l'élection d'un sénateur inamovible en remplacement de M. Victor Lefranc, décédé, soit fixée au samedi 17 novembre courant. Cette date, mise aux voix, est adoptée. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. M. Marcel Barthe, rapporteur, est entendu. L'article premier, avec une disposition additionnelle présentée par la Commission, est

adopté. Sur l'article premier, M. Gustave Denis développe un amendement. M. Hérisson, Ministre du Commerce, est entendu. L'amendement de M. Gustave Denis est adopté par 119 voix contre 110 sur 229 votants. Après avoir entendu M. Marcel Barthe et M. Tolain, le Sénat, consulté sur le renvoi de l'amendement de M. Denis et du projet à la Commission, prononce le renvoi. — M. Casimir Fournier dépose et lit le rapport fait au nom du 5e bureau, sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu à Constantine le 7 octobre dernier. Conformément aux conclusions du rapport, M. Forcioli est admis, en qualité de sénateur de Constantine, en remplacement de M. Lucet, décédé. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Labitte, sur la chasse. M. Méline, Ministre de l'Agriculture, est entendu. Conformément aux conclusions de la Commission, le Sénat prend en considération la proposition de M. Labitte. — Après avoir entendu, sur la fixation et le règlement de l'ordre du jour, MM. Teisserenc de Bort, de Gavardie, de Parieu, Bérenger et le Président, le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi prochain. — Mardi, 13 novembre, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 5805).

Séance du 13 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce au Sénat la mort de M. Ferdinand Barrot, sénateur inamovible, et se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — Il est procédé au tirage au sort de MM. les sénateurs chargés d'assister aux obsèques de M. Ferdinand Barrot. — M. Bérenger retire sa proposition de loi relative à l'indemnité à accorder au jury tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. — M. Denormandie adresse à M. le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, une question relative à l'application de la loi sur la magistrature. M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, répond à M. Denormandie. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. Sur l'article 1er, M. Teisserenc de Bort développe un amendement. MM. Tolain, Dietz-Monnin, rapporteur, et Oudet sont entendus. L'amendement de M. Teisserenc de Bort est rejeté. L'article 1er est adopté. Sur l'article 2, M. Teisserenc de Bort développe un amendement. M. le Rapporteur répond à M. Teisserenc de Bort. M. Labuze, Sous-Sécrétaire d'État au Ministère

des Finances, est entendu. Après avoir entendu de nouveau M. Teisserenc de Bort, puis M. Lenoël et M. Oudet, le Sénat rejette l'amendement de M. Teisserenc de Bort et adopte l'article 2 modifié par la Commission. Les articles suivants jusqu'à l'article 10 et dernier sont adoptés. Sur l'ensemble de la loi, M. de Gavardie et M. Tolain sont entendus. L'ajournement du vote, demandé par M. de Gavardie, est repoussé. Le projet de loi est adopté. — M. le Ministre de la Marine et des Colonies dépose un projet de loi portant concession de croix et médailles à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar. L'urgence, demandée, est prononcée. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. Sur l'article 4, M. Marcel Barthe, rapporteur, et M. Kiener, auteur d'un amendement, sont entendus. L'amendement sera discuté lors de la seconde délibération. L'article 4 est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — Le Sénat fixe sa prochaine réunion à jeudi, 15 novembre. Jeudi, à deux heures, réunion dans les bureaux. A trois heures séance publique. La séance est levée à cinq heures moins cinq (J.O., p. 5910).

Séance du 15 novembre.

Présidence de M. Le Royer.— La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté après quelques observations de M. de Gavardie. — M. le Président annonce au Sénat la mort de M. Jules de Lasteyrie, sénateur inamovible et se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — Il est procédé, par la voie du sort, à la désignation de MM. les sénateurs chargés d'assister aux obsèques de M. Jules de Lasteyrie. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la construction et l'exploitation provisoire des chemins de fer de la Corse. — M. le général Farre, rapporteur, est entendu relativement à une modification introduite dans le texte de la loi votée par la Chambre des Députés et ayant trait aux incompatibilités. L'urgence, demandée ensuite par M. le Rapporteur, est mise aux voix et déclarée. Le projet de loi est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics, accompagnée d'un décret de M. le Président de la République, aux termes duquel M. Cendre, conseiller d'État en service extraordinaire, est désigné pour assister M. le Ministre des Travaux publics dans la discussion des projets de loi portant approbation des conventions provisoires passées avec les Compagnies de chemins de fer.

La discussion générale sur ces projets de loi est ouverte. M. Gaston Bazille, rapporteur, est entendu. MM. de Freycinet, Buffet et Tirard, Ministre des Finances, sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — Demain, séance publique à deux heures. La séance est levée à six heures moins dix minutes (J.O., p. 5941).

Séance du 16 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la Chambre des Députés transmet au Sénat, après le vote par la Chambre, la proposition de loi tendant à l'abrogation des lois conférant aux fabriques des églises et aux consistoires le monopole des inhumations. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les conventions provisoires passées entre M. le Ministre des Travaux publics et les Compagnies des chemins de fer. La discussion générale continue. MM. Raynal, Ministre des Travaux publics, Tolain, Clamageran et Feray, président de la commission, sont entendus. Sur la demande de M. le Ministre des Travaux publics et après quelques observations de M. de Gavardie, l'urgence, mise aux voix, est déclarée. La suite de la discussion générale est renvoyé à demain, samedi. Demain, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures et demie (J.O., p. 5957).

Séance du 17 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection d'un sénateur inamovible en remplacement de M. Victor Lefranc, décédé. Il est procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation de MM. les scrutateurs et scrutateurs supplémentaires chargés du dépouillement du scrutin. Le scrutin est ouvert à deux heures cinq minutes et fermé à trois heures cinq minutes. MM. les scrutateurs procèdent au dépouillement du scrutin. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants : nombre des votants, 173; bulletins blancs ou nuls, 23 ; suffrages exprimés, 150; majorité absolue, 76. Ont obtenu : MM. de Pressensé, 143 voix ; Havet, 1; l'amiral Cloué, 1; Leroy-Beaulieu, 1 ; Laroyenne, 1 ; Franck, 1; Hyacinthe Loyson, 1; le cardinal Guibert, 1. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Marseille à emprunter 1.550.000 francs et à s'imposer extraordinaire

ment. Après le dépôt et la lecture du rapport de M. Milhet-Fontarabie, et après avoir entendu M. l'amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies, le Sénat adopte un projet de loi portant concession de croix et médailles à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Huê et à Madagascar. — L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur les projets de loi portant approbation des Conventions provisoires passées entre M. le Ministre des Travaux publics et les Compagnies de chemins de fer. La discussion générale est close. MM. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, Pouyer-Quertier, Raynal, Ministre des Travaux publics, Tolain, sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à lundi prochain, 19 novembre. Lundi, à deux heures, séance publique. La séance est levée à six heures moins cinq minutes (J.O., p. 5975).

Séance du 19 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures et cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la Chambre des Députés, transmet au Sénat, après le vote de la Chambre des Députés, la proposition de loi relative à l'organisation municipale. — M. le Président annonce ensuite le dépôt par M. de Gavardie d'un projet de résolution relatif aux moyens de simplifier et d'activer le vote annuel du Budget. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale sur des projets de loi portant approbation des Conventions provisoires passées entre M. le Ministre des Travaux publics et les Compagnies de chemins de fer. MM. Tolain, Raynal, Ministre des Travaux publics, Buffet, sont entendus. La discussion générale est close. La discussion passe aux articles de la Convention passée avec la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. Sur l'article premier, M. Chaumontel développe un amendement. M. Gaston Bazille, rapporteur, répond à M. Chaumontel. L'amendement de M. Chaumontel est rejeté. M. Xavier Blanc développe un amendement. MM. le Rapporteur et le Ministre des Travaux publics sont entendus. M. Xavier Blanc retire son amendement. Il en est de même de l'amendement déposé et développé par M. Chardon, lequel est retiré par son auteur. M. de Gavardie adresse une question à M. le Ministre des Travaux publics. M. le Ministre répond. MM. de Freycinet et le Ministre des Travaux publics sont entendus relativement au personnel auxiliaire des chemins de fer de l'Etat avant les Conventions avec les Compagnies. Les articles 1, 2, 3 et 4 sont adoptés. Sur l'article 5 MM. Naquet et de Gavardie sont entendus. L'article 5 est adopté. Des

articles additionnels sont retirés par leurs auteurs, MM. Le Monnier et le colonel Meinadier. Une disposition additionnelle, développée par M. Tolain et combattue par M. le Ministre des Travaux publics, n'est pas prise en considération. L'ensemble de la loi est adopté au scrutin par 235 voix contre 15, sur 250 votants. — La suite de la discussion est renvoyée à demain. Demain mardi 20 novembre, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 6006).

Séance du 20 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — Un projet de loi tendant à autoriser la commune de Levallois-Perret (Seine) à emprunter 1.394.000 francs est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée, le 28 juin 1883, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans. Divers amendements de MM. Le Monnier, Béral, de Verninac, Salneuve, le baron Lafond de Saint-Mür et le général Billot, ainsi qu'un amendement, présenté au cours de la discussion par M. le général de la Villesboisnet, sont retirés. Le projet de loi est adopté. — Le Sénat adopte sans discussion la convention provisoire passée, le 5 juin 1883, avec la Compagnie des chemins de fer du Nord; sur la convention passée le 9 juin 1883 avec la Compagnie des chemins de fer du Midi; MM. Mayran et Barbey retirent des amendements et M. de Gavardie est entendu. La convention est adoptée. — Les trois articles de la convention passée, le 11 juin 1883, avec la Compagnie des chemins de fer de l'Est sont adoptés. Sur l'ensemble du projet de loi, MM. Fresneau, Guyot, Raynal, Ministre des Travaux publics, et Labordère sont entendus. L'ensemble du projet de loi est adopté. — La discussion passe ensuite à la convention provisoire passée, le 17 juillet 1883, avec la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Un amendement de M. Jules Labiche est retiré. Un amendement de MM. Pouyer-Quertier et le duc de Broglie n'est pas pris en considération. Le projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi sur l'organisation du crédit agricole mobilier. M. Emile Labiche, rapporteur, est entendu. M. de Gavardie demande le renvoi de la discussion. M. Méline, Ministre de l'Agriculture, demande que la discussion soit continuée. M. Oudet appuie la demande d'ajournement de M. de Gavardie. Par assis et levé, le Sénat décide que la discussion sera renvoyée à jeudi. — Après avoir entendu MM. Tolain et Edouard Millaud, le Sénat renvoie à jeudi la deuxième délibération

sur la proposition de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. — La prochaine séance est fixée à jeudi prochain 22 novembre. Jeudi, réunion dans les bureaux, à une heure. A deux heures et demie, séance publique. La séance est levée à quatre heures moins cinq minutes (J.O., p. 6035).

Séance du 22 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — Le délai fixé par l'article 8 du règlement s'étant écoulé sans amener de protestation contre l'élection du 17 novembre, M. le Président proclame M. de Pressensé, sénateur inamovible. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. M. Edouard Millaud, M. Marcel Barthe, rapporteur; M. Tolain, auteur d'un amendement et M. Dauphinot sont entendus. Les articles 1 et 2 du projet de loi sont adoptés. Sur l'article 3, M. le Rapporteur et M. Le Bastard sont entendus. L'article 3 est adopté par 157 voix contre 102, sur 259 votants. L'article 4 et l'ensemble de la loi sont adoptés. — Sur la demande de M. le Ministre de l'Agriculture, appuyée par M. de Parieu, le Sénat ajourne à jeudi prochain la première délibération du projet de loi sur l'organisation du crédit agricole mobilier. — Conformément aux conclusions de la Commission, le Sénat prend en considération un projet de résolution de M. de Gavardie, tendant à modifier l'article 95 du règlement du Sénat. — M. Buffet est entendu contre les conclusions de la Commission, qui repousse la prise en considération du projet de résolution qu'il a présenté et qui tend à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du règlement du Sénat. M. Léon Lalanne, rapporteur, répond à M. Buffet. M. Roger-Marvaise est entendu. Les conclusions de la Commission sont adoptées. Le projet de résolution n'est pas pris en considération. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 29 novembre. Jeudi, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures et dix minutes (J.O., p. 6084).

Séance du 29 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Édouard

Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — Conformément à l'ordre du jour, il est procédé au tirage au sort des bureaux. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi sur l'organisation du Crédit agricole mobilier. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République, désignant M. Tisserand, conseiller d'État, directeur de l'agriculture, comme commissaire du Gouvernement, auprès du Sénat et de la Chambre des Députés, pendant la discussion du projet de loi sur l'organisation du Crédit agricole mobilier. — M. Camparan, au nom du 1er bureau, donne lecture du rapport fait sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu, le 18 novembre, dans le département de Meurthe-et-Moselle. Conformément aux conclusions du rapport, M. Marquis est admis en qualité de sénateur de Meurthe-et-Moselle. — La discussion générale sur le projet de loi relatif à l'organisation du Crédit agricole mobilier est ouverte. MM. Oudet, Léon Say et Méline, Ministre de l'Agriculture, sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — Sur la demande de M. Magnin, le Sénat fixe au samedi 8 décembre le scrutin pour l'élection de deux sénateurs inamovibles en remplacement de MM de Lasteyrie et Ferdinand Barrot, décédés. — Demain vendredi, à deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures et demie (J.O., p. 6196).

Séance du 30 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi sur le Crédit agricole mobilier. La discussion générale continue. M. de Gavardie, M. Emile Labiche, rapporteur, et M. Oudet sont entendus. La discussion générale est close. Sur l'article premier, MM. de Gavardie, le Rapporteur, Méline, Ministre de l'Agriculture, et Gazagne, sont entendus. L'article premier, mis aux voix, est repoussé. Sur la proposition de M. de Parieu, président de la Commission, le projet de loi est renvoyé à la Commission.— Le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi 4 décembre. Mardi, à deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 6222).

Séance du 4 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Hemard,

l'un des secrétaires, est adopté. — Des projets de loi d'intérêt local sont déposés par MM. Garrisson, Delacroix et Massé. — M. Martin-Feuillée, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances, dépose deux projets de loi d'intérêt local, concernant les villes d'Aix-les-Bains et de Chambéry.—L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, tendant à la recherche de la paternité. En l'absence de M. J. Cazot, rapporteur, et sur la demande de M. Bathie, président de la Commission, la discussion est ajournée à jeudi prochain.—Jeudi, 6 décembre, séance publique à deux heures. La séance est levée à trois heures et quart (J.O., p. 6285).

Séance du 6 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Menton (Alpes-Maritimes) à emprunter 102.000 francs. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, tendant à la recherche de la paternité. Le rapport de la Commission conclut au rejet de la proposition. MM. Bérenger et Jules Cazot, rapporteur, sont entendus. — La suite de la discussion est renvoyée à samedi. Samedi, 8 décembre, séance publique à deux heures. La séance est levée à cinq heures et demie (J.O., p. 6315).

Séance du 8 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection de deux sénateurs inamovibles, en remplacement de MM. Ferdinand Barrot et de Lasteyrie, décédés. Il est procédé par la voie du sort à la désignation de MM. les scrutateurs et scrutateurs supplémentaires chargés du dépouillement du scrutin. Le scrutin est ouvert à deux heures cinq minutes et fermé à trois heures dix minutes. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants : Nombre de votants, 211 voix; bulletins blancs ou nuls, 4; suffrages exprimés, 207; majorité absolue, 104. Ont obtenu : MM. le général Campenon, 173 voix; Jean Macé, 134; Bétolaud, 66; Sénard, 1; Havet, 1; Durier, 1; le cardinal Guibert, 7; le général Thibaudin, 1; le général de Galliffet, 1; Barodet, 1; bulletins blancs, 4. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération

sur la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, tendant à la recherche de la paternité. La discussion générale continue. MM. Bérenger, Jules Cazot, rapporteur, et de Gavardie sont entendus. — La suite de la discussion est renvoyée à lundi. Lundi 10 décembre, à deux heures, séance publique. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 6356).

Séance du 10 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte des projets de loi portant des prorogations de surtaxes sur le vin et sur l'alcool aux octrois du Tréport, de Guéret, de Pontoise, de Saint-Marcellin, de Saint-Dié, de Pont-de-Vaux et de Grandcamp ; un projet de loi autorisant la ville de Châtellerault à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement ; un projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et la ville de Sedan, et un projet de loi relatif à une transaction contenant cantonnement de droits d'usage et échange de terrains entre l'État et la commune de Taillette. L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, tendant à la recherche de la paternité. La discussion générale continue. MM. de Pressensé, Naquet, Jules Cazot, rapporteur ; Bérenger sont entendus. Par 181 voix contre 63, sur 244 votants, le Sénat repousse le renvoi à la Commission demandé par M. Naquet, appuyé par M. Bérenger et repoussé par M. le Rapporteur. M. Bérenger, l'un des auteurs de la proposition, déclare en son nom et au nom de ses collègues que la proposition est retirée. M. de Gavardie, auteur d'un contre-projet, est entendu. Le Sénat repousse le renvoi à la Commission du contre-projet de M de Gavardie et le renvoi au Conseil d'État de la proposition de M. Bérenger et du contre-projet de M. de Gavardie. Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi 13 décembre, à trois heures. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 6388).

Séance du 13 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté. Le délai de trois jours fixé par le Règlement s'étant écoulé sans amener de protestation contre la double élection sénatoriale du samedi 8 décembre, M. le Président proclame MM. le général Campenon et Jean Macé sénateurs inamovibles. — M. Jules Ferry, Pré

sident du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 9 millions pour le service du Tonkin. L'urgence, demandée par M. le Président du Conseil, est déclarée. — M. Margue, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, dépose un projet de loi relatif à l'ajournement des élections des conseils municipaux. L'urgence, demandée, est déclarée. Le projet est renvoyé à la Commission chargée de l'examen du projet sur l'organisation de la loi municipale. — Le Sénat adopte des projets de lois autorisant : 1° la ville d'Armentières (Nord) à emprunter 57.000 francs; 2° le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental ; 3° l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Civray; 4° la prorogation des surtaxes perçues à l'octroi de Montmorillon ; 5° l'établissement à l'octroi de Cannes d'une surtaxe sur l'alcool et l'élévation de la surtaxe perçue sur le vin; 6° la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Rouen; 7° la prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi d'Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées); 8° la prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Saint-Julien (Haute-Savoie); 9° l'établissement de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Palais (Morbihan); 10° l'établissement d'office d'une imposition extraordinaire sur la commune de Blaise-sous-Hauteville (Marne). — Après avoir entendu MM. de Gavardie et Rubillard, rapporteur, le Sénat, par 177 voix contre 60, sur 237 votants, adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Toulouse à emprunter 2.500.000 francs. — M. de Gavardie est entendu sur le projet de loi tendant à autoriser la ville du Havre à contracter trois emprunts. M. le Président rappelle à M. de Gavardie les termes du Règlement, relativement au renvoi à la Commission de finances, qu'il demande. Le Sénat, consulté, repousse le renvoi à la Commission de finances. MM. Rubillard, rapporteur, et de Gavardie sont entendus. L'article 1er est adopté au scrutin par 168 voix contre 59 sur 227 votants. Les articles suivants et l'ensemble de la loi sont adoptés. — Demain vendredi, 14 décembre, à deux heures, réunion dans les bureaux. A quatre heures, séance publique. La séance est levée à quatre heures vingt minutes (J.O., p. 6458).

Séance du 14 décembre

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à quatre heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Barne dépose et, sur la demande du Sénat, lit le rapport sur le projet de loi relatif à l'ajournement des élections des conseils municipaux. — Il y a une demande de discussion im-

médiate. La date de la discussion sera fixée à la fin de la séance. — *Le* Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie). — Le Sénat fixe la discussion du projet de loi relatif à l'ajournement des élections des conseils municipaux et sa prochaine séance à lundi prochain, 17 décembre, à deux heures. — M. le Président donne lecture d'une dépêche télégraphique annonçant au Sénat la mort de M. Henri Martin, et il se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. Il est procédé au tirage au sort de la députation chargée d'assister aux obsèques de M. Henri Martin. — Lundi prochain, 17 décembre, à deux heures, séance publique. La séance est levée à quatre heures vingt minutes (J.O., p. 6475).

Séance du 17 décembre

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures et dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires, est adopté après quelques observations présentées par M. le baron de Ravignan. — Le Sénat adopte des projets de lois ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Plabennec (Finistère); la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie); et un projet de loi tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt et à créer des ressources extraordinaires pour le payement de diverses dépenses départementales. — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose le Budget des dépenses et recettes de l'exercice 1884, titre Ier : Budget ordinaire. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales. L'article unique est mis aux voix. MM. Labordère, Barne, rapporteur, et Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur, sont entendus. L'article unique est adopté. Un article additionnel, présenté par M. Tolain et accepté par M. le Rapporteur, au nom de la Commission, est mis aux voix et adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi tendant à faire célébrer aux frais de l'État les funérailles de M. Henri Martin et à ouvrir un crédit sur l'exercice 1883. — L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est demandée, et le projet renvoyé à l'examen de la Commission des finances. — Après une suspension de séance, M. Calmon, président de la Commission des finances, donne lecture du rapport de la Commission, qui conclut à l'adoption du projet. La discussion immédiate est ordonnée. Les articles du projet de loi sont adoptés et, sur l'ensemble, il y a lieu à un scrutin. L'ensemble est adopté par 182 voix, contre 22, sur 204 votants. — Demain mardi, 18 décembre, séance publi-

que à quatre heures. La séance est levée à quatre heures et quart (J.O., p. 6530).

Séance du 18 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à quatre heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, est adopté après des rectifications demandées par MM. de Pressensé et Milhet-Fontarabie. — M. Faure, sous-secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, dépose un projet de loi relatif à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haï-Phong. L'urgence demandée est déclarée, et le projet est renvoyé à la Commission des finances. — Le Sénat adopte des projets de loi d'intérêt local tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le département des Landes, à s'imposer extraordinairement pour des travaux de routes départementales et des chemins de fer vicinaux, et le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux. — Après avoir entendu M. Henry Didier, rapporteur, et conformément aux conclusions de la Commission, le Sénat adopte en première délibération un projet de résolution présenté par M. de Gavardie et tendant à modifier l'article 95 du Règlement du Sénat.— La séance est suspendue pendant vingt minutes. — M. l'amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit de 20 millions pour le service du Tonkin. Sur la demande de M. le Ministre, l'urgence est déclarée et le projet de loi est renvoyé à la Commission déjà saisie du crédit demandé pour l'expédition du Tonkin. — M. Barthélemy Saint-Hilaire, président de la Commission, déclare que la Commission est prête à se réunir immédiatement. — La réunion immédiate de la Commission est décidée et la séance est suspendue. — A la reprise de la séance, M. l'amiral Jauréguiberry dépose et, sur la demande du Sénat, lit le rapport fait au nom de la Commission chargée de l'examen des projets de lois relatifs à des ouvertures de crédits pour l'expédition du Tonkin. Il y a une demande de discussion immédiate. Le Sénat fixe la discussion à jeudi.— Jeudi, 20 décembre, séance publique à deux heures. La séance est levée à six heures moins un quart (J.O., p. 6547).

Séance du 20 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des

secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Corse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales ; 2° après avoir entendu MM. de Gavardie et Chardon, rapporteur, un projet de loi ayant pour objet la prorogation de surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie) ; 3° un projet de loi ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Chambéry (Savoie) ; 4° après avoir entendu MM. de Gavardie et Chardon, rapporteur, un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Aix-les-Bains (Savoie) à emprunter 50.000 francs à la Caisse des écoles ; 5° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Lunéville (Meurthe-et-Moselle): 1° à emprunter une somme de 500.000 francs ; 2° à s'imposer extraordinairement. — M. Casimir Fournier, sur la demande du Sénat, donne lecture du rapport sur le projet de loi portant ratification d'une Convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haï-Phong. L'urgence, demandée au nom de la Commission et du Gouvernement, est déclarée. Il y a une demande de discussion immédiate. La discussion immédiate est renvoyée à la suite de la discussion des projets de loi relatifs à l'ouverture de crédits supplémentaires pour le service du Tonkin. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un érédit supplémentaire de 9 millions de francs pour le service du Tonkin. MM. le duc de Broglie, le général Campenon, Ministre de la Guerre, l'amiral Jauréguiberry, rapporteur, de Freycinet, Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, sont entendus dans la discussion générale. Le projet de loi est adopté par 211 voix contre 7, sur 218 votants. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire de 20 millions de francs pour le service du Tonkin. Sur l'article 1er, M. le maréchal Canrobert est entendu. L'article 1er et les articles 2 et 3 sont adoptés. L'ensemble du projet est adopté par 215 voix contre 6 sur 221 votants. — Le Sénat adopte ensuite le projet de loi portant ratification d'une Convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haï-Phong. — Après une suspension de séance, M. Tirard, Ministre des Finances, dépose le projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire, du budget des ressources spéciales et des budgets annexes. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique à samedi, 22 décembre, à trois heures. La séance est levée à six heures moins un quart (J.O., p. 6597).

Séance du 22 décembre

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Edouard Millaud, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de M. de Gavardie et une réponse de M. le Président à ces observations. — MM. Bérenger, Barne, Marcel Barthe, Massé, Denis, Munier et Chardon déposent des rapports sur des projets de lois. — M. Calmon, Président de la Commission des finances, donne lecture d'une déclaration de cette Commission au sujet des travaux relatifs à l'examen du Budget de 1884. — M Dauphin, rapporteur général du Budget, dépose le Rapport sur le Budget ordinaire, titre Ier.—Le Sénat adopte des projets de lois : tendant à autoriser la ville d'Hyères (Var) à emprunter 34.900 francs à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement; autorisant la prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Port-Launay (Finistère); autorisant la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Hanvec (Finistère); tendant à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt de 120.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux. — A propos de la fixation de l'ordre du jour, MM. Bardoux, Tirard, Ministre des Finances, le Président et Dauphin, rapporteur général du Budget, sont entendus. — M. de Gavardie est entendu pour un rappel au Règlement. — M. le Président répond à M. de Gavardie. — Lundi, 24 décembre, séance publique à deux heures. La séance est levée à quatre heures cinq minutes (J.O., p. 6633).

Séance du 24 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes.— Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte sans discussion des projets de lois tendant à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; à proroger à l'octroi de la ville de Laon des surtaxes perçues sur le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool; à proroger des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Steenwoorde (Nord); à proroger des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Quesnoy (Nord).— Le Sénat adopte : 1° le projet de résolution présenté par la Commission de comptabilité, relatif à l'ouverture d'un crédit de 72,000 fr., en addition au Budget du Sénat (exercice 1883) pour travaux de grosses réparations; 2° en deuxième délibération, le projet de résolution pré-

des Beaux-Arts. Les cinq premiers chapitres sont adoptés. Sur le chapitre 6 (Facultés, professeurs et suppléants, chargés de cours, administration), MM. Bardoux et Fallières, Ministre de l'Instruction publique, sont entendus. Les chapitres 6 à 48 inclusivement sont adoptés Sur le chapitre 49 (Bourses nationales et dégrèvements), MM. Casimir Fournier, Dauphin, rapporteur du Budget général, et M. le Ministre de l'Instruction publique sont entendus. Un amendement de MM. Merlin, Casimir Fournier et plusieurs de leurs collègues est adopté au scrutin par 171 voix contre 21 sur 192 votants. Les chapitres 49 à 54 sont adoptés. Un amendement demandant le rétablissement du chapitre 54 *bis* (Subventions exceptionnelles aux communes pour alléger la gratuité de l'instruction primaire) est développé par M. Ribière. M. le Rapporteur général répond à M. Ribière. M. le Ministre de l'Instruction publique est entendu. Un amendement ayant le même objet que l'amendement de M. Ribière est déposé par MM. Cordelet, Le Bastard, Salneuve et plusieurs de leurs collègues. Il y a une demande de scrutin. L'amendement de MM. Ribière et Barne est adopté par 151 voix contre 57 sur 208 votants. Le chapitre 54 *bis* est adopté. M. Casimir Fournier demande par amendement une augmentation de crédit au chapitre 55 (Enseignement primaire, matériel). L'amendement est adopté par 166 voix contre 4 sur 170 votants. Les chapitres 55 (modifié) et suivants jusqu'au chapitre 68 et dernier sont adoptés. Les chapitres 1 à 53 de la 2e section du budget (Service des Beaux-Arts) sont adoptés. La discussion passe au budget du Ministère du Commerce. MM. Tenaille-Saligny et Hérisson, Ministre du Commere, sont entendus. Tous les chapitres du Budget (1 à 33) sont adoptés. La discussion s'ouvre sur le budget du Ministère de l'Agriculture. MM. le colonel Meinadier et Méline, Ministre de l'Agriculture, sont entendus. Le chapitre 1er est adopté. Sur le chapitre 2 (Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale), MM. Lenoël, le Ministre de l'Agriculture et Tirard, Ministre des Finances, sont entendus. Les chapitres 2 à 8 exclusivement sont adoptés. Sur le chapitre 8 (Personnel de l'enseignement agricole), MM. de Parieu, le Ministre de l'Agriculture et Guyot sont entendus. Les chapitres 8 à 46 et dernier sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — Demain vendredi, 28 décembre, séance publique à deux heures. La séance est levée à six heures (J.O., p. 6710.)

Séance du 28 décembre.

Présidence de M. Le Royer.—La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gayot, l'un des secrétaires, est adopté après une rectification demandée par M. Clamageran. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi ayant pour objet la prorogation

des surtaxes perçues sur les vins et sur les spiritueux à l'octroi de Saint-Claude (Jura); 2° après avoir entendu M. de Gavardie, un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Annonay (Ardèche) à emprunter une somme de 400.000 francs. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget ordinaire des dépenses et des recettes de l'exercice 1884. La discussion s'ouvre sur le budget du Ministère des Travaux publics, qui est mis aux voix et adopté du chapitre 1er au chapitre 38. Sur le chapitre 39 (Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés), MM. le colonel Meinadier et le Ministre des Travaux publics sont entendus. Un amendement de M. le colonel Meinadier au chapitre 39 n'est pas adopté. Le Sénat adopte les chapitres 39 et suivants jusqu'au chapitre 59 et dernier du Ministère des Travaux publics. L'article 1er et l'article 2 du projet de loi portant fixation des crédits du budget ordinaire sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 3, M. le colonel Meinadier développe un amendement. M. le général Campenon, Ministre de la Guerre, répond à M. le colonel Meinadier et combat l'amendement. Après avoir entendu de nouveau M. le colonel Meinadier, le Sénat repousse l'amendement. L'article 3 est adopté. Un article additionnel, présenté par M. de Gavardie, est repoussé. L'ensemble du Budget ordinaires des dépenses est adopté à l'unanimité de 221 votants. — M. Dauphin, rapporteur général, demande, au nom de la Commission et du Gouvernement, la déclaration d'urgence pour le projet de loi portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884. (Budgets sur ressources spéciales. Budgets annexes et dispositions diverses.) L'urgence est déclarée. Il y a une demande de discussion immédiate. M. Buffet est entendu. Il demande le renvoi de la discussion à la session prochaine. M. le Rapporteur général répond à M. Buffet. Après avoir entendu de nouveau M. Buffet, puis M. Tirard, Ministre des Finances, le Sénat, consulté, ordonne la discussion immédiate. Les articles 1 et 2 sont adoptés. L'article 3 est adopté ainsi que l'état G annexé. L'article 4 est adopté ainsi que l'état H annexé. Sur l'article 5, MM. Léon Say, le Ministre des Finances et Buffet sont entendus. L'article 5 est adopté ainsi que les articles 6 et 7. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité de 209 votants. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à demain samedi 29 décembre. Séance publique à trois heures. La séance est levée à quatre heures dix minutes (J.O., p. 6738).

Séance du 29 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un

des secrétaires, est adopté avec une rectification demandée par M. le général Billot. — M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs, au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884. L'urgence demandée est déclarée. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi ayant pour objet la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Biarritz; 2° un projet de loi ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Saint-Quentin ; 3° le projet de résolution, présenté par la Commission de comptabilité, sur le règlement du compte des recettes et dépenses du Sénat pour l'exercice 1882. — Après dépôt et lecture du rapport par M. Gustave Denis, après déclaration d'urgence et demande de discussion immédiate, le Sénat adopte le projet de résolution présenté par la Commission de comptabilité du Sénat et portant fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice de 1884. — Après avoir entendu MM. de Gavardie et Munier, rapporteur, le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Roubaix à changer l'affectation de partie d'un emprunt. — L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux. Le projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet la prorogation de l'octroi de banlieue dans le département de la Seine. MM. de Gavardie et Garrisson, rapporteur, sont entendus. Le projet de loi est adopté. — Après dépôt et lecture du rapport de M. Dauphin, après déclaration d'urgence et sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte à l'unanimité de 204 votants le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires montant à 21.420.641 francs au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1884. — Le Sénat, après dépôt et lecture des rapports et sur des demandes de discussion immédiate, adopte des projets de lois portant perception ou prorogation de surtaxes aux octrois de Rumengol, de Crozon, de Villefranche, de Condé (Nord), de Lampaul-Guimiliau, de Plouvien, de Dirinon, de Saint-Yrieix et un projet de loi autorisant la ville de Sedan à contracter un emprunt. — M. Jules Ferry, Président du Conseil, donne lecture du décret de M. le Président de la République portant clôture de la session extraordinaire de 1883. M. le Président prononce la clôture de la session extraordinaire de 1883. — Le procès-verbal de la séance est lu par M. Paul de Rémusat, l'un des secrétaires, et adopté sans observations. La séance est levée à six heures moins vingt minutes. (J.O., p. 6787).

PROJETS DE RÉSOLUTION.

I. Projet de résolution déposé par M. de Gavardie, tendant à modifier le Règlement du Sénat [10 juillet].

II. Projet de résolution de M. de Gavardie, relatif à la modification de l'article 95 du Règlement du Sénat [27 juillet]. — Rapport sommaire de M. Didier [15 novembre] (A., p. 108; an., p. 18; I. 17). — Discussion de la prise en considération. Adoption [22 novembre] (A., p. 201). — Commission : MM. Luro, Henry Didier, de Gavardie, Lalanne, Célestin Lagache, Testelin, de la Sicotière, Dumesnil, Goutay (J.O., p. 6222; F. 17). — *Président*, M. Goutay; *Secrétaire*, M. de Gavardie; *Rapporteur*, M. Henry Didier (J.O., p. 6285; F. 18). — Dépôt, par M. Henry Didier, du rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de résolution présenté par M. de Gavardie, tendant à modifier l'article 95 du Règlement du Sénat [14 décembre] (A., p. 279; an., p. 62; I. 101). — Première délibération; M. Didier, rapporteur. Adoption [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r. p. 1472). — Deuxième délibération. Adoption [24 décembre] (A., p. 338; J.O., c.r., p. 1504). —

III. Projet de résolution, déposé par M. de Gavardie, sur le vote annuel du Budget [19 novembre] (A., p. 161). — Discussion de la prise en considération. Adoption [22 novembre 1883]. — Commission : MM. Luro, Henry Didier, rapporteur; de Gavardie, secrétaire; Lalanne, Célestin Lagache, Testelin, de La Sicotière; Dumesnil, Goutay, président. Rapport de M. Cordelet [12 janvier] (J.O., c.r., p. 12).

IV. Projet de résolution, présenté par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [26 juillet]. — Rapport sommaire de M. Lalanne [15 novembre] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 1304; an., p. 18; I. 18). — Discussion de la prise en considération. Sont entendus : MM. Buffet, Léon Lalanne, rapporteur; Roger-Marvaise, Rejet [22 novembre] (A., p. 201; J.O., c.r., p. 1382).

V. Dépôt, par M. Gustave Denis, d'un rapport sur le projet de résolution relatif à l'ouverture d'un crédit de 72.100 francs, en addition au budget du Sénat (exercice 1883), pour travaux de grosses réparations [18 décembre] (A., p. 303; J.O., c.r., p. 1472; an., p. 94, I. 131). — Adoption [24 décembre] (A., p. 338; J.O., c.r., p. 1504).

VI. Rapport, au nom de la Commission de comptabilité, par M. Gustave Denis, sur le règlement du compte des recettes et des dépenses du Sénat, pour l'exercice 1882 [22 décembre] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 1490;

an., p. 171; I. 153). — Adoption [29 décembre] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 1566).

VII. Projet de résolution présenté au Sénat : 1° Sur la fixation du budget des dépenses pour l'exercice 1884; 2° sur l'évaluation des recettes de la Caisse des retraites des employés du Sénat. Rapport de M. Denis. Il en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [29 décembre] (A., p. 407; J.O., c.r., p. 1566; an., p. 191; I. 196).

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE. — Proposition de loi y relative. V. loi 15.

QUESNOY (Le). Nord.— Prorogation de surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 78.

QUESTIONS.—Adressée par M. Denormandie à M. le Garde des Sceaux, relativement à l'application de la loi sur la magistrature [13 novembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1289). — Adressée par M. Testelin à M. le Ministre du Commerce, relativement au retrait du décret du 18 février 1881, qui interdit en France l'importation du porc salé provenant d'Amérique [29 novembre] (J.O., c.r., p. 1400). — Adressée par M. Bardoux à M. le Ministre de l'Instruction publique au sujet du programme d'études de l'enseignement secondaire. Remise à une autre séance de la discussion de cette question [24 décembre] (J.O., c.r., p. 1503).

RAVIGNAN (baron de). Landes. — Fait une observation au sujet d'une rectification faite à l'*Officiel* des paroles prononcées par M. le Président à l'occasion de la mort de M. Henri Martin [17 décembre] (A., p. 291 ; J.O., c.r., p. 1463).

RAYNAL, *Ministre des Travaux publics.* — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le premier, portant approbation de la convention provisoire passée le 17 juillet 1883 entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest; le deuxième, portant approbation de la convention provisoire passée le 11 juin 1883 entre le Ministère des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de l'Est [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 1; I. 2, 3). — Est entendu dans la discussion générale sur les projets de lois portant approbation des conventions provisoires passées entre l'Etat et les Compagnies de chemins de fer [16 novembre] (A., p. 123; J.O., c r., p. 1317) [17 novembre] (A., p. 154, J.O., c.r., p. 1342) [19 novembre] (A., p. 165; J.O., c.r., p. 1352) [20 novembre] (A., p. 187; J.O., c.r., p. 1368, 1370). — Parle dans la discussion du projet de loi

portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [28 décembre] (A., p. 394; J.O., c.r., p. 1555).

RÉCIDIVISTES. — Projet de loi y relatif. V. loi 10. — Projet de loi pour combattre la récidive (Régime des prisons, etc.). V. loi 99.

RÉGIME DES EAUX. — Projet de loi y relatif. V. loi 6.

RÈGLEMENT DU SÉNAT. — Projet de résolution déposé par M. de Gavardie, tendant à modifier le Règlement du Sénat [10 juillet]. — Projet de résolution déposé par M. Buffet, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [26 juillet]. — Projet de résolution déposé par M. de Gavardie, tendant à modifier l'article 95 du Règlement du Sénat [27 juillet]. — Rapports sommaires de MM. Didier et Lalanne [15 novembre] (J.O., c.r., p. 1304). — Dépôt, par M. Henry Didier, du rapport sommaire sur le projet de résolution présenté par M. de Gavardie, tendant à modifier l'article 95 du Règlement du Sénat [13 décembre] (J.O., c.r., p. 1453).

REGNAULT, *directeur général des manufactures de l'Etat.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J. O., c.r., p. 1511).

REIGNIÉ (de). Deux-Sèvres. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à faire admettre au bénéfice de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes. Dépose six pétitions de deux cent quatorze fonctionnaires résidant à Saint-Quentin (Aisne) [27 octobre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1226, 1230).

RENAUD, *directeur général des contributions indirectes.* — Nommé commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

RIBIÈRE. Yonne. — Présente trois amendements de concert avec MM. Ed. Millaud, Cordier, Merlin et Casimir Fournier, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 377; J.O., c.r., p. 1537). — Membre de Commissions (F. 15, 18; J.O., p. 6084, 6285).

ROBERT DE MASSY. Loiret. — Membre d'une Commission (F. 1; J.O., p. 5806).

ROGER-MARVAISE. Ille-et-Vilaine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au régime des eaux [25 octobre] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 1219). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 53 du Règlement du Sénat [22 novembre] (A., p. 203; J.O., c.r., p. 1383). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 359; J.O., c.r., p. 1523).

ROUBAIX (ville de). — Demande l'autorisation de changer l'affectation de partie d'un emprunt. V. loi 66.

ROUBAUD, *commissaire de la Marine, directeur de l'établissement des Invalides.* — Est désigné, par décret de M. le Président de la République, comme commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre de la Marine et des Colonies, dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

ROUEN (ville de) (Seine-Inférieure). — Prorogation de surtaxes perçues sur le vin et l'alcool à son octroi. V. loi 37.

ROUSSEAU, *directeur du secrétariat et de la comptabilité au Ministère de l'Intérieur.* — Est désigné comme commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre de l'Intérieur dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

ROUSSEL (Théophile). Lozère. — Demande un congé [30 décembre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1242). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant révision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés (J.O., p. 6676; F. 28).

ROZIÈRE (de). Lozère. — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

RUAU, *directeur général des monnaies et médailles.* — Nommé commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre des Finances

dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1511).

RUBILLARD. Sarthe. — Secrétaire de la 8e Commission d'intérêt local (J.O., p. 5717; F. 6). — Dépose le rapport sur le projet de loi, tendant à autoriser la commune de Levallois-Perret (Seine) à contracter un emprunt [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c r., p. 1330; an., p. 25; I. 33). — Présente un amendement, de concert avec M. Le Mounier, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1365). — Dépose les rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le premier, à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure) à contracter trois emprunts; le deuxième, à autoriser la ville d'Armentières (Nord), à emprunter une somme de 57.000 francs [6 décembre] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 1419; an., p. 56; I. 74, 75). — Dépôt du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à contracter un emprunt [10 décembre] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 1439; an., p. 61; I. 100). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1er, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt et à créer des ressources extraordinaires pour le payement de diverses dépenses départementales; le 2e, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie); le 3e, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Plabennec (Finistère). Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion des projets de lois tendant à autoriser les villes de Toulouse et du Havre à contracter des emprunts [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453, 1454; an., p. 64; I. 106, 107, 108). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5557, 6222).

RUMENGOL (commune de) (Finistère). — Prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à son octroi. V. loi 103.

SAINT-CLAUDE (ville de) (Jura). — Prorogation de surtaxes perçues sur les vins et les spiritueux à son octroi. V. loi 96.

SAINT-DIÉ (ville de) (Vosges). — Prorogation d'une surtaxe sur le vin à son octroi. V. loi 34.

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (ville de) (Savoie). — Demande la prorogation de surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 61.

SAINT-JULIEN (ville de) (Haute-Savoie). — Prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin à son octroi. V. loi 33.

SAINT-MARCELLIN (ville de) (Isère). — Demande à proroger des surtaxes sur les vins et sur l'alcool à son octroi. V. loi 48.

SAINT-QUENTIN (ville de) (Aisne). — Prorogation de la surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 101.

SAINT-VALLIER (comte de). Aisne. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant concession de croix et de médailles militaires à l'occasion des opérations effectuées au Tonkin, à Hué et à Madagascar (J.O., p. 5957; F. 11). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation des lois conférant aux fabriques des églises et aux consistoires le monopole des inhumations (J.O., p. 6196; F. 16). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1524). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Laon à contracter un emprunt pour la construction d'un lycée. Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 369; J.O., c.r., p. 1534). — Membre de Commissions (F. 10, 15, 23; J.O., p. 5942, 6084, 6476).

SAINT-YRIEIX (ville de) (Haute-Vienne). — Établissement d'une surtaxe sur le vin à son octroi. V. loi 114.

SALNEUVE. Puy-de-Dôme. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la Convention provisoire passée entre l'Etat et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans. Présente un amendement de concert avec MM. Guyot-Lavaline et Goutay [20 novembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1365). — Présente un amendement, de concert avec MM. Ribière, Barne, Garrisson et Barbey, au cours de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (J.O., c.r., p. 1539). — Membre de Commissions (F. 8, 29; J.O., p. 5806, 6696).

SAVOIE (département de la). — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 97.

SAY (Léon). Seine-et-Oise. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du crédit agricole mobilier [29 novembre] (A., p. 216 ; J.O., c.r., p. 1396). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1884 [28 décembre] (A., p. 399 ; J.O., c.r., p. 1560).

SCHŒLCHER. Inamovible. — Président de la 9e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 6285 ; F. 18). — Membre d'une Commission (F. 17 ; J.O., p. 6222).

SEDAN (ville de) (Ardennes). — Échange de terrain entre l'État et la ville. V. loi 51. — Demande à emprunter 300.000 francs. V. loi 109.

SEINE (département de la). — Prorogation de l'octroi de banlieue dans le département. V. loi 113.

SESSION EXTRAORDINAIRE. — Son ouverture [23 octobre] (A., p. 1 ; an., p. 1 ; I. 1).

SÈVRES (département des Deux-). — Demande à contracter un emprunt et à créer des ressources extraordinaires pour le payement de diverses dépenses départementales. V. loi 56.

SIMON (Jules). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1515). — Membre d'une Commission (F. 15 ; J.O., p. 6084).

SOCIÉTÉS. — Modification de la loi de 1867. V. loi 64.

SOUBIGOU. Finistère. — Membre de Commissions (F. 3, 17 ; J.O., p. 5557, 6222).

STEENWOORDE (commune de) (Nord). — Prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 77.

SYNDICATS PROFESSIONNELS. — Projet de loi y relatif. V. loi 8.

TAILLETTE (commune de) (Ardennes). — Échange de terrains entre l'État et lacommune de Taillette. V. loi 50.

TARIF GÉNÉRAL DES DOUANES. — V. loi 105.

TEISSERENC DE BORT. Haute-Vienne. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. Demande l'ajournement de la discussion [27 octobre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1230). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [30 octobre] (A., p. 30; J.O., c.r., p. 1234) [5 novembre] (A., p. 45; J.O., c.r., p. 1246) [6 novembre] (A., p. 59; J.O., c.r., p. 1258). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour. Dépose une pétition de soixante-deux fonctionnaires civils du département de la Haute-Vienne [8 novembre] (A., p. 82; J.O., c.r., p. 1277, 1278). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. Présente cinq amendements [13 novembre] (A., p. 94; J.O., c.r., 1292).

TENAILLE-SALIGNY. Nièvre. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [27 décembre] (A., p. 381; J.O., c.r., p. 1543).

TESTELIN. Inamovible. — Demande à adresser à M. le Ministre du Commerce une question relative au retrait du décret du 18 février 1881, qui interdit en France l'importation du porc salé provenant d'Amérique [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1400). — Membre de Commissions (F. 3, 10, 17; J.O., p. 5557, 5942, 6222).

THÉRY. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

THUREL. Jura. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

TIRARD, *Ministre des Finances.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à faire admettre au bénéfice de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes [27 octobre] (A., p. 18; J.O., c.r., p. 1225). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les matières d'or et d'argent. Dépose deux projets de lois au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 novembre] (A., p. 65; J.O., c.r., p. 1263). — Est entendu dans la discussion générale sur les projets de lois portant approbation des

conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemins de fer [15 novembre] (A., p. 120; J.O., c.r., p. 1314). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, onze projets de lois d'intérêt local [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330). — M. Méline, Ministre de l'Agriculture, dépose, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, dix projets de lois d'intérêt local [29 novembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1399). — M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances, dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Chambéry (Savoie); le 2e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie) [4 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1417; an., p. 39; I. 66, 67). — Dépôt par M. Martin-Feuillée, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre des Finances, de six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Port-Launay (Finistère); le 2e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool à l'octroi de Péronne (Somme); le 3e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin, le cidre, le poiré, l'hydromel et l'alcool à l'octroi de Laon (Aisne); le 4e, la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Hanvec (Finistère); le 5e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Steenwoorde (Nord); le 6e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Quesnoy (Nord) [8 décembre] (A., p. 253; J.O., c.r., p. 1434; an., p. 59; I. 87, 88, 89, 90, 91, 92). — Dépôt par M. Jules Ferry, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de MM. les Ministres des Finances, de la Marine et des Colonies et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire pour le service du Tonkin [13 décembre] (J.O., c.r., p. 1453). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884 [17 décembre] (A., p. 291; J.O., c.r., p. 1463; an., p. 74; I. 118). — Dépôt par M. Faure, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies, des Postes et des Télégraphes et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification d'une Convention relative à la pose d'un câble télégraphique sous-marin entre le cap Saint-Jacques (Cochinchine) et Haï-Phong. Dépôt, par M. l'amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de

MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1884, d'un crédit supplémentaire de 20 millions pour le service du Tonkin [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1475). — M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, d'un crédit supplémentaire de 350.000 francs, applicable au service des manufactures de l'Etat; le 2e, ayant pour objet la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Biarritz (Basses-Pyrénées); et le 3e, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur les spiritueux à l'octroi de Saint-Claude (Jura). Dépose sur le bureau du Sénat le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1884 (Budget extraordinaire, Budget sur ressources spéciales, budgets annexes et dispositions diverses) [20 décembre] (A., p. 324; J.O., c.r., p. 1493; an., p. 100; I. 143, 144, 145, 147). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [22 décembre] (A., p. 332; J.O., c.r., p. 1499). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour tendant à fixer le jour de la discussion du Budget. Dépose les quatre projets de loi suivants ayant pour objet : le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Saint-Quentin (Aisne); le 2e, la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Crozon (Finistère); le 3e, la prorogation de la surtaxe perçue à l'octroi de Rumengol (Finistère); le 4e, l'établissement d'une surtaxe sur le vin et la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi du Havre (Seine-Inférieure) [24 décembre] (A., p. 338; J.O., c.r., p. 1504, 1507; an., p. 173; I. 163, 164, 165, 166). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884. Dépose cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Lampaul-Guimiliau (Finistère); le 2e, la prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Plouvien (Finistère); le 3e, la prorogation de l'octroi de banlieue dans le département de la Seine; le 4e, l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Yrieix (Haute-Vienne); le 5e, la prorogation d'une surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Dirinon (Finistère) [27 décembre] (A., p. 385; J.O.. c.r., p. 1547; an., p. 190; I. 188, 189, 190, 191, 192). — Parle dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'exercice 1884 [28 décembre] (A., p. 397; J.O., c.r., p. 1561).

TIRMAN, *Gouverneur général de l'Algérie*, est désigné en qualité de commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre de l'Intérieur devant la Chambre des Députés et devant le Sénat dans la discussion du budget du Ministère de l'Intérieur de l'exercice 1884 (2e section, Service du Gouvernement général de l'Algérie), ainsi que du projet de loi sur les acquisitions de terres et les travaux de colonisation en Algérie [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1512).

TISSERAND, *conseiller d'État, commissaire du Gouvernement*, nommé, par décret de M. le Président de la République, pour assister M. le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du Crédit agricole mobilier [29 novembre] (J.O., c.r., p. 1387).

TOLAIN. Seine. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers [8 novembre] (A., p. 81; J.O., c.r., p. 1276). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels (J.O., p. 5892; F. 8). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation [13 novembre] (A., p. 95; J.O., c.r., p. 1293). — Est entendu dans la discussion générale sur les projets de lois portant approbation des conventions provisoires passées entre l'État et les Compagnies de chemins de fer [16 novembre] (A., p. 130; J.O., c.r., p. 1323) [17 novembre] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 1346). — Présente un article additionnel [19 novembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1362). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions relatives aux livrets d'ouvriers. Dépose une pétition des employés des contributions indirectes de Paris [20 novembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1373). — Parle dans la discussion du même projet de loi sur l'abrogation des dispositions qui régissent les livrets d'ouvriers [22 novembre] (A., p. 196; J.O., c.r. p. 1379). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la création des Syndicats professionnels [14 décembre] (A., p. 290; J.O., c.r., p. 1461; an., p. 66; I. 112). — Présente un article additionnel au projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales. Prend la parole pour développer son article [17 décembre] (A., p. 297; J.O., c.r. p. 1468). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1884 [26 décembre] (A., p. 359). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du

Budget général de l'exercice 1884 [26 décembre] (J.O., c.r., p. 1532). — Membre de Commissions (F. 3, 15; J.O., p. 5557, 6084).

TONKIN. — Ouverture d'un crédit de 9.000.000 francs. V. loi.

TOULOUSE (ville de). — Demande l'autorisation d'emprunter 2.500.000 francs. V. loi 57.

TRÉPORT (ville du) (Seine-Inférieure). — Prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 39.

TRÉVENEUC (comte de). Côtes-du-Nord. — Dépose six pétitions de quarante-deux fonctionnaires civils du département des Côtes-du-Nord [25 octobre] (J.O., c.r., p. 1221).

TRÉVILLE (comte de). Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6222).

TRIBERT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

VALLÉE (Oscar de). Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

VERNINAC (de). Lot. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récidivistes (J.O., p. 5942; F. 10). — Présente un amendement, de concert avec M. Béral, au cours de la discussion du projet de loi portant approbation de la convention provisoire passée entre l'État et la Compagnie du chemin de fer d'Orléans [20 novembre] (J.O., c.r., p. 1365). — Membre d'une Commission (F. 8; J.O., p. 5806).

VICTOR HUGO. Seine. — Dépose une pétition du conseil de l'institut populaire et des auditeurs des cours et conférences scientifiques du palais du Trocadéro [29 novembre] (J.O., c.r., p. 1400).

VIGAROSY. Ariège. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5557).

VILLEFRANCHE (ville de) (Alpes-Maritimes). — Prorogation de la surtaxe perçue sur les vins à son octroi. V. loi 91.

VOSGES (département des). — Son emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs. V. loi 20.

WADDINGTON, Aisne. — Demande un congé [8 décembre] (J.O., c.r., p. 1438; A., p. 252).

WALDECK-ROUSSEAU, *Ministre de l'Intérieur.* — Dépôt, par M. Méline, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois : le 1er, sur les associations; le 2e, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 1.550.000 fr. et à s'imposer extraordinairement [23 octobre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 2; I. 4, 5). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi relatif à un crédit supplémentaire tendant à augmenter le traitement de fonctionnaires administratifs du département [25 octobre] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 1216). — Dépose un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, sur les récidivistes [27 octobre] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 5; I. 6). — Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er, à autoriser la commune de Levallois-Perret à contracter un emprunt; le 2e, à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs [6 novembre] (A., p. 71; J.O., c.r., p. 1268; an., p. 11; I. 11, 12). — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, les onze projets de loi suivants : le 1er, l'établissement d'office d'une imposition extraordinaire sur la commune de Blaise-sous-Hauteville (Marne); le 2e, l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Civray (Vienne); le 3e, la prorogation de surtaxes perçues à l'octroi de Montmorillon (Vienne); le 4e, la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie); le 5e, la prorogation d'une surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Saint-Julien (Haute-Savoie); le 6e, la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Saint-Dié (Vosges); le 7e, la prorogation de la surtaxe perçue sur le vin à l'octroi de Pont-de-Vaux (Ain); le 8e, l'établissement d'une surtaxe sur le vin à l'octroi d'Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées); le 9e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Rouen (Seine-Inférieure); le 10e, la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Grandcamp (Calvados); le 11e, la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure) [16 novembre] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 1330; an., p. 29; I. 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29,

30, 31). — M. Méline, Ministre de l'Agriculture, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances, dix projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux ; le 2e, à autoriser le département de la Corse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales ; le 3e, à autoriser le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ; le 4e, à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental ; le 5e, à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt et à créer des ressources extraordinaires pour le payement de diverses dépenses départementales ; le 6e, à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à emprunter 2.500.000 francs ; le 7e, à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental ; le 8e, ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Palais (Morbihan) ; le 9e ayant pour objet la prorogation de la surtaxe perçue sur l'alcool à l'octroi de Plabennec (Finistère) ; le 10e, ayant pour objet la prorogation des surtaxes perçues sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) [29 novembre] (A., p. 220 ; J.O., c.r., p. 1399 ; an., p. 36 ; I. 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58). — M. Noirot, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, dépose sept projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, la ville de Roubaix (Nord), à changer l'affectation de partie d'emprunt ; le 2e, la ville de Grenoble (Isère) à emprunter 255.000 francs ; le 3e, la ville d'Hyères (Var), à emprunter 34.900 francs à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement ; le 4e, la ville de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) à contracter un emprunt de 500.000 francs, et à s'imposer extraordinairement ; le 5e, la ville d'Aix-les-Bains à emprunter 50.000 francs à la Caisse des écoles ; le 6e, le département de l'Ain à emprunter 120.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux ; le 7e, la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter 160.000 francs et à s'imposer extraordinairement [6 décembre] (A., p. 246 ; J.O., c.r., p. 1424 ; an., p. 57 ; I. 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82). — Dépôt, par M. Martin-Feuillée, Ministre de la Justice et des Cultes, Garde des Sceaux, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montauban (Tarn-et-Garonne) à emprunter 630.000 francs [8 décembre] (A., p. 262 ; J.O., c.r., p. 1438 ; an., p. 59 ; I. 94). — Dépôt,

par M. Marguc, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ajournement des élections municipales [13 décembre] (A., p. 280; J.O., c.r., p. 1453). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'ajournement des élections municipales. Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire célébrer aux frais de l'État les funérailles d'Henri Martin. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le 2e, à autoriser la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à changer l'affectation de fonds d'emprunt [17 décembre] (A., p. 296; J.O., c.r., p. 1467, 1468; an., p. 92; I. 119, 120, 121). — M. Faure, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Laon (Aisne) à emprunter 1.018.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, à autoriser la ville d'Annonay (Ardèche) à emprunter une somme de 400.000 francs; le 3e, à autoriser le département de Loir-et-Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux. M. le Ministre de la Marine et des Colonies dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes); le 2e, la prorogation des surtaxes perçues sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Condé (Nord); le 3e, la prorogation de l'augmentation de la surtaxe perçue sur les vins à l'octroi de Castellane (Basses-Alpes) [18 décembre] (A., p. 302; J.O., c.r., p. 1474; an., p. 93; I. 125, 126, 127, 133, 134, 135). — M. Félix Faure, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental [20 décembre] (A., p. 325; J.O., c.r., p. 1493; an., p. 100; I, 146). — Propose une rectification du texte du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la prorogation des élections municipales. — Dépose quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés et ayant pour objet : le 1er, d'autoriser la commune de Levallois-Perret à emprunter 1.070.000 francs; le 2e, d'autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter 1 million

500.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; le 3e, d'autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt pour les travaux de divers chemins vicinaux ; le 4e, d'autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à emprunter une somme de 300.000 francs [24 décembre] (A., p. 342 ; J.O., c.r., p. 1507 ; an., p. 173 ; I. 159, 160, 161, 162).